



Avec les Nuls, tout devient facile!

La Première Guerre mondiale

illustrée

POUR
LES NULS

- ✓ Les origines du conflit
- ✓ La vie dans les tranchées
et le quotidien des civils
- ✓ La paix, et le bilan au lendemain
de la Grande Guerre

TOUT EN COULEUR!

Jean-Yves Le Naour
Docteur en histoire



Jean-Yves Le Naour, docteur en histoire, professeur en classes préparatoires, est spécialiste de la Première Guerre mondiale. Il a écrit de nombreux ouvrages sur ce sujet dont *Le Soldat inconnu vivant* (Hachette, 2002), le *Dictionnaire de la Première Guerre mondiale* (Larousse, 2008) et *Les Soldats de la honte* (Perrin, 2011).



Digitized by the Internet Archive
in 2023

https://archive.org/details/isbn_9782754042383

***La Première
Guerre mondiale***

POUR
LES NULS

La Première Guerre mondiale

POUR
LES NULS

Jean-Yves Le Naour

FIRST
 Editions

« Pour les Nuls » est une marque déposée de Wiley Publishing, Inc.
« For Dummies » est une marque déposée de Wiley Publishing, Inc.

© Éditions First, un département d'Édi8, 2013. Publié en accord avec Wiley Publishing, Inc.
12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
Courriel : firstinfo@efirst.com
Internet : www.pourlesnuls.fr

ISBN : 978-2-7540-4238-3
Dépôt légal : novembre 2013
Imprimé en France par Pollina - L65321

Ouvrage dirigé par Benjamin Arranger
Direction éditoriale : Laurent Boudin
Secrétariat d'édition : Capucine Panissal
Correction : Ségolène Estrangin
Couverture et mise en page : Catherine Kédémos
Illustrations humoristiques : Marc Chalvin
Cartographie : De Visu
Fabrication : Antoine Paolucci
Production : Emmanuelle Clément

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

À propos de l'auteur

Jean-Yves Le Naour, docteur en histoire, est l'un des plus grands spécialistes français de la Première Guerre mondiale. Il est notamment l'auteur de *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre*. *Les mœurs sexuelles des Français 1914-1918* (Aubier, 2002) ; *Le Soldat inconnu vivant* (Hachette Littératures, 2002 ; Pluriel, 2008), *La Honte noire*. *L'Allemagne et les troupes coloniales françaises 1914-1945* (Hachette Littératures, 2004) ; *Marseille 1914-1918* (Qui vive, 2005) ; *Claire Ferchaud, la Jeanne d'Arc de la Première Guerre mondiale* (Hachette Littératures, 2007) ; *L'Affaire Malvy. Le Dreyfus de la Grande Guerre* (Hachette Littératures, 2007) ; *Le Soldat inconnu de l'Arc de Triomphe* (Gallimard, 2008) ; *Nostradamus s'en va-t-en-guerre. 1914-1918* (Hachette Littératures, 2008) ; *Fusillés* (Larousse, 2010) ; *Désunion nationale. La légende noire des soldats du Midi* (Vendémiaire, 2011) ; *Les Soldats de la honte* (Perrin, 2011) ; *Les Poilus* (Classiques Garnier, 2012) et *1914. La grande illusion* (Perrin, 2012).

Éditeur du journal de Marcelle Lerouge, *Une adolescente dans la Grande Guerre* (Hachette, 2005) et d'une correspondance érotique, *Des tranchées à l'alcôve* (Imago, 2006), Jean-Yves Le Naour a également dirigé le *Dictionnaire de la Première Guerre mondiale* (Larousse, 2008). Chez First, il est déjà l'auteur de *La Première Guerre mondiale pour les Nuls* (2008), de *Cartes postales de poilus* (avec Georges Klochendler, 2008), du *Petit livre de la Grande Guerre* (2008) et du *Dernier guillotiné* (2011).

Dédicace

Pour François Le Naour, mon aïeul, né en 1897 et mort à 20 ans sur le Chemin des Dames. Pour François Le Naour, mon frère, né en 1969 et militant de l'humanité.

Sommaire

Introduction	1
À propos de ce livre	2
Les conventions utilisées dans ce livre	3
Comment ce livre est organisé	4
Première partie : 1914, l'été meurtrier	4
Deuxième partie : L'enlissement (1914-1916)	4
Troisième partie : La guerre totale	5
Quatrième partie : 1917, guerre à la guerre	5
Cinquième partie : La victoire en déchantant	5
Sixième partie : La partie des Dix	5
Septième partie : Annexes	6
Les icônes utilisées dans ce livre	6
Et maintenant, par où commencer ?	7
 Première partie : 1914, l'été meurtrier	 9
 Chapitre 1 : Pourquoi se souvenir de la Grande Guerre ?	 11
Le xx ^e siècle est né à Verdun	11
Le mystère des origines de la Grande Guerre	13
Les tranchées de l'histoire : nationalisme contre marxisme	15
Un climat de peur	15
La première des guerres mondiales	16
La première des guerres totales	17
Une guerre terroriste	18
Une guerre de siège à l'échelle du continent	18
 Chapitre 2 : Au bord du gouffre	 21
La paix armée : l'Europe bipolaire	21
De la Duplice à la Triplice (1879-1882)	22
L'Entente franco-russe : c'est pas du gâteau ! (1893)	23
De la franche mésentente à l'Entente cordiale (1904)	25
Naissance de la Triple-Entente (1907)	25
Les failles des blocs	27
Mourir pour le Maroc ?	29
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ?	29
L'impérialisme, stade suprême du nationalisme ?	30

Mourir pour la Bosnie ?	33
La nation en danger	33
La poudrière balkanique	34
Chapitre 3 : La guerre de 1914 n'aura pas lieu	37
Si tu veux la paix, prépare la paix	37
Pacifisme et patriotisme à l'école	38
La détente radicale	39
Comment mettre la guerre hors la loi ?	40
Les pacifistes : des généraux sans armée	40
Si tu veux la paix, prépare la révolution	41
La CGT et l'antimilitarisme	41
La SFIO : unie dans la division	43
Si tu veux la paix, prépare la guerre	45
La force de dissuasion	45
Vive la guerre ?	47
Chapitre 4 : L'assassinat de la paix	49
Le drame de Sarajevo	49
Maudit 28 juin !	49
Un trop beau prétexte	53
L'engrenage	54
Un coup de tonnerre dans un ciel serein	54
Une folle semaine	55
La guerre était-elle inévitable ?	57
Les faux calculs de Berlin	57
Et la France ?	57
Chapitre 5 : Aux armes, citoyens !	61
« Ils ont assassiné Jaurès. Nous n'assassinerons pas la France ! »	61
21 h 40 au café du Croissant	62
Le ralliement	64
L'Union sacrée	66
Une expression heureuse mais ambiguë	67
Les limites d'un gouvernement d'union sacrée	68
La grande réconciliation	69
La fleur au fusil ?	70
« Couper les moustaches à Guillaume »	72
La chasse aux Allemands	74
Les étrangers au service de la France	76
Chapitre 6 : De la guerre rêvée à la dure réalité	77
« Attaquons... comme la lune »	77
La guerre imaginée	78
Plan Schlieffen contre plan XVII	81

L'invasion	83
La bataille des frontières : la fin des illusions françaises	83
La retraite : une atmosphère dramatique	87
Échec et Marne !	90
L'erreur de von Kluck	91
Gallieni force la main à Joffre	91
La plus grande bataille de l'histoire	93
« La course à la mer »	96

Deuxième partie : L'enlissement (1914-1916) 97

Chapitre 7 : L'usine de la mort 99

La guerre des tranchées	99
Des tranchées impenables (ou presque)	101
Efficacité allemande contre improvisation française	103
Ça sent le gaz !	104
Ypres, 22 avril 1915	104
De l'artisanat du chlore à l'industrie de la moutarde	105
Le groin de cochon comme protection	105
C'est pas moi qui ai commencé	107
Tuer toujours plus, par tous les moyens	108
S'adapter	109
Terroriser	113

Chapitre 8 : Les grands cimetières sous la lune 119

Artois et Champagne : les plus inutiles	119
Offensives locales ou régionales ?	120
Joffre, grignoteur en chef	122
Verdun : la plus symbolique	124
Pourquoi Verdun, comment et pour quoi faire ?	124
Une drôle de surprise	124
Orages d'acier	125
« On ne passe pas ! »	127
« Saigner à blanc l'armée française »	130
La Somme : la plus oubliée	131
On prend les mêmes méthodes et on recommence	131
Merci pour tout et adieu !	133

Chapitre 9 : Comment la guerre devient mondiale 135

À l'est, rien de nouveau	135
1914, échec aux Russes	136
1915, le plan Schlieffen à l'envers	139
1916, le retour du cosaque	139



La Première Guerre mondiale pour les Nuls

L'Italie joue les divas	141
Les Balkans en feu	143
Bougres de Bulgares !	143
Ils sont fous, ces Roumains !	144
Tu veux ou tu veux pas ? Les Grecs en font toute une salade	145
Fort comme un Turc ?	146
L'empire contre-attaque	147
1916, la révolte du désert	150
En Afrique et en Extrême-Orient aussi	151
Le Japon entre en guerre	151
« Nos ancêtres les Germains » : la résistance des colonies africaines de l'Allemagne	152
Chapitre 10 : Survivre et tenir	153
Boches et poilus	153
Du poil aux yeux et au c... ..	153
Boche, c'est moche	154
L'intendance laisse à désirer	156
L'armée d'arlequins	156
Qu'est-ce qu'on mange ?	156
Vie des martyrs	158
Dans la mélasse	159
Animaux de compagnie	160
« Memento mori »	163
La fraternité des tranchées	164
Contrainte ou consentement ?	164
Camarades	166
L'arrière rêvé et détesté	167
Chapitre 11 : Fuir la guerre	173
Fraterniser	173
Vivre et laisser vivre	174
Frère boche	175
S'estropier	178
Simuler	178
Se mutiler	179
Sortie définitive	180
Lobusite	180
Le suicide	182
Désertier	183
Se faire fusiller	184

Troisième partie : La guerre totale 191

Chapitre 12 : Mobilisation générale 193

Mobilisation financière	193
L'impôt	193
L'endettement intérieur	194
L'endettement extérieur	195
L'inflation	196
Mobilisation économique	196
Une industrie en guerre	196
Pénuries et rationnement	201

Chapitre 13 : Les femmes et les enfants d'abord 205

Au service de la nation	205
L'ouvrière	206
La marraine de guerre	207
L'ange blanc	210
La fille à soldats	211
Allons z'enfants de la patrie	212
Une école en bleu horizon	213
Jouer à la guerre	214

Chapitre 14 : La mobilisation des consciences 217

« Dieu est bon français ! »	218
Religion et nation	218
Cléricalisme contre anticléricalisme	221
Réveil religieux ou réveil merveilleux ?	223
La propagande en action	225
Bourrage de crâne	225
Anastasia et ses gros ciseaux	227
Contrôle postal	229

Chapitre 15 : Civilisation contre barbarie 231

Déshumaniser l'adversaire	231
Le boche est un glouton	231
Les intellectuels au créneau	234
Les troupes coloniales entre deux feux	236
Sauvages, vous avez dit sauvages ?	236
Nègres blancs contre Noirs blanchis	238
Tant pis pour les prisonniers	240
Rien de prévu	241
Quand l'appétit va, tout va	241
Représailles	243
Des poilus pas comme les autres	244

Guerre aux civils	245
Des populations très occupées	245
La guerre déplace les foules	248
Le martyr arménien	249

Quatrième partie : 1917, guerre à la guerre 253

Chapitre 16 : La grève des tranchées 255

Le Chemin des Dames : le massacre de trop	255
Une offensive si mal préparée !	256
Seize avril 1917, nouveau jour de deuil	258
« Crosse en l'air et rompons les rangs »	259
Mutineries	260
Révolution ou exaspération ?	261
Pétain ou la main de fer dans le gant de velours	263
Rassurer	263
Réprimer	263

Chapitre 17 : La paix monte au créneau 265

L'Internationale sera-t-elle le genre humain ?	265
La traversée du désert	266
Les internationalistes tiennent dans quatre taxis !	267
L'offensive pacifiste de 1917	268
L'hypothèse Caillaux ?	269
L'hypothèse Bethmann-Hollweg ?	271
Info ou intox ? Les propositions de paix de 1917	271
L'arroseur arrosé	272
L'Autriche, ou comment se sortir de l'embarras	274
Pape boche ou pape français ?	275

Chapitre 18 : Sacrée désunion 277

Les couturières veulent en découdre !	277
« Nous voulons nos 1 franc et la semaine anglaise »	278
Des sous ou des maris ?	279
Des traîtres partout	280
L'espionne de charme H 21	281
Turmel, le député corrompu	283
Bolo pacha, le maffieux magnifique	283
L'affaire du « Bonnet rouge »	285
La mort de l'Union sacrée	285
Le prétexte des socialistes	286
Le prétexte des nationalistes	287
Clemenceau, dictateur parlementaire ?	288
Un Clemenceau... sinon rien	288
« Le pays connaîtra qu'il est défendu »	290

Chapitre 19 : De la guerre nationale à la guerre idéologique 295

L'intervention américaine : la croisade démocratique	295
La neutralité américaine coulée par les Allemands	296
Un allié bienvenu mais encombrant	297
« La Fayette, nous voici ! »	299
Les États-Unis ont-ils gagné la guerre ?	302
Les révolutions russes : de la guerre impérialiste à la guerre sociale	303
Février 1917 : répétition générale	303
Octobre rouge	306

Cinquième partie : La victoire en déchirant 309**Chapitre 20 : Dernières cartouches allemandes 311**

Ça passe ou ça casse	311
Ça commence par passer	311
Finale, ça casse	315
Ludendorff ne s'avoue pas vaincu	316
Les Allemands sont « fochés »	318
Moins on est de fous, moins on rit	320
La fin du calvaire	322
« Je veux sauver mon armée »	322
Point final	323

Chapitre 21 : Le temps du bilan 327

L'hémorragie	327
La saignée	328
Des estropiés partout	331
La grippe espagnole : plus meurtrière encore que la guerre	332
La ruine	333
Le grand bond en arrière	333
« Le boche paiera ! »	334
L'unique vainqueur de la Grande Guerre	335
Le traumatisme	336
Renouveau ou déclin ?	336
Oublier ou se souvenir ?	337

Chapitre 22 : Gagner la guerre mais perdre la paix 341

Des alliés bien désunis	341
Droit du plus fort ou droit des peuples ?	343
Personne n'est content	343
Le mauvais traité de Versailles	344
L'Allemagne dépecée	345
L'Allemagne contrôlée	346
L'Allemagne condamnée	348

Nouvelle Europe, nouveau monde	350
Vive l'État-nation !	351
Le Proche-Orient balkanisé	353

Chapitre 23 : Des lendemains qui déchantent 357

La paix est mal partie	357
« Perd la victoire »	358
Société des Nations... alliées	359
La guerre, encore et toujours	360
Du rouge ou du blanc ?	360
L'appétit des Polonais	362
Révolution ou réaction ? Choisis ton camp, camarade !	363
L'incendie	363
La douche froide	365

Sixième partie : La partie des Dix 367

Chapitre 24 : Dix idées fausses sur la Grande Guerre 369

Le souvenir de l'Alsace-Lorraine a entraîné la guerre	369
Les soldats sont partis en 1914 la fleur au fusil	370
Les femmes ont commencé à travailler en 14-18	370
Verdun est la plus grande bataille de toute la guerre	371
Les soldats enterrés vivants de la tranchée des Baïonnettes	372
Les tirailleurs sénégalais ont servi de chair à canon	373
Les causes de mutineries sont politiques	373
Les femmes se sont émancipées pendant la guerre	374
L'armée allemande n'a pas été vaincue	375
Les anciens combattants sont de droite	375

Chapitre 25 : Dix chefs militaires 377

Alfred von Schlieffen (1833-1913)	377
Paul von Hindenburg (1847-1934)	378
Ferdinand Foch (1851-1929)	379
Joseph Joffre (1852-1931)	380
Robert Nivelle (1856-1924)	381
Philippe Pétain (1856-1951)	382
Erich von Falkenhayn (1861-1922)	384
Douglas Haig (1861-1928)	384
Erich von Ludendorff (1865-1937)	385
Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938)	386

Chapitre 26 : Dix romans sur la Grande Guerre 389

« Gaspard » (René Benjamin, 1915)	389
« Le Feu » (Henri Barbusse, 1916)	390

« Les Croix de bois » (Roland Dorgelès, 1919)	390
« Orages d'acier » (Ernst Jünger, 1920)	391
« Le Diable au corps » (Raymond Radiguet, 1923)	391
« Force-Bonté » (Bakary Diallo, 1926)	392
« À l'ouest rien de nouveau » (Erich Maria Remarque, 1928)	393
« L'Adieu aux armes » (Ernest Hemingway, 1929)	393
« Voyage au bout de la nuit » (Louis-Ferdinand Céline, 1932)	394
« Les Âmes grises » (Philippe Claudel, 2003)	395
Chapitre 27 : Dix films sur la Grande Guerre	397
« Charlot soldat » (Charlie Chaplin, 1918)	397
« J'accuse » (Abel Gance, 1919)	398
« La Grande Illusion » (Jean Renoir, 1937)	398
« Les Sentiers de la gloire » (Stanley Kubrick, 1957)	400
« Lawrence d'Arabie » (David Lean, 1962)	400
« Johnny s'en va-t-en guerre » (Dalton Trumbo, 1971)	401
« La Vie et rien d'autre » (Bertrand Tavernier, 1989)	401
« La Chambre des officiers » (François Dupeyron, 2001)	402
« Un long dimanche de fiançailles » (Jean-Pierre Jeunet, 2004)	403
« Joyeux Noël » (Christian Carion, 2005)	403
Chapitre 28 : Dix fusillés réhabilités	405
François Waterlot, le fusillé vivant	405
Joseph Gabrielli, le simple d'esprit	406
Lucien Bersot et son pantalon	407
Désiré Maillet, condamné à mort par contumace	408
Les « martyrs » de Vingré	409
Louis Sandt, un patriote exécuté sommairement	411
Auguste Odde et Joseph Tomasini, les faux mutilés volontaires	411
Les fusillés de Flirey réclamaient un peu de justice	412
Camille Chemin et Édouard Pillet ont eu tort de garder les sacs	414
Les caporaux de Souain	415
Chapitre 29 : Dix monuments commémoratifs	417
Les fantômes de la Marne	417
Le monument aux héros de l'armée noire	418
La Liberté éplorée	420
Le monument de Mondement	421
L'Europe pacifiée	422
Le mémorial de Thiepval	422
« Ils n'ont pas choisi leur sépulture »	423
L'ossuaire de Douaumont	424
Les fusillés de Fleury-devant-Douaumont	426
Le mémorial canadien de Vimy	427

<i>Septième partie: Annexes</i>	429
Annexe A : Les grandes dates de la Première Guerre mondiale	431
Annexe B : Pour aller plus loin	437
<i>Index</i>	439
<i>Crédits photographiques</i>	447

Introduction

Si vous croyez que la France est entrée en guerre pour récupérer l'Alsace et la Lorraine, que les soldats sont partis joyeusement et pleins d'entrain au casse-pipe, qu'ils se sont appelés « poilus » parce qu'ils ne se rasaient pas, ou, pire encore, que Clemenceau est le nom d'un grand militaire, ne reposez surtout pas ce livre sur la pile d'où vous l'avez pris : il est fait pour vous !

Installez-vous confortablement et préparez-vous pour un voyage en enfer. Fermez les yeux et humez l'air suffocant du front, âcre et piquant, lourd d'acier, de poussière et de gaz. Entendez le tonnerre des obus qui retournent la terre du no man's land, le sifflement des torpilles et le choc sonore des gros percutants qui déchire les tympanes et dont le souffle seul peut vous jeter sur le sol, inconscient. Regardez autour de vous, les poilus silencieux, barbotant dans la boue, aux visages tendus et graves : ceux qui embrassent la photo de leur femme et de leurs enfants, pour la dernière fois peut-être, ceux qui marmonnent une prière et s'en remettent à Dieu, ceux dont les ventres se vident tandis que l'officier, les yeux rivés sur sa montre, l'arme au poing et le sifflet à la bouche, va donner le signal de l'assaut.

Cet enfer-là, huit millions de soldats français l'ont vécu au quotidien, il n'y a pas cent ans, c'est-à-dire hier. Voilà pourquoi l'on ne peut manquer de rester perplexe, à l'heure de la construction européenne, devant cette grande boucherie si proche et pourtant si lointaine qui ne ressemble plus à rien sauf à une guerre civile à l'échelle du Vieux Continent. Comment en est-on arrivé là ? Qui est responsable de ce grand massacre ? Comment expliquer l'incroyable endurance des combattants à l'avant comme des civils à l'arrière ? Et surtout, comment se fait-il qu'une guerre que l'on croyait la « der des ders », menée au nom de la justice et de la démocratie, se soit achevée par l'installation définitive de l'injustice et du totalitarisme, en faisant le lit de futurs conflits ?

Avant même d'aborder cette tragique histoire qui lie les peuples européens par le sang, une seule chose semble certaine : le ^{xx}e siècle de violence et de barbarie moderne, siècle criminel et génocidaire, est né en 1914, dans la boue glacée des tranchées. Commencée comme un conflit national typique du ^{xix}e siècle, la guerre s'est en effet doublée à partir de 1917 d'un affrontement idéologique qui voit l'éveil de la puissance américaine, dont les valeurs sont aussi universelles que ses intérêts sont privés, et l'apparition du premier État communiste né de la révolution bolchevique qui triomphe en Russie. Le 11 novembre 1918 ne marque donc pas vraiment

la cessation des combats mais plutôt une pause : les nationalismes blessés se promettent la revanche et refusent de démobiliser les consciences, notamment en Allemagne, et la guerre contre le bolchevisme se substitue à la guerre nationale. Pire, la tentative de révolution mondiale lancée par Lénine en 1919 aboutit à la multiplication des dictatures, comme autant de remparts au bolchevisme. Les haines sont plus fortes que jamais. La démocratie recule partout. Le cadre du siècle est posé.

Contemplant les ruines de leur puissance passée, les Européens traumatisés n'ont plus d'autre choix que « d'entrer dans l'avenir à reculons », selon la formule de Paul Valéry, et de se lamenter sur une Belle Époque révolue et des illusions définitivement perdues. Qu'il était beau en effet ce XIX^e siècle, quand la démocratie parlementaire gagnait chaque jour du terrain sur les monarchies autoritaires, quand les monnaies ignoraient l'inflation, quand l'Europe sûre d'elle-même et rayonnante croyait au progrès et au bonheur. Quelques décennies avant le grand naufrage, Victor Hugo, plein d'espoir et de foi en l'humanité, affirmait que « le XX^e siècle serait heureux ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que le prophète humaniste s'est largement planté. Au soir du 11 novembre 1918, des millions de parents en deuil pleurent leurs enfants disparus, 640 000 épouses ont perdu leur mari et 760 000 enfants ne reverront jamais leur père. Et figurez-vous que ces blessures ne sont pas complètement refermées ! Dans le livre d'or d'un des grands cimetières militaires du nord-est de la France, une femme âgée a écrit ces quelques lignes adressées au père tombé dans la grande boucherie et qu'elle n'a jamais connu : « Papa, tu m'as toujours manqué. Cela fait quatre-vingts ans que tu me manques. » N'allez pas chercher plus loin. La Grande Guerre, c'est peut-être tout simplement cela, l'entrée dans l'ère du massacre de masse, et un long sillon de douleur. Alors accrochez-vous, et bon voyage pour l'enfer, celui de notre humanité en déroute.

À propos de ce livre

Ce livre n'a pas la prétention de présenter une vision originale de la Première Guerre mondiale mais vise, dans une langue claire, à faire le point des recherches universitaires les plus récentes et à les rendre accessibles à tous. On ne trouvera donc ici aucun écho de la polémique qui divise telle ou telle école à propos de telle ou telle approche du premier conflit mondial : d'abord parce que ces querelles de chapelle, typiques du nombrilisme universitaire, n'ont souvent qu'un intérêt limité, mais aussi parce que notre but est d'abord d'éclairer et non de débattre sur des points précis. Pour ce qui est du débat, il sera toujours temps, une fois les connaissances acquises, d'approfondir en suivant les conseils bibliographiques (voir annexe B). Trop de petits esprits qui se croient

grands privilégient l'interprétation avant de connaître les faits. Ne mettons pas la charrue avant les bœufs !

Notre ambition est à la fois plus limitée et tellement plus grande : retracer les grandes lignes de ces quatre années, mais aussi aller au plus pointu, combiner généralités et précisions sans être aride ni se perdre dans les détails. Pour ce faire, nous ferons régulièrement appel à l'anecdote qui permet de fixer les connaissances. Être sérieux sans être ennuyeux, tel est notre but.

Nous nous efforcerons donc de comprendre les causes de la Première Guerre mondiale – et ce n'est pas facile ! –, de montrer en quoi la Grande Guerre est radicalement différente de tous les conflits qui ont précédé en étudiant sa mondialisation, sa massification, son caractère industriel, mais aussi sa totalisation, c'est-à-dire sa tendance à mobiliser toutes les ressources nationales (économiques, politiques, sociales, spirituelles, psychologiques...) pour mener à bien la défense patriotique.

Ne croyez pas que l'art de la synthèse soit plus aisé quand il s'attache à résumer quatre années de l'histoire du monde plutôt qu'un siècle, car ces quatre années qui s'écoulent de 1914 à 1918 et qui ont semblé durer un siècle pour ceux qui les ont vécues ont bouleversé le monde. En 1919, la Belle Époque est bien morte : l'Europe est ruinée, durablement traumatisée par la perte de dix millions d'hommes jeunes, travaillée par des forces souterraines qui portent en elles les germes du totalitarisme : que la guerre ait produit le communisme bolchevique et le fascisme italien en est l'illustration. Surtout, la Première Guerre mondiale a ruiné les espoirs et les assurances du siècle précédent : le bonheur et le progrès ne sont plus que des mots creux, et plus personne ne croit à la marche ascendante de la science au service de l'humanité. Sur les décombres de la pensée européenne, de nouvelles fois font pourtant leur apparition : celle de l'homme nouveau prôné par le communisme, celle de l'homme régénéré soutenu par les fascismes, tandis que les démocraties, vidées de leur substance et sans énergie, se replient sur le pacifisme comme exutoire à la prochaine guerre, idéologique cette fois-ci et non plus nationale, qui se profile à l'horizon. C'est aussi pour comprendre ce monde nouveau qui procède des tranchées de la Grande Guerre que ce livre est écrit. En un mot, étudier 14-18 vous fera comprendre le *XX^e* siècle.

Les conventions utilisées dans ce livre

Rassurez-vous, ce livre ne s'adresse pas à quelques historiens chevronnés adeptes d'un langage abscons et jargonnant : parce qu'il est possible d'expliquer simplement des faits compliqués, nous cherchons à clarifier le plus possible notre discours et nous n'abusons pas des conventions.

Quand vous rencontrerez un sigle, comme SFIO, CGT, GQG, etc., nous en donnons la signification à la première occurrence puis nous utilisons la forme abrégée, par commodité. Si la signification des termes « Grande Guerre » et « Première Guerre mondiale » n'est pas tout à fait la même, comme nous l'indiquons dans le chapitre 1, nous les utilisons de façon indifférenciée dans cet ouvrage.

Comment ce livre est organisé

Sept parties, y compris les annexes, et vingt-sept chapitres, il n'en faut pas plus ni moins pour aborder les multiples rebondissements de cette guerre qui s'annonce comme courte si ce n'est joyeuse et qui s'achève dans le désespoir. Pour la retracer, nous avons choisi ici un cadre chronologique combiné avec un découpage thématique. Ainsi, vous ne serez jamais perdu dans l'espace-temps, et vous pourrez comprendre les événements dans toute leur épaisseur.

Première partie : 1914, l'été meurtrier

Cela fait maintenant quatre-vingt-dix ans que les historiens s'étripent à propos des causes de la Grande Guerre. Rien à faire, cette dernière s'acharne à demeurer incompréhensible. Bien entendu, dans les années qui précèdent la guerre, les nuages s'accumulent et un climat de tension voire de guerre froide pèse lourdement sur l'Europe, mais l'on aurait tort de croire que le conflit était inévitable et inéluctable. Pour comprendre pourquoi les grandes puissances européennes se sont jetées dans la mêlée en août 1914 et, ce faisant, ont ouvert la boîte de Pandore, il importe de réfléchir sur l'atmosphère étouffante qui précède l'été meurtrier de 1914.

Deuxième partie : L'enlisement (1914-1916)

Après l'échec des plans de campagne en août-septembre 1914, la guerre de mouvement passe le relais à la guerre de position : les tranchées apparaissent, le front se fixe et les armées s'enlisent, au propre comme au figuré, dans un nouveau type de conflit que les états-majors comprennent mal. La technique a beau s'adapter, les fronts se multiplier au fur et à mesure que la guerre s'étend au monde, la situation reste tout aussi bloquée. Aussi, les soldats dépriment et s'angoissent. Pas de perspectives à l'horizon : la guerre est là pour durer !

Troisième partie : La guerre totale

La guerre, ce n'est pas qu'une affaire de soldats au front, d'offensives ou de contre-offensives. Pour que la victoire soit possible dans cette première guerre industrielle et résolument moderne, il faut mobiliser toutes les ressources de la nation. C'est cette mobilisation économique, financière, politique, sociale, intellectuelle et morale qui crée les conditions d'une guerre totale où les civils deviennent des combattants à part entière... et donc aussi des victimes à part entière !

Quatrième partie : 1917, guerre à la guerre

En 1917, le moral des soldats et des civils en prend un coup : lassitude, massacre du Chemin des Dames, horizon complètement bouché... les Européens ne sont pas à la fête. C'est pourquoi le consensus patriotique prend l'eau et se met à couler : en France, des mutineries ont lieu à l'avant et des grèves à l'arrière ; mêmes remous sociaux en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, et en Russie une double révolution emporte le régime tsariste puis porte le communisme au pouvoir. La guerre change alors de nature, et devient idéologique. N'est-ce pas là la vraie naissance du xx^e siècle ?

Cinquième partie : La victoire en déchantant

« La victoire en chantant nous ouvre la barrière », claironne *Le Chant du départ* que les soldats de 1914 entonnent avec entrain en courant à la tuerie. Mais en matière de victoire, il va leur falloir un peu patienter et accepter en attendant de se faire tuer. Aussi, en 1918, quand survient la victoire tant espérée, celle-ci n'a plus aucune saveur devant l'immensité des deuils et des ruines accumulées. Comment tourner la page de ces années sombres ? Comment bâtir une paix de justice dans une ambiance de haine nationale et de règlement de comptes ? Comment construire la démocratie dans une Europe placée entre le marteau révolutionnaire et l'enclume nationaliste ? Voici venu le temps des cruelles désillusions.

Sixième partie : La partie des Dix

Pour connaître les mérites respectifs de Joffre, de Foch ou de Hindenburg, dix petites biographies vous rendront incollable sur les grands généraux

qui ont conduit cette guerre infâme. Et pour ne plus dire de bêtises, vous pourrez vous reporter aux dix idées fausses sur la Grande Guerre. Enfin, pour saisir l'importance du traumatisme généré par ce conflit, et son surprenant retour dans notre mémoire collective depuis quelques années, plongez-vous dans un aperçu des productions littéraires et cinématographiques que la guerre a suscitées, découvrez quelques-uns des monuments élevés pour perpétuer le souvenir et apprenez que le débat sur les fusillés pour l'exemple ne date pas d'aujourd'hui.

Septième partie : Annexes

Une hésitation sur une date ? La volonté d'en savoir plus sur un point précis ou encore sur les débats historiographiques qui déchirent les universitaires ? Reportez-vous illico à la chronologie comme à la bibliographie placées en fin d'ouvrage.

Les icônes utilisées dans ce livre

Des icônes placées dans la marge vous permettront de repérer aussitôt le type d'informations proposées par le texte et pourront orienter votre lecture à votre guise, au gré de vos envies. Nous en avons retenu trois.



Il existe évidemment des sujets plus légers et plus drôles que la Première Guerre mondiale, toutefois 14-18 est riche en absurdité et donc en humour noir. Aussi, nous pointons par cette icône les anecdotes et les faits insolites qui agrémenteront votre lecture et vous permettront d'ancrer les connaissances par des exemples saisissants.



Pour ne pas passer à côté de l'essentiel, les moments clés, les faits incontournables : en un mot, ce qu'il faut absolument retenir.



Célébrités ou illustres inconnus, il est des hommes et des femmes qui méritent que l'on s'attarde un peu sur leur itinéraire pour donner de la chair au récit. Régalez-vous.

Et maintenant, par où commencer ?

Les chapitres peuvent tout à fait être abordés dans l'ordre qui vous plaira, à la manière d'un buffet où l'on peut se servir librement : vous avez ainsi la possibilité de foncer directement aux pages qui vous intéressent, de commencer par le chapitre 4 si vous voulez tout savoir sur l'attentat de Sarajevo, ou de bondir au chapitre 16 pour accompagner les poilus mutinés. À moins que vous ne vouliez en savoir plus sur le traité de Versailles, au chapitre 22, ou sur le si peu efficace général Joffre, dont on trouve la biographie au chapitre 25. Et vous pourrez ensuite toujours revenir en arrière : vous êtes libre ! Mais n'oubliez pas, cependant, que si les chapitres peuvent se lire indépendamment les uns des autres, les parties s'emboîtent dans une logique chronologique et qu'il est préférable, pour ne pas perdre le fil, de commencer par l'entrée en guerre et de finir par l'armistice !

Première partie

1914, l'été meurtrier



Dans cette partie...

Comment expliquer que les Européens se soient précipités dans le carnage, plus ou moins joyeusement ? Quelles sont les responsabilités des uns et des autres ? La guerre était-elle inévitable ? Toutes ces questions ont taraudé les historiens jusqu'à aujourd'hui, et figurez-vous qu'ils n'ont toujours pas trouvé de réponses convaincantes ! Une chose est sûre, le destin de l'Europe, et au-delà, celui du ^{XX}^e siècle, s'est joué en une semaine, du 28 juillet au 4 août 1914. Et pourtant, Dieu qu'il était beau cet été 1914, un été doux, chaud, ensoleillé, un été de rêve en somme... mais l'orage montait, les nuages s'accumulaient et la foudre est brutalement tombée sur les hommes quand ils s'y attendaient le moins.

Chapitre 1

Pourquoi se souvenir de la Grande Guerre ?

Dans ce chapitre :

- Un événement fondateur
- Les origines du conflit
- Une guerre à nulle autre pareille

Quel paradoxe ! C'est au moment où les derniers poilus ont quitté ce monde que la Grande Guerre a opéré un retour en force dans la mémoire collective. Après plusieurs décennies où le souvenir de la Première Guerre mondiale a été éclipsé par celui, plus proche, de la Seconde, voilà que l'horreur des tranchées rattrape les Français depuis les années 1980. Le paradoxe, en réalité, n'est qu'apparent : c'est dans la Première Guerre que peut se lire toute l'histoire du XX^e siècle.

Le XX^e siècle est né à Verdun

Le XX^e siècle ? Si vous imaginez qu'il est né le 1^{er} janvier 1900 et qu'il s'est éteint au soir du 31 décembre 1999, c'est que la chronologie politique vous échappe complètement. En termes politiques, en effet, ce siècle de violence a reçu son baptême dans la boue des tranchées et s'est achevé en 1991 avec la disparition de l'URSS et la fin de la guerre froide.

L'URSS ? Bien entendu, elle est le produit de cette Grande Guerre, qui, en 1917, a connu la chute du tsarisme et la révolution bolchevique. Subitement, sous la houlette de Lénine, la guerre nationale enclenchée en 1914 s'est muée en guerre idéologique, donnant naissance, après 1918, à une première guerre froide contre le communisme. Les dictatures réactionnaires ou fascistes qui recouvrent l'Europe dans l'entre-deux-guerres se pensent ainsi comme des remparts à la révolution, à commencer par l'Allemagne nazie.

Le nazisme ? Comment ignorer que la frustration des Allemands qui se sont rassemblés derrière l'ancien combattant Adolf Hitler procède – au moins pour partie – du règlement raté de la Grande Guerre, de cette paix boiteuse de Versailles qui a humilié l'Allemagne et préparé les sources d'un conflit futur sans véritablement assurer la sécurité de la France.

La paix de 1919 fut à ce point un naufrage qu'il fallut une deuxième guerre, encore plus violente que la première, pour envisager une réconciliation des nations et des peuples sur les ruines fumantes de ce qui fut la civilisation européenne. La guerre civile européenne, commencée en 1914, ne s'est achevée qu'en 1945 !

Une guerre de trente ans ?

L'idée que la guerre de 1914 ne s'est pas achevée en 1918 mais en 1945 est défendue par de nombreux historiens. Cette théorie n'est toutefois pas admise par tout le monde : si l'on peut s'accorder sur le fait que la guerre a effectivement entraîné la naissance du communisme en Russie et du fascisme en Italie, les opposants à la « guerre de trente ans » soulignent que c'est la crise de 1929 qui a profondément déstabilisé l'Europe et conduit Hitler au pouvoir, ce petit

agitateur qui ne réunissait que 6 % des voix en 1928... mais 37 % en juillet 1932. On peut aussi ajouter que la « guerre de trente ans » est une vision européenne puisque le second conflit mondial a commencé dès 1931 en Asie, avec l'agression japonaise sur la Chine, et l'affrontement – heureusement plus froid que chaud – s'est poursuivi entre URSS et États-Unis après 1945.

Mais comment expliquer le regain d'intérêt des Français pour la Grande Guerre au tournant des xx^e et xxi^e siècles ? Bien entendu, la disparition de l'URSS en 1991 a sonné comme la fin d'une époque, et le retour à 1914 se révèle incontournable pour qui veut la comprendre. Ce retour à la Grande Guerre apparaît d'autant plus évident en 1992 que la guerre de Yougoslavie commence : ce conflit national d'un autre âge, typique de la construction des États-nations, ferme la douloureuse boucle du xx^e siècle, qui, né à Sarajevo, est mort également à Sarajevo (l'assassinat de l'héritier du trône d'Autriche à Sarajevo, le 26 juin 1914, est le prétexte déclencheur de la guerre, voir chapitre 4). Enfin, le coup d'accélérateur porté à la construction européenne à partir de Maastricht (1992) est venu rappeler en creux que cette utopie en marche s'était fondée sur le sang des pères et des grands-pères comme sur les larmes des mères et des grands-mères. Avec la disparition des derniers poilus, qui rejoignaient avec un heureux retard leurs camarades tombés dans l'enfer de 14-18, le sentiment qu'une page de notre histoire se tournait a gagné inconsciemment le pays : la Grande Guerre quittait définitivement le domaine de la mémoire pour entrer dans celui de l'Histoire.

Est-ce bien vrai ? La Première Guerre mondiale est-elle réellement terminée ? Allez voir Jeanne, au domaine des « gueules cassées » du Coudon, à proximité de Toulon : cette mamie de 96 ans vous racontera qu'alors qu'elle était enfant, âgée de 5 ans à peine, un obus éclata sur son chemin, tuant sa mère et ses deux frères. Son père, lui, ne revint jamais de la bataille du Chemin des Dames. Pour cette grand-mère qui ne peut retenir ses larmes, la guerre qui l'a meurtrie et rendue orpheline est-elle terminée ? Et pour nous, qui l'écoutons avec émotion ?



Le dernier des poilus était un sans-papiers

Depuis 2007, ils n'étaient plus que deux vétérans de la Première Guerre mondiale, Louis de Cazenave et Lazare Ponticelli, engagés dans une lutte pour savoir qui aurait l'honneur des obsèques nationales promises par Jacques Chirac au dernier des derniers poilus de la der des der. Manque de chance, Cazenave est un pacifiste de tendance libertaire qui considère le patriotisme comme « une fumisterie », qui a refusé la Légion d'honneur en 1995 et qui se fait un plaisir d'embarrasser les autorités en préférant son petit caveau familial à la magnificence de l'hommage national. Il n'y aura pas de pied de nez à la République : le 20 janvier 2008, Cazenave s'éteint à l'âge de 110 ans. Le grand gagnant de ce compte à rebours macabre est donc Lazare Ponticelli, né en Italie

en 1897 et venu en France sans un sou en poche à l'âge de 9 ans, sans papiers non plus et sans savoir lire ni écrire et encore moins parler français. Engagé dans la Légion étrangère en 1914, où il rejoint son frère aîné, il ne deviendra français qu'en 1939, à la veille de la guerre, pour être mobilisé afin de défendre une nouvelle fois son pays d'adoption. C'est ce qu'on appelle de la reconnaissance. Écœuré de cette Grande Guerre – « on se battait contre des gens comme nous », se souvient-il –, il veut bien accepter une cérémonie nationale mais pas de Panthéon : « C'est un affront fait à tous les autres, morts sans avoir eu les honneurs qu'ils méritaient. » Il a trop vu de cadavres sans sépultures pour se repaître de gloire. Décédé le 12 mars 2008, lui non plus n'a pas voulu lâcher son caveau familial.

Le mystère des origines de la Grande Guerre

Admettez que c'est surprenant : bientôt un siècle après le déclenchement du drame qui conduisit l'Europe à sa perte, les historiens peinent toujours à expliquer les causes de la Grande Guerre. Dans cette affaire, pas de causes ni de responsabilités uniques, à la différence de la Seconde Guerre mondiale, que l'on peut légitimement imputer à la seule Allemagne nazie et à sa volonté expansionniste. Bien sûr, et nous le verrons dans le chapitre suivant, on peut tour à tour identifier des tensions économiques, politiques et coloniales qui ont créé un climat peu sympathique en ce début du XX^e siècle. De même, on peut évoquer la mécanique des blocs d'alliances

militaires qui, une fois enclenchée, entraîne l'embraselement généralisé comme un engrenage fatal. Mais n'est-ce pas prendre la conséquence des tensions pour leur cause et donc, des vessies pour des lanternes ? N'oubliez pas plus que la France est entrée en guerre pour la question de l'Alsace-Lorraine : cette histoire était quasiment oubliée en 1914, en tout cas elle n'était plus brûlante. Surtout, ne pensez pas que l'Allemagne est la seule responsable : ce serait confondre les causes de la Première Guerre avec celles de la Seconde.

Fig. 1-1 :
L'Alsace-
Lorraine
n'est pas
indifférente
aux Français,
mais, à part
la Ligue des
patriotes,
on n'en
parle plus
guère avant
1914. Après
quarante ans
de germani-
sation, Paris
se fait une
raison. C'est
la guerre qui
ressuscite
subitement
le souvenir
de cette
blessure
jamais
oubliée.



Les tranchées de l'histoire : nationalisme contre marxisme

Alors quoi ? Comme la nature a horreur du vide, les historiens ont horreur d'avouer leurs faiblesses et leur incapacité à expliquer clairement un événement. Deux théories se sont donc rapidement formées en France pour identifier les causes de la Grande Guerre et surtout, pour désigner les coupables de la grande boucherie. C'est la faute à l'Allemagne, ont dit les nationalistes ! Pas du tout, ont répondu socialistes et communistes, qui ont préféré pointer du doigt le capitalisme impérialiste et le militarisme. La première théorie a dominé dans l'entre-deux-guerres et jusque dans les années 1950, revivifiée par le comportement belliqueux des nazis, qu'il était facile – mais faux – de considérer comme les continuateurs de l'Empire allemand. La seconde, formulée dès la guerre, a connu pour sa part son heure de gloire dans les années 1960 et 1970, quand le communisme régnait en maître sur le monde intellectuel. Depuis, l'une et l'autre ont pris l'eau : les patriotards va-t-en-guerre, toujours à l'affût de la prochaine guerre avec le « boche », ont disparu, et le marxisme, qui sous-tendait l'explication de l'expansion impériale du capitalisme, ne se porte guère mieux.

Un climat de peur

Que reste-t-il alors, après des décennies d'affrontement entre ces deux thèses opposées ? Peut-être simplement l'idée de la peur. Oui, les contemporains de la Belle Époque avaient peur, ils se sentaient menacés. Les Allemands éprouvaient la pénible sensation d'étouffer, coincés entre l'alliance franco-russe, et percevaient la France comme une nation revancharde et pleine de haine, décidée à leur faire la guerre ; les Français, eux, voyaient l'Allemagne comme agressive et expansionniste, belliqueuse et cynique. Somme toute, ce climat de peur porte certainement une grande part de responsabilité dans les tensions européennes. Comment une entente aurait-elle pu être possible entre des pays qui ne croyaient pas en la bonne volonté ni en la parole de leurs voisins ? À un moment donné, le réflexe pousse à trancher le nœud coulant de la peur qui étrangle l'Europe. La crise de Sarajevo, événement tout à fait mineur, lui en donnera le prétexte.

L'affolement belliciste qui gagne les chancelleries en août 1914 a surpris les acteurs de la crise eux-mêmes, à commencer par le chancelier allemand Bethmann-Hollweg. Interrogé par son prédécesseur qui veut connaître les raisons ayant poussé Berlin à entrer en guerre, il répond : « Ah ! Si l'on savait !... »

Sans doute les causes de la Grande Guerre ne peuvent totalement se comprendre sans accepter une part d'irrationnel, d'angoisse et de peur que les nations éprouvent en se sentant toutes menacées.

La première des guerres mondiales

C'est une évidence, mais encore faut-il la rappeler : la Grande Guerre est la première guerre mondiale que connaît l'humanité. En une semaine, toute l'Europe, ou presque, s'est précipitée dans le brasier. L'Italie, qui s'est déclarée neutre en 1914, rejoint en 1915 le camp de l'Entente, c'est-à-dire la France, le Royaume-Uni, la Russie et la Serbie. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie bénéficient pour leur part du secours de l'Empire ottoman en octobre 1914 et de la Bulgarie en 1915. Avec l'entrée en guerre de la Roumanie en 1916, du Portugal et de la Grèce en 1917, aux côtés de l'Entente, il ne reste plus en Europe qu'un dernier carré de neutres : la Suisse, l'Espagne, les Pays-Bas et les pays scandinaves.

Si le terrain européen est de fait le principal lieu d'affrontement, en particulier le front ouest, la guerre se déroule également en Afrique, où l'Allemagne perd rapidement ses colonies du Togo, du Cameroun et le Sud-Ouest africain (Namibie) en 1915, mais bataille avec courage jusqu'en 1917 pour conserver l'Est africain (Tanzanie). On se bat aussi au Proche et au Moyen-Orient, dans le Caucase entre Turcs et Russes, en Irak et en Palestine entre Britanniques et Turcs, et même entre Arabes et Turcs à partir de 1916 et la « révolte du désert », encouragée par le fameux Lawrence d'Arabie. Même l'Extrême-Orient s'enflamme : en août 1914, le Japon impérial profite de la guerre pour s'emparer facilement des possessions allemandes, la concession de Ts'ing-tao en Chine, les îles Mariannes, Carolines et Marshall dans le Pacifique.

Et ce n'est pas tout ! Quand les États-Unis entrent en guerre, en avril 1917, c'est au tour de l'Amérique de basculer dans le conflit. Quatorze États latino-américains sur vingt emboîtent aussitôt le pas de Washington, preuve de leur alignement sur le « grand frère » américain. Seuls le Mexique, l'Argentine, le Venezuela, le Paraguay, la Colombie et le Chili restent neutres. Quant aux dominions britanniques, ces colonies de peuplement qui sont devenues autonomes, elles ont répondu présent dès les premières semaines de la guerre : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud enverront leur armée combattre en Europe pour honorer le lien de fidélité qui relie ces jeunes nations à leur ancienne patrie.

Évidemment, les empires coloniaux français et britannique ne sont pas restés en dehors de la gigantesque conflagration : ouvriers dans les usines de guerre ou tirailleurs, les Indochinois, Sénégalais, Marocains, Algériens,

Tunisiens et Malgaches ont eux aussi été sollicités pour apporter leur contribution à la défense de la « mère patrie ».

En résumé, jamais une guerre n'avait mobilisé autant de peuples sur un champ de bataille aussi large.

La première des guerres totales

La Première Guerre mondiale n'est pas seulement exceptionnelle par son ampleur, elle l'est aussi par sa violence. Premier affrontement de l'âge industriel, elle inaugure l'ère du massacre à grande échelle. Fini la boucherie artisanale des guerres napoléoniennes, place à l'artillerie lourde, aux lance-flammes, aux mortiers, aux mitrailleuses, aux chars, aux gaz, à tout ce qui peut tuer massivement. La méthode employée à Verdun par les Allemands, par exemple, est celle de l'annihilation complète de l'adversaire. Comme le pense le général von Falkenhayn, l'armée allemande doit « marcher sur des cadavres » ! Une logique de la destruction absolue qui est malheureusement appelée à un grand destin et qui trouve son aboutissement à Hiroshima.

Les contemporains ont d'ailleurs été les premiers surpris de la violence du feu : partis au front avec le vieux modèle de la guerre héroïque et du corps à corps, les soldats ont découvert la puissance de l'industrie de l'anéantissement. Entre les illusions de 1914 et la réalité de la guerre moderne, il y a désormais un monde : avec cinq millions d'obus de 75 en stock en 1914, l'armée française était persuadée qu'elle était parée pour toute la durée du conflit. Elle n'imaginait pas qu'en 1918 elle utiliserait plus d'un million d'obus par jour lors de ses offensives.



Entre ces deux dates se produit un phénomène nouveau : la mobilisation totale de toutes les énergies de la nation dans l'effort de guerre. De 50 000 ouvriers travaillant dans les usines d'armement en 1914, on passe à 1,7 million en 1917, et la production d'obus est multipliée par vingt en trois ans. Toute la société se trouve mobilisée dans la guerre, l'arrière autant que les soldats à l'avant, les femmes autant que les hommes. La presse est contrôlée et censurée, l'économie militarisée, et les enfants eux-mêmes, qui ne jouent plus qu'à la guerre, sont embrigadés pour présenter le visage d'une nation unie. Pendant quatre ans, l'effort de guerre occupera la vie quotidienne des belligérants et malheur à l'individu qui ose penser autrement que le groupe. Malheur également à l'État qui n'est pas en mesure de mener une guerre industrielle sur le long terme, d'assurer le consentement au sacrifice de sa population, de mobiliser toutes ses forces contre l'ennemi. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France tiendront jusqu'au bout... mais la Russie, aux structures politiques, économiques et sociales archaïques, s'effondrera.



Comment nommer la guerre ?

Dès les premiers jours du conflit, les Français ont eu le sentiment que cette guerre ne ressemblait à aucune autre. Aussi, dans la presse, un débat s'est engagé pour savoir comment nommer la guerre : les formules de « guerre du droit », « guerre de la civilisation », « guerre des nations », « guerre des peuples » et « grande guerre » ont tour à tour été employées en août et septembre 1914. Celle de « Grande Guerre »,

peut-être parce qu'elle était plus neutre que les autres, s'est finalement imposée. Quant à la notion de guerre totale, si on la doit au titre des mémoires du général allemand Ludendorff, *Der Total Krieg* (1935), elle était déjà en germe dans l'expression « guerre intégrale » chère au nationaliste Léon Daudet, qui la martèle dans *L'Action française* de 1914 à 1918 et que Georges Clemenceau reprend à son compte.

Une guerre terroriste

Puisque la guerre est totale et que les fronts sont aussi intérieurs, celui de la production et du moral par exemple, frapper les civils n'est plus vu comme un acte inqualifiable mais comme une bonne façon d'affaiblir l'adversaire et de miner sa résistance. En bombardant par avion des villes comme Paris dès 1914, l'Allemagne cherche à impressionner les Français... qui lui rendront la monnaie de sa pièce en bombardant à son tour des cités comme Karlsruhe. La violence dirigée contre les civils lors des invasions (celle de la Prusse-Orientale par les Russes, celle de la Serbie par les Austro-Hongrois ou celle de la Belgique et de la France par les Allemands) s'explique aussi par la volonté de créer un régime de terreur qui dissuadera la population de se rebeller. En théorie, les civils doivent être respectés, mais dans la réalité tout est bon pour briser le moral de l'ennemi, qu'il porte ou non un uniforme. Quand de vieilles haines recuites s'en mêlent, les civils sont même promis au massacre : les Juifs de Galicie, conquise par les Russes en 1914 aux dépens de l'Autriche-Hongrie, sont victimes de pogroms de la part de l'armée du tsar qui voient en eux des espions ; quant aux Arméniens, que les Turcs soupçonnent de soutenir la Russie, ils sont tout simplement exterminés.

Une guerre de siège à l'échelle du continent

L'ampleur et la violence de la Première Guerre mondiale sont donc sans pareilles, mais le conflit innove également par sa conduite qui ne

ressemble à rien de connu : pendant quatre années, le front est bloqué et les belligérants se font face dans une incroyable guerre de tranchées qui ressemble à un siège en règle sur des milliers de kilomètres.

La tranchée, pour tout dire, n'a pas été inventée en 1914 mais est apparue lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 et a ressurgi brièvement pendant les guerres balkaniques de 1912-1913. Mais l'état-major français ne lui avait pas prêté attention, persuadé que l'élan et le courage suffiraient pour bousculer l'ennemi. Mais pour tenir le terrain, pendant la bataille de la Marne, alors que les Français ne peuvent plus reculer sauf à perdre la capitale, les tranchées apparaissent spontanément. Encore ne s'agit-il que de quelques trous hâtivement creusés plus que de tranchées organisées comme on en connaîtra d'octobre 1914 à mars 1918.

Entre ces deux dates, en effet, le front est figé. Toutes les tentatives pour conquérir la position adverse, protégée par des mitrailleuses et des barbelés comme par un barrage d'artillerie qui forme comme un « mur d'acier », se soldent par des échecs lamentables qui aboutissent au massacre de centaines de milliers de soldats pour un gain territorial nul. Pour n'avoir pas compris les réalités de cette guerre moderne où la tranchée fonctionne comme une forteresse inexpugnable, les Français se sont sacrifiés en 1915 dans les offensives d'Artois et de Champagne, en 1916 sur la Somme et en 1917 sur le Chemin des Dames. Il leur faudra cette dernière défaite pour ouvrir finalement les yeux sur l'impossibilité de percer les lignes ennemies, sauf en situation de supériorité absolue.

Mais tout a une fin et, au printemps 1918, les Allemands lancent leurs forces dans l'offensive de la dernière chance, profitant de la paix conclue avec la Russie à l'est pour rapatrier leurs troupes sur le front ouest et jouer leur va-tout. Le choc est à ce point violent et la supériorité de l'artillerie allemande telle que les alliés doivent reculer. La guerre de mouvement reprend ses droits. Mais en juillet 1918, la situation s'inverse, car les Allemands sont épuisés et n'ont plus de réserves en hommes, en matériel, et même en nourriture. La contre-offensive française peut alors commencer et ne cessera plus jusqu'à la victoire finale, le 11 novembre 1918 (voir chapitre 20).

Hormis les deux périodes qui s'écoulent d'août à octobre 1914, et de mars à juillet 1918, la Première Guerre mondiale est donc avant tout statique, un univers de tranchées boueuses dans lesquelles les poilus, transis de froid l'hiver, accablés par les mouches l'été et par l'odeur des cadavres en putréfaction, subissent le feu de l'ennemi et attendent la mort en espérant la relève ou la permission. Non, décidément, la guerre de 1914 ne ressemble à aucune autre.



L'année la plus meurtrière

Un préjugé courant désigne 1916, l'année de la bataille de Verdun, comme la plus meurtrière de la Grande Guerre : c'est une erreur. Et vous serez peut-être surpris en apprenant que 1917, l'année du terrible échec français sur le Chemin des Dames, est celle qui enregistra le moins de pertes ! En effet, c'est 1914, l'année des grands affrontements frontaux, qui sort grand vainqueur de ce décompte macabre. Voici le détail des pertes françaises :

- ✓ 1914 : 360 000 morts,
- ✓ 1915 : 320 000 morts,
- ✓ 1916 : 270 000 morts,
- ✓ 1917 : 145 000 morts,
- ✓ 1918 : 250 000 morts.

Chapitre 2

Au bord du gouffre

Dans ce chapitre :

- ▶ L'Europe de 1871 à 1914
- ▶ Rivalité coloniale et ambitions impériales
- ▶ Zones de tension et poudrière balkanique

De la guerre franco-allemande de 1870-1871 à la guerre de 1914, quarante années de paix se sont écoulées vaille que vaille. Bien entendu, à y regarder de près, cette paix ne fut jamais totale et, dans les Balkans, par exemple, on s'étripa consciencieusement, avec constance et ténacité. Mais jamais les grandes puissances européennes, organisées en deux blocs d'alliances, ne se sont heurtées directement, en dépit de crises coloniales et balkaniques particulièrement chaudes.

La paix armée : l'Europe bipolaire

En 1871, au lendemain de sa victoire éclatante sur la France, Otto von Bismarck, le chancelier du tout nouvel empire d'Allemagne, cherche un moyen d'isoler diplomatiquement la France pour éviter que celle-ci ne pense trop à sa revanche.

Pour isoler la France, il invente alors les alliances militaires de temps de paix, un « système bismarckien » qui marginalise la France et la menace d'écrasement au cas où lui prendrait l'envie de reconquérir l'Alsace et la Moselle, que l'Allemagne lui a enlevées en 1871.

La guerre de 1870-1871

En 1815, il existe 39 États allemands ; en 1870, il n'y en a plus qu'un seul. Que s'est-il passé entre ces deux dates ? L'unité de l'Allemagne, bien sûr ! Mais celle-ci ne s'est pas faite sans casser des œufs : la Prusse a rassemblé tout le monde par la force et a écrasé militairement l'empire d'Autriche en 1866, qui s'était malencontreusement mis en travers de son chemin. La France, qui se méfie de la puissance toute neuve d'un vaste État à ses frontières, finit par lui déclarer la guerre en juillet 1870, et tombe

dans le piège du chancelier Bismarck, qui a besoin d'une guerre commune provoquée par un agresseur pour souder une unité encore fragile. Disposant d'une supériorité en artillerie, les Allemands brisent rapidement l'armée française, qui a péché par excès de confiance. Le 28 janvier 1871, les Français demandent l'armistice et, le 10 mai suivant, le traité de paix de Francfort annexe l'Alsace et la Moselle. Humiliée, la France cultive le ressentiment et l'espoir d'une prochaine revanche.

Mais tout a une fin, et quand le vieux Bismarck quitte son poste de chancelier, son système vacille et permet à la France de retrouver des alliances militaires inattendues. Lentement, deux blocs antagonistes se constituent : la Triple-Alliance et la Triple-Entente. Une sorte de guerre froide s'abat sur cette Europe coupée en deux camps.

De la Duplice à la Triplice (1879-1882)

Dès 1873, l'habile Bismarck parvient à réunir Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie dans une alliance dite des « trois empereurs » dirigée contre la France. Pas question pour elle de manifester la moindre ambition, sans quoi elle risque de devoir affronter des forces immenses. Heureusement pour elle, cette entente des trois empereurs ne dure pas du fait de la rivalité austro-russe, deux pays qui lorgnent sur les Balkans et rêvent tous deux de s'y étendre. Bismarck doit donc faire un choix entre les deux larrons et se décide en 1879 pour une alliance militaire avec la seule Autriche-Hongrie : c'est la Duplice. Trois ans plus tard, en 1882, l'Italie vient les rejoindre et la Duplice se transforme en Triplice (ou Triple-Alliance).

La frustration italienne

Pourquoi donc l'Italie a-t-elle rejoint les empires centraux dans une alliance antifranaise ? C'est que le jeune État italien, dont l'unité a pourtant été permise par la guerre franco-autrichienne de 1859, souffre de frustration et nourrit une colère rentrée contre la France. L'explication ? L'Italie souhaitait se lancer dans la course coloniale et se constituer elle aussi un empire méditerranéen : alors qu'elle préparait un plan de colonisation de la Tunisie, la France lui a coupé l'herbe sous le pied en établissant sans

prévenir son protectorat sur Tunis en 1881. Vexée et rancunière, l'Italie a décidé de rejoindre le camp des ennemis de la France pour lui apprendre à mieux respecter ses ambitions coloniales.

Que faire de la Russie ?

Pour Bismarck, la question pendante est désormais celle de la Russie : il est dangereux de l'exclure de son système d'alliances, mais son intégration à la Triplice n'est pas possible étant donné les relations conflictuelles entre Vienne et Saint-Pétersbourg. Le chancelier d'Allemagne trouve la parade dans une rouerie dont il est coutumier. À l'insu de l'Autriche, il signe en 1887 un traité secret par lequel Allemagne et Russie s'engagent à la neutralité en cas de guerre. Voilà Bismarck rassuré dans l'hypothèse d'une guerre franco-allemande : il n'aura pas la Russie à surveiller dans son dos. Saint-Pétersbourg est également satisfait de savoir qu'en cas de confrontation avec l'Autriche Berlin restera neutre et ne donnera pas l'avantage à son ennemi viennois. Mais l'édifice diplomatique de Bismarck est aussi habile que fragile : que deviendrait la Triplice si l'Autriche prenait connaissance de ce traité secret germano-russe ?

L'Entente franco-russe : c'est pas du gâteau ! (1893)

En 1888, le jeune et dynamique Guillaume II monte sur le trône d'Allemagne, tout impatient de gouverner. Ne s'accommodant guère du vieux Bismarck, il le congédie en 1890 sans se douter qu'il déstabilise par là même l'œuvre diplomatique du vieux chancelier. En effet, découvrant la subtilité du « système bismarckien », Guillaume II s'effraie et préfère simplifier les choses en abandonnant la Russie et son traité secret et en s'appuyant uniquement sur la Triplice. Pour la Russie, c'est la catastrophe. La voilà isolée et, en cas de guerre austro-russe dans les Balkans, elle est menacée par son puissant voisin allemand. C'est dire qu'elle est condamnée à la défaite ! Comment donc sortir de cette épineuse situation ?

La France a tôt fait de comprendre l'angoisse qui saisit la Russie et multiplie les appels du pied. Depuis les années 1880 déjà, elle a mané avec intelligence la diplomatie du porte-monnaie en faisant honneur aux emprunts russes et en investissant massivement dans les débuts de la révolution industrielle de l'empire tsariste. Lentement, l'idée d'une entente franco-russe fait son chemin. En 1891, une escadre française fait relâche dans le port de Kronstadt, une convention militaire est signée en 1892, et en 1893 l'alliance militaire est proclamée. La France, isolée depuis 1871, n'est désormais plus seule et fait son grand retour politique en Europe à la stupeur de Berlin, qui n'a rien vu venir. Mais comment l'Allemagne pouvait-elle imaginer que la France et la Russie s'entendraient ?



Effectivement, l'alliance de ces deux pays ressemble bel et bien à celle de la carpe et du lapin. Entre la république régicide et l'État le plus autocratique de l'Europe, tout oppose Paris et Saint-Petersbourg. Et ce n'est pas la moindre des incongruités que de voir le tsar se découvrir, au garde-à-vous, devant *La Marseillaise*, cet hymne qui incite à aller régler leur compte aux tyrans et à abreuver de leur sang les sillons d'une Europe libre. Mais les logiques militaires se moquent de ces subtilités politiques : les états-majors ne voient que l'avantage d'une alliance de revers contre l'Allemagne et l'Autriche. En France, toutefois, l'opinion est réellement heureuse de sortir de l'isolement, comme le prouve la grande marque de desserts industriels qui décide de s'appeler « Francorusse ».

Fig. 2-1 :
L'alliance franco-russe suscite en France un vif enthousiasme. Enfin la France a réussi à rompre l'isolement diplomatique dans lequel l'Allemagne la maintenait depuis 1871. La triplice, qui observe l'amitié franco-russe, en est pour ses frais. Notons la représentation perfide de l'Angleterre... il est vrai que l'Entente cordiale n'était pas encore conclue !



De la franche mésentente à l'Entente cordiale (1904)

Après une période de tensions vives entre la France et la Grande-Bretagne, notamment pour des questions bassement coloniales, Londres et Paris ont décidé de tourner la page. Théophile Delcassé, l'ingénieux ministre des Affaires étrangères français, est en effet persuadé que la France ne peut pas se permettre d'avoir deux ennemis sur le continent, d'où une politique de conciliation avec la Grande-Bretagne. Cela tombe bien, celle-ci commence à redouter l'Allemagne, dont le commerce agressif est en train de lui tailler des croupières. Pire encore, l'Allemagne a fait l'erreur de tenter de se doter d'une grande flotte commerciale et militaire. Londres n'a pas apprécié du tout. Pour elle, la maîtrise des mers est plus qu'un symbole, et la prétention allemande sur les mers une provocation sinon un acte hostile. C'est donc par raison et non par franche amitié que France et Grande-Bretagne décident de conclure une Entente cordiale en 1904. Pas question pour autant d'aller plus loin : il ne s'agit pas d'une alliance militaire mais d'un traité d'amitié où l'on a mis sur la table tout ce qui fâche pour le régler définitivement. Ainsi, les vieux différends coloniaux ont été enterrés et désormais Londres et Paris font front comme deux vieux compagnons.

La diplomatie des femmes de petite vertu

Les sentiments francophiles des Britanniques ont parfois des origines étonnantes. La reine Victoria, elle, n'aimait pas la France. Prude et austère, elle considérait ce pays comme licencieux et dépravé... exactement comme son fils, Édouard, qui l'aimait pour ces mêmes raisons. Porté sur la gaudriole, qu'il ne trouvait pas toujours dans les mœurs victoriennes, le prince héritier venait fréquemment à Paris, où il forgea son amour pour la France entre

littérature, repas fins et parties fines ! Parvenu sur le trône en 1901, il réserva à la France une de ses premières visites officielles en 1902, et sut se faire apprécier par l'opinion française. L'année suivante, le président Émile Loubet rendit la pareille et vint se faire applaudir à Londres... L'Entente cordiale était sur les rails. Théophile Delcassé n'a jamais su ce qu'il devait aux petites femmes de Pigalle.

Naissance de la Triple-Entente (1907)

Lentement mais sûrement, la France a tissé un réseau d'alliances autour d'elle, comme l'Allemagne de Bismarck l'avait fait avant elle. Mais il lui reste à donner un peu de cohérence à son système, car, entre la Grande-Bretagne et la Russie, on ne s'apprécie pas franchement. À l'origine de cette



Figure 2-2 :
L'Europe
en 1914,
deux blocs
d'alliances
face à face.

méfiance réciproque, une vieille rivalité des deux empires en Asie, que la France s'emploie à vider de sa substance. En 1907, elle y parvient avec succès : Londres et Saint-Petersbourg s'assoient à la même table et règlent les problèmes en suspens. La Perse est partagée en zones d'influence, l'Afghanistan est abandonné au contrôle britannique et le Tibet délaissé par les deux parties. Là encore, pas question d'alliance militaire, juste de bonnes relations qui donnent naissance à un bloc qui fait pendant à la Triple-Alliance. Cette année-là, la Triple-Entente est née.

Les failles des blocs

À partir de 1907, deux blocs organisés sont désormais face à face. Loin d'être solides comme du béton, ces alliances sont soumises à des fluctuations qui menacent de les fissurer. Si l'Autriche et l'Allemagne forment un tandem inébranlable, l'Italie et la Russie semblent plus fragiles.

L'Italie, le maillon faible

L'Italie n'est pas une alliée sûre pour la Triplice. Entrée dans une alliance antifrançaise sur un coup de tête, elle n'y est pas tout à fait à sa place, elle qui conteste à l'Autriche la possession du Trentin et de l'Istrie, deux territoires peuplés d'Italiens que Rome aimerait bien réunir à la péninsule. De plus, les tensions nées de l'installation française en Tunisie se sont lentement effacées et, grâce au patient rapprochement opéré par l'ambassadeur Camille Barrère, Rome finit même par reconnaître le protectorat français en 1896. Mieux encore, en 1902, un accord secret est signé avec la France, qui prévoit la neutralité italienne en cas de guerre franco-allemande, un comble pour un membre de la Triplice ! On pourra à bon droit se demander pourquoi l'Italie demeure dans une alliance à laquelle elle tourne secrètement le dos, mais la réponse est simple : dans cette position intermédiaire, donnant l'impression d'osciller de l'un à l'autre, elle est activement courtisée par les deux camps et en tire avantage. Être le maillon faible n'est pas toujours préjudiciable !

L'hésitation russe

En Russie, l'alliance militaire avec la France a toujours été saluée avec enthousiasme, et pourtant les tendances profondes du gouvernement du tsar Nicolas II sont traditionnellement plus germanophiles que francophiles. C'est, rappelons-le, la mort dans l'âme, et parce que l'Allemagne a refusé de reconduire son traité d'alliance secret, que la Russie s'est résignée à se rapprocher de la France entre 1888 et 1893. Par ailleurs, les rapports entre les souverains Guillaume II et Nicolas II sont plus proches que ceux du tsar et du président de la République française : cousins par alliance, ils se tutoient et se donnent du « cher Willy » et du

« cher Nicky » dans leur correspondance. En 1905, Guillaume II parvient même à enfoncer un coin dans l'Entente en concluant avec Nicolas II, lors de l'entrevue de Björkö (Finlande), une alliance défensive qui doit mettre la France dans l'embarras. En réalité, cet accord de Björkö est ajourné car complètement incompatible avec l'esprit de la Triplice comme avec celui de l'Entente, mais la manœuvre du Kaiser a laissé un mauvais souvenir au gouvernement français. L'alliance franco-russe est-elle aussi solide qu'on le prétend ?



Figure 2-3 :
Quand
Guillaume II
tentait de
séduire
Nicolas II,
son cher
cousin.

Mourir pour le Maroc ?

Si l'Europe est figée dans la guerre froide, l'empoignade caractérise en revanche la course coloniale qui débute dans les années 1880 et qui s'achève à la veille de la Grande Guerre. À regarder de près cette « course au clocher », on ne peut manquer de s'interroger sur le ressort de l'impérialisme colonial : est-il politique ? Le colonialisme n'est-il qu'un détour géographique de la logique guerrière du nationalisme ? Est-il économique ? La recherche de zones réservées de débouchés et d'approvisionnements conditionne-t-elle l'expansion territoriale ? Dans un cas comme dans l'autre, en tout cas, le colonialisme apparaît comme le prélude à l'affrontement des nations européennes, dès lors que les possibilités de s'étendre sont finies.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ?

« On croit mourir pour la patrie et l'on meurt pour les industriels » : cette phrase du socialiste Jean Jaurès illustre parfaitement la théorie marxiste selon laquelle la Grande Guerre n'est autre qu'un conflit des bourgeoisies européennes à la recherche de débouchés toujours plus grands. Pour appuyer cette thèse, qui domina dans les années 1960 et 1970, les historiens ont souligné l'âpreté de la course coloniale et les rivalités économiques qui auraient tout droit conduit à l'affrontement. La guerre nationale serait née de la guerre commerciale en quelque sorte. Quelle est la valeur de cette thèse ?

L'affrontement commercial

Pour commencer, force est de constater que les rivalités économiques à la veille de la Grande Guerre sont indéniables : dans un contexte pourtant prospère, les bourgeoisies nationales se regardent plus en concurrentes qu'en partenaires. Les Français surtout, dont la balance commerciale est déficitaire avec l'Allemagne, sont particulièrement méfiants à l'égard du dynamisme du puissant voisin. À tel point qu'en 1912 et 1913 une campagne de presse est lancée contre le *made in Germany* par les organes nationalistes, à l'image de *L'Action française*, qui s'attaque tout particulièrement aux jouets d'outre-Rhin et qui imagine que les commis voyageurs allemands sont tous des espions en puissance.

Ce nationalisme économique qui accompagne en Allemagne le rêve pangermaniste d'une vaste *Mitteleuropa*, espace vital économique et politique nécessaire au peuple allemand qui se trouve à l'étroit dans ses frontières, est sans doute favorisé par les liens étroits tissés entre

les grands industriels, généralement fabricants d'armes, et les classes dirigeantes : Krupp et Thyssen en Allemagne, Schneider en France, Skoda en Autriche-Hongrie... La conquête du marché grec et serbe par Schneider, du marché bulgare par Krupp et Skoda, intéresse donc ici autant l'économie que les alliances militaires.

La bonne aubaine du colonialisme

Pour éviter les rivalités commerciales, rien de mieux que la conquête coloniale qui réserve approvisionnements et débouchés à la seule bourgeoisie nationale. Jules Ferry l'a écrit dès 1890 dans *Le Tonkin et la mère patrie* : « La colonisation est fille de la politique industrielle. » En 1916, somme toute, Lénine ne dit pas autre chose dans un essai intitulé *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Écrivant pendant la guerre, le leader des bolcheviques a d'autant plus de recul pour ramener la colonisation à un simple stade du capitalisme qui a précédé celui de l'affrontement généralisé des bourgeoisies européennes. Tant qu'il a été possible d'étendre sa zone économique exclusive, la confrontation a été retardée, mais du jour où le monde entier a été conquis, il ne restait plus aux capitalistes de l'âge national qu'à s'entre-dévorer pour s'emparer des marchés européens.

Le capitalisme porte-t-il en lui la guerre ? Rien n'est moins sûr. La bourgeoisie industrielle et financière britannique, qui se fait pourtant des cheveux blancs devant l'expansion économique allemande, a toujours privilégié la paix sans laquelle on ne peut faire de bonnes affaires. Les financiers français, qui prêtent aussi à l'Allemagne, du moins avant 1911, n'ont pas plus intérêt à un conflit ruineux. Aussi, les historiens qui se sont penchés sur les milieux industriels, comme Raymond Poidevin, ont infirmé la thèse des causes économiques de la guerre. Les rivalités commerciales auraient contribué à accroître le climat de méfiance et de tension, mais ne l'auraient pas créé. Le nationalisme, lui, est bien plus responsable.

L'impérialisme, stade suprême du nationalisme ?

Que pèse l'empire colonial dans le commerce extérieur français ? À peine 10 %. Et moins encore pour les investissements. Dans le cas de l'Allemagne, tard venue dans la course coloniale et qui n'a pu s'établir qu'entre les interstices laissés par la France et la Grande-Bretagne, la part de l'empire représente seulement 1 % des échanges, c'est-à-dire rien ou peu. Ces chiffres éloquentes révèlent que le colonialisme repose peut-être plus sur un socle politique qu'économique. C'est on ne peut plus vrai pour l'empire français qui s'est constitué après la défaite de 1871 et a permis à la nation de retrouver fierté et grandeur, de faire le deuil de l'Alsace-Lorraine.

Par la puissance mondiale acquise, la France a tourné la page de l'humiliation. L'Italie s'est elle aussi lancée dans la conquête de maigres possessions en Afrique par souci de prestige, et pour compenser dans le colonialisme ses problèmes économiques et sociaux intérieurs. Même chose pour l'Allemagne, qui ne s'intéresse à l'Afrique qu'avec l'accès au trône de Guillaume II, dévoré d'ambitions y compris internationales (*Weltpolitik*).



Finalement, les deux thèses, économique et politique, aboutissent à la même conclusion : quand la colonisation, projection extérieure et violente des nations, sera achevée, il n'y aura plus d'autre choix que la guerre pour accroître sa puissance.

Une dangereuse foire d'empoigne

Plus d'une fois, la conquête coloniale a amené les nations au bord de la guerre. En 1898, France et Grande-Bretagne se sont heurtées à Fachoda, au Soudan, avant que l'Entente cordiale ne règle les problèmes. Le choc le plus violent reste celui du Maroc, où deux crises, en 1905 et 1911, ont failli créer le drame : le Maroc, avec l'Éthiopie et le Liberia, est en 1905 le dernier État africain indépendant. Mais les Français, qui l'encerclent, y imposent lentement leur protectorat. L'Allemagne, qui se serait bien vue s'installer dans la région ne décolère pas et, en 1905, Guillaume II débarque à Alger en affirmant qu'il défendra l'intégrité du pays contre les Français. La crise se règle cependant par une conférence internationale réunie à Algésiras, en 1906, où les Allemands voient leurs ambitions bloquées par le bloc franco-anglais.

La paix européenne a eu chaud à Agadir

En juillet 1911, rebelote : une canonnière allemande, le *Panther*, est envoyée devant Agadir. Cette fois-ci, la crise menace de dégénérer en conflit ouvert, et ce d'autant plus que le ministre français des Affaires étrangères, Justin de Selves, souhaite employer la manière forte pour intimider Berlin. Mauvaise méthode pour le président du Conseil, Joseph Caillaux, qui préfère négocier pour obtenir pacifiquement ce que la guerre n'est pas sûre de lui donner. En effet, à force de discussions, Berlin reconnaît les droits de la France sur le Maroc en échange d'un pourboire, une partie du Congo français rattachée au Cameroun allemand. La crise d'Agadir ne s'est donc pas terminée dans le sang, mais elle laisse un goût amer pour les deux opinions publiques : en France, les nationalistes reprocheront à Caillaux d'avoir cédé un morceau de l'empire à « l'ennemi », et en Allemagne les mêmes exaltés se scandaliseront devant la capitulation du gouvernement face aux Français. Après 1911, la psychose de guerre s'installe dans les deux opinions.

LE SAVIEZ-VOUS ?



La théorie des 70 %

Au plus fort de la crise d'Agadir, Joseph Caillaux interroge le général Joseph Joffre, commandant en chef des armées françaises :

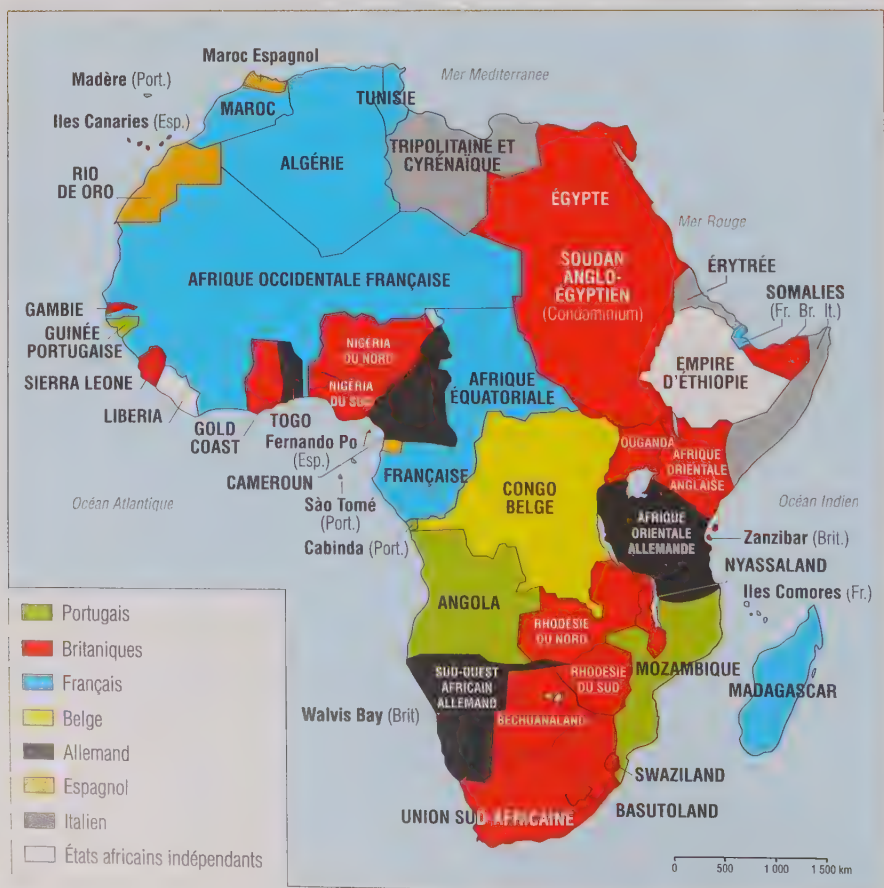
« Avons-nous 70 % de chances de victoire si la situation nous accule à la guerre ? »

Joffre, qui ignore que Napoléon a fixé cette proportion comme étant celle qui assure le succès des armes, est interloqué.

« Non, je ne considère pas que nous les ayons.

– C'est bien, nous négocierons. »

Voilà ce que l'on appelle un homme « raisonnable ».



Les rivalités coloniales ont donc joué un rôle considérable dans le climat de tension européen, mais elles n'ont jamais abouti à la guerre. Fallait-il mourir pour le Maroc ? Ni les Allemands ni les Français n'y étaient vraiment décidés, et les Russes, consultés par Caillaux, avaient fait connaître qu'ils resteraient en dehors de tout conflit déclenché pour un territoire dont ils se moquaient éperdument. Les intérêts des Européens se trouvaient tout bonnement en Europe !

Mourir pour la Bosnie ?

Il n'est point besoin de franchir les mers pour trouver des raisons de s'affronter. En Europe, la montée du nationalisme et la structure multinationale des empires allemand, austro-hongrois, russe et ottoman, suffisent amplement à fournir des motifs de conflits.

La nation en danger

Le nationalisme est un phénomène nouveau en ascension durant le XIX^e siècle. Émancipateur et révolutionnaire dans un premier temps, s'appuyant sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour justifier la création d'États-nations, il est progressivement devenu agressif et menaçant. En Allemagne, le pangermanisme préconise l'expansion territoriale sur les Slaves au nom du darwinisme social, c'est-à-dire du droit du peuple le plus fort à dominer les plus faibles. En Russie, le panslavisme lui fait obstacle, car il défend pour sa part la réunion de tous les Slaves et orthodoxes, sous la conduite du grand frère de Saint-Pétersbourg. Même le Royaume-Uni n'est pas à l'abri de ce raidissement national avec le développement d'un mouvement, le « jingoïsme », qui professe la supériorité britannique et la fierté impériale. Pangermanisme, panslavisme, jingoïsme, quel crétinisme !

Ce contexte est d'autant plus inquiétant que la carte de l'Europe est plus proche de l'empire multinational que de l'État-nation, ce qui soulève le problème des minorités nationales qui réclament autonomie ou indépendance.

- ✍ Les Polonais, par exemple, sont un peuple sans État, divisé entre les trois empires, allemand, austro-hongrois et russe. En dépit des politiques de russification ou de germanisation (interdiction de parler le polonais à l'école, dans l'administration, etc.), les Polonais subissent de plus en plus difficilement le joug étranger.
- ✍ Les Alsaciens-Lorrains ont longtemps refusé la situation d'annexion à l'Allemagne, envoyant au Parlement allemand des députés protestataires qui s'y expriment parfois en français et qui soulèvent le scandale. Toutefois, depuis 1911 et la reconnaissance d'un statut

d'autonomie, le problème est en voie de règlement. Les Français eux-mêmes semblent avoir fait le deuil de l'Alsace et n'en parlent plus depuis les années 1890, à l'exception de quelques ligues nationalistes.

- ✓ Les Irlandais, sous domination britannique, sont en situation de révolte permanente, d'où la concession de l'autonomie, le Home Rule, qui doit entrer en vigueur en 1914.
- ✓ Les Italiens des provinces autrichiennes d'Istrie et du Trentin regardent plus vers Rome que vers Vienne, ce qui constitue un problème dans les relations italo-autrichiennes.
- ✓ Les Roumains de Transylvanie, un territoire rattaché à la Hongrie et soumis à une politique de « magyarisation », réclament leur rattachement à la mère patrie.

Mais c'est dans les Balkans que se pose le problème national le plus préoccupant.

La poudrière balkanique

La péninsule balkanique concentre les difficultés. D'une part, le nationalisme y grandit comme partout ailleurs, mais l'État-nation y est impossible étant donné que les peuples sont historiquement mélangés : sauf à pratiquer une « épuration ethnique » massive, on ne peut pas y construire des frontières respectant le principe des nationalités. Ce n'est pas pour rien que l'on a donné le nom de « macédoine » à une salade de légumes. Un Macédonien, en effet, est le produit d'un mélange de Grec, Bulgare, Serbe, Albanais et Ottoman.

Autre donnée du problème : le recul de l'Empire ottoman, que l'on appelle « l'homme malade de l'Europe » au XIX^e siècle, et qui se retire lentement des Balkans sous les coups de l'émergence des jeunes nations qui se rebellent contre son autorité (Grèce, Serbie, Roumanie, Bulgarie...).

« L'homme malade de l'Europe »

Au XVI^e siècle, l'Empire ottoman a fait trembler la chrétienté : il a assiégé Vienne, avalé tous les Balkans jusqu'au nord de l'Italie, contrôlé le Caucase et dominé le monde musulman de Bagdad à Tunis. Après avoir été arrêté à Lépante (1571) par l'empire espagnol, il a compris que l'ouest de l'Europe ne lui serait pas facile à conquérir et s'est contenté de ce qu'il avait, le sud-est de l'Europe. Tout a été pour le

mieux durant deux siècles, mais au XIX^e siècle, incapable de saisir le tournant de la révolution industrielle, confronté à la crise politique de son système absolutiste et surtout ébranlé par l'apparition du nationalisme chez les peuples qu'il domine, il est allé de défaite en défaite. Tout a commencé par le soulèvement des Grecs en 1822, et cela ne s'est plus arrêté... pour le plus grand plaisir des Russes et des Autrichiens.

C'est là que les ambitions des grandes puissances entrent en lice, et notamment celles de l'Autriche et de la Russie, qui toutes deux partagent le rêve de remplacer l'Empire ottoman dans la région. D'où une inimitié durable entre ces deux États, la recherche d'alliés (l'Autriche soutient la Bulgarie, la Russie protège la Serbie), et la multiplication des crises qui pourraient déboucher sur un embrasement généralisé. Comme si cela ne suffisait pas, la Serbie excite les minorités slovènes, croates et serbes de l'Empire autrichien à se soulever pour la rejoindre et former une Yougoslavie. Un cocktail explosif, donc, qui ne manque d'ailleurs pas d'exploser de temps à autre :

- ✓ En 1908, quand l'Autriche annexe la Bosnie-Herzégovine, une région sous suzeraineté ottomane mais revendiquée par la Serbie car peuplée de Serbes et de Croates, la Russie monte sur ses grands chevaux et menace d'entrer en guerre. On en restera au stade des menaces, car la France, sollicitée par Saint-Pétersbourg, a calmé les ardeurs de sa fougueuse alliée en l'informant qu'elle ne risquerait pas une guerre européenne pour la Bosnie.
- ✓ En 1912-1913, quand Bulgarie, Grèce, Serbie et Monténégro se liguent contre l'Empire ottoman pour lui arracher ses dernières possessions européennes (Albanie, Macédoine, Thrace), les grandes nations surveillent de près la situation, prêtes à intervenir. Le conflit restera finalement localisé, mais l'Autriche interviendra pour créer l'État albanais afin d'éviter que la Serbie, ce relais de l'influence russe, ne dispose d'un accès à la mer.
- ✓ En 1914, les Balkans restent donc la principale zone de tension, entre appétits des jeunes nations qui rêvent d'expansion (les rêves concurrents de grande Serbie, de grande Bulgarie ou encore de grande Grèce se confrontent évidemment) et ambitions des grandes puissances qui rivalisent pour le contrôle régional.

Chapitre 3

La guerre de 1914 n'aura pas lieu

Dans ce chapitre :

- Plaider pour la détente des relations internationales
- La révolution sociale plutôt que la guerre impérialiste
- La course aux armements comme réponse aux menaces

Il serait faux et absurde de présenter les années 1871-1914 comme un simple entre-deux-guerres, une paix armée où chacun ne songerait qu'à préparer l'affrontement prochain et inévitable avec le puissant voisin. L'inévitable et la fatalité, en effet, ne sont pas des notions historiques, mais plus des reconstructions simplistes *a posteriori* qui s'imposent aux esprits paresseux. Ainsi, dans les décennies qui précèdent la Grande Guerre, on a pu voir l'émergence et le développement d'une culture de paix et de forces pacifistes liées à une gauche idéaliste ou révolutionnaire, qui espèrent bannir la guerre pour toujours de l'humanité. Quant au nationalisme français, on s'aperçoit à y regarder de près et en dehors de quelques rodomontades d'intellectuels qu'il est plus marqué par l'idée de défense que par celle de l'expansion. Bref, à gauche comme à droite, on souhaite se prémunir de la guerre, avec des moyens différents toutefois.

Si tu veux la paix, prépare la paix

Pour que la paix cesse d'être une formidable utopie mais devienne une réalité en Europe, des hommes de bonne volonté songent à éduquer les enfants dans l'amour commun de la patrie et de la paix, à apaiser les tensions internationales par la création d'un climat de détente et d'une cour d'arbitrage des conflits qui préfigure la Société des Nations (voir chapitre 23).

Pacifisme et patriotisme à l'école

On a souvent écrit que l'école avait préparé les Français au sacrifice en diffusant un patriotisme plus ou moins agressif. En fait, il convient de tenir compte de la chronologie et de différencier les années 1870 et 1880 des années 1900. Dans les années 1880, celles de la domination de l'esprit de revanche, les discours sont certainement très belliqueux et les maîtres exercent militairement leurs élèves avec des fusils de bois, mais en 1900, on a définitivement rangé les armes au placard.

Pourtant, le patriotisme n'a pas disparu. Loin de là ! Les manuels de pédagogie reprennent toujours les prescriptions d'Ernest Lavis de 1887 affirmant que « si l'écolier ne devient pas un citoyen pénétré de ses devoirs, un soldat qui aime son drapeau, l'instituteur aura perdu son temps ». Mais ce patriotisme est devenu pacifique, se détachant du nationalisme, agressif et belliqueux, que la gauche a abandonné à la droite depuis le boulangisme et l'affaire Dreyfus.

Le grand tournant de l'affaire Dreyfus

Comment une banale affaire d'espionnage de 1894 devient-elle un scandale politico-judiciaire qui divise le pays en 1898-1899 ? C'est que le capitaine Alfred Dreyfus, condamné au bagne par un conseil de guerre pour qui la condition d'israélite tient lieu de preuve de culpabilité, est en réalité complètement innocent. Grâce à l'intervention d'intellectuels, Émile Zola en tête, de journalistes et d'hommes politiques, l'injustice est connue de l'opinion, qui se divise

en deux camps : pour les uns, on ne doit pas rejurer Dreyfus, car ce serait humilier l'armée ; pour les autres, la justice et l'humanité sont supérieures à toutes les raisons d'État, supérieures même à la nation et à la patrie. La droite prend alors le parti de la nation, la gauche celui de la justice. Et ce sont les dreyfusards qui l'emportent en formant, en 1899, le premier gouvernement radical.

On enseigne désormais aux chères petites têtes blondes que la France est le pays du droit, de la justice et, pour tout dire, le phare de l'humanité. Pour ce patriotisme, que l'on pourrait appeler « dreyfusard », aimer la France revient à défendre ces valeurs humanistes et universelles. « Nous ne connaissons qu'une patrie, la Terre, et qu'une famille, l'Humanité », lit-on ainsi dans *L'Avenir scolaire* du 16 mars 1904, quand la *Revue de l'enseignement primaire*, qui regroupe 14 000 abonnés sur une vingtaine de milliers d'instituteurs, fustige la guerre comme criminelle et ouvre même ses colonnes aux antimilitaristes du genre Gustave Hervé. La droite nationaliste et l'Église peuvent persifler sur le thème de l'école sans Dieu devenue l'école sans patrie, ce patriotisme pacifique ne constitue en rien un désarmement intellectuel et moral de la France car mourir pour la

France, confondue avec la liberté et la justice, reste « le sort le plus beau, le plus digne d'envie ».

Concilier l'inconciliable ?

Ferdinand Buisson (1841-1932), pédagogue et député radical, fondateur de la Ligue des droits de l'homme et père de l'école laïque, explique dans son *Manuel d'instruction primaire* (1905) que le devoir militaire des citoyens et la détestation de la guerre ne sont pas contradictoires. Si la patrie est menacée, il faut prendre les armes, mais aussi travailler en temps de paix à éliminer la guerre de l'humanité.

« L'école primaire, tout au moins, n'a ni à enseigner, ni à prêcher un mode précis de revanche à main armée. Elle enseignera, elle inspirera

l'obligation absolue pour le jeune Français d'accepter les sacrifices que lui commandera son pays. Fût-ce celui de sa vie. [...] L'école aura rempli sa mission si elle fait de tout jeune Français un patriote au sens de la Révolution [...] qui ne se laissera dépasser par personne en fidélité, en discipline, en héroïsme, mais qui, tout en faisant la guerre quand il le faudra, revendiquera le droit, une fois rentré dans ses foyers, de la maudire et de travailler de tout son pouvoir à faire disparaître cette atroce survivance de la barbarie. »

La détente radicale

Sur le plan politique, une même évolution se précise. Après le départ de Bismarck (1890), les relations franco-allemandes se détendent quelque peu et le Royaume-Uni, principal concurrent de la France dans la course coloniale, se substitue même brièvement à l'Allemagne dans le rôle de l'ennemi numéro un à la veille du ^{xx}e siècle. Enfin, le souvenir des provinces perdues s'estompe et le nationalisme est délaissé par la gauche, au pouvoir depuis 1899. Pour le Parti radical, constitué en 1901 et devenu la première force politique du pays, il faut se garder du militarisme, du nationalisme, comme de toute politique de force, mais sans rien sacrifier de la sécurité du pays. Il s'agit également pour lui de conserver un œil sur l'armée, de la maintenir à sa place, c'est-à-dire sous le contrôle républicain, ce qui n'est pas une mince affaire étant donné que la majorité de ses chefs est proche de la droite nationaliste et réactionnaire. Il est vrai que bon nombre de généraux sont issus de la noblesse et professent des opinions royalistes, comme Édouard de Castelnau, quand d'autres sont formés dans les « jésuitières », à l'instar de Ferdinand Foch.

Mais ne vous y trompez pas : les radicaux ne sont pas des antimilitaristes ! La réduction du service militaire de trois à deux ans, décidée en 1905, ne doit pas se comprendre comme une volonté d'affaiblir l'armée, mais comme une loi égalitaire (dans les faits, seuls 60 % des conscrits accomplissaient trois ans de service, quand les étudiants se dégageaient généralement

des obligations militaires au bout d'un an). Cette réforme qui manifeste un signe de « détente » envers l'extérieur est cependant décriée avec violence par les nationalistes : « C'est une stupidité, une infamie, disons le mot, une trahison qui a livré la France à la merci de l'Allemagne », affirme par exemple le général Jamont.

Comment mettre la guerre hors la loi ?

En 1889, se tient à Paris le premier congrès universel pour la Paix. Cette conférence pose les bases du Bureau international de la paix (1891), qui rassemble plus de 500 sociétés partageant le même but : créer une cour d'arbitrage pour régler les différends internationaux et empêcher la guerre par la négociation permanente. Mais en attendant que cette Société des Nations voie le jour, les rencontres internationales aboutissent à une codification de la guerre afin de tenter de la moraliser et même de l'humaniser, si tant est que cela soit possible. C'est ainsi que les conférences de La Haye de 1899 et de 1907 accouchent de dispositions contraignantes par lesquelles les futurs belligérants s'engagent mutuellement à respecter les prisonniers, qui doivent être traités correctement, à refuser le pillage des territoires occupés, épargner les civils, à ne pas bombarder les villes non défendues, ni à utiliser de mines sous-marines. De même, il est désormais illégal d'attaquer un pays sans une déclaration de guerre préalable, après ultimatum ou avertissement motivé. L'article 22 est toutefois le plus imprécis : « Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi. »

Voilà donc la guerre encadrée et limitée, et les diplomates peuvent se féliciter d'avoir accompli un premier pas sur le chemin qui doit mener un jour à son interdiction pure et simple. Évidemment, avec le recul du temps, ces dispositions de La Haye apparaissent comme une ironie de l'Histoire à la veille du grand désastre où toutes les règles morales seront bafouées : du bombardement des civils au torpillage des navires-hôpitaux en passant par l'invention des gaz, du lance-flammes et autres joyeusetés de la guerre moderne. C'est que la force des règlements de La Haye était aussi leur faiblesse : ils ne reposaient sur aucune autre contrainte que la morale, une valeur qui disparaît sensiblement en 1914. Ils reposaient sans doute également sur une illusion, celle de l'humanisation de l'inhumain, de la moralisation de la barbarie, une sacrée contradiction somme toute.

Les pacifistes : des généraux sans armée

À côté de ces efforts officiels, une multitude de sociétés et d'individus militent pour le désarmement, l'arbitrage international voire les États-Unis d'Europe. Parmi eux, retenons l'Autrichienne Bertha von Sttutner,

surnommée la « Jeanne d'Arc de la paix », auteur du livre *Die Waffen Nieder* (1889), best-seller international traduit en France sous le titre *Bas les armes !* qui lui vaudra le prix Nobel de la paix en 1905. Autre succès de librairie, *La Grande Illusion*, de Norman Angell (1910), exprime le point de vue des financiers et milieux libre-échangistes anglo-saxons qui croient que la croissance des échanges et l'interdépendance économique entraîneront la paix définitive, le bonheur et la prospérité.

En France, les relais de ce discours de paix se trouvent dans l'association La Paix par le droit, fondée en 1887 par Jules Prudhommeaux et Théodore Ruysen. Les féministes rassemblées dans le Conseil national des femmes françaises (1901), section du Conseil international des femmes, réclament le suffrage féminin pour éviter la guerre, puisque les femmes sont censées détester l'affrontement militaire au nom de leur nature maternelle. Enfin, une Ligue des catholiques pour la paix voit le jour en 1909, avec le soutien de Marc Sangnier, le pionnier de la démocratie chrétienne en France. Mais il ne faudrait pas se leurrer sur l'importance de ces associations. Si l'idée de paix internationale est en ascension, les troupes militantes sont peu nombreuses pour ne pas dire groupusculaires à côté des puissantes formations nationalistes qui agitent les peurs des deux côtés du Rhin.

Au final, il n'existe que deux seuls groupements solides et organisés pour défendre la cause de la paix : le Parti socialiste et la CGT (Confédération générale du travail). Mais non sans ambiguïtés...

Si tu veux la paix, prépare la révolution

Au nom de l'internationalisme ouvrier et socialiste, la CGT comme le Parti socialiste sont hostiles à la guerre nationale et promettent la révolution si d'aventure les capitalistes osaient pousser les peuples à l'affrontement.

La CGT et l'antimilitarisme

Fondée en 1895 par des militants baignant dans la culture libertaire et antimilitariste, le grand syndicat ouvrier, qui rassemble près de 700 000 personnes à la veille de la guerre, ne cache pas son drapeau (rouge) dans sa poche. L'armée, il la connaît bien : pour peu qu'une grève s'étende ou dure trop longtemps, les ouvriers en colère ont souvent la mauvaise surprise de se heurter à la troupe qui sert, à l'époque, de force de maintien de l'ordre. Vue comme une institution au service du capitalisme et de la réaction antisociale, l'armée est donc détestée par les syndicalistes. Aussi, en 1906, lors de son congrès d'Amiens, la CGT adopte une motion insistant sur le développement de la propagande antimilitariste et

antipatriotique. Et la propagande, ça la connaît : dès 1900, la confédération a mis sur pied une caisse de secours aux conscrits, pour maintenir un lien avec les jeunes syndiqués pendant leur passage à la caserne. Inutile de souligner que cette caisse de propagande, intitulée le Sou du soldat, irrite profondément l'armée.

Quant à la guerre, elle n'est ni plus ni moins analysée comme la conséquence des appétits contraires des nations capitalistes, c'est dire que ce n'est pas l'affaire des prolétaires, qui n'ont rien d'autre à y gagner que du plomb dans la poitrine. Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, l'affirme haut et clair : « Toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications. » En conséquence, la confédération fixe sa conduite à tenir en cas de mobilisation, lors de son congrès de Marseille en 1908 : la grève générale révolutionnaire. Plutôt la guerre sociale que la guerre nationale. Les bourgeois qui veulent envoyer le populo à la guerre sont avertis : s'ils persistent dans leurs projets meurtriers, ils se retrouveront avec la révolution sur les bras !

LE SAVIEZ-VOUS ?



Le mystérieux carnet B

Afin de prévenir le sabotage de la mobilisation, la Sûreté générale (police nationale) a établi une liste d'environ 2 500 personnes, à commencer par les secrétaires des syndicats affiliés à la CGT qu'il s'agit de mettre hors d'état de nuire dès le premier jour de la guerre. Cette liste, que l'on appelle le « carnet B », visait d'abord les étrangers soupçonnés d'espionnage quand elle fut créée en 1886, mais à partir de 1909 y ont été inscrits les antimilitaristes les plus virulents dont l'arrestation est nécessaire en cas de mobilisation. Sept cent mille adhérents et la promesse de la grève générale, voilà qui donne des sueurs froides à l'armée et au ministère de l'Intérieur. En dehors des leaders syndicalistes, on trouve dans le carnet B des

journalistes avancés et même des députés de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière, ou plus simplement Parti socialiste), dont Pierre Laval, qui, à l'époque, était un farouche socialiste internationaliste ! Les pouvoirs publics sont donc parés en 1914, prêts à embastiller ceux qui ne veulent pas emboucher la trompette nationaliste. Pendant longtemps, les historiens n'ont pas pu mettre la main sur ce fameux carnet B dont on croyait qu'il avait été détruit en 1940 avec les archives de la Sûreté. En fait, confisqué par les nazis, il a été retrouvé en Russie dans les années 1990, restitué à la France et déposé aux archives de la gendarmerie.

La SFIO : unie dans la division

Au sein du Parti socialiste (ou SFIO), qui vient de s'unifier en 1905, la question de l'attitude face à la guerre divise. À l'extrême gauche, Gustave Hervé fait office de trublion en défendant des positions révolutionnaires. En matière d'antimilitarisme, cet agrégé d'histoire a plus que des titres : professeur révoqué et avocat radié pour écrits « antipatriotiques », il a également connu la prison pour avoir trop publiquement dit tout le bien qu'il pensait de l'armée. Sa position est simple et claire, très proche de celle de la CGT : le jour de la mobilisation, les travailleurs doivent se soulever, retourner leurs armes contre les généraux et les capitalistes et faire la révolution. « Nous n'admettons qu'une seule guerre, écrit-il en 1906, la guerre civile, la guerre sociale, la guerre de classe. » Cet « insurrectionnaliste », qui fait office de lien entre la SFIO et le mouvement libertaire, n'est pas un individu isolé mais bien un chef de tendance depuis qu'il a fondé un quotidien en 1906, *La Guerre sociale*, qui vend autant sinon plus que *L'Humanité*, le journal de Jean Jaurès.

Jaurès, justement, le premier des tribuns du parti, combat pied à pied les thèses d'Hervé en tentant de concilier patrie, socialisme et internationalisme. Confondant la République et la nation, il admet la possibilité d'une guerre défensive et considère la célèbre phrase de Marx, « les travailleurs n'ont pas de patrie », comme une simple « boutade ». Absolument pas antimilitariste, Jaurès envisage la création d'une armée réellement populaire et nationale, qui s'appuierait sur les réserves. En résumé, c'est l'idée de la « nation armée » qui renoue avec la tradition de la Révolution. Mais pas une once d'agressivité dans ce projet : la puissance de cette armée doit seulement dissuader tout agresseur éventuel.

L'autre combat du tribun socialiste est de faire adopter par l'Internationale socialiste une position commune qui permette de faire pression sur les gouvernements et de les décourager du bellicisme. En 1910, à Copenhague, il plaide pour l'arbitrage des conflits et pour le refus de voter les crédits de guerre, puis se rallie à la motion d'Édouard Vaillant, qui préconise d'aller jusqu'à la grève générale pour empêcher la mobilisation. La motion est repoussée. En novembre 1912, il repart à l'attaque, se faisant acclamer à Berlin quand il lance sa formule « Paix aux peuples, guerre à la guerre ! », et plus encore au congrès de Bâle où, reprenant un vers de Friedrich von Schiller, il promet de briser « les foudres de la guerre qui menacent dans les nuées ». Mais c'est un nouvel échec : l'Internationale repousse une fois encore l'idée de la grève générale en se contentant d'un texte vague et qui n'engage à rien. Les partis socialistes doivent seulement « faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre ».

Figure 3-1 :

La presse nationaliste s'en prend très vite à Jaurès. Ici, *Le Petit Journal* montre une Marianne armée qui interrompt un discours pacifiste du député socialiste pour lui rappeler que l'Alsace et la Lorraine vivent sous la botte allemande et qu'il faudra bien un jour faire la guerre pour les délivrer.



Pourquoi cette frilosité des socialistes européens ? Sans doute parce que les Allemands, les plus organisés et les plus puissants électoralement (en 1914, le Parti socialiste allemand est devenu le premier parti de l'empire), redoutent que leur pays soit écrasé par l'armée russe s'ils se lancent dans une grève générale. Pour eux, la victoire de l'autocratie russe signifierait la fin du socialisme dont les plus grandes chances de réalisation sont en Allemagne. Au fond, même s'ils se démènent pour la paix, les socialistes français ne sont pas loin de penser la même chose : la France est aussi pour eux la patrie de la Révolution et donc du socialisme. À l'heure de la mobilisation, il faudra prendre ses responsabilités et choisir de défendre le socialisme par l'internationalisme, en refusant la guerre, ou de défendre le socialisme en sauvant la patrie, mais en acceptant de s'étripier entre camarades. En un mot, la grève générale et la révolution pour éviter la guerre sont mal parties.

Si tu veux la paix, prépare la guerre

Contrairement à la vision simplificatrice, les nationalistes ne sont pas nécessairement bellicistes : en dehors de quelques intellectuels pour qui la guerre est une belle aventure et une formidable expérience, le discours nationaliste aspire généralement à tenir la dragée haute à l'Allemagne sans pour autant rêver d'en découdre.

La force de dissuasion

Si les militants de la paix sont peu nombreux, les vrais va-t-en-guerre ne sont pas dominants. En dehors de quelques têtes brûlées qui vantent la guerre comme régénératrice, la masse des nationalistes français redoute le conflit et pousse au renforcement de l'armée dans le but de dissuader un éventuel agresseur et de lui tenir la dragée haute. Il est en effet difficile d'identifier de réelles préoccupations expansionnistes dans les milieux nationalistes, alors que la question de l'Alsace-Lorraine s'est lentement apaisée. Même l'Action française, une organisation royaliste née sous l'affaire Dreyfus et emmenée par Charles Maurras et Léon Daudet, consacre l'essentiel de ses forces à la politique intérieure, préférant visiblement étrangler la République plutôt que l'Allemagne.

N'ayant pas peur de la guerre, ils souhaitent que la France s'y prépare afin justement de n'avoir jamais à la faire ou bien d'être prête en cas d'agression. Leur pression politique, confinant à un véritable affolement qui leur fait considérer les radicaux et les pacifistes comme des ennemis de la patrie parce qu'ils cherchent des solutions d'entente internationale, repose sur un constat alarmant : avec moins de 40 millions d'habitants, la France

n'est pas en mesure de faire face à 65 millions d'Allemands. Les deux armées d'active, en particulier, ne sont pas sur le même pied. Or, tous les stratèges pensent à l'époque que la guerre sera courte, l'affaire d'une ou deux batailles, et qu'elle sera faite par les troupes d'active et non par les réservistes mobilisés. Dans ce cadre, rétablir l'équilibre numérique entre les deux armées est urgent. Mais comment faire ? L'état-major y réfléchit et sort deux projets de ses cartons.

L'appel à l'empire

Le premier consiste à faire appel à l'énorme réservoir d'hommes de l'empire colonial. On voit ainsi fleurir les projets d'une armée arabe que défend le député Adolphe Messimy en 1908, ou encore de la « force noire » que développe le colonel Charles Mangin avec le soutien de la presse conservatrice à partir de 1909. La position de Mangin est toute simple : quand une nation a répondu au devoir d'apporter la civilisation aux peuples barbares, « elle a le droit d'appeler à sa défense tous ses enfants, même ses enfants adoptifs, sans distinction de race ». Enfin, en 1912, le général Pennequin, qui a fait ses armes en Indochine, évoque à son tour la « force jaune » sur le modèle de Mangin. Mais l'état-major est divisé, doute de la qualité des troupes coloniales et même de leur loyauté, aussi rien n'est encore décidé en 1914.

La loi de trois ans

Le second projet a l'avantage de faire l'unanimité chez les militaires : il consiste simplement dans le rétablissement du service militaire à trois ans. On l'a vu, l'état-major n'a jamais accepté la réforme de 1905 qui a réduit à deux ans les obligations militaires, et il a patiemment attendu le moment opportun pour faire pression sur le gouvernement. En 1913, la situation paraît idéale : un climat de tension depuis la crise d'Agadir, un fléchissement de la gauche aux élections de 1910 et un effacement des radicaux au profit des modérés que confirme l'élection du président Raymond Poincaré en janvier 1913 contre le radical Jules Pams. Votée pendant l'été 1913, cette loi de trois ans provoque en France un violent débat où s'affrontent droite et gauche. Aux élections législatives de l'année suivante, en avril-mai 1914, elle est encore au cœur de l'enjeu électoral : si la majorité de la nouvelle Chambre n'est pas décidée à rouvrir le débat, la poussée de la gauche (les socialistes gagnent 30 sièges) et l'effritement de la droite montrent que les Français étaient soucieux de se doter d'une bonne défense mais sans volonté d'agressivité. Dans leur ensemble, ils se retrouvaient dans ce discours de Poincaré : « Il n'est possible à un peuple d'être pacifique qu'à la condition d'être toujours prêt à la guerre. »

**Fig. 3-2 :**

La France ne veut pas la guerre, mais comme elle croit que l'Allemagne la veut, elle s'y prépare. Finalement personne n'a voulu la guerre, mais personne n'a vraiment défendu la paix non plus.

Vive la guerre ?

En dépit de ces tendances profondes de l'opinion française, une nouvelle génération d'intellectuels réhabilite ce que leurs pères avaient détesté depuis l'affaire Dreyfus, l'armée, la guerre et la mystique nationale et religieuse. Charles Péguy, écrivain et poète venu du socialisme et du dreyfusisme, se fait désormais le chantre d'un patriotisme exalté qui renouvelle l'idée de la France élue de Dieu et instrument de sa volonté pour le bonheur terrestre. Chantant les « épis mûrs et les blés moissonnés », les

soldats heureux « tombés dans de justes guerres », Péguy impressionne la nouvelle génération étudiante qui rêve d'action. Ernest Psichari, petit-fils d'Ernest Renan et tout récent converti au catholicisme, concrétise ce basculement générationnel en écrivant *L'Appel aux armes* en 1913, un livre qui raconte le conflit entre un jeune homme, un soldat qui aime l'armée, et son père, un instituteur pacifiste. Et quand ce dernier lui parle de la conférence de La Haye, l'autre s'exalte sur le thème de la « guerre divine ». C'est dire que l'on ne se comprend plus !

En Italie, cette réaction nationaliste est encore plus visible dans le mouvement futuriste de Filippo Marinetti, qui voit dans la guerre l'« hygiène du monde » et qui glorifie la force et le geste destructeur. Les pangermanistes disent à peu près la même chose. Cette esthétique de la guerre n'est-elle qu'une posture intellectuelle ? Pas seulement puisque l'ambiance générale est à l'inquiétude et au renouveau du nationalisme, mais ce goût de la guerre doit être relativisé : il ne faudrait pas généraliser la parole de quelques jeunes intellectuels, écrivains et poètes, et traduire à travers leur prose les sentiments de la majorité des contemporains. Il n'en reste pas moins qu'en 1914 la force du droit, celle du rêve de la codification des conflits jusqu'à la création d'une cour d'arbitrage internationale, est en train de laisser la place au droit de la force. Il y a de quoi s'inquiéter.

Une seconde de trop

L'écrivain autrichien Stefan Zweig raconte dans ses *Souvenirs d'un Européen* le moment traumatisant qu'il a vécu dans un cinéma français et qui lui a révélé la puissance de la haine nationaliste. Au cours d'un séjour en Touraine, il se rend dans un cinéma pour y regarder un film comique et s'apprête à passer un bon moment quand les actualités qui précèdent la séance montrent l'empereur François-Joseph recevant son allié et ami Guillaume II. Ces quelques images entraînent aussitôt un violent tohu-bohu :

« Tout le monde criait et huait, les femmes, les hommes, les enfants conspuaient, comme

s'ils étaient personnellement offensés. Cela dura une seconde, une seule seconde. Quand succédèrent d'autres tableaux, tout était oublié. Les gens riaient à ventre déboutonné au film comique qui se déroulait maintenant, ils se donnaient de grands coups de claques sur les cuisses. Cela n'avait duré qu'une seconde, mais une seconde qui me prouva à quel point il serait facile au moment d'une crise sérieuse, de soulever les peuples de part et d'autre de la frontière. »

La crise sérieuse, justement, elle ne va pas tarder !

Chapitre 4

L'assassinat de la paix

Dans ce chapitre :

- ▶ L'attentat de Sarajevo scelle le sort de l'Europe
- ▶ La mécanique des blocs brise la paix
- ▶ Un drame inévitable ?

La guerre, on en parlait depuis plusieurs années. On la souhaitait, on la redoutait, on se battait pour l'éviter. Pourtant, quand elle survient, c'est la surprise générale. Personne n'a vu venir la crise balkanique surgie de l'attentat de Sarajevo et personne n'a su enrayer l'engrenage des alliances qui, en une semaine, a décidé du sort de l'Europe.

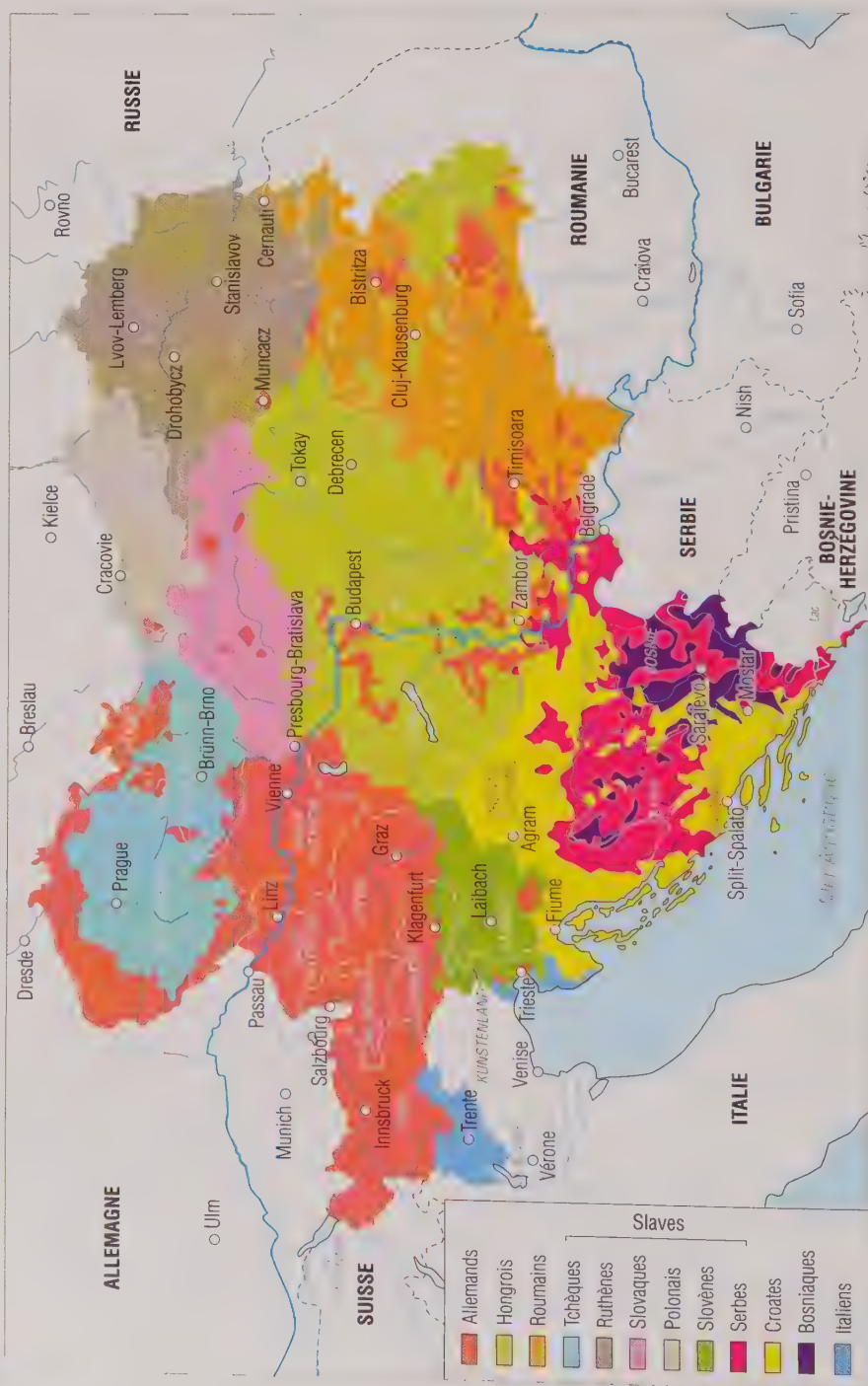
Le drame de Sarajevo

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, l'héritier du trône d'Autriche, est assassiné à Sarajevo par un jeune nationaliste proserbe, Gavrilo Princip. L'opinion européenne apprend cette nouvelle avec une légère indifférence. Elle ignore que les coups de feu de Sarajevo vont incendier le monde.

Maudit 28 juin !

Entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, on le sait, le torchon brûle (voir chapitre 2). D'un côté, la jeune nation rêve d'une « grande Serbie » qui réunirait tous les Slaves du Sud, de l'autre, Vienne considère les Balkans comme son prolongement naturel. La tension entre les deux États culmine en Bosnie-Herzégovine, un territoire peuplé de Croates et de Serbes annexé à l'Autriche, mais que Belgrade considère comme lui revenant de droit. C'est dans ce climat joyeux que l'archiduc François-Ferdinand décide de se rendre en visite à Sarajevo, capitale de cette Bosnie de tous les dangers.

Figure 4-1 :
L'Autriche-
Hongrie, un
empire mul-
tinationnal qui
craint pour
sa survie.



Le prince n'est pas seul à s'y rendre : Gavrilo Prinzip, un Bosno-Serbe de 20 ans, a décidé de lui tendre un piège. À la tête de cinq jeunes exaltés qui rêvent de devenir des héros, il prépare un attentat avec l'aide de la Main noire.

La Main noire

Cette puissante société dirigée par le colonel Dimitrievic, chef du service des renseignements de l'armée serbe, est infiltrée dans les milieux politiques et militaires de Serbie. Elle agit comme un puissant lobby nationaliste en déstabilisant les gouvernements qui ne lui semblent pas assez pugnaces envers l'Autriche. Elle ne répugne pas non plus aux coups tordus, en livrant pistolets et grenades à Prinzip et à ses amis conspirateurs. C'est bien simple : tout ce qui peut nuire à Vienne la réjouit. Est-ce à

dire que la Main noire a pris le risque de la guerre mondiale ce 28 juin 1914 ? En fait, le colonel Dimitrievic ne croyait pas à la réussite de l'opération, et il fut sévèrement désapprouvé quand le comité central de l'organisation fut informé de sa responsabilité. À force d'exciter le taureau autrichien en agitant un chiffon rouge, la Main noire a provoqué la guerre... sans le vouloir ! Les Serbes lui en garderont rancune et, en 1917, l'organisation sera dissoute et son chef exécuté sous un prétexte fumeux.

François-Ferdinand n'a pas de chance : le matin, alors qu'il traverse la ville en voiture découverte, une grenade est lancée contre lui par un complice de Prinzip. Le Serbe manque son coup mais fait des blessés parmi les officiers qui suivent le cortège. Furieux, l'archiduc fait plutôt mauvaise figure lors de la réception qui est organisée en son honneur à l'hôtel de ville. Alors que le maire lui souhaite la bienvenue, il l'interrompt :

« Monsieur le maire, à quoi bon ce discours ? Je viens à Sarajevo en visite amicale et on me lance une bombe ! C'est indigne ! »

Après la réception, le prince souhaite se rendre à l'hôpital au chevet de ses officiers blessés. Avec panache, il remonte dans une voiture ouverte, refusant de se plier aux mesures de sécurité qu'on lui suggère, mais il accepte que les véhicules roulent à vive allure pour éviter de nouveaux désagréments. De même, on décide d'emprunter un nouvel itinéraire pour déjouer les plans d'éventuels assassins. Manque de chance, le cortège s'égare et doit manœuvrer pour rebrousser chemin. Hasard malheureux, Gavrilo Prinzip se trouve sur le trottoir à l'endroit même où la voiture de François-Ferdinand s'arrête. Il fend aussitôt la foule, décharge son pistolet sur le prince et sa femme, et le tour est joué ! Pour François-Ferdinand, ce n'était vraiment pas un bon jour.

Figure 4-2 :
La dernière
photo de
François-Fer-
dinand et de
son épouse,
quittant
l'hôtel de
ville de Sara-
jevo. Dans
quelques
minutes, ils
vont mourir
sous les
balles de
Prinzip.



François-Ferdinand, un archiduc révolutionnaire ?

Né en 1863, ce neveu de l'empereur François-Joseph était devenu l'héritier du trône en 1889, à la mort de son cousin Rodolphe. L'empereur, en effet, n'a pas été épargné par les deuils : c'est d'abord son frère Maximilien qui est fusillé au Mexique en 1867 pour avoir cru au rêve de Napoléon III, qui l'avait bombardé empereur du Mexique, puis son fils Rodolphe se suicide à Mayerling en 1889, avant que sa femme, Élisabeth (la fameuse Sissi), ne se fasse poignarder en 1898 par un anarchiste de passage. Avec la mort de son neveu en 1914, c'est une longue suite de malheurs qui se referme ainsi sur la vieille monarchie des Habsbourg. François-Joseph, toutefois, n'appréciait pas

son héritier, dont les idées contrastaient trop avec les siennes. On croit savoir que ce dernier souhaitait prendre ses distances par rapport à l'Allemagne et peut-être créer une autonomie pour les Slaves du Sud, afin de désarmer le nationalisme serbo-croate, sur le modèle de l'autonomie accordée aux Hongrois en 1867. Enfin, il était hostile aux ambitions expansionnistes de l'armée autrichienne et désapprouvait publiquement son chef d'état-major. Avec lui sur le trône, l'Empire austro-hongrois aurait certainement changé de visage, et la paix ne s'en serait que mieux portée. Mais le geste de Prinzip a changé le cours de l'Histoire.

Un trop beau prétexte

François-Ferdinand ne fut regretté ni par l'armée autrichienne ni par l'empereur. On lui réserva des obsèques expéditives tout en se félicitant qu'il ne parvienne pas au pouvoir. Le deuil national ne fut pas proclamé et on ne mit pas même les drapeaux en berne. Au fond, les coups de revolver de Prinzip avaient rendu un fier service à la coterie des militaristes autrichiens, à commencer par le chef d'état-major Conrad von Hötzendorf, qui détestait cordialement l'archiduc. Et comme un bonheur ne vient jamais seul, les militaires décident de se servir de cet assassinat comme d'un prétexte pour régler définitivement le problème serbe à coups de canon. Décidément, la mort de François-Ferdinand est une belle aubaine.

La Serbie était-elle responsable ?

L'idée de l'état-major est de désigner la Serbie comme le commanditaire de l'attentat et d'en profiter pour lui régler son compte afin qu'elle ne s'avise plus de déstabiliser l'Autriche-Hongrie avant longtemps. Mais la Serbie était-elle réellement responsable ? S'il est évident que les nationalistes de la « grande Serbie » ne sont pas avarés de provocations, comptant sur la protection du grand frère russe pour refroidir les ardeurs de Vienne, le gouvernement serbe de Nicolas Pasic est plutôt décidé à temporiser. Pour lui, les activistes de la Main noire sont tout simplement des inconscients qui risquent d'entraîner la guerre. Averti de la préparation d'un attentat à Sarajevo, Pasic s'efforce même de convaincre son homologue autrichien que la visite de François-Ferdinand est déconseillée. Mais l'archiduc n'en fait qu'à sa tête. Alors Pasic ordonne au colonel Dimitrievic de faire son possible pour éviter un drame le 28 juin à Sarajevo. Manque de chance : Dimitrievic, chef de la Main noire, voit dans le groupe de Prinzip une belle occasion de déstabiliser le gouvernement. Et voilà comment une petite bande de nationalistes impénitents a pris le risque de déclencher une guerre européenne.

Comment on fabrique une guerre

Hötzendorf l'a décidé : il faut faire la guerre à la Serbie. Mais les gouvernements d'Autriche et de Hongrie sont plus hésitants que leur armée. L'Autrichien Leopold Berchtold et le Hongrois Etienne Tisza, en bons politiques, redoutent des complications diplomatiques que les militaires ne perçoivent pas, à commencer par l'attitude de la Russie. En tout cas, rien ne se fera sans l'avis de l'Allemagne, qui est consultée sur la question. Régler son compte à la Serbie ? Berlin n'y voit pas d'inconvénient.

Après tout, elle l'a bien cherché. Que la Russie se solidarise avec les Serbes et que la France emboîte le pas de la Russie, les militaires allemands ne veulent pas y croire. Aussi aveugles que leurs homologues autrichiens, ils croient que la guerre sera rapide et ne sortira pas des Balkans. Mais le chancelier allemand, Bethmann-Hollweg, hésite tout de même. Finalement, c'est l'avis du kaiser Guillaume II qui emporte le morceau : le 5 juillet 1914, l'Allemagne soutient sans ambiguïté son allié autrichien. Ce jour-là, Berlin signe un dramatique « chèque en blanc » à l'armée austro-hongroise.

L'engrenage

Dans ce beau mois de juillet, les contemporains sont plus préoccupés des vacances que des Balkans, en situation d'ébullition permanente. À Paris, Londres ou Berlin, l'attentat de Sarajevo est tout bonnement oublié en quelques jours. Aussi, l'ultimatum remis à la Serbie, le 23 juillet, fait l'effet d'une bombe. Et il y a de quoi s'inquiéter : la guerre austro-serbe qui s'annonce pourrait bien entraîner la mêlée générale du fait de la mécanique des blocs d'alliances.

Un coup de tonnerre dans un ciel serein

Cela paraît incroyable et pourtant c'est la vérité : en juillet 1914, dans un contexte de tension, les Européens ne songent pas à la guerre. Guillaume II est parti en croisière après avoir signifié son soutien à la solution militaire autrichienne, et le président Raymond Poincaré a quitté la France le 16 juillet, en compagnie du président du Conseil René Viviani, pour un voyage officiel en Russie, Suède, Norvège et au Danemark. « Traversée enchantée », note Poincaré dans son journal : il fait beau et l'on discute littérature sur le pont du *Jean Bart*.

Les Français aisés prennent leurs quartiers d'été sur la côte. En un mot, on ne s'en fait pas.

Sarajevo ? On s'en moque plutôt. Les Balkans paraissent sacrément loin quand on barbote les pieds dans l'eau à Deauville. Et même quand la crise éclate, le 23 juillet, l'opinion inquiète continue d'espérer en un dénouement heureux. Toutes les autres crises se sont bien achevées par un compromis, alors pourquoi pas celle-ci ? Non, décidément, ce n'est pas la Bosnie et les relations austro-serbes qui passionnent les Français en juillet 1914, mais plutôt le procès de M^{me} Caillaux.



Le procès de M^{me} Caillaux

Dans la perspective des élections législatives d'avril-mai 1914, la droite et les modérés mènent une sévère campagne contre Joseph Caillaux, président du Parti radical, défenseur de l'impôt sur le revenu et partisan d'un gouvernement axé à gauche, avec l'appui des socialistes. À la tête de cette offensive, le directeur du *Figaro*, Gaston Calmette, ne recule devant rien pour tenter de discréditer Joseph Caillaux, et va jusqu'à publier des lettres privées que ce dernier adressait jadis à sa maîtresse. Craignant pour sa vie privée et redoutant de nouvelles publications de lettres intimes, M^{me} Caillaux tue Calmette, le 16 mars 1914, de six balles de revolver. L'affaire, qui mêle vie privée et vie politique, passionne les

Français, qui se délectent de ce procès jugé en cour d'assises du 20 au 28 juillet, en pleine crise balkanique. Plus qu'un fait-divers, cette affaire Caillaux a de redoutables conséquences politiques : les élections d'avril-mai 1914 ayant consacré une poussée à gauche, Caillaux aurait dû devenir président du Conseil. À cause de sa femme, il ne le sera pas. Or, l'homme souhaitait pratiquer une politique de conciliation avec l'Allemagne et rêvait de nommer Jean Jaurès aux Affaires étrangères afin de changer le climat de tension européen. Comme quoi, les nerfs à vif d'une bourgeoise peuvent avoir de grandes conséquences internationales !

Une folle semaine

En une semaine, du 28 juillet au 4 août 1914, toute l'Europe se précipite dans l'affrontement. Un enchaînement logique et meurtrier provoqué par l'application de la mécanique des alliances.

Les dernières quarante-huit heures de paix

Le 23 juillet, à 18 heures, l'Autriche remet un ultimatum à la Serbie : l'accusant d'agressivité et de responsabilité dans l'attentat de Sarajevo, Vienne exige que Belgrade prononce la dissolution de la Main noire et de toutes les organisations nationalistes prônant la formation d'une Yougoslavie. Mais il y a plus : la Serbie doit laisser la police autrichienne agir comme bon lui semble sur son territoire. Cette dernière disposition est tout simplement inacceptable parce qu'elle équivaut à une perte de souveraineté. L'état-major autrichien se frotte donc les mains, car l'ultimatum est rédigé de façon à être rejeté. Il a d'ailleurs tout prévu : si par hasard la Serbie se soumettait, on lui imposerait de nouvelles conditions pour l'obliger à la guerre. Elle a quarante-huit heures pour donner sa réponse. Le 25 juillet, Belgrade accepte tous les points de l'ultimatum... sauf celui concernant la liberté laissée aux policiers autrichiens sur son sol.

C'est donc la guerre inévitable. Le même jour, l'Autriche mobilise huit corps d'armée et la Serbie décrète la mobilisation générale.

Y a-t-il quelqu'un pour sauver la paix ?

Depuis le refus de l'ultimatum, les chancelleries européennes sont en ébullition pour éviter l'irréparable : le ministre britannique des Affaires étrangères, Edward Grey, propose le 26 juillet une conférence internationale quadripartite (avec la France, l'Italie et l'Allemagne) pour régler le différend austro-serbe, mais l'Allemagne assure que Vienne est dans son bon droit et qu'elle n'a pas à se placer en position d'accusée. Dans le même temps, Berlin pousse l'Autriche à entrer en guerre au plus vite, craignant que la Russie, qui se pose en grand frère slave, ne vole au secours de la Serbie si l'affaire traîne en longueur. La précipitation est pour l'Allemagne la garantie de la localisation du conflit, comme s'il fallait placer tout le monde devant le fait accompli. Elle se trompe.

Les 26 et 27 juillet, l'ambassadeur allemand à Paris, Wilhelm von Schoen, demande à la France de faire pression sur Saint-Pétersbourg pour que la Russie se tienne tranquille, condition nécessaire au maintien de la paix. Paris accepte bien volontiers, mais à condition que l'Allemagne fasse de même avec l'Autriche, ce qu'elle refuse absolument.

Le 28 juillet, la guerre austro-serbe commence. La situation devient de plus en plus grave. Le tsar Nicolas II, travaillé par son état-major, résiste encore à l'idée de mobilisation et propose vainement une conférence internationale à La Haye. Le Royaume-Uni tente également une dernière démarche : que des négociations soient ouvertes après la prise de Belgrade par les Autrichiens. Mais ces derniers ne veulent rien entendre ! Le 29, le tsar décide la mobilisation générale puis se ravise après un télégramme de son cousin, l'empereur Guillaume II, qui se veut conciliant. Mais la Russie ne peut rester passive devant l'écrasement programmé de son protégé serbe et se résigne à décréter la mobilisation générale le 30. Dès lors, tout est consommé : Berlin ne peut laisser l'Autriche seule aux prises avec la Russie, et doit entrer en guerre. La France ne pourra alors pas abandonner son allié russe confronté aux Autrichiens et aux Allemands et devra suivre. Les Allemands le savent et accomplissent une dernière manœuvre diplomatique qui ressemble à une mise en demeure : le 30 juillet, la France est invitée à ne pas bouger et la Russie à révoquer son ordre de mobilisation. Impossible, à moins de perdre la face.

Le 1^{er} août, l'Allemagne et la France mobilisent. Le même jour, Berlin déclare la guerre à la Russie, et le 3 à la France. Guillaume II croit encore à la neutralité britannique, mais la violation du territoire belge par l'armée allemande, le 4 août, décide Londres à déclarer la guerre à l'Allemagne. Seule l'Italie ne joue pas le jeu des alliances et se déclare neutre. En huit jours, l'Europe a scellé son sort. La boucherie peut commencer.

La guerre était-elle inévitable ?

On admettra que se poser ce genre de question ne relève pas d'une démarche historique mais de la politique-fiction. Cependant, cette question induit celle de la responsabilité du conflit. Est-elle unique ou partagée ? Par ailleurs, l'enchaînement qui conduit au désastre n'est pas aussi logique qu'il y paraît : c'est peut-être dans le bluff de mauvais joueurs de poker plus que dans la mécanique des blocs qu'il faut rechercher les causes de la Grande Guerre.

Les faux calculs de Berlin



Tout commence par une incroyable légèreté. L'Autriche, toute à son projet de rappeler la politesse aux Serbes, a parié sur un conflit localisé, uniquement balkanique. Que l'Allemagne lui ait emboîté le pas est plus étrange. Comment n'a-t-elle pas envisagé un possible embrasement généralisé en anticipant l'éventuelle réaction de la Russie ? On sait que l'hypothèse a été étudiée, mais qu'elle a été repoussée. Ainsi, Berlin a pris le risque calculé de la guerre. Non qu'elle l'ait souhaitée, mais il ne l'a pas redoutée. Il faut savoir que, dans l'opinion allemande, l'étau provoqué par l'entente franco-russe est difficilement vécu et les guerres balkaniques ont installé l'idée d'un conflit inévitable entre Slaves et Germains. De plus, la Russie est en pleine révolution industrielle, son armée archaïque est en train de se moderniser ; aussi, quand la crise éclate, les milieux dirigeants allemands sont persuadés que le moment est venu et que le temps travaille contre eux.

À l'égard de la France, l'agressivité semble plus contenue qu'envers la Russie, mais l'on sait que Guillaume II, en 1913, a confié au roi de Belgique que la guerre lui paraissait inévitable étant donné l'esprit haineux et revanchard des Français qui venaient de voter les trois ans de service militaire. Le Kaiser se trompait sans doute sur l'opinion des Français, mais la peur a envahi les relations internationales. En appuyant à fond son allié autrichien en 1914 et en refusant les médiations britanniques, l'Allemagne n'a pas eu conscience de souffler sur des braises, mais elle a eu le sentiment de se défendre, elle qui se sentait agressée et menacée.

Et la France ?

À la différence de la Grande-Bretagne, qui s'échine pour éviter la guerre et propose en vain conférences, réunions et compromis, la France reste bizarrement passive dans cette crise de juillet 1914. Elle ne jette pas d'huile sur le feu mais ne fait rien non plus pour calmer le jeu. À aucun moment, par exemple, elle ne fera pression sur son allié russe pour éviter

une mobilisation qui ne pouvait qu'entraîner la mêlée générale. Poincaré et Viviani venaient à peine de rentrer de Russie, où ils avaient raffermi l'alliance militaire, ce n'était pas pour prêcher la modération quelques jours plus tard. Bien entendu, la France joua le jeu de la nation responsable qui n'entend pas manifester de l'agressivité envers son voisin et retira même ses troupes sur une profondeur de 10 kilomètres tout au long de sa frontière. Mais à y regarder de plus près, cet acte ne visait à rien d'autre qu'à démontrer aux Britanniques que la France était pacifique et en situation de défense, un argument pour les convaincre de s'engager à ses côtés contre l'agression allemande. Pour calmer l'opinion en général et les socialistes en particulier, le gouvernement prétend qu'il fait pression sur la Russie pour la retenir, mais les notes d'Abel Ferry, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, prises lors du Conseil des ministres du 30 juillet, démontrent le contraire. On est tellement persuadé que l'Allemagne veut la guerre et qu'il n'y a rien à faire... que l'on ne fera rien !

« Poincaré-la-guerre »

Après guerre, la gauche reprochera à Raymond Poincaré de n'avoir rien fait pour éviter le conflit et de s'être au contraire dépensé pour le hâter, en soutenant l'intransigeance des Russes. On l'affubla même du sobriquet « Poincaré-la-guerre » pour rappeler ses responsabilités. En fait, le président de la République manifesta une fermeté évidente en direction de l'Allemagne, qui, pour lui, se livrait à un chantage visant à la dislocation de la Triple-Entente. Affirmer qu'il a voulu la guerre est exagéré, mais lui non plus ne l'a pas redoutée. Pour preuve, ce Conseil des ministres du 1^{er} août 1914 où, à la différence des membres du cabinet, il croit l'Allemagne hypocrite, la guerre inévitable et envisage même la possibilité de précipiter le conflit par une provocation !

Alors que le président du Conseil, René Viviani, reste optimiste et confie que l'Allemagne va certainement se refuser à la guerre, en s'appuyant

sur les propos de l'ambassadeur von Schoen, Poincaré l'interrompt d'une voix moqueuse :

« Allons donc ! Cet homme-là vous joue. C'est une manœuvre, c'est un piège et, du reste, [...] ce n'est pas à la minute où nous sommes prêts que nous allons renoncer au bénéfice de cette situation. » Et, se tournant vers Adolphe Messimy, le ministre de la Guerre, Poincaré ajoute : « S'il le faut, nous créerons un incident de frontière. Ce n'est pas difficile, n'est-ce pas, monsieur le ministre de la Guerre ? »

Cette provocation ne se réalisera jamais puisque, le même jour, l'Allemagne décrète la mobilisation générale. Poincaré a peut-être vu juste contre le trop optimiste Viviani, mais le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'a pas ardemment défendu la cause de la paix.

Pour résumer, la paix est morte parce que personne, en dehors de la Grande-Bretagne, n'a vraiment œuvré pour la sauver. Pourtant, la Grande-Bretagne n'échappe pas aux critiques : on lui reprochera assez injustement de n'avoir pas pris son parti dès le début de la crise, ce qui aurait peut-être permis d'impressionner Guillaume II. En effet, jusqu'au dernier moment, Berlin n'a pas cru que Londres entrerait dans la guerre. Cela aurait-il changé quelque chose ? L'armée britannique étant une armée professionnelle de petite taille (autour de 100 000 hommes), elle ne faisait pas peur à l'armée allemande, qui, pariant sur la guerre courte, pensait que tout serait fini avant que la Grande-Bretagne ait le temps de réagir.

Chapitre 5

Aux armes, citoyens !

Dans ce chapitre :

- ▶ L'assassinat de la paix
- ▶ L'Union sacrée
- ▶ Le départ des soldats

Le samedi 1^{er} août, vers 15 h 45, la mobilisation est décrétée et l'affiche tristement célèbre, qui appelle les Français à rejoindre leur corps, est placardée dans tout le pays. À la même heure, l'Allemagne prend une décision identique. « Que Dieu nous aide ! » s'écrit le Kaiser pour conjurer son angoisse. Les peuples, eux, se résignent à la guerre et partent dans la résolution et la détermination sur fond d'union sacrée nationale.

« Ils ont assassiné Jaurès. Nous n'assassinerons pas la France ! »

Les socialistes et les syndicalistes ont prévenu le gouvernement depuis le 28 juillet : il n'est pas question d'accepter une guerre qui ferait le jeu des impérialistes et des capitalistes. Au cours de la semaine d'angoisse qui court du 28 juillet au 1^{er} août 1914, SFIO et CGT organisent des manifestations où l'on crie « À bas la guerre ! », dans l'espoir que quelques démonstrations de force pousseront le gouvernement à ne pas se risquer au bellicisme. Mais l'enthousiasme manque, les manifestants sont peu nombreux et l'inquiétude paralyse les initiatives. La mort de Jean Jaurès, qui s'est dépensé sans compter mais vainement pour la cause de la paix, décourage définitivement les derniers combattants du pacifisme. La guerre leur paraît dès lors inéluctable, il n'y a plus qu'à s'y rallier.

21 h 40 au café du Croissant

Depuis que l'Autriche a adressé un ultimatum à la Serbie, la formation de Jean Jaurès, forte de 100 députés, pèse pour que la France ne s'emballe pas dans une crise aux côtés de la Russie. Le tribun socialiste a reçu des garanties du président du Conseil, René Viviani : la France fera tout ce qui est en son pouvoir pour amener les deux parties à l'entente. Mais le 31 juillet, Jaurès découvre que la Russie mobilise et qu'il a été mené en bateau puisque jamais Paris n'a déconseillé la manière forte à Saint-Petersbourg.

En colère, il apostrophe vivement Louis Malvy, le ministre de l'Intérieur, dans les couloirs de la Chambre des députés : « La France est-elle la vassale de la Russie ? Va-t-elle se laisser entraîner par elle dans la guerre ? » Et comme le ministre se dérobe, le tribun socialiste le poursuit et prend les journalistes à témoin : « Il faut négocier encore ! Eh ! Quoi, monsieur le Ministre, vous allez permettre cela... La France de la Révolution entraînée par les moujiks contre l'Allemagne de la Réforme ? » Mais le vide se fait autour de lui, car les dernières nouvelles, vraies ou fausses – la coupure des lignes téléphoniques entre l'Allemagne et la Belgique –, renforcent un peu plus l'idée de l'imminence de la guerre. Mais Jaurès veut se battre jusqu'au bout et se rend en début de soirée au Quai d'Orsay, où il s'entretient orageusement avec le sous-secrétaire d'État Abel Ferry : « Vous êtes victime d'une intrigue russe : nous allons vous dénoncer, ministre à la tête légère, dussions-nous être fusillés. » Et comme Jaurès prétend continuer sa campagne contre la guerre, l'entretien prend fin sur cet avertissement prophétique d'Abel Ferry : « Vous n'oserez pas, car vous seriez tué au prochain coin de rue ! » Hors de lui, décidé à écrire un nouveau « J'accuse », le chef de file de la SFIO s'enferme dans les bureaux de *L'Humanité* pour dégager la responsabilité de son parti dans le drame qui se noue. À 21 h 30, alors qu'il s'est installé au café du Croissant pour se restaurer, il est abattu de deux balles de revolver par un nationaliste exalté du nom de Raoul Villain.



Figure 5-1 :
Une vision
naïve de
l'assassinat
de Jaurès.



Un assassin bien vilain

Esprit faible pour ne pas dire dérangé, Raoul Villain est un raté qui survit grâce aux subsides de son père. Un temps proche du Sillon, mouvement démocrate-chrétien, il a ensuite adhéré à la société nationaliste des Amis de l'Alsace-Lorraine avant de se rapprocher des royalistes de l'Action française. Le 28 juillet, écœuré par le verdict d'acquiescement de M^{me} Caillaux aux assises, il a affirmé devant un professeur qu'il avait l'intention de tuer Joseph Caillaux, le chef du Parti radical. Sur la crosse de son pistolet, il a d'ailleurs gravé les initiales C et J pour Caillaux et Jaurès, les deux chefs de la gauche dont il veut débarrasser la France. Mais Caillaux n'est pas sorti de chez lui ce 31 juillet, et Villain n'a accompli que la moitié de sa tâche. À sa décharge, un climat de haine entretenu

par la presse nationaliste à l'encontre de celui qui se bat pour la paix. Par exemple, Maurice de Waleffe dans *Paris-Midi* appelle à « coller au mur le citoyen Jaurès et à lui mettre à bout portant le plomb qui lui manque dans la cervelle », et Charles Maurras, dans *L'Action française*, persifle : « Chacun le sait, monsieur Jaurès, c'est l'Allemagne. » Cet enragé de la revanche passera donc toute la guerre en prison quand le fils de Jaurès, lui, tombera sous les balles allemandes en 1917. Dernière ironie : quand Villain fut jugé, le 29 mars 1919, il fut acquitté et la veuve de Jean Jaurès condamnée aux dépens. La France de 1919, en effet, ne voulait pas délégitimer la guerre et ne pouvait donner raison, même *post mortem*, à Jaurès.

Le ralliement

La nouvelle de l'assassinat de Jaurès plonge le gouvernement dans une nouvelle angoisse : le préfet de police, Célestin Hennion, assure que les faubourgs vont se soulever et qu'« il y aura la révolution dans trois heures ». Au Conseil des ministres, c'est l'abattement : « Alors quoi ? dit quelqu'un, la guerre étrangère et la guerre civile, tout alors ? » Pour conjurer le spectre de la Commune de 1871, on décide de maintenir des troupes à proximité de Paris au lieu de les envoyer aux frontières. Toutes ces précautions sont inutiles, car les 5 000 personnes qui se sont ameutées devant *L'Humanité* se dispersent dans un calme relatif, avec le sentiment que plus rien ne peut empêcher la guerre. Non seulement il n'y aura pas de révolution, mais les socialistes se rallient la mort dans l'âme à la défense nationale.

Le 1^{er} août, *La Guerre sociale*, le journal de Gustave Hervé, titre : « Défense nationale d'abord ! Ils ont assassiné Jaurès, nous n'assassinerons pas la France ! » Comment expliquer ce ralliement massif et général ? Les socialistes français partagent sans aucun doute le sentiment que la France est en état d'agression et qu'elle a le droit de se défendre, mais ils justifient aussi la guerre par la nécessité d'en finir avec le militarisme de l'Empire allemand, perpétuelle menace sur la paix européenne.

La Marseillaise remplace L'Internationale

Si les nationalistes conspuent l'Allemagne et ses habitants, les socialistes n'en veulent pas aux Allemands mais à la clique impériale et pan-germaniste qui veut dominer le continent. Ainsi, la victoire française sera celle de la République allemande et de la paix universelle, celle des peuples. Sur l'air de la « patrie en danger », les socialistes renouent avec le mythe de la Révolution et des soldats de l'an II. Cet article du *Bonnet rouge* du 3 août 1914 en témoigne : « La guerre actuelle est une guerre sainte. Notre cause c'est la cause de l'indépendance

des peuples, c'est la cause de la liberté... De la guerre actuelle sortira la République allemande. C'est dans un temps très proche les États-Unis d'Europe, c'est-à-dire la paix enfin certaine, la route définitivement ouverte au progrès social. En avant donc ! Socialistes, mes frères, reléguons notre *Internationale* et notre drapeau rouge. Notre chant désormais c'est *La Marseillaise* et notre drapeau, les trois couleurs. Comme en 1793, l'un dans ses plis, l'autre dans ses strophes portent l'âme des peuples libres. »

Mais que va faire la CGT ? Le syndicat dont les positions antimilitaristes sont bien connues est comme muet depuis le jour de la mobilisation. Léon Jouhaux, son secrétaire, constate l'impuissance du mouvement ouvrier depuis que les ouvriers en question se sont groupés autour de l'idole Patrie. Il a donc les mains liées, mais, comme ses camarades socialistes, il songe aussi à la nécessité de défendre le pays pour protéger la cause de la liberté et de la démocratie. Le 4 août 1914, sur la tombe de Jaurès, Jouhaux annonce officiellement le ralliement de son syndicat à l'union nationale contre l'Allemagne : « Empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, hobereaux de Prusse et grands seigneurs autrichiens qui, par haine de la démocratie, avez voulu la guerre, nous prenons l'engagement de sonner le glas de votre règne... Nous serons les soldats de la liberté. » Entre l'assassinat de Jaurès et ses obsèques, toute la gauche révolutionnaire a renié ses principes pour communier dans la grande ferveur patriotique qui envahit le pays.

Fig. 5-2 :

Le cadavre de Jaurès est à peine enterré qu'il est déjà récupéré pour justifier la guerre au sein de la gauche. Cette illustration relie la Révolution à la guerre, pour affirmer que c'est le même combat pour la liberté et l'égalité qui continue. Quand l'impérialisme allemand sera à terre, le monde sera plus beau.



L'Union sacrée

À la veille de la guerre, les Français sont profondément divisés. « Ils ne s'aimaient pas », pour reprendre le titre d'un recueil d'articles de Charles Maurras. Pour beaucoup d'observateurs allemands, la France est même à ce point passionnée qu'elle est objectivement incapable de s'unir et de faire face à un conflit. La mobilisation se charge de les détromper : l'état-major

évaluait le nombre des insoumis, déserteurs et réfractaires à 13 % du total des mobilisés, il n'y en aura pas même 1,5 %. Tout au contraire, 3 000 déserteurs du temps de paix se présentent devant les bureaux de recrutement en demandant à se repentir par le feu. Les gens se parlent dans la rue sans se connaître, bourgeois et ouvriers fraternisent, curés et instituteurs enterrent la hache de guerre, les drapeaux tricolores sont hissés sur toutes les maisons. Un vent d'« Union sacrée » souffle sur le pays.

Une expression heureuse mais ambiguë



L'Union sacrée ? L'expression vient du président de la République, Raymond Poincaré, qui adresse un message aux Chambres le 4 août : « Messieurs, la France vient d'être l'objet d'une agression préméditée qui est un insolent défi au droit des gens... Étroitement unie dans un même sentiment, la nation persévéra dans le sang-froid dont elle a donné, depuis l'ouverture de la crise, l'exemple quotidien... Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée. » L'expression est née. Il est aussitôt accueilli par un déluge d'applaudissements et matérialisé par le vote à l'unanimité des crédits de guerre et de mesures urgentes, la proclamation de l'état de siège, la création d'une censure, d'une allocation aux familles de mobilisés...

Figure 5-3 :

A-t-on jamais vu pareille atmosphère d'unité à la Chambre ? Dans un formidable brouhaha où dominent les cris de « Vive la France ! », tous les députés se lèvent à l'appel de la patrie en danger.



Dans la presse, l'expression est reprise dès le soir même et devient une sorte de dogme censé représenter la solidarité de tous les Français face à l'ennemi, quelles que soient leur classe, leur confession ou encore

leurs idées politiques. Mais de la description d'une émotion collective reposant sur l'unité nationale, l'Union sacrée glisse lentement vers l'instrumentalisation politique. À droite, en effet, on s'illusionne sur la fin du clivage politique et social pour gloser sur la réconciliation de la famille française artificiellement divisée dans le passé par de mauvais bergers. Une fois les ennemis du « dehors » vaincus, il faudra tordre le cou aux ennemis du « dedans » qui empêchent soi-disant la France d'être belle et unie. Cette opinion, il va de soi, est marquée politiquement : elle invite tout simplement les Français à se dégager du radicalisme et de l'anticléricalisme et à adopter les valeurs du nationalisme. En cela, l'Union sacrée a pu être présentée par les historiens comme une « réaction antidreyfusarde », l'ensemble des valeurs qui la sous-tendent (l'armée est portée au pinacle, la haine nationaliste encouragée, l'esprit critique dénoncé comme une menace de division...) allant à l'encontre des principes qui ont fondé la République depuis la victoire des radicaux sur les modérés.



Une trêve plutôt qu'une union

L'union nationale pleine et entière est illusoire et n'a jamais vraiment existé : les Français sont restés dans la guerre ce qu'ils étaient avant, des socialistes, des catholiques, des nationalistes... mais ils ont décidé de faire passer au second plan ce qui les oppose, défense patriotique oblige. Aussi, c'est avec raison que l'historien Jean-Jacques Becker a préféré évoquer une « trêve des partis » plutôt qu'une réelle union

sacrée. Les divisions ne disparaissent pas, elles s'effacent juste pour l'heure devant un problème bien plus central, mener la guerre et la gagner. Dans cette conception, l'Union sacrée française se retrouve très proche conceptuellement du *Party Truce* britannique ou de la *Burgfrieden* allemande, qui désignent la trêve des partis et la concorde civile pour le temps de la guerre.

Les limites d'un gouvernement d'union sacrée

Le gouvernement de gauche de René Viviani, difficilement formé en juin 1914, n'avait évidemment pas été conçu pour supporter une telle épreuve. Dès le 1^{er} août, il apparaît bienvenu de l'ouvrir à de fortes personnalités et à de plus larges courants politiques pour qu'il puisse symboliser l'unité de tous les Français. Déjà les prétendants à un portefeuille se bousculent dans le bureau de Raymond Poincaré à l'Élysée, à commencer par Aristide Briand, Théophile Delcassé et Alexandre Millerand. Le vieux Georges Clemenceau lui-même courtise le président de la République, mais quand il comprend qu'on ne lui offrira qu'un simple

maroquin et non la direction du gouvernement, il se retire de la course avec force mauvaise humeur.

Le 26 août, le gouvernement Viviani est remanié : Delcassé entre aux Affaires étrangères, Briand à la Justice, le modéré Alexandre Ribot aux Finances et Millerand à la Guerre, en remplacement du bouillant Adolphe Messimy, qui s'était fait remarquer pour sa nervosité et son incompétence. Surtout, pour la première fois, deux membres de la SFIO entrent au gouvernement : Marcel Sembat aux Travaux publics et Jules Guesde, bombardé au poste symbolique de ministre d'État sans portefeuille. L'année précédente, Marcel Sembat avait pourtant écrit un livre intitulé *Faites la paix sinon faites un roi* dans lequel il affirmait que la République était pacifique par nature et que faire la guerre serait pour elle un suicide, conduirait à la fin de la démocratie et à l'avènement des nationalistes. À présent membre d'un cabinet de défense nationale, il a oublié ses thèses de la veille.

Voilà donc un gouvernement au large spectre politique, qui va de la droite républicaine à la SFIO. Pourtant, Poincaré aurait aimé que Viviani aille plus loin et ouvre son cabinet à la droite catholique et nationaliste : un Albert de Mun ou un Denys Cochin aurait fait son bonheur. Mais Viviani et Malvy ont opposé leur veto, arguant du fait que la Chambre, axée à gauche, n'aurait pas compris que l'on puisse légitimer les adversaires de la République. L'unité nationale, on le voit, a donc des limites.

La grande réconciliation

Le ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, ne veut pas des catholiques au gouvernement, mais il facilite leur ralliement au régime. Celui-ci, en effet, n'était pas acquis : la République avait interdit l'enseignement aux congrégations religieuses avant de les expulser, rompu les relations diplomatiques avec le Vatican, séparé l'Église de l'État et scandalisé l'opinion catholique lors de la campagne des inventaires des biens du culte. Surtout, le pape Pie X, qui devait mourir avec la paix, comme son successeur Benoît XV, milite activement contre la guerre et appelle les hommes de bonne volonté à s'entendre par-delà les frontières. Alors que l'ambassadeur de la très catholique Autriche demande au pape de bénir ses armées, Pie X répond : « Je ne bénis que la paix. »

Il y a en effet des catholiques dans les deux camps et le pape ne veut pas prendre parti dans la grande boucherie qui s'annonce. Les catholiques français, eux, ont choisi. Pas plus que l'Internationale socialiste n'a opposé de résistance à la vague patriotique, l'internationale religieuse a pesé de peu de poids dans la détermination des comportements des catholiques. Même en maugréant contre un régime de « persécution », ils se rallient sans barguigner à la défense de la patrie, se payant souvent le luxe d'associer

religion et nation pour justifier leur position. « La France ne peut périr, écrit ainsi *La Revue du clergé français* : elle manquerait au monde dont elle est l'exquise parure, à l'Église dont elle est l'infatigable apôtre, à Dieu dont elle est le généreux chevalier. » Le converti Charles Péguy avait déjà construit ce lien dans son *Mystère des saints innocents* publié en 1912 : « C'est embêtant, dit Dieu, quand il n'y aura plus ces Français, il y a des choses que je fais, il n'y aura plus personne pour les comprendre. »

Pour favoriser ce grand ralliement, Malvy a l'habileté de supprimer toutes les mesures concernant l'expulsion des congrégations. La mobilisation est d'ailleurs propice à l'apaisement des passions cléricales et anticléricales, tandis que des milliers de religieux contraints à l'exil rentrent au pays pour y accomplir leur devoir militaire. Très peu d'entre eux porteront les armes : ils s'engageront le plus souvent comme aumôniers, infirmiers militaires ou encore comme brancardiers.

Le ministre de l'Intérieur ne fait ici qu'appliquer aux catholiques la méthode qui lui a si bien réussi avec le mouvement ouvrier. La veille de la mobilisation, en effet, il a refusé d'appliquer le carnet B et l'arrestation des chefs de la CGT comme son collègue de la Guerre, Messimy, l'y invitait. Face à son collègue qui défend en Conseil des ministres la manière forte – « Donnez-moi la guillotine et je vous promets la victoire » –, Malvy considère que la confiance en la classe ouvrière permet de réaliser l'unité nationale alors que des arrestations préventives risquent de heurter la CGT et d'empêcher son ralliement patriotique. Il n'est pas déçu. Léon Jouhaux, comme on le sait, annonce son soutien à la défense nationale sur la tombe de Jaurès. Mais Malvy fait plus encore qu'accorder sa confiance au mouvement ouvrier : il consulte des représentants du milieu « antipatriotique » et s'entend avec eux pour que rien ne vienne perturber l'Union sacrée. Et pour cela, il ne recule devant aucune manœuvre, allant jusqu'à subventionner *Le Bonnet rouge*, un quotidien dirigé par un antimilitariste notoire, Miguel Almereyda, qui a retourné sa veste depuis le 1^{er} août 1914.

Quoi qu'il en soit, en quelques jours, de l'extrême droite à l'extrême gauche, toute la France serre les rangs derrière son gouvernement au nom de l'Union sacrée. Cette incroyable unanimité est à elle seule une première victoire pour la France, et pas des moins belles.

La fleur au fusil ?

Égarés par des témoignages littéraires et par des reportages photographiques habilement construits, les Français ont longtemps cru que les contemporains de 1914 étaient entrés en guerre joyeusement et

pleins d'entrain, heureux à l'idée d'aller se faire tuer sur le front. La réalité est plus nuancée et surtout plus complexe.

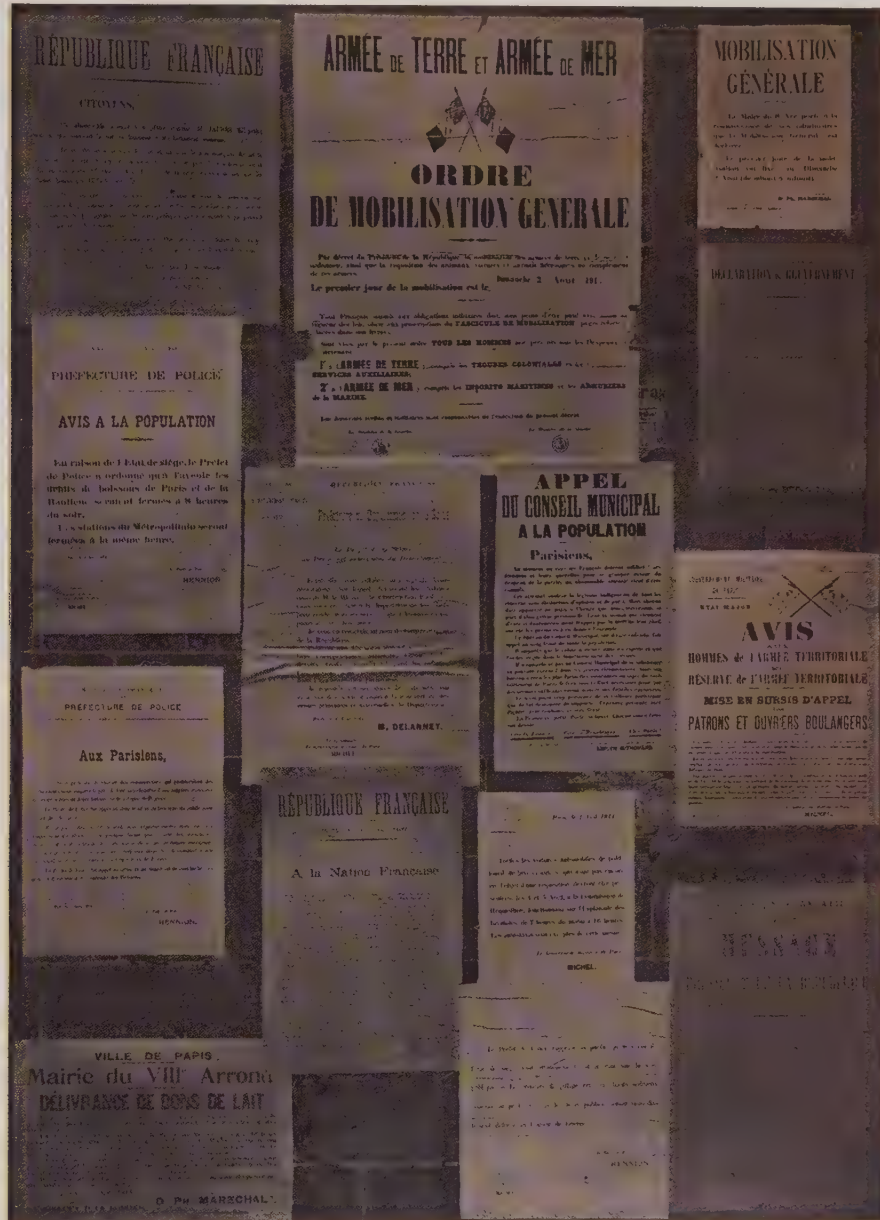


Figure 5-4 :
Les murs
de Paris en
guerre se
couvrent
d'affiches,
d'appels, de
proclama-
tions en tout
genre.

« Couper les moustaches à Guillaume »

Pour beaucoup, la guerre a été une surprise. Quand le tocsin résonne dans tout le pays pour apporter la nouvelle de la mobilisation, le monde paysan est tout entier absorbé par les travaux agricoles et les récoltes qui s'annoncent exceptionnelles. Du climat de tension entre l'Autriche et la Serbie, un certain nombre n'a jamais entendu parler et s'en désintéresse plutôt, tout occupé à faucher les épis mûrs avant que l'orage ne vienne gâcher ce bel été 1914. Quand les cloches sonnent, donc, il arrive ici ou là que des paysans accourent avec des seaux à la recherche d'un hypothétique incendie qui dévasterait la commune. À Montvendre, près de Valence, ce sont les pompiers eux-mêmes qui se sont mépris et ont revêtu leur tenue pour éteindre le feu. Ils ne se sont trompés que d'échelle. L'incendie existe bel et bien, mais c'est l'Europe entière qu'il va ravager.

Dans les bourgs et les villes, où l'on est plus au fait de la situation internationale, on a cru jusqu'au bout à la possibilité d'éviter la crise, aussi c'est l'abattement qui domine quand les affiches annonçant la mobilisation sont placardées. Les témoins racontent que les hommes demeurent silencieux, en grappe, devant le document, comme hypnotisés. Les manifestations de joie n'ont pas été les plus courantes : quand vient le moment de quitter ses parents, son épouse et ses enfants, ou encore sa fiancée, les hommes n'en mènent pas large. On s'embrasse longuement, on promet d'écrire souvent, de ne pas faire le brave pour ramener sa peau, et l'on peine à dissimuler ses larmes comme à rassurer les femmes inquiètes. À la campagne, avant de quitter son foyer, on met les bouchées doubles pour éviter trop de charges aux épouses : le paysan du Lot Raymond Moles, par exemple, se dépêche d'achever les moissons et de rentrer son blé le 1^{er} août, de faucher la luzerne, d'étaler le fumier et de labourer les 2 et 3 août. Le 4, il peut se rendre à la caserne de Cahors, la conscience tranquille.

Non, les Français ne sont pas partis la fleur au fusil... mais il ne faudrait pas en conclure pour autant qu'ils sont partis résignés et accablés. Persuadés d'être dans leur bon droit et confrontés à ce qu'ils perçoivent comme une agression de la part de l'Allemagne, les hommes partent résolus et déterminés. Ils feront leur devoir, celui de défendre la patrie tout d'abord, et celui de défendre leur foyer, cette petite patrie privée qui leur est plus chère que tout.

Figure 5-5 :
Ils sont par-
tis résolus...
mais pas
forcément
joyeux !



Chanter et se réjouir pour ne pas avoir peur

Des manifestations nationalistes, il y en eut toutefois quelques-unes, souvent à proximité des gares, quand les citoyens soldats défilent avant de s'embarquer pour la frontière. À Paris, les gares de l'Est et du Nord sont le théâtre de ces réjouissances bruyantes qui cachent une angoisse mal dissimulée. Un instituteur remarque que « les soldats chantent, plaisantent, s'interpellent et cherchent surtout à s'étourdir. On devine tout ce qu'il y a de factice dans cette gaieté bruyante ». Et un autre trouve que les chants de ceux qui veulent crâner sonnent faux, et qu'ils cachent leur inquiétude sous une bonne dose d'alcool. Il faut dire que tout le monde veut « payer son coup » aux héros qui vont partir et peut-être mourir. Les femmes sont elles aussi plus faciles avec les soldats et les embrassent bien volontiers. Les maisons de tolérance ne désespèrent pas, car

les jeunes mobilisés, comme René Naegelen, ne veulent pas quitter ce monde avant d'avoir connu l'amour charnel. Plus romantiques, les couples se rendent chez le photographe pour garder un souvenir de celui et de celle qui va tant manquer. La guerre, en effet, commence par séparer ceux qui s'aiment. L'hystérie nationaliste atteint son comble sur les quais des gares : on y chante *La Marseillaise* quarante fois par jour et l'on prend place dans des wagons bondés au rythme du *Chant du départ* : « La République nous appelle, sachons vaincre ou mourir. Un Français doit vivre pour elle, pour elle un Français doit mourir. » Sur les wagons, des fiers-à-bras ont écrit à la craie « À Berlin », « Train de plaisir pour Berlin », ou encore « On part couper les moustaches à Guillaume ». La guerre sera fraîche et joyeuse... du moins veut-on s'en persuader.

Ne pas accomplir ce devoir est plutôt déshonorant. Être réformé, par exemple, est une honte : cela signifie que l'on n'est pas tout à fait un homme et que l'on ne peut briguer l'admiration des filles. C'est pourquoi les jeunes hommes que le conseil de révision avait exemptés pour cause de myopie et autres faiblesses de constitution se pressent devant les postes de recrutement pour s'engager comme volontaires. C'est le cas de l'écrivain Roland Dorgelès, qui s'engage alors qu'il aurait pu rester à Montmartre aux côtés de sa « Mado » chérie. Trois cent cinquante mille volontaires assiègeront ainsi les bureaux de recrutement, dont des dizaines de milliers d'étrangers, comme le poète et écrivain suisse Blaise Cendrars, qui rejoint la Légion étrangère pour participer à cette aventure. Il s'agit bien d'une aventure : des inconscients, qui ne se doutent pas de l'enfer dans lequel ils vont se jeter, sont heureux d'abandonner un quotidien banal pour la promesse de l'héroïsme. La guerre, en effet, suscite l'effroi, mais fait aussi fantasmer les hommes : « Ils rêvaient de provinces ravagées, confirme le jeune Gabriel Chevallier, de tonneaux percés, de villes incendiés, du ventre blanc des femmes de Germanie, de tout ce dont la vie habituellement les privait. » Les soldats ignorent alors qu'ils ne goûteront pas ce genre de réjouissances, à la différence de leurs homologues allemands !

Figure 5-6 :
La foule
fiévreuse
devant la
guerre de
l'Est aux
premiers
jours de la
mobilisation.



La chasse aux Allemands

La fièvre nationaliste qui saisit la France pousse les contemporains à détruire partout les symboles du germanisme.

Tout commence par des expéditions punitives organisées par quelques têtes brûlées, mais avec le soutien des badauds, contre les boutiques allemandes et autrichiennes. Quand on ne peut trouver ce genre de magasins, on se reporte sur quelques établissements qui ont le malheur de se nommer « Brasserie de Bohême », « de Munich » ou « de Berlin » alors que leurs propriétaires sont la plupart du temps de bons Français. Pour éviter le pillage et la destruction de leur boutique, on voit ainsi des patrons briser eux-mêmes à coups de marteau les éléments « inconvenants » de leur enseigne. Parfois, on atteint le comble du ridicule, comme à Marseille, où un commerce est dévasté tout simplement parce que le nom de son propriétaire, qui s'étale en grosses lettres, est celui d'« Allemand »... un nom particulièrement mal porté en 1914. Mal entendu également de parler avec un fort accent germanique, comme pour ces pauvres Alsaciens qui ont choisi la France et qui, à la mobilisation, connaissent horions, coups et même lynchage de la part d'une population qui voit des espions partout. Le 6 août, à Saint-Étienne, un pauvre homme est même passé à tabac parce qu'il ne veut pas décliner son identité : s'il ne veut parler, c'est donc que c'est un espion qui ne maîtrise pas le français. Il faudra attendre l'arrivée de la police pour s'apercevoir que le suspect était en fait un sourd-muet !

LE SAVIEZ-VOUS ?

Maggi Kub : un bouillon de *Kultur* allemande

Dès les premiers jours de la mobilisation, les laiteries Maggi sont assaillies et dévastées par des nationalistes qui voient en elles des magasins allemands et, pire encore, des centres d'espionnage. Même l'administration préfectorale et l'état-major donnent crédit à cette rumeur en ordonnant de démonter les panneaux publicitaires Maggi et Kub, qui serviraient de balises codées facilitant l'invasion allemande.

À l'origine de cette rumeur, les articles de Léon Daudet dans *L'Action française* rassemblés en 1913 dans *L'Avant-guerre* : il y attaquait la firme Maggi, maison suisse mais ayant de forts intérêts en Allemagne et comportant des

Allemands – comme des Français – dans son conseil d'administration. Les arguments de Daudet n'étaient pas fondés, et, en juillet 1913, le polémiste royaliste fut poursuivi en justice pour diffamation. Mais les nationalistes n'ont pas la mémoire courte et, en août 1914, Daudet et les royalistes tiennent leur revanche en attaquant Maggi comme le symbole de la pénétration commerciale allemande en France. À noter que ces excités étaient secondés par les laitiers indépendants, qui ont relayé la rumeur, trop heureux de se débarrasser d'un puissant concurrent franchisé.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les autorités appellent au calme, mais cela n'empêche pas l'« espionnite » de continuer à prospérer. L'anxiété est telle qu'elle a en effet besoin d'exutoires et d'une chasse symbolique à l'Allemand, dans les rues de Paris, de Bordeaux ou de Lille. Les bustes de Beethoven, de Mozart ou de Wagner, ces génies de la musique, sont retirés des salles de concerts sous

prétexte qu'ils sont « boches » ou « austro-boches », plus aucun théâtre ne jouera un auteur d'outre-Rhin, les berlingots sont renommés « parigots », les bergers allemands prennent le nom de bergers « belges » et l'eau de Cologne est rebaptisée eau « de Pologne » pour toute la durée de la guerre. Certains de ces changements de noms sont durables : qui sait que le café liégeois s'appelait tout simplement café « viennois » avant la guerre, jusqu'au moment où il n'a plus été possible de nommer la capitale de l'Empire austro-hongrois sans s'écorder la langue ?

Les étrangers au service de la France

« Tout homme a deux patries, la sienne et puis la France », disait Benjamin Franklin. De fait, d'août à décembre 1914, près de 40 000 étrangers s'engagent dans l'armée française pour combattre au service de leur pays d'adoption. Les plus gros bataillons d'engagés sont fournis par les Italiens (qui forment, il est vrai, la plus grosse communauté étrangère avec 1,1 million d'individus au recensement de 1911). Dès le 3 août, ils sont déjà 8 000 Italiens à avoir signé le registre d'enrôlement souvent tenu à la table d'un café. Enfants et petits-enfants de Garibaldi, qui avait combattu en 1870 aux côtés des Français, accourent à Paris pour former de nouveaux corps francs mais sont déçus d'apprendre qu'on ne les laissera pas combattre en chemise rouge, comme leur aïeul, mais sous l'uniforme régulier et comme unité rattachée à la Légion étrangère.

Depuis le 30 juillet, des manifestations ont lieu le soir, où l'on arbore des drapeaux de toutes les nationalités et où l'on chante *La Marseillaise* dans toutes les langues. L'écrivain suisse Blaise Cendrars, avec 15 autres hommes de lettres, signe un appel à l'engagement : « Des étrangers amis de la France qui ont pendant leur séjour appris à l'aimer et à la chérir comme une seconde patrie, sentent le besoin impérieux de lui offrir leurs bras. » En l'occurrence, plus que ses bras, Cendrars offrit sa main droite à la France : elle fut emportée lors d'un combat en septembre 1915.

Chapitre 6

De la guerre rêvée à la dure réalité

Dans ce chapitre :

- La stratégie de l'attaque à outrance
- L'armée française bat en retraite
- La bataille de la Marne et l'arrêt de l'invasion

La guerre ? Les militaires en parlaient depuis longtemps et la préparaient avec minutie, car pour eux la paix n'existe pas, elle n'est qu'un répit, une pause, l'intervalle qui sépare le dernier conflit du prochain. Mais entre la guerre sur le papier et la confrontation avec la réalité, il y a un monde ! Quand vient le temps de l'affrontement, le plan d'attaque français se révèle des plus médiocres.

« Attaquons... comme la lune »

En 1914, la stratégie militaire est toute simple pour ne pas dire simpliste : elle consiste dans l'offensive à tous crins, dans la projection de toutes les forces contre l'ennemi pour remporter la « grande bataille », l'unique rencontre qui doit décider du sort des armes. Très peu nombreux sont les officiers qui osent contester cette théorie de l'élan généreux qui confine à une véritable religion de l'attaque. Parmi eux, le colonel Pétain, officier subalterne, et surtout le général Lanrezac, qui, lors d'une conférence, s'emporte : « Attaquons, attaquons... comme la lune. » Le déroulement des opérations en août-septembre 1914 semble lui donner raison.

La guerre imaginée

« Prévoir » est le maître mot des grands stratèges. Mais lire l'avenir n'est pas aisé, même pour les militaires chargés de réfléchir à la guerre future. Les ouvrages publiés avant 1914 montrent à ce sujet que les références du passé continuent à dominer, que ce soit le rôle toujours déterminant que l'on attribue à la cavalerie, à la charge à la baïonnette ou aux manœuvres serrées des bataillons qui relèvent plus des guerres napoléoniennes que de celle de 1914-1918.

La guerre sera courte

L'évaluation de la durée de la guerre intéresse tout particulièrement les férus de prospective militaire. Charles-Albert Malo, spécialiste des questions militaires auprès du *Journal des débats*, ne doute pas un seul instant que la guerre qui vient sera courte. Reprenant notamment les thèses du capitaine Sorb développées dans *Les Conséquences économiques et sociales de la prochaine guerre*, il affirme : « On ne saurait hésiter à regarder comme matériellement et moralement impossible que cette guerre se prolonge au-delà de quelques semaines, six ou sept peut-être, de deux mois et demi ou trois mois, au grand maximum, en y comprenant les temps d'arrêt. À ne considérer, au surplus, que les dépenses qu'elle occasionnera directement, que les millions qu'elle dévorera chaque jour pour l'entretien et le ravitaillement des armées de première et de deuxième ligne, on se rend aisément compte qu'aucun État ne sera capable d'y subvenir plus longtemps, quels que soient sa richesse et son crédit. » Même optimisme aveugle de la part du commandant Mordacq, qui, dans *La Durée de la prochaine guerre*, compte deux à trois semaines avant la première bataille, puis deux mois de plus entre le repli du perdant et la seconde grande bataille, qui, pour le coup, sera sans doute décisive. En tout cas, une chose est sûre : « La guerre future ne pourrait se prolonger aussi longtemps que certaines guerres du passé. Au bout de quelques mois, il y aurait un tel arrêt de la vie économique, industrielle, agricole, commerciale, et cela chez tous les peuples, que les gouvernements auraient la sensation de toucher aux limites de l'épuisement. Ce moment critique se produira-t-il au bout de trois, quatre ou cinq mois ? »

C'est avec cette illusion d'une guerre courte, organisée autour d'une ou deux grandes batailles, que les militaires entrent en guerre en août 1914. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ont péché par optimisme et sous-estimé la puissance du feu qui fait passer la guerre de la boucherie artisanale du XIX^e siècle au niveau du massacre industriel en 1914-1918.

Fig. 6-1 :

Voilà comment on montre la guerre aux Français en août 1914 : des poses belliqueuses de soldats d'opérette dans des studios de carton-pâte. Les photographes et les journalistes ne sont alors pas admis au front et les opérateurs cinématographiques des armées ne seront créés qu'en 1915. De la guerre, on ne sait rien, alors on l'imagine comme une épopée sur le modèle des guerres napoléoniennes.



Les romanciers plus forts que les militaires

Au bout du compte, les chargés de la prospective militaire n'ont pas vu grand-chose venir, tout juste ont-ils pu accorder un grand rôle au canon de 75, fleuron de l'artillerie légère française. En revanche, les romanciers qui n'ont pas d'autres limites que celles de la fiction ont plus volontiers accordé d'importance à des armes nouvelles, comme l'avion. Et pourtant l'aviation balbutie à peine en 1914, à tel point que le War Office britannique s'en désintéresse complètement, la considérant comme « un sport coûteux et sans intérêt ». Cependant, l'écrivain Paul Timonier, dans *Comment nous torpillerons Berlin*, imagine dès 1913 que de gros bombardiers transportant de 100 à 300 kilos de bombes chacun iront déverser un déluge de feu sur Berlin. Le roman de Marc Gouvieux *Haut les ailes !* va plus loin encore : écrit et publié à la veille de la guerre, il met en scène les exploits d'un aviateur qui parvient à repérer le siège de l'état-major allemand et à le réduire en poussière du haut de son appareil. Guillaume II lui-même n'en a pas réchappé et la nouvelle de sa mort a considérablement démobilisé les troupes allemandes, qui dès lors battent en retraite. L'utilisation des avions dans la guerre future est donc une idée dans l'air.



Le capitaine Danrit : un Jules Verne galonné

Le commandant Driant (1855-1916), qui connaît le succès littéraire sous le pseudonyme du capitaine Danrit, applique au récit de la guerre les méthodes qui ont si bien fonctionné pour Jules Verne. *La Guerre de demain* lui vaut célébrité et succès populaire : constitué de trois tomes, *La Guerre de forteresse* (1889), *La Guerre en rase campagne* (1892) et *La Guerre en ballon* (1893), cet ensemble romanesque commence par l'attaque surprise de l'Allemagne de Bismarck et de Guillaume II, puis se poursuit avec la contre-offensive française et par les premiers exploits de la guerre aérienne que Driant imagine en ballon puisque les avions n'existent pas encore. Gendre de Daniel Boulanger, ami de Paul Déroulède et de Maurice Barrès, ce nationaliste convaincu évoque à plusieurs reprises sur la guerre franco-allemande à venir : en 1906, alors à la retraite et profondément écœuré de la politique radicale, trouvant

l'armée injuriée, il écrit un livre violent, *Vers un nouveau Sedan*, pour avertir l'opinion des dangers de la gauche au pouvoir, accusée de ne pas préparer le pays à l'épreuve. Il continue à développer ce thème dans *La Révolution de demain* (1909), qui raconte comment la CGT et les socialistes ont pris le pouvoir en France, à la grande joie des Allemands, qui profitent de la confusion politique pour envahir le pays. Avec *Les Robinsons souterrains* (1913), Driant étudie le siège de la ville de Metz par les Français, qui tentent de s'en emparer en creusant tunnels et mines. Malheureusement, un traître – un instituteur public – vient ruiner les efforts de l'armée et redonne l'initiative aux Allemands. En 1915, ce livre reparaît sous le titre de *La Guerre souterraine*, mais le traître n'est plus instituteur : il ne s'agit plus, en effet, de jeter l'opprobre sur cette catégorie de Français qui fait son devoir comme les autres.

Plan Schlieffen contre plan XVII

Depuis le rapprochement franco-russe, l'Allemagne sait qu'il lui faudra lutter sur deux fronts et diviser son armée en cas de guerre. Alfred von Schlieffen, le chef du grand état-major de 1891 à 1905, ne veut absolument pas de cette éventualité qui, en affaiblissant le front occidental comme l'oriental, risque de mener à la défaite. Le plan de campagne qu'il met au point vise justement à éviter cette division des forces allemandes : partant du principe de la lenteur de la Russie à mobiliser ses forces, parce que son territoire est immense, Schlieffen songe à ignorer sa frontière orientale pour reporter toutes ses forces sur la France. Après avoir battu les Français par un coup violent et rapide, il sera toujours temps de se retourner contre les Russes et de les écraser à leur tour. Cette stratégie nécessite évidemment une supériorité numérique et matérielle sans faille, mais les Allemands croient en leur invincibilité et se gargarisent surtout de la puissance de leur artillerie lourde, avec laquelle aucune autre nation ne peut rivaliser. Mais le plan Schlieffen a un point faible : pour aller vaincre les Français, il faut prendre l'offensive, éviter le danger des fortifications de Toul, Verdun et Épinal en passant par les plaines belges, et envahir la France par les Flandres et la Picardie en prenant les forces françaises sur leur flanc jusqu'à envelopper la capitale par l'ouest et le sud. Le problème de l'invasion par la Belgique, c'est que la violation de l'intégrité territoriale de cet État neutre entraînera certainement l'engagement des Anglais. Et, en effet, Londres se servira de ce prétexte pour entrer officiellement en guerre le 4 août 1914. Mais l'état-major allemand assume ce risque, imaginant que la Grande-Bretagne sera mise devant le fait accompli puisque la guerre sera extrêmement courte.

Le plan français est bien moins compliqué. Conçu par le général Joffre, commandant en chef des armées françaises depuis 1911, il porte le nom de « plan XVII » pour la bonne et simple raison qu'il est le dix-septième à voir le jour. Résolument offensif, selon l'idée que « la meilleure manière de se défendre est d'attaquer », il prévoit de faire porter l'effort sur l'Alsace et la Moselle, puis de traverser le Rhin et de foncer sur Berlin. Voilà donc un objectif d'une grande simplicité. Au cas où les Allemands passeraient par la Belgique, la 5^e armée, commandée par Lanrezac, se porterait au-devant d'eux pour les bloquer. Joffre n'ignore pourtant rien du plan Schlieffen, mais il est persuadé qu'il échouera : d'une part, l'avancée française en Allemagne doit pousser l'armée ennemie à rebrousser chemin, et d'autre part, le tsar s'est engagé à lancer l'offensive à l'est dès les premiers jours de la guerre, sans attendre la mobilisation complète, cela afin d'obliger les Allemands à diviser leurs troupes et les empêcher d'appliquer leur plan. Ce plan français, qui n'est pourtant pas des plus fins, est absolument secret. Il n'en existe d'ailleurs aucune version écrite afin d'éviter les indiscretions. C'est que l'armée est obnubilée par l'espionnage, comme l'illustre l'affaire Dreyfus une dizaine d'années plus tôt. Ainsi, il n'est pas question que

le président de la République ou même le ministre de la Guerre en ait connaissance ! C'est dire que Joffre a carte blanche en 1914, personne ne sait ce qu'il va faire.

Quoi qu'il en soit, pour les Allemands, comme pour les Français, la victoire ne fait guère de doute... sur le papier en tout cas. Mais tout ne va pas se passer comme prévu, surtout pour les Français.



Figure 6-2 :

Joseph Joffre, le bedonnant généralissime, pense prendre les Allemands dans un piège.

L'invasion

En trois semaines, le plan XVII de Joffre s'écroule lamentablement. Les attaques françaises échouent systématiquement et les Allemands, au contraire, bousculent rapidement les Belges avant de marcher triomphalement sur Paris. Un vent de panique souffle sur la France : le spectre de la défaite commence à hanter les esprits.

La bataille des frontières : la fin des illusions françaises

Le 2 août, la France compte son premier mort : le caporal Peugeot, dont le détachement a été attaqué par surprise par des chasseurs allemands dans le village français de Joncherey, près de Belfort. Enterré avec les honneurs militaires, il est présenté comme un martyr et une victime de la malignité allemande, car la guerre, officiellement, ne sera déclarée à la France que le lendemain, 3 août. Le 4, les villes de Bône et de Philippeville, en Algérie, sont bombardées par deux croiseurs allemands, le *Goeben* et le *Breslau* : les 160 obus allemands causeront la mort de 17 personnes. Mais ce ne sont là que les premières escarmouches.

Les choses sérieuses commencent en Alsace, où, pour des raisons que l'on pourrait qualifier de sentimentales, Joffre a décidé de lancer sa première grande offensive. C'est un succès dans un premier temps : le 7 août, Mulhouse, que le traité de Francfort de 1871 avait arrachée à la France, redevient française par la fortune des armes. L'avancée se poursuit jusqu'au 19 août et atteint les faubourgs de Colmar. Mais la contre-offensive allemande oblige les Français à battre en retraite et à abandonner toutes les conquêtes en cette chère terre alsacienne, hormis une petite enclave autour de la ville de Thann. Visitant ce bourg alsacien, le général Pau, qui a perdu un bras à la guerre de 1870, est frappé par un éclat d'obus qui traverse sa manche vide : « Des maladroits ! Ils reviennent sur le même travail ! » ironise-t-il.

Joffré a échoué en Alsace, mais il n'a pas dit son dernier mot : depuis le 11 août, il fait porter l'effort de la 1^{re} armée du général Dubail et de la 2^e armée du général Castelnau sur la Lorraine, vers Morhange et Dieuze. C'est un désastre. Les généraux comme les soldats croyaient en la force de l'élan généreux et dans le choc frontal à la baïonnette : ils découvrent une guerre moderne et industrielle, où l'artillerie est la reine du champ de bataille. En choisissant des positions fortifiées par les Allemands depuis quarante ans comme lieux de combat, les généraux français, qui ne prennent pas la précaution de « préparer le terrain » par l'artillerie, envoient tout bonnement leurs hommes au casse-pipe. La plupart des

soldats tombés en août n'ont pas même vu un ennemi, ils ont été broyés par la puissance de feu de l'artillerie lourde allemande et ont été contraints de se replier. Joffre, lui-même, reconnaît les erreurs du commandement dans ses mémoires : « Les avant-gardes s'engageaient sans l'appui de l'artillerie et tombaient en formations massives sous les coups de l'artillerie ennemie. L'infanterie était presque toujours lancée à l'assaut à une trop grande distance des objectifs. »

La faute à Voltaire : comment on explique la retraite aux Français

Les Français qui étaient persuadés de leur supériorité ne comprennent pas les échecs militaires répétés. Le ministre de la Guerre, Adolphe Messimy, pique une véritable crise de nerfs quand on lui annonce la mauvaise nouvelle de la défaite en Lorraine et cherche des coupables à livrer à l'opinion publique pour expliquer la retraite générale. Il ne tarde pas à les trouver : selon lui, ce sont les Méridionaux du 15^e corps (Provence et Corse) qui ont paniqué le 21 août et qui sont à l'origine de tous les maux de l'armée française. On retrouve ici un préjugé ancré dans les populations du Nord à l'égard des Provençaux, que le théâtre du XIX^e siècle a présentés comme des individus grossiers, « avé l'assent », des forts en gueule très peu courageux, et donc de mauvais soldats. Le 24 août,

dans *Le Matin*, Messimy fait donc publier sous la signature du sénateur parisien Gervais un article odieux qui accuse les Méridionaux d'être des lâches : « Surprises sans doute par les effets terrifiants de la bataille, les troupes de l'aimable Provence ont été prises d'un subit affolement. L'aveu public de leur impardonnable faiblesse s'ajoutera à la rigueur des châtements militaires. » Peu importe que les « Midis » se soient fait décimer les 20 et 21 août, qu'ils aient perdu jusqu'à 80 % de leurs effectifs dans certaines compagnies en des offensives mal préparées et sans couverture d'artillerie, ils sont désormais désignés comme des pleutres. Commence alors une légende infâme qui humiliera un Midi qui, comme toutes les autres régions de France, a eu sa part dans le sacrifice.

À cela s'ajoutent les déficiences d'un uniforme inadapté au conflit moderne : les pantalons des Français sont rouge garance, les gamelles accrochées au sac (un barda de 30 kilos !) sont trop brillantes au soleil, et le képi, pour couronner le tout, est cerclé de rouge. C'est dire la cible parfaite qu'offrent les soldats français sur les champs de bataille. Les Allemands, de leur côté, ont un uniforme de couleur vert-de-gris et leur casque à pointe est recouvert d'une housse pour ne pas briller au soleil. En matière de chaussures, les Français ont des brodequins prolongés par des bandes molletières, longues à nouer, quand les Allemands sautent dans leurs bottes de cuir en quelques secondes.

Figure 6-3 :
Un pantalon
d'un rouge
bien vif : rien
de mieux
pour se faire
repérer à des
kilomètres !
Le coloriste
de cette
carte postale
patriotique
ne connais-
sait visible-
ment pas
l'uniforme
allemand, qui
est vert-de-
gris et non
bleu. Mais il
a curieuse-
ment choisi
une couleur
qui sera celle
des poilus
à partir de
1915 !



Mais ce ne sont là que quelques détails à côté de la grave déficience de l'armée française : la faiblesse de son artillerie. En privilégiant l'infanterie et l'assaut, l'armée a surtout misé sur l'artillerie légère, qui sert d'appui aux mouvements rapides. Mais si, de fait, le canon de 75 français est précis et performant, l'artillerie lourde manque cruellement alors qu'elle fait des merveilles – si l'on peut dire – côté allemand.

Après les échecs d'Alsace et de Lorraine, il ne reste plus grand-chose du plan XVII, tandis que le plan Schlieffen, lui, marche du tonnerre. Les troupes belges, qui résistent héroïquement, sont bousculées. Il ne reste plus qu'une carte à Joffre pour éviter la retraite : aller bloquer l'avancée allemande en Belgique même, à Charleroi.

« Bravo, les Belges ! »

La résistance courageuse et opiniâtre des Belges fait l'admiration des Français. Les militaires allemands pensent que, face à un ultimatum, le roi Albert I^{er} s'inclinerait et laisserait passer les troupes allemandes. Guillaume II considère même le jeune roi comme un Allemand, car il était né Hohenzollern par sa mère, la propre famille du Kaiser, et sa femme, Élisabeth, n'était autre qu'une princesse bava-roise. Mais quand l'armée allemande adresse son ultimatum à Bruxelles, le 2 août, Albert I^{er} s'insurge et mobilise son armée. La déception des Allemands est fut d'autant plus grande

que l'invasion de la Belgique sert de prétexte aux Anglais pour intervenir, le 4 août, et que la résistance désespérée de l'armée belge, notamment à Liège, leur fait prendre du retard sur leur plan. En France, on pavoise aux couleurs belges et l'on célèbre Albert I^{er}, surnommé « le roi chevalier », dont le gouvernement s'installe au Havre. Les réfugiés belges sont accueillis comme des frères et on leur rend hommage, comme à Marseille, où le quai de la Fraternité, qui fait face au Vieux-Port, est rebaptisé « quai des Belges ». Il s'appelle encore ainsi aujourd'hui.



Si courageuse soit-elle, la petite armée belge ne pouvait pas résister longtemps à la déferlante allemande.

La retraite : une atmosphère dramatique

Du 21 au 23 août se déroule la bataille de Charleroi qui oppose la 5^e armée du général Lanrezac à celle du général von Bülow. C'est le choc frontal, la « grande bataille » qu'attend l'opinion fébrile depuis trois semaines. Mais il lui faut là aussi déchanter. Malgré les instructions de Joffre, qui le pousse au combat, le général Lanrezac, pris en tenailles par un ennemi supérieur en nombre et doté d'une artillerie sans pareille, préfère lâcher prise et sauver son armée. Le généralissime, qui n'apprécie pas Lanrezac, qui ne cesse de contester ses ordres, fera alors porter tout le poids de l'invasion sur ses épaules et le limogera. Mais que se serait-il passé si la 5^e armée avait livré bataille jusqu'au bout ? Elle aurait été encerclée et anéantie, ce qui aurait rendu impossible tout rétablissement ultérieur sur la Marne. Pour Lanrezac, mieux valait la retraite que la défaite. En tout cas, une fois de plus, Joffre s'est trompé : il a cru que l'ennemi n'avait engagé que treize à quinze corps d'armée, alors que von Moltke, le successeur de Schlieffen à la tête de l'état-major allemand depuis 1905, en dispose de vingt-huit. C'est qu'il a aussitôt fait appel aux réservistes alors que les militaires français ont préféré engager l'armée d'active, un préjugé tenace les amenant à négliger la valeur de la réserve. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'armée avait insisté pour que la Chambre vote la loi de trois ans en 1913 : « Je ne peux pas faire la guerre avec des pères de famille ! » avait dit le général Pau aux députés. Les Allemands, eux, ne se gênaient pas et cela ne leur réussissait pas si mal.



Limoges : sa porcelaine et ses généraux

Pour manifester sa colère devant la retraite, Joffre procède, en pleine retraite, à une grande purge du commandement : neuf généraux de corps d'armée sont rayés des cadres, trente-trois divisionnaires sur soixante-douze et la

moitié des généraux de cavalerie. Tous ces incompetents sont envoyés à Limoges, d'où la naissance du mot « limoger », qui entre dans le vocabulaire des Français.

Les atrocités allemandes

À la suite de ce dernier échec, la retraite est générale et l'invasion du pays commence. La presse ne souffle mot de tous ces revers, mais on ne peut plus longtemps cacher la réalité aux Français. Déjà les réfugiés belges et du nord de la France traversent le pays dans un exode lamentable en colportant des histoires toutes plus horribles les unes que les autres que l'on résumera sous le nom d'« atrocités allemandes ». L'une d'elles

affirme que les Allemands coupent les poignets des enfants pour éviter qu'ils ne deviennent soldats plus tard. Il s'agit d'un mythe, bien entendu, comme celui des femmes aux seins coupés, mais il est vrai, en revanche, que l'invasion s'est accompagnée de très nombreuses exactions : viols, massacres de civils, pillages, incendies. Traumatisés par le souvenir des francs-tireurs de 1870, ces civils qui tendaient des embuscades aux envahisseurs, les Allemands ont adopté une politique de terreur, prenant en otage la population au cas où des civils oseraient tirer sur leur armée. À la suite de confusions et d'un climat de tension par lequel les Allemands voient des ennemis partout, des otages sont fusillés et des villes brûlées. À Tamines, par exemple, 374 personnes sont exécutées. Les femmes, les enfants n'ont pas toujours été épargnés. Au total, 5 000 civils belges auraient été ainsi massacrés.

Figure 6-4 :
Exemple
d'une ville
martyre,
incendiée
par l'ennemi,
Senlis.



Toute cette violence, qui continue de plus belle en France, sert les intérêts de la propagande française : le pays peut maintenant se présenter comme agressé voire comme martyr devant l'opinion internationale. Celle-ci est en effet révoltée des méthodes allemandes, notamment de l'incendie de l'université de Louvain et des trésors de sa bibliothèque, comme du bombardement de la cathédrale de Reims. Désormais, les Allemands sont désignés comme des « Huns » en Grande-Bretagne et Guillaume II surnommé « Attila ». Les Français, eux, préfèrent parler de « Barbares » et présentent la guerre comme un conflit entre le droit et la force, la justice et l'immoralité, la civilisation et la barbarie. L'Allemagne, parce qu'elle est offensive et violente, a perdu la bataille de la propagande.

Figure 6-5 :
Le bombardement de la cathédrale de Reims est le symbole de la barbarie allemande pour les Français. Les Allemands, eux, prétendent que les tours de l'édifice servaient à l'observation et qu'il fallait donc les détruire.

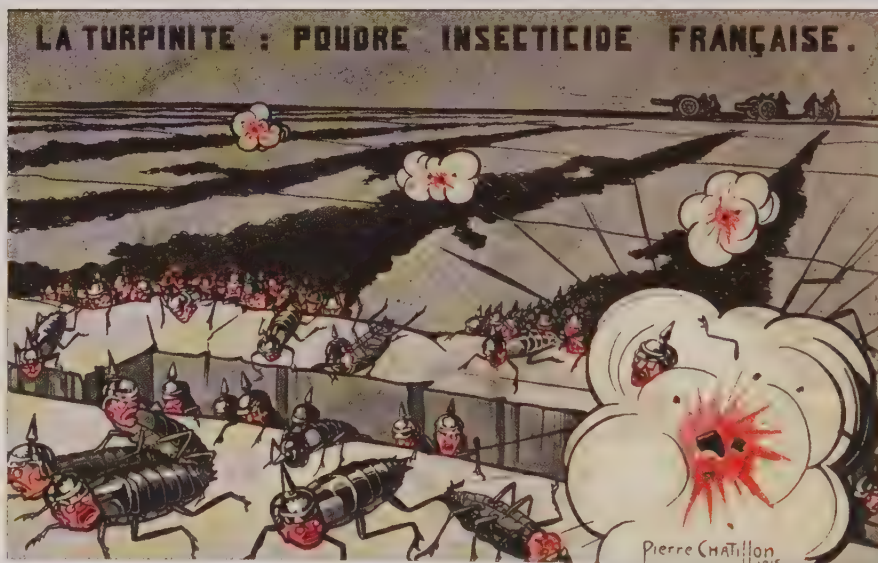


Un vent de panique ?

Le 29 août, un communiqué de l'état-major rompt le silence en affirmant que « la situation est inchangée de la Somme aux Vosges ». Les Français découvrent, effarés, que le pays est envahi et en situation dangereuse. Le 1^{er} septembre, les Allemands sont à Senlis, le 2, des avant-gardes d'uhlans, des cavaliers qui portent une chapka marquée par une tête de mort, pénètrent dans les faubourgs de Meaux, à 60 kilomètres de Paris. Ce jour-là, comme en 1870, le gouvernement décide d'évacuer la capitale et de se replier à Bordeaux. Il part avec l'or de la Banque de France tandis que les prestigieuses collections du Louvre sont déménagées à Toulouse. Il n'est pas le seul, beaucoup de Parisiens fuient la capitale de peur de connaître un nouveau siège, comme en 1870-1871. Leur départ, avec celui des « bouches inutiles », est encouragé par le général Gallieni, qui a été nommé gouverneur militaire de Paris et qui organise tant bien que mal la cité pour repousser l'assaut de l'armée allemande toute proche. Pourtant, ce n'est pas la panique, juste une atmosphère dramatique. Les Français, en effet, gardent confiance dans Joffre et dans leur gouvernement. Mais comme leur angoisse est trop grande, des rumeurs se répandent sur une prétendue arme secrète que posséderait l'armée française et dont elle s'apprêterait à faire usage : il s'agit de la « turpinite », du nom de Turpin, l'inventeur de la

mélinite, un engin de mort qui doit pulvériser les envahisseurs. Et comme ces bobards ne suffisent pas tout à fait à réchauffer les cœurs, les Parisiens se rendent en masse aux processions religieuses précédées des reliques de sainte Geneviève, dont on se souvient qu'elle a protégé la cité contre l'invasion des Huns. Bref, on veut croire en la victoire et on ne désespère pas d'un miracle. Les Français ont raison : la retraite est bien organisée, ce n'est pas la débâcle de 1870. Les soldats ont les pieds en sang à force de marcher, mais ils ne se plaignent pas et rêvent d'en découdre. Les Allemands, eux, se réjouissent bruyamment. La victoire est toute proche, Guillaume II, dit-on, aurait déjà réservé un dîner sur les Champs-Élysées. Mais il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Figure 6-6 :
Quand tout semble perdu, les Français croient au miracle. Mais la « turpinite », ça n'existe pas !



Échec et Marne !

Du 6 au 9 septembre, la bataille de la Marne change le sort de la guerre : les Français stoppent leur retraite et font face à leurs poursuivants. La « grande bataille » dont on leur a tant rebattu les oreilles, ce sera celle-là.

L'erreur de von Kluck

Non seulement il n'est plus possible pour eux de reculer sans risquer de perdre la capitale, ce qui serait un choc moral des plus rudes, mais pour la première fois la situation leur est favorable. En effet, les Allemands ont commis leur première erreur. Entre le chef du grand état-major, von Moltke, neveu du vainqueur de Sedan en 1870, et les généraux, la liaison n'est pas toujours bonne et surtout les ordres de l'un pas toujours bien exécutés par les autres. Le 3 septembre, le général von Kluck, qui commande la pointe extrême de l'aile marchante allemande, décide d'obliquer vers le sud et de ne plus suivre les instructions du plan Schlieffen, qui prévoyait d'envelopper Paris par l'ouest. Ce subit changement de direction vise à couper la retraite des Français et à les empêcher de rejoindre Paris, il est donc tout à fait justifié. Mais il a un inconvénient de taille : il offre le flanc à une offensive venue de Paris.

Gallieni force la main à Joffre

C'est le 3 septembre en fin d'après-midi que le général Gallieni découvre l'inflexion de la marche des Allemands vers le sud-est. Dès le 4 septembre au matin, il demande à la 6^e armée, commandée par le général Maunoury et que l'on avait créée en hâte quelques jours plus tôt, de marcher droit sur l'ennemi, sans même attendre les ordres du GQG (grand quartier général). Reste pourtant à convaincre Joffre que le moment est venu de livrer bataille. Or, le généralissime hésite, car il mise pour sa part sur une bataille de la Seine, plus au sud, et il est agacé par les pressions incessantes de Gallieni, qui lui demande d'ordonner la bataille. Entre les deux hommes, les relations sont en effet compliquées : Gallieni, par le passé, a été le supérieur de Joffre et il en a gardé une attitude qui agace certainement le généralissime. Plus encore, le gouverneur militaire de Paris, qui n'hésite pas à contester la stratégie adoptée jusque-là, a été nommé successeur éventuel de Joffre, qui n'aime rien moins que les rivaux. Mais au-delà des petites querelles, les faits sont là : les Allemands ont commis une erreur et c'est l'occasion où jamais de les attaquer. Joffre se laisse fléchir par Gallieni : l'heure de la contre-attaque est venue.

Figure 6-7 :

Sans Gallieni, le gouverneur de Paris, Joffre livrait une bataille de la Seine dont on ne sait quelle en aurait été l'issue.



Filer à l'anglaise ?

Sauf que la décision de la bataille n'appartient pas uniquement à Joffre et Gallieni, mais aussi aux Anglais ! Sans eux, c'est la défaite assurée. En effet, leur armée occupe l'espace entre Meaux et La Ferté-sous-Jouarre et retraite à grande vitesse vers le sud. Sir John French, son chef, ne parie plus un penny sur la victoire française et ne pense qu'à contourner Paris par le sud pour prendre le chemin des ports de l'Atlantique afin de rembarquer ses troupes. Or, si les Anglais font défaut et laissent une brèche dans la muraille, il ne servira à rien pour l'armée française de faire front et pour Gallieni de lancer une attaque sur le flanc de l'ennemi. Ce dernier fonce donc au quartier général de French, à proximité de Melun, le 4 septembre, pour le prier de participer aux combats. On lui oppose un silence poli qui sent l'hostilité à plein nez. Le 5, c'est Joffre, qui, à son tour, fait le voyage pour Melun afin de tenter de convaincre John French. Joffre, qui n'aime pas les discours, est cette fois-ci éloquent : « L'honneur de l'Angleterre est en jeu », lance-t-il au général anglais. Finalement, celui-ci renonce à ses projets de retraite : *I will do all my possible*, répond-il. La bataille de la Marne aura lieu !



Figure 6-8 :
Qui sait que
le sort de
la France a
dépendu de
la décision
du britan-
nique John
French ?

La plus grande bataille de l'histoire

Venu de Paris, le général Maunoury attaque von Kluck entre Senlis et Meaux tandis que toutes les autres armées françaises font front. Pour acheminer les hommes de la capitale vers le front, Gallieni prend une

initiative remarquable : les 700 taxis de Paris sont réquisitionnés et, une fois chargés de combattants, s'ébranlent pour une course vers l'enfer. À raison de deux voyages et de quatre hommes par voiture, c'est de 5 000 à 6 000 soldats qui débarquent brutalement sur le flanc de von Kluck. Pour la petite histoire, le montant de cette course fut intégralement réglé par l'état-major.

« Se faire tuer sur place plutôt que de reculer »

Le 6 septembre, le général Joffre adresse aux armées un ordre du jour au ton dramatique qui est entré dans l'Histoire : « Au moment où s'engage une bataille dont dépend le sort du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière. Tous

les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée. »



La bataille a lieu du 6 au 9 septembre, quatre jours de combats acharnés, de Meaux à Vitry-le-François, sur plus de 200 kilomètres. À l'issue de ce choc terrible qui oppose plus de deux millions d'hommes, la plus grande bataille de l'histoire de l'humanité, les Allemands, épuisés et mal coordonnés, doivent se replier pour éviter d'être à leur tour enveloppés par la contre-offensive française. Après les illusions françaises, ce sont les illusions allemandes qui s'écroulent avec le plan Schlieffen dont il ne reste plus rien. Von Moltke, qui n'a pas su remporter la victoire, est remplacé par le général von Falkenhayn. Joffre, lui, répare ses erreurs d'août par cette incroyable volte-face. Pour tous les Français, il est le « vainqueur de la Marne ».

Nom de D... !

Charles Péguy, le poète du patriotisme, meurt à la bataille de la Marne, à Villeroy, à proximité de Meaux. Frappé en plein front, il s'écroule en lâchant un « Nom de Dieu ! ». Approuver ce juron

n'est pas envisageable pour les catholiques, qui rectifieront dans leurs journaux en assurant que le poète est mort en criant « Au nom de Dieu ! ». L'honneur est sauf, ouf !

Les Allemands reculent, mais ils ne sont pas battus pour autant. Forcées de se retirer sur une ligne allant de Soissons à Verdun, les troupes du Kaiser ne sont pas en débandade.

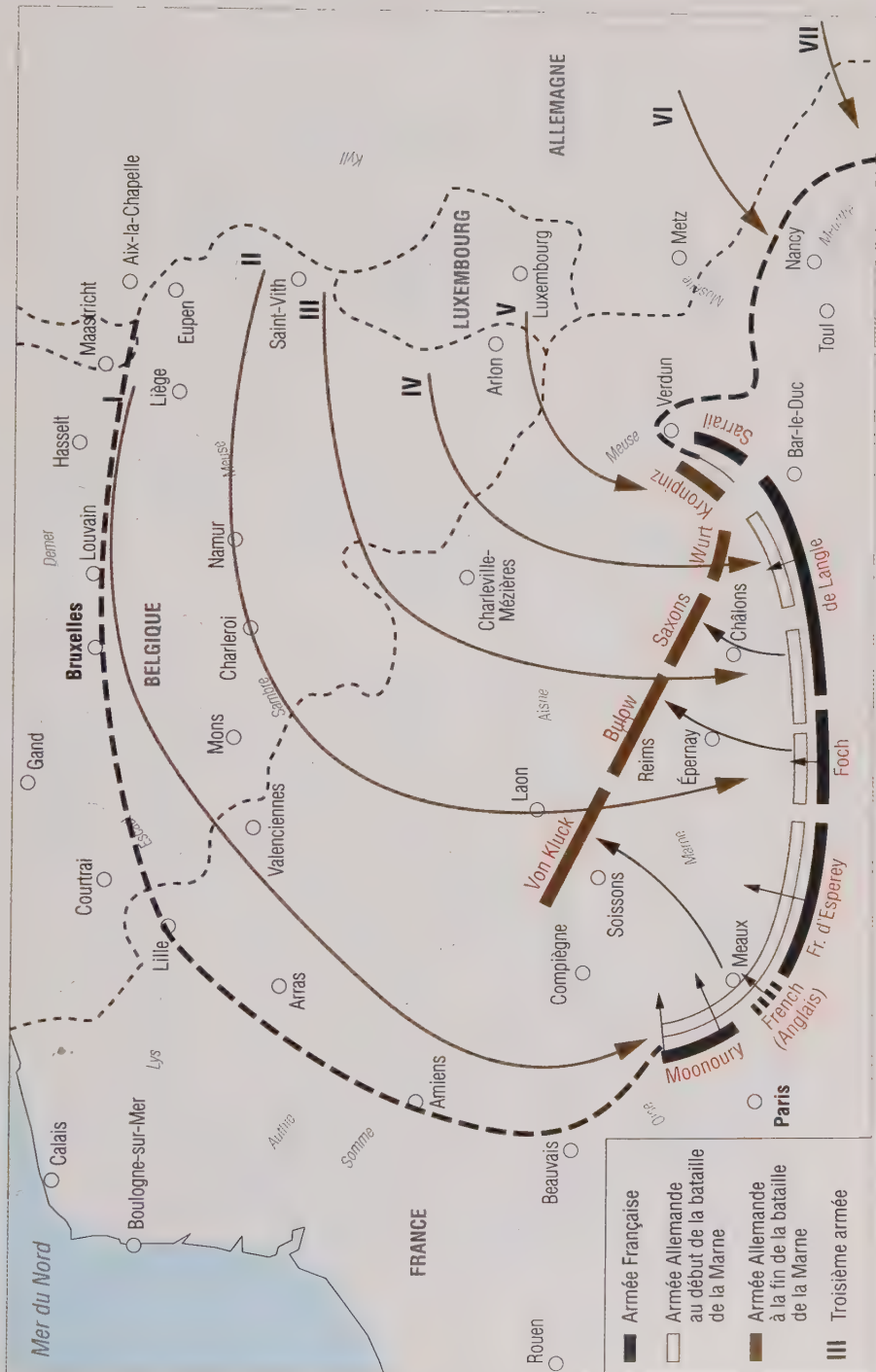


Figure 6-9 :
Le destin
du pays
s'est joué
au cours
de cette
formidable
bataille.

« La course à la mer »

Le 10 septembre au matin, quand les Allemands ont décroché, les Français ont été tellement surpris qu'ils ont perdu de précieuses heures avant de se lancer à la poursuite de l'ennemi en retraite. Cette avance, il ne sera pas possible de la reprendre aux Allemands, qui vont s'établir solidement derrière l'Aisne après avoir creusé des tranchées sur lesquelles vont se heurter tous les assauts français. Alors que l'on imaginait pouvoir reconduire l'envahisseur à coups de baïonnettes dans le derrière jusqu'à la frontière, voilà que le front se fige. Que faire ? Le plus simple est encore de déborder l'ennemi par le nord avec des troupes que l'on rapatrie d'urgence de l'est de la France. Sauf que les Allemands font de même et le front s'allonge, personne n'arrivant à déborder l'autre. Il s'ensuit une véritable course à la mer qui s'achève quand le front se fixe en ligne continue de la mer du Nord à la Suisse. Avec le recul, des officiers critiqueront les opérations menées après la Marne, affirmant qu'il aurait fallu utiliser les transports ferroviaires pour débarquer des hommes bien à l'arrière des positions ennemies plutôt que d'engager les unités au fur et à mesure dans la continuité du front. On est évidemment toujours plus malin après les événements !

Des erreurs, de toute façon, il y en a eu des deux côtés. La guerre, ce n'est pas une science exacte et le hasard tient sa place dans les batailles. Si von Kluck n'avait pas décidé de se lancer à la poursuite de l'armée française au lieu d'envelopper la capitale par l'ouest comme prévu, l'histoire aurait été tout autre. On peut cependant se demander, avec Poincaré, pourquoi 100 000 soldats français ont attendu l'arme au pied dans les environs de Rouen alors que se déroulait la bataille où se jouait le sort du pays. Cette armée, commandée par le général d'Amade, avait le malheur d'être composée de territoriaux, c'est-à-dire de soldats des classes les plus âgées et, à l'époque, un préjugé très fort les considérait comme de mauvaises troupes, peu aptes à un coup de rein comme à un coup de tabac. Bientôt, pourtant, on les enverra tenir les tranchées comme les autres. On ne refait pas l'histoire, mais si ces 100 000 hommes avaient été lancés sur les arrières des Allemands, coupant leurs communications et leur ravitaillement en pleine bataille de la Marne, la retraite de l'armée du Kaiser aurait pu se transformer en déroute.

Quoi qu'il en soit, en novembre, après des assauts aussi furieux qu'improductifs sur Calais, qui reste aux mains des Français, la guerre commence à changer de visage : pour tenir le terrain et résister à la poussée française, l'armée allemande s'enterme dans des tranchées. La guerre de mouvement est morte, celle de position commence. Les hommes pensaient partir pour quelques semaines, quelques mois tout au plus, ils découvrent avec effroi que le conflit sera beaucoup plus long que prévu.

Deuxième partie

L'enlissement (1914-1916)



Dans cette partie...

En septembre 1914, tous les combattants sont revenus de leurs illusions : les plans des militaires ont pris l'eau, la violence industrielle du feu a mis fin au rêve de la guerre « fraîche et joyeuse » et la fixité des fronts repousse la victoire à une date inconnue mais forcément lointaine. Ceux qui croyaient que l'affaire serait bouclée en quelques semaines en sont pour leurs frais, et les plus inquiets, tel l'historien Jules Isaac (des manuels Malet et Isaac), sont encore loin du compte : le 21 septembre 1914, dans une lettre à son épouse, l'historien-combattant émet l'hypothèse d'une guerre qui pourrait durer six à huit mois ! Ses camarades le trouvent drôlement pessimiste, et pourtant il se trompe lui aussi lourdement. C'est que les tranchées dans lesquelles les hommes s'enterrent pour ne pas reculer changent la nature du conflit, qui devient une guerre d'usure. Pour ne pas l'avoir compris, les états-majors, décidément peu clairvoyants, vont s'échiner d'un côté comme de l'autre à rompre les défenses ennemies par des armes toujours plus meurtrières (voir chapitre 6), des offensives toujours plus violentes (voir chapitre 7), ou une extension géographique du terrain d'affrontement (voir chapitre 8). En vain. On aura beau allonger indéfiniment la liste des morts au champ d'honneur, les tranchées, françaises comme allemandes, ne tomberont jamais ! Dans le rang des soldats, où l'on se sent réduit au rôle peu envieux de chair à canon, le moral commence à fléchir (voir chapitres 9 et 10).

Chapitre 7

L'usine de la mort

Dans ce chapitre :

- Un nouveau type de conflit : la guerre des tranchées
- Les gaz de combat
- Des nouvelles armes de mort toujours plus efficaces

« Ça n'a pas trop mal marché, en somme... » La satisfaction bruyante du général Joffre en septembre 1914 est plutôt déplacée quand on sait que la guerre entre dans une phase de stabilité qui va durer plus de trois ans. Les tranchées, en effet, ne devaient être qu'une étape, un répit, juste de quoi reprendre son souffle avant de repartir à l'attaque, mais elles sont devenues la guerre à elles seules. Pour rompre le front, que les officiers inspectent désormais avec un périscopes pour ne pas sortir de leurs trous, on parie sur des armes nouvelles, toutes plus meurtrières les unes que les autres. Et tant pis pour la morale et les conventions internationales : il faut tuer, et par tous les moyens.

La guerre des tranchées



Contrairement à une idée répandue, les tranchées n'ont pas été inventées en 1914. En effet, on les avait déjà vues apparaître dans la guerre russo-japonaise de 1904-1905 comme dans les guerres balkaniques de 1912-1913 : si le phénomène avait à l'époque attiré l'attention des stratèges, il semble que les militaires français n'en aient rien retiré, à la différence des Allemands, toujours à l'affût d'une plus grande efficacité dans l'art de la guerre.

Pourtant, les premières tranchées de 1914 n'apparaissent pas à la suite d'un ordre venu du commandement mais de façon spontanée, comme une réponse évidente et improvisée au déluge de feu qui s'abat sur les hommes. Ceux-ci, qui n'ont pas envie de mourir en rase campagne, ont vite compris que seul l'enfouissement offre une protection contre le feu de l'artillerie.

Dès août, en Lorraine par exemple, les soldats ont creusé des trous individuels pour éviter d'être réduits en bouillie. Et sur la Marne, dans le grand choc frontal décisif, les fantassins français ont une nouvelle fois creusé quelques trous de fortune pour encaisser le choc des obus ennemis.

Ce n'est qu'après l'échec de la guerre de mouvement, après la bataille de la Marne et la course à la mer plus exactement, que les tranchées deviennent la solution stratégique généralisée par l'armée allemande pour ne plus reculer. Parce qu'elles sont épuisées et incapables de contre-offensive, les troupes françaises doivent suivre et établir leurs lignes face à celles de leurs ennemis. Elles ne bougeront quasiment plus jusqu'en 1918. Qu'est-ce qu'une tranchée ?

Si l'on n'a pas cessé, en quatre ans de guerre, de perfectionner les tranchées, celles-ci sont toujours organisées sur le même plan :

- ✓ Elles ne sont jamais rectilignes mais creusées en zigzag pour éviter les tirs d'enfilade dans l'hypothèse où l'ennemi parviendrait à en conquérir un morceau.
- ✓ Il n'y a jamais de tranchées isolées mais une succession de lignes, trois en général, divisées en première, deuxième et troisième lignes. Si l'ennemi réussit à s'emparer de la première, il n'y a qu'à se replier sur la deuxième et tout est à refaire pour l'assailant.
- ✓ D'innombrables boyaux partent de l'arrière du front pour gagner la première ligne, afin de ravitailler et de relever les troupes, qui ne restent jamais plus de quinze jours sur un « secteur ». Aussi, le front ressemble à un gruyère avec ses trous d'obus et à un labyrinthe avec ses lignes parallèles en zigzag et ses boyaux perpendiculaires. Les hommes, eux, parlent d'une « guerre de taupes », nomment les tranchées des « terriers » et s'appellent volontiers des « troglodytes ».
- ✓ Enfin, la tranchée est un redoutable ouvrage défensif, avec ses réseaux de fils barbelés qui la protègent, et sur lesquels les soldats ont accroché des boîtes de conserve, pour éviter les surprises des coups de main nocturnes. Des nids de mitrailleuses dissimulés ici ou là complètent la défense de cette forteresse enterrée, ainsi que des parapets et autres banquettes de tireurs où des « snipers » peuvent attendre toute la journée en position, l'œil sur le viseur, pour descendre le malheureux de la tranchée adverse qui aura eu la mauvaise idée de sortir la tête pour inspecter l'horizon. Qu'on se le dise : de 1914 à 1918, on ne doit pas mettre le nez hors de sa tranchée.

Figure 7-1 :
Avec
l'artillerie, la
mitrailleuse
est l'arme
maîtresse de
la guerre des
tranchées.



La pipe plutôt que la cigarette

Quand on est affecté à un poste d'observation, la cigarette est proscrite. La nuit, le rouge incandescent du tabac qui brûle quand le soldat tire une bouffée offre une cible inespérée aux guetteurs d'en face qui se font le plaisir d'un « carton ». Aussi, à la tranchée, c'est la pipe

qui a la préférence des soldats. Pour la petite histoire, on n'allume jamais trois cigarettes avec la même allumette, en raison d'une superstition qui veut que le malheur s'abatte sur la troisième personne.

Des tranchées imprenables (ou presque)

Entre les tranchées des Allemands et celles des Français se trouve un espace vide et mortel que l'on nomme avec juste raison le « no man's land ».

Selon les secteurs, cet espace est plus ou moins grand : les combattants sont séparés par plusieurs centaines de mètres au mieux et quelques dizaines de mètres au pire. Autrement dit, en première ligne on est toujours sur le pied de guerre, dans une situation de tension nerveuse.

On pourrait croire que traverser cet espace en courant lors d'une attaque brusquée est à la portée des soldats, mais c'est sous-estimer la force de la défense : d'abord, une attaque de l'ennemi est rarement une surprise, les forces concentrées dans les lignes adverses (infanterie, artillerie...) sont toujours repérées par avion ou révélées par des prisonniers capturés lors de coups de main. Ensuite, quand l'attaque est lancée, l'artillerie d'en face organise un « tir de barrage », c'est-à-dire un véritable mur d'acier, une pluie d'obus, que les assaillants doivent traverser. Ceux qui y parviennent sont ensuite fauchés par les mitrailleuses et s'empêtrent allégrement dans les fils de fer barbelés sur lesquels ils viennent « sécher », dans le langage imagé des soldats.

Ainsi, ceux qui montent à l'assaut sont assurés d'un maximum de pertes et ceux qui défendent d'un minimum. Et quand bien même la tranchée tomberait – ce qui est rare –, les ennemis se retirent sur leur position de deuxième ligne et des milliers d'hommes ont été sacrifiés pour un gain de quelques centaines de mètres seulement. À ce tarif-là, il faudrait tuer toute la France pour reprendre à l'occupant les départements du Nord et de l'Est. Voilà qui n'est pas très efficace ni très intelligent !

« Vive la tranchée ! »

À l'arrière, dans les premiers mois de la guerre, on ignore tout de l'univers morbide des tranchées et l'on veut se rassurer sur le sort des hommes à l'avant. La propagande, relayée par les journaux comme *Le Miroir* ou *L'Illustration*, montre aux Français des tranchées propres, tout confort, avec même un système de douche (alors qu'en réalité les soldats n'ont pas même le droit d'ôter leurs chaussures : ils doivent constamment être prêts en cas d'attaque), où les soldats tapent le carton entre deux parties de rigolade. Le comble de la désinformation est atteint par *La Lanterne* du 18 février 1915, qui

assure que la vie au grand air est très bonne pour la santé, tandis que l'académicien Émile Boutroux, qui n'a jamais mis les pieds au front et qui dort pour sa part dans un lit douillet, prétend qu'une telle guerre contribue à l'« épanouissement » des corps. « Vive la tranchée ! Plus d'un soldat la regrettera », ose proclamer le psychologue Gustave Le Bon en 1915. Évidemment, avec les premières permissions et la révélation de l'horreur des tranchées, l'arrière devra ouvrir péniblement les yeux sur les réalités de la guerre de siège.

Efficacité allemande contre improvisation française

Quand les Français décident de suivre l'exemple allemand en s'enterrant en septembre-octobre 1914, il ne s'agit pour eux que d'une solution temporaire, en attendant de reprendre l'offensive. En gros, c'est un répit, une pause. Ils ne se doutent pas que cette pause va s'éterniser. Comme l'état-major n'a pas compris que les tranchées changeaient la nature de la guerre, il a continué à croire en la reprise prochaine de la guerre de mouvement et, en conséquence, n'a pas cherché à améliorer les conditions de vie dans les tranchées dont l'organisation est restée très sommaire. On manque de planches pour « boiser » les parois, ce qui transforme les lignes françaises en un magma de boue dès que la pluie tombe, et les soldats sont contraints de creuser des trous individuels, des « cagnas » ou des « gourbis » dans leur argot, pour s'abriter un tant soit peu. Comment s'étonner que rien n'ait été prévu pour durer, puisque cette situation ne devait pas durer !

Figure 7-2 :
Un exemple de tranchée improvisée dans les Vosges en 1914. Pas de créneaux, d'abris, et il faut même abattre les arbres devant les lignes pour disposer d'un peu de visibilité.



Côté allemand, c'est le contraire. On bétonne, on crée des dortoirs, des magasins pour les vivres et les munitions, on boise les parois, on installe l'électricité. Quand les Français prennent une tranchée allemande, ils

sont souvent étonnés du confort (relatif) qui y règne par rapport à leur situation. Au moins se consolent-ils par l'humour : dans le tranchée-palace hôtel, disent-ils, il y a l'eau courante et le gaz à tous les étages ! Allusion ironique à la pluie qui empoisonne la vie du fantassin et à la guerre des gaz que les Allemands viennent d'inventer en 1915 pour faire céder le front français.

Ça sent le gaz !

Comment percer le front ennemi ? Cette question mobilise l'attention de tous les belligérants, qui, échaudés par de multiples offensives ratées et inutiles, ont parié sur la technologie pour briser le système défensif. Parce que les Allemands sont à la pointe de l'industrie chimique à la Belle Époque, ils sont les premiers à miser sur une nouvelle arme terrifiante : les gaz toxiques.

Ypres, 22 avril 1915



Le 22 avril 1915, en fin d'après-midi, les Allemands utilisent pour la première fois des gaz asphyxiants pour semer la panique et la mort dans les rangs de leurs adversaires. Ce jour-là, la guerre franchit un palier dans l'horreur et l'abominable. Dans l'immédiat, c'est une bonne opération pour les *Feldgrau*, les troupes allemandes qui s'emparent sans un coup de feu ou presque de 6 kilomètres de terrain, de 80 mitrailleuses et d'un nombre important de canons.

Pari gagné ! L'attaque sur le front d'Ypres a été une surprise totale qui a provoqué la débandade des Français, Belges et autres Canadiens qui tenaient le secteur. Le colonel Mordacq, qui était présent à l'arrière du front, se souvient des fuyards, hagards, la capote enlevée, la chemise ouverte, « courant comme des fous, allant au hasard, demandant de l'eau à grands cris, crachant du sang, quelques-uns même roulant à terre en faisant des efforts désespérés pour respirer ».

Mais la guerre chimique qui vient de naître relève encore de l'artisanat : les milliers de bonbonnes de chlore gazeux mélangé à du peroxyde d'azote que l'on a amenées en première ligne ne peuvent être utilisées qu'en cas de vent favorable. Après plusieurs jours d'attente, les conditions sont réunies le 22 avril, et vers 17-18 heures une nappe verdâtre s'échappe des lignes allemandes, créant la panique chez ceux d'en face. Au total, 15 000 hommes ont été intoxiqués et de 2 000 à 5 000 sont morts.

De l'artisanat du chlore à l'industrie de la moutarde

Comme la bonbonne de gaz n'est pas d'un maniement aisé et qu'elle est complètement dépendante du sens du vent, les Allemands passent rapidement à l'obus à gaz, suivis en cela par les Français, qui inaugurent leur artillerie chimique en septembre 1915, lors de la bataille de Champagne. En janvier 1916, les Allemands passent à la vitesse supérieure en employant le phosgène, produit suffocant qui a le mérite d'être invisible et bien plus terrible que le chlore. Les Français répliquent par de l'acide cyanhydrique en juin de la même année, et cherchent, comme leurs adversaires, à élaborer un gaz qui soit à la fois plus mortel et moins volatil.

En juillet 1917, les chimistes ont trouvé leur bonheur : ce sera l'ypérite, un nom donné en hommage à la ville d'Ypres, qui a eu l'honneur d'inaugurer cette guerre des toxiques. À cause de son odeur – et non de sa couleur comme on le croit trop souvent –, on le surnommera le « gaz moutarde », mais à en croire un certain nombre de témoins, il avait plutôt une odeur d'ail. Comme quoi, les goûts et les odeurs...

L'ypérite est une sorte d'arme absolue qui contourne la défense des masques à gaz : il suffit d'avoir un espace de peau à découvert pour que l'empoisonnement fasse son effet, entraînant des douleurs aux yeux et des vomissements incoercibles. Et dire qu'au XIX^e siècle on croyait que le bonheur de l'humanité viendrait de la science !



Adolf Hitler, rescapé de la moutarde

Le caporal Hitler, deux fois blessé au cours de la Grande Guerre, a bien failli laisser sa peau dans la nuit du 13 au 14 octobre 1918, quand les Anglais ont bombardé avec des obus à gaz ses positions de la colline de Wercicq-Sud,

à proximité de Lille. Aveuglé, crachant ses poumons, il est évacué et passe un mois dans un hôpital avant de recouvrer la santé. Les mauvaises herbes ont la peau dure, dit-on...

Le groin de cochon comme protection

Comment se protéger ? En même temps que les militaires enrôlent les chimistes dans le conflit, ils réfléchissent aux façons de sortir indemnes du nuage toxique. Les premières méthodes sont pour le moins insuffisantes et pour tout dire rudimentaires : le général Weygand prescrit simplement aux

soldats de s'élancer à travers la nappe, car « le meilleur moyen d'éviter le nuage est de foncer en avant, contre le vent qui l'emporte ». On l'a compris, pour ce gradé qui n'approche les tranchées que sur une carte d'état-major, la meilleure des défenses, c'est l'attaque !



Figure 7-3 :
Les premières
protections
sont rudimentaires.
Elles iront
heureusement en
s'améliorant.

Pour faire front, du 22 au 24 avril, sur le front d'Ypres, c'est cette méthode qui sera employée. Mais il y a aussi d'autres instructions : imbiber son mouchoir d'eau, le placer sur son visage et attendre que le nuage passe. Enfin, l'armée réquisitionne d'urgence les appareils respiratoires des mineurs et des pompiers en attendant que les masques à gaz commandés aux usines de guerre voient le jour. Ce n'est qu'au début de l'année 1916 que ceux-ci seront distribués à tous les soldats, qui les baptiseront « groins de cochon ». Dès lors, l'arme chimique perd de son intérêt. Il faut alors des trésors d'imagination aux assaillants pour que le gaz continue à empoisonner les hommes, comme lancer d'abord des lacrymogènes et autres irritants pour forcer les soldats à enlever leurs masques et à respirer l'ypérite que l'on envoie ensuite. Le médecin Paul Voivenel, qui étudie avec attention le problème des gaz, n'a que ce conseil à donner aux soldats : « Il faut vous habituer à vivre avec cette merde. » Facile à dire !

Le gaz, une rupture plus qualitative que quantitative ?

Somme toute, la guerre des gaz a tué peu d'hommes comparée à l'effroi qu'elle a suscité : moins de 100 000 hommes sont morts des conséquences de la guerre chimique, et « seulement » quelque 20 000 sur le front occidental bien pourvu en masques, à l'inverse des Russes, qui durent affronter les nappes verdâtres avec leurs seuls mouchoirs. De 0,5 à 1 % du total des morts de la Grande Guerre, pas plus. En revanche, les gaz ont énormément blessé, ils ont brûlé les poumons, rendu aveugles et abrégé la vie de centaines de milliers d'hommes qui ont traîné leur misère dans les années 1920 et 1930 de sanatorium en sanatorium. Pourquoi donc cette émotion, soulevée à partir de 1915

par l'invention de cette nouvelle arme, bien moins dangereuse que le feu de l'artillerie lourde ? L'hypothèse que nous émettrons est la suivante : on touche ici à une rupture dans la guerre conventionnelle, un franchissement de seuil dans ce que les contemporains acceptent comme normal et anormal dans les méthodes de combat. En 1914, il avait déjà fallu renoncer au mirage du corps à corps, de la guerre noble, à hauteur d'hommes, pour s'enterrer comme des animaux. Et en 1915, il faut accepter de gazer ou d'être gazé comme de la vermine. L'humain n'a plus de valeur et la guerre plus de règle. Bienvenue au xx^e siècle !

C'est pas moi qui ai commencé

L'emploi d'armes « inhumaines » (lesquelles ne le sont pas ?), en tout cas jugées comme telles, même en temps de guerre, a suscité un débat chez les contemporains. C'est que l'utilisation d'armes chimiques avait été proscrite par les conventions de La Haye de 1899, que les Allemands ont visiblement piétinées. La propagande n'a donc pas manqué de souligner la barbarie scientifique du cousin germain, sa perfidie et son inhumanité, en oubliant que les Français travaillaient eux aussi sur des projets de guerre toxique.

Les Allemands les ont devancés, c'est tout. Une bonne affaire finalement qui a permis aux alliés d'utiliser les mêmes méthodes en en faisant reporter la responsabilité sur les Allemands, alors que seule la logique exterminatrice de la guerre est en cause.

Pour se dédouaner devant l'Histoire, le général Deimling, qui lâcha le premier nuage de mort sur Ypres, le 22 avril 1915, tente cet argument dans ses mémoires : « La mission d'empoisonner l'ennemi comme on empoisonne les rats me fit l'effet qu'elle doit faire à tout soldat honnête : elle me dégoûta. Mais la guerre est un cas de légitime défense et ne connaît pas de loi. Il en sera ainsi tant qu'il y aura des guerres. » La femme du Pr Fritz Jacob Haber, l'inventeur de ces gaz toxiques, ne parvint pas, pour sa part, à vivre sans culpabilité : elle préféra se suicider.

Tuer toujours plus, par tous les moyens

L'emploi des gaz n'est en fait qu'un élément – marquant – d'une guerre où l'on s'échine à réfléchir sur les façons efficaces de rompre le front et surtout de tuer toujours plus d'ennemis par tous les moyens possibles.

Figure 7-4 :
La plus moderne des guerres voit cependant ressurgir des armes archaïques. Ainsi cette arbalète, adaptée au lancer de grenade.



S'adapter

Depuis octobre 1914, on le sait, la guerre est bloquée, enlisée dans la boue des tranchées. Cette forme nouvelle d'affrontement conduit inévitablement les ingénieurs militaires à imaginer de nouveaux engins de mort mieux adaptés à une guerre de siège. Le dilemme est le suivant : puisque sortir de sa tranchée est impossible, il faut tirer à l'abri de celle-ci avec des armes à tir courbe.



Figure 7-5 :
Les premières grenades ne sont rien d'autre que des pétards. Pour les projeter le plus loin possible, on les fixe sur une raquette !

D'une tranchée à l'autre

On commencera donc par inventer des grenades à main, mais comme celles-ci obligent à s'approcher des lignes ennemies à une distance de 15 à 20 mètres, il faut se remettre à l'étude et créer des fusils lance-grenades, qui ont le mérite de porter leur tir à 400 mètres.

La grande initiative allemande est cependant le *Minenwerfer*, un mortier qui expédie dans la tranchée adverse des torpilles de 50 kilos. Encore une fois, ce sont les Allemands qui innovent en cette matière, profitant de leur potentiel industriel sans égal en Europe, et les Français qui improvisent : pour contrebalancer les grenades à fragmentation allemandes, les soldats français bricolent des boîtes de conserve qu'ils remplissent d'explosifs et dont ils allument la mèche avant de lancer le tout sur l'ennemi. Du système D, quoi ! Au milieu de l'année 1915, l'équilibre des forces est cependant atteint et les Français peuvent contrebalancer le tir des *Minenwerfer* par leurs mortiers de 58 (obus de 58 millimètres de diamètre), que les combattants vont surnommer « crapouillots ».



Figure 7-6 :
Ce petit
« crapouil-
lot » n'a l'air
de rien, mais
il lance tout
de même des
bombes de
16 kilos !

Se miner la vie

Pour déstabiliser les lignes adverses, on invente également à partir de 1915 la guerre des « mines » ou guerre des « sapes » : cela consiste simplement à creuser des souterrains conduisant à proximité de la tranchée ennemie, à y entreposer en masse les explosifs, et à faire sauter le tout. On peut alors profiter du désarroi de l'ennemi en lançant un assaut limité à cet étroit secteur du front. Et voilà quelques dizaines ou centaines de mètres conquis à peu de frais ! Mais ce genre de méthode a un revers : les coups de pioche s'entendent des postes d'écoute, aussi l'effet de surprise est-il totalement nul et l'assaillant peut s'exposer à une contre-mine, c'est-à-dire à un souterrain creusé en sens inverse que l'on fera exploser avant les autres pour les ensevelir vivants en dessous du no man's land.



Figure 7-7 :
Une mine
explose sous
une tranchée
allemande
dans les
hauts de
Meuse.

Tout feu tout flamme

Dans ce même effort d'adaptation à une guerre de tranchées, deux armes d'assaut sont mises au point pour tenter de répondre à la nouvelle configuration du conflit : les lance-flammes et les chars. En théorie, les premiers sont interdits par les conventions de La Haye, mais l'on ne se fera pas prier des deux côtés du front pour utiliser ces machines à liquide enflammé qui terrorisent les combattants. Très souvent, elles sont employées pour « nettoyer » le terrain, comme on dit dans le langage fleuri

des soldats : les troupes d'assaut conquièrent le lieu en délaissant les poches de résistance pour ne pas perdre de temps, puis les lance-flammes viennent achever le travail et contraindre les soldats cachés dans les abris à la reddition sous peine d'être rôtis. C'est à partir de la bataille de Verdun que les lance-flammes sont utilisés à une grande échelle.

Arrête ton char !

Les chars, on le sait, sont promis à un bel avenir. À l'époque, on n'en mettrait pas sa main au feu. En effet, les premiers essais ne sont guère concluants, mais comme l'idée d'avancer derrière une cuirasse blindée à travers le no man's land et de bousculer ainsi les défenses ennemies est plus que séduisante, les alliés n'abandonnent pas le morceau. En 1915, le colonel Estienne commence ses essais d'une « artillerie d'assaut » et lance la construction de grands monstres de 13 et 23 tonnes que l'on appellera « Schneider » et « Saint-Chamond », du nom des entreprises qui les produisent. Ce sont cependant les Britanniques, et leurs « tanks » (le nom restera), qui utilisent pour la première fois ces drôles de machines lors de la bataille de la Somme en septembre 1916, avec peu de succès mais 50 % de pertes. Les chars français, eux, sont lancés en grand nombre lors de la bataille du Chemin des Dames, en avril 1917, et ressemblent à d'énormes rhinocéros avec leurs canons qui dépassent de leurs carcasses blindées. Plus de la moitié ne reviendront pas : pannes multiples, enlissement dans la boue, incendies, cartons de l'artillerie ennemie... ce ne fut pas tout à fait une grande réussite !

Devant cet échec, les Allemands décidèrent de ne pas s'équiper et crurent que les chars n'avaient pas d'avenir. Pour eux, mieux valait miser sur les moyens de les neutraliser : fossés, champs de mines, concentration du feu de l'artillerie, et même bientôt fusils antichars. Ils ont eu tort : le 20 novembre 1917, les Britanniques lançaient une offensive conjointe de chars et de fantassins sur Cambrai et perçaient 10 kilomètres de front en trois heures de temps seulement. Il fallut interrompre la percée... faute d'essence ! Et quand l'attaque reprit le lendemain, sans les chars, elle fut stoppée par les défenses allemandes. La preuve était faite de l'efficacité de ces nouvelles machines. Tirant des enseignements de l'échec du Chemin des Dames, les Français renoncèrent aux grands chars Schneider et Saint-Chamond pour des tanks plus légers (6,7 tonnes), plus mobiles, manœuvrés par deux hommes seulement contre neuf pour les Saint-Chamond. En 1918, ils œuvreront considérablement à la victoire. La grande erreur de l'état-major allemand a été de mépriser les monstres d'acier.

Figure 7-8 :
Un char
d'assaut
Schneider
en 1918.



Terroriser

Réfléchir sur la meilleure façon de rompre les tranchées ennemies est nécessaire, mais ce n'est pas assez. Il faut atteindre durablement le moral de l'adversaire, quitte à utiliser des moyens non conventionnels et à entrer dans une guerre « terroriste ». Dans ce nouveau type de conflit, ce ne sont plus les soldats que l'on vise... mais les populations civiles.

Du sport à la mort : les ailes de l'enfer

En 1914, la balbutiante aéronautique n'en était pas encore au stade de l'industrie, loin de là. On en était toujours à l'âge des pionniers et des premiers exploits : en 1909, Louis Blériot avait osé traverser la Manche dans son coucou et, en 1913, Roland Garros avait franchi la Méditerranée, de Fréjus à Tunis. À l'époque, l'aéronautique est avant tout considérée comme un sport et ne semble pas receler d'intérêt pratique, mais les états-majors sont trop à l'affût de nouvelles techniques pour ne pas s'y intéresser : dès 1910, Français comme Allemands font l'acquisition de leurs premiers appareils avec l'idée de les employer pour reconnaître les mouvements des troupes ennemies en cas de guerre. Jusqu'ici cette fonction était réservée aux ballons captifs, sphériques ou en forme de saucisse, ou encore aux zeppelins, ces grands dirigeables allemands. Mais ces derniers ont des désavantages, ils sont statiques ou trop lents et peuvent être descendus facilement par l'artillerie ennemie ou encore par des tirs venus des avions. Mieux vaut donc parier sur les avions, plus rapides et plus mobiles.

D'entrée, ces derniers se révèlent indispensables pour le repérage des troupes et la photographie des lignes ennemies. Curieusement, l'espace aérien est neutre et les « as » se croisent en se saluant et ne se tirent pas dessus. Cela ne dure pas ! Très vite, dans les biplans, le passager tire avec un fusil sur les appareils ennemis et jette grenades, bombes et fléchettes sur les soldats au sol. Au départ, c'est de l'artisanat (les frêles avions ne permettent pas de toute façon d'emporter une cargaison trop lourde), mais l'on perfectionne rapidement les appareils au point que ceux-ci peuvent larguer jusqu'à 600 kilos de bombes en 1918. On n'arrête pas le progrès !

Du « pigeon » à la forteresse volante

Quand la guerre commence, Berlin aligne 232 appareils et Paris 216. Mais la France a une longueur d'avance et équipe aussi les Britanniques et les Russes (plus de 200 unités). Les Allemands possèdent des monoplans Taube (« pigeon » en français, ce qui en dit long sur la fragilité des premiers appareils) et des biplans Aviatik. Les Français disposent de modèles variés qui portent le nom de leurs inventeurs : Blériot, Deperdussin, Nieuport, Morane, Caudron... Ils volent en moyenne à cent à l'heure et peuvent atteindre une altitude de 2 000 mètres au maximum, c'est dire la performance de ces coucous ! Avec la guerre et la

pluie de crédits militaires, la recherche s'envole et la technique fait un bond : les Allemands prennent l'avantage en 1915 avec les Fokker, des avions plus rapides et performants, mais les Français répliquent avec les Albatros en 1916, puis avec les Spad en 1918, qui doivent batailler avec les puissants Gotha, construits en 1917 par l'ingénieuse Germania. Ce qui n'était qu'une arme anecdotique en 1914 ne l'est plus en 1918 avec la constitution, le 14 mai, d'une division aérienne côté français qui participera largement à la victoire, quand les Allemands, submergés, abandonneront le ciel aux alliés.



Dès le 30 août 1914, Paris connaît le premier bombardement de son histoire : le fait est symbolique, car la bombe lâchée par un Taube ne cause pas de dégâts et les Parisiens, qui n'ont pas conscience du danger, ont suivi les combats aériens avec attention, sortant sur les trottoirs et gagnant la butte Montmartre pour mieux observer l'effronté avion allemand et ses poursuivants français jouer à cache-cache dans le ciel de la capitale trois jours durant. Le 2 septembre, avec deux morts causées par un nouveau bombardement, la guerre aérienne fait ses premières victimes. Pour l'heure, c'est presque une distraction pour les Parisiens, mais bientôt ce sera une calamité : le début de la guerre terroriste qui vise les civils et non plus les militaires et dont le but est de briser le ressort moral d'une nation. Les raids menés par les zeppelins, de nuit pour éviter que la chasse française ne les descende, se chargent de leur ouvrir définitivement les yeux en mars 1915 et janvier 1916 avant que les Gotha ne fassent pleuvoir les bombes au printemps 1918 sur la capitale. Ainsi, la bombe lâchée à la main, le 30 août 1914, annonce Guernica, Coventry, Dresde et finalement Hiroshima. Le XX^e siècle est né.

Figure 7-9 :
La maré-
chaussée
vient relever
les éclats
des bombes
jetées le
30 août par
un avion
allemand.



Roland Garros, du manche à la raquette

Non, non et non ! Roland Garros n'est pas un champion de tennis mais un pionnier de l'aviation et un as de la Grande Guerre ! En 1911, il bat le record d'altitude avec un vol à 3 910 mètres (quel exploit !) ; en 1912, il relie Tunis à Rome, et, en 1913, il est le premier à traverser toute la Méditerranée en reliant Fréjus à Tunis. Quand la guerre survient, Roland Garros est donc mobilisé comme aviateur. Il en profite pour inventer une mitrailleuse qui tire dans l'axe de l'appareil,

entre les pales de l'hélice. Mais en 1915, il est forcé de se poser dans les lignes ennemies et est fait prisonnier. Trois ans plus tard, il s'évade avec un uniforme d'officier allemand et parvient à regagner la France et à reprendre le combat. Le 5 octobre 1918, il livre une bataille de trop et est descendu par la flotte allemande. C'est en souvenir de ce grand champion que l'on baptise de son nom le fameux stade de tennis construit en 1927.

Touché, coulé ! Les nouveaux pirates de la mer

La disproportion des forces navales est telle en 1914 entre les alliés – dont la Grande-Bretagne, numéro un mondial – et les puissances centrales, que la guerre sur mer tourne très vite court. La flotte austro-hongroise est restée prudemment à l'abri de ses ports d'Istrie, de peur de faire une mauvaise rencontre en Méditerranée, *mare nostrum* britannique, et la flotte

allemande n'a pas osé sortir de la Baltique pour affronter la Home Fleet, qui l'attend de pied ferme en mer du Nord. Les seuls accrochages auront donc lieu aux antipodes, comme la bataille du Coronel, le 1^{er} novembre 1914, au large du Chili, remportée par l'escadre allemande de l'amiral von Spee. Mais, progressivement, tous les bateaux dont Guillaume II était si fier sont envoyés par le fond.

Que faire ? Pour les Allemands, cette situation de blocage est intolérable, car les Britanniques organisent un blocus commercial qui ruine et asphyxie peu à peu leur pays. En 1914, cette éventualité d'un blocus n'avait pas même été envisagée, car la guerre devait être courte. Oui, mais voilà : elle est longue ! Pour mettre fin à cet encerclement, les Allemands croient avoir trouvé la parade : ils vont miser sur les sous-marins et couler tout ce qui flotte, navires militaires ou marine marchande, y compris les bateaux des pays neutres qui osent commercer avec leurs ennemis. Sans doute ont-ils trouvé là une méthode efficace, mais ils se fourrent aussi dans un guêpier diplomatique puisqu'il va de soi que les neutres, à commencer par les États-Unis, ne vont pas apprécier la stratégie allemande. Le 7 mai, avec l'affaire du *Lusitania*, ils lancent une torpille de trop !



Sept mai 1915 : le torpillage du Lusitania

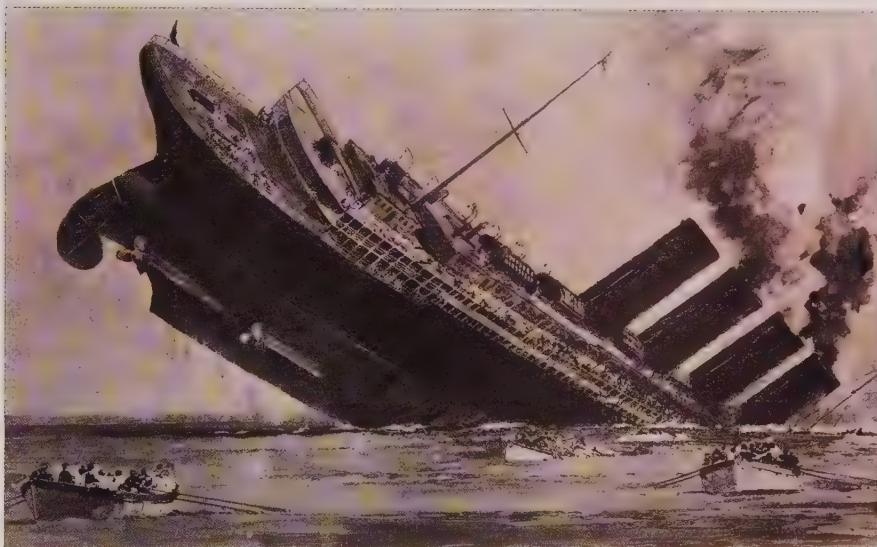
Une date noire pour l'humanité : ce jour-là, un paquebot transatlantique britannique non armé, transportant uniquement des civils à destination des États-Unis, est coulé au large de l'Irlande avec ses 1 198 passagers, hommes, femmes et enfants. Il n'y a pas eu de sommation ni d'avertissement. Le commandant du sous-marin U 20, Walter Schwieger, n'est pourtant

pas fier de son exploit : « Des hommes et des femmes sautaient à la mer et essayaient de grimper dans les embarcations chavirées. C'est la plus atroce vision de ma vie. Je ne pouvais leur porter secours... Le spectacle était trop affreux à voir : je plongeai à vingt mètres et m'éloignai. » Pour sa part, Schwieger est mort dans son lit.

L'émotion soulevée par le naufrage du *Lusitania*, et notamment la colère de l'Oncle Sam, qui comptait plus d'une centaine de ressortissants parmi les victimes, amena les Allemands à plus de prudence. Ils continuèrent à couler des navires civils, et même des navires-hôpitaux, n'ayant pas toujours de considération pour la croix rouge peinte sur les flancs des bateaux, mais à un rythme très ralenti. Le problème, c'est qu'en abandonnant la guerre sous-marine, Berlin renonce à briser le blocus allié. C'est pourquoi, le 31 mai 1916, les Allemands tentent le tout pour le tout en envoyant leur flotte livrer la grande bataille du Jutland, seule bataille navale d'envergure de toute la Grande Guerre. C'est un échec. L'amiral von Scheer ne parvient pas à déstabiliser les positions de la Royal Navy,

qui, en dépit de pertes sérieuses, reste maîtresse du terrain. La flotte allemande rentre dans ses ports et n'en sortira plus. Dès lors, comme on va le voir au chapitre 19, Berlin n'a d'autre solution que de reprendre la guerre sous-marine... et tant pis pour les civils !

Figure 7-10 :
Après le
drame du
Lusitania, les
Allemands
mettent la
guerre sous-
marine entre
parenthèses.
Il ne faudrait
tout de
même pas
provoquer
l'entrée en
guerre des
États-Unis !



Chapitre 8

Les grands cimetières sous la lune

Dans ce chapitre :

- ▶ Les grandes offensives de 1915
- ▶ Se faire tuer sur place, mais ne pas reculer
- ▶ Mourir dans la Somme en compagnie des Britanniques

Les belligérants ont toujours considéré les tranchées comme un pis-aller et une étape transitoire avant la reprise de l'offensive. Rêvant de la « percée », de la rupture violente et brutale du front ennemi, les états-majors concoctent de gigantesques batailles qui doivent bousculer l'adversaire et le contraindre à la retraite. Sur le papier, ces offensives sont imparables. Dans la réalité, elles échouent toujours. Croyant tirer les leçons des erreurs des batailles de 1915, lancées sur tout le front, les Allemands innovent en 1916 à Verdun en concentrant leurs forces sur un secteur très limité du front. Encore raté ! Ils ne passeront pas. Vous pensez que la leçon a porté et que le mythe de la « percée » a vécu ? Vous vous trompez ! Copiant les Allemands, Joffre lance à son tour une grande bataille rassemblant toutes les forces nationales sur la Somme. Même insuccès. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les généraux n'ont pas compris grand-chose à la guerre de tranchées.

Artois et Champagne : les plus inutiles

Peu d'entre vous sont sans doute capables de citer une bataille de 1915. On connaît bien la bataille de la Marne (1914), celle de Verdun (1916), du Chemin des Dames (1917), mais 1915 est la grande oubliée. Est-ce à dire que l'on s'est tourné les pouces, cette année-là, dans les tranchées ? Malheureusement pas. En fait, 1915 a été l'année de toutes les mauvaises expériences, celle où le commandement a testé la résistance de l'adversaire avec le sang des Français, l'année la plus meurtrière après 1914.

Offensives locales ou régionales ?

En octobre 1914, le front se fixe sur près de 700 kilomètres, de la mer du Nord à la Suisse, mais comme les états-majors rêvent de la « percée », les offensives se multiplient en dépit du bon sens. Peu importe que l'industrie ne parvienne pas à fournir autant d'obus, de canons et même de cartouches que nécessaire. Peu importe que les hommes soient mal équipés, ne disposant pas même de casques ni de tenues adaptées à la guerre. Il faut attaquer. C'est presque devenu une religion. Le commandement redoute en effet que les hommes s'encroûtent dans la guerre de position et perdent leur combativité ainsi que leur moral si l'on ne les lance pas à l'assaut. C'est plutôt le contraire qui se produit, car les innombrables attaques menées d'octobre 1914 à 1915 n'ont jamais rien rapporté mis à part des centaines de milliers de croix de bois ! Le général Serrigny a constaté lui-même que la méthode n'était pas efficace : « En haut lieu, on espérait lasser l'adversaire par la répétition des attaques et l'amener ainsi à un repli important. Le moral de l'armée, si brillant quelques semaines plus tôt, baissa rapidement. » Comment pouvait-il en être autrement ?

Ce fut donc, localement, la multiplication des opérations aussi inutiles que répétées. Dixmude, l'Yser, les Éparges, Vauquois, Perthes-les-Hurlus, le bois de la Gruerie, Notre-Dame-de-Lorette, l'Hartmannswillerkopf... autant de noms aujourd'hui oubliés mais qui à l'époque sont synonymes de boucherie sanglante. Par ailleurs, le commandement hésite entre deux tactiques : la frappe locale, chirurgicale pour ainsi dire, et l'assaut général sur un large secteur du front. Il expérimentera les deux méthodes... avec le même insuccès.

Ces attaques et contre-attaques incessantes, qui tuent 40 000 hommes rien qu'en Argonne de janvier à juin 1915, ont leur utilité, à en croire les stratèges de l'arrière. Des enseignements en sont tirés qui permettent ensuite d'adapter la tactique militaire. L'état-major apprend ainsi qu'il ne faut pas attaquer sur un front trop étroit, sans quoi on s'expose à être pris en tenaille par la contre-offensive allemande, qu'il vaut mieux « préparer » l'assaut par un bombardement important, afin de briser les défenses de l'ennemi, et qu'il faut disposer de réserves abondantes (en hommes et en matériel) si l'on veut avoir une chance d'exploiter une percée avant que l'adversaire ne se rétablisse sur sa deuxième ligne. Trois cent vingt mille hommes tués en une année pour des déductions à la portée du moindre troufion ! Quelle tristesse !

Après ces tentatives locales viennent des opérations plus prétentieuses, comme l'offensive de Champagne en février et mars 1915, qui ne donne rien ; puis celle d'Artois qui commence sous de beaux auspices en mai 1915 pour s'achever dans l'échec en septembre, après quatre mois d'acharnement de trop. Quand l'assaut est contenu dans les premiers jours,

il ne sert en effet à rien de continuer à lancer des coups de boutoir, sauf à vouloir coûte que coûte sacrifier des hommes.



La percée du 9 mai 1915

Les historiens, y compris votre serviteur, vont trop vite en besogne en affirmant d'un ton péremptoire que la « percée » des lignes ennemies est un mythe dans une guerre où prime le système défensif. Bien entendu, la percée n'a pas eu lieu, à aucun moment, de 1914 à 1918, mais à y regarder de près, elle aurait pu se produire le 9 mai 1915. Ce jour-là, le 33^e corps sous le commandement du général Pétain lance une offensive qui surprend les Allemands. Le front est emporté sur 6 kilomètres de large et

4 kilomètres de profondeur. Mais l'absence de réserves en hommes, en obus, en munitions, entraîne inévitablement l'arrêt de la progression. C'est que le coût de l'assaut est terrible : 17 000 morts, 20 000 disparus, 60 000 blessés. Mais pourquoi lancer l'offensive si l'on ne se donne pas les moyens de l'exploiter, s'interroge le président Raymond Poincaré dans ses mémoires ? Tout simplement parce que le commandant Joffre ne croyait pas dans le succès de l'assaut qu'il venait d'ordonner !

Cet échec a-t-il servi de leçon ? Oui et non. Joffre, en expert mal avisé, imagine qu'il est possible de l'emporter si, comme il l'écrit au ministre de la Guerre, le 23 août 1915, une grande offensive « est exécutée dans le même temps qu'une ou deux opérations analogues, mais de moindre envergure, organisées sur d'autres points du front ». Cette stratégie, dite de la « combinaison », est employée à partir du 25 septembre quand est lancée la grande bataille de Champagne, appuyée par une nouvelle poussée en Artois. En février, l'attaque n'avait été lancée que sur 3 kilomètres, avec trois corps d'armée soutenus par une centaine de pièces d'artillerie lourde. En septembre, la zone de l'assaut s'étend sur 35 kilomètres, engage dix corps d'armée et plus de mille pièces d'artillerie lourde. Toujours plus ! Avec au bout... le même échec. Les soldats s'en souviendront, de la Champagne et de l'Artois ! Il y a de quoi perdre confiance dans le génie du général en chef.

Des généraux eux-mêmes se méfient désormais des projets de l'état-major, à l'instar d'Émile Fayolle, qui, dès janvier 1915, dans son journal, écrit pis que pendre à l'égard des partisans de l'offensive qui n'ont pas compris que les tranchées changeaient la donne. « Je crois qu'un épileptique qui irait partout criant : Attaquez ! Attaquez ! serait sacré grand homme... Est-ce que la gloire consiste à faire tuer les gens inutilement ?... Le pis est que l'on ne peut pas le leur dire, on aurait l'air d'avoir peur d'attaquer... Ceux qui seront tués seront morts en pure perte. C'est tout ! » C'est tout, mais c'est trop. Quant à Pétain, son jugement sur le grand état-major est encore plus expéditif : « Ce sont des fous », dit-il.

Joffre, grignoteur en chef



Le taciturne commandant des troupes françaises a eu tout faux au mois d'août 1914, mais comme la situation s'est rétablie en septembre avec la bataille de la Marne, personne n'a osé critiquer celui qui préside aux destinées de la défense nationale. Même le gouvernement ne veut pas le contredire : le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, lui est complètement soumis et le président de la République se plaint sans cesse de ne pas être tenu au courant des opérations. En gros, Joffre fait ce qui lui plaît. Cette vieille baderne, aveugle au point de congédier le colonel Pénelon – qui lui proposait en octobre 1914 de produire des casques pour remplacer les képis – sous le prétexte qu'il faudrait plusieurs mois pour équiper l'armée et que, d'ici là, il « aurait tordu les boches » depuis longtemps, peut aussi compter sur le soutien sans faille de l'opinion publique qui lui voue un véritable culte.

Figure 8-1 :
La « joffrolâtrie » n'a pas de limites. On peine à saisir aujourd'hui l'admiration que suscita le généra-lissime. Ce sexagé-naire reçut, paraît-il, des dizaines de demandes en mariage de la part de jeunes filles. Or, il était déjà marié !





« Notre Joffre, qui êtes au feu »

Signe du soutien populaire dont Joffre bénéficie, le détournement du « Notre Père » :

« Notre Joffre, qui êtes au feu,
Que votre nom soit glorifié
Que votre victoire arrive
Que votre volonté soit faite sur la terre
comme dans le ciel

Donnez-leur aujourd'hui votre "pain"
quotidien

Redonnez-nous l'offensive comme vous
l'avez donnée à ceux qui les ont enfoncés
Ne nous laissez pas succomber à la teutoni-
sation mais délivrez-nous des boches
Ainsi soit-il. »

Mais avec les déconvenues qui s'accumulent, la « joffrolâtrie » prend l'eau peu à peu, et les officiers ambitieux, qui se verraient bien califes à la place du calife, intriguent à Paris auprès des politiques. « Autant d'uniformes je rencontre, autant d'opinions je recueille », soupire Poincaré en mars 1915. Pour conserver son pouvoir, Joffre explique donc sa méthode quand il ne transforme pas, dans ses communiqués, des défaites en victoires : certes, il multiplie les offensives qui n'ont pas raison des Allemands et il ne parvient pas à percer le front ennemi, mais il use les forces de l'ennemi. « Je les grignote », dit-il. Cette stratégie d'usure a ses limites : plusieurs centaines de milliers de morts en une année pour un gain de quelques kilomètres seulement, c'est certainement une forme d'usure... mais pas des troupes allemandes ! Le ministre Abel Ferry, neveu du fondateur de l'école laïque et engagé volontaire, s'est rapidement aperçu que le grignotage de Joffre était criminel : « L'artillerie allemande gaspille les munitions, mais elle ménage les vies humaines. Nous, nous économisons les munitions mais nous gaspillons les vies », écrit-il au président de la République.

« Les vrais chefs sont des hommes au grand cœur qui voient juste », disait Napoléon. Joffre, qui à l'évidence n'a aucun souci d'économiser ses hommes, n'est pas un grand chef. Il sait que son dernier échec en Champagne en septembre 1915 a ouvert un boulevard à ceux qui veulent sa destitution, aussi s'emploie-t-il à frapper un grand coup pour garder la main : il prépare pour le printemps 1916 la mère de toutes les offensives, la plus grande bataille de toutes les batailles, celle qui rassemblera le maximum d'hommes et de matériel avec le concours des alliés britanniques. Toutes ces forces, rassemblées en un seul point du front, ne pourront que l'emporter, croit-il. La percée est une question de temps. L'embêtant, c'est que les Allemands ont eu l'idée avant lui ! C'est à Verdun qu'ils vont frapper.

Verdun : la plus symbolique

Le 21 février 1916, deux millions d'obus s'écrasent sur le secteur restreint de Verdun. Les Allemands, qui y ont concentré des forces massives, ont choisi de briser les défenses françaises en faisant porter tous leurs efforts sur ce point précis. La bataille décisive commence.

Pourquoi Verdun, comment et pour quoi faire ?

Pourquoi Verdun ? Après guerre, les auteurs affirmeront que la ville était à elle seule porteuse de symbole : on rappellera que c'est là, en 843, que Lothaire, Charles le Chauve et Louis le Germanique, petits-fils de Charlemagne, se sont partagé l'Empire carolingien, et on affirmera, comme Philippe Pétain, que Verdun était le « boulevard moral de la France ». C'est se tromper, car Verdun n'est devenu un symbole national qu'après la grande bataille de 1916 qui l'a élevé au rang des lieux de mémoire patriotique. Le choix de Verdun par les Allemands est beaucoup plus simple : à cet endroit, le front français forme un saillant et il est donc plus facile aux assaillants de s'emparer des positions françaises en les prenant en tenaille.

Qu'ambitionnent les Allemands en rassemblant leurs forces autour de la cité ? Rompre le front, bien entendu. Mais au moyen d'une méthode radicalement différente. Falkenhayn, le commandant en chef, l'a affirmé : il veut « marcher sur des cadavres », c'est-à-dire écraser de façon si violente l'adversaire que celui-ci sera complètement annihilé et n'offrira plus aucune résistance. Au soir du 21 février, les lignes françaises seront un charnier et la citadelle de Verdun une ruine. Vaincre définitivement les Français est un objectif qu'il sait présomptueux, mais, à défaut, il pense pouvoir briser complètement leur moral. Un pays qui aura perdu l'espoir sera plus facile à convaincre de négocier une paix favorable aux intérêts de Berlin. L'empereur, lui, est tellement persuadé de la victoire qu'il a fait le déplacement le 21 février. Falkenhayn lui a promis que la ville tomberait en quelques jours et qu'une grande parade serait organisée dans les murs de la cité soumise. Comme en 1914, le pauvre Guillaume, qui se voyait déjà défilant sur les Champs-Élysées, en sera pour ses frais. Et pourtant, la surprise fut totale... ou presque.

Une drôle de surprise

Comme la réussite d'une telle offensive, la plus grande que l'on n'ait jamais vue, dépend surtout de la surprise, les ordres sont donnés oralement

pour éviter les fuites, et les convois de soldats et d'artillerie viennent sur le front par trains de nuit, tous feux éteints. D'immenses abris souterrains ont été construits pour entasser les hommes, les obus et les canons en attendant le jour de l'assaut. Mais croire que l'on peut déplacer des centaines de milliers d'hommes et des centaines de canons sans éveiller l'attention est une gageure : les services de renseignement français, les missions de reconnaissance de l'aviation, les déclarations des déserteurs ou les interrogatoires des prisonniers ont annoncé le drame. Quelle a été la réaction de Joffre ? Il a ignoré ces signes menaçants. Tout à sa tâche de préparation de la très grande offensive qu'il veut mener conjointement avec les alliés britanniques sur la Somme, il imagine que ces informations sont des tentatives d'intoxication de l'ennemi pour le détourner de son plan et l'amener à disperser ses forces. C'est décidé : il ne renforcera pas le front de Verdun.

Et pourtant, ce secteur a bien besoin d'être renforcé. La « région fortifiée » de Verdun n'en a effectivement que le nom : depuis août 1915, les canons ont été retirés des forts pour être confiés à l'artillerie de campagne. C'était plus sûr et plus efficace, pensait-on alors. Quant aux tranchées, elles sont très mal organisées : des premières lignes solides, des deuxième lignes à peine esquissées et des troisième lignes inexistantes. Le lieutenant-colonel Driant, ancien député de Nancy, qui tient les positions avancées du bois des Caures, au nord de la cité, a gardé assez d'amis à la Chambre pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il pousse le commandement à renforcer les défenses de Verdun. Le 16 décembre 1915, le ministre de la Guerre, Joseph Gallieni, qui vient de remplacer Millerand, invite fermement Joffre à s'intéresser au cas précis de Verdun. Mais Joffre, qui n'aime pas que l'on exerce des pressions sur sa personne, réplique sur le même ton, explique au ministre que la conduite de la guerre ne dépend que de lui et qu'il préfère démissionner si l'on ne le laisse pas libre d'agir comme bon lui semble. L'affaire en reste donc là et Verdun, en dépit des nuages qui s'amoncellent, n'est pas la priorité du commandant en chef, qui ne pense qu'à son plan de bataille sur la Somme. Le 20 février, un déserteur alsacien avertit les Français qu'une attaque formidable est prévue pour le lendemain à 7 h 15 du matin. Une fois encore, on n'en tiendra pas compte. Qui a dit que l'assaut allemand était une surprise ?

Orages d'acier

Le 21 février, 2 millions d'obus sont crachés par 1 300 canons allemands. Côté français, il n'y en a que 15 000 pour répondre au déluge de feu germanique. Pas de quoi rivaliser ! Très vite les pièces françaises qui osent répliquer sont mises hors de combat, des villages entiers sont pulvérisés, comme Fleury-devant-Douaumont, le bois des Caures a perdu tous ses arbres en trois heures, et quand le bombardement cesse, à 16 h 15, les tranchées françaises ont totalement disparu. C'est alors qu'entrent en ligne les troupes d'assaut allemandes, l'arme à la bandoulière tellement elles

sont convaincues que personne n'a pu survivre à un tel choc. Et pourtant, des groupes de soldats, isolés, sans chefs, résistent dans des trous d'obus avec l'énergie du désespoir. Le général Herr, qui défend la cité, lance toutes ses réserves pour maintenir le front et les Allemands doivent déchanter devant le sacrifice de leurs ennemis. Ce jour-là, la logique industrielle de la guerre est tenue en échec par la ténacité des hommes.



Figure 8-2 :

Vu d'en haut,
le fort de
Douaumont,
ou ce qu'il
en reste,
ressemble à
un paysage
lunaire !



Des villages morts pour la France

Neuf villages situés dans la zone des combats ont été complètement pulvérisés. Non reconstruits, ils ont obtenu le titre de « Morts pour la France » après 1918. Il s'agit de Beaumont, Bezonvaux, Douaumont, Fleury, Haumont-les-Samogneux, Louvemont, Ornes,

Vaux-devant-Damloup, Cumières. Le plus petit rassemblait 131 habitants, le plus grand 718. Malgré leur disparition totale, ils disposent toujours aujourd'hui d'un maire nommé par le préfet qui représente une sorte de gardien de la mémoire de ces lieux martyrs.

Évidemment, Joffre est aussitôt averti de l'effroyable attaque... mais il n'envoie à la rescousse de la cité que des renforts d'infanterie. Son artillerie, qui économiserait pourtant le sang des hommes, il préfère la

garder pour son offensive de la Somme. « Ce ne sont pas les munitions qu'il faut économiser, ce sont les hommes », tonne vainement Georges Clemenceau dans son journal *L'Homme enchaîné*. De fait, le commandant en chef ne prendra conscience que tardivement du massacre qui s'opère à Verdun.



Le scandale de Douaumont

Autre affaire à mettre au passif du commandement, celle du fort de Douaumont, qui, le 25 février 1916, est tombé presque sans combattre. Il n'y avait en tout et pour tout que quelques soldats pour tenir cette forteresse ! Deux officiers allemands, le capitaine Haupt et le lieutenant Brandis, qui exécutaient une mission de reconnaissance, n'en ont pas cru leurs yeux et se sont dépêchés d'occuper la position qui s'est rendue à eux sans résistance. Pendant les mois qui vont suivre et jusqu'à la reprise définitive du fort en octobre, des dizaines de milliers de soldats mourront pour reprendre

cette forteresse qui n'était pas défendue en février !

La prise du fort de Vaux, le 7 juin, en revanche, fait suite à une résistance héroïque des Français. Pilonnés, encerclés, les derniers défenseurs vont combattre jusqu'à l'épuisement et s'enfermer dans les souterrains quand les Allemands entrent dans le fort. Assoiffés, asphyxiés par les gaz ou brûlés par les lance-flammes, ils finiront par se rendre avec les honneurs.

« On ne passe pas ! »

L'assaut du 21 février, poursuivi les jours suivants, provoque la panique dans le commandement de Verdun. On songe un temps à la retraite tant la situation est intenable, mais Joffre, qui vient de comprendre l'enjeu de la bataille, interdit la manœuvre et menace de déferer en conseil de guerre l'officier supérieur qui prendrait cette initiative. Il faut tenir, il n'y a pas d'autre choix : un recul serait une victoire morale de l'Allemagne, la reconnaissance de sa supériorité. Si elle échoue, en revanche, cela signifie qu'elle ne pourra jamais gagner la guerre puisque toute sa force concentrée ne lui aura pas même permis de prendre Verdun. En conséquence, le 25 février, Joffre charge Pétain, partisan depuis 1914 de la stratégie défensive, de tenir les positions françaises et lui concède quelques pièces d'artillerie qu'il conservait jalousement. Pétain réorganise la défense et, surtout, crée le système de la « noria », un relais constant de toutes les divisions françaises sur le champ de bataille. À Verdun, on ne reste donc pas longtemps, mais les pertes sont effroyables. Sur la petite départementale qui mène à la ville, rebaptisée « voie sacrée », des milliers de camions pare-chocs contre pare-chocs montent au front avec à bord des soldats angoissés, terrifiés par le bruit de la bataille qui se rapproche ;

tandis que des milliers de camions vides ou remplis de blessés les croisent en sens inverse. On monte à Verdun comme on monte au calvaire. Voilà pourquoi le lieutenant Jacques d'Arnoux écrira plus tard que « celui qui n'a pas fait Verdun n'a pas fait la guerre ».

Figure 8-3 :
Des survivants de la bataille qui partent enfin au repos. Au second plan, on distingue la file interminable de camions sur la voie sacrée.



La légende patriotique de la tranchée des Baïonnettes

Le premier monument inauguré en 1920 sur le champ de bataille de Verdun concerne un lieu étonnant connu sous le nom de « tranchée des Baïonnettes » ou encore de « tranchée des Fusils ». Des soldats vendéens du 137^e régiment d'infanterie auraient été enterrés vivants sous la terre déplacée par le bombardement intensif de 1916, debout, la baïonnette au canon. Seules les pointes de ces dernières émergent de la tranchée comblée, donnant à penser que les morts continuent à veiller sur la ligne de front. À ce titre, cette tombe collective est devenue un lieu de mémoire patriotique où l'on honore

la résistance et le sacrifice des hommes qui, dans ce cas, demeurent figés pour l'éternité dans leur posture de combat. L'image est belle assurément, mais c'est une légende. En effet, jamais les soldats n'ont enduré un bombardement debout et la baïonnette au canon : ils ne sont pas fous et se tassent plutôt dans des abris de fortune. Enfin, un obus peut combler une partie d'une tranchée, mais jamais de façon rectiligne et soignée, car l'impact crée évidemment un cratère. La vraisemblance amène donc à considérer qu'il s'agit d'une fosse commune que l'on a marquée par des fusils dressés.



Figure 8-4 :
Philippe
Pétain se
construit la
réputation
de sauveur
de Verdun et
devient un
des chefs les
plus estimés
de l'armée
française.

Le sacrifice paie. Verdun ne tombe pas et devient le symbole de la résistance du pays. « On ne passe pas ! » est le mot d'ordre des soldats qui se font tuer sur place, et, progressivement, l'espoir change de camp : « Courage, on les aura ! » conclut Pétain dans son ordre général du 10 avril à l'attention de ses troupes, inventant une formule promise à un bel avenir.

Côté allemand, à cette date, en effet, on ne croit plus que Verdun tombera. Mais pourquoi continue-t-on l'offensive jusqu'en juin ?

« Saigner à blanc l'armée française »

Verdun devait tomber en quelques jours. Au bout de deux semaines, Falkenhayn comprend qu'il faudra remettre la parade à plus tard et que la cité ne tombera pas. Cependant, il ne veut ni ne peut cesser le combat, car ce serait reconnaître que l'armée allemande a échoué et, en quelque sorte, qu'elle est incapable de réaliser la percée, même en concentrant toutes ses forces. En d'autres termes, elle s'avouerait incapable de gagner la guerre. Pour camoufler cet aveu de la défaite, Falkenhayn change de discours à défaut de stratégie : il ne s'agit plus de percer le front ennemi, mais d'attirer à Verdun l'armée française et de la saigner à blanc, de l'épuiser petit à petit, de lui infliger des pertes telles que la France, à bout de souffle, sera bien forcée de crier grâce.

Cette réorientation opportuniste des objectifs ne convainc pas : le 1^{er} juillet 1916, quand Français et Britanniques lancent leur offensive sur la Somme, Falkenhayn doit bien cesser ses assauts sur Verdun sans avoir atteint son but. Pire encore, ce sont les Français qui contre-attaquent à partir de juillet. En décembre 1916, ils ont repris le terrain que les Allemands avaient péniblement gagné de février à juin. Le front est revenu à peu de chose près sur ses lignes du 21 février. À quoi la bataille de Verdun a-t-elle servi ? L'armée allemande a-t-elle saigné l'armée française sous ses obus ? Même pas ! Quelque 163 000 Français sont tombés contre 143 000 Allemands. En quelque sorte, les Allemands se sont saignés presque autant que les Français.

LE SAVIEZ-VOUS ?



De Gaulle, multirécidiviste de la tentative d'évasion

Lieutenant en 1914, frais émoulu de Saint-Cyr, Charles de Gaulle est blessé une première fois en Belgique, le 15 août 1914. Rétabli, le voilà de nouveau blessé sur le front de Champagne en 1915. Devenu capitaine, il est atteint à la jambe le 2 mars 1916, en pleine bataille de Verdun,

et perd connaissance devant Douaumont : quand il reprend ses esprits, il se trouve déjà en captivité. Ne se résignant pas au camp de prisonniers, il tente cinq fois de s'évader... sans succès. Au moins, on ne pourra pas dire qu'il n'a pas essayé !

La Somme : la plus oubliée

Si l'on demande à un Français de citer une bataille de la Grande Guerre, il donnera sans aucun doute le nom de Verdun. Interrogez-le ensuite sur la bataille qui a causé le plus de pertes et il vous sortira encore une fois le nom terrifiant de Verdun. Cependant, il y a eu encore plus terrifiant : la Somme. Comment se fait-il que les Français la connaissent moins ? Peut-être parce qu'elle a été menée essentiellement par l'armée britannique et que les pertes françaises y ont été moindres qu'à Verdun. Peut-être aussi parce que cette grande offensive est un Verdun à l'envers : on préfère oublier les échecs catastrophiques, les attaques inutiles, pour mieux se souvenir de la grande bataille défensive où seul l'Allemand qui a lancé l'assaut a tenu le mauvais rôle devant l'Histoire. Se placer dans la posture du défenseur, n'est-ce pas plus gratifiant que dans celle de l'agresseur ?

On prend les mêmes méthodes et on recommence

Pour percer le front ennemi, Joffre et son collègue anglais Douglas Haig ont décidé depuis février 1916 de frapper un grand coup sur la Somme, entre Péronne et Bapaume. L'offensive allemande sur Verdun a tout compromis : il a fallu retarder l'attaque et même déshabiller Pierre pour habiller Paul, enlever à l'opération prévue des moyens importants pour les mettre à disposition de Pétain à Verdun afin d'éviter la chute de la cité. On aurait pu croire qu'informé par cet exemple de Verdun, où les Allemands n'ont pas percé en dépit de leur supériorité, le haut commandement hésiterait à se lancer dans un nouveau massacre, mais il faut croire que les exemples ne portent pas. Ce que Falkenhayn n'a pas réussi à faire, Joffre le fera.

On rassemble donc hommes, munitions, canons et avions dans une plus ou moins grande discrétion, pour la plus énorme des batailles de l'Histoire. On veut y croire, mais on se dit aussi que si la percée n'est pas réalisée, cette offensive aura l'avantage de faire lâcher prise aux Allemands, qui devront détourner leurs forces de Verdun pour combler les trous sur la Somme. Et puis, même si l'on ne le dit pas, on songe à la guerre d'usure, à la même méthode que les Allemands utilisent à Verdun : pour ne plus être saignée à blanc ici, l'armée française conjugue ses efforts avec ceux de l'armée britannique pour saigner à blanc les Allemands là-bas. Mauvais calcul !

L'attaque, déclenchée le 1^{er} juillet 1916, est loin d'être une surprise : elle fait suite à un bombardement intensif de six jours, la plus longue préparation militaire depuis 1914. C'est dire la confiance des troupes qui sortent de leurs tranchées. En face, il ne doit y avoir que des cadavres, croit-on. Aussi les soldats marchent-ils tranquillement, l'arme à la bretelle, précédés des cornemuses du Scottish Battalion. Pour plaisanter, des équipes tapent dans

des ballons en pariant sur celle qui parviendra la première sur les lignes ennemies, que l'on imagine entièrement détruites. Mais les Allemands, qui ont eu la prudence de construire des abris souterrains bétonnés très profonds, des *Stollen*, ne sont pas tous morts : ils sortent de leurs trous avec leurs mitrailleuses et fauchent les soldats britanniques, trop confiants. Le soldat Karl Blenk a livré ce témoignage : « Nous fûmes très surpris de les voir marcher, ce que nous n'avions jamais vu auparavant... Ils tombaient par centaines. Ce n'était pas la peine de viser, il suffisait de tirer dans le tas. Si seulement ils avaient couru, ils nous auraient écrasés. » En une journée, on compte 20 000 morts et plus de 40 000 blessés et disparus parmi les assaillants quand les Allemands, eux, n'ont à déplorer que 8 000 pertes. La percée, ce ne sera pas pour la Somme.



Figure 8-5 :
C'est
l'heure : les
Britanniques
sortent des
tranchées
et partent à
l'attaque.

Reste l'usure. Encore une fois, on n'est pas avare du sang des hommes en poursuivant jusqu'en novembre une bataille que l'on sait perdue au soir du 1^{er} juillet. À défaut d'user les Allemands, les Français et les Britanniques se sont tout autant épuisés. Cette stratégie absurde commence à faire grincer des dents dans la troupe comme parmi les officiers. Le général Fayolle se rebelle : « Joffre et Foch veulent Bapaume. Et quand on y sera ! Si l'on a perdu 60 000 hommes pour y aller, quel sera le bénéfice ? » Il est temps de couper des têtes.

Merci pour tout et adieu !

Les échecs de 1916 n'ont qu'une seule conséquence positive : le départ des vieilles ganaches responsables de tant de massacres inutiles. Cela commence par Falkenhayn, rappelé par son empereur le 29 août et remplacé par un héros national, le maréchal von Hindenburg, assisté d'un bouillant stratège, le quartier-maître von Ludendorff. Pour n'avoir pas pris Verdun, Falkenhayn est envoyé sur le front de l'Est, en Roumanie. La honte, quoi !

Quant à Joffre, l'insuffisance de la défense de Verdun puis le naufrage de l'opération de la Somme signent son arrêt de mort. On ne se cache plus pour le critiquer dans le gouvernement comme dans l'état-major, et les soldats n'en pensent pas moins. Déjà, du 16 au 22 juin 1916, la Chambre et le Sénat, réunis en comité secret, c'est-à-dire à huis clos, ont vertement rendu le généralissime responsable de tous les échecs collectionnés jusque-là. Le député et blessé de guerre André Maginot n'y va pas de main morte : « pertes meurtrières », « imprévoyance », « passivité ». Il tombe violemment sur l'incompétence du commandant en chef. Et la victoire de Verdun ? Joffre ne peut s'en prévaloir, car « seul l'héroïsme de nos soldats est arrivé à contrebalancer l'imprévoyance des chefs ». Mais le président du Conseil, Aristide Briand, prend la défense du général, ne voulant pas d'une crise du commandement à quelques jours de l'offensive de la Somme. Sur un siège éjectable depuis juin, Joffre est donc logiquement remercié le 13 décembre, après que la Somme a rapporté à la France quelques kilomètres de terrain et 70 000 nouvelles croix de bois. Mais pour ne pas humilier le « héros de la Marne » et ne pas donner l'impression à l'opinion publique de la mésestimation dans l'état-major, on lui offre le bâton de maréchal, le 27 décembre 1916. Merci pour tout et bonjour chez vous. Bon débarras !



Pour que le général ne morde pas

Poincaré hésitait à remplacer le commandant en chef. Bien entendu, il n'avait plus qu'une confiance limitée dans sa capacité à vaincre l'ennemi mais redoutait, en le remerciant, de provoquer une crise dans l'état-major, surtout si l'intéressé ne se soumettait pas à la décision politique. Briand leva ses derniers scrupules avec ce conseil :

« Vous avez peur qu'il parte ? Il n'y a qu'à lui mettre un bâton dans la gueule ! »

Et Joffre fut élevé à la dignité de maréchal de France...

À sa place, un artilleur ambitieux devient commandant en chef : Robert Nivelle. Il s'est illustré dans la reprise de Douaumont en octobre et préconise une liaison plus étroite entre infanterie, artillerie et aviation. Avec lui, on croit que l'on va tourner définitivement la page des erreurs passées. On se trompe. Nivelle, à peine en place, met sur pied la plus grande bataille qui doit percer le front allemand. Cela ne vous rappelle rien ? Il suffit pour cela de rassembler des hommes et du matériel en masse, d'être en situation de supériorité telle que l'ennemi devra lâcher pied. Rien de nouveau sous le soleil, donc, et ce sont toujours les mêmes recettes que l'on sert aux soldats. Voilà qui n'annonce rien de bon pour 1917 !

Chapitre 9

Comment la guerre devient mondiale

Dans ce chapitre :

- ▶ Les fluctuations du front russe
- ▶ L'Italie fait monter les enchères
- ▶ Serbes et Roumains dans une mauvaise passe
- ▶ L'Empire ottoman craque de l'intérieur
- ▶ L'Afrique en feu et l'Asie sous les crocs japonais

Le front ouest est bloqué. Le débloquer paraît mission impossible depuis les hécatombes de 1915 et les échecs des uns à Verdun et des autres sur la Somme en 1916. Mais il n'y a pas que le front ouest ! Si l'on n'arrive pas à percer ici, on y arrivera bien à l'est ou au sud de l'Europe, et partout ailleurs où il faudra combattre l'Allemagne et ses alliés, y compris en Afrique et en Asie. Ainsi, la guerre strictement européenne de 1914 est progressivement en train de devenir une guerre mondiale.

À l'est, rien de nouveau

C'est sur le front ouest que tout se joue. Les Allemands, qui doivent se battre sur deux fronts, à l'ouest contre les Français et les Britanniques, à l'est contre les Russes, l'ont bien compris, eux qui ont choisi, conformément au plan Schlieffen, de faire porter tous leurs efforts sur la France dans un premier temps avant de se retourner contre la Russie ensuite. Mais voilà, le plan Schlieffen fonctionnait parfaitement... sur le papier. La bataille de la Marne a mis fin aux illusions de Berlin, qui doit maintenant retirer des troupes de France pour les envoyer sur le front est. Puisque la décision est bloquée à l'ouest, les généraux allemands commencent à changer leur fusil d'épaule : et si l'on en finissait avec les Russes avant de régler leur compte aux Français ?

1914, échec aux Russes

En 1914, la Russie est un grand pays à peine sorti du Moyen Âge, au réseau ferroviaire limité et aux faibles capacités de mobilisation et d'équipement (un fusil pour trois soldats, par exemple !). Dans un premier temps, l'Allemagne ne redoute donc pas cet ennemi, pensant qu'il lui faudra plusieurs mois avant de pouvoir se lancer dans une offensive. C'était compter sans des accords tactiques noués entre les états-majors français et russes depuis 1912 et qui prévoient que les Russes attaqueront le plus tôt possible, sans attendre que leur mobilisation soit achevée. Pour les Français, qui savent que Berlin fera porter tout son effort sur l'ouest, il y a urgence à ce que leurs alliés viennent alléger leur peine, et pour les Russes, il y a tout avantage à se lancer au plus tôt dans la bataille : comme les troupes allemandes sont à l'ouest, la conquête de l'Allemagne en sera facilitée.

Figure 9-1 :
Le mythe
du rouleau
compresseur
russe est
si fort en
France que
l'on prend
ses désirs
pour des
réalités en
imaginant
l'Allemagne
envahie. La
charge des
cosaques
serait irrésis-
tible, dit-on.



Et ça marche ! Au départ, en tout cas : les armées du tsar bousculent facilement les soldats de Prittwitz, le 20 août 1914, et entrent en Prusse-Orientale sur plus de 100 kilomètres. Même réussite en Autriche, où la Russie s'empare de Lemberg (Lvov). En Allemagne, où l'on décrit les Russes comme des barbares assoiffés de sang, c'est la panique. Et pour cause, Prittwitz songe à évacuer toute la Prusse-Orientale ! En France envahie, où se profile l'ombre menaçante de la défaite, on veut croire au « rouleau compresseur russe » : « Les cosaques à cinq étapes de Berlin », titre *Le Matin*, le 24 août 1914, pour mieux rassurer les Français par un beau mensonge patriotique. Les cosaques, en effet, n'entreront jamais dans Berlin.

Von Moltke, le commandant en chef allemand, réagit avec force : il prélève deux corps d'armée sur le front ouest, qui lui manqueront cruellement lors de la bataille de la Marne, et nomme le général von Hindenburg, un officier de 67 ans depuis trois ans à la retraite, à la place de Prittwitz. Au lieu de reculer, comme le préconisait son prédécesseur, Hindenburg attaque avec des forces pourtant inférieures et, au terme d'un long affrontement, du 26 au 30 août, repousse les Russes à Tannenberg. En Allemagne, c'est le grand soulagement et l'enthousiasme : Hindenburg, qui a sauvé le pays de l'invasion, reçoit le bâton de maréchal et devient un héros national. Clin d'œil de l'histoire, Tannenberg est aussi une revanche historique des Germains sur les Slaves, car c'est sur ce même champ de bataille qu'en 1410 les Slaves avaient brisé l'avancée des chevaliers Teutoniques, qui, selon les Polonais et les Litvaniens, avaient un peu trop tendance à s'étendre vers l'est.



La statue de Hindenburg ne vaut pas un clou

Le maréchal von Hindenburg, qui remplace Falkenhayn en août 1916 au poste de général en chef, est à ce point populaire qu'on lui élève un curieux monument en plein centre de Berlin : une statue de bois de 12 mètres de haut et ne pesant pas moins de 26 tonnes dans laquelle la population est invitée à ficher des clous pour hâter la victoire. Le 28 août 1915, l'impératrice elle-même l'a inaugurée en y plantant un clou en or d'une valeur de 100 marks, mais l'on peut

aussi, en fonction de sa bourse, choisir un clou d'argent pour la somme de 5 marks, ou même de fer pour 1 mark seulement. En quelques mois, 300 clous d'or, 40 000 d'argent et 200 000 de fer ont été vendus au profit de la Croix-Rouge. Les Français se sont naturellement gaussés de cette superstition, sans comprendre que le clou fonctionnait ici comme la matérialisation d'un vœu ou d'une prière, à l'instar d'un cierge dans une église.



Figure 9-2 :
La colossale
statue du
maréchal
von Hin-
denburg est
une sorte de
gigantesque
ex-voto.

1915, le plan Schlieffen à l'envers

Depuis septembre 1914, le front de l'Est s'enlise tout autant que celui de l'Ouest. Et bientôt le général Hiver, dont la force est invincible comme Napoléon en a fait l'expérience en 1812 et comme Hitler le constatera en 1942, met tout le monde d'accord jusqu'au printemps. Pour les Allemands, qui se retrouvent pris en tenaille entre deux ennemis, il faut promptement se débarrasser de l'un ou de l'autre. Comme il n'a pas été possible d'écraser rapidement les Français, peut-être que ce sera plus facile avec les Russes. Aussi, en 1915, Berlin décide d'appliquer le plan Schlieffen à l'envers : faire porter l'effort essentiel sur l'est pour en finir une fois pour toutes avec les cosaques, et se contenter de tenir sur l'ouest. En mai 1915, les armées allemandes commandées par Hindenburg lancent donc une grande offensive qui provoque une retraite calamiteuse parmi les troupes russes durant tout l'été : de 200 à 400 kilomètres sont abandonnés aux Allemands avec les villes de Varsovie, de Vilnius et de Brest-Litovsk. Une déculottée pour tout dire. Mais si l'armée du tsar recule, elle n'est pas battue pour autant et se rétablit sur une nouvelle ligne de défense en septembre. Les Allemands ont sans doute repoussé la ligne de front, mais ils n'ont pas pu vaincre une fois pour toutes leur ennemi.

1916, le retour du cosaque

Estimant que les Russes ont assez dérouillé comme cela et qu'ils ne sont plus en état de les menacer avant longtemps, les Allemands peuvent maintenant se retourner tranquillement contre la France et lancer sur Verdun le gros de leurs forces. Comme on le sait, l'assaut s'enlise, ce qui permet à la Russie de se refaire tranquillement une santé, de colmater les trous d'une armée mal en point et de se lancer de nouveau dans la fournaise en profitant du fait que les armées allemandes ont majoritairement quitté le front est. Les premières attaques commencent en mars, mais c'est surtout en juin que le général Broussilov consacre toutes ses forces à enfoncer les Autrichiens en Bukovine et les Turcs dans le Caucase. En deux jours, une percée de 50 kilomètres est opérée, et au bout de trois mois de combat, Broussilov s'est emparé de 400 000 prisonniers et de 600 canons. Sur le front est, les années se suivent et ne se ressemblent pas. C'est un vrai yo-yo ! Une seule chose est constante : à l'automne, les offensives s'arrêtent parce que l'hiver approche. Mais cette année de victoires russes, après la retraite humiliante de 1915, cache la fragilité du géant slave. Broussilov n'a pas pu exploiter sa percée parce que l'intendance ne suit pas : service de santé, ravitaillement, équipement... ; tout est défaillant dans cette armée qui possède uniquement l'avantage du nombre. Avantage qui est d'ailleurs en train de s'estomper : les soldats n'en peuvent plus, les paysans comme les ouvriers sont las de se serrer la ceinture, la révolution gronde. En France, où l'on a longtemps rêvé du « rouleau compresseur russe », on déchanté en constatant qu'en dépit d'un mouvement de va-et-vient le front est tout autant stabilisé qu'à l'ouest. Il faut se faire une raison : la décision ne viendra pas de la Russie



Trente mille kilomètres pour se faire casser la figure...

En 1915, alors que les hommes commencent à manquer pour combler les pertes, l'état-major français se prend à rêver à un projet fou : faire venir des dizaines voire des centaines de milliers et pourquoi pas des millions de Russes en France pour se battre sur le front ouest. L'idée part d'un constat qui n'est pas idiot : les Russes ont des hommes mais peu de matériel, et pas même un fusil par soldat. Les Français ont du matériel mais pas assez de soldats. Il suffit donc de faire passer les Russes en France et le tour est joué ! Sur le papier, l'équation fonctionne, mais dans la pratique c'est une autre paire de manches. Pourtant, les deux pays tentent l'expérience : en février 1916, par un froid de -40°C , des régiments s'embarquent de Moscou pour un incroyable périple ferroviaire

de 9 000 kilomètres à travers la Sibérie pour atteindre les ports de l'océan Pacifique. Il suffit ensuite de quelques semaines de voyage en bateau pour que les troupes arrivent à Marseille, en avril, malades et ruinées de fatigue. Une mutinerie survenue en août dans leur camp de Marseille, contre la discipline de fer et les châtiments corporels imposés par les officiers, amène le gouvernement français à stopper cette fausse bonne idée de faire venir des Russes. Il n'avait pas tort. En 1917, avec la révolution bolchevique, plus aucun soldat ne voudra monter au front et il faudra considérer ces anciens alliés comme des prisonniers, et même les envoyer en camp en Algérie pour avoir définitivement la paix. Les militaires ne sont jamais à court d'idées fumeuses !



Le débarquement de quelques milliers de Russes à Marseille en 1916 a suscité un grand enthousiasme national.

Figure 9-3 :
Les soldats
russe font
sensation :
le dimanche,
les Marseil-
lais viennent
les voir au
camp de
Mirabeau.
En 1916, on
les porte
aux nues, en
1917, on les
maudira !



L'Italie joue les divas

En août 1914, l'Italie s'est défilée et s'est déclarée neutre, reniant les engagements de la Triplice. Commence alors à Rome un ballet de séducteurs qui promet à l'Italie monts et merveilles pourvu qu'elle s'engage d'un côté ou de l'autre. Pour les Austro-Allemands, l'ouverture d'un front au sud de la France serait la garantie de la victoire, et pour les Français, l'entrée en guerre de l'Italie permettrait de menacer l'Autriche sur sa frontière méridionale et donc de soulager le front ouest. À défaut de réaliser la percée, les deux camps cherchent à multiplier les alliés et à emporter la décision sur un nouveau front. Rome, évidemment, se fait prier et monte subtilement les enchères. Elle ne se vendra qu'au plus offrant. À ce jeu-là, les puissances centrales ne peuvent que perdre, car elles sont incapables de promettre tout ce que l'Italie réclame, à savoir le Trentin et l'Istrie, territoires austro-hongrois où vivent une majorité d'Italiens, mais aussi la côte Dalmate (actuelle Croatie). L'Autriche veut bien concéder le

Trentin et l'Istrie mais ne veut pas abandonner la Dalmatie. En revanche, les Français et les Britanniques peuvent promettre tout ce que Rome désire... puisque ces territoires ne leur appartiennent pas. L'embêtant, c'est qu'ils ont aussi promis la Dalmatie à la Serbie, qui rêve d'édifier une fédération des Slaves du Sud – une Yougoslavie – en cas de victoire sur les puissances centrales. Peu importe. Pour Paris et Londres, tout est bon pour favoriser la victoire... on verra bien au moment de faire la paix qui se partagera quoi. Et puis, les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent !

Ainsi, les alliés ont obtenu ce qu'ils voulaient : le 23 mai 1915, l'Italie entre en guerre à leurs côtés. Paris se frotte les mains... à tort, car, presque aussitôt, le front se fixe dans les montagnes alpines et ne bouge quasiment plus avant 1917. Cruelle déception pour ceux qui croyaient que la victoire passait par de nouveaux alliés et de nouveaux fronts. Mais qu'à cela ne tienne, il y a d'autres cartes diplomatiques à jouer dans les Balkans.

Figure 9-4 :
Avec ces tranchées au sommet des Alpes, à plus de 2 800 mètres d'altitude, le front italien est l'un des moins commodes qui soit. « Nos tranchées sont des trous creusés dans le roc. Ce ne sont pas des tranchées qu'il nous faut enlever mais des montagnes », écrit ainsi le bersagliere Mussolini.



Les Balkans en feu

Dans les Balkans, d'où est parti le conflit généralisé, seule la Serbie est en guerre en 1915. C'est dire l'intérêt que suscitent trois autres États d'importance à qui les belligérants font les yeux doux : la Bulgarie, la Roumanie et la Grèce. Il faut donc à tout prix les décider à s'engager.

Bougres de Bulgares !

En ce qui concerne la Bulgarie, l'Entente a une longueur de retard sur Berlin et Vienne, à qui Sofia est traditionnellement alliée. C'est à l'Allemagne, par exemple, que la Bulgarie commande son matériel militaire. De plus, depuis les guerres balkaniques de 1913, la Bulgarie déteste radicalement la Serbie, qui lui a pris la Macédoine. Les puissances centrales ont donc promis la Macédoine au roi Ferdinand s'il se décidait à entrer en guerre à leurs côtés quand l'Entente, elle, ne peut que difficilement négocier l'amputation du territoire de son allié serbe. Et pourtant elle s'échine à faire tomber la Bulgarie dans son escarcelle : Londres, Paris et Petrograd lui promettent ce qu'il reste de la Turquie d'Europe – pas grand-chose pour tout dire – et en viennent même à accepter de dépouiller ses alliés si jamais Sofia est accommodante : une part de Macédoine, quitte à faire hurler les Serbes, et même la région grecque de Kavalla ! Mais rien n'y fait : le 5 octobre 1915, la Bulgarie prend les armes aux côtés des puissances centrales.

Un événement sans importance ? Loin de là ! En adoptant le parti de Berlin et de Vienne, la Bulgarie offre la perspective de prendre en tenaille les forces serbes qui luttent courageusement contre les Austro-Hongrois depuis 1914. Accrochés à leurs montagnes, les Serbes ont bloqué l'avance de forces pourtant supérieures en nombre, mais il leur est impossible matériellement de lutter sur deux fronts. Ce qui devait se produire se produit donc : la Serbie, qui résistait depuis le 28 juillet 1914, quand l'armée autrichienne avait ouvert les hostilités, est balayée en deux mois quand les Bulgares la frappent sur ses arrières. Pour ne pas se rendre, la seule voie de retraite passe par les montagnes albanaises, mais l'armée serbe devra pour cela abandonner son matériel, grelotter de froid dans la neige et crever de faim, car il n'y a évidemment plus aucun ravitaillement possible. Malheur aux traînards : les Albanais, qui n'aiment les Serbes qu'avec modération, les dépouillent de leurs derniers biens quand ils ne les assassinent pas. Secourus par des navires alliés, les débris de l'armée serbe sont conduits à Salonique.

Si la première manche diplomatique a été remportée par l'Entente avec l'engagement de l'Italie, la seconde est gagnée par Berlin. Un partout, balle au centre.

Figure 9-5 :
L'invasion
de la Serbie
s'accom-
pagne de
grands
massacres
de civils,
femmes,
enfants et
vieillards
compris.



Ils sont fous, ces Roumains !

Sofia a pris le parti de l'Allemagne ? Tant pis ! La France, elle, mise sur la Roumanie, qui n'est pas en bons termes avec l'Autriche-Hongrie. Et pour cause : la Transylvanie, patrie de Dracula comme chacun sait et peuplée majoritairement de Roumains, appartient à la Hongrie. Inutile de dire pour qui balance le cœur de Bucarest, mais le Roumain est prudent et tergiverse pendant deux ans. Il y a de quoi y réfléchir à deux fois en effet, car entrer en guerre, cela signifie lutter contre les Bulgares au sud et les Austro-Hongrois à l'ouest, et ce n'est pas une mince affaire ! Le 28 août 1916, enthousiasmée par l'offensive russe conduite par Broussilov, la Roumanie se décide et se lance dans la bataille. Nouveau succès diplomatique pour l'Entente. Mais ô combien éphémère. C'est que Bucarest a présumé de ses forces et joue « perso » en s'empressant de conquérir la Transylvanie au lieu de coordonner le mouvement de ses armées avec celui de la Russie. Comme le gros des troupes roumaines est à l'ouest, en Transylvanie, les Bulgares en profitent pour enfoncer la frontière sud. Et comme les Allemands viennent apporter de l'aide à leurs camarades austro-hongrois, l'armée roumaine doit partout battre en retraite. Si bien qu'en décembre 1916, tout le pays est tombé aux mains des puissances centrales. Berlin peut donc puiser avec abondance dans le bois, le blé et surtout le pétrole roumain, en remerciant Bucarest de ce cadeau inespéré. À Paris, on est consterné. Cette fois, les Allemands ont nettement pris l'avantage. Il n'y a plus qu'une seule carte dans le jeu de l'Entente : la Grèce.

Tu veux ou tu veux pas ? Les Grecs en font toute une salade

La Grèce est une énigme pour les deux blocs. D'un côté le roi, beau-frère du kaiser Guillaume II, qui ne cache pas ses sympathies pour la cause de Berlin, de l'autre un Premier ministre, Elefthérios Venizélos, acquis à l'Entente. Dans un pays aussi divisé, Paris et Londres marchent sur des œufs pour convaincre Athènes d'adopter leur point de vue. Si la Grèce avait décidé d'intervenir en 1915, la Serbie ne serait pas tombée et la Bulgarie aurait été tenue en respect sur son flanc sud et même prise en tenaille en 1916 quand la Roumanie a rejoint le camp de l'Entente. Mais voilà, le roi a dit non, contre son gouvernement et une opinion majoritairement francophile. Il est vrai que les alliés ont multiplié les maladroites à l'égard de la Grèce. La convaincre de rejoindre leur camp est possible en 1915, car elle déteste l'Empire ottoman, qui l'a si longtemps opprimée. Il ne faudrait donc pas la pousser trop fort pour attaquer les Turcs – car elle rêve de s'installer à Constantinople ou tout au moins de libérer l'importante minorité grecque qui habite la région de Smyrne. Mais voilà : elle redoute de s'engager en Turquie et d'être frappée dans le dos par la Bulgarie, son autre pire ennemi. Contre la promesse de son intervention, elle demande donc, outre de l'argent et du matériel de guerre, que les alliés la garantissent contre Sofia. Sauf que cette garantie de l'intégrité territoriale, les alliés ne peuvent la fournir puisqu'ils sont justement en train de jouer la danse du ventre devant la Bulgarie en lui promettant quelques possessions aux dépens de la Turquie, de la Serbie et de la Grèce. Dans ces conditions, Athènes ne veut pas être le dindon de la farce et se faire amputer son territoire en remerciement de ses bons et loyaux services. Elle préfère encore rester neutre et on la comprend !

Alors que faire ? Pour ne pas contempler la retraite serbe sans intervenir, les Français décident de se passer de l'accord de la Grèce. Pour secourir la Serbie et pour menacer la Bulgarie, ils forment l'armée d'Orient sous le commandement du général Sarrail, qui débarque à Salonique en octobre 1915. C'est trop tard. Le temps que cette petite armée s'organise, les Austro-Allemands et les Bulgares ont déjà écrasé les Serbes. Il est ensuite très facile à l'armée bulgare de bloquer le front en profitant du relief montagneux.

Avec cette intervention, sans l'accord officiel d'Athènes, la situation se complique un peu plus : le roi tranche le débat en débarquant Venizélos du gouvernement et en faisant même tirer sur des soldats français, le 1^{er} décembre 1916, au Pirée. Mais en juin 1917, la roue de la fortune s'inverse : sous la menace d'un débarquement français, le roi doit céder le pouvoir à Venizélos, qui peut enfin engager la Grèce aux côtés de la France. Un allié de plus, c'est toujours bon à prendre... mais c'était en 1915 et 1916, quand les Serbes et les Roumains se battaient, que la Grèce était nécessaire. En 1917, l'opportunité stratégique est passée. Tant pis !

LE SAVIEZ-VOUS ?


L'armée d'Orient, une affaire politique autant que militaire

À l'état-major, les généraux en rivalité ne s'aiment pas et même se tirent dans les pattes. Joffre, qui déteste Sarrail, le relève de son commandement en juillet 1915, mais comme celui-ci est proche du Parti radical, le gouvernement décide de lui donner le commandement d'une armée d'Orient capable d'ouvrir un nouveau front au sud-est de l'Europe. Pour se venger, Joffre ne lui attribue que très peu d'hommes et encore moins de matériel. Que c'est mesquin ! En octobre 1916, Raymond Poincaré lui en fit le reproche et voulut le convaincre d'envoyer plus de troupes à Salonique. Réponse indignée du généralissime :

« M'enlever un homme sur le front alors que nous sommes à la veille de la victoire ? »

Et le président, d'un ton glacial :

« Dites l'avant-veille, monsieur le général en chef ! »

Faiblement équipée, cette armée ne joue donc quasiment aucun rôle avant 1918, payant un lourd tribut à la dysenterie, la typhoïde et autres fièvres diarrhéiques.

Fort comme un Turc ?

L'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés de Berlin apporte un avantage certain à l'Allemagne : par son étendue, d'Istanbul à Bagdad et jusqu'aux confins de la péninsule Arabique, l'empire des Turcs est en capacité de menacer l'Égypte sous domination britannique et l'axe de communication majeur du canal de Suez. Les armées ottomanes ouvrent également un front nouveau au sud de la Russie, dans le Caucase, et peuvent aussi marcher sur l'Inde à partir de l'Irak. Enfin, la fermeture des détroits de la mer Noire, le Bosphore et les Dardanelles, isole la Russie de ses alliés. C'est tout bénéfice. Les Turcs, pour leur part, espèrent en la victoire allemande pour s'emparer de l'empire colonial anglais. Ils pensent d'ailleurs que les peuples colonisés ne vont pas tarder à se soulever contre leurs oppresseurs, français ou anglais, et que la campagne militaire sera facilitée par la solidarité panislamique. Ils se trompent lourdement.

L'empire contre-attaque

Parce qu'il n'a pas pris le tournant de la révolution industrielle, l'Empire ottoman, autrefois si puissant, n'a cessé de décliner au XIX^e siècle et de perdre peu à peu ses territoires européens. Aussi, en 1914, l'engagement d'Istanbul dans la guerre ne fait-il pas peur aux Britanniques, qui ont le tort de sous-estimer sa force. En 1915, en effet, à l'initiative de Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté (l'équivalent du ministre de la Marine), Londres décide d'organiser une expédition maritime et terrestre pour faire la conquête des Dardanelles et du Bosphore. Le 25 avril 1915, 70 000 hommes, dont quelques corps français et 20 000 volontaires venus d'Australie et de Nouvelle-Zélande, que l'on appelle les « Anzacs » (Australian-New-Zeland Army Corps), débarquent à Gallipoli, sur les Dardanelles. C'est un carnage. Sur ce front très étroit et escarpé, 200 000 Turcs tiennent solidement le terrain. De plus le détroit est parsemé de mines pour empêcher les navires d'en forcer le passage. Le 6 janvier 1916, il faut mettre fin à cette expédition et reconnaître la première victoire turque depuis longtemps.

Figure 9-6 :
La plage de Seddul Bahr, dans les Dardanelles, contrôlée par les Britanniques, ne doit pas faire illusion. Les alliés ne maîtrisent qu'une mince bande côtière et se font bombarder par les Turcs qui sont installés sur les hauteurs.





Jour de deuil, jour de gloire

L'expédition des Dardanelles n'est pas simplement le premier grand débarquement de l'Histoire, il marque aussi la naissance des nations australienne et néo-zélandaise. Jusque-là, ces colonies britanniques devenues autonomes depuis peu de temps se considéraient comme des émanations de l'Angleterre et non pas comme des nations à part entière. Par le

sacrifice, le sang versé pour la mère patrie éloignée, les « Kiwis » et les « Aussies » ont eu le sentiment que leur dette filiale était payée et que leur nation accouchait dans la solidarité des armes. À Gallipoli, le capitaine australien Stanton écrit : « 1915. Entrée de l'Australie parmi les nations. »

En 1915, décidément, les Turcs sont en forme : non seulement ils tiennent les détroits, bien encadrés par des officiers allemands, mais ils repoussent aussi une armée anglo-indienne en Irak. Ils connaissent cependant des revers : dans le Caucase, les Turcs auraient aimé éreinter les Russes, leur ennemi héréditaire, mais l'expédition menée par Enver Pacha, en décembre 1914 et janvier 1916, se termine en catastrophe. Tout avait bien commencé et, sur le papier, les Turcs étaient invincibles. En passant par des montagnes réputées infranchissables l'hiver, Enver pensait surprendre les Russes et n'en faire qu'une bouchée, sauf que les hommes ont eu quelque peine à marcher dans 1,50 mètre de neige par une température de -20°C ! Des unités ont perdu les trois quarts de leurs effectifs avant même de combattre. L'effet de surprise a bien joué et les Russes ont un temps été paniqués de voir leurs ennemis déboucher des montagnes, mais face à des troupes épuisées et affamées, ils se sont repris et n'en ont fait qu'une bouchée. L'armée du tsar a perdu 8 000 hommes dans cette affaire, celle du sultan 90 000 !

Tant pis pour le Caucase. Les regards de la Sublime Porte se dirigent surtout vers le canal de Suez. Reprendre l'Égypte aux Anglais est un rêve qui permettrait de couper le boulevard maritime de l'empire britannique, de rejoindre la Libye en état d'insurrection contre l'occupant italien et, peut-être, de provoquer un soulèvement contre les Français en Afrique du Nord. Le rêve se brise en février 1915. Une petite armée turque a bien réussi à passer discrètement le désert du Sinaï, mais elle se fait décimer quand elle tente de franchir le canal.

Le Rire

✱ AUX DARDANELLES ✱



LE COUP DE PIED DANS LES FEZ

Dessin de H. LAMOIGNON

Figure 9-7 :
Le jeu de mot est peut-être drôle mais il n'est pas apprécié par le gouvernement qui redoute que les populations arabes d'Afrique du Nord – qui parfois portent le fez – prennent ce dessin pour une insulte personnelle.

1916, la révolte du désert

Dès 1914, les Turcs veulent soulever les musulmans des colonies françaises et anglaises. Pour ce faire, ils ne lésinent pas sur les moyens et font proclamer le djihad – la guerre sainte – par le sultan, qui a le titre de grand commandeur des croyants. Or, non seulement les populations coloniales ne bougent pas, ou presque, mais ce sont les populations arabes soumises à l'Empire ottoman qui se soulèvent en 1916 contre Istanbul. C'est le monde à l'envers ! Tandis que le panislamisme ne marche pas, notamment dans le Maghreb, où les engagements dans les tirailleurs marocains, algériens et tunisiens sont nombreux, le panarabisme sape le loyalisme des Arabes de l'Empire ottoman.

Figure 9-8 :
Avec la guerre sainte et le réveil de l'islam, les Allemands croient avoir trouvé le moyen de renverser la domination britannique de l'Égypte aux Indes. Ils vont déchanter.



DER ISLAM RÜHRT SICH

Les Britanniques ont joué au plus fin : s'apercevant que les populations de la péninsule Arabique n'ont jamais vraiment accepté l'occupation turque, ils financent et soutiennent le chérif de La Mecque, Hussein, qui, en juin 1916, lance le djihad... mais contre les Turcs ! C'est la révolte du désert !

Avec ce revirement inattendu, les Turcs reculent. En février 1916, les Russes font une percée dans le Caucase et prennent Erzerum, en Anatolie orientale. Jérusalem est conquise le 9 décembre 1916 et Bagdad tombe en février 1917. En dépit d'une résistance acharnée, cela sent le sapin pour l'armée turque.



Lawrence et Hussein, deux dindons de la farce

Pour encadrer les bandes armées arabes, très mobiles mais sans artillerie ni grands moyens, Londres a dépêché le brillant colonel Lawrence, un orientaliste en qui les Bédouins ont toute confiance et qui croit aux promesses de grand royaume arabe que les Anglais font miroiter à Hussein. Dans leur dos, Londres et Paris sont déjà en train de se partager secrètement la peau de l'ours ottoman qui n'est pas encore abattu. Le 16 mai 1916, l'accord Sykes-Picot prévoit que

la Grande-Bretagne gèrera l'Irak, la Jordanie et la Palestine, tandis que les Français prendront en charge la Syrie et le Liban. L'année suivante, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Gracieuse Majesté, lord Balfour, promet aux Juifs un foyer national en Palestine, dans la plus grande discrétion, car il ne faut pas que les alliés arabes l'apprennent. C'est sûr, il va y avoir des cocus !

En Afrique et en Extrême-Orient aussi

Avec l'Empire ottoman, la guerre européenne a déjà gagné l'Asie occidentale, mais dès 1914 le feu s'est également propagé en Chine, dans le Pacifique et en Afrique, en un mot, partout où les Allemands ont des intérêts coloniaux.

Le Japon entre en guerre

Le 23 août 1914, l'Empire japonais déclare la guerre à l'Allemagne. La raison d'une telle politique n'est pas à trouver dans un quelconque accord militaire avec tel ou tel mais dans le pur intérêt opportuniste des Japonais, qui en profitent pour faire main basse sur tous les comptoirs et colonies allemandes en Asie : la ville de Ts'ing-tao et les concessions allemandes de

Chine, sur la presqu'île de Shandong, sont conquises en septembre, tout comme les îles Mariannes, Carolines et Marshall dans le Pacifique. Une fois ces conquêtes achevées, le Japon se désintéresse de la Première Guerre mondiale, qui pour lui s'est résumée à une bonne affaire à peu de frais. Tout au long de la guerre, et spécialement en 1915, la presse française ainsi que quelques politiques, au premier rang desquels figure le sénateur Georges Clemenceau, n'en finissent pas de caresser l'espoir de l'intervention des forces japonaises en Europe. Tokyo n'y avait naturellement aucun intérêt et voyait même d'un bon œil les puissances impérialistes s'affronter. Demain, épuisées, elles n'auraient plus la force de se maintenir en Asie et l'avenir appartiendrait au Japon.

« Nos ancêtres les Germains » : la résistance des colonies africaines de l'Allemagne

Quand la guerre éclate, la situation des colonies allemandes en Afrique est sans espoir. Soumise au blocus naval britannique, l'Allemagne ne peut aider ses nationaux qui sont livrés à eux-mêmes et doivent se battre avec les moyens du bord. De plus, les possessions de Guillaume II ne forment pas un bloc uni mais une constellation d'États – Togo, Cameroun, Namibie et Tanzanie – cernés par les Britanniques et les Français. Le but des Allemands des tropiques est donc de tenir le plus longtemps possible, car il est entendu que seule la victoire en Europe permettra au pays de conserver ses colonies. « Les colonies seront défendues en mer du Nord », résume-t-on à Berlin. Le problème, c'est que cette victoire se fait trop attendre et, pour le moment, les petites armées coloniales reculent sans cesse. Dès août 1914, le Togo, petit pays où les Allemands sont moins de cinq cents, capitule après une résistance pour l'honneur. En juillet 1915, c'est au tour de la Namibie de se rendre aux troupes sud-africaines soutenues par les Britanniques. Puis, en février 1916, le Cameroun tombe entre les mains des Français et des Anglais qui auraient toutefois pu l'emporter plus rapidement s'ils avaient efficacement coordonné leurs offensives. Mais pour la Tanzanie, l'affaire se complique du fait de la stratégie de mobilité adoptée par le commandant Lettow-Vorbeck. Malgré des forces ennemies de loin supérieures en nombre, les troupes allemandes ont tenu le pays jusqu'en 1917, puis sont passées au Mozambique portugais, où elles ont continué la lutte durant toute l'année 1918. Quand la nouvelle de l'armistice parvint à Lettow-Vorbeck, le 25 novembre, il n'avait pas encore été soumis. Au moins put-il rentrer en Allemagne comme un héros.

L'internationalisation totale et définitive du conflit, cependant, aura lieu en 1917 quand les États-Unis, suivis de nombreux pays latino-américains, décident de se mêler des affaires de la vieille Europe (voir chapitre 19).

Chapitre 10

Survivre et tenir

Dans ce chapitre :

- L'argot des tranchées
- Le quotidien des poilus
- L'amitié et la solidarité

L'invention des tranchées n'a pas seulement changé la guerre, elle a aussi changé les hommes. Le héros du XIX^e siècle qui s'élançait à l'assaut de l'adversaire, baïonnette au canon, est bien mort. Dans ce nouveau type de conflit, il faut tenir, les deux pieds dans la boue, subir les bombardements, le froid, les poux, la peur de la mort. En 1914, le soldat a cessé d'être acteur de son destin, il est désormais englué dans le rôle passif que la guerre industrielle lui assigne. Pour tenir, il n'a d'autres ressources que de compter sur ses camarades, la fameuse fraternité du front, mais aussi sur sa famille à l'arrière qui lui donne le courage de ne pas baisser les bras.

Boches et poilus

On ne peut ouvrir un ouvrage sur la Première Guerre mondiale sans tomber sur ces expressions étranges de « poilus » et de « boches » désignant le soldat français et son homologue allemand. Elles sont devenues si familières, dès 1915, que l'on ne s'interroge même plus sur leur sens. Et pourtant, cela ne va pas de soi.

Du poil aux yeux et au c...

« Poilus » ! Ce drôle de mot désignant les soldats de la Grande Guerre est apparu dans le langage populaire dès les premiers mois du conflit. Son origine s'est perdue, et il faut reconnaître que les historiens ne se sont généralement pas mis en frais d'imagination pour en retrouver le

sens : selon eux, le mot viendrait tout bonnement d'une observation reposant sur des arguments « capillaires ». Après quinze jours en ligne, les cheveux hirsutes et la barbe en bataille, les soldats de 1914 auraient donné l'impression d'une parenté avec l'ours des cavernes, d'où ce surnom affectueux et argotique de « poilu ».

Il n'en est rien. Cette interprétation courante, relativement terre à terre, ignore la dimension anthropologique comme la relation que les contemporains établissent entre poil et courage. Une plongée dans les dictionnaires du XVIII^e voire du XIX^e siècle, le Furetière ou le Pierre Larousse par exemple, révèle en effet que de nombreuses locutions associent la témérité à la présence du poil viril : « avoir du poil aux yeux », « avoir du poil au cœur », pour ne pas dire en des parties plus charnues, en témoignent, et plus encore les expressions de « braves à trois poils » ou « braves à quatre poils ». En bref, les poilus sont de solides gaillards, à l'instar des grognards de Bonaparte, désignés déjà sous ce nom un siècle avant les soldats de 14-18.

Boche, c'est moche

Avec poils ou sans poils, le poilu ne va pas sans son adversaire : le « boche ». Cet autre fameux néologisme de la Grande Guerre n'a semblé-t-il plus aucun secret depuis longtemps. Une sorte d'unanimité s'est en effet forgée dans la communauté historienne autour de l'hypothèse d'un dérivé d'« Alboche », synonyme d'Allemand en argot. Cette interprétation séduisante se fonde sur l'observation de la déformation de la dernière syllabe que l'on retrouve fréquemment en argot et qui transforme un artilleur en « artiflard », un sergent en « sergot », un chasseur en « chassemar » et un camarade en « camperluche ». Rien d'étonnant, donc, à ce que l'Allemand devienne un Alboche à l'instar du fantassin nommé « fantabosse » ou « fantaboche » dans les premiers temps du conflit.

« Boche » proviendrait donc d'« Alboche ». Mais là n'est pas notre opinion : tout d'abord, le mot « boche » n'est pas si nouveau que cela et fait partie du vocabulaire franco-provençal. Il désigne une boule de bois, une *bocha* (prononcer « botche »), généralement de buis, dont on se sert dans les jeux populaires qui ont inspiré la célèbre pétanque. De ces billes de bois, aussi rondes que dures, est issue l'expression « tête de boche », qui signifie « tête dure », c'est-à-dire imbécile, têtu, lourdaud. Bien entendu, au départ, cette expression peu sympathique n'a rien d'ethnique ni de national, elle définit juste, comme le remarque le dictionnaire d'argot de Rigaud (1878), un individu à l'intelligence « épaisse ». C'est sans doute avec le développement du nationalisme et de la germanophobie que « boche » et « Allemand » se sont fondus en un seul mot – Alboche – à la veille de la guerre. « Boche » n'a donc pas été tiré d'« Alboche », mais c'est bien le contraire qui s'est produit.

La représentation de l'ennemi dans la caricature contemporaine ne laisse d'ailleurs pas de doute sur l'intelligence que les Français prêtent à leurs ennemis d'outre-Rhin : têtes rondes, ridicules, ce sont de lourds imbéciles desquels les poilus devraient triompher rapidement. Entre la propagande et la réalité, il y a cependant un monde.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Parlez-vous le poilu ?

De 1914 à 1918, les soldats ont inventé une langue originale, un argot des tranchées, dont voici un exemple tiré d'une lettre d'un « pantruchard », un Parigot quoi ! Le lecteur qui parviendra à la traduire recevra une boîte de singe, un litre de gnole et un paquet de perlot :

« Mes chers vieux

Quand les bobosses ont mis les voiles des tranchées avec tout leur boudin, on a pris le "saurer" des Galeries Lafayette et sommes à c't'heure au repos. On se débotte vers six plombes, on s'ouvre les châsses avec de l'eau pour les yeux et on avale le jus. Il n'y a pas à se magner pour se fringuer car on se pagnote avec ses grolles et son fendard et on n'a qu'à se coller son képroque.

Quand l'appel a été fait par le pied de banc, les poilus vont

bagoter à l'exercice pour se dégeler les fumeçons. Quand on radine au patelin, on se tape le rapport ousqu'on nous donne les babillards et les paxons, puis on se coltine les distribes, on touche de la barbaque gelée. Puis on va becqueter. Comme le cuistot fait de la becquetance maous pépère, on s'en fout plein la lampe.

Après avoir grillé une sibiche de perlot ou une bouffarde de gros-cul, on en écrase sans faire une miette, car on ne prend pas de pruneaux en poire ; il ne dégringole pas de marmites

ou des gros noirs ou des crapouillots pour chambouler la cagnat...

Vers dix plombes on va au plumé en attendant qu'un perco à la graisse d'oie nous dise que les boches ont mis les bouts. Mais ce serait trop vernoche. »



L'intendance laisse à désirer

La force d'une armée tient aussi à son équipement et à sa capacité à répondre aux besoins des soldats. L'armée française, sur ce point, a mis du temps à assurer l'intendance.

L'armée d'arlequins

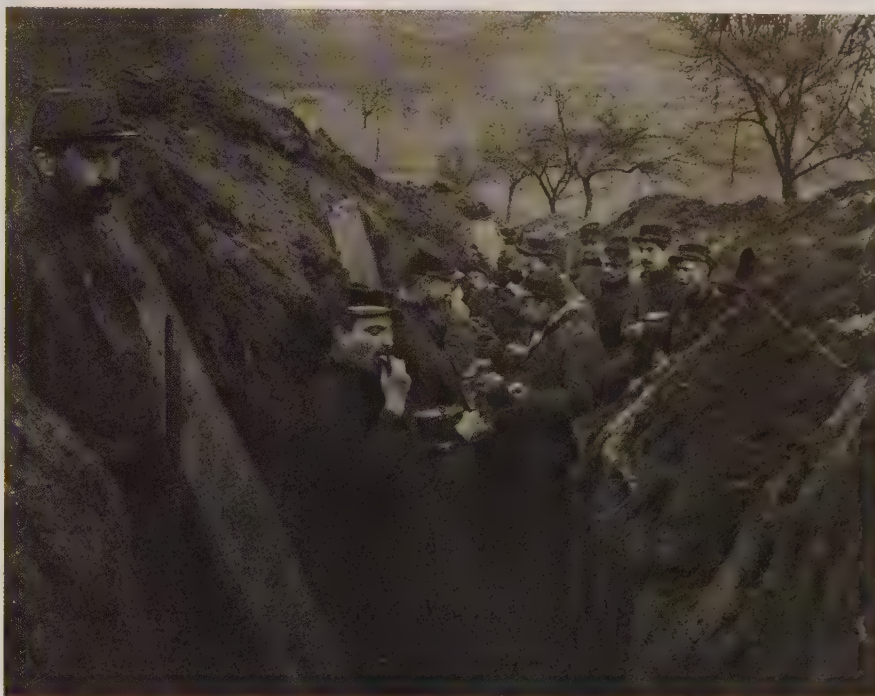
Depuis août 1914, on s'est vite aperçu que le pantalon rouge n'était pas idéal dans une guerre moderne. Après quelques hésitations avec le kaki adopté par les Anglais, l'armée se décide pour équiper ses soldats d'une nouvelle tenue de couleur bleu horizon. Mais le temps de la confectionner et de la distribuer, il faudra plusieurs mois d'attente aux soldats. Ce n'est qu'au milieu de l'année 1915 que le bleu l'emporte définitivement.

Jusque-là, l'uniforme tient plus du patchwork que de la tenue militaire. En effet, au cours de l'hiver 1914-1915, à côté de ceux qui ont conservé les pantalons rouges, nombreux sont ceux qui ont opté pour le chaud pantalon de velours côtelé. Il n'y a plus d'uniforme : on porte des chandails et des lainages divers, on s'enveloppe dans des toiles de tente et même des toiles cirées pour se protéger de la pluie, on porte des peaux de mouton ! Aux pieds des combattants, même diversité entre les adeptes des bandes molletières, des bottes, des godillots surmontés de guêtres ou d'épaisses chaussettes ou encore de jambières. On dirait une armée de clochards, habillée de bric et de broc, et de toutes les couleurs ! Les Allemands ne devaient pas en revenir quand cette bande d'arlequins fonçait sur eux !

Qu'est-ce qu'on mange ?

Dans les premiers mois de la guerre, le ravitaillement est un casse-tête. Il faut attendre 1915 pour que les cuisines roulantes se généralisent alors que les Allemands en disposent depuis le début. Mais ces « roulantes » s'installent souvent assez loin des premières lignes pour éviter d'être canardées, aussi des volontaires sont-ils désignés pour ramener à la tranchée les boules de pain, les bidons de soupe et les indispensables bouthéons de « pinard » et de « jus ».

Figure 10-1 :
On ne peut
pas dire
que ce soit
le grand
confort ni la
grande gas-
tronomie.



Le menu est sans surprise. Un plat principal, pas d'entrée ni de dessert : on n'est pas au restaurant ! Le plus souvent, il s'agit d'un morceau de viande (de la « barbaque », disent les hommes), souvent de mauvaise qualité, agrémentée de haricots (les fameux « fayots »), pâtes, riz, pommes de terre. Tout cela part chaud de la roulante, mais arrive froid dans les tranchées du fait du trajet. En période de « marmitage » (bombardement), il arrive que le ravitaillement ne parvienne jamais ou alors amputé d'une grande partie qui s'est déversée sur le sol quand les porteurs des bidons ont dû se « garer » pour éviter d'être touchés par un obus. Manger froid, il y a pire en temps de guerre, mais à la longue cela mine le moral. En 1917, manger chaud sera une des revendications des « mutins », on en reparlera.

En cas d'absence de ravitaillement, les soldats peuvent toujours taper dans leurs vivres de réserve : quelques biscuits et des boîtes de corned-beef, que l'on appelle du « singe ». Rien de folichon.

LE SAVIEZ-VOUS ?



La victoire du pinard

Ce n'est pas pour rien si le mot « pinard » apparaît pendant la guerre. Les soldats en ont consommé des hectolitres pendant le conflit, bien plus en tout cas que le « quart » réglementaire inclus dans le repas. Dès qu'ils sont en cantonnement, retirés du front, ils achètent des bouteilles chez les mercantis locaux et s'en jettent une. On croirait une armée d'assoiffés.

S'enivrer, c'est toujours bon à prendre dans l'univers morbide du front, c'est un moment de plaisir et de fuite, aussi ne lésine-t-on pas. Pour le commandement, le vin est même un élément du bon moral, à condition que la discipline soit maintenue, bien entendu. Mais à l'arrière, parmi les civils, un débat s'engage sur l'immoralité de l'alcoolisme et sur l'utilité qu'il y aurait à réduire la consommation de spiritueux dans les tranchées. C'est que l'armée ne sert pas que du vin à ses hommes mais aussi de la

« gnôle », un liquide qui tient plus de l'alcool à brûler que de l'eau-de-vie.

Comme les distributions sont aléatoires, une légende s'est répandue : la gnôle est fournie à la veille des attaques pour donner du cœur au ventre. Maurice Guilloteau témoigne : « On nous donnait une espèce de goutte avant l'attaque, ça nous rendait fous. »

Pour être exact, la tournée du patron ne correspond pas nécessairement à l'imminence d'un assaut comme l'a noté l'historien et ancien combattant Jacques Meyer : « Elle a souvent été le coup de fouet qui ragaillardissait de pauvres hommes épuisés de fatigue ; regain de chaleur animale dans une nature où le froid gelait la soupe et jusqu'au vin. » Comment la « Madelon » serait-

elle devenue si célèbre si elle n'avait servi que de l'eau ? Oui, le pinard a bien mérité de la patrie !



Vie des martyrs

En 1918, l'infirmier Georges Duhamel remporte le prix Goncourt avec un livre intitulé *Vie des martyrs*. Si l'ouvrage fait référence aux soldats blessés, le mot « martyrs » pourrait bien être appliqué à ceux qui ont affronté ces quatre années de guerre. Voici en quoi consiste l'enfer quotidien.

Dans la mélasse

Il ne faudrait pas croire que l'on se bat tous les jours et 365 jours par an. La plupart du temps, d'ailleurs, on ne se bat pas. Quand ils sont dans un secteur calme et tranquille – ce qui n'est pas bon signe trop longtemps –, les poilus se disent « peinarde » dans un coin « pépère ». Ils jouent aux cartes, écrivent longuement à leurs proches, plaisantent et s'ennuient. On ne le dira jamais assez : les soldats passent la guerre à attendre. En gros, ils font passer le temps.

Mais ils doivent souvent composer avec un ennemi aussi harassant que le « boche », à savoir la pluie, et sa conséquence, la boue, appelée aussi « mélasse », « mouscaille » ou « gadouille » dans l'argot des combattants.

Eh oui, les tranchées sont en terre, et quand il pleut longuement, le boisage des parois n'empêche pas le sol de se transformer en une fondrière gluante où l'on s'enfonce jusqu'au genou. Voilà qui n'est pas pratique pour dormir. « À la guerre, en somme, je n'ai jamais été vraiment malheureux qu'à cause de la pluie », confie un soldat. Mais comme on ne peut pas lutter contre la nature, il n'y a plus qu'à en rire pour supporter la situation : « Je préférerais que ce soit le mien qui soit rempli », plaisante un soldat qui patauge dans un boyau plein d'eau. De même, une scène fameuse du film de Charlie Chaplin, *Charlot soldat* (1918), a fait pleurer de rire des millions de gens : Charlot se couche dans l'eau boueuse de la tranchée tout en prenant bien soin d'ajuster parfaitement sa couverture qui ne lui sert à rien puisqu'elle flotte au-dessus de lui. S'il n'y avait pas l'humour, il n'y aurait que les larmes. Aussi mieux vaut-il en rire qu'en pleurer.



Mourir dans la boue

Les trous d'obus comblés par la boue sont des pièges terribles pour les soldats, et certains y sont restés, même avec l'assistance désespérée de leurs camarades. En effet, la boue aspire les hommes, exactement comme les sables mouvants. L'écrivain Blaise Cendrars, engagé dans la Légion étrangère, rapporte dans *La Main coupée* qu'il a vu un combattant « être lentement aspiré et disparaître dans le fond sans que nous puissions le tirer de là, et

nous étions bien dix à l'entourer, à lui tendre la main, des perches ou nos fusils, à lui donner des bons conseils pour se dépêtrer, lui criant surtout de ne pas bouger car il s'enfonçait à chaque mouvement qu'il faisait, à lui placer des bouts de bois sous les bras, essayant de faire levier avec une grosse tige de fer sans arriver à l'arracher, [...] l'ignoble ventouse ayant raison de nous. Le malheureux ! »

Cette vie au grand air, qui n'est pas bonne pour la santé quoi que l'on en dise, a aussi entraîné son lot de bronchites, pneumonies, gripes, tuberculoses, mais également des affections plus originales mais ô combien douloureuses comme les « pieds gelés ». Dans les Vosges, au cours de l'hiver 1916-1917, la température tombe en dessous de -20°C , le pain et le vin gèlent... les pieds et les doigts aussi ! Là encore, l'humour noir est l'ultime parade : « On les aura... » disent les soldats, reprenant le mot d'ordre de Pétain à Verdun, mais ils ajoutent : « ... les pieds gelés ! »

Figure 10-2 :
Paver le fond d'une tranchée pour lutter contre la boue est une entreprise bien vaine. Quand il pleut, rien n'empêche les parois de s'effondrer. Seuls les Allemands ont trouvé la parade en bétonnant une partie de leurs lignes.



Animaux de compagnie

Heureusement, les poilus ont de la compagnie pour se distraire : de gros rats bien nourris avec la chair du champ de bataille qui pullulent sur le front, des essaims de mouches noires en été qui prospèrent sur les cadavres, et des parasites divers et variés, des poux surtout, qui vous dévorent avec avidité. Un vrai roman. D'ailleurs, le soldat Pierre Chainé a eu l'idée d'écrire la guerre vue par les yeux d'un rongeur : en 1918, *Mémoires d'un rat* paraît en feuilleton dans *L'Œuvre*. Les rats, pour tout dire, sont un vrai fléau.

« Rats-le-bol » !

D'abord ils ne sont pas sympathiques, car ils se nourrissent de chair humaine, le no man's land étant pour eux un vrai restaurant « quatre étoiles » où l'on renouvelle quotidiennement les plats. Quels veinards ! René Naegelen se souvient de « rats énormes, gras de viande humaine » et d'une bête immonde qui sortit du crâne d'un malheureux quand il entendit le bruit de ses pas. Ensuite, les rats, toujours plus nombreux, sont insupportables, car ils s'enhardissent et viennent piller les provisions des hommes. La nuit, reniflant la nourriture, ils vont chercher le pain dans la poche des soldats, dans leur sac. Ceux qui ont cru qu'ils auraient la paix en suspendant leur nourriture à un fil en ont été pour leurs frais étant donné que cette bestiole est douée pour l'équilibrisme. Et pas moyen de s'en débarrasser, malgré tous les efforts des soldats comme du commandement, qui offrit une prime de cinq centimes par queue de rat, afin d'encourager la chasse aux nuisibles. Moralité : la guerre est le temps béni du genre « rateux ».



La chasse aux rats

Dans son célèbre ouvrage, *À l'Ouest rien de nouveau*, l'Allemand Erich Maria Remarque donne cette recette de chasse aux rats : « Nous plaçons par terre au milieu de notre abri les tranches de pain, toutes ensemble. Chacun prend sa pelle, s'allonge, prêt à frapper. [...] Au bout de quelques minutes, nous entendons les premiers frottements des rats qui viennent

mordiller le pain. Le bruit augmente ; il y a là maintenant une multitude de petites pattes, alors les lampes électriques brillent brusquement et tout le monde tombe sur le tas noir. Le résultat est bon. » Notons tout de même que la guerre est perdue d'avance en ce domaine : les rats reviennent toujours.

Une histoire de toto

C'est une histoire de toto qui n'est pas drôle. « Toto », en argot du soldat, cela signifie « punaise », « pou », « vermine », un parasite qui vous suce le sang et vous démange jusqu'à vous arracher la peau. Dans les tranchées, on passe donc son temps à se gratter, et dès que l'on est ramené en arrière, en cantonnement, on fait la chasse aux « totos », on s'épouille, on lave son linge et on enfle des effets propres. Quelle plaie !



Le pou boche, plus vorace que le pou français

Le pou français est petit, il a l'appétit délicat et pour un peu on le dirait bien élevé ; celui qui a élu domicile sur un Allemand, lui, est gros, vorace et malodorant. Vous croyez à une bonne blague ? à une absurdité de la propagande ? Malheureusement il se trouve des « scientifiques », tel le Dr Bérillon, pour soutenir cette thèse devant la presse en 1916 :

« Le pou allemand est, au même degré que ses compatriotes de l'espèce humaine, atteint de polychésie et de bromidose [il défèque et sent mauvais]. Sa couleur gris verdâtre a inspiré la couleur de l'uniforme allemand...

L'odeur fétide du boche lui convient à merveille. Il aime bien également la pommade dont nos élégants se servent pour lustrer leur chevelure car composée de graisse de porc. »

Consternant ! Le même auteur, dans ses nombreuses communications, soutient également que les cadavres allemands sentent plus mauvais que les français. Au fait, les Allemands sont-ils vraiment des hommes ?

Héros à poils et à plumes

Il n'y a pas que des rats et des poux au front mais aussi toute une ménagerie mobilisée comme les hommes au service de la patrie ! Les pigeons voyageurs, tout d'abord, transportés en pigeonniers mobiles dans lesquels on maintient la femelle enfermée pour que le mâle revienne rapidement avec des messages accrochés à la patte. Au total, 60 000 de ces oiseaux ont été utilisés et beaucoup ont succombé aux tirs ennemis. Parce que leur rôle fut parfois essentiel, certains ont été décorés et les Anglais ont même construit un monument en leur honneur à Worthing, dans le Sussex, avec cette inscription : « À ces valeureux pigeons, morts en service commandé ». Côté français, le pigeon le plus célèbre porte le numéro 78715 (quel joli nom), envoyé le 4 juin 1916 par le commandant Raynal pour annoncer la chute imminente du fort de Vaux en dépit d'une résistance désespérée. N'écoulant que son devoir, l'oiseau revint au fort et mourut gazé. Aujourd'hui, une plaque lui rend hommage. À quand un pigeon inconnu au Panthéon ?

Pour les chevaux et les mulets, la Première Guerre mondiale a été un calvaire : les charges à cheval ont disparu avec la guerre moderne et cédé la place à la cavalerie blindée, mais les équidés ont tout de même joué un rôle essentiel en tirant canons et autres chariots pour pallier l'insuffisance des camions. Malgré les réquisitions militaires, il a fallu en importer des États-Unis, du Canada et d'Argentine, étalons à demi sauvages traumatisés par un long voyage en soute et qu'il a été difficile d'acclimater.

Les Français n'ont pas acheté que des chevaux en Amérique, mais aussi des chiens, notamment 400 chiens d'Alaska, robustes et habitués à tirer de lourdes charges. Les chiens, en effet, sont idéaux pour transporter des munitions rapidement d'un poste à un autre, mais ils peuvent aussi se substituer efficacement aux agents de liaison pour apporter des messages en divers points du front, car ils sont plus rapides, plus silencieux et moins repérables que les hommes. Vingt mille ont ainsi été utilisés comme « coureurs », mais ils sont nombreux aussi à être enrôlés par le service de santé pour aller repérer les blessés sur le champ de bataille et leur apporter, comme les saint-bernard dans les Alpes, médicaments, alcool et bandages dans un petit sac porté autour du cou. Pour trouver tous ces chiens, les fourrières ont été mises à contribution et les citoyens ont été appelés à donner leur animal de compagnie. Les Français ont répondu à l'appel patriotique... et les militaires ne sont pas tombés sur un os !

« *Memento mori* »

« Rappelle-toi que tu vas mourir », dit l'antique maxime pleine de sagesse que Sigmund Freud a actualisée en 1915 en concluant une réflexion sur le deuil – c'était de saison – par cet avertissement : « Si tu veux vivre, prépare-toi à mourir. » C'est vite dit. Les soldats des tranchées espèrent tous revenir et n'imaginent pas qu'ils vont y rester, probabilité qu'ils veulent évacuer. C'est humain. Ainsi, parmi les conversations les plus récurrentes, on relève le thème de l'après-guerre : que feras-tu si tu rentres ? Certains veulent tout changer à leur vie, comme si la guerre avait été un électrochoc, d'autres veulent la reprendre exactement comme avant. On peut éviter d'y penser, mais la mort est bien là. Elle rôde. Elle pèse. Il y a de quoi devenir fataliste.

D'abord il y a la vision des cadavres, ceux du no man's land qui se décomposent, et puis il y a l'odeur pestilentielle de la chair putréfiée. Pour camoufler cette puanteur, on fume à qui mieux mieux des paquets de « perlot » (du tabac en argot de soldat). Et puis l'on s'habitue à tout, la mort se banalise parce qu'elle est décidément chose très banale. Pour preuve cette lettre de décembre 1914 d'un poilu à sa femme : « Des brancardiers de l'infirmerie emportent un mort, ils passent à quelques mètres de nous et, pendant que certains s'informent, d'autres continuent à jouer aux cartes comme si de rien n'était. » Indifférence, fatalisme et résignation font bon mélange, mais il est nécessaire de se blinder pour continuer à vivre ou plutôt survivre.

L'humain s'efface peu à peu devant la brute qui refait surface : « Cette guerre fait de nous des êtres élémentaires, brutaux et grossiers », s'apitoie Gaston Pastre, quand Drieu la Rochelle est encore plus explicite : « Nous étions des bêtes. » À l'avant, les hommes en guerre tuent, ramenés en arrière ils se ruent sur les maisons de prostitution, et toujours ils boivent

et s'enivrent. Rien de vraiment enrichissant. Très loin de la vision de la guerre régénératrice des premiers mois du conflit, ce retour à l'instinct et à l'animalité illustre la profonde démoralisation que suscite la guerre. Le moraliste Émile Pourésy, qui croyait en 1914 que la France serait plus belle et plus grande après la guerre, doit ouvrir les yeux, après 1918, sur la pourriture que la guerre engendre parce qu'elle la porte en elle : « La guerre, étant la plus grande immoralité, ne peut engendrer d'autres mœurs que les pires des mœurs. »

En attendant, vivre avec la peur continue de la mort, avec l'angoisse de ne pas revenir, en fait déprimer plus d'un.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Broyer du noir

Inventé pendant la guerre par les soldats, le mot « cafard » est difficile à définir mais peut se résumer par la tendance à broyer du noir, à ne plus avoir le courage de prendre sur soi, en un mot c'est une dépression. À une époque où la psychanalyse est balbutiante, et même mal

considérée car vue comme une science « austro-boche » du fait de la nationalité de Freud, on ne connaît pas ou peu les maux de l'âme et l'on parle de « tendance monomaniaque au pessimisme ». C'est un peu court.

La fraternité des tranchées

Pour surmonter la triste condition des tranchées, et pour espérer en revenir sur ses deux pieds, il est nécessaire de savoir pour quoi l'on combat, d'avoir des copains et d'être soutenu affectivement par sa famille.

Contrainte ou consentement ?

Pourquoi les hommes ont-ils tenu si longtemps dans des conditions si inhumaines ? Quelle a été la raison de leur ténacité ? Ces questions, les historiens n'ont pas manqué de se les poser depuis 1918 et ont conclu parfois en des sens diamétralement opposés, certains invoquant la contrainte (discipline, propagande...), d'autres le consentement au conflit (sentiment national, haine de l'ennemi...).



Les lignes de partage entre ces deux écoles sont cependant complètement artificielles, car contrainte et consentement sont liés l'un à l'autre : on peut maudire la guerre et se battre, parce qu'il n'y a pas d'autre façon de défendre son pays ou son foyer. Un soldat nationaliste pourra combattre contre l'Allemagne, considérée comme un ennemi héréditaire, et un soldat socialiste pourra verser son sang dans l'espoir de la paix définitive entre les nations après cette « der des ders », qui verra la fin de l'impérialisme et l'unité des peuples. Croire que huit millions d'hommes en armes sont terrorisés par la contrainte exercée par quelques gendarmes à l'arrière des tranchées est tout à fait illusoire. Mais consentement ne signifie pas non plus adhésion joyeuse et cocardière à la grande boucherie : consentir, c'est aussi se résigner, parce qu'il n'y a pas d'autre choix possible. Du reste, la quasi-totalité des soldats, y compris les têtes brûlées qui rêvaient d'en découdre en 1914, ont détesté cette guerre. L'aspirant Laby, médecin dans les tranchées, fait partie de ces va-t-en-guerre de 1914 qui ont ouvert les yeux : « C'est bien fait pour moi et je n'ai pas le droit de me plaindre, écrit-il le 3 mai 1917 dans son carnet. Je suis l'un des nombreux imbéciles qui ont poussé le chauvinisme jusqu'à souhaiter la guerre. Eh bien, je suis servi ! Je dois boire le calice jusqu'à la lie. » Oui, les poilus ont fait la guerre... en la maudissant ! Ils maudissent tout autant les généraux qui ne sont pas avares en offensives inutiles, mais respectent les gradés courageux qui les côtoient dans les tranchées et qui n'ont pas peur de montrer l'exemple quand il faut « y aller ». Ceux qu'ils détestent le plus sont toutefois les officiers « planqués » de l'arrière, surtout ceux qui exigent d'être salués au nom de la discipline. Pour ne pas avoir salué un major, le soldat Chanteur, hospitalisé à Villetaneuse, dans la banlieue parisienne, est condamné en décembre 1916 à un an de prison ! La meilleure : le poilu Chanteur était amputé du bras droit !

Progressivement, les beaux discours patriotiques les ont dégoûtés, sentant une vague escroquerie se profiler derrière, mais ils ont pu se replier sur la sphère privée : les copains, au front, les parents, épouses et enfants, à l'arrière.



Joker : l'appel à un ami

Quand un soldat s'éclipse aux « feuillées », c'est-à-dire l'endroit de la tranchée que l'on a transformé en toilettes publiques, il dit à ses camarades : « Je vais téléphoner à Guillaume »

[l'empereur d'Allemagne], mais aussi « Je vais téléphoner à Poincaré ». L'impertinente formule montre en quelle estime les poilus tiennent les dirigeants qui les ont conduits dans la m...

Camarades

L'escouade, la plus petite formation militaire avec un maximum de 15 hommes commandés par un caporal, est le cœur de la fraternité des tranchées. Même si l'on s'y engueule plus souvent qu'à son tour, du fait de la promiscuité, on y tisse des liens d'amitié solides entre compagnons de misère et l'on prend l'habitude de tout y partager, les joies, les bons colis de victuailles envoyés par les mères et les épouses, et bien sûr les coups durs. « Sans souci des grades et des conditions sociales, nous nous étions attachés profondément les uns aux autres », confirme le prix Goncourt 1917, Henri Malherbe.

Avoir des copains, c'est utile : on doit pouvoir compter l'un sur l'autre. Savoir que si l'on est blessé dans l'assaut, un copain viendra vous chercher et ne vous abandonnera pas à la mort dans le no man's land. Savoir aussi que si l'on meurt, on ne laissera pas la famille sans nouvelles pendant des semaines avant qu'un avis officiel de décès ne lui parvienne. On se promet l'un à l'autre d'écrire à sa famille, voire, pour les plus prévoyants, on s'échange une lettre-testament à ne poster que si l'on ne revient pas de l'attaque. L'amitié, en gros, c'est une responsabilité. Et ce n'est pas toujours facile. Imaginez la difficulté de l'instituteur Quentin Vermot, qui écrit, le 10 janvier 1916, à l'épouse de son camarade pour lui apprendre qu'elle ne reverra plus celui qu'elle aime :

« Chère madame,

J'hésite à vous écrire, je voudrais presque que ma lettre ne vous parvienne jamais, et que le pénible devoir que j'ai de vous annoncer ce qu'il ne serait pas possible de vous cacher bien longtemps incombe à un autre.

Nous nous étions bien promis, Constant et moi, d'aviser la famille de celui que le malheur viendrait frapper. Ah ! Je ne croyais guère, à ce moment-là, me trouver un jour dans la douloureuse obligation d'avoir à remplir ma promesse... »

LE SAVIEZ-VOUS ?

La fidélité jusqu'à la mort

Paul Truffau rapporte dans ses *Carnets d'un combattant* (1917) un de ces actes d'héroïsme motivés par l'amitié. Un copain est blessé, mais se trouve à 10 mètres de la tranchée allemande. Aller le chercher, c'est plus que risquer sa vie, c'est presque la certitude d'y rester ! Mais comment résister aux plaintes du copain qui appelle ?

« Aller le ramasser, c'est mourir ; et dans chaque conscience se lève la peur de la mort qui pousse à la lâcheté. Le silence se prolonge ; chacun semble le ressentir comme un reproche : "ce pauvre gosse tout de même..." », murmurent des voix embarrassées... Une voix s'élève et dissipe le malaise : "J'irai, moi..." [...] J'ai envie de saluer. Car l'homme va à la mort. Et il le sait. »

L'arrière rêvé et détesté

À l'égard de l'arrière, le soldat est complètement ambivalent : il rêve de partir en permission, de l'univers de paix que constitue l'arrière, le vrai, celui de l'intérieur du pays, pas celui des cantonnements de la zone des armées où l'on entend toujours le fracas de la bataille, à quelques dizaines de kilomètres. L'arrière, c'est aussi retrouver femmes et enfants, famille et parents. Mais l'arrière, c'est également le monde des civils et des embusqués, ceux qui ne comprennent rien à leur guerre, qui ignorent tout ou presque de leurs souffrances. À cet égard, le poilu est souvent injuste avec le « civ'lot » comme il l'appelle : si ce dernier lui tient un discours patriotique, le poilu le trouvera généreux du sang des autres ; et s'il lui tient des propos pacifistes, il le considérera comme un faible prêt à le poignarder dans le dos. C'est tout le sens de ce dessin d'humour de Forain, qui détourne le propos angoissé des civils « pourvu qu'ils tiennent », en le faisant tenir par des soldats :

« Pourvu qu'ils tiennent.

– Qui ça ?

– Les civils ! »



L'embusqué

Voilà une des figures les plus célèbres et les plus détestées de la guerre, le pendant du poilu courageux. Planqué à l'état-major, au ministère et à tous les postes où l'on ne risque pas de monter aux tranchées, l'embusqué, avec son uniforme toujours propre, fait horreur au soldat... qui l'envie un peu ! Au demeurant, on est toujours l'embusqué de quelqu'un d'autre : un cuisinier d'une roulante du front, un chauffeur de camion, une estafette, qui sont au front mais qui ne montent pas à l'assaut, sont vus comme des bienheureux par les poilus. À l'arrière, c'est pire encore : tout homme jeune et bien portant s'expose à se voir lancer l'insulte à la face, y compris par des femmes et des enfants. Les humoristes, évidemment, s'en sont donné à cœur joie pour brocarder ces veinards, comme le montre ce « diplôme d'embusqué » édité à des dizaines de milliers d'exemplaires sur carte postale et qui imite la citation militaire pour acte de bravoure : « Malgré les honneurs de la guerre, est toujours resté calme, s'imposant constamment des privations pénibles, comme celle de se séparer de ses amis partant pour le front et de parader dans les rues de sa garnison. Est toujours prêt à manifester bruyamment son patriotisme. » *Le Bavard*, revue satirique marseillaise, en rajoute en publiant cette fausse offre d'emploi : « On demande de solides jeunes gens pour coller des enveloppes dans les bureaux de l'administration française. Ne pas se présenter pour faire ce travail si l'on est faible de constitution. Il faut des hommes vigoureux. On exige d'eux, enfin, des qualités d'endurance, de ténacité et d'intrépidité. » Comme l'embusquage pose la question de

l'égalité dans le sacrifice — on soupçonne toujours le piston des plus riches qui savent placer leurs fistons —, les parlementaires légifèrent par deux fois (loi Dalbiez, août 1915, et loi Mourier, août 1917) pour faire la chasse aux planqués et apaiser la colère de l'opinion publique.



Une carte postale illustrée qui témoigne du mépris dans lequel les poilus tiennent les civils !

Paroles de poilus

En dehors de cette hostilité viscérale pour les planqués, pour les stratèges en chambre qui ont toujours des conseils à donner aux soldats, pour ceux qui les énervent en les honorant comme pour ceux qui les agacent en les plaignant, les poilus voient l'arrière comme un retour éphémère à la paix. Une trêve. Enfin, ils vont retrouver leurs êtres chers. Ils ne les ont d'ailleurs jamais vraiment quittés, à en croire l'activité de la poste aux armées : on estime qu'un soldat écrivait en moyenne une lettre par jour, ce qui fait plusieurs millions de correspondances croisées, des billets doux, des colis de victuailles, des mandats postaux.



Figure 10-3 :
Plusieurs milliards de lettres et de cartes postales ont été échangées durant la guerre entre le front et l'arrière. Les vague-mestres n'ont pas chômé !

Que s'écrit-on ? On se raconte le quotidien, bien sûr, en mentant comme des arracheurs de dents pour rassurer les mères et les épouses. Jamais, à en croire leur correspondance, les soldats n'avouent qu'ils sont dans un mauvais secteur et qu'ils risquent d'y rester. Ils sont toujours dans un coin tranquille et il n'y a pas à s'en faire pour eux. À quoi sert de dire la vérité ? « Nous rédigeons pour l'arrière une correspondance pleine de mensonges, reconnaît le soldat Gabriel Chevallier. Nous leur racontons leur guerre, celle qui leur donnera satisfaction et nous gardons la nôtre secrète. »

Surtout, dans ces courriers, on se renouvelle son affection parce qu'il est urgent de se dire que l'on s'aime. Demain, peut-être, il sera trop tard. Et puis, à distance, on donne des directives pour tenir la ferme ou la boutique. Des tranchées, les paysans devenus soldats par la force des choses continuent à diriger les travaux, disent à leurs femmes ce qu'il faut semer, où et quand, quels animaux il faut vendre à la foire et à quel prix. « Un pied dans la tranchée, un pied dans la ferme », reconnaît le soldat Benjamin Cariou.

LE SAVEZ-VOUS ?

La phobie de l'adultère

Le soutien affectif est tellement essentiel dans l'univers déprimant du front que les poilus sont torturés par l'angoisse d'être abandonnés. Ils quittent longuement leurs légitimes : celles-ci leur resteront-elles fidèles ? Le cas de l'écrivain Roland Dorgelès est ici édifiant : engagé volontaire, aimant passionnément sa Madeleine, il est peu à peu délaissé puis carrément oublié par sa maîtresse. Il en garde une profonde blessure, ce qui explique que l'adultère occupe une grande place dans *Les Croix de bois* (1919) et participe du thème du soldat escroqué de toute gloire dans cette sale guerre. Le scandale suscité par *Le Diable au corps*, le roman de Raymond Radiguet publié en 1923, montre que la peinture

de l'adultère d'une femme de combattant est encore insupportable à la société française, même en littérature. De 1914 à 1918, d'ailleurs, les moralistes veillent et traquent « celles qui désertent », « les mauvaises Françaises », comme on les appelle. La justice elle-même s'est saisie du dossier en appliquant un double tarif de l'adultère qui remet en cause l'égalité devant la loi : dans tous les procès pour adultère, le juge demande à la femme si son mari est mobilisé ou non. S'il ne l'est pas, ce sera une amende. S'il l'est, ce sera la prison ! Parce qu'elles ont ôté du courage à un soldat, ces épouses ont commis un acte antipatriotique en quelque sorte. Et on ne badine pas avec l'amour... de la patrie !

« Home, sweet home »

La permission, elle, est la carotte qui maintient le bon moral. On compte les jours qui séparent le moment des retrouvailles et l'on tient aussi grâce à cela. Au départ, pourtant, rien n'était prévu. Et pour cause : la guerre devait être courte, les permissions n'étaient donc pas envisagées. Quand il

s'est avéré que la guerre serait longue, la question a commencé à se poser, mais le commandement militaire a freiné des quatre fers, redoutant que les soldats revenus dans leur foyer n'aient plus le courage de remonter au front. Il a bien fallu qu'il se résigne devant le mécontentement grandissant, et c'est tout le contraire qui s'est produit : la permission a permis de maintenir la combativité de troupes progressivement démoralisées par la trop longue séparation avec leur famille. Instituées en juillet 1915, les permissions se sont lentement mises en place, car, à raison de quatre veinards pour cent hommes, il faut attendre longtemps son tour. Rentrés dans leur foyer, les paysans aiment leur femme et travaillent comme des brutes à la ferme pour lui ôter de la peine. Huit jours de répit, ce n'est pas long ! Quand les permissions sont annulées, les soldats s'inquiètent : c'est un signe qui signifie bien souvent que l'état-major mijote une nouvelle offensive et qu'il a besoin de toutes les troupes. Tant que les permissions vont, tout va !



Figure 10-4 :
La perm' !
Voilà ce
que le poilu
attend.

Chapitre 11

Fuir la guerre

Dans ce chapitre :

- ▶ Faire ami-ami
- ▶ Se mutiler
- ▶ La folie, la désertion et le suicide
- ▶ L'épineuse question des fusillés

Quand la guerre se fait trop longue, quand la peur ou le cafard finissent par saper le courage et la détermination, des soldats épuisés, inconscients ou très malins peuvent tenter le tout pour le tout afin de sauver leur peau. Tous les moyens sont bons : fraterniser localement pour s'assurer un séjour peinard aux tranchées, simuler des maladies ou se mutiler pour être ramené en arrière et déclaré inapte au service armé, et même désertir sans tambour ni trompette. D'autres, incapables de résister plus longtemps, s'engagent en des voies expéditives et sans retour : le suicide et la folie, par exemple. Comment se mettre à l'abri ? Comment ramener intacte « sa belle petite gueule », comme disait le poilu Ferdinand Gilson ? Beaucoup ont certainement réfléchi à cette question, mais peu ont franchi le pas, car le jeu n'en vaut pas la chandelle : à vouloir jouer au plus malin, on risque vite de se retrouver devant un peloton d'exécution.

Fraterniser

Pour éviter d'y « rester », le plus sûr moyen est de ne pas combattre, de ne pas « canarder » le voisin d'en face, bref de le laisser vivre ! Les soldats allemands, qui rêvent eux aussi d'un séjour calme aux tranchées, rendront évidemment la pareille. Et comme la frontière entre la trêve tacite et la fraternisation est étroite, on passe facilement de l'une à l'autre et *vice versa*. Mais les accalmies heureuses ne durent pas.

Vivre et laisser vivre

Pour James Bond, le choix est simple : « Vivre et laisser mourir. » Mais pour les soldats de 14-18, il est plus prudent de vivre et de laisser vivre. On ne tire pas, on organise une trêve locale, et on passe ses quinze jours en première ligne « pépère ». C'est le bon sens qui parle, et le souci souverain de revenir sain et sauf de l'épreuve. Il n'y a que des avantages à s'entendre – tacitement – à ne rien tenter l'un contre l'autre : les roulantes peuvent s'approcher au plus près des premières lignes et les soldats manger chaud. Les soldats peuvent aussi dormir tranquilles, pour une fois, sans craindre un coup de main nocturne, et il est possible de jeter un œil hors de la tranchée sans se faire descendre par un sniper. Ce n'est pas de l'amour, non, mais une stratégie de survie, un petit arrangement entre ennemis, comme le reconnaît le capitaine Rimbault : « Un Français et un Allemand ne peuvent ainsi vivre côte à côte sans qu'une des deux hypothèses suivantes n'arrive : se tuer ou s'arranger à l'amiable. »

LE SAVEZ-VOUS ?



Petit arrangement entre ennemis

Le caporal Louis Barthas raconte dans ses carnets un de ces petits arrangements locaux qui ont permis d'éviter de se massacrer. Il s'agit d'un secteur où les postes avancés allemands et français sont extrêmement proches :

« Apprenant qu'il était condamné à passer vingt-quatre heures dans un tel petit poste, un embusqué ou un bon bourgeois, si patriote qu'il fût, eût senti ses cheveux se hérissier sur sa tête et n'eût pas manqué de faire son testament avant d'entrer dans ce coupe-gorge. Quel n'aurait pas été leur étonnement, même leur stupéfaction de voir le calme et la tranquillité qui régnaient dans ce coin. L'un fumait, l'autre lisait, celui-ci écrivait, certains se chamaillaient sans baisser d'une note le son de leur voix. Et si ces patriotes, ces embusqués, avaient prêté

quelque peu l'oreille, ils eussent entendu les Allemands tousser, cracher, parler, chantonner, etc., avec le même sans-gêne.

Leur stupéfaction se fût changée en ahurissement s'ils eussent vu sentinelles françaises et allemandes assises tranquillement sur le parapet en train de fumer la pipe et échanger de temps en temps un bout de conversation comme de bons voisins prenant le frais sur le pas de leur porte.

De relève en relève, on se transmettait les usages et coutumes de ces petits postes, les Allemands de même, et toute la Champagne pouvait s'embraser, il ne tombait jamais une grenade en ce point privilégié. »

La plupart du temps, les trêves sont spontanées : quand il pleut à torrent et que les tranchées se remplissent de boue, il n'est pas rare que Français et Allemands sortent de leurs lignes pour éviter d'être engloutis et pour se livrer à des travaux de consolidation des parois des tranchées.

Les hommes sont alors à découvert, mais ils s'ignorent, la grande misère de leur condition prend le pas sur la guerre. Il arrive cependant que les soldats aillent plus loin, du simple signe à la poignée de main au milieu du no man's land. On passe alors de la trêve officielle à la fraternisation proprement dite.

Frère boche

Les combattants français et allemands ont en commun de subir les mêmes épreuves et la même vie de misère, cela rapproche déjà en soi. Les poilus, eux, savent que les « boches » ne sont pas des lâches qui se rendent pour un morceau de pain, comme l'affirme la propagande de l'arrière. Des deux côtés du front, on s'estime donc tout en s'affrontant. Et parfois, on se parle : on s'insulte surtout, on se défie, mais quand les uns chantent, les autres applaudissent ou répondent par un de leurs chants nationaux. Il y a plus. Il arrive, même si c'est exceptionnel, que les militaires sortent de leurs retranchements et s'échangent une poignée de main, des cigares, du chocolat ou du cognac !



Figure 11-1 :
Comment la
propagande
présentait
les Alle-
mands en
1914. Des
lâches et des
affamés !

Un tabou historique ?

Longtemps, les historiens ont éludé ces gestes de paix dans la guerre, ils n'en parlaient pas ou les mentionnaient à titre d'anecdotes. Mais on aurait tort de considérer qu'il s'agit d'un « tabou », d'un silence délibéré pour ne pas perturber l'image patriotique de la Grande Guerre. En fait, l'explication est plus simple : un historien a besoin d'archives et ce genre de rencontres

a rarement fait l'objet de comptes rendus circonstanciés; mis à part dans les lettres des soldats et dans leurs souvenirs édités plus tardivement. Les officiers qui voyaient leurs soldats fraterniser ont pris soin de ne rien écrire dans leurs journaux de marche et de ne pas avertir leurs supérieurs. Ils se seraient fait remonter les bretelles et leurs hommes auraient été punis, ou encore l'assaut aurait été ordonné. Mieux valait ne rien voir et tout oublier.

Joyeux Noël

C'est à Noël 1914 que les fraternisations ont été les plus fréquentes, et plus encore entre Britanniques et Allemands qu'entre Français et Allemands. On s'échange des bouteilles, du chocolat ou des biscuits français contre du tabac allemand. Les fraternisations ne sont pas exclusives au jour de Noël, il y en aura pendant toute la guerre, y compris à Verdun, mais la fête chrétienne pousse évidemment les combattants du front ouest à un cessez-le-feu temporaire. Le pape Benoît XV a d'ailleurs lancé un appel pour que cesse « le fracas des armes lorsque la chrétienté célébrera la fête de la Rédemption du monde ». Mais il ne faut pas se faire d'illusions, personne sur le front n'a entendu parler de cet appel qu'aucun journal n'a osé relayer.



Les Anglais, champions du monde de la fraternisation ?

Les Britanniques, en effet, sont des engagés volontaires – avant qu'une forme limitée de conscription ne soit introduite en 1916 – soudés par un esprit sportif qui explique que l'on peut, au nom du fair-play, rencontrer son adversaire sans se sentir en situation délicate avec son patriotisme. D'ailleurs, ces fraternisations aboutissent souvent à des parties de football ou des concours de tir, preuve que l'affrontement demeure même ramené à une dimension plus pacifique.

Le Gallois Wyn Griffith a livré ce témoignage sur l'incroyable *Merry Christmas* de 1914 : « Dès qu'il fit jour, nous vîmes des mains qui nous faisaient signe, brandissant des bouteilles... Un Allemand ivre tituba sur son parapet et avança au milieu des barbelés suivi de plusieurs de ses camarades, et en un rien de temps des hommes ont surgi des deux camps, avec des boîtes de corned-beef, des biscuits, et d'autres choses à échanger. C'était la première fois que je voyais le *no man's land* transformé en *every man's land*. »

Les fraternisations sont donc spontanées. Elles ne sont pas totales non plus. On s'est battu le jour de Noël 1914 en de multiples endroits du front et il ne faudrait donc pas étendre à l'ensemble du champ de bataille ce qui s'est produit ici ou là. Curieusement, les Noëls qui suivront, de 1915 à 1917, ne seront pas aussi propices à ce genre de manifestations. Pourtant, on

aurait pu penser que la lassitude aurait favorisé les fraternisations, mais il faut croire que c'est le contraire. Notons toutefois que le commandement, averti, a trouvé la parade pour ne plus jamais assister à cette éclaircie de paix dans la guerre : le jour de Noël, il fait donner l'artillerie sur les positions ennemies. Cela dissuade ensuite quiconque de montrer le bout de son nez. Le sous-lieutenant Edward Beddington, en Anglais bien éduqué, déplore cette attitude dans une lettre à ses parents datée du 26 décembre 1916 : « Je dois avouer que le fait d'aller parler aux boches dans le no man's land comme nous l'avons fait lors du premier Noël est naturel pour tout gentleman, ne croyez-vous pas ? Mais l'artillerie a préféré pilonner à toutes les heures de la nuit et du jour de Noël. »

Figure 11-2 :
Une des
rares illus-
trations trai-
tant de ces
éphémères
fraternisa-
tions. Ici, un
match de tir
à Noël 1914.



La queue de bois

Pour mettre fin à ces fraternisations, jugées dangereuses pour le moral et la combativité des troupes, le commandement réagit : il fait donner l'artillerie, et l'on rappelle, comme le général Pétain dans un ordre général du 12 septembre 1916, que tout contact avec ceux d'en face est considéré comme un acte d'intelligence avec l'ennemi passible de la peine de mort en conseil de guerre. Enfin, pour ne pas accepter l'idée que les combattants puissent se respecter et se serrer la main, l'état-major préfère croire à une manœuvre d'intoxication, théorie qu'il développe dans un opuscule de décembre 1917 intitulé *Une nouvelle arme allemande : la fraternisation*. Cet élan généreux et humain était devenu pour les gradés une forme de guerre psychologique. L'esprit de Noël était bien mort.

Au demeurant, la fête n'a jamais duré très longtemps. Quelques minutes pour les plus courtes, quelques jours pour les plus longues. Quand un officier a exigé que les hommes rentrent dans leurs positions, ceux-ci sont revenus. Que pouvaient-ils faire d'autre ? Si l'histoire est belle et si elle donne à réfléchir, il ne faudrait pas oublier que l'on reprend la guerre le jour suivant les embrassades, et que l'on se tue de plus belle. La fraternisation n'a été qu'un rêve, un entracte, une joie brève, éphémère et sans lendemain.

S'estropier

Si l'on n'a pas la chance de connaître un bon plan pour s'embusquer, alors il ne reste plus qu'à accomplir son devoir de troufion avec tous les risques que cela comporte. Bien sûr, on peut espérer ce que les soldats appellent la « fine blessure », une blessure assez grave pour motiver la réforme et pas assez grave pour se révéler réellement handicapante (un doigt enlevé par une balle, par exemple). Pour couper court à la précarité de la condition de fantassin, il n'y a pas cinquante façons, mais les moyens sont tellement dangereux qu'il faut vraiment être au bout du rouleau pour franchir le pas.

Simuler

Le plus sûr moyen d'être ramené en arrière est d'être blessé ou malade. Des astuces et des recettes circulent entre combattants pour se donner un mal et berner les médecins de l'armée. Paraît-il que les signes de l'angine se donnent facilement en buvant du vin blanc brûlant, bouilli avec du poivre. Avec une cigarette, on se brûlera la peau et l'on créera une plaie purulente, on passera la nuit torse nu pour attraper une bronchite, et l'on ingérera de l'acide picrique pour donner tous les symptômes de l'ictère. Les plus outillés se feront une piqûre de pétrole dans la jambe ou le bras, ce qui entraîne à coup sûr un abcès douloureux et la fièvre en prime.

Au départ, ces combines ont fonctionné parce que les médecins n'étaient pas avertis. Mais au fur et à mesure, la suspicion l'a emporté dans le corps médical qui a commencé à débusquer les simulateurs tout en les soignant : les soldats convaincus d'ictère devront par exemple se soumettre à des analyses d'urine... et gare à ceux dont les analyses révèlent la présence d'acide picrique. Quant aux abcès provoqués par une piqûre de pétrole, ils sont faciles à identifier rien qu'à l'odeur. Une fois démasqués, les simulateurs passent un mauvais quart d'heure et sont menacés du conseil

de guerre. Tous n'iront cependant pas en cour martiale, car certains médecins hésitent à dénoncer de pauvres bougres qui risquent le poteau d'exécution pour un moment d'égarement : « Il répugne au médecin, même en ces temps où la discipline la plus rigoureuse est un devoir, de dénoncer ces soldats qui ne sont pas toujours, loin de là, de mauvais sujets, mais qu'un instant de contagion, d'ennui, de cafard, de peur, a égarés », reconnaît *Le Progrès médical* en 1917.

Se mutiler

La bronchite, c'est bien beau, mais après quinze jours d'hôpital, même suivis d'une permission de convalescence de huit jours, on retrouve l'enfer des tranchées. Et tout est à recommencer. Certains ont donc trouvé des méthodes plus radicales quoique plus violentes pour quitter définitivement le front : la mutilation volontaire.

En septembre 1914, l'armée française, qui n'a jamais réfléchi au problème de l'automutilation, prend peur devant la multiplication des blessures aux mains. Il n'y a rien d'étonnant dans le cadre de la guerre moderne et de la violence des dégâts que les armes à feu opèrent sur les corps, mais les autorités redoutent une possible épidémie de mutilations volontaires. Le problème, c'est qu'il n'y a rien qui punisse précisément cette pratique qui n'a jamais été envisagée par les officiers. Pourquoi donc se tirer dessus soi-même ? Quelle folle hypothèse ! Quand on comprend que vivre la guerre est plus éprouvant que de se tirer une balle dans le pied ou dans la main, les conseils de guerre décident d'assimiler les mutilations à l'abandon de poste devant l'ennemi, ce qui envoie les contrevenants devant le poteau d'exécution s'ils sont reconnus coupables.

C'est le médecin militaire, désigné comme expert dans ces affaires, qui porte la plus grande responsabilité. Son diagnostic commande ni plus ni moins le verdict du tribunal militaire : s'il disculpe le soldat, celui-ci est innocenté, si son diagnostic est réservé, le soldat sauve sa tête par manque de preuves. En revanche, si l'expert conclut sans ambiguïté à la mutilation volontaire, alors le poilu paie chèrement sa faute. Mais, en cette matière, l'hésitation prévaut : il n'y a pas assez d'éléments probants qui permettent de se prononcer avec certitude. Surtout que les militaires sont malins : au départ, les désespérés se tiraient dans la main, le pied, plus rarement le mollet ou la cuisse, sans prendre garde aux traces de brûlures sur le vêtement qui attestent un tir à bout portant. Ils comprendront ensuite qu'il faut tirer à travers un linge ou une boule de pain pour ne pas laisser de traces. Sans doute, très peu nombreux ont été les soldats conduits à de telles extrémités, mais cela a bel et bien existé.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Le médecin meurtrier

On l'a dit, le diagnostic du médecin est capital dans ces affaires de mutilation et, s'il se trompe, cela peut entraîner des conséquences irréversibles. C'est ce qui se produit en septembre 1914 avec six soldats du 15^e corps qu'un médecin, le Dr Cathoire, identifie comme des mutilés volontaires à la suite d'un bref examen de nuit. Aussitôt, les six larrons sont condamnés à mort. Heureusement, quelques jours plus tard, un aide-major découvre en pansant le bras de l'un d'entre eux un éclat de shrapnell, un

projectile allemand. Mais le temps de réviser la peine des pauvres condamnés à tort, deux innocents ont déjà été passés par les armes, les soldats Tomasini et Odde. Ils seront réhabilités, et, après la guerre, le président de la République adressera à leur famille une lettre d'excuses. La mère du soldat Odde n'a pas même ouvert sa porte à ce représentant d'un pays qui a assassiné son fils. Quant à cette fripouille de Dr Cathoire, il reçut un blâme et mourut dans son lit bien des années après la guerre.

Sortie définitive

À côté de ceux qui tentent de s'en sortir avec plus ou moins d'habileté en simulant une maladie quelconque, figurent tous ceux dont les nerfs ont lâché définitivement et qui ne simulent absolument pas. Oui, la guerre rend fou.

L'obusite

Les Britanniques parlent de *shell-shock*, les Français d'« obusite ». De quoi s'agit-il ? Des psychonévroses et autres « commotions » psychiques engendrées par le séjour aux tranchées. Des dizaines de milliers de soldats en ont été victimes, à des degrés différents toutefois, allant de l'amnésie à la démence en passant par toutes les étapes de la schizophrénie, de l'hystérie ou de la prostration. Des soldats perdent la vue, deviennent muets, sourds, paralysés d'une main, d'un bras, d'une jambe, ou bien les jambes deviennent flasques et ne peuvent plus porter le poids du corps, les bras se collent le long du corps, les poings se serrent, et des hommes pliés en deux lors d'un bombardement n'arrivent plus à se redresser ensuite. C'est peu dire qu'il existe quantité de symptômes et les médecins, qui ne connaissent pas grand-chose de ces affections, mentales, sont tout simplement dépassés.

Longtemps, les médecins ont tenu les « fous de la guerre » pour des imposteurs en puissance, et n'ont pas cherché à incriminer les conditions de la vie au front comme responsables des états délirants. Tout juste le professeur de psychologie Georges Dumas reconnaît-il un rôle de révélateur aux événements de 14-18, mais pas plus : la guerre, pour lui, « n'agit de façon sérieuse que sur des mentalités toutes préparées au déséquilibre, tarées ou constitutionnellement fragiles ». La guerre, on vous le dit, n'est pas en cause ! D'ailleurs, les termes *shell-shock* ou « obusite » donnent à penser que l'affection est physique et non psychique : on imagine que la compression puis décompression brutale de l'air provoquées par une explosion ont pu ébranler le liquide céphalo-rachidien dans lequel baigne le cerveau. Ces notions que l'on croit modernes ne font que réactiver les vieilles théories du « vent du boulet » inventées sous l'Empire napoléonien (eh oui, les psychonévroses ne datent pas de 1914 !). Mais alors, pourquoi ce refus de considérer les soldats comme atteints par des maladies psychiques ? Tout simplement parce que cela voudrait dire que les poilus sont fragiles, impressionnables, qu'ils ne sont pas les héros aux nerfs en acier que l'on décrit habituellement. Il ne faut pas oublier non plus qu'avant 1914 ce sont les femmes qui sont sujettes à l'hystérie – le mot venant d'ailleurs d'« utérus ». Allons, le soldat français est d'une belle race, bien solide ! Comment oser l'efféminer, le faire passer pour un débile, un faible ? C'était inimaginable bien sûr, aussi dans les premiers temps du conflit, la thèse du choc physique l'a emporté sur celle du choc psychique. Mais devant la masse de ces blessés sans blessures, toujours plus nombreux, il a bientôt fallu ouvrir les yeux.

Comment soigner les commotionnés ? Le personnel médical commence par improviser un traitement fondé sur le repos intégral, une psychothérapie douce à base de séances de douches froides en jets, d'héliothérapie, de massages, d'hypnose, d'exercices de gymnastique. Mais très rapidement, la quasi-totalité des neurologues pratique l'isolement disciplinaire des malades, les traitant comme des prisonniers, leur imposant la diète, l'interdiction de fumer, de lire et d'écrire ou encore utilisant les visites des familles comme une carotte ou un bâton, récompensant ou punissant les malades selon leurs efforts comme s'ils étaient totalement maîtres de guérir ou de rester malades. Mais cette méthode douce est bien longue et, très vite, entre 1915 et 1916, les médecins se rallient à une thérapie plus agressive appuyée par l'« électricité persuasive » à haute dose. Bien entendu, on ne croit plus, comme au siècle précédent, que l'électricité possède un pouvoir curatif, mais on pense que la douleur infligée brutalement fera comprendre au malade que son état de fuite du réel est plus douloureux que l'état de conscience. Cette méthode violente, inventée par le Dr Clovis Vincent, est baptisée du nom effrayant de « torpillage ». Parce qu'il est au service de la patrie en guerre et non au service des hommes en souffrance, le Dr Vincent cherche un moyen rapide pour renvoyer des hommes sur le front et fait de la douleur et de la violence un acte thérapeutique. En Allemagne et en Autriche, des

médecins qui pensent de même appliquent leurs électrodes sur les tétons et les testicules des pauvres soldats qui passent entre leurs mains. Entre l'efficacité et l'humanité, l'éthique et l'objectif patriotique, il fallait choisir.

Et il ne faut pas compter sur la psychanalyse pour contrer les méthodes expéditives des bourreaux en blouse blanche. Mal considérée, dénoncée comme une science « austro-boche », la psychanalyse est largement ignorée et ne fait son entrée dans les pratiques médicales françaises que timidement, à la fin de la guerre, par l'intermédiaire des médecins américains, qui, pour leur part, sont plus ouverts aux théories nouvelles et se refusent à traiter leurs blessés mentaux à l'électricité. En France, on restera cependant persuadé qu'un bon coup de torpille vaut mieux que de longues parolotes.

Guéris tant bien que mal, ces blessés nerveux, trembleurs et autres traumatisés seront souvent démobilisés avec un taux de pension le plus bas possible : les indemniser au même niveau que les combattants, cela n'aurait-il pas été une prime à l'embusquage, un encouragement à la faiblesse des constitutions ? Les dizaines de milliers de soldats atteints de troubles mentaux, décidément, n'étaient pas des héros. Ils étaient bien des soldats de la honte.



La torture comme méthode de soin

L'intensité de la décharge électrique est « toujours très supportable » selon Georges Dumas, mais tel n'est pas l'avis d'un soldat qui affirme avoir reçu une dose assez forte pour déplacer un tramway et déclare préférer passer en cour martiale plutôt que de revivre l'expérience. Pour avoir refusé l'électrothérapie, le zouave Baptiste Deschamp place la justice militaire dans l'embarras : en tant que patient, il a le droit de refuser un traitement, mais en tant

que soldat, il doit se soumettre aux décisions de son supérieur, en l'occurrence le médecin-major. Parce que son cas est médiatisé et parce qu'il est défendu avec fougue par un député, le zouave Deschamp ne sera condamné en 1916 qu'à une peine symbolique, quelques mois de sursis. Mais la question de l'électrothérapie a été posée : a-t-on le droit de soigner aussi brutalement des malades qui ont plus besoin de repos que d'être torturés ?

Le suicide

Quand le « cafard » persiste, des idées suicidaires se font jour immanquablement. Pourtant, le nombre de soldats suicidés est extrêmement bas : les estimations réalisées à partir des cas qui n'ont pas été déclarés « morts pour la France » atteignent un chiffre de cinq mille

individus environ. Une paille si l'on se rapporte aux huit millions d'hommes mobilisés ! Plus surprenant encore, le nombre de suicides chez les Français, en 1914-1918, est plus faible qu'avant guerre. Difficile d'apporter des explications, mais l'on remarquera que la solidarité des hommes au front empêche souvent un poilu déprimé de s'isoler pour mettre fin à ses jours. Et puis, sans doute faut-il prendre en compte également une sous-estimation des suicides, car les camarades et les officiers des tranchées préfèrent camoufler un suicidé en « tué à l'ennemi » pour ne pas salir la mémoire du mort et pour que sa veuve touche une pension. L'homme est mort, et on ne veut pas savoir comment. Un de plus, un de moins, après tout, cela ne vaut pas la peine de jeter l'opprobre sur une famille à l'arrière. En revanche, gare à ceux qui se loupent : les instructions précisent à ce sujet que les convaincus de tentative de suicide seront traduits en conseil de guerre. Difficile toutefois de se loucher avec des armes à feu !



L'indice de l'orteil

Quand on trouve un soldat le crâne défoncé par une balle et l'orteil nu, le suicide ne fait aucun doute. En effet, les soldats ont des fusils et non des pistolets, qui sont réservés aux officiers.

Aussi, pour actionner la gâchette d'un fusil tout en plaçant le canon dans sa bouche, il faut se servir de son gros orteil.

Déserters

L'état-major tablait sur près de 10 % d'insoumis en 1914. Il y en eut moins de 1,5 %. L'armée redoutait que les soldats ne reviennent pas de leurs permissions. Ils sont toujours revenus. Le phénomène de désertion est donc très marginal, mais il mériterait toutefois d'être étudié plus sérieusement, car, jusqu'à présent, les historiens n'ont pas livré d'étude d'ensemble du phénomène, qui reste assez mal connu. On sait néanmoins que le taux de désertion est plus important dans les départements frontaliers de l'Espagne et de la Suisse, États neutres. Quand on est du pays et que l'on connaît les sentiers qui mènent de l'autre côté de la frontière, on peut être tenté de sauver sa peau. C'est ainsi que Genève est devenue la capitale des pacifistes et des insoumis durant la guerre. Mais l'on peut aussi se cacher sur le territoire national, surtout dans les régions de montagne, comme en Corse, où des dizaines de conscrits ont pris le maquis avec la complicité active de leur famille. Dans les Cévennes, les aventures d'un déserteur récidiviste qui terrorise la région par ses vols répétés dans les fermes alentour serviront de base au roman d'André Chamson, *Roux le bandit*. Sur le front, la désertion est également possible,

mais elle est délicate : on risque bien de se faire tuer par une sentinelle allemande qui croira à un stratagème, et il est difficile d'abandonner ses camarades que la fraternité unit dans la misère. Combien sont-ils à avoir sauté dans la tranchée d'en face pour abrégier leurs souffrances ? Très peu, à l'évidence. Au lendemain du 11 novembre 1918, quand les prisonniers français sont libérés, on ne compte que 200 Français qui font le choix de demeurer en Allemagne pour ne pas subir les foudres des conseils de guerre qui les attendent de pied ferme. C'est peu. Quant à l'armée allemande, elle craint la désertion de ses troupes alsaciennes qu'elle soupçonne de francophilie ; aussi envoie-t-elle plus spécifiquement ces soldats sur le front est, face aux Russes.

Se faire fusiller

On l'a rarement cherché, mais cela peut arriver : insulter un officier, s'endormir quand on est en sentinelle, se dissimuler pour ne pas monter à l'assaut, battre en retraite sans y être autorisé... autant de cas qui relèvent du conseil de guerre et dont l'issue est parfois dramatique.

Idées reçues



Les fusillés pour l'exemple occupent une place importante dans notre mémoire collective de la Grande Guerre, et pourtant l'objet n'est pas central : sur 8 millions de mobilisés, on compte 2 400 condamnés à mort dont 600 seront effectivement passés par les armes, les autres bénéficiant de la grâce du commandant en chef ou de celle du président de la République. En Grande-Bretagne, les fusillés sont environ 300 mais plus de 700 pour l'Italie. Finalement, avec une cinquantaine d'hommes passés par les armes, la justice militaire allemande est moins sévère, mais c'est l'armée australienne qui est la plus compréhensive en refusant d'exécuter un seul de ses soldats. Autre idée reçue : les exécutions auraient été nombreuses en 1917, année des mutineries dans l'armée française (voir chapitre 16) : les premières recherches sur le sujet ont donné le chiffre d'une cinquantaine d'hommes fusillés en rapport avec les désobéissances collectives de 1917 (et peut-être moins), sur les six cents que l'on dénombre de 1914 à 1918. En fait, les années les plus meurtrières pour la justice militaire sont celles de 1914-1915, dans les premiers temps du conflit, quand l'état-major dispose d'une totale liberté pour faire régner l'ordre : en à peine plus d'un an, on recense les deux tiers des condamnés à mort. Cette sévérité de l'armée dans les premiers mois du conflit tient à deux éléments : d'une part le commandement est persuadé de la force de l'exemple et pense qu'il faut être dur pour que les hommes soient disciplinés ; d'autre part, tous les garde-fous sautent à la mobilisation quand le pouvoir civil s'efface devant le pouvoir militaire. Le 10 août 1914, le recours en révision est ainsi suspendu, pour ne pas retarder l'action de la justice. Le 1^{er} septembre, c'est au tour de la grâce présidentielle

d'être temporairement abandonnée. Enfin, sur proposition du général Joffre, un décret du 6 septembre crée les cours martiales ou conseils de guerre spéciaux composés de trois juges et qui pourront se prononcer sur une affaire sans instruction (!). Plus d'appel, plus de grâce, et plus d'instruction : la porte est ouverte pour une justice expéditive et parfois arbitraire. L'accusé peut toujours compter sur un avocat, mais ce commis d'office découvre parfois son dossier une heure avant le procès. À ce régime, les erreurs ne sont pas rares.



Un long dimanche de fiançailles : ce n'est pas que du roman !

À côté du chiffre des exécutions officielles, il faut envisager un certain nombre d'exécutions sommaires qui n'ont pas laissé de traces dans les archives. Le point de départ du roman de Sébastien Japrisot – un groupe de militaires qui se sont mutilés est envoyé errer dans le no man's land, sans autre forme de procès, pour que les Allemands fassent le bas travail que les Français ne veulent pas faire – est tiré d'un fait réel de janvier 1915, consigné dans les *Cahiers*

secrets de la Grande Guerre du général Fayolle : « Des quarante soldats d'une unité voisine qui se sont mutilés à une main avec un coup de fusil, Pétain voulait en faire fusiller vingt-cinq. Aujourd'hui, il recule. Il donne l'ordre de les lier et de les jeter de l'autre côté du parapet aux tranchées les plus rapprochées de l'ennemi. » De cette histoire écœurante, le romancier tirera une histoire des plus romanesques (voir chapitre 25).

Des innocents fusillés pour l'exemple



Des pauvres diables condamnés à mort et qui n'ont pas grand-chose à se reprocher, il y en a eu quelques-uns : au total, on compte une cinquantaine de soldats qui ont été fusillés par erreur et reconnus innocents dans l'après-guerre à la suite de campagnes menées par la Ligue des droits de l'homme et des associations d'anciens combattants. L'armée a présenté ses excuses et la justice les a réhabilités... à défaut de les ressusciter. Les premières réhabilitations ont même lieu pendant la guerre : le premier jugement révisé par la Cour de cassation date de 1915 et concerne les « mutilés de Verdun », un groupe d'hommes examinés de nuit par le Dr Cathoire, qui les dénonce comme mutilés volontaires alors qu'ils avaient été blessés par des shrapnells (voir encadré plus avant). En 1917, c'est l'artilleur Eugène Bourret qui est lavé de l'accusation de lâcheté. En septembre 1914, il avait été commotionné par le souffle d'un obus qui l'avait soulevé de terre et rejeté quelques mètres plus loin. Hagard, ahuri, il avait été retrouvé errant et on l'avait fusillé pour abandon de poste, sans s'inquiéter de ses déclarations embrouillées ni même consulter les officiers de sa batterie qui l'avaient envoyé en arrière vers l'infirmerie qu'il ne trouva jamais.

Les réhabilitations sont cependant très rares pendant la guerre. Dans un pays où la justice – comme l'a montré l'affaire Dreyfus – est placée au-dessus de tout, il s'agit de ne pas affoler l'opinion avec ces affaires qui pourraient porter un coup à la confiance dans l'armée. Souvent informés par des lettres de soldats d'exécutions arbitraires sur le front, les députés préféreront serrer les dents plutôt que de parler. Il faudra attendre la fin de la guerre pour que les langues se délient.

Parmi ces scandales, qui ont été reconnus dans l'après-guerre, figure le célèbre et pathétique cas du soldat Bersot, qui a donné lieu à un roman et à un film, tous deux intitulés *Le Pantalon*. L'histoire est ahurissante : en février 1915, ce soldat franc-comtois réclame un nouveau pantalon à son sergent, le sien étant déchiré. Son sergent, qui ne l'aime guère, lui donne l'ordre d'en prendre un sur un mort, couvert de sang et d'excréments. Bersot refuse et le voilà traduit en conseil de guerre pour « refus d'obéissance devant l'ennemi ». Le malheur a voulu que le 60^e régiment d'infanterie vienne d'être éprouvé sévèrement par les Allemands et que son moral soit au plus bas : les officiers voulaient rétablir une discipline de fer et faire un exemple. Bersot a été fusillé pour avoir refusé de porter un pantalon taché de boue et de merde ! Le 12 juillet 1922, il a été réhabilité. Il est mort en appelant sa mère, en criant le nom de sa femme et de sa petite fille. Que le nom du colonel Auroux, qui l'a condamné, reste flétri devant l'humanité. Et que dire du général Colle, qui donne l'ordre de tirer sur le 173^e régiment d'infanterie au cas où il ne sortirait pas de ses lignes pour un énième assaut perdu d'avance ?

Figure 11-3 :
Les photographies des exécutions sont rares. Celle-ci a probablement lieu au début de l'année 1915.



Comment enterrer les fantômes ?

Ils ne sont pas si nombreux les fusillés et l'on peut se demander pourquoi ils focalisent autant l'attention aujourd'hui à côté de l'immensité des morts pour la France. C'est qu'ils ne sont pas morts comme les autres, mais tombés sous des balles françaises et la mauvaise conscience taraude la mémoire collective. Longtemps, les nationalistes les ont vus comme des lâches (abandon de poste) ou de fortes têtes (refus d'obéissance), mais les anciens combattants (de droite comme de gauche) étaient plus cléments : ils savaient ce que la peur, la panique, la terreur pouvaient produire et ne rejetaient la réhabilitation que pour les traîtres et les déserteurs.

La réhabilitation des fusillés, contrairement à ce que l'on croit, est une longue et ancienne histoire : le 10 décembre 1915, sur la proposition de Paul Meunier, la Chambre des députés vote à l'unanimité (!) la suppression des cours martiales instituées en septembre 1914 et jugeant sans instruction. De même, les sénateurs ratifient cette loi à l'unanimité. Depuis avril 1916, la justice arbitraire cesse donc d'exister, la grâce présidentielle fait son retour, l'appel redevient possible, et le nombre de fusillés chute brutalement (200 exécutés pour les trois dernières années de la guerre).

La guerre terminée, les affaires éclatent les unes après les autres, mais la procédure de l'article 443 du Code d'instruction criminelle qui permet de saisir la Cour de cassation en cas de fait nouveau est trop restrictive pour réaliser la révision de tel ou tel procès. Ainsi, pour les fusillés de Souain ou de Flirey, désignés au hasard pour punir une unité qui a refusé de sortir des tranchées parce qu'elle jugeait l'assaut impossible, il n'y a pas de fait nouveau. L'article 20 de la loi du 29 avril 1921, votée à l'unanimité, donne au garde des Sceaux la possibilité de court-circuiter le Code d'instruction criminelle et de saisir directement la Cour de cassation. Mais voilà, cette cour juge sur la forme et non sur le fond et quand il n'y a pas de vice dans le conseil de guerre, elle a tendance à confirmer le jugement. Scandale pour les députés qui voulaient en finir !

Et puis il faut aussi régler le cas des hommes fusillés sommairement, sans jugement, que l'on ne peut réhabiliter parce que, justement, il n'y a pas de jugement à casser ! Tel est le cas des sous-lieutenants Herduin et Millant, passés par les armes devant Verdun en 1916 alors qu'ils avaient réussi à rompre l'encerclement de l'ennemi et à ramener une vingtaine d'hommes avec leurs mitrailleuses dans les lignes françaises. Il aurait vraisemblablement mieux valu qu'ils se fassent tuer jusqu'au dernier ou qu'ils se rendent, car on les accusa d'abandon de poste et on les fusilla sans jugement ! Il fallut attendre 1924 pour qu'une loi permette de réhabiliter des individus non jugés. En 1925, les députés votent un nouveau texte qui ouvre la voie à la réhabilitation des civils, jugés ou exécutés sommairement, par l'armée française. Il est vrai qu'en 1914, dans le climat d'espionnage, il ne fallait pas grand-chose pour être pris pour un agent de

l'Allemagne. Le cafetier Jules Strimelle, par exemple, fut exécuté parce qu'il avait des pigeons dans sa volière et qu'on le suspectait de renseigner l'ennemi. C'étaient pourtant des pigeons ramiers et non des voyageurs ! Le témoignage de son voisin qui lui avait offert ces oiseaux n'a pas été pris en compte.

Devant les grandes affaires de Souain et de Flirey, qui restent non réglées, parce que la Cour de cassation ne veut pas se prononcer sur le fond, des députés en viennent à demander une procédure extra-judiciaire : la formation d'un tribunal d'anciens combattants. En 1928, cette proposition est validée à l'unanimité des représentants de la nation, mais il faudra encore attendre cinq ans pour que ce tribunal spécial voie le jour. Siégeant de juin 1933 à février 1935, cette cour extraordinaire a examiné 28 dossiers de fusillés, a annulé la sentence dans 18 cas, l'a confirmée dans six et en a rejeté quatre autres en déclarant la demande irrecevable. À cette date, des bruits de bottes venus de l'Allemagne nazie commencent à hanter l'Europe et les Français, on le comprend, se désintéressent de la question des fusillés.

Le feu couvait pourtant sous la cendre. En 1957, le film de Stanley Kubrick *Les Sentiers de la gloire* réveille cette blessure mal cicatrisée et, depuis les années 1980, le retour de la Grande Guerre dans la mémoire nationale fait ressortir le cadavre du fusillé du placard de la Grande Guerre. On assiste même à un véritable retournement : ceux qui étaient des héros sont désormais perçus comme les victimes d'une boucherie sans nom et ceux qui étaient des lâches sont devenus des héros. Mutins, soldats fraternisant, fusillés, voilà les poilus à l'honneur aujourd'hui, ils sont ceux qui ont dit non, comme le suggère le film *Joyeux Noël*. Au-delà de ces circonvolutions de la mémoire, la question des fusillés pose un réel problème : longtemps, l'interprétation de la guerre de 14-18 a été un champ de bataille entre la droite et la gauche, mais, depuis trente ans, à la faveur de la déprise du marxisme comme du nationalisme, la mémoire de la guerre devient fédératrice et rassemble les Français dans une dimension « victimisante ». On ne parle plus d'« épopée héroïque », mais l'on mesure les souffrances de ces hommes résignés et déterminés à la fois, pataugeant dans la boue, bouffés par les poux, vivant avec la peur de la mort au ventre et respirant l'odeur des cadavres en décomposition. La vision actuelle de la guerre est donc fondée sur l'horreur et sur une profonde compassion pour les souffrances endurées. Mais pour que cette mémoire soit réellement unanime, il reste à régler le problème des fusillés. Tant que ceux-ci ne seront pas enterrés avec les autres dans la grande fosse commune, ces fantômes continueront à nous hanter, à nous attraper par le pied et à susciter le débat au milieu d'un discours national devenu consensuel. Les politiques l'ont compris.



Quatre-vingts ans après : un sujet toujours polémique

Le 5 novembre 1998, le Premier ministre, Lionel Jospin, se rend à Craonne pour inaugurer un monument commémorant les morts du Chemin des Dames (1917). Dans son discours, le Premier ministre émet le vœu que les fusillés pour l'exemple, « épuisés par des attaques condamnées à l'avance, glissant dans une boue trempée de sang, plongés dans un désespoir sans fond [...] réintègrent aujourd'hui, pleinement, notre mémoire collective nationale ». Le lendemain, *Le Monde* titre « La République honore les mutins de 1917 », ce qui est déjà un glissement du sens du discours (rappelons que les fusillés pour des raisons politiques, en 1917, représentent une trentaine de cas sur 600 hommes passés par les armes), et la polémique s'enflamme, en prenant un tour habituel gauche/droite. Pour les uns, seule la guerre est condamnable et la nation doit pardonner à ceux qui ont failli, pour les autres on ne peut placer sur le même pied ceux qui ont

failli et ceux qui ont accompli leur devoir. Une question de point de vue, donc. Peut-être cette polémique, en période de cohabitation, était-elle uniquement opportuniste ? Dix ans plus tard, en effet, le président, Nicolas Sarkozy, qui en 1998 affirmait que passer l'éponge sur les fusillés n'était pas « le meilleur exemple à donner », rejoint entièrement l'avis de Lionel Jospin. Dans son discours de Douaumont du 11 novembre 2008, il affirme que « beaucoup de ceux qui furent exécutés ne s'étaient pas déshonorés, n'avaient pas été des lâches, mais que simplement ils étaient allés jusqu'à l'extrême limite de leurs forces. [...] Souvenons-nous qu'ils furent aussi les victimes d'une fatalité qui dévora tant d'hommes qui n'étaient pas préparés à une telle épreuve. Mais qui aurait pu l'être ? » Que dira François Hollande le 11 novembre 2014 ? Je prends les paris !

Troisième partie

La guerre totale



Dans cette partie...

Si la formule « guerre totale » n'est pas contemporaine de la Grande Guerre mais apparaît dans le titre des mémoires du général von Ludendorff en 1935, son sens est déjà présent dans les appels à la « guerre intégrale » des nationalistes français. La totalisation du conflit signifie que toutes les forces du pays, toutes ses énergies, toutes ses ressources sont dirigées vers un seul et unique but : la guerre jusqu'au bout. La victoire n'est donc pas seulement une question d'hommes et de matériel, mais aussi de capacité de mobilisation financière (voir chapitre 12), sociale (voir chapitre 13), psychologique et religieuse (voir chapitre 14). En un mot, les combattants ne sont pas seuls sur le front : c'est toute la société qui est en guerre, des enfants qui révisent des leçons patriotiques et qui jouent aux soldats dans la cour de récréation aux ouvrières travaillant pour la défense nationale, en passant par les intellectuels qui vantent le courage des soldats et l'avènement d'un monde meilleur débarrassé de la « barbarie » allemande (voir chapitre 15). À la différence des conflits précédents, il n'est plus possible de mener son petit bonhomme de chemin en attendant que les tragiques événements s'apaisent : la guerre est partout, elle occupe le quotidien des Français et personne ne peut y échapper.

Chapitre 12

Mobilisation générale

Dans ce chapitre :

- Financer la guerre
- Répondre à l'appel de la défense nationale
- Se serrer la ceinture

La guerre se fait avec des hommes, mais aussi avec de l'argent. Sans hommes, l'argent ne sert à rien et sans argent on ne peut équiper et ravitailler convenablement son armée. Ainsi, de 1914 à 1918, toute la richesse du pays, son sang et son or, s'engloutit dans les tranchées de France. À l'arrière, tandis que l'on verse ses économies pour la défense nationale, on doit se serrer la ceinture au quotidien. Mais qu'importent les pénuries et le rationnement devant les souffrances des soldats au front ? Le problème, c'est que tout le monde n'est pas logé à la même enseigne et n'a pas la même notion du sacrifice.

Mobilisation financière

La guerre, cela coûte une fortune et cela ne rapporte rien. Trouver l'argent pour la financer est donc le casse-tête du gouvernement de 1914 à 1918. Les deux moyens qui sont à sa disposition – l'impôt et l'endettement – sont sollicités sous de multiples déclinaisons.

L'impôt

La façon la plus simple de trouver de l'argent frais consiste à augmenter les impôts. C'est ce qui est réalisé avec le relèvement des impôts indirects, taxes sur la consommation, sur le tabac, l'alcool, etc. ; par contre, les impôts directs n'ont pas été relevés, et ce pour des raisons politiques :

au sacrifice des Français, le gouvernement n'a pas osé ajouter celui des fortunes privées. De plus, l'impôt sur le revenu venait à peine d'être voté en juillet 1914 au Sénat, après des années de batailles politiques, et comme cet impôt – pourtant le plus juste qui soit – apparaissait comme suspect pour les classes aisées, les ministres des Finances qui se sont succédé ont choisi de n'en accroître ni la part ni l'assiette. Au total, l'impôt n'a pas été la source de financement première du conflit.

Le choix politique de ne pas taxer trop considérablement les Français étant fait, il ne reste plus guère que l'endettement pour trouver les moyens de continuer la guerre.

L'endettement intérieur

Quand on n'a pas d'argent, il faut emprunter. Cela tombe bien, la France est un pays riche, avec une tradition d'épargne et de bas de laine. Avec 45 milliards de francs placés à l'étranger en 1913, la France apparaît même comme le banquier du monde, derrière la Grande-Bretagne toutefois, dont la monnaie nationale, la livre sterling, a le privilège de servir de monnaie internationale. Reste à drainer cette immense épargne vers le gouffre de la défense nationale. Pour ce faire, une intense propagande est publiée dans les journaux pour que les Français achètent des bons du Trésor rebaptisés « bons de la défense nationale », qui offrent l'avantage d'associer la bonne affaire d'un intérêt à 5 % avec l'accomplissement d'un devoir patriotique. Les épargnants, qui ne se doutaient pas que le phénomène de l'inflation transformerait ce bon placement en escroquerie notoire, ont souscrit en masse : 50 milliards de francs sont ainsi tombés dans l'escarcelle de l'effort de guerre de 1914 à 1918.

Comme cela ne suffisait pas, le gouvernement a parallèlement lancé de grands emprunts nationaux, à plus longue échéance que les bons de la défense, mais toujours à des conditions plus qu'avantageuses : 5 % d'intérêts exemptés d'impôt. À grand renfort de propagande usant subtilement de la culpabilisation patriotique – « Ils donnent leur sang, donnez votre or » –, ces emprunts annuels ont rapporté 13 milliards en 1915, 10 milliards en 1916 et 1917, et 22 milliards en 1918 lors du fameux « emprunt de la victoire ». Une réussite complète ! Mais c'était toujours insuffisant pour répondre aux besoins des armées et il a fallu trouver d'autres sources de financement.

Figure 12-1 :
De grands dessinateurs sont sollicités pour confectionner les affiches incitant les Français à souscrire à l'emprunt de guerre, comme ici Abel Faivre.



L'endettement extérieur

Quand on a fini de racler le fond du porte-monnaie de ses compatriotes, il reste la possibilité de tendre la main aux bailleurs de fonds étrangers. Et voilà comment la France passe du statut envié de créditrice à celui de débitrice. Si les Britanniques, plus riches et dont l'effort humain est moins important que celui de leur allié, ont fourni 13 milliards de francs de 1914 à 1918, ce sont surtout les États-Unis, jeune nation en pleine croissance, que Paris a sollicités. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils se sont fait prier, les banques américaines marchandant leur soutien, prêtant à des taux d'intérêt prohibitifs en arguant du risque de ne jamais recouvrer leur argent en cas de victoire de l'Allemagne. Avec de tels grigous, la France n'a pu recueillir que 3 milliards de francs de 1914 à 1916, mais quand les États-Unis se sont lancés dans la guerre, en 1917, Washington a apporté sa caution à Paris et a versé l'équivalent de 13 milliards de francs de 1917 à 1918.

C'est donc l'endettement intérieur comme extérieur qui a permis d'assumer les dépenses pharaoniques de l'affrontement. Mais il y a une lourde

contrepartie : une épée de Damoclès est brandie au-dessus de la tête des Français, car il faudra bien un jour s'acquitter de ses dettes. Faire la guerre à crédit, cela coûte cher aussi. Mais peut-être pas autant que l'on pense, car un nouveau phénomène fait son apparition.

L'inflation

L'inflation ? Les Français ne savent pas ce que c'est en 1914. Le système monétaire mondial étant fondé sur l'étalon-or, le franc, la livre, le mark... sont des monnaies solides que l'on peut échanger en or selon une parité fixe. La guerre, qui fait fondre le stock d'or à vue d'œil, met fin à ce système et inaugure l'économie d'inflation. Celle-ci est même, sans le dire, une des sources de financement du conflit, car, quand l'État a un besoin urgent d'un milliard ou deux et qu'il a épuisé ses ressources d'endettement, il fait tourner la planche à billets et imprime autant de papier-monnaie que la somme dont il a besoin. La méthode est cavalière et se paie en dépréciation monétaire et en hausse des prix, mais il faut bien trouver de l'argent ! Étrangement, les gouvernements qui ne veulent pas augmenter les impôts font le choix de cet impôt forcé et déguisé qu'est l'inflation, qui rogne les salaires de tous et fait augmenter les prix. La guerre a un coût, direct ou indirect, mais cela se paie tôt ou tard !

Mobilisation économique

En août 1914, l'activité économique du pays s'arrête brusquement. La mobilisation des hommes perturbe la production et les échanges, mais la situation n'est pas jugée alarmante puisque la guerre doit être courte. Quand on comprend, en septembre-octobre 1914, qu'elle sera longue, il faut rapidement relancer la production industrielle et agricole et convertir une économie de paix en économie de guerre. Ce n'est pas simple.

Une industrie en guerre

Lors de la guerre de 1870-1871, les Allemands ont tiré 700 000 obus. C'est moins que ce qu'ils utilisent en une seule journée, le 21 février 1916, lors de l'attaque sur Verdun ! Cette simple comparaison montre que la guerre du ^{xx}e siècle est entrée dans une logique industrielle et que la victoire se joue autant dans les usines de l'arrière que dans les tranchées de l'avant. Les poudreries de l'État produisaient de 10 000 à 15 000 obus de 75 par jour avant guerre ? Le commandement en réclame 100 000 dès l'automne 1914 ! Il faut agrandir les usines, trouver de nouveaux fournisseurs, embaucher, bref, mettre sur pied une véritable économie de guerre.

Figure 12-2 :
Il a fallu du temps pour comprendre que la guerre moderne se fait plus avec des obus qu'avec des hommes. Ici, un dépôt de projectiles de gros calibre, à Verdun, en 1916.



« Nous avons trop de canons »

En ce domaine comme dans les autres, rien n'est prévu. La guerre, on vous le répète, devait être courte, alors pourquoi imaginer l'impensable ? C'est donc dans l'improvisation que l'industrie est mobilisée, jusqu'à ce qu'un poste de sous-secrétaire d'État aux Munitions soit créé en mai 1915 et transformé en ministère de l'Armement en 1916. Confié au socialiste Albert Thomas, ce ministère est la cheville ouvrière de l'effort de guerre, le lieu de la coordination entre les capacités productives des industriels et les besoins des militaires. Avant le passage d'Albert Thomas à l'Armement, le ministère de la Guerre avait créé une direction de l'artillerie, confiée au général Baquet. Celui-ci, qui dut affronter les critiques concernant l'insuffisance

des pièces françaises pour contrebalancer le feu ennemi, tomba définitivement en disgrâce quand il soutint à un parlementaire que l'armée française avait trop de canons ! Il voulait dire par là que les canons français étaient sous-employés puisque la production d'obus était inférieure à leur capacité de tir. N'empêche que dans les tranchées, où l'on se plaint de la trop grande faiblesse de l'artillerie française par rapport à celle de l'ennemi, la phrase malheureuse du général Baquet a causé le scandale. Il en a d'ailleurs perdu son poste, passé dans le giron du ministère d'Albert Thomas, qui ne s'est jamais plaint d'avoir trop de canons... mais pas assez !

Des terrains sont dégagés pour la construction de nouvelles entreprises, comme celle de Citroën sur le quai de Javel à Paris, construite en moins de deux mois en 1915 et spécialisée dans la production d'obus à balles, sur le modèle des shrapnells allemands. Louis Renault, pour sa part, préfère se diversifier et passe de la production de voitures aux camions militaires, aux chars et aux canons. Inutile de chercher un tailleur à Paris pour vous faire un beau costume, ils travaillent tous, à la tête d'une armée de couturières, à la confection d'uniformes. Même l'orfèvre Christofle fabrique des douilles, c'est dire que tout le monde met la main à la pâte ! C'est nécessaire, car l'armée a des besoins immenses. Pensez que rien que pour l'hiver 1917-1918, elle a consommé plus de 20 millions de chaussettes ! Il en faut des petites mains à l'arrière pour répondre à cette demande intarissable !

La géographie industrielle de la France, elle-même, change de visage. C'est justifié : les régions du Nord et de l'Est, traditionnellement les plus actives, sont dans la main des « boches », aussi c'est autour de Toulouse ou de Bordeaux que le gouvernement encourage la création de poudreries, ainsi que dans le bassin de la Loire et du Rhône, dans la proximité de Saint-Étienne et de Lyon.

Les méthodes de travail et la physionomie des entreprises évoluent tout au long du conflit : la France, pays de PME au capital familial, s'initie par la force aux grandes entreprises où l'on applique les méthodes efficaces de la division du travail importées des États-Unis. C'est la découverte et la généralisation du taylorisme, du travail à la chaîne où ce n'est plus l'ouvrier qui se déplace mais le produit.

Où trouver des ouvriers ?

Pour faire tourner ces usines champignons, il faut embaucher. Dans un premier temps, la désorganisation économique de 1914 a provoqué un tel chômage qu'en dépit de la mobilisation de millions d'hommes, trouver des ouvriers n'a pas posé de problème. Mais dès 1915 le marché du travail se déséquilibre. Et pour cause : en 1914, 50 000 ouvriers seulement travaillaient pour la défense nationale. En 1917, on compte 1 500 000 personnes dans les usines d'armement ! Les industriels doivent donc rivaliser d'ingéniosité pour embaucher.

Dans un premier temps, pour relancer la production, on fait revenir des tranchées les ingénieurs et les ouvriers spécialisés, métallurgistes notamment, qui sont plus utiles mobilisés dans les usines à l'arrière que sur le front. Une belle aubaine pour ces ouvriers et cadres qui, bien qu'indispensables à l'effort de guerre, se font traiter d'« embusqués » par les poilus moins bien lotis. Ensuite, on ouvre largement les usines de guerre aux femmes, qui y gagnent le surnom de « munitionnettes » et qui occupent plus de 20 % de l'effectif total. Et puis, à côté des réformés, des trop jeunes ou trop vieux pour être mobilisés, on fait appel aux étrangers, Espagnols, Polonais, réfugiés belges mais aussi travailleurs chinois.

Mais c'est la venue des indigènes coloniaux qui frappe l'esprit des contemporains : 300 000 ouvriers environ, des Maghrébins, pour la plupart, des Malgaches et des Indochinois. Les Noirs africains, eux, ne sont pas sollicités, car un préjugé colonial tenace les considère comme de mauvais ouvriers, alors qu'ils sont vus comme de très bons soldats. Comprenez qui pourra ! Toutefois, tous ne travaillent pas à la défense nationale : les Indochinois remplacent les employés de la voirie de Marseille, et à Paris ce sont les Kabyles qui vidant les poubelles.

Les contrats qu'ils ont signés pour la durée de la guerre leur procurent un bon salaire par rapport à ce qu'ils pourraient gagner dans les colonies, mais leur situation n'est pas enviable : logés dans des casernes ouvrières, ils sont isolés des Français et surveillés par la police, qui n'aime pas trop les voir nouer des liens d'amitié avec les syndicalistes comme des liens d'amour avec les ouvrières. Comment maintenir l'ordre colonial dans l'après-guerre si les indigènes ont fait l'expérience de l'égalité en France ? Aussi, quand une femme entretient une relation amoureuse avec un ouvrier colonial, celui-ci est-il déplacé dans une autre usine, dans une autre ville, pour mettre fin à une transgression politique et raciale plutôt mal vue par les autorités.



« Sales sidis ! »

Les ouvriers coloniaux ont gardé un souvenir émerveillé de la France. Eux qui dans les colonies devaient courber la tête devant le « Blanc » ont entretenu pour la première fois des relations libres avec les Français. Mais il a fallu aussi surmonter des poussées de racisme : en 1917, de violentes émeutes ont eu lieu à Toulouse, Dijon, Le Havre et Brest. Les soldats permissionnaires, qui estiment pourtant les combattants des colonies, n'aiment guère les ouvriers de l'empire qu'ils voient comme volant leur travail et peut-être même leurs femmes. Parce qu'ils

n'ont pas ou peu de conscience de classe, ils ne participent pas non plus aux conflits sociaux de 1917, ce qui les isole des autres travailleurs, qui commencent à se méfier de ces valets des patrons, désignés comme de « sales sidis venus manger le pain des Français ». Les ouvrières, elles, se prennent à croire que « si les coloniaux n'étaient pas venus en France, leurs maris travailleraient dans les usines ». La sueur des travailleurs étrangers et coloniaux a pourtant été indispensable à l'effort de guerre.

Économie libre ou dirigée ?

Évidemment, le rôle de l'État s'accroît sans cesse dans l'économie et taille des croupières au dogme du libéralisme, qui, jusque-là, régnait en maître. Pour créer les conditions d'une économie de guerre, l'État a dû organiser, passer commande, coordonner, fixer des objectifs, débloquer des fonds, favoriser la concentration industrielle. C'est l'Allemagne, fortement

pénalisée par le blocus maritime, et qui ne peut plus importer de pétrole ni d'autres minerais dont elle ne dispose pas sur son sol, qui est allée le plus loin dans ce contrôle de l'État sur le marché, à tel point que l'on a pu parler de « capitalisme d'État » pour qualifier le nouveau système économique d'outre-Rhin. La France et la Grande-Bretagne, qui ont toujours pu s'approvisionner à l'extérieur et qui n'ont pas connu de pénuries aussi importantes que l'Allemagne, ont pour leur part conservé le cadre de l'économie de marché. Dans les faits, la liberté de l'entreprise qui travaille pour un unique fournisseur est relative, surtout quand le ministère de l'Armement pratique le système de la régie, fournit les capitaux et parfois même la matière première. Albert Thomas, en bon socialiste, voulait pour sa part aller plus loin et créer des usines d'État à côté du secteur privé, mais l'opposition des industriels et de la droite fut telle qu'il renonça à son projet. Le régime de la libre entreprise survécut donc, mais il était démontré que le marché était incapable de répondre, dans le cadre d'une guerre, aux formidables besoins de l'armée à l'avant, comme à ceux des Français soumis aux pénuries à l'arrière.



Dans les tranchées, comme dans les hôpitaux et les ambulances militaires des armées alliées, les soldats, les blessés et les convalescents sont unanimes à reconnaître que le PHOSCAO est le plus puissant des reconstituants en même temps que le plus exquis des déjeuners.

**ANÉMIÉS, CONVALESCENTS
VIEILLARDS**

Si vous voulez recouvrer vos forces perdues, ne prenez pas d'inutiles drogues, mais mettez-vous simplement au régime du

PHOSCAO

qui régénère le sang, donne des muscles et fortifie les nerfs.

ENVOI GRATUIT D'UNE BOÎTE ÉCHANTILLON

ADMINISTRATION : 9, RUE FRÉDÉRIC-BASTIAT — PARIS

En vente : Pharmacies et Epiceries : 2 fr. 45 la boîte.

Figure 12-3 :
La publicité
s'empare
elle aussi de
la guerre.
Tout est bon
pour faire de
l'argent.

Pénuries et rationnement

Avec quatre millions de paysans mobilisés et la perturbation des transports, notamment ferroviaires, en priorité affectés au mouvement des troupes et du matériel militaire, la production agricole n'a pas manqué de connaître un recul d'un bon tiers en quatre ans de guerre. Comme pour la production industrielle, la perte des terres fertiles du Nord et de l'Est, occupés par l'ennemi, contribue à handicaper les ressources de la France. Le pays, qui perd subitement les trois quarts de ses mines de charbon et la majorité de son industrie textile, se voit aussi amputé du dixième de son cheptel, du quart de sa production de pommes de terre et des deux tiers pour la betterave à sucre.

Figure 12-4 :

Pour éviter d'importer ou d'affaiblir le pays en réduisant la masse de son cheptel, il faut convaincre la population de limiter sa consommation. Pour plus de sécurité, des mesures législatives sont également adoptées, des jours sans viande sont institués.



À cette situation de recul de la production s'ajoutent des réquisitions militaires ou des achats massifs de la part de l'intendance militaire : le combattant est un gros consommateur, en particulier de viande, dont la ration quotidienne a été fixée à 500 grammes par jour, à côté des 750 grammes de pain. Avec une offre qui diminue et une demande qui augmente, l'équation infernale conduit tout droit à la hausse des prix. Tout le monde sait que ce qui est rare est cher... et pourtant ce qui est bon marché devient rare ! Dès les premiers mois, le sucre double de prix, passant de 0,70 franc le kilo à 1,40 franc ; le prix du lait est multiplié par dix dans les villes, manger de la viande devient inabordable pour une ouvrière, se chauffer au charbon un luxe !

Les cartes d'alimentation ne datent pas de 1940 !

Pour éviter que la société n'éclate entre des riches qui continuent à consommer pendant que les pauvres font maigre, il n'y a pas cinquante solutions : l'importation massive de charbon anglais, de blé américain, de viande congelée d'Argentine ou d'Australie ne résout qu'imparfaitement la situation, car les importations coûtent cher, ce qui maintient le prix des denrées à un niveau élevé. Progressivement, devant la montée des pénuries, le gouvernement se décide à entrer dans la voie de la réglementation et du rationnement : les viennoiseries sont interdites en février 1917 et les pâtisseries doivent baisser le rideau deux jours par semaine ; puis, le lundi et le mardi sont décrétés « jours sans viande » à partir de mai 1917. Une carte de sucre est créée, limitant la consommation individuelle à 500 grammes par mois en août 1917, et bientôt la carte d'alimentation voit le jour en 1918 sur le modèle de celle du sucre. On a eu faim en France de 1914 à 1918, mais la situation ne peut se comparer à celle de la Seconde Guerre mondiale et encore moins à celle de l'Allemagne, qui, en 1918, est plongée dans une situation de famine. Cette année-là, l'armée réquisitionne les orties pour faire des soupes à ses soldats ! Les soldats du Reich, démoralisés par la situation de leurs familles, se privent de manger pour envoyer des colis à l'arrière : c'est le monde à l'envers ! Quand une armée en arrive à ce point, cela va très mal pour les estomacs des civils.



Pain KK contre pain national

Depuis 1915, pour parer aux pénuries, les Allemands ont créé un pain élaboré avec de la fécule de pomme de terre, le KK (*Kleie und Kartoffel* : « son et pomme de terre »), dont les Français se moquent avec force jeux de mots à caractère scatologique. Le plus souvent, ils mettent en scène un enfant sur son pot qui affirme par exemple : « C'est du pain KK que je leur boulange vu qu'en ce pays c'est ce qu'on mange » ; ou encore : « Les pauvres Prussiens n'ont rien à manger, de KK moi je puis les régaler. » Une autre histoire drôle commence par un enfant allemand qui appelle sa mère :

« Maman, KK ! KK !
– Voyons ! Est-ce de manger dont tu as envie... ou du contraire ? »

Les Français se moquent de l'étouffe-chrétien des Allemands, mais leur pain décline lui aussi en qualité : en avril 1916 est en effet créé le « pain national » qui remplace tous les autres, et qui met fin à la domination du pain « blanc » de froment, en mélangeant les blés et en exigeant un taux de blutage élevé. Mais pas question de se plaindre, la presse lui fait un bon accueil au nom de l'effort de guerre : « Le pain gris complet est excellent au point de vue de l'hygiène et du goût, affirme *Le Matin* du 11 mai 1916. Certains n'auraient même pas remarqué la différence de goût, d'autres le préfèrent au pain normal. [...] Des ruraux le trouvent meilleur que le pain de luxe de la capitale. » La propagande excelle à transformer une contrainte en une réussite, mais jusqu'à quand ?

La guerre, une bonne affaire

Les privations et les pénuries ne frappent pas tout le monde avec la même intensité. La guerre accouche même d'une nouvelle catégorie sociale que l'on nomme les « profiteurs ». Ces individus, qui réactualisent l'affrontement séculaire des « petits » contre les « gros », sont tous ceux qui s'enrichissent pendant que les Français meurent, parce que la mort rapporte : industriels, fournisseurs de l'armée, ceux que la gauche appellera bientôt les « marchands de canons », pour qui la guerre est l'occasion de bâtir une fortune sous couvert de patriotisme. L'opulence de ces nouveaux riches, qui vivent des commandes publiques, scandalise tellement la population qu'un impôt sur les bénéfices de guerre est voté le 1^{er} juillet 1916. Levé avec un incroyable manque d'énergie, cet impôt qui visait surtout à contenter l'opinion publique n'a rapporté que 1,5 milliard de francs pendant la guerre. La fraude, en effet, fut plus que considérable. En matière de patriotisme, les millionnaires ont souvent la religion du porte-monnaie avant celle de leur pays !

Chapitre 13

Les femmes et les enfants d'abord

Dans ce chapitre :

- Les femmes au travail
- L'enfance volée des gamins de 14-18

La mobilisation, ce n'est pas seulement une question de financement, d'organisation de la production, de recrutement de main-d'œuvre, de réquisition de chevaux, de véhicules, ou de rationnement de la viande et du sucre. La mobilisation, c'est aussi la mise en mouvement de toutes les énergies nationales, humaines et non seulement matérielles, y compris celles des non-combattants, les femmes et les enfants. Car dans cette épreuve, la société est totalement immergée dans la guerre et ne peut penser ni parler d'autre chose. Sans cette mobilisation sociale constante, la détermination du pays peut fléchir et la victoire s'éloigner. À ce titre, la place des femmes et des enfants dans la guerre n'est pas anodine mais essentielle : à chacun son rôle, à l'avant et à l'arrière, pour accomplir son devoir de patriote.

Au service de la nation

Home front. Les Britanniques ont le mérite d'avoir inventé une formule plus parlante que « l'arrière » des Français, qui renvoie essentiellement à la géographie. En effet, il existe un front intérieur, majoritairement féminin, où combattent à leur façon les épouses des poilus – les « épilées » en quelque sorte – en tournant des obus dans les usines de guerre, en soutenant le moral de leurs hommes sur le front, en soignant les blessés, ou même en les aimant... y compris contre de l'argent ! Plusieurs types de femmes se côtoient donc à l'arrière, mais toutes participent à la grande œuvre de la défense nationale.

L'ouvrière

L'ouvrière n'a jamais eu bonne presse, tant à droite, aux yeux des conservateurs qui estiment que la place des femmes est au foyer, qu'à gauche, aux yeux des syndicalistes et socialistes qui redoutent la concurrence des bas salaires féminins. Effectivement, en moyenne, une femme est payée moitié moins qu'un homme. Mais avec la guerre, c'en est fini des craintes associées au travail féminin : il faut des bras pour l'effort de guerre et les ouvrières, surtout les « munitionnettes », sont vantées comme de petits soldats de l'intérieur. René Viviani, le président du Conseil, contribue grandement à ce basculement des images : « Debout femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la patrie. Remplacez sur le champ de travail ceux qui sont sur le champ de bataille », lance-t-il le 7 août 1914. Le général Joffre rendra lui aussi hommage aux ouvrières : « Si les femmes qui travaillent dans les usines de guerre s'arrêtaient vingt minutes, les alliés perdraient la guerre. »

Figure 13-1 :
La guerre se
gagne aussi
sur le front
de l'arrière,
grâce aux
ouvrières.



Mais attention, les préjugés ont la vie dure : les discours comme les dessins représentant les travailleuses montrent toujours des ouvrières pimpantes, coquettes, à la limite de la frivolité, comme si la frontière de la féminité et de la masculinité ne devait pas être franchie. Dans la réalité, les 420 000 ouvrières qui travaillent pour l'effort de guerre en 1918 sont couvertes de cambouis, elles travaillent douze heures par jour voire plus à des cadences infernales et portent la salopette dans les usines... On est très loin de l'image d'Épinal.

LE SAVEZ-VOUS ?



La salopette : un pantalon bien nommé

C'est avec la Grande Guerre que les femmes portent pour la première fois le pantalon. Jusque-là, le port du vêtement masculin était une transgression sociale condamnée par la loi. Des féministes qui contestent cet état de fait jouent les francs-tireurs dès avant 1914 en portant des pantalons de cyclistes, ce qui leur permet de contester l'ordre social tout en évitant les foudres des agents. Mais c'est le travail à la chaîne des usines de guerre, en rendant la robe et le corset inadéquats, qui favorise la multiplication des salopettes et des pantalons chez la gent féminine. Cette situation a provoqué un certain émoi parmi les hommes, car il est entendu que le pantalon est associé à la virilité et au pouvoir qui va avec. Ne dit-on

pas « porter le pantalon » pour déterminer celui qui conduit le couple ? Une chanson populaire intitulée « Faut leur rentrer d'dans » révèle la profondeur des inquiétudes masculines :

« Mes amis, faut pas s'laisser faire !
Les femmes s'mêl'nt de nos affaires,
J'me tords quand j'vois des femmes cochers,
Pourquoi pas des femmes députés ?
Les féministes, les féminettes
Il faut les m'ner à la baguette [...]
Nous sommes en danger tout du long,
Il faut sauver notre pantalon.
Car c'est notre honneur qu'il renferme,
Allons, tous debout, soyons fermes ! »



Il ne faudrait pas croire, comme on l'entend parfois, que les femmes ont commencé à travailler avec la Première Guerre mondiale. La comparaison des recensements de 1911 et de 1921 révèle qu'il y avait 7 217 000 femmes actives en 1911, contre 7 213 000 en 1921. Et il faudrait ajouter à ces chiffres les fermières et paysannes qui, comptées comme femmes au foyer, travaillent autant sinon plus que les hommes. Si cette idée fausse est encore vivante, c'est que durant le conflit les femmes ont investi des métiers jusque-là spécifiquement masculins, comme receveuses de tramway par exemple, ce qui a frappé les contemporains. Au demeurant, il est vrai que le taux d'activité des femmes s'est accru de 1914 à 1918, passant de 32 % à 40 % de la population active, mais il s'est réduit rapidement après la victoire quand les usines de guerre ont fermé leurs portes.⁴

La marraine de guerre

S'il est une figure féminine populaire, c'est bien celle-ci. Au départ, il s'agit d'une œuvre de bienfaisance : donner à tous ceux qui sont privés de soutien affectif une famille de substitution. Ils sont nombreux, en effet, les soldats des régions envahies qui ne peuvent plus écrire ni avoir de nouvelles de leur famille. Inutile de dire que ces poilus s'inquiètent et dépriment. En leur adressant des lettres, des colis, des mandats, les marraines de guerre concrétisent la solidarité de tous les Français et redonnent le moral à ces soldats infortunés.



Figure 13-2 :
La marraine
de guerre
est natu-
rellement
source de
fantasmes.

Les premières organisations qui centralisent les bonnes volontés des femmes à l'arrière pour venir en aide aux hommes eseuilés à l'avant apparaissent en janvier 1915, à l'initiative de conservateurs catholiques. Mais l'œuvre morale et patriotique est victime de son succès : très vite, les soldats se débrouillent eux-mêmes pour trouver une marraine, passent une petite annonce dans un journal ou se font adopter par la sœur d'un camarade. Et cela ne concerne plus uniquement les soldats des régions envahies, mais tous les jeunes hommes qui y voient l'occasion d'un flirt épistolaire : nombre de rencontres en permission se sont soldées par des fiançailles et des mariages. La marraine de guerre, pour tout dire, est passée du soutien du moral à la relation amoureuse.

Voilà qui déplaît fortement aux conservateurs et moralistes, qui n'ont alors de cesse de critiquer cette institution comme une sorte de proxénétisme. L'armée, elle non plus, n'aime pas trop les marraines, qui pourraient bien être des espionnes chargées de reconnaître les mouvements des divers

régiments. Les agents du 2^e bureau, le service de renseignement de l'armée, passent même des annonces en se faisant passer pour des soldats en peine, afin de sonder les motivations de centaines de marraines. Il va de soi qu'ils n'ont rien trouvé de suspect !



L'escroquerie à la marraine

Avoir une marraine, c'est non seulement entretenir une correspondance d'un genre différent de celle que l'on adresse à sa famille, mais c'est aussi l'assurance d'être couvert de colis, de pâtés, de saucissons, d'alcool et de mandats. Des petits malins ont donc trouvé un bon moyen d'être dorlotés en multipliant les marraines, le record étant atteint par un sous-officier qui a collectionné 263 femmes de bonne volonté ! Le

scandale ne relève ici que du jugement moral, car les soldats sont libres d'écrire à qui bon leur semble. L'armée réagit toutefois quand un margoulin, comme l'artilleur Tournaire aux 60 marraines, produit de fausses lettres d'officiers pour le recommander à la sollicitude de ses correspondantes. Ce bon moyen de s'enrichir aux dépens de la solidarité nationale s'est terminé en peine de prison.

Figure 13-3 :
Le thème de la vieille fille se donnant l'illusion de l'amour est un lieu commun de la représentation de la marraine de guerre. Dans la réalité, il y en a pour tous les âges !



L'ange blanc

Cent mille femmes, trente mille salariées et soixante-dix mille bénévoles s'engagent en 1914-1918 comme infirmières pour soulager la douleur des soldats et servir la patrie, à la place que les hommes veulent bien leur concéder. Mais toutes n'ont pas le même statut : religieuses, dames de la Croix-Rouge, filles de l'Assistance publique. Les deuxièmes sont perçues par les premières comme hautaines, parce qu'elles se recrutent parmi les bonnes dames patronnesses de la bourgeoisie et de la noblesse, les dernières comme des filles faciles qui déshonorent leur tenue blanche. C'est dire si l'on s'aime entre infirmières !

La guerre provoque une flambée de vocations et, comme les officiers qui paraden en 1914 dans leur uniforme neuf, des snobinettes promènent leur blouse et leur voile blanc dans tous les endroits mondains. Cet orgueil des premiers temps cède vite la place à un dévouement constant qui transcende les classes sociales : la duchesse d'Uzès, qui a transformé son château de Bonnelles en hôpital de la Croix-Rouge, passe la serpillière dans la salle des malades, et la duchesse de Gramont, son amie, travaille à la cuisine. Elles sont aussi présentes dans les formations sanitaires à l'arrière du front, quoique moins nombreuses que les infirmiers, et 74 d'entre elles perdront la vie dans un bombardement.

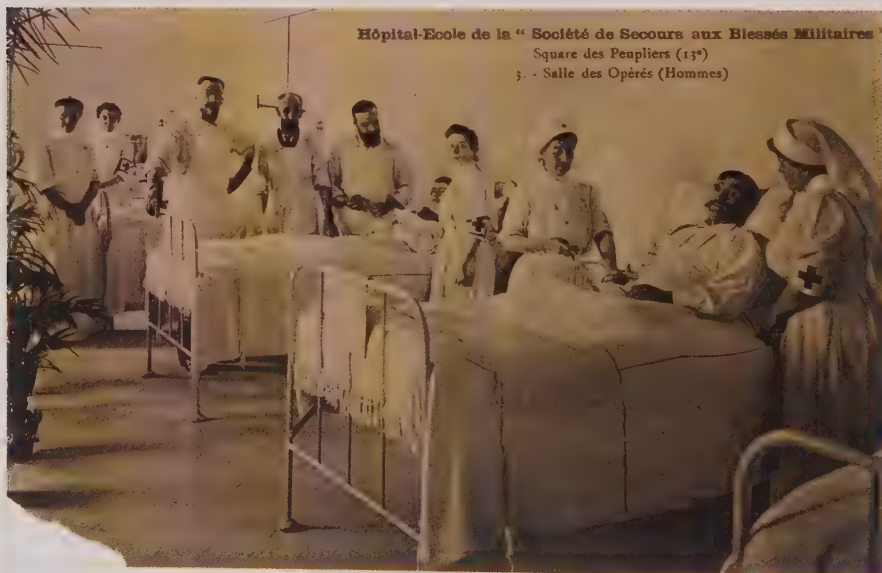


Figure 13-4 :
Après l'enfer
des tran-
chées, quoi
de mieux que
de se faire
papouiller
par une
infirmière ?

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les « petites curies »

Marie Curie, prix Nobel de physique en 1903 et de chimie en 1911, ne peut rester les bras croisés en 1914. Elle qui a inventé l'imagerie médicale propose à l'armée de se servir des rayons X pour réaliser des « radios » qui pourront guider les médecins dans leurs opérations ou leurs diagnostics. C'est accepté. Grâce au soutien de dames fortunées de la Croix-Rouge, elle

rassemble une flottille de 20 voitures, que l'on appellera les « petites curies », dotées chacune d'un appareil à rayons X et qui parcourent le front. Elles réaliseront un million de clichés radiographiques, facilitant ainsi la tâche des médecins. À sa façon, Marie Curie a été un « ange blanc » pour des dizaines de milliers de poilus.

La fille à soldats

Parler des prostituées dans un chapitre sur la mobilisation des femmes peut paraître surprenant, mais elles ont aussi participé activement au maintien du bon moral du soldat, même si la morale n'y trouva pas son compte.

Pourtant, en 1914, quand la propagande vante la régénération morale de la nation par la guerre, la prostituée est tout sauf la bienvenue : elle est même pour l'armée une espionne potentielle, dans un fantasme qui allie immoralité et antipatriotisme. Aussi de grandes rafles sont-elles organisées dans la zone de l'avant, où l'armée possède les pouvoirs de police, et les « filles » sont expulsées vers l'intérieur du pays. Manque de chance, elles reviennent vers les cantonnements de l'avant avec obstination, car c'est là que se trouve la clientèle, des soldats qui n'ont pas vu de femmes depuis longtemps, « facile[s] à faire, pas exigeant[s] non plus et payant bien », selon le témoignage d'un jeune soldat qui a recours aux charmes tarifés des professionnelles.

C'est alors que l'armée change son fusil d'épaule : constatant que la guerre est partie pour durer et que l'absence de sexualité mine le moral des hommes, elle se décide à organiser la prostitution en donnant des saufs-conduits aux femmes de petite vertu pour travailler dans des maisons closes dans les lieux de cantonnement des soldats et les villes proches du front comme Amiens, Épernay, Reims, etc.



L'abattage

Le Dr Léon Bizard raconte le triste quotidien des prostituées dans la zone des armées :

« Là, c'était la bousculade, un dur, un dangereux et écœurant business : cinquante, soixante, jusqu'à cent hommes de toutes les couleurs, de toutes les races à faire par jour, sous la menace continue des avions, des bombardements qui firent du reste leurs victimes parmi ces malheureuses.

Pendant toute la guerre, voulant sans doute utiliser les compétences, on allait ainsi puiser pour garnir les maisons de tolérance de l'avant où des femmes qui n'étaient pas vraiment des paresseuses ont vu leurs cinquante mille hommes pendant la guerre. »

Dire que l'on a oublié de les décorer !

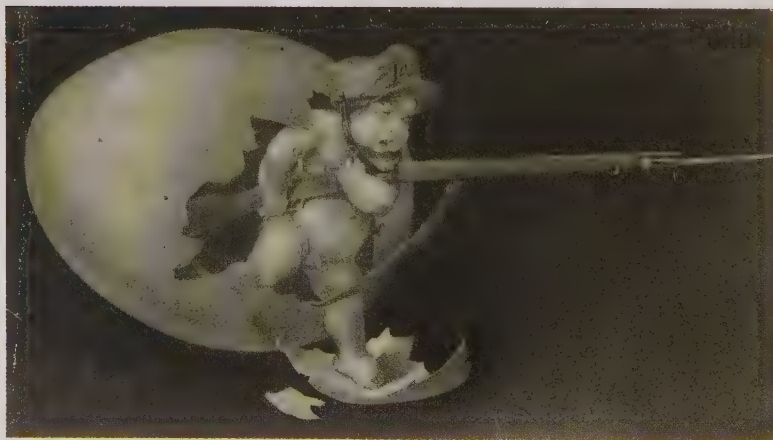
Ce n'est pas encore assez. L'armée, qui craint le développement des maladies vénériennes, saute le pas en mars 1918 en créant le bordel militaire : l'armée fournit le local ou le construit, choisit le tenancier, qui doit observer un règlement strict, et inspecte les filles régulièrement pour déterminer si elles sont « saines ». Un pas de plus dans le proxénétisme et l'armée transforme la prostitution en service public !

Allons z'enfants de la patrie

Les enfants ont aussi leur place dans la guerre : d'une part, ils justifient le combat des pères qui se sacrifient pour que leurs enfants n'aient jamais besoin de le faire, d'autre part, ils sont mobilisés pour incarner l'unité totale de la population française, et conditionnés à la haine de l'Allemagne pour que, une fois adultes, leur détermination à combattre demeure intacte.

Figure 13-5 :

Un exemple ridicule de la militarisation de l'enfance par la propagande de guerre, les bébés français sont déjà de farouches poilus !



Une école en bleu horizon

L'école, on l'a vu (chapitre 3), a élaboré avant guerre un patriotisme défensif dans les consciences enfantines. Avec la guerre, ce patriotisme cède la place à un bellicisme manichéen où la haine de l'Allemagne est centrale. Plus question pour les maîtres de faire leur classe comme d'habitude et de délivrer un contenu purement scientifique, tout doit tourner autour du conflit et du conditionnement des futurs citoyens et soldats.

Dès le 7 août 1914, le ministre de l'Instruction, Albert Sarraut, a averti les instituteurs que leur devoir était de « faire comprendre aux enfants les événements actuels et d'exalter dans leur cœur la foi patriotique ». Quelques jours plus tard, évoquant la rentrée, le ministre poursuit en demandant que « la première parole du maître aux élèves hausse les cœurs vers la patrie et que sa première leçon honore la lutte sacrée où nos armes sont engagées ». Le conditionnement moral des enfants est devenu même prioritaire sur l'apprentissage, le ministre condamnant en 1915 le « mauvais maître » qui fait comme si la guerre n'existait pas, continuant à travailler avec « les mêmes fiches, les mêmes cahiers, les mêmes leçons, et qui n'adresse à ses élèves, en ces heures décisives, que des paroles inchangées ».

LE SAVIEZ-VOUS ?

Bourrage de crâne

Toutes les leçons prennent donc appui sur la guerre : en rédaction, on demande à l'élève d'écrire une lettre à son grand frère qui vient d'obtenir une médaille pour sa bravoure, de décrire un convoi de réfugiés belges arrivant en France, on compose sur le thème de la patrie, du drapeau... En géographie, on doit travailler sur le Rhin, l'Alsace, la Belgique, sur les alliés de la France, et la carte des opérations, collée au mur, avec ses petits drapeaux français et allemands symbolisant le front, est là pour rappeler que le pays est envahi. En grammaire, les élèves conjuguent le verbe « souscrire » à tous les temps, quand les emprunts de guerre sont lancés. En morale, la *Revue de l'enseignement primaire* propose en 1915 de réfléchir sur le mensonge au moyen de cet exemple : « Votre petit frère en votre présence vient de mentir à votre mère. Vous le prenez à part

et vous lui dites : "Tu veux donc faire comme les boches ?" Confession du petit garçon qui promet de dire toujours la vérité pour être digne de son pays, car un Français ne ment pas. » En arithmétique, maintenant, c'en est fini des problèmes de baignoires qui fuient ou de robinets qui gouttent : place aux canons de 75 qui tirent tant d'obus à l'heure ! Le comble du ridicule tenant dans cet exercice d'additions : « Jacob Guéberlé, instituteur allemand, a noté le nombre des punitions qu'il a infligées à ses élèves en cinquante ans : 911 527 coups de bâton, 124 010 coups de verge, 20 989 coups de règle, 136 715 coups de main... Combien a-t-il distribué de punitions ? » Les petits Français doivent se dire que les instituteurs allemands sont bien méchants. On est rudement mieux en France !

Jouer à la guerre

Quand la classe est finie, la guerre demeure au centre des préoccupations des enfants, qui jouent à la guerre et recréent les tranchées. Petit problème : personne ne veut faire le « boche ». C'est normal, c'est toujours lui qui perd à la fin !

Les jouets connaissent une profonde militarisation : fusils de bois, soldats de plomb, chars et canons de 75 en modèle réduit, pantins à l'effigie du Kaiser, puzzles représentant Joffre, jeux de l'oie de la victoire... La guerre s'est infiltrée partout. Quant aux panoplies que les enfants affectionnent dans leurs jeux de rôle, c'est celle de l'infirmière ou de l'Alsacienne qui a la préférence des petites filles quand les petits garçons, eux, s'habillent en uniforme bleu horizon, comme leur papa. Les humanistes et les féministes ont bien essayé de protester contre cette tendance à ancrer la haine et le bellicisme au cœur des enfants, mais le temps n'était pas propice à l'ouverture d'esprit et leurs appels se sont perdus dans le bruit de la guerre.

« Papa, ramène-moi un casque boche ! »

Bercé par ses lectures, l'école nationaliste et les jeux guerriers, prisonnier d'une vision manichéenne, le petit Maurice Vaillagou, 10 ans, demande à son père de lui ramener un casque à pointe. Ce dernier lui répond en lui donnant une leçon d'humanité :

« Ce n'est pas le moment d'aller les décoiffer. Il fait trop froid. Ils pourraient attraper la grippe. Et puis, mon pauvre Maurice, il faut réfléchir que les Prussiens sont comme nous. Vois-tu qu'un garçon prussien écrive à son père la

même chose que toi et qu'il lui demande un képi de Français, et si ce papa prussien rapportait ce képi de Français à son petit garçon et que ce képi fût celui de ton papa ? Qu'est-ce que tu en penses ? Tu conserveras ma lettre et la liras plus tard quand tu seras grand. Tu comprendras mieux. »

Ce papa français est mort le 25 août 1915. Peut-être bien qu'un enfant allemand avait demandé à son père de lui ramener un képi français.

Les journaux illustrés entonnent eux aussi la trompette guerrière : *Cri Cri*, *L'Intrépide*, *Le Petit Illustré*, *L'Épatant*, *Fillette*, *La Semaine de Suzette*... ouvrent leurs pages aux récits de guerre et transposent dans les tranchées les héros habituels de leurs colonnes. La désarmante Bécassine, dont les aventures paraissent en feuilleton dans *La Semaine de Suzette*, un illustré pour petites filles, délaisse son ménage pour aller botter les fesses des Allemands. Trois albums au total retracent les exploits de Bécassine sous les drapeaux : *Bécassine pendant la guerre* (1916), *Bécassine chez les*

alliés (1917), *Bécassine mobilisée* (1918). Mais le plus exceptionnel tient dans l'engagement de Ribouldingue, Filochard et Croquignol, les trois « Pieds Nickelés » qui font le délice des colonnes de *L'Épatant*. Quelle conversion ! Ces trois voleurs anarchistes deviennent pendant la guerre des nationalistes convaincus : « Du moment qu'il s'agit de taper sur les boches, nous sommes là », affirme Croquignol dans *Les Pieds Nickelés s'en vont en guerre*, le premier des cinq volumes que le dessinateur Forton fera paraître de 1915 à 1918. Avec de telles lectures, comment les enfants ne rêveraient-ils pas de devenir des héros ?



Des poilus sans poils

À force de s'enivrer d'histoires héroïques, il arrive que des gamins fuient du domicile familial pour s'en aller combattre les Allemands. Quelques dizaines d'enfants ont ainsi été arrêtés dans la zone des armées et renvoyés vers leurs mamans avec un coup de pied au derrière. Mais certains ont réussi leur coup, à l'instar du Breton Jean-Corentin Carré, qui, à 15 ans, rejoint l'armée et s'engage sous un faux état civil en 1915. À 17 ans, il n'a plus besoin d'artifice et peut s'engager sous son vrai nom. Il est alors cité en exemple et sa municipalité lui élève un monument.

Le plus célèbre des enfants héros, Émile Desprès, n'est cependant pas un soldat mais une victime. Âgé de 13-14 ans, il donne à boire à un soldat français blessé quand un officier allemand, qui n'accepte pas ce geste de pitié, se livre à un jeu sadique en lui confiant un fusil et en lui donnant l'ordre d'achever le blessé. Émile Desprès vise l'homme à terre, mais se retourne vivement et abat l'officier. Selon les versions qui suivent, l'enfant aurait été fusillé ou éventré par les baïonnettes des soldats allemands. Voilà le modèle que l'on donne à suivre à tous les petits Français de 1914 à 1918.

Chapitre 14

La mobilisation des consciences

Dans ce chapitre :

- La mobilisation de Dieu par les belligérants
- Bourrage de crâne, censure et propagande

La mobilisation sociale n'est possible que si tout un chacun partage les finalités de l'effort de guerre. Si le moral ou les convictions flanchent, alors, le front suivra. Il faut donc croire, et tant pis si religion et nation se mêlent dans le nouveau credo des Français : « Je crois au courage de nos soldats, à la science et au dévouement de nos chefs. Je crois à la force du droit, à la croisade des civilisés, à la France éternelle, impérissable et nécessaire. Je crois au sang des blessures, à l'eau de la bénédiction, je crois en nous, je crois en Dieu, je crois, je crois. » Croisade ? Que l'on soit socialiste et bouffeur de curé ou conservateur et catholique, le mot a pu être employé, car combattre pour le droit ou la justice, c'est toujours s'assimiler au camp du « bien » contre le « mal ». Pour ceux qui en douteraient, l'Église est là pour les rassurer et rappeler que la France est aimée de Dieu entre toutes les nations. Quant aux pouvoirs publics, ils ajoutent à l'encadrement religieux des consciences une active propagande doublée d'une censure plus ou moins subtile pour que le doute ne s'imisce jamais dans la conscience des Français. La guerre se joue aussi sur ce front intérieur.

« Dieu est bon français ! »

Pour conjurer les angoisses de la défaite, les catholiques se réconfortent en se remémorant la phrase de Jeanne d'Arc : « Dieu est bon français. » La France n'est-elle pas la fille aînée de l'Église, le pays qui est revenu le premier à la foi chrétienne après les grandes invasions, grâce au baptême du roi Clovis, en 496 ? Il n'y a donc pas à avoir peur : Dieu aime la France et ne la laissera pas tomber. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a qu'à se reposer sur lui, car, comme le disait Jeanne d'Arc (encore elle !), « les hommes bataillent et Dieu donne la victoire ». Raison de plus pour croire avec détermination, car Dieu, qui n'aime pas les tièdes, ne pourra pas récompenser ceux qui doutent.

Religion et nation

Quand on combat pour une cause que l'on croit juste, on a tendance à accaparer la religion à son profit. Mobiliser Dieu dans les rangs de son armée, c'est tout de même sacrément rassurant ! L'ennui, c'est que chacun des belligérants fait de même : sur les ceinturons des soldats allemands est gravée la formule *Gott mit uns* (« Dieu avec nous »), les Russes partent au combat derrière des icônes, les Britanniques chantent le *God Save the Queen*, et les Ottomans brandissent le drapeau vert de l'Islam en criant au djihad.

Les choses se compliquent encore quand les croyants d'une même religion s'affrontent : les catholiques se retrouvent de part et d'autre des tranchées en France et en Italie, mais aussi en Autriche-Hongrie et en Allemagne du Sud. Voilà qui ne facilite pas la tâche des ecclésiastiques qui voudraient ramener les puissances centrales au protestantisme pour ensuite assimiler les luthériens aux lucifériens.

Figure 14-1 :
Chaque
camp essaie
d'annexer
Dieu à son
profit. Les
Français
qui rient de
ce dessin
implorent
pourtant eux
aussi le Ciel
de leur venir
en aide.



Le pape ne sait plus à quel saint se vouer

Au milieu de cet affrontement national qui se pare des couleurs religieuses pour mieux se légitimer, le pape Benoît XV, élu en septembre 1914, se démène vainement pour maintenir l'unité de l'Église et appeler à la paix. Ses appels à une trêve officielle le jour de Noël n'ont pas été entendus par les gouvernements, et ses prières pour la paix de 1915 sont arrêtées par la censure quand une revue catholique consent à les publier. S'il veut la paix, le retour au *statu quo* de 1914, c'est donc qu'il ne veut pas la justice qui passe par la défaite de la France ou de l'Allemagne, dit-on à Berlin ou à Paris. Ainsi, le pauvre Benoît XV se voit traité de « pape boche » par Georges Clemenceau en France, et de « pape français » par le général

von Ludendorff en Allemagne. Heureux les faiseurs de paix, le royaume des cieux est à eux, a dit le Christ... mais cela ne sera pas facile ! En tout cas, tout le monde a oublié que catholique signifie universel : Dieu est sommé de choisir son camp. Pas de doute pour les Français : Dieu a choisi la France. Léon Bloy, un auteur reconnu à l'époque, affirme en 1915 dans *Le Mercure de France* que « Jésus-Christ, unique monarque légitime et suzerain de tous les monarques de boue et de cendre, ne pouvait avoir d'autre royaume terrestre que celui de France. On ne l'imagine pas roi d'Espagne ou d'Angleterre, et le dernier étage de la démence ou du ridicule serait, par exemple, de le supposer régner sur la Prusse ou la Bulgarie ». Nouvel Israël, la France n'est pas un pays comme les autres, mais porte le dessein divin. Rien que cela ! Les laïcs, d'ailleurs, n'en pensent pas moins, persuadés que le pays, depuis la révolution de 1789, porte la mission de libérer le monde de la tyrannie et de l'obscurantisme.



L'Antéchrist démasqué !

On n'y avait pas songé avant 1914 et pourtant c'est devenu une évidence avec la guerre : la bête de l'Apocalypse et l'empereur d'Allemagne sont une seule et même personne ! La preuve en est à rechercher dans l'Évangile de saint Jean qui a donné les moyens de débusquer l'Antéchrist : « Que celui qui est sage calcule le nombre de la bête. Car c'est un nombre d'homme et son nombre est 666. » Il ne reste donc plus qu'à trouver un lien entre Guillaume et le chiffre 666. Un article du *Daily Mail* de 1916, repris par la presse française, livre la clé de l'énigme : si l'on convertit le mot *kaiser* en chiffres, selon le rang de chaque lettre dans l'alphabet, et que l'on ajoute le tout, on obtient le nombre de 66. Il ne reste plus qu'à trouver un stratagème pour y adjoindre un 6 supplémentaire. Le calcul est ainsi fait :

K + 6
A + 6
I + 6
S + 6
E + 6
R + 6
666

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la démonstration n'est pas convaincante : l'adjonction d'un « 6 » au total obtenu ne repose sur aucune justification et le choix du mot *kaiser*, qui signifie « empereur », n'est pas le nom de Guillaume II. Il aurait mieux valu partir de son prénom, Wilhelm, ou de son nom dynastique, Hohenzollern, mais on ne tombe alors pas sur 66 et encore moins sur 666. Satanés chiffres !

Vers le national-christianisme

Deux cultes se développent de 1914 à 1918 et illustrent un mouvement de nationalisation de la religion : celui de Jeanne d'Arc, tout d'abord, connaît le plus vif engouement. Et c'est bien normal puisqu'il est autant sinon plus patriotique que religieux. Dans les départements qu'ils occupent,

les Allemands retirent d'ailleurs la statue de la Pucelle des églises, car ils comprennent que prier Jeanne d'Arc a un sens qui n'est pas que religieux.

L'autre culte en ascension, celui du Sacré-Cœur, est issu du même tonneau national : apparemment, le Sacré-Cœur n'a pas de rapport avec la patrie mais, en tant que spiritualité de la souffrance, correspond bien aux temps maudits de la Grande Guerre. À y regarder de plus près, cependant, le Sacré-Cœur prend un aspect plus franco-français puisque c'est à une religieuse française, Marguerite-Marie Alacoque, que le Christ a révélé son cœur sanglant en 1689. De plus, Dieu a renouvelé son amour pour la France en demandant expressément à ce que son cœur figure sur le drapeau du roi. Mais gare si l'on ne l'écoute pas ! Dieu distingue la France entre toutes les nations, et c'est pourquoi elle doit être bien obéissante, sinon le châtiment menace. Comme depuis la Révolution la France se détourne de l'Église, l'emblème du Sacré-Cœur devient naturellement celui des réactionnaires qui assurent que le pays doit faire repentance si l'on veut éviter les catastrophes. À force de défier Dieu, les Français risquent de voir de quel bois il se chauffe !



Jeanne d'Arc II, le retour !

Les Français rêvent tellement d'une intervention divine qu'ils sont prêts à tout croire pourvu qu'on leur promette la victoire. Ils espèrent tant dans une nouvelle Jeanne d'Arc qu'ils suscitent des vocations : en 1916, une bergère vendéenne, qui garde ses moutons, voit le Christ qui lui donne la mission de bouter les Allemands hors de France. Comment faire ? Tout simplement en plaçant le Sacré-Cœur sur le drapeau tricolore. Devant ce drapeau qui symbolise le retour à la foi d'une France impie, les Allemands reculeront, car Dieu donnera la victoire à ceux qui reconnaîtront sa puissance. Tout cela n'est pas très original,

direz-vous, et pourtant cette jeune fille nommée Claire Ferchaud, qui n'est jamais sortie de son bocage et qui n'a pas même décroché son certificat d'études, est soutenue par la moitié de l'Église de France et parvient en mars 1917 à rencontrer à l'Élysée le président, Raymond Poincaré, à qui elle délivre le message divin. Mais Rome a rapidement brisé le mouvement de piété autour de l'imitatrice de Jeanne d'Arc, car il y avait plus à gagner dans l'apaisement des relations entre l'Église et l'État que dans la continuité de l'affrontement que portait cette revendication du drapeau du Sacré-Cœur.

Cléricalisme contre anticléricalisme

Ces histoires de drapeau et de châtiment ne sont pas anodines, elles prolongent dans la guerre un combat de plus d'un siècle entre cléricaux et anticléricaux.

La guerre, un fléau divin

Pour les cléricaux, les hommes n'ont pas de liberté d'action et tout vient de Dieu, donc la guerre n'est pas fortuite : c'est Dieu qui l'a envoyée ! Pourquoi ? Mais pour punir les Français de leur impiété, car ce peuple aimé du Ciel lui a tourné le dos avec la Révolution et plus encore avec l'école publique laïque et la séparation de l'Église et de l'État. La patience de Dieu a des limites et pour que sa fille aînée comprenne qu'elle doit dare-dare retourner à la foi, il déchaîne le fléau de la guerre sur le monde. Certes, on admettra que mettre le feu au monde pour régler un problème d'amour-propre avec les Français est une interprétation prétentieuse, mais c'est bien ainsi que bon nombre de conservateurs catholiques ont analysé le conflit : comme la punition de cette République qui ne reconnaît aucun culte !

Vive la guerre !

Si la guerre est l'occasion d'expiation des péchés du pays et de revenir à l'obéissance religieuse, elle n'est pas un malheur mais une bénédiction. Joseph Santo, un auteur exalté, s'écrit en 1917 : « Dieu nous aime en nous envoyant les sanglantes douleurs de la guerre. » Quel privilège d'être aimé ainsi ! La sœur Anne-Marie Worm est encore plus joyeuse : « Quel bonheur et

quelle grâce vous m'accordez, Seigneur, écrit-elle en août 1914. Qui aurait pu se douter il y a un mois que nous aurions la guerre et la famine ! J'exulte dans la partie supérieure de mon âme à la vue de toute la gloire qui va résulter pour vous de tant de souffrances et d'immolations qui expieront les plaisirs coupables des pécheurs. » Sans commentaire !

La rumeur infâme

Les bons curés ne sont pas les seuls à tomber dans l'exagération. Du côté anticlérical, des rumeurs circulent qui affirment que le pape a voulu la guerre (pauvre Benoît XV !), que les curés espèrent secrètement en la défaite de la France pour en finir avec la République et rétablir un régime réactionnaire avec le soutien des Allemands. Le denier du clergé, lui, servirait à financer l'effort de guerre allemand. Mais colporter de telles inepties peut coûter cher : la justice, saisie, punit les médisants au nom de la loi du 5 août 1914 sur les fausses nouvelles.

La réconciliation ?

En 1914, le conflit entre l'État républicain et l'Église est toujours vif : les relations diplomatiques sont rompues avec le Vatican depuis 1904 et la séparation de l'Église et de l'État, qui ne date que de neuf ans, est toujours

difficile à digérer pour le clergé. Avec la guerre, un climat de réconciliation apparaît pourtant, à la faveur de l'Union sacrée. La France est menacée, il n'est plus temps de s'affronter mais de s'unir. Vingt-cinq mille prêtres sont d'ailleurs mobilisés, dans les formations sanitaires comme infirmiers ou comme aumôniers dans les tranchées, mais aussi comme combattants. L'Église tempère ses attaques contre la République, qui, pour sa part, abandonne son anticléricalisme militant. À l'issue du conflit, le rapprochement s'est opéré : Jeanne d'Arc et Marguerite-Marie, la voyante du Sacré-Cœur, sont toutes deux déclarées saintes par le Vatican, en mai 1920, afin de flatter l'orgueil patriotique des Français, et les relations diplomatiques sont rétablies en 1921. La Première Guerre mondiale a mis fin à la « guéguerre » de religion nationale.

Réveil religieux ou réveil merveilleux ?

En travaillant sur des sources intellectuelles, des historiens ont déduit que la guerre avait entraîné un réveil religieux. En effet, les églises sont pleines en 1914, les femmes à l'arrière venant s'en remettre à Dieu pour protéger leurs hommes à l'avant. Des mécréants impénitents ont aussi retrouvé la foi dans les tranchées, en donnant un sens à leurs souffrances et une béquille morale à leur malheur, le stoïcisme chrétien rejoignant ici le fatalisme. Par la foi, le combattant Alfred Cazalis a mis de l'ordre dans sa conscience, et peut écrire : « Je n'ai pas peur de mourir. » La tranchée ne provoque toutefois pas que des conversions mais aussi des pertes de foi : comment continuer à croire devant ce spectacle quotidien de la mort et de l'inhumanité ? Pour beaucoup, Dieu est mort à Verdun. L'apostasie a sans doute été aussi fréquente que la conversion. À l'arrière, la grande enquête lancée en 1915 dans les diocèses pour juger du retour à Dieu n'a pas même été publiée tellement elle s'est révélée décevante, et les rapports des évêques envoyés au Vatican, en 1917, montrent que la population française s'est progressivement détournée des autels après s'y être agenouillée en masse. La lassitude, ici aussi, a fait son œuvre.

En revanche, le merveilleux, la forme miraculeuse et quasi magique de la religion, qui confine à la superstition, séduit un peuple qui cherche tous les moyens pour se protéger de la mort. Les femmes, les mères envoient des médailles censées sauvegarder les soldats, comme un talisman et non plus comme un acte de foi ; les petits drapeaux du Sacré-Cœur que l'on porte sur la poitrine ont la même fonction. Des prières circulent au front garantissant contre les balles allemandes pourvu qu'on les répète trois fois de suite chaque matin ; des mères angoissées cousent même des médailles dans le revers de la capote bleu horizon de leur enfant. Tout cela n'est plus très catholique, mais relève d'une « religion paratonnerre » où la superstition fait un retour en force.

Dans une version plus profane, ce retour du merveilleux s'accompagne d'une flambée d'irrationnel et de prédiction à l'arrière. Naturellement,

les tarots, le marc de café et les boules de cristal prédisent la victoire française, car les voyants répondent à l'attente angoissée de leurs clients et assurent de même que le fiston rentrera sain et sauf de la guerre. Les revues spécialisées dans la divination font aujourd'hui sourire : elles annoncent la fin de la guerre de trois mois en trois mois... avant de perdre leur latin en 1916 et de ne plus rien dater. Elles qui n'avaient pas vu arriver la guerre n'ont pas vu non plus pointer l'armistice ! La guerre de 14-18 est vraiment le temps de la faillite de la voyance. Pourtant, les charlatans ont amassé des fortunes en apaisant la douleur de ceux qui souffraient trop pour garder la tête froide. Le président de la République lui-même, Raymond Poincaré, a ainsi reçu à l'Élysée la célèbre voyante du Tout-Paris, M^{me} Fraya, qui possède le don bien utile de lire l'avenir dans les lignes de la main. Le 1^{er} août 1914, elle avait déjà été amenée en pleine nuit au ministère de la Guerre par une voiture officielle : les ministres Aristide Briand, Alexandre Millerand, Albert Sarraut et Louis-Jean Malvy, qui s'apprêtaient à partir pour Bordeaux, voulaient savoir si les Allemands s'empareraient de la capitale ! Le fait qu'ils soient tous mécréants ou libres-penseurs en dit long sur le chavirage de la raison quand l'anxiété est trop forte.

Au front aussi, les hommes ont leurs petites superstitions : en dehors des médailles religieuses portées comme des talismans, il n'est pas rare que les soldats italiens portent un sachet de la terre du pays autour du cou. Guillaume Apollinaire évoque pour sa part l'étrange pouvoir protecteur du ticket de métro poinçonné à la station Victoire.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Le miracle de la Marne

Si l'Église se méfie de la déviation de la foi par la superstition, elle ne répugne pas à s'appuyer sur le surnaturel pour expliquer la guerre, ce combat du bien contre le mal, et à impliquer la Providence dans la victoire de la Marne. La Marne, ce ne serait pas qu'une question de détermination des soldats français et d'erreur tactique de l'armée allemande, mais un miracle ! Le 8 septembre, date à laquelle les ennemis ont plié bagage, est le jour de la nativité de la Vierge : de là à imaginer que Marie a donné un coup de pouce aux Français, il n'y a qu'un pas que l'Église franchit allégrement. Selon certains auteurs, les Allemands auraient reculé après l'apparition d'une main dans le ciel, qui rappelle le miracle de sainte Geneviève face aux hordes

d'Attila, au V^e siècle. Mais les partisans de la thèse du miracle ne sont pas tous d'accord : pour les uns c'est Jeanne d'Arc et non Marie qui a tout fait, les autres invoquent sainte Geneviève, patronne de la capitale, dont les reliques ont été promenées en procession dans Paris pendant la bataille. Enfin, un troisième parti défend l'action du Sacré-Cœur, car les Allemands auraient reculé à la vue lointaine de la basilique de Montmartre. Paul Claudel réconcilie tout le monde en donnant ce récit de la bataille : « Nous avons à notre gauche sainte Geneviève, au centre saint Rémy, et à notre droite Jeanne d'Arc. » Avec une telle armée, l'ennemi ne pouvait que prendre la pâtée !

La propagande en action

Pour maintenir le moral des Français, mieux vaut le mensonge patriotique que la vérité crue et effrayante. C'est le calcul des autorités publiques qui encouragent vivement les organes de presse à jouer le jeu de l'Union sacrée. Pour contrôler l'opinion, n'est-il pas nécessaire de s'assurer le soutien des feuilles qui la modèlent ?

Bourrage de crâne

Le rôle de la propagande de 1914 à 1918 est extrêmement simple : vanter l'armée française et dévaloriser l'ennemi, pour donner confiance aux soldats comme aux civils. Si les populations de l'arrière ont longtemps cru ce qu'on leur racontait, les poilus se sont vite aperçus qu'il existait comme un décalage entre les articles des journaux et la réalité vécue des tranchées. Il faut dire, à la décharge des journalistes, que leur présence n'était pas autorisée au front, et que, faute d'informations directes, ils laissaient libre cours à leur imagination, inventant des interviews avec des soldats et répandant les pires absurdités en toute bonne foi. À force de lire que les troupes du Kaiser sont composées de lâches et d'affamés qui se rendent pour une tartine, les poilus, qui connaissent la valeur de leurs ennemis, ont commencé à enrager et ont inventé l'expression géniale de « bourrage de crâne ».



Florilège de contre-vérités

« Les statistiques des dernières guerres démontrent que plus les armes se perfectionnent, plus le nombre de pertes diminue » (*Le Temps*, 4 août 1914).

« Belgrade bombardée, ne s'en aperçoit même pas » (*Le Journal*, 6 août 1914).

« Dites bien que tous les Allemands sont des lâches et que la difficulté est seulement de les approcher. Dans la rencontre où j'ai été atteint, nous avons été forcés de les injurier pour les obliger à se battre » (*L'Écho de Paris*, « Récit d'un blessé », 15 août 1914).

« L'inefficacité des projectiles ennemis est l'objet de tous les commentaires. Les shrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Quant aux balles allemandes, elles ne sont pas dangereuses : elles traversent les chairs de part en part sans faire aucune déchirure » (*L'Intransigeant*, 17 août 1914).

« Les Allemands tirent fort mal et fort bas ; quant aux obus, ils n'éclatent pas dans la proportion de 80 % » (*Le Journal*, 19 août 1914).

« Les éclats d'obus vous font seulement des bleus » (*Le Matin*, 15 septembre 1914).

Figure 14-2 :
Il est
entendu que
les com-
muni-
qués
allemands
sont tous
faux et que
la France,
elle, ne dit
que la vérité.
Enfin...
c'est ce que
l'on affirme
durant la
guerre !



Mais n'oubliez pas que les journaux mentent, ou qu'ils écrivent des articles sur commande de l'armée ou du gouvernement. Ce serait trop simple. Ils sont tout simplement persuadés de ce qu'ils impriment ! À force de trop vouloir croire, on en perd l'esprit critique, et cela vaut pour les journalistes – qui prennent quelques libertés avec la vérité, par optimisme – comme pour l'historien Marc Bloch, pourtant habitué à critiquer les sources, qui confesse dans ses *Écrits de guerre* avoir gobé nombre d'absurdités, comme celle du siège de Berlin par les cosaques début septembre 1914. Il est vrai que dans le contexte de la retraite française, les soldats avaient besoin de se rassurer en inventant leurs propres « canards », leurs propres fausses nouvelles. Vous l'avouerez, c'est

tout de même plus réconfortant d'aborder la bataille décisive de la Marne en croyant que Berlin est sous le feu des Russes qu'en sachant que l'armée du tsar a pris une branlée à Tannenberg et bat en retraite elle aussi.

Comment la rumeur s'alimente

Le téléphone arabe ne vaut pas que pour les soldats qui se transmettent des « informations » de bouche à oreille, mais aussi pour la presse. L'exemple suivant est édifiant : en 1914, se félicitant de la chute de la place forte belge d'Anvers, la *Kölnische Zeitung* a écrit que la nouvelle a été saluée par la sonnerie des cloches en Allemagne. Voici comment l'information est relayée par la presse hostile à Berlin :

Le Matin : « D'après la *Kölnische Zeitung*, le clergé d'Anvers a été contraint de sonner les cloches après la prise de la forteresse. »

Le Times : « D'après les informations que *Le Matin* a reçues de Cologne, les prêtres belges

qui ont refusé de sonner les cloches ont été chassés de leur poste. »

Le Corriere della Sera : « Ces malheureux prêtres seront condamnés aux travaux forcés. »

Le Matin : « D'après les informations du *Corriere della Sera* reçues via Londres et via Cologne, on confirme que les barbares vainqueurs d'Anvers ont supplicié les malheureux prêtres belges à cause de leur refus héroïque, en les pendant aux cloches comme des battants vivants, la tête en bas ! »

Un bel exemple de déontologie professionnelle ! Ces journalistes, quels romanciers !

Les exagérations sont telles, en août-septembre 1914, qu'il faut que le gouvernement intervienne et demande à la presse de tempérer son optimisme échevelé. À trop mentir, même patriotiquement, on risque d'affaiblir le moral de la nation quand l'opinion prend conscience qu'elle a été flouée. Les pouvoirs publics ont ainsi donné des consignes pour que l'on ne revoie plus d'informations totalement erronées comme celle des « cosaques à cinq étapes de Berlin » que *Le Matin* a affichée à sa une le 24 août 1914.

Anastasie et ses gros ciseaux

L'armée et le gouvernement ont une arme importante à leur disposition : la censure. Représentée par les dessinateurs comme une vieille fille repoussante, dénommée Anastasie et armée de gros ciseaux, cette censure est mise en place dès le 2 août 1914, avec la proclamation de l'état de siège. Un bureau de la presse est créé, dont la mission est de contrôler les articles avant parution pour vérifier s'il ne s'y trouve pas des informations qui pourraient servir à l'ennemi ou des passages au caractère défaitiste. Interdit de parler du déplacement des troupes, des lieux de cantonnement des régiments, du nombre de canons, d'avions ou d'obus, de publier

l'interview d'un général, d'attaquer le commandement et, bien entendu, de parler de paix à moins que ce ne soit la paix par la victoire !

Quand un article ne convient pas au bureau de la presse, le journal est averti par téléphone et si les pages sont déjà clichées pour l'imprimerie, il faudra gratter le cliché avec un outil spécial appelé « échoppe », d'où le terme « échopper », qui devient synonyme de « censurer » de 1914 à 1918. Le lendemain, le journal paraît avec des blancs, et les Français se demandent ce que l'on a voulu leur cacher.

Et gare à ceux qui défient la censure comme Clemenceau et son journal, *L'Homme libre* : il est frappé d'une peine de suspension pour avoir décrit le manque de soins accordés aux blessés évacués du front dans des wagons à bestiaux sur la paille souillée par les animaux. Furieux d'être sanctionné, il fait reparaître son journal sous le nom d'*Homme enchaîné*. Mais lui qui promettait d'assouplir la censure la renforce au contraire quand il devient président du Conseil en novembre 1917. « Supprimer la censure ? Je ne suis pas assez fou pour cela », répondit-il à un naïf qui lui rappelait ses promesses.

Mais avec ou sans censure, il est possible de faire passer ses opinions, par l'ironie par exemple, une arme que *Le Canard enchaîné*, un journal satirique qui prend son envol en 1915, excelle à manipuler, ou en prenant les censeurs au piège comme *La Vague*, une feuille pacifiste qui publie à sa une en 1918 un dessin représentant la Justice aux yeux bandés conduite vers un précipice avec cette légende : « La guerre », suivie en plus petit de « de l'impérialisme allemand ». Tout le monde a compris le sens du dessin, mais la censure ne peut rien dire, car la mention de l'impérialisme allemand l'empêche de justifier ses coups de ciseaux.



La naissance du Canard : pan sur le bec des censeurs !

Le 10 septembre 1915, un drôle de journal fait son apparition. Fondé par Maurice Maréchal, journaliste aux opinions libertaires, *Le Canard enchaîné* connaît d'abord des débuts difficiles avant de rencontrer le succès à partir de 1916. Ce journal satirique qui paraît – déjà – le mercredi prend le contre-pied du discours patriotique avec force ironie. Dès son premier éditorial, tout est dit de la ligne du journal, qui ne variera plus jamais : « *Le Canard enchaîné* prendra la liberté grande de n'insérer, après

minutieuse vérification, que des nouvelles rigoureusement inexactes. Chacun sait, en effet, que la presse française, sans exception, ne communique à ses lecteurs, depuis le début de la guerre, que des nouvelles implacablement vraies. Eh bien ! Le public en a assez. Le public veut des nouvelles fausses pour changer. Il en aura ! » Même sous le contrôle d'Anastasie, l'esprit libre demeure ! La liberté de la presse ne s'use-t-elle pas quand on ne s'en sert pas ?

Contrôle postal

L'inquisition des consciences ne se limite pas au bourrage de crâne et au contrôle de la presse, il faut encore sonder les âmes en perquisitionnant sans autorisation dans les correspondances. Un service du contrôle postal, d'abord militaire puis civil, est en effet créé en juillet 1915 pour s'enquérir du moral des soldats et de la population. Ce sont près de 180 000 lettres chaque semaine qui sont passées en revue par les contrôleurs, un pourcentage infime des missives échangées entre les militaires et leurs familles, mais un nombre assez important pour se faire une bonne idée du moral des soldats.

Inutile de préciser que cette incursion dans la vie privée a plutôt été mal vécue par les intéressés. Parfois, les contrôleurs caviardent un passage, et il arrive qu'un poilu qui a indiqué le lieu où il se trouve – ce qui est interdit par le règlement par peur de l'espionnage allemand –, ou qui a tenu des propos ouvertement antipatriotiques, soit signalé à ses chefs ou même carrément puni. Les citoyens qui croyaient combattre pour la démocratie se mettent à déchanter : la République de 1914-1918 s'apparente plus à une mégère qui se méfie de ses enfants qu'à la Marianne généreuse et aimante des années précédentes. Mais on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs et, là, tant pis pour les libertés qui sont sacrifiées sur l'autel de la défense nationale. La guerre avant tout ! La fin ne justifie-t-elle pas les moyens ?

Chapitre 15

Civilisation contre barbarie

Dans ce chapitre :

- Nier l'humanité de l'adversaire pour mieux l'humilier
- Les troupes coloniales au cœur du débat
- Le drame des prisonniers
- Le massacre des civils

Si la fin justifie les moyens, y compris terroristes comme les bombardements aériens de populations civiles ou l'emploi des gaz, c'est parce que la guerre est pensée et vendue aux populations comme un affrontement de civilisations. Dans ce combat à mort qui oppose le droit à la force, le moral à l'immoral, la civilisation à la barbarie, en bref le bien au mal, il n'y a pas de trêve ni d'entente possible. L'ennemi est un « autre », et tout doit être employé pour le détruire. À ce titre, la distinction entre populations civiles et militaires s'estompe et la logique de la guerre totale et terroriste amène à la négation de l'humanité de l'adversaire.

Déshumaniser l'adversaire

Pas facile de tuer un homme, surtout quand celui-ci vous regarde dans les yeux. En revanche, il est plus simple de se débarrasser d'une vermine. La première condition d'un affrontement total consiste donc à ôter à son adversaire toute dignité humaine pour mieux lui régler son compte.

Le boche est un glouton

Dès août 1914, la caricature insiste sur l'absence de goût et de retenue des Allemands, êtres vils, voraces et affamés. Poulbot dessine par exemple un envahisseur peu averti qui engloutit le contenu d'une bouteille sous les yeux amusés de gamins qui se réjouissent : « C'est la purge de grand-père ! » À Jaignes (Seine-et-Marne), la presse affirme que des Allemands

ont pris un pot d'encaustique pour de la nourriture et à Chambry, près de Meaux, un soldat allemand aurait réclamé du « vomache de Prie » qu'il a avalé avec la paille sur laquelle il était servi ! Après la bataille de la Marne, *Le Matin*, qui n'est jamais avare d'un bobard, affirme que des médecins français ont autopsié des combattants allemands et qu'ils ont trouvé dans leurs estomacs des betteraves entières, avec fanes et morceaux de terre !

Mais quel est donc cet ennemi capable d'avaler une betterave en un morceau ? Une brute, une bête, un glouton, mais pas un homme digne de ce nom. Pour ceux qui en douteraient, le Dr Bérillon apporte la caution de la science à la propagande la plus idiote : « De toutes les manifestations objectives par lesquelles se révèle la spécificité de la race allemande, la voracité est assurément la plus caractéristique. La voracité des Allemands, inconciliable avec le choix raisonné des aliments, les porte à préférer la quantité à la qualité. » Et il ajoute : « L'Allemand ne se fait pas faute, à l'occasion, de manger du chien. »



Figure 15-1 :
Le Boche
est-il seu-
lement un
homme ? Il y
a de quoi en
douter !

Non contents d'être des individus vils et sans goût, une sous-humanité en quelque sorte, les Allemands font aussi la guerre en brigands, accuse la presse française. Avançant derrière des otages devenus « boucliers humains », tendant des pièges à l'aide d'un drapeau blanc, pillant et incendiant toutes les villes qui tombent entre leurs mains et violant toutes les femmes.



Cochons d'Allemands !

Grossièreté, licence sexuelle, immoralité... le boche est un cochon et c'est donc sous les traits porcins que l'ennemi est généralement croqué tout au long de la guerre. Et pas seulement en France : en 1916, dans Bruxelles occupée, un résistant belge a collé de nuit quelques affiches avec cette curieuse formule :

« 671 Belge
71 lion
671 boche
71 cochon »

La solution de l'énigme se trouve dans l'énumération des chiffres : si (6) c'est (7) un (1) Belge c'est (7) un (1) lion et... si c'est un boche, c'est un cochon ! Faire de la résistance avec humour, voilà qui est naturellement belge.

Malheureusement, comme on l'a vu (chapitre 6), tout n'est pas faux dans ces histoires d'atrocités que sert la propagande française : les 674 morts de la ville belge de Dinant peuvent en témoigner. La logique de l'invasion pousse évidemment à l'exercice de la terreur sur les populations civiles, afin d'avoir les mains libres pour continuer le combat militaire sans se soucier de la sécurité de ses arrières. En Prusse-Orientale et en Galicie autrichienne, envahies par les Russes en août 1914, il y eut les mêmes massacres et les mêmes viols. Que se serait-il passé si les Français avaient envahi l'Allemagne ?

En tout cas, comme c'est le contraire qui se produit en 1914, la France peut légitimement se présenter aux yeux du monde comme la victime de la brutalité bestiale d'une nation barbare. La propagande française a ici marqué des points et l'Allemagne ne parviendra jamais à remonter le courant de l'opprobre international. Mais les Français en ont trop fait, et à force de mêler le vrai au fantasme (les mains coupées des enfants dans les régions envahies, par exemple), ils ont fini par discréditer le thème des atrocités allemandes. Où est le vrai, où est le faux ? Plus personne ne le sait en 1918.



Figure 15-2 :
Le thème des
mains cou-
pées est très
populaire
pour fustiger
la barbarie
de l'ennemi.

Les intellectuels au créneau

Pour porter le combat sur le terrain moral et convaincre le monde que l'adversaire est une brute sans nom, les nations ont mobilisé les intellectuels. De tous les côtés du front, hommes de lettres, scientifiques et artistes de tout poil vont justifier la guerre en affirmant que l'autre est un barbare dont il est urgent de débarrasser l'humanité.

Dès le 18 septembre 1914, un manifeste intitulé simplement « Civilisation » est signé de 54 écrivains britanniques parmi lesquels Conan Doyle,

H. G. Wells, Rudyard Kipling, désignant les Allemands comme des « Huns » et leur empereur comme un nouvel « Attila ». Les intellectuels germaniques, piqués au vif, répliquent le 4 octobre par un « Appel aux nations civilisées » plus connu sous le nom de « Manifeste des 93 » (le nombre de signataires), où tout ce que compte l'Allemagne de scientifiques et d'écrivains réputés justifie la guerre en en rejetant la responsabilité sur la Russie, la France et l'Angleterre. Le 3 novembre suivant, les universitaires français se lancent eux aussi dans la mêlée en fustigeant leurs collègues allemands qui saliraient le nom d'intellectuels en couvrant de leur autorité les bas desseins de l'impérialisme de Berlin. Et le philosophe Henri Bergson n'est pas le dernier à monter au créneau en tempêtant que la guerre n'est rien d'autre que « la lutte de la civilisation contre la barbarie ». Partout, on s'engage et c'est toujours sur l'ennemi que l'on fait porter le poids de la responsabilité du conflit. C'est pas moi, c'est l'autre !



Figure 15-3 :
Sans com-
mentaire !



Moutons noirs

Des intellectuels qui n'ont pas voulu marcher au pas et hurler avec les loups ? Il n'y en a pas eu beaucoup. Le Français Romain Rolland, qui se trouvait en Suisse à la déclaration de guerre et qui était trop âgé pour être mobilisé, a préféré ne pas rentrer en France entre 1914 et 1918 tellement il désapprouvait ce conflit qui pour lui était une guerre civile entre pays de même civilisation, et non une lutte de la civilisation contre la barbarie. George-Bernard Shaw au Royaume-Uni, Maxime Gorki en Russie, Albert Einstein en Allemagne ont eux aussi refusé d'empoigner le pas des nationalistes.

Mais leurs voix sont inaudibles : « L'appel aux Européens », un manifeste hostile à la guerre, lancé en octobre 1914 par quelques intellectuels allemands dont Einstein, n'a jamais réellement circulé. La censure et l'autocensure jouent leur rôle, mais le contexte de flambée de haine n'est pas favorable non plus à l'éclosion des paroles de paix. L'enjeu de la Grande Guerre apparaît comme immense à tous les peuples, il faut donc choisir son camp et comme le sien est celui du droit et de la justice, c'est donc toujours celui d'en face qui est barbare.

Les troupes coloniales entre deux feux

Quand la guerre commence, les Français, en situation d'infériorité numérique, font appel à toutes leurs ressources humaines, y compris celles de l'empire colonial. La mère patrie est menacée, tous ses enfants doivent donc la secourir, comme l'explique un tirailleur sénégalais dans une carte postale illustrée : « Madame la France y en a même chose bonne maman. Y en a z'enfants blancs, y en a z'enfants noirs, y en a tous les z'enfants défendre maman. » Mais en utilisant pour la première fois des troupes noires dans un conflit européen, la France offre l'occasion à l'Allemagne de renverser l'accusation de barbarie qui pèse sur elle depuis l'invasion.

Sauvages, vous avez dit sauvages ?

Cent trente-quatre mille tirailleurs sénégalais vont combattre en France de 1914 à 1918, et trente mille y perdront la vie. Pour les Allemands, qui dans leur grande majorité n'ont jamais vu de Noirs et qui communient dans les préjugés racistes, ces soldats coloniaux sont des sauvages, des bêtes plus que des hommes, qui font la guerre en brutes, mutilant les morts et achevant les prisonniers. Ils en ont une peur panique !

Le pauvre *Feldgrau* qui est fait prisonnier par les « diables noirs » n'en mène pas large et croit d'ailleurs sa dernière heure arrivée. Le berger devenu tirailleur Bakary Diallo, auteur du premier récit littéraire d'Afrique noire francophone, se souvient d'avoir rencontré un Allemand terrorisé d'être tombé dans les mains des Noirs, qui, croyait-il, allaient le tuer et le manger ! Comme il ne lui est rien arrivé, Bakary Diallo espère que les préjugés racistes disparaîtront dans l'après-guerre : « Puisse ta peur ne pas t'empêcher de proclamer dans ton pays, demain, après les batailles, les sentiments de justice qui réhabilitent les Noirs parmi les races humaines, toutes sauvages. » Inversement, il ne fait pas bon être noir et prisonnier des Allemands !



Oreilles coupées contre mains coupées

Les Français et les Belges crient à la bestialité allemande en prenant l'exemple, fantasmé, des enfants aux mains coupées dans les régions envahies. Les Allemands répondent en condamnant la pratique des oreilles coupées dont les tirailleurs sénégalais se rendraient coupables. Ces trophées pris sur les morts écœurent les Allemands, quand les Français préfèrent en rire : « Taisez-vous, méfiez-vous, les oreilles ennemies vous écoutent », lit-on en légende d'un dessin qui représente un tirailleur portant un collier d'oreilles. S'agit-il d'une

simple propagande visant à salir les troupes françaises ? Pas seulement, car il va de soi que les troupes coloniales font la guerre avec leurs repères et leur culture – que l'armée française a exploités en fournissant des coupe-coupe –, aussi il faut plutôt parler d'un décalage de sensibilité : le Noir qui manie l'arme blanche est un barbare, mais le Blanc qui invente les obus chimiques, les lance-flammes, les bombardements aériens, et toutes autres armes de destruction massive est un civilisé !

L'utilisation des troupes coloniales et la polémique sur les oreilles coupées permettent en tout cas à l'Allemagne de montrer que la France est une sacrée menteuse quand elle prétend incarner la civilisation. L'Appel aux nations civilisées des 93 intellectuels allemands insiste d'ailleurs là-dessus : les Français qui « ne craignent pas d'exciter des Nègres contre la race blanche, offrant ainsi au monde civilisé le spectacle le plus honteux qu'on puisse imaginer, sont certainement les derniers qui aient le droit de prétendre au rôle de défenseurs de la civilisation européenne ».

Les Français ne se démontent pas et affirment pour leur part qu'ils ont le droit de faire appel à l'universalité du genre humain pour combattre la moderne barbarie des boches qui veulent asservir le monde. Rejetant le préjugé raciste mais prônant l'alliance de tous les peuples de la terre contre l'Allemagne, la France renvoie les cousins germains à une sauvagerie plus grande que celle du colonial.

*Nègres blancs contre Noirs blanchis***Figure 15-4 :**

Pour les Allemands, il n'y a pas de distinctions entre Sénégalais et tirailleurs d'Afrique du Nord : ce sont tous des troupes de couleur, également redoutées et honnies.



Pour les Français, cela ne fait aucun doute : les Allemands sont plus proches de l'animalité que les indigènes coloniaux. Dès le 8 août 1914, le philosophe Henri Bergson a fustigé la « régression à l'état sauvage » qui a saisi les Allemands, qui, eux, n'ont pas l'excuse de l'« innocence primitive », selon les préjugés coloniaux. Inversement, les Africains qui servent sous le

drapeau français se sont civilisés par le sang versé pour la cause du droit. « Combien ils sont moins sauvages que les sauvages blancs qui incendient, pillent et massacrent », constate *Le Petit Marseillais*. « Ils ont conquis de leur sang le titre de citoyen français », s'enflamme *Le Petit Journal*, quand le député antillais René de Boisneuf, en janvier 1918, voit dans la victoire future de la France la libération des peuples et « la libération de toutes les races humaines ». D'un côté, le Blanc allemand est noirci ; de l'autre l'Africain est blanchi. Une caricature montrant un tirailleur faisant la leçon à un Allemand illustre ce renversement des couleurs : « Moa nègre, moa civilisé, ti boche, ti barbare, ti chocola. » Cela faisait rire à l'époque... Autre dessin célèbre : un civil s'approche d'un camp de prisonniers allemands gardé par des tirailleurs. L'un d'entre eux l'interpelle : « Ti viens voir sauvages ? » Désopilant !

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'Allemand n'est pas bon à manger

Parmi les préjugés coloniaux séculaires figure celui du cannibalisme des indigènes africains. Pourtant, au temps de la traite négrière, les Noirs pensaient que les Blancs les achetaient pour les manger. On est toujours le sauvage de quelqu'un d'autre ! En attendant, de 1914 à 1918, de nombreuses caricatures jouent sur

le thème de l'anthropophagie et présentent des tirailleurs – musulmans – qui refusent de manger de l'Allemand : « Li mauvais comme li cochon », dit une légende ; « Marabout à moi défend manger cochon », dit une autre. On vous l'a déjà dit, les Allemands sont des cochons... et les Français de sacrés rigolos !

La guerre est cependant l'occasion d'une évolution des images héritées du colonialisme et qui faisaient de l'indigène un être barbare et fruste. Désormais, pour les Français, le Noir n'est plus terrible (sauf pour les Allemands), mais est devenu un compagnon sympathique, un grand enfant, comme l'illustre la publicité Banania et son tirailleur qui rit de toutes ses dents. Le racisme se poursuit sans doute, mais il s'est mué en paternalisme quand les Allemands, eux, continuent d'éprouver de la terreur face à des êtres différents. Le traumatisme est tel outre-Rhin que les Allemands ont tendance à surévaluer le rôle des troupes coloniales : « Nous avons été inondés par les vagues noires », écrit le maréchal von Hindenburg dans ses Mémoires. Rappelons que les troupes de l'empire, toutes origines confondues (car les Nord-Africains sont souvent assimilés à des Noirs par Berlin), ne représentent pas plus de 3 à 5 % de l'armée française : il n'y a pas de quoi de parler d'inondation !

Figure 15-5 :
Le colonial
conserve
une part de
sauvagerie,
mais ce n'est
rien à côté
de l'Alle-
mand !



Tant pis pour les prisonniers

En 1914, rien n'est prévu pour les prisonniers. Et pour cause : la guerre doit être courte ! On n'imagine donc pas que l'on devra entretenir – surtout côté allemand – des centaines de milliers d'hommes pendant des années. Si les prisonniers de guerre ne font pas l'objet de mauvais traitements systématiques, en revanche ils servent carrément d'otages dans les marchandages auxquels se livrent la France et l'Allemagne au sujet de leur rapatriement. Un coup de froid dans les négociations menées en Suisse et les représailles tombent aussitôt. Être prisonnier, c'est peut-être l'assurance de ne pas mourir au front, mais ce n'est pas très réjouissant.

Rien de prévu

Avec plus de deux millions de prisonniers au soir du 11 novembre 1918, dont quelque 600 000 Français, l'Allemagne gère le plus grand nombre de captifs. Au début de la guerre, avant que les tranchées ne fixent le front, les Allemands ont mis la main sur des dizaines de milliers de Belges, quelques centaines de milliers de Français et de Russes. Puis, en 1915, ils ont capturé des régiments entiers de l'armée du tsar et, en 1916, ont réduit à néant toute l'armée roumaine. Comparativement, la France ne compte dans ses camps que 200 000 Allemands en 1917 mais 350 000 à la fin de l'année 1918. Devant cet afflux, l'Allemagne est dans un premier temps désemparée : l'hiver 1914-1915 est très dur pour les captifs qui dorment sous des tentes entourées de barbelés. Le froid n'est pas le seul problème : le manque d'hygiène, en particulier de sanitaires, est préoccupant. Tout s'arrangera progressivement en 1915, avec la construction de plusieurs dizaines de camps et la création des commandos de travail.

Quand l'appétit va, tout va

La vie n'est certainement pas rose dans les camps français, mais elle est carrément dure dans les camps allemands où l'on pratique les châtiments corporels envers les prisonniers récalcitrants. La peine du poteau, abandonnée en 1915, a notamment marqué les esprits : on y attachait ou plutôt on y pendait les fortes têtes par les pieds et les bras. Le premier des problèmes est cependant celui du ravitaillement. En 1917, il faut pas moins de 500 tonnes de pain quotidiennes pour alimenter les prisonniers, or, l'Allemagne est soumise au blocus maritime des alliés et ne peut pas importer de céréales. Déjà déficitaire en temps de paix, la situation est critique en temps de guerre. D'où une nourriture faite d'ersatz qui n'a pas laissé un bon souvenir dans la mémoire des anciens prisonniers. De la soupe claire, dans laquelle baignent quelques morceaux de navet ou des épiluchures de légumes, ou un brouet de betterave, de poisson séché et de pommes de terre. C'est évidemment insuffisant, mais ce n'est pas trop grave pour les Français, les Belges et les Britanniques. En effet, outre les colis envoyés par les familles, les prisonniers reçoivent des colis de la part des offices gouvernementaux : l'équivalent de deux kilos de pain par personne et par semaine pour un Français, sans compter des boîtes de biscuits devenus bien souvent la monnaie occulte des camps. Finalement, quand on a la chance de travailler dans un commando agricole et d'être nourri à la ferme, et que l'on reçoit en plus des colis officiels et des colis familiaux, on s'en sort plutôt pas mal. Les autorités allemandes le savent d'ailleurs parfaitement et l'on peut penser qu'elles nourrissent très mal

leurs prisonniers dans le but de faire porter l'effort du ravitaillement de ces derniers sur leur ennemi. Mais si les uns ne souffrent pas de la faim, il n'en va pas de même des Italiens, que leur État refuse de ravitailler en considérant ses soldats prisonniers comme des suspects de désertion. Pire encore est la situation des Russes qui n'ont pas de colis de leur famille et encore moins de leur État. Quand un groupe sort du camp en commando de travail, il n'est pas rare d'en voir les membres arracher des touffes d'herbe des fossés pour les engloutir avec voracité. Quant aux Roumains, traités avec sévérité pour les punir de leur intervention en 1916, leur sort relève du martyr.

Malheur aux Roumains

Selon les conventions de La Haye, signées en 1907, « les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture, le couchage et l'habillement sur le même pied que les troupes du gouvernement qui les aura capturés ». On ne peut pas dire que les Allemands aient respecté cette convention, mais la façon dont ils ont traité les Roumains est tout bonnement inhumaine. De 40 à 50 % d'entre eux mourront de faim ou de mauvais traitements ! La soupe aux orties est leur plat quotidien, peu roboratif, et les hommes épuisés qui ne peuvent suivre le rythme du commando de travail sont abattus. Dans la nuit

du 27 au 28 janvier 1917, à Steinbrunn-le-Haut (Alsace), pour fêter l'anniversaire de l'empereur Guillaume II, les gardiens réquisitionnent les baraquements pour y faire ripaille et jettent à l'extérieur 71 Roumains qui passeront toute la nuit par une température de -10 à -20 °C. Le lendemain, ceux qui ne sont pas tout à fait morts sont achevés à coups de crosse. Les civils, atterrés par cette violence, tentent parfois de venir en aide aux Roumains en leur donnant discrètement un morceau de pain. Mal leur en prend : la compassion est punie d'une amende de 100 à 500 marks.

La faim n'est pas le seul problème des prisonniers : il faut compter aussi avec les épidémies de typhus et les ravages de la tuberculose. Et puis il y a le cafard, le mal du pays, le manque de sa famille, et l'apparition d'une forme de folie que les médecins nommeront pudiquement « psychose des barbelés ».



Figure 15-6 :
Les Français
ont à cœur
de démontrer
leur huma-
nité. Pour la
photo, les
prisonniers
allemands
ont reçu une
boule de
pain et ils
sourient sur
commande.

Représailles

Depuis 1915, par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge, des négociations ont lieu entre la France et l'Allemagne pour le rapatriement de leurs nationaux pourvu qu'ils ne puissent pas reprendre une part active au combat. On commence donc par s'échanger de grands

blessés, des aveugles, des amputés, dont on est sûr et certain qu'ils ne reprendront pas l'uniforme, et l'on élargit lentement aux autres catégories de prisonniers. Mais les négociations n'avancent pas, car accroître la sévérité du régime des prisonniers est aussi une forme de pression sur l'adversaire. En 1915, par exemple, Berlin voudrait faire fermer les camps d'Afrique noire où les Français ont interné les Allemands, militaires comme civils, du Togo et du Cameroun. Comme les Français ne réagissent pas, il s'ensuit que les Allemands choisissent 2 500 prisonniers parmi les « meilleures familles » pour aller drainer les marais, un travail particulièrement épuisant et malsain. Loin de céder, les Français réagissent en durcissant les positions, et c'est l'engrenage des représailles : le courrier et la distribution des colis peuvent en être affectés et les officiers forcés de travailler. Ainsi, le fils du ministre des Affaires étrangères, Théophile Delcassé, doit à son état civil d'être envoyé en forteresse en octobre 1915.

Côté français, on n'est pas tendre non plus : le gouvernement se servira simplement des prisonniers allemands comme otages pour obtenir la soumission des Allemands aux exigences françaises du traité de Versailles. Il n'a donc pas été question de libérer les captifs le jour de l'armistice mais au contraire de les conserver encore très longtemps. Et puis, ils formaient une main-d'œuvre de qualité, très peu rémunérée de surcroît. Les familles allemandes ne manquant pas de se plaindre, le pape finit par intervenir à la fin de l'année 1919 en priant l'archevêque de Paris de se rendre auprès de Clemenceau pour lui demander un bon geste à la veille de Noël. Le Tigre répond par la négative : « La dévastation systématique du Nord de la France, la cruauté des traitements imposés à la population des régions envahies et les profanations infligées sans aucune justification aux malheureuses familles françaises ne permettent pas au gouvernement de consentir des mesures de faveur sur ce point. » Le rapatriement commencera cependant à partir de janvier 1920 mais c'est l'armée allemande qui devra en supporter le coût, fournir les moyens de transport et le paquetage des prisonniers.

Des poilus pas comme les autres

De retour en France après l'armistice, dont un article oblige l'ennemi à ouvrir immédiatement les portes de ses camps, les prisonniers sont amers. Soupçonnés de s'être rendus volontairement, ils doivent se soumettre à une sorte d'interrogatoire sur les circonstances de leur capture selon des directives adoptées par Joffre en novembre 1914 : « Le commandant en chef décide que tout militaire non blessé fait prisonnier sera, à son retour de captivité, l'objet d'une enquête à l'effet de déterminer s'il y a lieu de prendre, envers lui, des sanctions disciplinaires. » Si ce ne sont pas des déserteurs, ils sont au moins vus comme des planqués, des embusqués qui

ont passé une partie de la guerre en toute tranquillité tandis que les poilus risquaient quotidiennement leur vie sur le front. On leur fait d'ailleurs sentir toute l'infamie de leur statut : non seulement ils perdent le rappel de leur solde mais leur prime de démobilisation est inférieure à celle des soldats qui n'ont pas connu la captivité. De plus, ils n'ont pas le droit à la médaille interalliée créée en 1920 et ceux qui sont décédés en Allemagne n'ont pas le droit au titre de « mort pour la France », une discrimination qui cessera toutefois en 1922. Regroupés en association d'anciens combattants, ils n'auront de cesse de rappeler leur calvaire dans l'indifférence du pays qui n'a de reconnaissance que pour les combattants. En 1931, encore, le général Hirschauer continue d'opposer les uns aux autres à la tribune du Sénat : « Si misérable qu'ait été l'existence des prisonniers, peut-on la comparer à celle des soldats, qui étaient au front, les pieds dans la boue, la tête dans le feu ? » Que les prisonniers arrêtent donc de nous bassiner avec ce qu'ils ont enduré !

Guerre aux civils

On ne peut pas dire que, par le passé, les populations civiles aient été épargnées par la guerre, au contraire : rançonnements, viols, massacres... ont toujours accompagné le déplacement des gens d'armes. De ce point de vue, la Grande Guerre et son front fixe ont forcément concentré les pertes chez les militaires (90 % du total des morts de 1914-1918) et on est loin de la Seconde Guerre mondiale, où la population civile représente 50 % des morts. Toutefois, 14-18 inaugure des méthodes appelées à un bel avenir, si l'on peut dire : populations déplacées, régime de terreur en pays occupés, travail forcé, déportation, et même génocide... Les populations civiles sont fatalement des victimes de cette guerre totale.

Des populations très occupées

Avec la fluctuation des fronts, des dizaines de millions d'Européens se sont retrouvés sous le joug d'un envahisseur, à commencer par la Belgique et le Luxembourg dès août 1914. En France, dix départements ont été totalement ou partiellement occupés. La vie n'y est pas drôle : interdiction de se déplacer (sauf permis délivré par la Kommandantur), réquisitions constantes (les boutons de porte en cuivre, par exemple, sont envoyés dans les usines de guerre allemandes, où ce métal manque cruellement du fait du blocus commercial), amendes en pagaille, surveillance constante.

Le pays est tout simplement pillé par l'occupant, d'où une situation de disette prononcée, et sans l'aide alimentaire venue des États-Unis puis d'Espagne et des Pays-Bas une fois que l'Oncle Sam est entré en guerre,

les populations occupées seraient mortes de faim. À Lille, en 1918, on débite du chien dans les boucheries, on vend les épluchures de pommes de terre au kilo, et les enfants se précipitent sur les bouses des chevaux pour y trouver des grains d'avoine qu'ils mangent aussitôt ! Si les occupés doivent se serrer la ceinture, l'armée allemande n'est pas à la fête, car l'empire ne parvient pas à nourrir convenablement sa population.

Mais il y a pire que les restrictions, le couvre-feu et la terreur : les Allemands forcent les populations à travailler, déportent des hommes et des femmes (parfois adolescentes) en Belgique ou en Allemagne dans des camps de travail. Au mépris des règles internationales qui interdisent aux belligérants d'utiliser les civils pour leur effort de guerre, ces travailleurs sont obligés de contribuer à la défense nationale de l'Allemagne.



Résister

La violence de la dictature militaire de l'armée allemande offre peu de possibilités de résistance directe. Les réseaux qui se constituent ont donc surtout pour mission de renseigner les services d'espionnage français ou anglais, de maintenir l'espoir en diffusant des nouvelles de France, notamment par le biais du journal clandestin *L'Oiseau de France*, et d'évacuer vers la Belgique et les Pays-Bas les soldats dissimulés depuis la retraite de 1914 et qui se sont retrouvés pris au piège. La résistance peut prendre une forme anecdotique que l'on aurait tort de croire dérisoire : ne pas vivre à l'heure allemande, c'est-à-dire ne pas changer les aiguilles de son horloge ou de sa montre ; changer de trottoir pour ne pas avoir à saluer un officier allemand ; se promener bras dessus bras dessous, le jour de la fête nationale, avec des robes bleues, blanches et rouges, ce qui recrée le drapeau tricolore, dont l'exhibition est strictement interdite.

La plupart du temps, ce sont des femmes qui sont à la tête des mouvements de résistance, car les hommes sont partis avec la mobilisation. Parmi les résistantes les plus célèbres, l'infirmière britannique Edith Cavell, qui a payé de sa vie son appartenance à un réseau de renseignement en Belgique. Son exécution a provoqué une vague de colère dans le monde qui a grandement desservi la position de l'Allemagne. La France, qui a crié une fois de plus à la barbarie, exécutera pourtant elle aussi des espionnes, comme Mata Hari (voir chapitre 18). Autre figure de la résistance : la Lilloise Louise de Bettignies, qui travaille pour les services secrets britanniques et qui, condamnée à mort, échappe à la peine capitale en 1915 grâce à l'intervention du pape. Envoyée en détention en Allemagne, elle pousse les prisonnières à la révolte et est enfermée au cachot, où elle contracte une pleurésie qui l'emportera en septembre 1918.



Figure 15-7 :
Fille de
pasteur,
Edith Cavell
ne savait pas
mentir: elle
a donné tout
son réseau
quand elle a
été interro-
gée.

La guerre déplace les foules

Environ dix millions de personnes ont été déplacées de 1914 à 1918, essentiellement des réfugiés fuyant l'invasion. Belges et Français des départements du Nord et de l'Est, mais aussi populations à proximité du front qui préfèrent quitter la région plutôt que de vivre sous le feu des obus, comme à Arras ou à Reims. Même situation pour 400 000 Allemands de Prusse-Orientale et 200 000 Autrichiens de Galicie qui ont fui pour ne pas connaître la violence de la soldatesque russe en 1914. C'est que les cosaques ne plaisantent pas, et s'en prennent tout particulièrement aux Juifs, qui, l'antisémitisme aidant, sont vus comme des espions. Mieux vaut ne pas trop traîner dans les environs !



Figure 15-8 :
En août 1914,
toute la
Belgique
est sur les
routes pour
fuir l'invasion
germanique.

Au départ, les réfugiés sont accueillis avec chaleur. Les deux millions de Belges et de Français déplacés sont des victimes qu'il faut secourir et, à ce titre, ils reçoivent une allocation pour leur éviter la misère. Par solidarité nationale, on se met en quatre pour aider les infortunés qui ont dû quitter précipitamment leur foyer, des hôtels offrent leurs chambres, des particuliers hébergent gracieusement les familles errantes, les cabines des plages de Normandie sont même réquisitionnées pour y loger les

malheureux. Avec 30 000 Belges, Le Havre est une capitale de substitution où le roi Albert et le gouvernement en exil se sont installés. Mais la guerre dure trop longtemps pour que l'élan de générosité demeure, et puis, bientôt, tous les Français vont se penser comme des victimes de la guerre. Ici ou là, on voit même surgir l'hostilité à l'encontre de populations qui parlent avec un fort accent qui n'est pas local, et à qui l'on reproche la maigre allocation qu'ils perçoivent (des petits profiteurs de guerre, en somme) et, plus surprenant, de ne pas avoir su défendre leur région. Ainsi surgit l'insulte de « boches du Nord », employée contre les Belges et les Français du Nord. Elle n'est pas très goûtée, on s'en doute, et gare à l'insulteur qui est souvent traduit en justice et condamné. « Boche », ce n'est pas un mot comme les autres !



Des évacués heureux

S'il est une catégorie de déplacés heureux, ce sont bien les évacués de la France occupée. Depuis 1915, les Allemands, qui doivent se serrer la ceinture du fait du blocus, trouvent qu'il y a trop de bouches inutiles dans les régions envahies. Aussi évacuent-ils des milliers de vieillards, femmes et enfants par convois ferroviaires constitués de wagons à bestiaux *via* la Belgique, l'Allemagne et la Suisse. L'arrivée en Suisse, où la Croix-Rouge les prend en charge, est une fête : enfin ils mangent à leur faim et ils entonnent *La Marseillaise*, qu'ils n'avaient

évidemment pas le droit de chanter sous la botte de l'ennemi. Mais la déception domine quand la frontière française est passée, car la France, qui ne peut refuser d'accueillir ses compatriotes, voit d'un mauvais œil la manœuvre de Berlin, qui se débarrasse d'un fardeau alimentaire aux dépens de Paris. Ce ne sont donc pas des retrouvailles chaleureuses qui attendent les évacués, mais une inspection sanitaire, que certains trouvent humiliante, et des interrogatoires de police menés par le service de renseignement. Comme accueil festif, on fait mieux !

Le martyr arménien

Avec le développement de l'idée nationale turque au sein de l'Empire ottoman, les Arméniens, installés depuis deux millénaires et plus en Anatolie orientale, font figure d'ennemis de l'intérieur. De plus, ils sont chrétiens, ce qui les distingue un peu plus. Enfin, ils ont le malheur de se partager de part et d'autre de la frontière entre les deux empires antagonistes, ottoman et russe. Aussi, dès la fin du XIX^e siècle, ils sont la cible de massacres et d'une propagande qui les désigne comme des boucs émissaires de tous les malheurs qui peuvent s'abattre sur l'empire. Entre 1894 et 1896, déjà, 100 000 Arméniens ont été tués avec la participation active ou la complicité des autorités ottomanes.

Avec la guerre, la haine redouble, car des Arméniens se sont engagés dans l'armée russe et la frontière orientale paraît menacée à Istanbul, qui redoute le soulèvement des deux millions d'Arméniens. C'est le moment d'en finir. Tout commence dans la nuit du 24 au 25 avril 1915, quand deux milliers d'intellectuels, journalistes, membres du clergé... sont arrêtés dans la capitale et fusillés. Le 24 mai suivant, le ministre de l'Intérieur, Talat Pacha, ordonne de déporter les populations suspectes de trahison. Suivez son regard ! C'est le signal du plus grand massacre de civils de la Grande Guerre : 1 million de morts sur une population de 2 millions ! Les déportés, dont les biens sont spoliés par les Turcs, sont dirigés à pied dans le désert syrien vers des camps où ils mourront de soif et de faim. De toute façon, peu sont arrivés à destination. Sur le chemin, les bandes armées kurdes ou turques dévalisent les colonnes, tuent les hommes, les enterrent vivants, les égorgent, les brûlent vifs, et violent les femmes et les jeunes filles. Les enfants ne sont pas épargnés, comme s'il fallait effacer le peuple arménien de l'empire. La construction du sentiment national turc, qui s'est accompagnée de l'élaboration de la figure d'un ennemi intérieur, précède la Grande Guerre, mais c'est la logique de la guerre totale qui amène les autorités à régler la question arménienne une fois pour toutes.

Figure 15-9 :
Ces familles arméniennes ont eu de la chance. Fuyant les massacres, elles ont trouvé refuge sur la côte et sont sauvées par la flotte française en septembre 1915.





Génocide ou pas ?

Avec 50 % d'une population exterminée, il est difficile de ne pas employer le terme « génocide ». Il y a toutefois débat sur l'intentionnalité des autorités ottomanes : les Turcs, qui refusent aujourd'hui de parler de génocide mais qui veulent bien reconnaître des massacres, affirment que déportation n'est pas synonyme d'extermination. Il y a de quoi en douter quand on s'intéresse aux résultats puisque l'un a conduit à l'autre. Le nationalisme de la nation turque, caractéristique d'un pays jeune qui a du mal à regarder son histoire en face, empêche les historiens de travailler sereinement (les archives ne sont pas ouvertes aux historiens qui ne sont pas dans la ligne officielle) et la loi punit quiconque ose porter atteinte à la grandeur du pays. Même le prix Nobel de littérature Orhan Pamuk a été inquiété pour avoir évoqué les massacres dans son roman *Neige* ! Bien entendu, cette grande

destruction d'un peuple ne peut complètement se comparer à l'extermination industrielle des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, mais n'est-ce pas une question de forme ? Les Arméniens ont été tués pour des raisons géographiques (leur proximité avec la Russie), mais aussi pour ce qu'ils étaient. Les méthodes diffèrent, certes, relevant ici de l'artisanat, du couteau de boucher plus que de la chambre à gaz... mais les résultats sont parlants.

Dans le grand fracas de la guerre, le génocide des Arméniens s'est perdu. Pour les contemporains, ils étaient des victimes... comme tant d'autres. Et pourtant ce n'était pas le cas. En 1939, Hitler, avec cynisme, pouvait préparer un nouveau génocide en se moquant de l'amnésie du monde : « Après tout, qui se souvient du génocide arménien ? » Attention, l'oubli tue.

Quatrième partie

1917, guerre à la guerre



Dans cette partie...

L'année « terrible », l'année « trouble », l'année « décisive » ou encore l'année « tournant ». Les historiens ont depuis longtemps démontré que 1917 constitue une césure considérable dans la chronologie du conflit : elle incarne la rupture du consensus patriotique, la montée de la protestation et du pacifisme, le doute voire la franche révolte contre la conduite de la guerre. Déjà, en 1915, le discours sur la guerre fraîche, joyeuse et régénératrice a été abandonné parce qu'intenable, et l'année suivante, sous le coup de l'effroyable bataille de Verdun, les poilus ont perdu le moral. Mais en 1917, cela craque de partout : après l'ultime massacre du Chemin des Dames, les troupes, las de servir de chair à canon, se mettent en grève (voir chapitre 16) ; les civils protestent contre la vie chère (voir chapitre 18) ; la Russie s'effondre dans des révolutions à répétition (voir chapitre 19), et les gouvernements des pays belligérants hésitent à poursuivre la guerre jusqu'au bout (voir chapitre 17). Il faudra bien se décider !

Chapitre 16

La grève des tranchées

Dans ce chapitre :

- L'offensive ratée du Chemin des Dames ou la goutte d'eau qui fait déborder le vase
- Les mutineries des poilus
- Retour au calme

Général d'artillerie qui s'est illustré avec brio dans la bataille de Verdun en reprenant le fort de Douaumont à l'ennemi, Robert Nivelle représente le renouvellement énergique de l'état-major quand il succède à Joseph Joffre comme généralissime, en décembre 1916. « Je vous promets la victoire pour 1917 », dit-il au gouvernement Briand, qui lui a fait l'honneur de le placer à la tête des armées françaises. Mais en guise de renouvellement stratégique, on fait mieux : Nivelle ne propose rien de moins que de lancer une grande offensive en concentrant toutes ses forces sur un point précis du front. On a déjà vu ça à Verdun et sur la Somme ! Et comme les mêmes causes produisent les mêmes effets, la bataille du Chemin des Dames que Nivelle mijote connaîtra la même fin que les précédentes. À une différence près, toutefois : pour les « biffins », la coupe est pleine ! Cette ultime offensive ratée met le feu aux poudres dans les tranchées. Ras-le-bol de servir de chair à canon ! Les soldats se mettent en grève.

Le Chemin des Dames : le massacre de trop

« On percera en vingt-quatre ou quarante-huit heures ou on ne percera pas. » Nivelle est formel : le coup de boutoir qu'il annonce entre Soissons et Reims sera d'une telle violence que les défenses allemandes seront emportées en deux ou trois jours. Après, ce sera la débandade des troupes du Kaiser et une marche victorieuse sur Berlin ! Sur le papier, encore une fois, l'affaire est plus que séduisante, mais il y a comme un goût inquiétant de déjà-vu.

Une offensive si mal préparée !

Pourquoi faire confiance à Nivelle quand Falkenhayn à Verdun et Joffre sur la Somme ont échoué avec les mêmes projets ? C'est que le bouillant artilleur a des arguments pour convaincre ses interlocuteurs : sur le plan stratégique, Nivelle veut innover en associant plus étroitement infanterie et artillerie, non seulement en faisant précéder l'attaque par un bombardement intense des positions ennemies, mais en organisant un feu roulant de l'artillerie qui est censée se déplacer à la vitesse de l'infanterie pour mieux écraser les communications arrière des Allemands et empêcher leur repli tactique. N'est-ce pas convaincant ?

Le généralissime sait aussi profiter du contexte politique national : à la différence de Joffre, qui agissait en souverain absolu et qui n'admettait pas que le gouvernement ou que le Parlement mette son nez dans les affaires militaires, Nivelle doit faire approuver son plan de bataille par les politiques qui sont garants de l'effort national et qui redoutent des pertes trop élevées. Mais le gouvernement d'Aristide Briand, qui a succédé à René Viviani en octobre 1915, est à bout de souffle et, pressé par l'opinion, se sent condamné à l'action... en espérant qu'elle sera victorieuse tout en n'y croyant qu'à moitié.

Le contexte stratégique international joue aussi son rôle : l'armée russe est en complète déliquescence et on se demande à Paris et à Londres combien de temps encore Petrograd (nom russifié de Saint-Petersbourg, jugé trop germanique depuis 1914) pourra continuer la guerre. Pour éviter que les Allemands ne fassent porter leur effort à l'est et ne remportent la victoire définitive sur ce front, il faut attaquer en masse à l'ouest, et les bousculer avant qu'eux-mêmes ne bousculent les Russes.

Mollement approuvée par le gouvernement, l'offensive prévue par Nivelle est très critiquée par le général Lyautey, le ministre de la Guerre, mais aussi par de hauts gradés de l'état-major comme Castelnau, Franchet d'Esperey ou encore Pétain : « On va user dans une bataille toutes nos réserves », bougonne le « vainqueur de Verdun », qui ne jure que par la défensive. Côté britannique, ce n'est pas non plus le franc enthousiasme : Douglas Haig, qui commande les troupes britanniques, est tout sauf emballé et offre même sa démission au Premier ministre, George Lloyd, qui la refuse. Il faut que Nivelle menace de démissionner à son tour pour que l'on adoube finalement son projet, du bout des lèvres. Voilà un gouvernement et des généraux qui croient en la réussite de leur armée, ça fait plaisir ! Mais à peine vient-il de valider l'offensive sur le Chemin des Dames que le cabinet Briand s'effondre, le 17 mars 1917. Le nouveau gouvernement dirigé par Alexandre Ribot est encore plus dubitatif. Le ministre de la Guerre, Paul Painlevé, esprit cartésien car mathématicien reconnu, est même carrément hostile... mais il ne peut désavouer la catastrophe qu'il pressent. Tout juste parvient-il à arracher au généralissime la promesse que tout sera arrêté

si la percée n'a pas lieu au bout des premières journées. Hors de question de s'entêter, comme sous Joffre, dans des attaques inutiles et meurtrières. Nivelles promet. « Je ne recommencerai pas la bataille de la Somme », dit-il à qui veut l'entendre. Il est tellement persuadé qu'il va enfoncer les « boches », cela ne lui coûte rien.



Le repli « Albéric » : un signe qui aurait dû alerter Nivelles

Constatant que la Russie est au bord de l'effondrement, l'équipe Hindenburg-Ludendorff, qui a remplacé Falkenhayn en août 1916, décide d'en finir une fois pour toutes avec l'ennemi de l'Est pour ensuite se retourner violemment contre la France. Sur le front ouest, l'important est donc de gagner du temps, d'économiser les hommes, de raccourcir le front pour en améliorer la défense. Le 16 mars 1917, les troupes allemandes reculent ainsi sur un front de 100 kilomètres et sur une profondeur de 45 kilomètres. Nivelles est ahuri ! Que les Allemands abandonnent le

terrain sans combattre est pour lui la preuve qu'ils sont à bout ! « L'ennemi bat en retraite, la guerre de mouvement est commencée », lance-t-il dans son communiqué du 17 mars. Devant son entourage qui se méfie pourtant de ce repli sur des positions fortifiées à l'avance (la ligne Hindenburg), il plastronne : « J'aurais soufflé mes ordres à Hindenburg qu'il n'aurait pas mieux exécuté ce que je désirais. » Ce benêt qui ne jure que par l'offensive ne voit pas le piège dans lequel il est en train de tomber.

Rassembler des troupes et du matériel en grand nombre – 60 divisions et 1 700 pièces d'artillerie – ne passe pas non plus inaperçu aux yeux des Allemands, qui renforcent leurs positions, creusent et bétonnent des abris, en prévision de l'attaque française. Or, Nivelles parie sur l'effet de surprise. Cela paraît mal parti !

Enfin, lassé de reporter l'offensive à cause du mauvais temps persistant, Nivelles décide de la fixer une bonne fois pour toutes au 16 avril à l'aube. Rien ne le fera plus changer d'avis... ni la pluie battante qui rend l'assaut difficile et interdit toute précision à l'artillerie, ni le fait que les Allemands soient au courant du moindre détail des opérations. En effet, le 13 avril, sur le corps d'un sergent-major, les Allemands ont découvert les plans d'attaque, avec les objectifs, les forces employées, l'heure de l'assaut... Bref, l'ennemi sait absolument tout. Bien qu'averti de ce désagrément, Nivelles ne change rien. À trois jours d'accomplir son grand rêve de la percée, il ne va pas tout remettre en question parce que son plan de bataille est entre les mains de l'ennemi : ce serait trop bête !

En un mot, le carnage et la défaite s'annoncent.



Vimy : l'exemple canadien

À la veille de la grande offensive voulue par Nivelles, les Canadiens livrent bataille à Vimy, une hauteur stratégique dans la région de Lens (Pas-de-Calais), et l'arrachent aux Allemands après de rudes combats entre le 9 et le 12 avril 1917. Pour le corps expéditionnaire canadien, c'est là une grande victoire, malgré les 10 000 hommes hors de combat, dont 3 500 morts, car le terrain conquis a déjà fait l'objet d'offensives françaises et anglaises qui toutes ont échoué. Vimy, pour les Canadiens, ce n'est donc pas une simple bataille, mais un peu la naissance de leur nation dans l'indépendance du Royaume-Uni, comme le massacre de Gallipoli a signifié l'avènement des nations australienne et néo-zélandaise. Vimy, en un mot, c'est sacré. C'est pour cela

que la France a fait don au Canada de 110 hectares au sommet de la crête où l'on a élevé un monument impressionnant dédié à la mémoire des 66 000 Canadiens qui se sont sacrifiés pour venir en aide à la France. Autour du monument, la nature est restée bouleversée, les creux et les bosses créés par le bombardement n'ont pas été aplanis, et autant d'arbres ont été plantés que de soldats morts, si bien que l'endroit apparaît comme un lieu de mémoire particulièrement émouvant. Au soir du 12 avril 1917, en tout cas, Nivelles peut se féliciter de ce que le principe de l'attaque brusquée fonctionne aussi bien. Ce qui a marché à Vimy marchera sur le Chemin des Dames, il en est persuadé.

Seize avril 1917, nouveau jour de deuil

Le 16 avril, à 6 heures du matin, malgré la pluie, la neige fondue et la brume qui empêchent de régler le tir, les troupes s'élancent à l'assaut du plateau du Chemin des Dames, entre l'Aisne et l'Ailette. L'objectif est de faire une percée de 8 à 10 kilomètres : « Nous dormirons à Laon », disent les hommes pour se donner du courage. À la fin de la journée, les soldats les plus avancés n'ont pas parcouru plus de 500 mètres ! Nivelles promettait de 100 000 à 200 000 prisonniers. Il n'y en aura pas plus de 10 000. En revanche, c'est la boucherie, l'action de l'artillerie ayant été complètement annihilée par l'enfouissement des Allemands dans des abris bétonnés ou dans les cavités et grottes qui sont nombreuses en cette région au sol calcaire. Les nids de mitrailleuses ont raison des poilus qui, en contrebas du plateau, montent péniblement à l'assaut dans la boue. Le général Mangin, le bras droit de Nivelles, fait avancer ses soldats coloniaux : il y gagnera le surnom de « boucher des Noirs ». L'après-midi du 16 avril et le lendemain, Nivelles fait donner les chars pour leur première grande bataille. L'échec est total : embourbés, en panne, cible des tirs ennemis, ils sont détruits dans une proportion de 50 %.

Au soir du 16 avril, tout est perdu. Les hommes le savent, les généraux et les politiques le craignent. Mais Nivelle ne veut rien entendre et oublie sa promesse d'arrêter les frais en cas de problème. Jusqu'au 9 mai, en dépit du bon sens, il s'entête à lancer des attaques perdues d'avance sur le plateau de Californie, sur Craonne, Heurtebise ou le moulin de Laffaux, autant de noms qui deviennent synonymes de charniers. « Aucun arrêt des opérations n'est à envisager », écrit Nivelle à son homologue britannique, Douglas Haig, le 21 avril. Et le 25, dans son rapport au gouvernement, il conclut que « ce qui importe, c'est l'usure de l'ennemi ». Cela ne valait pas le coup de se débarrasser de Joffre pour retomber dans la même stratégie de l'usure qui ne sert en réalité qu'à camoufler l'échec stratégique. Une nouvelle fois, 40 000 soldats français sont morts pour rien ! Quant aux blessés, ils se comptent par dizaines de milliers, le service de santé étant complètement débordé.

Nivelle, qui avait promis la victoire, doit assumer la responsabilité de l'échec. Le ministre de la Guerre, Painlevé, attend de pied ferme sa démission pour le remplacer par Pétain, qui a le mérite de ne plus vouloir d'offensives du tout. Mais l'artilleur refuse de reconnaître ses erreurs, tant et si bien qu'il faut carrément le virer comme un malpropre, le 15 mai, pour lui substituer le prudent Pétain.



Les criminels ne seront pas jugés

À la Chambre, des voix s'élèvent pour que Nivelle ne s'en tire pas à si bon compte. Certains voudraient même le déférer en conseil de guerre, car mener une offensive en dépit du bon sens et massacrer tant de Français pour si peu de résultats, c'est un crime. Sous la Révolution, en effet, le présomptueux Nivelle n'aurait pas coupé – si l'on peut dire – à la guillotine. Pour mettre un terme à cette agitation, le gouvernement crée une commission d'enquête constituée de généraux pour apprécier les décisions

de Nivelle. Le verdict de cette commission, rendu le 5 octobre 1917, est évidemment sans surprise. Par esprit de corps, les gradés ont refusé de juger un autre gradé. Demain, avec un peu de malchance, ils risquent eux aussi de se trouver à la place de Nivelle, alors pas question de l'accabler. Le rapport conclut donc que l'attaque n'a pas été une erreur et qu'elle a apporté « des avantages certains ». Pour l'industrie des cercueils ?

« Crosse en l'air et rompons les rangs »

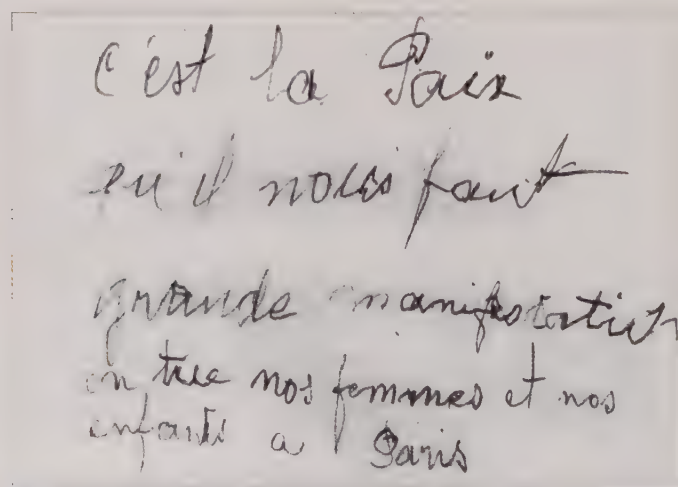
Pour le troufion qui a tout supporté jusqu'ici en maugréant plus ou moins sur la conduite de la guerre, le Chemin des Dames est la goutte d'eau qui

fait déborder le vase. Au cours du rigoureux hiver 1916-1917 déjà, le moral des soldats était au plus bas. Les PCDF, comme ils se définissent (« pauvres couillons du front »), en ont plein les bandes molletières : « Ça finira donc jamais, c'te saloperie », gueule un guetteur en décembre 1916. « Ah ! Bon Dieu, si on mettait le père Joffre dans mon trou avec Hindenburg en face, ça serait vite tassé leur guerre. » Puis devant la préparation de l'offensive du 16 avril, les poilus y ont cru de nouveau. Peut-être cette fois-ci était-elle la bonne ? Peut-être la percée était-elle possible et la défaite allemande toute proche ? C'est cet immense espoir déçu qui crée les conditions des mutineries de 1917. Se faire tuer pour la patrie, ce n'est pas gai, mais pour rien, cela n'a aucun intérêt.

Mutineries

Dès le 17 avril, des hommes refusent de sortir des tranchées quand leur officier donne l'ordre de l'assaut, mais c'est surtout à l'arrière des lignes, dans la zone dite « des étapes » que les troubles les plus graves se produisent et s'étendent de régiment en régiment jusqu'au début du mois de juin. On arbore le drapeau rouge, on chante *L'Internationale* et son fameux couplet qui appelle à lever la crosse en l'air et à réserver les balles pour les généraux plutôt que pour ceux d'en face, on se passe de main en main des papillons où il est écrit « Assez d'hommes tués. La paix », ou en encore « À bas la guerre ». Le vin aidant, l'indiscipline se propage et les officiers n'en mènent pas large. Dans les gares, quand les permissionnaires s'en reviennent ou partent du front, ont lieu de véritables manifestations antimilitaristes et les wagons sont couverts de graffitis pacifistes que les gendarmes effacent dès que le calme revient.

Figure 16-1 :
Un exemple
des tracts
qui circu-
laient parmi
les soldats
pour inciter à
se mutiner.



Au total, ce grand charivari militaire a touché 82 divisions, 65 directement et 17 de façon plus réduite. Cela représente tout de même les deux tiers de l'armée française. Toutefois, le nombre réel de mutins est plus limité, autour de 40 000 hommes, ce qui ne dépasse pas les 2 000 hommes par division. Si le mouvement s'étend sur plus d'un mois, les troubles ne durent pas plus d'une semaine par unité. Les mutineries n'ont donc pas été une lame de fond : dans leur majorité, les soldats ont maudit la guerre et leurs officiers, mais ils ne se sont pas risqués à contester ouvertement l'ordre militaire, ce qui pouvait les conduire au poteau d'exécution.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La « chanson des mutinés »

On ne sait pas qui l'a composée et pourtant elle est certainement la chanson la plus célèbre de la Grande Guerre : on l'appelle à l'époque la « chanson des sacrifiés » et elle nous est parvenue sous le nom de « chanson de Craonne », du nom d'un village martyr du Chemin des Dames. Si elle n'a pas été écrite en 1917, puisqu'on la rencontrait déjà en 1915, elle s'est diffusée après l'offensive Nivelle comme un chant de douleur et de souffrance.

« Adieu la vie,
Adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes
C'est bien fini,

C'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Craonne, sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
C'est nous les sacrifiés. »

À la différence des premières versions, uniquement plaintives, celle de 1917 se fait plus violente, le dernier couplet invitant les troufions « à tous se mettre en grève » et les riches qui ont voulu la guerre à la « payer de leur peau ». C'est pourquoi elle est restée au XX^e siècle comme un hymne antimilitariste.

Révolution ou exaspération ?

Dans leurs rapports, les officiers alarmés – à commencer par Pétain, qui prend son commandement dans une atmosphère de crise – imputent la responsabilité des mutineries à une poignée de traîtres, agents de l'ennemi, ou autres provocateurs stipendiés par l'Allemagne. De même, l'état-major incrimine le socialisme et le pacifisme et affirme sans rire que la crise de l'avant est due à la mauvaise tenue de l'arrière, et notamment à l'inertie coupable du ministre de l'Intérieur, Louis-Jean Malvy, qui devrait mettre sous les verrous les militants du pacifisme. Ainsi, le front serait pur et la chute du moral viendrait de sa contamination par une propagande venue

de l'arrière. Il est aisé de voir ici que l'armée ne veut pas reconnaître ses torts et préfère accuser Pierre, Paul ou Jacques plutôt que d'avouer qu'elle a massacré inutilement des centaines de milliers de Français depuis 1914.

Et pas question de critiquer : pour avoir osé dire « nous sommes commandés par des imbéciles », un soldat s'est retrouvé en conseil de guerre. On ne doit pas accuser son commandement, les Français doivent croire qu'ils sont bien guidés. Les mutineries ? C'est la faute à Voltaire, on vous dit ! Bien entendu, personne ne croit cela. Ferdinand Foch lui-même, dans ses Mémoires, qui paraissent en 1931, n'a plus à couvrir de son autorité un tel mensonge officiel : « Les révoltes sont dues à l'expérience Nivelle et furent les conséquences d'une offensive insuffisamment préparée. »

Non, contrairement aux dires du commandement, les mutins n'étaient pas des espions ni des révolutionnaires souhaitant marcher sur Paris pour renverser le gouvernement et fraterniser avec les Allemands. La preuve : ce sont les troupes en cantonnement qui se révoltent, et non celles des tranchées. Quand les Allemands attaquent, ils sont repoussés par ceux-là mêmes qui ne veulent plus sortir de leurs trous. Ne plus vouloir attaquer ne signifie donc pas que l'on souhaite fraterniser. Si le mouvement se pare des atours révolutionnaires, drapeau rouge et *Internationale* en tête, c'est parce qu'ils sont symboliques de la rébellion contre l'iniquité. Il y a bien des révolutionnaires parmi les mutinés, mais les mutineries ne sont pas une révolution. Ainsi, Louis Barthas, socialiste et antimilitariste, pressé par ses hommes de prendre la direction du mécontentement de son unité se dépêche de renvoyer celui-ci sur le terrain légal en demandant plus de permissions. « Je n'avais pas envie de faire connaissance avec le poteau d'exécution pour l'enfantillage de singer les Russes », écrit-il. Jamais, en tout cas, les Allemands n'ont inspiré quoi que ce soit. Et pour cause : ils n'étaient même pas au courant de ce qui se produisait dans le camp d'en face. Ludendorff concède seulement avoir entendu de « vagues échos », mais n'y a pas attaché d'importance, croyant à une manœuvre d'intoxication, car il constatait bien que les soldats français n'avaient pas déserté leurs lignes.



Loin des explications tarabiscotées de l'état-major, qui tente de se dédouaner comme il peut, l'explication des mutineries est bien plus simple : des hommes harassés qui ont enduré tant de souffrances jusque-là ne veulent plus mourir pour rien et exigent qu'on ne les traite plus comme de la chair à canon, une ligne de chiffres sur un bilan comptable dans les registres des généraux. Tout en alimentant le mensonge officiel, Pétain a bien compris l'exigence des soldats. Il va y répondre.

Pétain ou la main de fer dans le gant de velours

Nommé général en chef, le 15 mai 1917, Philippe Pétain doit tout à la fois répondre à la crise du moral des soldats et réprimer les mutineries avec intelligence pour éviter que le mouvement ne s'étende. La tâche est rude, mais le bonhomme est habile.

Rassurer

Dans le désordre qui prévaut après le désastre du Chemin des Dames, Pétain joue la modération pour rétablir l'ordre et le calme. Il commence par donner raison aux poilus en suspendant toutes les attaques jusqu'à nouvel ordre. Puisque toutes les tentatives de percer le front ennemi ont échoué, il ne sert à rien de faire tuer les hommes. « J'attends les chars et les Américains », répète-t-il, ce qui signifie qu'il ne tentera plus rien avant de disposer de la supériorité matérielle et humaine sur l'adversaire. Enfin le fantassin n'est plus considéré comme de la chair à canon, d'où la popularité de Pétain, un homme qui apparaît comme soucieux du sang de ses soldats.

En gros, c'est l'opération séduction. Et comme on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre, la discipline et la confiance dans les chefs se restaurent par une politique d'attention. Cette dernière se traduit d'abord par l'augmentation des tours de permission, qui passent à sept jours tous les quatre mois. Chez les poilus, c'est la joie ! Quand les troupes sont relevées des tranchées et ramenées dans les cantonnements, elles ne seront plus soumises à ces absurdes exercices physiques à répétition, complètement inutiles et qui étaient vécus comme des brimades par les soldats. Les cantonnements, justement, ne seront plus situés à proximité du front, mais à une distance raisonnable pour que le « biffin » se sente complètement au repos. Dernière chose et non des moindres, l'ordinaire est amélioré, car on sait bien qu'une troupe qui mange chaud et correctement a meilleur moral que celle qui se serre la ceinture. Manger chaud, cela n'a l'air de rien, mais ce n'était pas très fréquent dans les tranchées.

Réprimer

Une fois l'armée bien en main, Pétain peut passer à la sévérité pour punir les « mauvais éléments » qui ont osé exprimer ouvertement leur façon de penser lors des mutineries. La sévérité est là aussi calculée, car une répression aveugle aurait sans nul doute provoqué des troubles.

Le commandement marche sur des œufs dans cette affaire : il lui faut frapper, sans quoi l'autorité est un vain mot, mais les frappes doivent être chirurgicales. Faire des exemples, en quelque sorte, mais en faire un minimum. Il n'y aura pas de décimation proprement dite, contrairement à une légende noire.



Environ 3500 « responsables » ont été condamnés par les conseils de guerre, dont 629 à la peine de mort. Mais du fait de l'usage de la grâce présidentielle, une cinquantaine « seulement » de soldats auraient été passés par les armes, dont 27 pour « indiscipline collective », c'est-à-dire pour fait de mutinerie. Voilà une répression somme toute mesurée, ce qui n'empêche pas les drames comme celui du caporal Dauphin, un brave, décoré pour héroïsme et qui, parce qu'il a abusé de la boisson et qu'il a été arrêté alors qu'il chantait à tue-tête en pleine nuit *J'ai deux grands bœufs dans mon étable*, passe en conseil de guerre et est exécuté de 12 balles dans la peau, le 12 juin 1917. Selon ses juges, c'est *L'Internationale* qu'il aurait chantée. À cette époque-là, il était malvenu de croire qu'un jour l'Internationale serait le genre humain.



Moulia, le condamné à mort qui ne voulait pas mourir

Parmi les condamnés à la peine capitale et pour lesquels le président Poincaré n'a pas accordé sa grâce figure le caporal Vincent Moulia, dont l'histoire est exceptionnelle. Blessé deux fois depuis 1914, cité pour des faits de bravoure, il est cependant condamné au poteau d'exécution pour avoir crié un peu trop fort sa colère lors de la mutinerie de son régiment, le 27 mai 1917. La nuit précédant son exécution, il profite d'un

bombardement pour s'évader de sa prison, parvient à traverser toute la France pour rejoindre son village des Landes, où il vit caché pendant dix mois. Dénoncé, il échappe à la brigade de gendarmerie en passant en Espagne, où il attendra calmement l'amnistie des condamnés de 14-18, qui viendra en 1924. Le caporal Moulia peut se vanter d'avoir eu une bonne étoile !

Chapitre 17

La paix monte au créneau

Dans ce chapitre :

- L'Internationale socialiste
- Les partisans d'une paix de compromis
- L'ambiguïté des propositions de paix

L'épuisement des soldats et la lassitude des populations civiles s'accompagnent automatiquement d'une résurgence du pacifisme. Il est vrai que l'idéal de la paix européenne, piétiné par les bottes militaires en 1914, redresse lentement la tête depuis 1915 à la faveur de l'enlisement du conflit. Mais si l'on n'a jamais autant entendu parler de paix en 1917, de quelle paix s'agit-il ? La paix révolutionnaire, comme le souhaite Lénine ? La paix « blanche », sans conquêtes ni annexions, comme le désirent les socialistes dits « minoritaires » ? Une paix de compromis, comme l'imaginent de nombreuses personnalités politiques et même des États qui se lassent de cette guerre sans issue apparente ? Et dans ce cas, de quel compromis s'agit-il ? On le voit, la « paix » est un mot générique qui peut se décliner sous différentes interprétations. À côté des nationalistes qui ont le mérite de la cohérence en prônant la guerre « jusqu'au bout », le pacifisme est lésé par la division et l'ambiguïté.

L'Internationale sera-t-elle le genre humain ?

En 1914, de puissantes forces organisées, socialisme et syndicalisme, militaient pour l'entente entre les peuples (voir chapitre 3). Regroupés dans une Internationale, les partis socialistes d'Europe étaient en ascension, et le SPD allemand était même déjà devenu le premier parti d'Allemagne, avec 34 % des voix et 110 députés. La guerre a naturellement fait voler en éclats toute solidarité, chacun prenant parti pour son pays et oubliant l'Internationale et l'idéal socialiste : les députés SPD votent les crédits de guerre comme un seul homme et deux socialistes français, Marcel Sembat et Jules Guesde, entrent au gouvernement d'Union sacrée, rejoints en 1915 par Albert Thomas. C'est la grande débandade des pacifistes.

La traversée du désert

Une petite poignée d'entre eux refusent pourtant de s'aligner et de marcher au pas : on les appelle les « minoritaires », ce qui reflète bien leur situation dans le parti. Même chose à la CGT, ralliée officiellement à l'Union sacrée mais où quelques irréductibles désapprouvent une guerre qu'ils s'obstinent à qualifier de « bourgeoise », affirmant que le prolétariat n'a rien à y gagner que du sang et de nouvelles chaînes. « Cette guerre n'est pas la nôtre », prétend par exemple dès le 1^{er} août 1914 Alphonse Merrheim, le puissant secrétaire de la Fédération des métaux au sein de la CGT. Il peut compter aussi sur le soutien d'autres secrétaires, comme Bourderon de la Fédération du cuivre et Péricat du Syndicat du bâtiment, mais c'est peu de chose à côté des gros bataillons de la CGT conduits par le « majoritaire » Léon Jouhaux. Le ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, sait aussi mettre au pas les dirigeants récalcitrants en jouant de la carte du sursis d'incorporation : ceux qui entrent dans l'Union sacrée disposeront du sursis, c'est-à-dire de l'assurance de ne pas se faire casser la gueule sur le front, et ceux par trop indépendants seront mobilisés. Il y a de quoi y réfléchir à deux fois avant de critiquer le gouvernement !

En 1914, il ne se trouve donc encore aucune voix audible pour contester la guerre. Aucune ? Pour être exact, une seule voix s'élève au-dessus de la mêlée pour pousser un cri d'humanité : celle du romancier Romain Rolland.



Le prophète dans le désert

En août 1914, Romain Rolland se trouve en Suisse quand il est surpris par l'embrassement européen. Trop âgé pour être mobilisé, il ne remet toutefois plus le pied en France de toute la guerre pour manifester sa désapprobation. Dès septembre 1914, il livre une série d'articles au *Journal de Genève* sous le titre « Au-dessus de la mêlée », qui seront édités en un volume en 1915. C'est le scandale : « mauvais patriote », « Français dégénéré », « germanophile invétéré », la critique étrille celui qui reçoit le prix Nobel de littérature en 1916. Romain Rolland, qui n'a pas adopté les vues des nationalistes français, a-t-il pour autant pris le parti de

l'Allemagne ? Non. Le seul parti pris est celui de l'Europe qui, pour lui, se livre une guerre civile. Il récuse donc la thématique de l'affrontement entre barbares et civilisés, pointant seulement la responsabilité des appétits impérialistes, cette mauvaise conscience de l'Europe. Il finit lui-même par perdre espoir devant la vague de haine qui déferle et confie à son journal, à la fin de l'année 1914, qu'il « commence à se désintéresser de la ruine de ces peuples qui la veulent et qui semblent y prendre plaisir ». Il est alors bien le seul à se lamenter sur le sort de l'Europe.

Les internationalistes tiennent dans quatre taxis !

En 1914-1915, les socialistes internationalistes sont au fond du trou. Même en Russie tsariste, Plekhanov, celui qui y a introduit le marxisme, considère que la lutte contre l'impérialisme allemand prévaut avant toute chose. À Paris, une majorité d'exilés politiques, bolcheviques et mencheviques, s'engagent dans la Légion étrangère. Seul un petit groupe, Trotski réfugié à Paris, Lénine en Suisse, garde la tête froide. Ce dernier se frotte même les mains, espérant que la guerre hâtera l'écroulement du régime tsariste. Le jour de la mobilisation russe, n'a-t-il pas dit « C'est le plus beau cadeau que le tsar pouvait faire à la révolution » ? En Italie, en revanche, le Parti socialiste résiste à la déferlante chauvine et désapprouve l'intervention de Rome aux côtés des alliés, mais une partie de ses membres le déserte pour embrasser la cause nationale. Benito Mussolini, ancien instituteur socialiste et directeur du journal de gauche *Avanti !*, est de ceux qui inaugurent cette étrange synthèse du « socialisme national ». Il a été précédé en France par Gustave Hervé, un révolutionnaire qui, depuis 1914, est encore plus va-t-en-guerre que Charles Maurras !

C'est cependant dans ce contexte peu propice à l'action collective que renaît une timide opposition à la guerre avec la conférence internationale de Zimmerwald, en Suisse, en septembre 1915, à l'initiative des socialistes neutres, les Suisses, Scandinaves, Néerlandais et même Italiens. On ne peut pas dire qu'elle débouche sur grand-chose. « Ce jour-là, tout ce que l'Europe comptait de pacifistes internationalistes tenait dans quatre taxis », se souviendra Léon Trotski. Cela ne fait pas lourd, en effet.

La conférence de Zimmerwald vaut surtout pour son aspect symbolique de renaissance d'une Internationale. De fait, le mouvement prend de l'ampleur et, en avril 1916, à Kienthal (toujours en Suisse), une nouvelle réunion socialiste a lieu. Cette fois-ci trois députés français y participent : Jean-Pierre Raffin-Dugens, Alexandre Blanc et Pierre Brizon. Ils n'ont pas été mandatés par la SFIO, mais leur présence montre que l'unité du parti dans l'Union sacrée est en train de prendre l'eau. Une fois encore, il n'est rien sorti de cette conférence, car les internationalistes sont extrêmement minoritaires, y compris dans leurs propres partis, mais jusqu'à quand ?



Zimmerwald ou l'Internationale dans l'impasse

Si encore tous les délégués présents étaient sur la même ligne, mais ils ne sont d'accord que pour dénoncer la guerre. Lénine souhaite profiter des événements pour faire la révolution et se moque pas mal de la défaite de son pays si le socialisme peut y triompher, mais c'est hors de question pour la majorité, qui veut bien condamner l'impérialisme mais non dénoncer les « sociaux-patriotes », les socialistes majoritaires qui collaborent à l'effort de guerre. Les délégués français, Alphonse Merrheim et Albert Bourderon, ne sont pas même mandatés par la SFIO, qui refuse de discuter avec des Allemands en temps de guerre. Ils sont juste présents « à titre personnel ». Le manifeste rédigé à Zimmerwald ménage donc la chèvre

et le chou : il dénonce la guerre mais ne donne pas vraiment les moyens d'en sortir. En voici le dernier paragraphe :

« Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées : prolétaires de tous les pays unissez-vous. »

Service minimum, donc. De toute façon, la censure veillera à ne rien laisser transpirer dans les colonnes des journaux et à peu près personne n'entendra parler de Zimmerwald en France.

Écrasés et silencieux en 1914, ils relèvent désormais la tête, à l'instar de Karl Liebknecht, qui organise à Berlin, le 1^{er} mai 1916, une manifestation publique contre la guerre qui lui rapporte quatre ans de prison. À Paris, Brizon ose dénoncer la guerre en pleine Chambre des députés, le 15 septembre 1916 : « On peut et on doit négocier », lance-t-il sous les lazzis des députés d'Union sacrée. Ce jour-là, 26 députés SFIO l'ont appuyé et 34 se sont abstenus... Ce n'est pas si mal, sur 102 représentants socialistes. Les minoritaires commencent donc à compter. Ils disposent également d'une tribune, *Le Populaire*, depuis 1916, un journal dirigé par Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx. La longueur de la guerre et ses horreurs renforcent donc les « minoritaires », qui le sont d'ailleurs de moins en moins : en avril, au conseil national de la SFIO, les adversaires de l'Union sacrée recueillent 33 % des voix, et en août 36 % ! Le temps joue pour eux et, à ce rythme, les minoritaires espèrent devenir majoritaires en 1917.

L'offensive pacifiste de 1917

Le pacifisme n'est pas que l'affaire des seuls internationalistes. D'ailleurs, certains syndicalistes comme Merrheim ont toujours refusé l'étiquette de pacifiste, car la révolution ne se fera pas sans casser des œufs. Dans la bourgeoisie, en effet, il n'y a pas que des profiteurs qui font leur beurre

des commandes de l'État, mais aussi de multiples industriels ruinés par le cloisonnement de l'Europe et la rupture des échanges commerciaux du temps de paix. Parmi les radicaux, qui avant guerre menaient le combat contre les nationalistes, un petit noyau fidèle à Joseph Caillaux rêve en sourdine d'une paix de compromis pour trouver une porte de sortie honorable à ce qui risque de détruire l'Europe en général et la France en particulier.

L'hypothèse Caillaux ?

Joseph Caillaux, chef du Parti radical mais bien isolé depuis 1914, ne s'est jamais rallié franchement à l'Union sacrée. Lui qui souhaitait avant guerre une politique d'entente avec Berlin garde le silence depuis la mobilisation, ce qui est en soi le signe de la désapprobation. Pour lui, la guerre favorise les nationalistes et risque de ramener au pouvoir la droite et les réactionnaires qui pourraient se servir de l'Union sacrée comme d'un cheval de Troie. Mais il y a plus : la France, déjà démographiquement peu dynamique, se vide de sa substance et risque de ne jamais se remettre économiquement et humainement du cataclysme. Plus encore, Caillaux craint que la guerre n'aboutisse à la révolution. Mener la guerre jusqu'au bout est donc irresponsable, car c'est creuser le tombeau du pays, mieux vaut s'entendre pour trouver une solution qui satisfasse tous les belligérants... ce qui ne signifie pas la paix blanche, sans conquêtes ni annexions. En juillet 1917, au moment où la France doute et hésite entre Caillaux et Clemenceau, le premier, dans un discours qui ressemble à un programme de gouvernement, a précisé qu'il ne pouvait pas y avoir de paix sans le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Après toutes les souffrances endurées, Caillaux sait qu'un dédommagement est absolument nécessaire, sans quoi comment justifier la guerre et plus encore la paix ?



La bête noire

Pour les adeptes du « jusqu'au-boutisme », Caillaux est l'homme à abattre. Quotidiennement, Léon Daudet, dans le journal royaliste *L'Action française*, attaque le seul homme politique d'envergure qui pourrait menacer la poursuite du conflit. Se promener dans la rue est donc une épreuve pour Caillaux, qui, à plusieurs reprises, échappe de justesse au lynchage : en 1914, reconnu dans un restaurant de Bordeaux, il doit finir son repas à

l'étage sous le siège de dizaines d'excités qui veulent lui faire un mauvais parti. En 1916, alors qu'il prend les eaux à Vichy en compagnie de sa femme, il doit s'enfuir sous les injures et les coups de curistes furieux qui tentent de prendre d'assaut son hôtel. Il a bien cru ce jour-là que sa dernière heure était arrivée, sortant une arme pour défendre sa vie si la porte de la chambre venait à être défoncée.

Le problème pour Caillaux, c'est que la majorité des radicaux l'a abandonné et fait dorénavant cause commune avec la droite. Mais le trouble de l'année 1917 en fait hésiter plus d'un et un coup de balancier inverse est toujours possible. Dans la presse, la paix de compromis peut compter sur *Le Canard enchaîné*, *Le Journal du peuple*, *Le Bonnet rouge*, *Le Populaire*, mais aussi sur *Le Pays*, un organe créé en janvier 1917 et dirigé par des intellectuels qui rêvent d'une prompte sortie de guerre. Ce n'est pas énorme, mais le contexte est porteur.

Offensive ratée sur le Chemin des Dames, moral en berne, mutineries, révolution en Russie depuis février, grèves ouvrières de mai et juin 1917, lassitude et aucune perspective de déblocage en vue, la situation n'est pas brillante, aussi la solution Caillaux est-elle en ascension. Et il ne faudrait pas pousser trop longtemps les socialistes pour qu'ils se décident à appuyer le financier Caillaux, y compris les majoritaires qui ne croient plus à la victoire. Marius Moutet, Marcel Cachin et Alexandre Lafont, trois députés SFIO majoritaires mandatés pour se rendre compte de la situation de la Russie après la révolution de Février, qui a emporté le tsarisme, en reviennent avec de tristes nouvelles : officiellement la Russie continue la guerre, mais elle est dans un tel état de déliquescence qu'il ne faut plus compter sur l'allié de l'Est. Aussi les majoritaires se rallient-ils à l'idée d'une paix de compromis.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Du bleu au rouge

Détail symptomatique, les pacifistes ne se cachent plus de la police en 1917 pour crier leur haine de la guerre. Le 1er mai 1917, plusieurs centaines de personnes se réunissent devant la Bourse du travail à Paris pour scander « À bas la guerre ! », devant des forces de l'ordre impuissantes. Chose nouvelle, les militaires permissionnaires sont de plus en plus nombreux à participer à de tels rassemblements politiques, en contravention avec tous les règlements

de l'armée. Déjà, le 18 mars 1917, lors de la traditionnelle manifestation d'hommage à la Commune (le premier soulèvement socialiste de l'Histoire, à Paris en 1871), on a vu trois officiers dans le cortège, dont le capitaine Marcel Déat, qui à l'époque était d'un rouge bien vif. Sur le chemin du cortège, des passants ont crié : « Vive l'armée rouge ! » Du bleu horizon, l'armée vire donc au rouge.

L'hypothèse Bethmann-Hollweg ?

En Allemagne, on se désespère même de la durée de la guerre. L'échec sur Verdun a plombé le moral, en dépit des efforts de la propagande qui assure que l'armée française s'y était épuisée. Personne n'est dupe. En 1917, la population n'en peut plus : aux souffrances de la guerre s'ajoutent la disette, et même carrément la faim du fait du blocus commercial allié. Les grèves et les manifestations se multiplient, les premières mutineries apparaissent dans la marine.

Le chancelier Bethmann-Hollweg se trouve donc en position fâcheuse en 1917 et, pressé par le Parti socialiste, commence à s'interroger sur l'utilité de prolonger le carnage. Quand le Zentrum, le parti catholique, bascule dans le camp de la paix de compromis, le chancelier du II^e Reich change son fusil d'épaule et écrit à Hindenburg pour le convaincre de l'opportunité d'une paix négociée. Colère du vieux maréchal et de l'état-major, véritable État dans l'État auquel l'empereur Guillaume II lui-même est soumis. Hindenburg exige la tête de Bethmann-Hollweg, qui est contraint à la démission en juillet 1917. Son successeur, Michaelis, nommé par l'armée en quelque sorte, ne désavouera jamais la guerre jusqu'au bout. Cela va de soi. L'occasion de sortir de la guerre par le haut est manquée. Il n'en reste pas moins que le 19 juillet, une majorité de députés votent une proposition en faveur de la paix, preuve que le pays n'est plus trop en accord avec ses dirigeants. La Burgfrieden, l'union sacrée allemande, est morte. Mais dans la dictature militaire déguisée qui s'abat sur le pays, le rôle du Parlement s'apparente à celui du témoin. Il peut toujours débattre et voter ce qu'il veut, le vrai pouvoir est dans les mains de Hindenburg !

Entre un Joseph Caillaux, sorte de général sans armée en France, et un Bethmann-Hollweg désavoué par le pouvoir militaire en Allemagne, la cause de la paix est mal partie.

Info ou intox ? Les propositions de paix de 1917

Cela peut paraître surprenant, mais il y a bien eu des négociations – secrètes, bien entendu – entre les belligérants pour envisager une sortie de guerre. Négociations ? Le mot est certainement trop fort, car les manœuvres diplomatiques ressemblent plus à du bluff qu'à une volonté sincère de s'entendre. Jeter le trouble dans le camp adverse paraît presque toujours le but de ces propositions de paix, comme quoi parler de paix peut aussi être une arme de guerre !

L'arroseur arrosé

Le 12 décembre 1916, l'Allemagne propose la paix à ses ennemis. En position de force depuis que la Roumanie est vaincue et occupée, Guillaume II espère diviser les alliés tout en montrant à son peuple qu'il n'est pas un belliciste et qu'il recherche la paix. Le but est d'amener les alliés à refuser sa proposition pour mieux démontrer aux Allemands que les méchants sont bien de l'autre côté du front. Il n'a pas de mal : rédigée en des termes vagues, ne voulant faire aucune concession, cette proposition n'est rien d'autre qu'un attrape-nigaud, un « piège grossier », « un acte de ruse », comme le dira Aristide Briand, que Londres, Paris, Rome et Petrograd traitent par le mépris. Mission accomplie pour Guillaume II !

Figure 17-1 :
Pour Jean-Louis Forain, l'offre de paix de décembre 1916 n'est peut-être pas un piège grossier mais le signe de l'effondrement de l'Allemagne. Raison de plus pour ne pas y répondre.



Mais le 20 décembre 1916, voilà que les États-Unis, où le président Woodrow Wilson vient d'être réélu, mettent leur grain de sel dans les affaires européennes et demandent à tous les belligérants de préciser leurs buts de guerre afin de les concilier par l'intermédiaire d'une conférence internationale. Les Européens font grise mine : eux qui ont tous des projets d'annexion inavoués, en dehors du Royaume-Uni, n'ont pas envie d'en

faire état au grand jour ni que les États-Unis les empêchent d'annexer en rond. À commencer par l'Allemagne, qui tient à faire de la Belgique un État vassalisé et à annexer le Luxembourg et la Pologne russe, voire plus si affinités. Comme Berlin refuse de répondre à l'offre de Wilson, les alliés peuvent hypocritement dénoncer l'appétit de conquêtes de l'Allemagne comme le seul moteur de la guerre et formuler des buts de guerre minimalistes qui séduiront l'opinion publique américaine, à commencer par la libération de la Belgique.

Au cours de cette première offensive diplomatique, on peut dire que Berlin s'est rudement fait avoir. Tel est pris qui croyait prendre.

Les hésitations d'Aristide Briand

Président du Conseil depuis octobre 1915, Aristide Briand croit dur comme fer en la victoire française. Toutefois, cet homme prudent décide d'explorer la voie d'un compromis en établissant un contact avec Berlin par l'intermédiaire du Pr Haguenin pour en savoir plus sur les buts de guerre allemands et connaître les conditions d'un éventuel arrangement. Des conversations entre Haguenin et le comte Kessler, il résulte qu'une entente serait possible sur la base suivante : l'Alsace-Lorraine serait restituée à la France en échange de concessions coloniales. Info ou intox ? De toute façon, le gouvernement Briand chute en mars 1917, et les conversations en restent là. Mais après le désastre du Chemin des Dames, le moral chute côté français et les Allemands tentent d'en profiter en contactant Briand, qui pourrait conduire une majorité parlementaire à un compromis : le baron Lancken, qui dirige l'administration civile de la Belgique, souhaiterait le rencontrer en Suisse et rendez-vous est pris pour le 20 septembre 1917. Entre-temps, Briand fait part de ce contact au nouveau président du Conseil, Paul Painlevé, comme à Raymond Poincaré, qui tous deux le dissuadent de tomber dans le piège. De fait, l'initiative de Lancken visait surtout à créer un flottement dans le camp français, à instiller le doute. Le baron en sera quitte pour faire le pied de grue à Genève, attendant impatiemment Briand, qui ne viendra pas.



Figure 17-2 :
Aristide
Briand, chef
du gouverne-
ment de no-
vembre 1915
à mars 1917.

L'Autriche, ou comment se sortir de l'embarras

Pour l'Autriche-Hongrie, qui a voulu la guerre en 1914, la paix est une question de survie. Parce qu'elle est un empire multinational, l'unité y est plus faible qu'ailleurs et le consensus craque de partout : les minorités italiennes, tchèques et polonaises désertent ou se font tirer l'oreille pour continuer à se battre. La situation se gâte en 1916 avec le décès du vieil empereur François-Joseph, qui incarnait tant bien que mal l'unité de

l'empire. Le nouveau souverain, Charles I^{er}, est conscient que si la guerre dure, c'est l'empire qui va éclater sous le coup des indépendances. Sa couronne est en jeu, il faut donc se sortir du guépier au plus vite. Mais comment faire ?

Quand on est une tête couronnée, on a de la famille un peu partout. Guillaume II et Nicolas II ne sont-ils pas cousins ? Charles I^{er} peut, pour sa part, approcher le gouvernement français en mars 1917 par l'intermédiaire du prince Sixte de Bourbon-Parme, son beau-frère qui sert dans l'armée belge. L'Autriche-Hongrie propose donc un règlement du conflit en échange de la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France. À Paris, on se frotte les mains, et l'on espère même dans une paix séparée avec Vienne, mais ces contacts ne donneront rien de plus.

L'Alsace-Lorraine, rappelons-le, n'appartient pas à l'Autriche mais à l'Allemagne. Comment Vienne pourrait-elle céder un territoire qui ne lui appartient pas ? Le comte Czernin, ministre des Affaires étrangères de Charles I^{er}, a bien tenté d'approcher Bethmann-Hollweg et de lui proposer l'abandon de l'Alsace contre la Galicie autrichienne, mais le chancelier s'est récrié. L'affaire ne pouvait donc aller plus loin. En outre, un second obstacle se dressait devant cette proposition : l'Italie était entrée en guerre en 1915 contre la promesse d'annexer le Trentin, l'Istrie et toute la côte croate, et il n'est pas question pour elle d'être le dindon de la farce et de ne rien obtenir en échange de son intervention. Vienne ne pouvait rien faire à cause de l'hostilité de Berlin, et Paris et Londres ne pouvaient pas saisir la balle au bond à cause de Rome. L'initiative de Charles I^{er} était donc condamnée d'avance.

Pape boche ou pape français ?

Élu le 8 septembre 1914 en remplacement de Pie X, dont on affirme que c'est le chagrin de voir la chrétienté se déchirer qui l'a tué, le nouveau pape Benoît XV est bien embêté. Berger d'un troupeau qui s'entr'égorge, car il y a des catholiques dans les deux camps, il ne veut ni ne peut prendre parti et appelle les uns et les autres à s'entendre « pour hâter la fin d'une si grande calamité ».

Au printemps 1915, il ose lancer des prières pour la paix... mal reçues par les deux camps, qui parlent d'un « pape boche » ou d'un « pape français ». Quand on est persuadé d'incarner le droit et la justice, il est intolérable que l'on vous renvoie dos à dos avec votre ennemi. L'impertinent qui commet cette folie ne peut être qu'un complice de votre adversaire ! En France, pour se soumettre à la volonté – infaillible – du pape, le clergé en est réduit à quelques circonvolutions : oui, le pape veut la paix, mais il s'agit d'une paix juste, donc d'une paix... française. Le tour est joué !

Benoît XV n'apprécie guère de ne pas être suivi par ses subordonnés qui, au contraire, bénissent la guerre en lui apportant leur concours. Aussi dénonce-t-il clairement, en décembre 1915, le « suicide de l'Europe civilisée ». En août 1917, il sort du champ de la protestation platonique en proposant un plan de paix aux belligérants : cour d'arbitrage internationale, liberté des mers, reconstitution d'un État belge indépendant, évacuation des territoires occupés, restitution des colonies allemandes... mais la note papale ne va pas plus loin, car s'enfoncer dans les détails, c'est mécontenter les uns et les autres. Il ne parle pas de l'Alsace-Lorraine, par exemple, mais propose d'examiner les questions frontalières avec esprit de « conciliation » et de « justice ». Conciliation et justice, c'est tout à fait ce qui manque aux Européens de 1914 à 1918.

Le pape ne sera donc pas entendu. Les seuls qui l'applaudiront sont les socialistes, une fois n'est pas coutume ! Quant aux catholiques des deux camps, ils sont embarrassés par un pape qui s'échine à ne pas comprendre que la cause du bien est la leur et que celle du mal est celle de l'adversaire.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Lucifer de retour

Il y a même des critiques et de la désobéissance dans l'air au sein du clergé, ce qui est impensable dans l'Église, une institution aussi hiérarchisée que l'armée et où il faut filer droit. Le père Sertillanges, dans son sermon du 10 décembre 1917 à la Madeleine, n'y va pas de main morte : « Très Saint-Père, nous ne pouvons pas retenir vos appels à la paix. » Pour châtier cette impudence, le dominicain a été muté dans un monastère en Corse...

mais ceux qui l'ont puni pensaient comme lui sans toutefois le dire. « Je n'obéirai pas. » Cette phrase rappelle de mauvais souvenirs, car elle est celle de Lucifer, l'ange préféré de Dieu qui s'est un jour rebellé contre l'autorité du Créateur. Benoît XV, finalement, est bien à l'image du mouvement pacifiste : un général sans armée réduit à incarner une force morale puisqu'il est impuissant à peser autrement dans les affaires de l'Europe.

L'offensive pacifiste de 1917 est donc à l'image des offensives militaires qui l'ont précédée : un fiasco lamentable.

Chapitre 18

Sacrée désunion

Dans ce chapitre :

- Les ouvrières en grève
- La France a peur
- La fin de l'Union sacrée
- Clemenceau et les jusqu'au-boutistes

Après des années de certitudes cocardières, 1917 est l'année du doute. Sur le plan militaire, on l'a vu, les soldats ne veulent plus entendre parler d'attaquer ; sur le plan social, une série de grandes grèves, les premières depuis la mobilisation, révèlent que la population civile en a assez de la vie chère et de se serrer la ceinture ; sur le plan politique, l'Union sacrée n'est plus qu'un vain mot, et droite et gauche se tirent dans les pattes comme au plus beau temps de l'avant-guerre. Dans ce moment de troubles qui court de mai à août 1917, la France est un peu comme au milieu du gué : il lui faut choisir entre aller jusqu'au bout ou rebrousser chemin, c'est-à-dire entre Georges Clemenceau et Joseph Caillaux. Le choix ne sera pas facile, il va y avoir du sang. En politique comme aux tranchées, on ne fait pas de quartier !

Les couturières veulent en découdre !

De 1914 à 1917, il n'y a pas eu de grèves en France ou peu s'en faut : sur le terrain social aussi, c'est l'Union sacrée. Comment oser se plaindre de ses conditions de travail ou de son maigre salaire quand des millions de Français risquent leur peau aux tranchées ? C'est indécent. Alors, on travaille sans protester et la culpabilité patriotique empêche les revendications. Mais la guerre dure trop longtemps et engendre trop de souffrances pour que cette situation se prolonge éternellement. Au printemps 1917, une vague de grèves montre que le temps de l'unité sociale du pays est révolu.

« *Nous voulons nos 1 franc et la semaine anglaise* »

De 1914 à 1917, les salaires n'augmentent pas, en revanche l'inflation s'envole et rogne les revenus. Du fait des réquisitions et d'une production agricole en diminution, les Français font connaissance avec les pénuries et bientôt avec le rationnement. La viande est inabordable pour les ouvriers et surtout pour les ouvrières, au salaire généralement inférieur de moitié au traitement des hommes. Mais qu'importe ? Des Français meurent tous les jours pour défendre leur patrie, les travailleurs seraient culottés de se plaindre de leur condition. On acceptera donc tout, les privations comme les cadences infernales.

En 1917, cependant, la coupe est pleine : la guerre sous-marine à outrance que les Allemands ont décrétée en janvier perturbe les importations et fait flamber les prix. Entre mars et mai 1917, le prix des légumes secs double et celui des légumes frais quintuple, la moyenne des augmentations des différents produits atteint les 100 % en trois mois. Et ce ne sont pas les terrains vagues de Paris que l'on transforme en potagers qui vont régler le problème ! Avec 3 à 4 francs de salaire par jour, mais heureusement plus dans les usines de guerre, les ouvrières sont les premières touchées et s'effraient de la valse des étiquettes : une douzaine d'œufs à 2 francs, le pain et le kilo de pommes de terre à 50 centimes, le kilo de viande de bœuf et celui du beurre approchent voire dépassent les 4 francs ! En un mot, c'est la misère. Sans compter qu'il faut payer son loyer, se vêtir et se priver pour envoyer des douceurs à son gars sur le front. On tient néanmoins, parce qu'il le faut. Mais quand la nouvelle de l'échec du Chemin des Dames est connue, c'est la grande désillusion : la fin de la guerre n'est pas pour demain et les travailleurs n'en peuvent plus.

Le 11 mai, le mouvement débute dans la maison de couture Jenny, sur les Champs-Élysées, et se diffuse comme une traînée de poudre d'atelier en atelier. Au ministère de l'Intérieur, où l'on discute désormais avec la CGT pour désamorcer les conflits, on n'a rien vu venir. C'est normal : ces grèves sont exceptionnelles par leur caractère spontané et exclusivement féminin. Et comme les femmes ne sont pas syndiquées, la CGT n'a pas canalisé la vague de protestations qui se traduit par de grands cortèges défilant sous les slogans « Nous voulons nos 20 sous » (1 franc d'augmentation), et « Nous voulons la semaine anglaise » (le samedi après-midi chômé sans diminution de salaire, comme cela se pratique en Angleterre). Après les couturières, les modistes, les chapelières, les ouvrières du textile et de l'habillement embraient ou plutôt débraient, et au mois de juin, les grandes villes de province, Lyon, Marseille, Toulouse... sont à leur tour touchées. À ce moment, on compte jusqu'à 100 000 grévistes. Après les « midinettes », les « munitionnettes » entrent partiellement en grève, ce qui commence à inquiéter le gouvernement, car les ouvrières des usines d'armement sont

absolument nécessaires à la défense nationale. Pour la bonne marche de la guerre, l'affaire ne doit pas durer.



Figure 18-1 :
Du jamais
vu ! Les
« midi-
nettes » sont
dans la rue !

Des sous ou des maris ?

Le ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, avec son habileté traditionnelle, enraie le mécontentement en réunissant patrons et déléguées des grévistes dans son bureau et en poussant au compromis. Et quand le patronat ne veut rien concéder, il menace de réquisitionner l'entreprise, un argument qui porte et qui fait ouvrir le porte-monnaie des plus réticents. Toutes n'ont pas obtenu leur 1 franc, mais au moins 50 centimes, et pour ce qui est de la semaine anglaise, Malvy la fera voter à la Chambre le 11 juin. Maintenant que les revendications ouvrières sont contentées, le mouvement reflue et le travail reprend.



Le principal motif de ces grèves, la revalorisation des salaires contre la vie chère, est donc économique, et l'on aurait tort de croire qu'elles reflètent la poussée du pacifisme. D'ailleurs, les hommes, eux, n'ont pas bougé : les ouvriers mobilisés dans les usines avaient bien trop peur d'être

renvoyés sur le front s'ils osaient contester quoi que ce soit. Mais, tout de même, ces grèves démontrent que le temps de l'unanimité des Français est terminé et que la lassitude amoindrit l'Union sacrée. Ici ou là, dans les cortèges pourtant fortement encadrés par la police, on entend « À bas la guerre ! » ou encore « Rendez-nous nos maris ! » fuser parmi les slogans. Cela n'annonce rien de bon pour les tenants de la guerre jusqu'au bout. Pour l'heure, on a pu briser le mécontentement avec quelques piécettes et quelques heures de repos, mais demain ?

LE SAVIEZ-VOUS ?



La marche des femmes

Le politique n'est jamais très loin de l'économique. Les munitionnettes de Firminy (Loire) le prouvent en composant cette marche des femmes qui fit monter la moutarde au nez des policiers :

« Debout les femmes !
On nous réclame
Pour boycotter leurs procédés.
On tue nos frères.
Assez d'abus,
Nous voulons nos poilus !
Contre ces assassins
Nous en voulons la fin.
Groupons-nous pour la paix,
C'est le bonheur qu'on veut désormais. »

Pour la paix et le bonheur, il va falloir attendre encore un peu. Au moins ce chant de grévistes montre qu'il flotte comme un vent de révolte. Pourtant, après la guerre, les hommes revenus du front en voudront aux femmes pour n'avoir pas su mettre fin à la boucherie : « Les femmes ont vendu leurs maris pour une allocation », aurait dit Alphonse Merrheim. Le cri de « Maman ! » que poussent les hommes en tombant dans les assauts aurait été « un cri de reproche » (!) à en croire Henry Poulaille, et le Hongrois Andreas Latzko enrage que les femmes n'aient pas eu le courage de se coucher devant les trains en 1914 pour empêcher la mobilisation. En gros, les hommes reprocheront aux femmes de n'avoir pas su empêcher ce qu'eux-mêmes n'ont pas su empêcher. C'est toujours plus facile de faire porter le chapeau à un autre !

Des traîtres partout

Parmi les causes de dépression morale des Français au cours du printemps et de l'été 1917 figure l'impression d'être trahis de tous les côtés. Des agents de l'ennemi livreraient la défense nationale à Berlin, et c'est dans cette activité antipatriotique qu'il faudrait rechercher l'origine de la défaite du Chemin des Dames, des mutineries à l'avant et des grèves à l'arrière. Cela sent bon son réactionnaire ainsi que le mythe du complot que l'extrême droite affectionne. D'ailleurs, c'est l'Action française, la ligue du « nationalisme intégral » qui anime cette thématique de la France trahie.

Expliquer la lassitude par une action extérieure, voilà qui est totalement absurde : les Allemands ont tout ignoré des mutineries et ont été, chez eux, aux prises avec des grèves autrement plus violentes qui ont laissé des manifestants sur le carreau. Peut-être ont-ils accusé les espions français ? Plus c'est gros, plus ça marche ! Et il suffit de quelques affaires de quatre sous à monter en épingle pour donner aux Français le sentiment qu'ils sont vendus aux Allemands. Ceux qui hurlent à la trahison ne poursuivent qu'un but : créer une psychose dans le pays et en appeler à l'homme fort qui donnera un bon coup de balai. Et tant pis ou tant mieux si la République parlementaire trépassé. En jouant avec les peurs, on est souvent mieux payé qu'en s'adressant à la raison.

L'espionne de charme H 21



L'espionne la plus connue du monde entier est sans aucun doute Mata Hari (« œil de l'aube », en malais). Et pourtant, quelle piètre espionne ! De son vrai nom Marguerite Zelle, cette danseuse exotique née d'un père hollandais et d'une mère indonésienne a séduit le Tout-Paris avant la guerre avec ses poses lascives et érotiques.

Comme elle est de nationalité néerlandaise, un pays neutre, elle peut se déplacer librement en Europe et, étant donné sa popularité et son charme, approcher des personnalités politiques ou des officiers pour leur arracher des confidences sur l'oreiller. C'est pourquoi, en septembre 1916, le service du contre-espionnage français la recrute officieusement en lui faisant miroiter la somme rondelette de un million de francs pour le prix des informations qu'elle pourra rapporter en jouant de ses atouts naturels.

Cette cocotte de luxe se fait pourtant coincer en janvier 1917, quand les services français interceptent des télégrammes de l'attaché militaire allemand à Madrid révélant que Mata Hari est aussi au service de l'ennemi. Il est avéré, en effet, qu'elle aurait reçu 20 000 francs du consul allemand de La Haye.

À un moment où la France doute et craint d'être trahie, comme l'affirme tous les jours Léon Daudet dans les colonnes de *L'Action française*, la danseuse frivole est une parfaite victime expiatoire. Son procès en conseil de guerre ne dure pas plus qu'une journée et, en tant que bouc émissaire, elle est rondement condamnée à la peine de mort en dépit de la défense de son avocat qui, à court d'arguments, prétend que sa cliente est enceinte de ses œuvres et que l'on ne peut fusiller une femme qui attend un enfant. Le jury s'en moque. Ainsi, la France, qui s'est émue de la barbarie allemande quand l'infirmière britannique Edith Cavell a été exécutée, applaudit à son tour à la mort d'une femme le 15 octobre 1917. On a soutenu pendant longtemps qu'elle méritait son châtiment et que ses indiscretions ont causé la mort de nombreux soldats. Foutaises ! On sait aujourd'hui que Mata Hari ne savait rien. Qu'aurait-elle pu révéler ?



Figure 18-2 :
Mata Hari,
au temps de
sa splen-
deur, quand
elle faisait
fantasmer le
Tout-Paris.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Un ministre pas très courageux

Parmi les amants de Mata Hari, on compte un ministre d'avant guerre. Et pas n'importe lequel puisqu'il s'agit d'Adolphe Messimy, ancien ministre de la Guerre devenu général ! L'avocat de la danseuse, qui cherche des témoins de moralité et veut convaincre les juges que Mata

Hari ne pouvait rien recueillir de fondamental sur l'oreiller, contacte donc Messimy, qui se fait porter pâle. Une mauvaise grippe l'empêchera de se présenter au tribunal militaire. Quelle santé fragile !

Turmel, le député corrompu



Le député radical de Loudéac (Côtes-du-Nord) aime beaucoup la Suisse. Pendant la guerre, lui ou sa femme s'y déplacent fréquemment. Si fréquemment que cela finit par en être suspect. Surtout depuis que la Chambre se réunit en comité secret, et que l'Allemagne donne plusieurs fois des preuves qu'elle connaît la matière de ces débats parlementaires pourtant tenus à huis clos. Il y a donc un traître à l'Assemblée. Le 7 juillet, quand un huissier découvre une enveloppe contenant 25 000 francs suisses dans le vestiaire de l'Assemblée, il en fait aussitôt part au président, qui lui conseille d'attendre que quelqu'un vienne lui réclamer l'enveloppe. Cela ne manque pas : le député Turmel, gêné, vient lui poser des questions au sujet d'une enveloppe égarée. C'est le début d'une enquête discrète qui révèle que le compte en banque du député a grossi de 300 000 francs depuis qu'il s'est pris de passion pour le tourisme en Helvétie. Le 7 octobre, il est arrêté, ce qui fait les choux gras des antiparlementaires réclamant l'arrivée au pouvoir d'un homme fort qui en finirait avec toute cette saleté.

Bolo pacha, le maffieux magnifique



Paul Bolo peut se vanter de connaître une ascension sociale hors normes. Apprenti coiffeur dans sa jeunesse, il se lance dans la finance avec la complicité du « milieu ». Mais comme l'argent n'a pas d'odeur, on pardonne tout à ce genre de canaille qui se lie d'amitié avec de hautes personnalités politiques et qui se fait même inviter à la table de Raymond Poincaré. Assoiffé d'honneurs, il parvient même à se faire nommer pacha par le khédive d'Égypte, à qui il a rendu quelques services. Depuis 1914, cet aigrefin mondain baigne dans le luxe et l'opulence. On apprendra en 1917 qu'il tirait son argent... de la Deutsche Bank, qui lui avait viré plus de 8 millions de francs sur un compte américain. Manque de chance, quand les États-Unis entrent en guerre, ils révèlent le pot aux roses aux services du contre-espionnage : Bolo est arrêté en septembre 1917 et condamné à mort par un conseil de guerre le 14 février 1918.

C'est là que les choses s'aggravent, car l'argent allemand versé à Bolo a servi, en 1915, à racheter un des plus grands quotidiens nationaux, *Le Journal*, dirigé par le sénateur Charles Humbert. D'où provenaient les 4 millions que Bolo a apportés à Humbert ? Ce dernier fait mine de n'en rien savoir ! Pour avoir manqué de curiosité, le sénateur est arrêté à son tour en novembre. Voilà qui ne relève pas le crédit du Parlement ! Habile orateur, il saura se faire acquitter au jour de son jugement. Et en effet, jamais la ligne du *Journal* ne fut proallemande, on y plaïdait au contraire pour un renforcement constant de l'artillerie. Quelle ironie ! C'est d'ailleurs en plaïdant sur ce terrain que Bolo a tenté de sauver sa peau : oui, il a touché de l'argent allemand, mais Berlin n'a rien obtenu en échange, donc il n'y a pas lieu de le châtier. Pour un peu il mériterait la Légion d'honneur pour avoir escroqué les Allemands ! Cette défense n'a pas vraiment fonctionné...



La mort du dandy

À l'aube du 17 avril 1918, Paul Bolo est réveillé par les magistrats et par les policiers qui le conduisent au poteau d'exécution. Celui qui a passé toute sa vie à séduire ses interlocuteurs tient à mourir en dandy : il choisit son linge le plus fin, boutonne un faux col, refait deux fois le nœud de sa cravate, revêt un costume noir

élégant et enfle des gants blancs pour affronter la mort. Au lieu de viser le cœur à quelques mètres, comme il est d'usage, le peloton d'exécution s'approcha de lui à un mètre et visa la tête. Les soldats n'avaient pas beaucoup de compassion pour les traîtres.



Cette photo, parue dans l'*Excelsior*, montre le fourgon mortuaire, contenant la dépouille de Bolo pacha, juste après son exécution à Vincennes.

L'affaire du « Bonnet rouge »

Hebdomadaire fondé en 1913 mais qui devient quotidien en mars 1914, *Le Bonnet rouge* est un journal d'un rouge vif. En 1914, cette feuille met son drapeau dans sa poche et déploie le bleu-blanc-rouge de l'Union sacrée. Il en fait même des tonnes, comme tous les nouveaux convertis. Et il a intérêt à cela. Menacé de faillite à la mobilisation, il est sauvé par le président du Conseil, René Viviani, et par le ministère de l'Intérieur, qui lui accordent une subvention pour peu que ce journal à tendance libertaire demeure dans la droite ligne du patriotisme.

Toutefois, à la fin de l'année 1915, le quotidien manifeste de l'impatience devant cette guerre qui n'en finit pas et commence à retrouver sa liberté de ton. La conséquence ne se fait pas attendre : dans les premiers mois de 1916, Malvy lui supprime sa subvention. Qu'à cela ne tienne, le directeur, Miguel Almereyda, a trouvé d'autres sources de financement. Et pas des moindres puisqu'il mène grand train, achète une villa, des voitures, du matériel pour son journal et beaucoup de cocaïne, dont il est friand.

D'où sort-il son argent ? C'est un de ses collaborateurs, entré au *Bonnet rouge* pendant la guerre, Duval, qui lui prête bien obligeamment des sommes faramineuses. Et d'où Duval tire-t-il cet argent ? De Suisse, comme par hasard, où il se rend fréquemment, sans doute par passion pour le gruyère. Ces déplacements fréquents finissent par inquiéter le ministère de l'Intérieur, qui donne des consignes de surveillance. Si bien qu'en juin 1917 Duval est fouillé à son retour de Genève et trouvé porteur d'un chèque de 150 000 francs dont il peine à justifier la provenance. Ni une ni deux, le voilà incarcéré, condamné et fusillé en 1918 pour trahison. À quoi servait cet argent ? À prendre lentement le contrôle du *Bonnet rouge*, par l'endettement d'Almereyda, qui, du reste, ne contrôlait déjà plus rien car complètement ravagé par la cocaïnomanie. Arrêté le 7 août, ce dernier se suicide quatre jours plus tard en prison au cours d'une crise de manque.

L'extrême droite a flairé la bonne affaire. Non, dit-elle, Almereyda ne s'est pas suicidé mais a été suicidé. D'une histoire sordide, elle entend faire un scandale politique pour dynamiter le gouvernement des hésitants et imposer un nationaliste sans faille au pouvoir. Elle va réussir son coup. Commé quoi, la trahison, ça peut effectivement rapporter gros !

La mort de l'Union sacrée

Voilà bien un terme ambigu. D'union entre la droite et la gauche, il n'en a en fait jamais été question. Tout juste s'est-on entendu, tacitement, pour mettre entre parenthèses l'affrontement politique aux pires

heures de l'invasion. Mais ensuite, sans le dire, le combat reprend en sourdine. Lentement, la gauche, qui dominait avant guerre, cède du terrain : la présence d'un ministre de droite, hostile à la laïcité, un ancien antidreyfusard, dans le gouvernement d'Aristide Briand montre le retour en grâce de ceux qui ne s'étaient ralliés que de mauvaise grâce à la République. Au jeu du « plus patriote tu meurs », la gauche ne peut que perdre, et se trouver prise au piège le jour où elle commence à s'interroger sur la longévité de la guerre. L'Union sacrée, la trêve politique, meurt donc sous les coups de deux mouvements différents : les hésitations voire l'hostilité d'une partie de la gauche à continuer le conflit d'une part, les coups de boutoir des nationalistes qui souhaitent prendre entièrement le pouvoir et se débarrasser des tièdes pour garantir la guerre jusqu'au bout d'autre part. Entre les deux voies, les députés et les Français doivent choisir.

Le prétexte des socialistes

En 1917, les socialistes majoritaires se réduisent comme peau de chagrin tandis que les minoritaires ont le vent dans le dos. Les premiers ne savent pas comment continuer la guerre sans faire éclater le parti, les seconds ignorent comment imposer la paix de compromis. La conférence socialiste internationale de Stockholm permet de les réunir. Le 28 mars 1917, en effet, le soviétique de Petrograd, une assemblée spontanée née de la révolution russe de février et qui flanque le gouvernement de Kerenski, appelle à une paix sans conquêtes ni annexions. Aussitôt des socialistes neutres, hollandais et scandinaves, annoncent la tenue d'une conférence internationale à Stockholm qui doit réfléchir sur les façons concrètes de sortir du conflit.

Pour ceux qui veulent la guerre jusqu'au bout, cette conférence est un péril redoutable en ce qu'elle va peut-être accoucher d'un plan de paix auquel l'opinion pourrait se rallier. Ces peurs sont exagérées : les socialistes majoritaires français et les travaillistes britanniques acceptent d'aller à Stockholm, eux qui ont boudé Zimmerwald et Kienthal en 1915 et 1916, mais seulement pour y affronter la mauvaise foi allemande. Les gouvernements allemand et autrichien, eux, veulent bien laisser partir des délégués socialistes, mais dans le but avoué de diviser les alliés et de renforcer les pacifistes chez l'ennemi.

La conférence ne verra jamais le jour. Par peur de saboter la défense nationale, les gouvernements français, anglais et américain refusent d'accorder des passeports aux délégués de leur pays. Le président américain Wilson, autrefois pacifiste avant que son pays n'entre en guerre en avril 1917, ose affirmer qu'« une paix de compromis renforcerait

l'impérialisme allemand ». Quant au président du Conseil, Alexandre Ribot, il déclare au Sénat, le 6 juin 1917, que « la paix ne passera pas par Stockholm, mais par la victoire ». Il n'y aura pas de solution négociée. La perspective d'un règlement de la guerre par une conférence internationale s'éloigne et les socialistes, majoritaires comme minoritaires, s'estiment floués. Ils ont perdu définitivement la bataille.

On comprend leur mauvaise humeur ! Plus question de rester dans un gouvernement qui n'a d'autre but que la guerre jusqu'au bout : Ribot, qui ne peut plus compter sur la SFIO dans sa majorité parlementaire, préfère jeter l'éponge en septembre 1917. Le nouveau président du Conseil, Paul Painlevé, souhaite retenir les socialistes, mais le parti est trop divisé pour accepter une nouvelle participation gouvernementale : il n'y aura plus de ministres socialistes au gouvernement. L'Union sacrée est morte.

Le prétexte des nationalistes

Devant la chute du moral des Français et les hésitations gouvernementales, les nationalistes prennent peur. Si cela se trouve, les caillautistes vont prendre le contrôle du Parlement et négocier la paix avec Berlin. Pour que cette horreur ne se réalise pas, il faut attaquer, et tant pis pour l'Union sacrée.

C'est l'Action française qui s'y colle la première, accusant en juin 1917 le ministre de l'Intérieur, Malvy, poids lourd du Parti radical et ami de Caillaux, d'être vendu à la cause de l'Allemagne ! Il aurait transmis le plan de bataille du Chemin des Dames, ce qui expliquerait la défaite dont la responsabilité, selon ces militaristes, ne peut être portée par l'armée ; il serait à l'origine des mutineries, par le biais d'agents provocateurs ; enfin, il aurait laissé les grèves se développer au lieu d'envoyer l'armée pour frapper dans le tas, comme en Italie ou en Allemagne. Chaque jour, Léon Daudet invente un nouveau mensonge contre le ministre. Les scandales des affaires d'espionnage, surtout celle du *Bonnet rouge*, que Malvy a financé dans les premiers mois de la guerre pour l'arrimer à la défense patriotique, permettent de semer le trouble dans les consciences en faisant croire aux Français que la trahison est partout et même au cœur de l'État. Très vite, l'Action française est rejointe par Clemenceau, qui représente le parti des jusqu'au-boutistes, et par toute la droite qui craint la montée du pacifisme. Le 22 juillet, au Sénat, Clemenceau reprend les accusations de Daudet à son compte en interpellant Malvy : « Je vous accuse de trahir les intérêts de la France. » Le pauvre ministre, épuisé par les attaques invraisemblables, préfère démissionner le 31 août 1917.



Malvy a volé les tours de Notre-Dame !

Recenser tous les crimes commis par Malvy, à en croire le psychonévrosé Daudet, donne un inventaire à la Prévert : drogué, voleur, traître, amant de Mata Hari, manipulateur des élections de 1914, débauché, assassin, violeur... Il a toutes les qualités et toutes les responsabilités : si la France n'a pas encore gagné la guerre, c'est de sa faute ! Du délire ? Bien sûr, mais en livrant un bouc émissaire à des Français traumatisés par le Chemin des Dames, épuisés par trois ans de guerre et dégoûtés par les petites affaires d'espionnage que les nationalistes savent développer dans leur presse, il crée un climat de chasse aux sorcières qui profite à leur cause, celle de l'avènement d'un homme fort qui saura écraser la vermine pacifiste et conduire le pays jusqu'à la victoire, quoi qu'il en coûte !

Ça marche. Ces extraits du contrôle postal le prouvent : « Il nous faudrait sur la place de la Concorde une belle guillotine et, comme faisait jadis Robespierre, faire passer tous ces petits innocents : Bolo, Turmel, Malvy et je ne sais combien encore », écrit un soldat qui tombe dans le panneau en confondant des traîtres avérés avec le ministre de l'Intérieur. Et bientôt, c'est tout le gouvernement qui est suspecté de pourriture par tel autre poilu : « Ces individus nous disent qu'il faut continuer la guerre, pour telle ou telle raison, et en réalité travaillent avec les boches. C'est bien dur de constater que ces loustics sont actuellement à la tête du gouvernement. » Mission accomplie pour l'extrême droite, le terrain est déblayé pour la « dictature » Clemenceau.

Clemenceau, dictateur parlementaire ?

Le départ de Malvy met par terre le gouvernement Ribot. Éprouvé sur sa gauche par l'affaire des passeports pour Stockholm, il est plombé sur sa droite par le déchaînement contre le bouc émissaire Malvy. Sa chute est la première victoire des nationalistes, groupés derrière Clemenceau. L'heure du Tigre a sonné !

Un Clemenceau... sinon rien



À 76 ans, en 1917, Georges Clemenceau est un vieillard qui ne cesse de répéter qu'il ne recherche pas le pouvoir. Parcours étonnant que le sien : Vendéen bleu, à l'extrême gauche de la Chambre dans les années 1880, il mène la charge pour la libération de Dreyfus en 1898, en accueillant le manifeste de Zola « J'accuse », dans son journal *L'Aurore*. Parvenu à la présidence du Conseil en 1906, il y gagne le surnom de « Tigre », car il ne lâche rien, mais aussi celui de « premier flic de France », que lui décernent les socialistes qui n'apprécient pas sa répression active des grèves.

Considéré comme un radical alors qu'il n'a adhéré qu'une année à ce parti, en 1909, il est détesté à droite pour son laïcisme de combat et par les socialistes qui voient en lui un homme autoritaire. En août 1914, invité à intégrer le gouvernement d'Union sacrée de Viviani, il a décliné l'offre avec mépris : dans la tempête, il veut être commandant du navire ou rien, mais surtout pas moussaillon. Il ne respecte donc jamais l'Union sacrée, tapant allègrement sur tous les gouvernements et même sur le commandement, sur Joffre notamment. Marginal au départ, éreinté par la censure – son journal *L'Homme libre* se rebaptise *L'Homme enchaîné* en 1914 –, il rallie peu à peu les nationalistes qui voient en lui le seul homme capable d'aller jusqu'au bout sans fléchir et sans hésiter, un chef quoi ! Et ce n'est pas le moindre paradoxe de voir l'ancien député dreyfusard et bouffeur de curé devenir le leader de la droite.

Poincaré, qui le déteste, et qui se fait régulièrement insulter dans les colonnes de *L'Homme enchaîné*, n'a pas du tout envie de l'appeler à la présidence du Conseil. S'il partage sa détermination, il craint son impulsivité et sa propension à décider seul. En effet, Clemenceau a coutume de dire que « pour prendre une décision, il faut être en nombre impair, et trois c'est déjà trop ». C'est pourquoi le président préfère nommer Painlevé en remplacement de Ribot. Mauvaise pioche. Celui-ci fait long feu, se traînant lamentablement du 13 septembre au 13 novembre 1917. Paralysé par l'hésitation, il a contre lui la droite qui attend Clemenceau, les socialistes en rupture d'Union sacrée et les radicaux tendance Caillaux-Malvy qui lui reprochent de ne pas combattre l'extrême droite en ascension. Le 13 novembre, il est renversé par la Chambre. Painlevé a réussi le prodige, en pleine guerre, de mécontenter tout le monde et d'avoir été à la tête du seul gouvernement congédié par les députés entre 1914 et 1918. Poincaré doit alors se résigner et ravalier son amour-propre en appelant le Tigre à la présidence du Conseil. Les nationalistes triomphent.

Poincaré, dictateur ?

Le 13 novembre, les députés socialistes votent contre le gouvernement Painlevé, et dès l'annonce de son renversement se mettent à crier : « À bas Clemenceau ! Vive la République ! » Quelle inconséquence ! Certes, ils n'aiment pas Painlevé, qui ne sait pas où gouverner, sur sa droite ou sur sa gauche, mais en le renvoyant, ils ouvrent un boulevard à leur ennemi : Clemenceau. Le président de la République, Poincaré, est alors coincé, car le Tigre est porté par l'opinion publique et est le seul à même de trouver une majorité en optant franchement

pour un camp. « Je n'ai pas le droit de l'écarter à cause de son attitude envers moi », confie-t-il. Avant qu'il se décide, le socialiste Albert Thomas lui conseille de prendre lui-même la direction du gouvernement. Perspective alléchante pour un homme énergique comme Poincaré, mais ce serait un coup d'État constitutionnel auquel le président renonce pour ne pas troubler plus le pays. Poincaré ne veut pas être un dictateur, préférant abandonner toute autorité dans les mains de Clemenceau, qui, lui, n'a pas de scrupules !

Le 14 novembre, Clemenceau est nommé président du Conseil. Poincaré lui fait promettre de venir souvent le consulter et de lui demander son avis. Promesse non tenue de la part de celui qui claironne partout que la vie lui a appris que l'on peut se passer de deux choses : de la prostate et du président de la République !

« *Le pays connaîtra qu'il est défendu* »

Dans le fond comme dans la forme, Clemenceau, c'est la rupture ! Écartant toutes les personnalités importantes (Briand, Ribot, Barthou, Viviani...), il constitue un gouvernement de seconds couteaux qui lui sont complètement dévoués. Son cabinet n'est pas axé à droite, mais sa majorité parlementaire est ouvertement appuyée sur les nationalistes. Le Parti radical, qui ne veut pas se couper de l'opinion complètement gagnée au Tigre qui lui promet enfin une direction énergique, se soumet au maître et en rajoute dans le patriotisme échevelé. Les opposants, une poignée de radicaux autour de Caillaux et de Malvy et une majorité de socialistes, sont marginalisés à la Chambre comme dans le pays.

LE SAVEZ-VOUS ?



Tigre ou Autruche ?

Le discours d'investiture du gouvernement Clemenceau, le 20 novembre 1917, est un modèle d'énergie. Avec lui, plus d'hésitations : la guerre jusqu'au bout, jusqu'à la défaite ou la victoire. C'est dire si les pacifistes vont passer un mauvais quart d'heure !

« Plus de campagnes pacifistes, plus de menées allemandes. Ni trahison, ni demi-trahison : la guerre. Rien que la guerre. Nos armées ne seront pas prises entre deux feux. La justice passe. Le pays connaîtra qu'il est défendu. »

Voilà les paroles d'un chef de gouvernement qui est aussi chef de guerre. D'ailleurs, pour

plus d'efficacité, il s'est bombardé ministre de la Guerre en même temps que président du Conseil. En un mot, c'est lui le patron ! Au cours de cette séance, durant laquelle 418 députés votent la confiance au gouvernement, contre 65 seulement, le député socialiste Barthe critique avec véhémence son refus d'entendre les appels à la paix négociée : « Vous n'êtes pas tigre. Vous êtes autruche ! » Clemenceau, qui ne manque pas de répartie, lui répond du tac au tac : « Le seul avantage qu'on a de vieillir, c'est qu'on devient sourd. » Clemenceau ne serait-il pas un tigruche ?

Le charisme du chef n'emballa pas que les civils, mais aussi les militaires. Les fréquentes visites du Tigre aux tranchées ont fait de lui un homme populaire qui n'hésite pas à aller à la rencontre des soldats. Un jour, il s'est même dressé sur le parapet de la tranchée en criant en direction

des Allemands : « Cochons ! Salauds ! On vous aura à la fin ! » Il garde précieusement un bouquet de fleurs cueillies sur le champ de bataille de Verdun et offert à lui par un poilu. À l'heure de sa mort, en 1929, il n'émettra que le souhait d'être enterré avec ce bouquet. Comme quoi, le Tigre est aussi un sentimental.

Figure 18-3 : Clemenceau aime à se rendre en première ligne auprès des soldats. Avant novembre 1917, il s'y rend en tant que président de la commission sénatoriale de l'armée. De novembre 1917 à novembre 1918, il se déplace 90 fois dans les tranchées, pour y retremper sa détermination.



Mais il ne l'est pas avec les pacifistes en tout cas, qu'il ne désigne plus que sous le nom de « défaitistes » pour mieux les discréditer aux yeux de l'opinion publique. Et pourtant, entre vouloir la paix et souhaiter la défaite de son pays, il y a une petite différence. Clemenceau, lui, ne s'embarrasse pas de nuances, liquide ses rivaux et donne des avertissements à ceux qui

contestent sa politique. Si Clemenceau frappe des militants anarchistes isolés, il est plus prudent avec la CGT et la SFIO, se contentant de menacer. Avec l'arrestation d'Hélène Brion, secrétaire du Syndicat des instituteurs, qui renie la guerre depuis 1915, et sa comparution devant un conseil de guerre qui la condamne à trois ans de prison avec sursis pour avoir osé penser autrement que la majorité, les minoritaires de la CGT sont avertis qu'ils ne doivent pas faire de vagues, sans quoi ils seront brisés. Mais pas question de toucher à Merrheim. Arrêter le secrétaire de la Fédération des métaux, ce serait risquer une grève dans le secteur clé de la métallurgie et de la sidérurgie... mieux vaut taper sur les instituteurs, c'est plus prudent.

En revanche, pas de pitié pour le vaincu, Caillaux, le seul qui pouvait incarner une alternative au Tigre en 1917 : il est arrêté pour trahison en janvier 1918 et enfermé dans une cellule éclairée jour et nuit. Il n'y a rien dans son dossier judiciaire, mais le garde des Sceaux, Édouard Ignace, est l'âme damnée de Clemenceau et il faut montrer aux Français qu'ils disposent d'un gouvernement à poigne. En effet, l'annonce de l'arrestation de Caillaux vaut à Clemenceau un surcroît de popularité. On ne prête qu'aux forts et aux puissants. Peu importe que l'ancien président du Parti radical soit innocent, tout est dans la « communication » et dans le symbole. Pas rancunier pour un sou, Caillaux dira plus tard, après trois ans de prison pour rien, « j'aurais fait comme lui », mais en sens inverse bien sûr. Malvy, qui ne voulait pas connaître le sort pitoyable de Caillaux, préfère en appeler à la Haute Cour pour qu'on le lave de l'accusation de trahison dont l'extrême droite le poursuit. Mal lui en prend : le Sénat, constitué en Haute Cour, le condamne à cinq ans de bannissement. Cela ne plaisante pas sous Clemenceau, la justice est aux ordres, tout comme le Parlement, et malheur à celui qui ne se courbe pas devant le maître. Aristide Briand, lui-même, reste plongé dans le silence, menacé d'être la prochaine victime du Tigre s'il ose le contredire.



Les socialistes ont parlé de « dictature Clemenceau » pour désigner la pratique du pouvoir d'un homme fort pour qui la fin justifie les moyens, et l'économiste britannique Keynes l'a dépeint comme un « Bismarck français ». En fait, le pouvoir légal est resté dans les mains du Parlement, qui pouvait renverser Clemenceau à tout moment. Il ne l'a pas voulu et s'est complètement soumis à un homme appuyé par l'opinion. À proprement parler, il n'y a donc pas de dictature... mais une abdication de la République parlementaire. Là aussi, la fin justifiait les moyens. Clemenceau faisait peur, mais il promettait la victoire. Ce n'était pas rien !



Figure 18-4 :
Quand cela barde, les Français se trouvent un sauveur. Pour un libre penseur comme Clemenceau qui ne mettait jamais les pieds dans une église, être comparé à Jeanne d'Arc est assez savoureux !

« Je fais la guerre »

Avec Clemenceau, on sait où l'on va. Cela n'a pas toujours été le cas sous les gouvernements précédents et de cela, les Français lui sont reconnaissants. La politique de Clemenceau tient en effet en ces quatre mots, « je fais la guerre », comme le souligne son fameux discours du 8 mars 1918 :

« Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure, je fais la guerre ; politique extérieure, je fais la guerre. [...] Je continue de faire la guerre et je

continuerai de faire la guerre, et je continuerai jusqu'au dernier quart d'heure. »

Un proverbe japonais affirme que la victoire appartient à celui qui croit à la victoire un quart d'heure de plus que son adversaire. Voilà qui est de bon augure pour les Français. Ils ont justement besoin de se requinquer le moral avec la défection brutale de la Russie, leur alliée, qui, depuis octobre 1917 et sous la conduite de Lénine, tourne le dos à l'affrontement européen.

Chapitre 19

De la guerre nationale à la guerre idéologique

Dans ce chapitre :

- Les États-Unis entrent en guerre
- La révolution bolchevique

En 1914, la guerre est une affaire d'intérêts nationaux tout à fait divers que l'on dissimule sous les grands mots ronflants de « droit », de « civilisation » et de « justice ». Mais en 1917, la guerre change de nature : avec l'intervention des États-Unis en avril 1917, un pays qui n'a aucune ambition annexionniste et qui ne se bat que pour des idéaux, le conflit entre dans une dimension plus idéologique. Ce glissement est définitif avec la révolution bolchevique russe, en octobre 1917, qui transforme la guerre en un conflit entre capitalisme impérialiste et communisme prolétarien. Tout change donc en 1917, car ce sont deux visions de l'avenir qui s'invitent dans la bataille, et les Européens sont loin d'être débarrassés de ces deux messianismes, de ces deux projets de réorganisation du monde. Elle ne le sait pas encore, mais l'Europe est en train de perdre la main, l'avenir est déjà à Washington ou à Moscou. En s'entr'égorgeant avec entrain, les Européens ont creusé leur tombeau : ils étaient le centre du monde, ils seront bientôt les spectateurs du XX^e siècle.

L'intervention américaine : la croisade démocratique

Depuis 1823, les États-Unis organisent leur diplomatie autour de la doctrine de Monroe, qui peut se résumer sous cette formule : « L'Amérique aux Américains. » Les Européens ne doivent pas fourrer leur nez dans les affaires du Nouveau Monde, en contrepartie, les États-Unis se contrefichent

pas mal des affaires européennes. D'ailleurs, au milieu du XIX^e siècle, ils ne pèsent pas lourd, ni militairement ni diplomatiquement, mais avec la révolution industrielle et l'afflux constant d'immigrés, le pays neuf devient en 1914 la plus grande puissance industrielle du monde. Sur le plan financier, néanmoins, l'Oncle Sam n'est pas encore autonome, dépendant des capitaux de l'Europe occidentale, banquièrisme du monde. Mais cela ne va pas tarder !

Quand la guerre survient, les États-Unis, dirigés par le président démocrate Woodrow Wilson depuis 1912, ne dérogent pas à leur sacro-sainte règle de l'isolationnisme. Pas question d'intervenir ! Ces vieilles nations qui s'étripent ne donnent pas un beau spectacle et confortent les Américains dans l'idée que l'avenir n'est pas dans le Vieux Continent, gangrené par la haine. À l'élection présidentielle de novembre 1916, Wilson fait campagne sur la paix et se présente même comme le candidat du pacifisme intégral par rapport à son adversaire républicain : « Si vous voulez la guerre, votez Hughes. Si vous voulez la paix, votez Wilson. » Et pourtant, quelques mois plus tard, le 3 février 1917, Washington rompt ses relations diplomatiques avec Berlin. Comment expliquer ce revirement ?

La neutralité américaine coulée par les Allemands

Pour rompre le blocus maritime britannique, on s'en souvient (voir chapitre 7), les Allemands misent sur la guerre sous-marine et coulent tout ce qui flotte avant de se faire taper sur les doigts par Wilson, le 13 mai 1915, après le torpillage du paquebot *Lusitania*. Pour éviter de faire des vagues, Guillaume II a rassuré Wilson au mois de juin suivant et a donné un coup d'arrêt à la guerre sous-marine, au grand dam de l'amiral von Tirpitz. On ne pourra plus couler que des navires militaires, les bateaux civils et commerciaux seront épargnés. C'est bien beau, persifle-t-on dans l'état-major, mais si l'on n'interrompt pas les approvisionnements des Français et des Anglais, cela ne sert pas à grand-chose d'avoir des sous-marins. Aussi, en février 1916, l'amiral Tirpitz relance-t-il discrètement les torpillages, mais, devant la colère américaine, Guillaume II lui ordonne de ne plus prendre d'initiative.

En janvier 1917 pourtant, l'Allemagne décide de reprendre la guerre sous-marine, et à outrance cette fois. Avec une flotte renforcée de 154 U-Boote, elle pense briser le commerce et le moral des Britanniques comme des Français. Bien sûr, cela va susciter une réaction vive des États-Unis, dont le commerce avec Londres et Paris a quadruplé depuis 1914, mais le risque est assumé : en frappant fort, l'Allemagne imagine qu'elle a une chance de hâter la fin du conflit et assume la possibilité de l'entrée en guerre des États-Unis. C'est que la jeune nation du continent neuf ne leur fait pas

trop peur : avec une armée de 140 000 hommes seulement, les soldats de l'Oncle Sam font plutôt rigoler les millions d'Allemands dans les tranchées. Et puis il faudra du temps pour que Washington transporte ses troupes et son matériel en France, autant dire des mois sinon des années, et d'ici là la guerre sera terminée. L'Allemagne prend donc le risque de la guerre. Elle a tort.

Le 3 février 1917, Wilson, que l'on croit à tort pacifiste, rompt les relations diplomatiques avec Berlin. Mais l'opinion américaine n'est toujours pas gagnée à la cause de la guerre et l'idée de se battre pour la « liberté des mers » est trop abstraite pour emporter l'adhésion. Une nouvelle erreur de Berlin permet opportunément de convaincre définitivement les Américains d'intervenir : le télégramme Zimmermann.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La goutte d'eau qui fait déborder le vase

Le 16 janvier 1917, le secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères envoie un télégramme codé à l'ambassadeur à Mexico pour lui demander de proposer au Mexique une alliance avec les puissances centrales dans le cas où les États-Unis entreraient en guerre. En échange de ces bons services, Berlin promet de lui redonner ses provinces perdues en

1848, Californie, Nouveau-Mexique, Arizona... Déchiffré par les services secrets britanniques, le télégramme est remis à Wilson, qui le rend public le 1^{er} mars. C'est le scandale ! En plus, les Allemands s'étaient servis d'un câble prêté par les États-Unis pour télégraphier ce message. Ces Allemands, quels goujats !

Les 4 et 6 avril, le Sénat et la Chambre des représentants votent la guerre. Pour la première fois, les États-Unis interviennent en dehors du continent américain... Ce ne sera pas la dernière.

Un allié bienvenu mais encombrant

Les alliés avaient déjà donné un air de croisade démocratique à la guerre, mais comment les croire, eux qui avaient dans leur camp la Russie tsariste, l'État le plus autoritaire de toute l'Europe qui ne cachait pas ses visées annexionnistes dans les Balkans et dans l'Empire ottoman ? Les Français eux-mêmes, qui prennent des poses de Justice outragée, rêvent de démembrer l'Allemagne et de lui prendre la Rhénanie en plus de l'Alsace-Lorraine. Les Anglais n'ont officiellement aucune requête territoriale, mais ils ont bien l'intention de refaire la carte de l'Europe dans leur propre intérêt, celui de l'équilibre européen, pour ne pas laisser les mains libres aux Russes et aux Français. Quant aux Italiens, ils ne sont entrés dans la

danse que pour dépouiller l'Autriche-Hongrie. On imagine donc à quel point l'intervention des États-Unis suscite une joie ambiguë dans les gouvernements alliés.

Wilson est en effet le seul chef d'État sans arrière-pensées, lui qui n'a aucune ambition de conquête et qui croit que l'on peut bâtir une paix définitive pour peu qu'elle soit fondée sur les principes de liberté des peuples. Dès le 2 avril, devant le Congrès, le président démocrate a fixé sa ligne de conduite, qui ne bougera plus : « Nous devons lutter pour la paix du monde et la liberté de ses peuples, y compris celle du peuple allemand. [...] Le droit est plus précieux que la paix. Le jour est venu où l'Amérique doit verser son sang et utiliser sa puissance pour les principes qui l'ont fait naître. » Et il se trouvera deux millions de volontaires pour répondre à l'appel de l'Oncle Sam, alors même que le sol national n'est pas en danger. Au demeurant, même aux États-Unis, les idées les plus belles peuvent aussi se combiner avec le parfum des dollars : en 1917, les alliés sont tellement endettés auprès des États-Unis que Washington est désormais intéressé par leur victoire s'il veut revoir un jour son argent. Et les Allemands ont eu tort de frapper la nation commerciale au cœur, c'est-à-dire au portemonnaie en coulant les navires de commerce transatlantique. Quoi qu'il en soit, Londres, Paris et Rome applaudissent, mais s'inquiètent des intentions de ce généreux rêveur qui risque de les empêcher d'annexer en rond. Les intérêts nationaux et les grands principes ne font pas toujours bon ménage !



« Les 14 points » ou l'idéalisme wilsonien en marche

Dans un message au Congrès, le 8 janvier 1918, Wilson fait connaître ses buts de guerre en 14 points : liberté des mers, évacuation des territoires occupés, souveraineté belge, « réparation du tort causé à la France en 1871 » (et non annexion de l'Alsace-Lorraine par la France), création d'une Pologne avec un accès à la mer, liberté des peuples de l'Empire ottoman et de l'Autriche-Hongrie à disposer

d'eux-mêmes, etc., et surtout, au 14^e point, création d'une Société des Nations garantissant la paix par l'arbitrage et la sécurité collective. Officiellement, les Français approuvent, mais pour Clemenceau l'essentiel est de gagner la guerre... On verra bien après quand il s'agira de négocier la paix. Il est trop tôt, en janvier 1918, pour s'étriper autour d'une peau d'ours qui n'est pas encore tué.

« La Fayette, nous voici ! »

En attendant, il faut former les soldats américains à la guerre moderne, eux qui ne connaissent que la guerre de mouvement et qui ignorent tout des tranchées. Et cela prend du temps, car équiper et faire traverser l'Atlantique à des centaines de milliers de soldats ne se fait pas en un jour : les premiers contingents débarquent à Saint-Nazaire en juin 1917 et, sous la conduite du général Pershing, peuvent récolter les honneurs d'un défilé le 4 juillet dans les rues de Paris, pavoisé aux couleurs américaines. « La Fayette, nous voici ! » s'écrie le général Pershing, soulignant que l'entrée en guerre de 1917 n'est autre que le juste paiement d'une dette datant de l'intervention française de 1778 aux côtés des insurgés américains contre la couronne britannique. À l'époque, en effet, c'est le Français La Fayette qui conduisait les troupes du roi Louis XVI en faveur de l'indépendance américaine. Comme quoi, même les vieilles dettes se paient un jour.

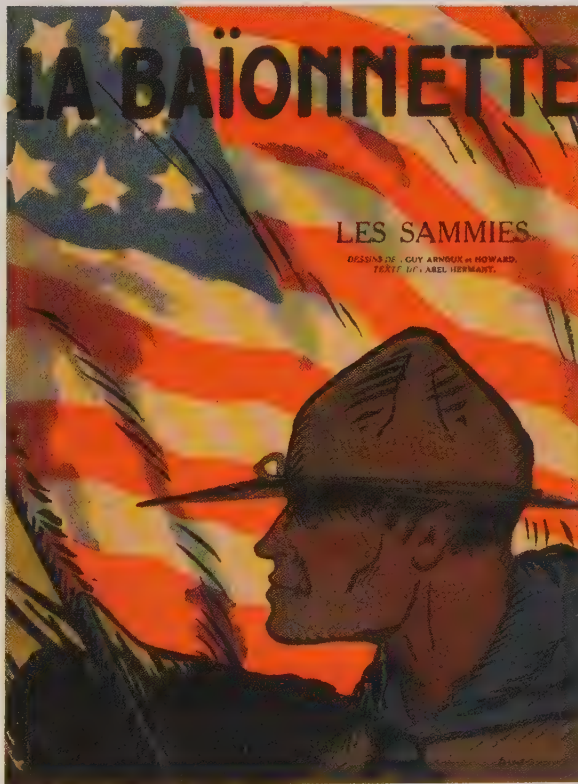


Figure 19-1 : Souvent décrits comme lâches et pusillanimes avant 1917, les Américains sont subitement dépeints comme virils et déterminés depuis qu'ils ont pris les armes.

LE SAVEZ-VOUS ?



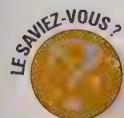
Avant la chaleur, la surprise

À l'inverse de ce qui se produit le 4 juillet à Paris, l'accueil des habitants de Saint-Nazaire au débarquement des premiers Américains, le 26 juin, est des plus réservés. Pas un drapeau dans la ville, pas d'applaudissements, pas de félicitations, juste de l'étonnement. Et pour cause : par mesure de sécurité, l'arrivée des Américains a été tenue secrète. C'est donc la surprise qui domine le premier jour. La population se rattrapera, les cours de langue anglaise qui se multiplient en sont la preuve. Les mauvaises langues affirment que cet

engouement soudain pour l'anglais est le fait de jeunes filles qui ont dans l'idée d'épouser un Américain ! De leur côté, les *Sammies* ont aussi un penchant pour les Françaises, mais ils ont la fâcheuse manie de considérer toutes les femmes comme des prostituées : dans un manuel de conversation franco-américain, on trouve les phrases « Bonjour mademoiselle », « Comment allez-vous ? », « Parlez-vous anglais ? », suivies de la question « C'est combien ? » !!! Ça, c'est de la conversation !

En tout cas, les Allemands ont eu tort de sous-estimer la capacité des États-Unis à mobiliser leur population et leur industrie : en octobre 1917, ils sont déjà 80 000 en France, 140 000 en décembre, 1 million en juillet 1918 et près de 2 millions en novembre 1918, quand retentit l'armistice.

L'acclimatation ne se fait pas sans difficultés, notamment quelques frictions avec les poilus qui sont jaloux des 7 francs de solde des *Sammies*, quand eux-mêmes ne touchent que 10 centimes, et de leurs succès auprès de la gent féminine. Quelques problèmes de susceptibilité également entre officiers, les Français espérant amalgamer les troupes américaines dans leurs unités et Pershing préférant se battre dans une armée autonome. Pour ménager l'orgueil des volontaires du Nouveau Monde, Pershing obtient gain de cause et, en juillet 1918, la 1^{re} armée américaine – rattachée à l'armée française – est créée. Comme cela, tout le monde est content.



L'enfant du dessert : un exemple de mésentente franco-américaine

Un des grands sujets d'incompréhension entre Paris et Washington tourne autour du comportement de la population française à l'égard des Noirs. La France coloniale, qui vante la force de son empire et de ses tirailleurs sénégalais et qui compte plusieurs députés antillais mais aussi un élu africain dans son Assemblée, n'a pas les réflexes ségrégationnistes des Américains. Les civils, et en l'occurrence les femmes civiles, serrent les mains des soldats noirs, leur offrent à boire, les femmes les embrassent... un comportement familial qui irrite le commandement américain, pour qui les Blancs ne doivent pas se montrer proches des Noirs. L'affaire de la couverture de *La Vie parisienne* donne l'occasion d'une explication de texte au couteau entre les deux états-majors : le 22 juillet 1918, cet hebdomadaire illustré publie en couverture un dessin représentant une femme attablée en compagnie d'un soldat

noir avec pour légende « L'enfant du dessert ». Colère de l'état-major américain, qui convoque l'officier de liaison Metz-Noblat : « Votre censure est folle de laisser publier de pareilles choses ; nos Noirs achètent cela et vont l'envoyer chez eux en disant : voilà la façon dont nous sommes accueillis en France », lui crie le lieutenant Barney, qui craint pour l'avenir de la ségrégation raciale aux États-Unis. Comme l'officier de liaison préconise alors à ses supérieurs français d'adopter des mesures racistes pour plaire aux Américains, il se fait convoquer et passer un savon par l'état-major français. De fait, les soldats noirs américains de retour chez eux conserveront de la France le souvenir d'un pays où les hommes sont égaux. Ce n'était pas tout à fait vrai, mais à côté de la ségrégation raciale américaine, le paternalisme français ressemblait à un paradis.

LA VIE PARISIENNE

LE RETOUR D'UN VAINQUEUR

Dessin de Ch. Roussel.

**Figure 19-2 :**

Ce genre d'illustration, assez courante dans *La Vie Parisienne*, énerve particulièrement les Américains pour qui les Noirs et les Blancs doivent être séparés, a fortiori les Noirs et les Blanches !

— Tu verras, mon Othello, qu'il n'y a pas qu'en musique qu'une blanche vaut deux noires !

Les États-Unis ont-ils gagné la guerre ?



L'apport américain a-t-il permis aux Français de remporter la guerre ? Si l'on s'en réfère aux combats, on remarque que les *Sammies* ne se sont battus que tardivement – la bataille de Saint-Mihiel, en septembre 1918, est leur premier fait d'armes – et que leurs pertes sont très limitées par rapport à celles des Français. Avec 100 000 morts, contre 1 400 000 morts français, il est clair que l'effort fondamental n'a pas été fourni par eux. De même, la retraite allemande a été initiée en juillet 1918, avant même que le corps expéditionnaire de Pershing n'entre véritablement en ligne.

Et pourtant l'apport des États-Unis a été essentiel : l'intervention de la grande nation a réconforté un moral chancelant et a donné aux alliés l'assurance de la supériorité dans l'avenir. Les réserves financières, industrielles et humaines sont désormais immenses pour les alliés, et il leur suffit de tenir en attendant que le potentiel américain se fasse sentir. C'est ainsi qu'il faut comprendre la célèbre phrase de Pétain : « J'attends les chars et les Américains. » Il faudra attendre encore longtemps, certes, mais la victoire ne peut plus échapper aux alliés. Les Allemands, eux, n'ont plus aucune réserve. Ils n'ont plus d'argent, ils n'ont pas assez à manger, tous les hommes valides sont mobilisés. À court ou moyen terme, ils sont condamnés... à moins qu'ils ne prennent les alliés de vitesse, à l'est d'abord, puis à l'ouest.

Les révolutions russes : de la guerre impérialiste à la guerre sociale

Au début de l'année 1917, la Russie n'y tient plus. Dans ce pays arriéré où la démocratie n'existe pas, les paysans ne savent même pas pourquoi ils se battent. Le patriotisme est une vague notion qui sent l'escroquerie à plein nez. L'armée, sous-équipée, s'écroule sur elle-même, le mythe du rouleau compresseur russe s'est évanoui depuis belle lurette et le camp des adversaires de la monarchie absolue se renforce de jour en jour, surtout dans les villes où les pénuries et les privations s'abattent sur la population. L'État tsariste n'est plus qu'une fiction, il suffit d'une secousse pour qu'il se désagrège... mais la République qui le remplace est tout autant fragile ! Pour les marxistes, l'heure est aussi venue de forcer le destin.

Février 1917 : répétition générale

Alors que tout s'effondre autour de lui et que l'armée « vote avec ses pieds », c'est-à-dire déserte en masse, Nicolas II s'enferme dans l'arrogance. À l'ambassadeur britannique qui lui conseille de se rapprocher de son peuple, il répond avec morgue : « Pensez-vous que, moi, je doive regagner la confiance de mon peuple, ou que lui doive regagner ma confiance ? » Le tsar n'est assurément pas un idiot, mais, élevé dans le culte du pouvoir absolu, il ne comprend plus le monde dans lequel il vit et s'étonne d'être détesté. Il faut dire qu'il est mal conseillé.



Raspoutine, l'âme damnée du tsarisme finissant

Cet alcoolique qui aime autant les femmes que la religion porte bien son surnom de Raspoutine, qui signifie « débauché » en russe. Mystique, se faisant passer pour un petit saint, ce paysan devenu moine est le maître occulte du pays depuis qu'il soigne le tsarévitch, le prince héritier, qui souffre d'hémophilie. Après avoir tout essayé, médecine occidentale comme potions magiques, la tsarine s'est tournée vers Raspoutine. Comme la santé du prince s'améliore, ce qui relève du pur hasard, la tsarine est reconnaissante envers le moine et exécute le moindre de ses désirs. Nicolas II est en effet un souverain faible qui se laisse convaincre par son

entourage et surtout par sa femme. L'influence de Raspoutine est réelle : de 1915 à 1916, il a fait remplacer les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, et même le commandant en chef des armées et le président du Conseil. Ce petit dictateur de l'ombre entraîne le pays dans la voie de l'autoritarisme renforcé, autrement dit au casse-pipe étant donné le mécontentement politique et social qui grandit. Le 30 décembre 1916, il est assassiné par le prince Youssouпов. Mais la mort du « débauché » ne change rien à la situation, car le pays est entré dans une phase de déliquescence.

En février 1917 (le calendrier russe julien a 13 jours de retard sur le calendrier européen grégorien, que nous retenons ici), les grèves se multiplient, les boulangeries sont pillées par la foule, et le gouvernement ne répond à l'émeute que par la force en envoyant ses soldats tirer dans le tas pour rétablir l'ordre. Le 11 mars, il y a 200 tués parmi la population de Petrograd. Mais c'est terminé : les soldats ne veulent plus massacrer des Russes affamés et préfèrent les jours suivants abattre leurs officiers qui leur donnent l'ordre de tirer. Quand l'armée et la police n'obéissent plus, il n'y a plus d'autorité qui tienne : le tsar est contraint à l'abdication le 15 mars.

Vive la République russe ! En France, où l'on veut croire que la Russie se battra avec plus d'ardeur dans la liberté que sous la monarchie absolue, on applaudit officiellement au changement de régime tandis que la presse se livre à des comparaisons historiques hasardeuses : « C'est le 1789 russe », écrit *Le Matin*, et l'énergique Kerenski, ministre de la Guerre du gouvernement provisoire russe, est un nouveau Mirabeau. Il ne s'agit pas du tout de cela, les dirigeants français le savent bien, de plus en plus inquiets devant la pagaille dans laquelle s'enfonce la Russie : « La Russie oublie la guerre pour ne songer qu'à la révolution », s'étrangle Poincaré.

En effet, la Russie hésite entre continuer la guerre, comme le souhaite le gouvernement provisoire du prince Lvov, et négocier une paix de compromis, comme l'exige le soviet de Petrograd, les deux têtes du pouvoir russe depuis mars 1917. Après quelques remaniements ministériels, le gouvernement provisoire s'ouvre à toutes les factions de gauche, y compris aux socialistes révolutionnaires et aux marxistes tendance « menchevik »,

et affirme qu'il est favorable à une paix sans annexions ni indemnités... tout en continuant la guerre. Seuls les bolcheviques, autour de Lénine, réclament la paix immédiate tout en préparant une seconde révolution sociale : « Ou c'est la révolution qui tuera la guerre, ou c'est la guerre qui tuera la révolution. » La guerre change de nature, ramenée à l'affrontement complice des impérialismes contre l'émancipation des peuples. Ce n'est plus tout à fait la conception qu'en avaient les belligérants en 1914 !



Bolcheviques et mencheviques : quèsaco ?

En 1903, le petit parti marxiste russe, clandestin et persécuté par la police, se réunit à Londres et se divise en deux tendances, les bolcheviques (majoritaires) et les mencheviques (minoritaires) : au centre de la division, une querelle sur l'interprétation du marxisme. Les mencheviques considèrent qu'il faut scrupuleusement respecter la pensée de Marx sur l'évolution de l'histoire par étapes et sont persuadés que la Russie ne pourra pas passer du féodalisme au socialisme sans passer par l'étape du capitalisme.

Les bolcheviques, déjà conduits par Vladimir Oulianov, plus connu sous son nom de guerre Lénine, pensent que si l'occasion se présente il faut faire la révolution et prendre le pouvoir, et tant pis pour l'étape capitaliste. Cette querelle stratégique, apparemment plus formelle que fondamentale, conduit à deux attitudes lors de la révolution républicaine : les uns acceptent de soutenir le gouvernement provisoire, les autres le combattent et espèrent le renverser par une révolution socialiste.

Pour l'heure, les bolcheviques sont une poignée, mais ils sont de plus en plus convaincants car les seuls à exiger la fin de la guerre, et des réformes sociales immédiates, comme la journée de huit heures ou le partage des terres des grands propriétaires, quand Kerenski, le véritable maître du gouvernement provisoire, repousse les réformes après la paix et continue la guerre. C'est là sa grande erreur : sur les 10 millions de soldats qui tenaient peu ou prou les tranchées en janvier 1917, il n'y en a plus que 7 millions en mai tant les désertions sont massives. La dernière offensive, lancée fin juin 1917, est un fiasco complet. Les Allemands avancent de 150 kilomètres et s'emparent de Riga, la capitale de la Lettonie.

À Berlin, où l'on sait bien que la Russie est démoralisée, on fait tout pour renforcer son effondrement : quand Lénine, le leader des bolcheviques réfugié en Suisse, demande un visa pour traverser l'Allemagne afin de revenir dans son pays en révolution, il l'obtient en six jours, un record ! Les Allemands font mieux encore : ils lui font traverser le pays... dans un wagon plombé ! Mettre le désordre chez l'ennemi, c'est une chose, mais que le révolutionnaire puisse s'entretenir avec des socialistes allemands est un risque qu'il ne faut pas courir. La révolution n'est une alliée que si elle a lieu chez les autres ! Le calcul n'est pas mauvais : arrivé à Petrograd en avril, Lénine tente un coup d'État en juillet. Raté. Le pouvoir n'est pas encore mûr et Lénine doit s'enfuir en Finlande pour éviter l'arrestation.

Kerenski, qui aurait pu saisir cette occasion pour en finir avec les bolcheviques, est contraint d'interrompre sa répression quand un général réactionnaire décide de marcher sur Petrograd pour y restaurer un ordre en sa faveur. Afin de résister à ce coup d'État militaire, Kerenski fait appel à toutes les bonnes volontés, y compris aux bolcheviques. Bref, le pouvoir du gouvernement populaire est aux abois, menacé sur sa gauche comme sur sa droite tandis que les Russes n'en peuvent plus.

Octobre rouge

Dans la nuit du 6 au 7 novembre (ou 24 au 25 octobre en calendrier julien), les bolcheviques tentent une nouvelle fois leur chance. Cette fois-ci, le pouvoir tombe dans leurs mains comme un fruit mûr. Kerenski n'avait plus de soutien : échappé de Petrograd, il tente de rassembler une armée pour reprendre la ville et, comme il ne parvient pas à convaincre les généraux tsaristes qui n'aiment pas la république, il ne réunit que... quelques centaines d'hommes qui ne peuvent même pas être dirigés sur la capitale à cause d'une grève des employés du chemin de fer. Pire, pour échapper à l'arrestation, Kerenski fuit déguisé en matelot. Quelle fin humiliante ! L'erreur de Kerenski fut de ne pas comprendre que les masses aspiraient à une seule chose, la paix. Lénine, lui, l'a bien compris.



Figure 19-3 :

La prise du palais d'Hiver à Petrograd. Le pouvoir est désormais dans les mains des bolcheviques.

La paix ? En fait, Lénine ne croit pas à la possibilité de survie de la révolution russe si elle n'est pas accompagnée de la révolution européenne. Pour lui, pas de mystère, la guerre capitaliste doit se transformer en guerre révolutionnaire. Il l'affirme depuis Zimmerwald en 1915. L'ennemi n'étant pas national mais interne à chaque nation, la guerre sociale doit se substituer à la guerre nationale. L'affrontement idéologique communisme/capitalisme se substitue à celui des pays : on entre pleinement dans le ^{xx}e siècle.

Le problème pour Lénine est que cette révolution générale se fait attendre, malgré ses appels répétés qui ne sont pas entendus. Il lui faut donc sauver les meubles et, à défaut de soulèvement européen, conclure la paix avec les Allemands. Le 15 décembre 1917, un armistice est conclu à Brest-Litovsk et les négociations de paix commencent. Les appétits allemands sont immenses et Lénine, à la tête d'un pays affaibli et qu'il ne contrôle pas complètement, n'est pas en état de leur résister : le 3 mars 1918, par la paix de Brest-Litovsk, les Allemands annexent la Pologne russe et les pays Baltes... tout en rêvant de s'emparer de l'Ukraine si le désordre continue à régner en Russie. Pour les bolcheviques, ces concessions n'ont pas d'importance puisque la révolution européenne est pour eux très proche et que les frontières seront abolies dans peu de temps. Pour l'heure, il est urgent de sauver la seule révolution qui existe, le reste n'a pas d'importance car, ou la révolution sera mondiale ou elle ne sera pas.

En définitive, le monde a changé au cours de l'année 1917 : les États-Unis se révèlent une puissance mondiale et se mêlent des affaires européennes en y apportant leur grain de sel, et la guerre nationale se double d'une guerre idéologique entre capitalisme et communisme, au-dessus des nations. Les Européens ont beau se bercer d'illusions sur le retour à la normale après la paix, plus rien ne sera comme avant.

Cinquième partie

La victoire en déchantant



Dans cette partie...

L'année 1917 a été celle des grandes hésitations, des bouleversements, mais aussi l'année décisive qui conditionne l'avenir du conflit. Avec l'intervention américaine, les alliés savent qu'ils ont désormais d'immenses réserves et que la victoire est au bout du chemin, en 1918 voire en 1919, s'ils arrivent à tenir d'ici là. Les Allemands, qui jouent une course contre la montre, savent qu'ils sont épuisés et qu'ils ne tiendront pas longtemps, mais, maintenant qu'ils sont débarrassés des Russes sur leur front est, ils peuvent reporter toutes leurs forces sur le front ouest et lancer la dernière grande offensive qui doit enfoncer les lignes françaises. De la réussite ou de l'échec de cette attaque dépend le sort de la guerre. En juillet, les Allemands ont échoué. La guerre est finie, les empires centraux s'écroulent et une nouvelle Europe se reconstruit sur les décombres de celle de 1914. Mais les alliés ont tort de se réjouir bruyamment au soir du 11 novembre 1918 : il est plus facile de gagner la guerre que de gagner la paix !

Chapitre 20

Dernières cartouches allemandes

Dans ce chapitre :

- L'offensive allemande de la dernière chance
- La contre-attaque alliée
- Berlin acculé à l'armistice

L'opportune révolution russe donne l'avantage à l'Allemagne. En ramenant tous ses hommes en France, le quartier-maître Erich von Ludendorff, le véritable stratège de l'armée allemande, dispose de 190 divisions face à 170 divisions alliées. Mais cet avantage ne va pas durer : en juillet 1918, au rythme des arrivées des soldats américains, l'équilibre sera atteint et à la fin de 1918 l'avantage sera pour les alliés. Il faut donc choisir entre camper sur ses positions, résister jusqu'au bout, pendant des années peut-être, au moyen d'une tactique défensive, ou attaquer en profitant de la supériorité momentanée en hommes et en artillerie. Le bouillant Ludendorff obtient carte blanche pour l'offensive, celle de la dernière chance. Après, tout sera joué.

Ça passe ou ça casse

Le 21 mars 1918, à peine plus de deux semaines après la paix de Brest-Litovsk, qui lui donne les mains libres sur le front ouest, Ludendorff déclenche l'ultime offensive allemande. C'est quitte ou double.

Ça commence par passer

Où attaquer ? En examinant attentivement la carte des opérations, le stratège allemand choisit la région de Saint-Quentin à l'endroit le plus faible

du front allié. Pourquoi le plus faible ? Parce qu'il s'agit du point de jonction des deux armées française et anglaise. En pariant sur une mésentente sinon un flottement dans le commandement et la prise de décision, il espère opérer la percée.

Côté franco-anglais, on s'attend naturellement à l'offensive allemande depuis que la Russie s'est retirée du conflit et que l'Italie, en octobre 1917, s'est fait étriller à Caporetto et n'est plus en état de quoi que ce soit. Au début de l'année 1918, les Français sont donc dans l'angoisse, surtout qu'ils ne savent absolument pas où Ludendorff a décidé de frapper, car il a fait marcher ses troupes et son artillerie de nuit et les a dissimulées le jour à l'observation aérienne. La surprise est pour lui un des ingrédients d'une attaque réussie.

Et c'est le cas. Le 21 mars, après cinq heures de préparation d'artillerie lourde, avec une utilisation massive des gaz, des unités d'assaut suréquipées et autonomes sortent des tranchées en bénéficiant du feu roulant de l'artillerie légère : elles contournent les poches de résistance et s'enfilent dans les brèches du front ennemi pour reformer des lignes ensuite et précipiter le retrait ennemi. Surtout, elles ne reçoivent plus d'ordre de l'arrière, appréciant elles-mêmes la situation et le meilleur moyen d'atteindre les objectifs. Pour la première fois à l'ouest, la guerre sort des tranchées et renoue avec le mouvement : au soir du 21 mars, les Allemands ont avancé de 6 kilomètres, et de 60 kilomètres en quinze jours. Du jamais vu !

Panique à Compiègne

Au GQG du commandant en chef Philippe Pétain, à Compiègne, c'est le pessimisme général. La percée de Saint-Quentin crée un coin qui menace de couper la jonction entre les deux armées française et anglaise. Les Allemands avancent rapidement sur Amiens et s'ils prennent la ville, la rupture du front sera réussie et les Britanniques seront tentés de se replier au nord pour protéger les ports de la Manche quand les Français se replieront au sud pour protéger la capitale. Le plan allemand marche du tonnerre et Pétain perd le moral : « Les Allemands battront les Anglais en rase campagne, après quoi ils nous battront aussi », ose-t-il dire à Raymond Poincaré, qui en a le souffle coupé. Georges Clemenceau, qui vient rencontrer Pétain à Compiègne, le 23 mars, est lui-même ébranlé par le défaitisme du général : « Il faut vraiment avoir l'âme chevillée au corps pour garder confiance », confie-t-il à son retour à Paris, alors qu'il est invité à envisager l'évacuation de la capitale.

Gotha et grosse Bertha

Quand les chefs eux-mêmes perdent le moral, il ne faut pas attendre autre chose des civils, dont beaucoup, environ 200 000, décident de

quitter Paris pour s'en aller faire un séjour dans le Midi, moins exposé. Ce n'est pas seulement l'offensive allemande qui les décide, mais aussi les bombardements répétés de la capitale.

Des bombardements, Paris en a connu depuis le 1^{er} septembre 1914, mais à partir de janvier 1918, les Allemands utilisent la méthode des raids en envoyant des formations de Gotha, des machines volantes qui peuvent transporter chacune 600 kilos de bombes, pour terroriser la capitale. Trois raids successifs, les 31 janvier, 8 et 11 mars 1918, ont ainsi déversé 460 bombes et provoqué l'affolement dans Paris.



Comment se protéger ?

À Paris, on enfouit les monuments sous les sacs de sable, on déplace les collections des musées dans les caves, et l'on recouvre les vitres de ruban adhésif. À côté de ces quelques mesures de protection, les lampadaires sont éteints la nuit pour éviter de donner des repères à l'ennemi et la police fait la chasse aux contrevenants qui éclairent leur appartement sans avoir fermé les volets. Quant aux voitures, elles n'ont plus le droit de circuler si leurs phares ne sont pas peints en bleu.

À chaque alerte, la population est invitée à se réfugier dans les caves des immeubles et les stations de métro. Dans celle de Vincennes, le 8 mars, des réfugiés sortent leur accordéon et l'on improvise un bal... Il faut bien passer le temps ! Pour ne pas perdre leur clientèle, les établissements s'adaptent : des restaurants, des cinémas, des théâtres et même des maisons de tolérance aménagent leurs caves. L'actuel Caveau de la République, théâtre de chansonniers, est un de ces abris reconvertis en salles de spectacle. Il n'est pas dit que les Parisiens cesseront de rire pendant que les bombes tombent ! Qui a dit que le moral était au plus bas ?

On peut aussi faire appel au secours de la superstition : au printemps 1918, on s'arrache à la vente deux petites poupées de laine baptisées Nénette et Rintintin, qui s'inspirent d'un dessin de Poulbot datant de l'avant-guerre. Ces deux bouts de chiffon que l'on attache en collier, au poignet ou au revers de la veste, sont curieusement censés assurer une protection efficace contre les bombes. Le plus drôle est que cette mode de Nénette et Rintintin se propage dans des villes plus tranquilles comme Lyon, Toulouse ou Marseille, grâce à l'arrivée des Parisiens venus trouver un peu de paix loin de la capitale.

Plus sérieusement, les pouvoirs publics réfléchissent à la meilleure façon de mettre fin aux bombardements et imaginent de recréer en plein champ, au nord de Paris, une fausse capitale, avec de fausses rues et avenues éclairées par de vrais lampadaires. La nuit venue, les aviateurs n'y verront que du feu et tomberont dans le panneau, croit-on. Ce projet n'aura pas le temps de voir le jour en raison du retournement de la fortune des armes à partir de l'été 1918.

Mais il y a pire que les bombardements aériens : le bombardement par canons. Les premiers sont en effet limités, les avions n'ayant qu'une petite capacité de transport et pouvant être arrêtés par des tirs de barrage ou encore descendus par la chasse française sur le qui-vive. Un canon, en revanche, rien ou presque ne peut l'arrêter. Mais quel canon pourrait tirer sur Paris à plus de 120 kilomètres de distance ? Il n'en existe aucun en 1914. Comme la guerre est toujours propice en progrès de ce genre, ce qui était irréalisable en 1914 est devenu réalité en 1918. Effectivement, les Allemands ont construit un *Superkanon* qu'ils nomment « Max le long » en hommage à ses 35 mètres de longueur. Ils auraient pu tout aussi bien l'appeler « Max le gros », car avec un poids de 200 tonnes et des obus de 100 kilos chacun, le *Superkanon* construit par l'entreprise Krupp ne fait pas dans la légèreté mais plutôt dans le *Kolossal*. Les Français, qui préfèrent l'irrévérence, le surnommeront « grosse Bertha », en référence à l'héritière de la maison Krupp. Parions qu'elle n'a pas apprécié cette délicatesse !

Le 22 mars 1918, au lendemain de l'offensive lancée par Ludendorff, installé dans la forêt de Crépy-en-Laonnois, à plus de 120 kilomètres de son objectif, il tire son premier obus sur Paris. À intervalles réguliers, avec parfois des pauses de plusieurs jours (le *Superkanon* est fragile et a besoin d'être constamment entretenu), des obus tombent sur la ville, créant une atmosphère de terreur.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Un canon ? Vous déraisonnez !

Quand le 22 mars 1918, à 7 h 20, le premier obus est tiré sur la capitale, les Parisiens ne veulent pas croire à la possibilité d'un canon. « C'est un avion », affirment les communiqués du bureau d'information militaire. Bizarre. L'alerte n'a pas retenti et personne n'a vu de Gotha dans le ciel. Les Allemands auraient-ils inventé un modèle d'aéroplane volant en haute altitude, à plus de 5 000 mètres ? On le craint. L'énigme s'épaissit quand de nouvelles bombes tombent sur Paris, 21 au total pour cette seule journée, tuant 15 personnes. En examinant des débris d'obus, un spécialiste appelé par Clemenceau en conclut

qu'il s'agit d'un canon à longue portée, car aucun avion ne peut emporter avec lui des obus aussi lourds. Devant cette théorie incroyable, Clemenceau s'écrie : « À Charenton ! » C'est en effet dans cette bourgade de la banlieue que l'on enferme les aliénés. Et pourtant, il faudra bien accepter le prodige technique réalisé par les Allemands. Clemenceau, qui s'écorcherait la langue à reconnaître la supériorité allemande en ce domaine, préférera minimiser le tour de force des industries Krupp : « Une prouesse métallurgique et rien d'autre. » Mais quelle prouesse !



Le but de cette opération n'est évidemment pas militaire, il est psychologique et s'inscrit dans le cadre de la guerre terroriste : il faut démoraliser la population, semer la panique à l'arrière au moment où se joue le sort de la guerre devant Amiens. La fin, encore une fois, justifie les

moyens et tant pis pour les civils. Le 29 mars, un de ces formidables obus tombe sur l'église Saint-Gervais, en plein office du Vendredi saint. Il va sans dire que c'est le carnage : 91 personnes tuées, dont 72 femmes et enfants. Voilà la grande victoire de la grosse Bertha ! Mais les Allemands ont péché par optimisme : voulant profiter de leur percée, ils démontent Max pour le remonter près de Soissons, pour être plus proches de Paris et affiner le tir. Mal leur en prend. L'opération prend du temps et libère Paris de la menace, puis la contre-offensive alliée de juillet oblige les artilleurs à faire machine arrière. En août 1918, Max-Bertha tire ses derniers obus et s'en retourne piteusement en Allemagne.

Figure 20-1 :
La barbarie
allemande
vue par
Forain. Au
fait, les
Français ne
bombardent-
ils pas eux
aussi les
villes du Rhin
par avion ?



Finale^{ment}, ça casse

Depuis le 21 mars, le spectre de la défaite plane sur les alliés. Pour le général Foch, il faut tenir devant Amiens, sans quoi la liaison entre les deux armées française et britannique est rompue et plus rien n'empêchera les Allemands de foncer sur Paris comme de remonter sur Rouen, contraignant les uns et les autres à la retraite. La journée du 24 mars confirme ce pronostic alarmiste et on frôle la catastrophe, du fait de la dualité du commandement : le général Haig, chef des troupes de Sa Royale Majesté, donne l'ordre de couvrir les ports du Pas-de-Calais en cas de rupture, Pétain lui donne l'ordre de couvrir Paris. Il faut remédier d'urgence à cette cacophonie : le 26 mars, les politiques contraignent les militaires

à s'entendre en bombardant Ferdinand Foch commandant de toutes les troupes alliées. Enfin, une seule voix et un seul chef. La stratégie de Foch n'est pas très élaborée : contre-attaquer (ce qui est impossible) et colmater la brèche, en un mot « vaincre devant Amiens ». Facile à dire !

Pourtant, le 30 mars, à Villers-Bretonneux, à 25 kilomètres d'Amiens, les Allemands se heurtent à de nouvelles tranchées qu'ils ne parviennent pas à prendre. Les tanks, qu'ils ont longtemps méprisés, font merveille. Leur offensive s'épuise, alors même que leur objectif est en vue, bombardé par leur artillerie. Mais ils n'iront pas plus loin. « Nous sommes sauvés », soupire le général Fayolle, le 1^{er} avril. Ludendorff, lui, est partagé entre déception et fierté d'avoir bousculé l'ennemi en renouant avec la guerre de mouvement : « Nous avons réussi à faire ce que les Français et les Anglais n'ont pu obtenir. » Une belle façon de transformer un échec en demi-victoire.



Le soldat allemand vaincu par le sauciflard et le pinard

On se souvient qu'à la veille de la bataille de Valmy, qui devait sauver la révolution, en septembre 1792, les Autrichiens n'étaient pas arrivés au mieux de leur forme. Ayant traversé la région champenoise, ils s'étaient gorgés de raisin et en avaient payé le prix par de fortes diarrhées. En mars 1918, c'est encore une affaire de nourriture qui conduit les Allemands à l'échec. Au lieu de foncer droit devant et sans répit, comme il était convenu, les troupes

d'assaut, mal nourries du fait du blocus commercial allié, se sont longuement arrêtées pour déguster les abondantes réserves des intendances française et britannique abandonnées pendant la retraite. Les dépôts de vin conquis dans les bourgs d'Estaires, Merville et Bailleul ont fait plus de mal aux assaillants que les obus français. En tout cas, un temps crucial a ainsi été perdu. La gourmandise, on le sait, est un péché capital !

Ludendorff ne s'avoue pas vaincu

Ses troupes sont bloquées devant Amiens ? Qu'à cela ne tienne, le subordonné du maréchal von Hindenburg a encore des cartouches dans son sac. Il y croit encore et ne laisse aucun répit aux alliés qui subissent le choc : le 9 avril, les Allemands lancent une offensive dans les Flandres, face aux Britanniques, mais en dépit de la surprise, le front se rétablit grâce aux

renforts français après 15 kilomètres de percée. Ce n'était qu'une mise en bouche, car Ludendorff parie sur le Chemin des Dames, où il use encore et toujours de la surprise comme de la supériorité numérique et matérielle : le 27 mai, ce sont en effet trente divisions allemandes qui déferlent subitement sur sept divisions françaises. Là où Nivelles avait massacré la fine fleur de l'armée française sans gagner un pouce de terrain, Ludendorff réussit une incroyable percée, plus éclatante encore que celle du 21 mars. Pas moins de 20 kilomètres conquis en une journée. Non seulement l'Aisne est franchie, mais quatre jours plus tard, le 31 mai, les Allemands s'emparent de Château-Thierry et repassent la Marne ! À Paris, le moral est dans les chaussettes : qui aurait pu imaginer que, quatre ans après 1914, il faudrait encore se battre sur la Marne ? Le 4 juin, Clemenceau est interpellé par la Chambre, mais son inébranlable confiance a raison de ceux qui doutent.

Par chance, il voit juste : les Allemands sont épuisés, ils n'ont plus de réserves en hommes ni en obus. Faute de souffle, ils doivent de nouveau s'arrêter sans jamais réussir à rompre ce front qui recule mais ne s'effondre pas. En Allemagne, les esprits lucides ont compris que cette dernière offensive est le chant du cygne de l'armée du Kaiser et que, faute d'avoir pu gagner brutalement, il n'y a plus d'issue. Kühlmann, le ministre des Affaires étrangères, évoque une victoire impossible et démissionne. La peur change de camp. Qu'à cela ne tienne : Ludendorff n'a pas dit son dernier mot et s'entête. Le 15 juillet, il ordonne une attaque entre Reims et Villers-Cotterêts, lançant dans l'affaire 2 000 batteries d'artillerie et 47 divisions. Mais la surprise n'est cette fois pas du côté que l'on croit, car les Français, qui s'attendaient à ce dernier coup de Jarnac, ont adopté une nouvelle tactique : la véritable défense s'opère sur la deuxième ligne, la première servant à encaisser le choc. Au soir du 15 juillet, Ludendorff constate que ses troupes ont avancé de 5 kilomètres mais qu'elles n'iront pas plus loin, car elles n'ont plus la supériorité, ni en hommes (avec l'arrivée massive des Américains) ni en artillerie, et encore moins en aviation. Le ciel n'est plus bleu mais de plus en plus bleu-blanc-rouge. Cela sent la défaite à plein nez.

C'est le cas : au lieu de reculer sous la déferlante, les alliés contre-attaquent, notamment sous la direction du général Mangin dans la région de Villers-Cotterêts. Pendant trois jours, du 15 au 17, la situation est indécise, mais le 18 les Allemands battent en retraite. Ils perdent 40 kilomètres de terrain et laissent 600 canons. Cette fois, c'en est fini des rêves de gloire de Ludendorff, qui comprend qu'il ne gagnera pas la guerre. À Paris, c'est la joie. La victoire est proche, dit la presse ! Combien de fois a-t-elle lancé cette affirmation depuis 1914 ? Mais cette fois-ci c'est vrai, et tout le monde le sait.

Figure 20-2 :
Les Français
et les Anglais
ont mis le
temps, mais
ils ont réussi
eux aussi
à se doter
d'une solide
artillerie
lourde. Ici,
une pièce de
320 montée
sur che-
min de fer,
expédiant
des obus de
350 kilos à
30 kilomètres
de distance.



Les Allemands sont « fochés »

Ferdinand Foch n'est pas homme subtil : sa ligne de conduite, la seule qu'il défend depuis 1914, consiste à attaquer encore et toujours. Après l'échec de Nivelle en 1917 et la promotion de Pétain, donc des partisans de la stratégie défensive, il a rongé son frein avec impatience, mais depuis le 18 juillet, le voilà libre de frapper puisque l'ennemi n'est plus assez fort pour résister sans lâcher pied. « Le moment est venu de quitter l'attitude défensive pour passer à l'offensive », rabâche-t-il à son entourage. Pour la première fois depuis 1914, le contexte militaire est favorable et le moral de l'arrière s'est redressé d'un coup. Foch est d'ailleurs tellement populaire que Clemenceau, le 6 août, lui accorde le bâton de maréchal pour le récompenser par anticipation de la défaite allemande.



Figure 20-3 :
Considéré
comme le
vainqueur
de la Grande
Guerre, Foch
sera nommé
maréchal
dans trois
pays : la
France, la
Grande-Bre-
tagne et la
Pologne !



Foch ou Fok ?

Bien que né à Tarbes dans une famille pyrénéenne, Foch a un nom d'origine bretonne. On devrait donc le prononcer « Fok » et non « Foche ». En 1914, quand les Français, qui ne connaissaient que Joffre, découvrent le nom de

Foch dans la presse, ils ne savent le prononcer. Par consensus, c'est « Foche » qui l'emporte, car « Fok » sonne un peu trop germanique aux oreilles latines.



Le 8 août, Foch lance une grande offensive franco-britannique en Picardie, entre Albert et Montdidier, appuyée par près de 500 chars. C'est la débâcle allemande, la retraite précipitée sur 15 kilomètres, sans aucune contre-attaque possible. En situation d'infériorité, sans réserves, avec des renforts de soldats de plus de 45 ans, l'armée allemande est cuite. Mais les coups de boutoir de Foch sont insuffisants à expliquer cet effondrement qui fait dire à Ludendorff que le 8 août est « un jour de deuil pour l'armée allemande » : depuis qu'ils savent qu'ils ne peuvent plus gagner la guerre, les *Feldgrau* ont définitivement perdu le moral et se demandent pourquoi il faut mourir puisque c'est désormais inutile. On ne peut plus les faire attaquer, ils envoient balader leurs officiers et se rendent aux alliés quand ils en ont l'occasion. Le 8 août, la majorité des 30 000 prisonniers allemands s'est rendue sans combattre. Comme tout est perdu, se rendre est encore la meilleure façon de sauver sa peau en attendant des jours meilleurs. À l'arrière, c'est la même situation, les jusqu'au-boutistes germains se crêpent les cheveux avec les partisans de la négociation, dans une atmosphère de démoralisation complète. La guerre civile commence à pointer le bout de son nez en Allemagne.

En septembre, cela ne s'arrange pas côté allemand. Encouragé par son succès en Picardie, Foch donne l'ordre d'une attaque générale sur tout le front : Belges, Français, Britanniques, Américains... tout le monde s'élance les 27 et 28 septembre, contraignant l'Allemagne à un recul brutal, mais organisé. La percée attendue par les uns et redoutée par les autres ne s'est pas produite... mais c'est une question de temps. Au rythme de la progression des armées alliées, Foch a prévu que la victoire sera acquise au printemps 1919. Si l'armistice a lieu bien avant, en novembre 1918, c'est parce que les événements se précipitent en septembre-octobre 1918, accélérant l'écroulement de l'Allemagne.

Moins on est de fous, moins on rit

Si l'on regarde la carte des opérations, en septembre 1918, la situation n'apparaît pas si critique : les combats n'ont pas lieu en Allemagne mais en France et dans le nord-est de la Belgique, l'Allemagne occupe de vastes territoires à l'est, pris à la Russie, et elle a le soutien de ses alliés, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et l'Empire ottoman. En un mois, elle les perd un à un, ce qui l'isole dramatiquement et rend l'armistice inévitable. Pour les jusqu'au-boutistes, c'est l'apocalypse.

Cela commence par la Bulgarie, qui s'effondre quand l'armée d'Orient – où se mêlent Français, Anglais, Grecs et Serbes – lance l'offensive, le 15 septembre. Le 29, Sofia rend les armes et signe l'armistice. Et d'un !

Cela continue avec l'Empire ottoman, qui, s'il s'est trouvé un répit dans le Caucase avec la défection des Russes, se trouve enfoncé au sud par le

La fin du calvaire

Depuis août, Ludendorff et Hindenburg ne croient plus en la victoire. Il n'y a pas d'autres solutions que de négocier un armistice, et le plus vite possible, mais pas à n'importe quel prix.

« Je veux sauver mon armée »

Que le commandement réclame à cor et à cri l'armistice ne doit pas surprendre. En demandant aux politiques de prendre la décision de déposer les armes, l'état-major allemand évite la capitulation en rase campagne de l'armée. Ainsi, il pourra toujours prétendre que l'armée a été invaincue et l'honneur sera sauf. Dans le cas où l'armistice ne serait pas conclu, en revanche, la déculottée est inévitable à terme, et c'est cela qu'il faut à tout prix éviter. « Je veux sauver mon armée », prévient Ludendorff. Au dernier moment, les militaires se débarrassent sans vergogne de leur fardeau : « Que les politiques mangent la soupe qu'ils ont fait cuire », ose dire le quartier-maître qui, visiblement, n'aime pas les responsabilités dégradantes.

De son côté, Guillaume II n'y croit plus non plus. En septembre, devant ses collaborateurs, il s'attriste : « Je vois qu'il faut tirer le bilan. Nous sommes à la limite de nos forces, la guerre doit prendre fin. » C'est pourquoi il nomme un libéral partisan de la négociation depuis 1917, Max de Bade, comme nouveau chancelier de l'empire. Pressé par le tandem Hindenburg-Ludendorff, ce dernier envoie une note au président Wilson, le 3 octobre, le priant de « prendre en main le rétablissement de la paix ». Max de Bade n'est pas idiot : en s'adressant à l'homme des « 14 points », il pense que les conditions d'armistice et de paix seront plus équitables qu'en prenant langue avec les Français. De plus il sème la zizanie dans le camp allié, car il va de soi que les Français et les Britanniques n'apprécient guère que Wilson tire les marrons du feu et négocie dans leur dos. Ils sont toutefois rassurés : Wilson répond avec fermeté et pose l'abdication de Guillaume II comme préalable.

Colère du Kaiser... mais il ne peut rien faire. Le commandement ne répond plus des troupes, les mutineries se multiplient, à commencer par celle de la marine, et la révolution gronde. Les soviets apparaissent, les drapeaux rouges sont brandis par des manifestants qui imiteraient volontiers l'exemple russe. Les communistes regroupés derrière les « spartakistes », un mouvement dirigé par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et qui fait référence à la révolte des esclaves conduits par Spartacus sous la République romaine, est à deux doigts de lancer l'insurrection sociale à Berlin. Le 8 novembre, enfin, la république socialiste est proclamée à Munich. Le pouvoir impérial n'est plus qu'une fiction et Guillaume II abdique, le 9 novembre.

La fin pitoyable d'un empereur

Imbu de lui-même, Guillaume II n'a jamais songé que la débâcle emporterait sa couronne. Quand l'Allemagne entre dans une atmosphère révolutionnaire, il ne comprend donc pas ce qui lui arrive et résiste à ceux qui lui conseillent d'abdiquer. Au contraire, il pense à écraser les émeutiers à la tête de troupes fidèles. Le problème c'est qu'il n'y a plus de troupes vraiment fidèles et qu'il est peu probable que des soldats, même nationalistes, accepteront de massacrer des Allemands alors que les alliés menacent le sol national. Faut-il ajouter la guerre civile à la guerre

nationale ? À contrecœur, le voilà contraint à la seule solution de l'abdication. Réfugié à Spa, au quartier général de l'armée, fuyant un Berlin trop révolutionnaire, il refuse en tout cas de quitter le pays : « On veut me persuader de partir... J'aurais l'air d'avoir peur... Je reste ici », affirme-t-il. Mais le lendemain, il s'enfuit aux Pays-Bas. Il y restera jusqu'à sa mort, en 1941, caressant toute sa vie l'espoir de restaurer la monarchie dans son pays, et paradant en habit d'apparat auprès de ses domestiques, la dernière cour de son empire déchu.

Point final

L'abdication de Guillaume II entraîne la démission de Max de Bade et la nomination d'un nouveau chancelier, le socialiste modéré Ebert, qui proclame la république. Les Allemands réclament l'armistice, ce n'est plus qu'une question d'heures.

Depuis le 7 novembre, en effet, une délégation allemande conduite par le député catholique Mathias Erzberger a franchi le front et gagné la clairière de Rethondes, dans la forêt de Compiègne, pour tenter de négocier l'armistice le plus doux possible avec le maréchal Foch. Autant dire mission impossible comme le montre cette prise de contact, le 8 novembre au matin :

« Que désirez-vous de moi ? demande Foch à la délégation.

– Nous souhaitons connaître vos propositions relatives à la conclusion d'un armistice, répond Erzberger.

– Je n'ai pas de propositions à faire. »

Les Allemands sont donc prévenus, ils doivent demander l'armistice et s'y soumettre sans pouvoir le négocier. Les conditions sont sévères : évacuation de tous les territoires occupés, mais aussi de l'Alsace-Lorraine et de la Rhénanie, livraison de 2 000 avions, de 30 000 mitrailleuses, de tous les canons, de tous les sous-marins, de 10 000 camions, de 5 000 locomotives... empêchant ainsi toute éventuelle reprise des opérations. Une des craintes françaises est en effet de tomber dans un piège, la suspension des hostilités permettant peut-être à l'armée allemande de se replier stratégiquement sur une ligne fortifiée. Mais depuis la démission de Ludendorff, en octobre, et la révolution qui s'embrase en novembre, ces craintes s'évanouissent peu à peu.



Figure 20-5 :
La carte
du front à
l'heure de
l'armistice.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Armistice ou pas ?

Si la quasi-totalité des Français retient son souffle en espérant que l'Allemagne dépose les armes le plus tôt possible, à la tête de l'État, le président Poincaré enrage. Il voudrait que la guerre se prolonge sur le territoire allemand, voire marcher jusqu'à Berlin. La demande d'armistice est pour lui « une manœuvre » qui vise à « couper le jarret de nos troupes ». Il se

heurte à Clemenceau, fatigué de la guerre, et qui ne voit pas l'intérêt de poursuivre le conflit alors que tout est gagné. Pour mettre un terme à cette querelle, Clemenceau menace de démissionner, ce qui ne serait pas compris des Français, et Poincaré doit se soumettre en maugréant.

Quand la délégation prend connaissance de ces conditions, elle hésite. Mais l'emballement de l'Histoire met fin à ces tergiversations : le 9, elle apprend l'abdication de l'empereur et la formation d'un gouvernement social-démocrate ; le 10 au soir, l'état-major l'invite à signer, même si elle n'obtient pas d'assouplissement, et un télégramme du chancelier l'autorise ensuite à tout accepter. Il s'achève ainsi : « point final ». Ce point final, des millions d'hommes l'attendent depuis des années ! L'armistice est donc signé à 5 heures du matin, avec quelques atténuations minimales pour permettre à l'armée allemande de rétablir l'ordre pour éviter la révolution sociale, et il prend effet à 11 heures du matin. C'est fini !

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les morts inutiles du 11 novembre 1918

Pendant que les Allemands « négocient » dans la clairière de Rethondes, Foch continue d'attaquer. Pas de répit, l'armée allemande subit une pression continuelle dans des opérations ponctuelles, ce qui n'empêche pas le maréchal de concocter une offensive générale pour le 14 novembre, au cas où l'armistice ne serait pas conclu. Cette pression peut, bien entendu, se justifier pour montrer la détermination alliée et contraindre les Allemands à tout lâcher, mais

les attaques menées le 11 novembre 1918 après 5 heures du matin et la conclusion de l'armistice n'ont aucune espèce de justification. L'état-major, d'ailleurs, n'est pas très fier des morts du 11 novembre : il donnera l'ordre d'antidater leur décès, les déclarant tombés la veille, le 10 novembre. Comment le pays aurait-il pu accepter que l'on meure le 11 novembre ? Et pourtant...

Carnaval triste

Dans toutes les villes de France, les sirènes des pompiers retentissent et les cloches des églises sonnent à toute volée. Les ouvriers quittent le travail, tout le monde se précipite dans la rue pour un carnaval improvisé qui va durer toute la journée. Les maisons, les autobus se couvrent de drapeaux, les manifestants arborent des cocardes tricolores et promènent des mannequins à l'effigie du Kaiser qui finiront brûlés au milieu d'une foule en délire. Les jeunes femmes font la ronde autour des militaires et ne consentent à les libérer qu'en échange d'un baiser. On tire des coups de feu, on lance des pétards, et surtout on rallume les réverbères et les réclames lumineuses devant lesquels s'extasie une population plongée dans la nuit depuis les raids des avions allemands en janvier 1918. Clou du spectacle, parmi les aviateurs qui multiplient les acrobaties dans le ciel parisien pour fêter à leur manière le 11 novembre, il en est un dont l'avion tombe en panne et qui est contraint de se jeter dans la Seine. Comme il est sain et sauf, la kermesse continue et l'aviateur est porté en triomphe. Mais la joie est triste : il y a trop de deuils et trop de souffrance pour que ce jour soit seulement une manifestation d'allégresse et de réjouissances. C'est un soulagement bruyant plutôt.

**Clemenceau, grand-père compréhensif**

Le 11 novembre, le petit-fils du président du Conseil fait le mur de sa pension en région parisienne pour rejoindre la capitale en liesse. Il retrouve son papy au Grand Hôtel, en train d'observer de sa fenêtre la foule ivre de joie, les yeux embués de larmes.

« Qu'est-ce que tu fiches ici ? lui lance le Tigre, qui n'aime pas les enfants désobéissants. – Un jour comme aujourd'hui, grand-père... », dit son petit-fils, implorant.

Clemenceau saisit alors son téléphone et demande à parler au directeur de la pension :

« Mon petit-fils est ici. Je le garde ce soir avec moi, mais vous me le collerez dimanche prochain ! »

Le 11 novembre est un jour exceptionnel, certes, mais l'indiscipline doit se payer !

Chapitre 21

Le temps du bilan

Dans ce chapitre :

- Une saignée sans précédent
- Une Europe ruinée et durablement affaiblie
- Le traumatisme moral et le souvenir des morts

Les réjouissances n'ont qu'un temps. Une fois la fête du 11 novembre passée, l'Europe contemple ses ruines et se demande comment elle en est arrivée là. Parmi les pays les plus touchés par les destructions comme par les pertes humaines, la France se place au premier rang. Elle se croit victorieuse, elle est en réalité blessée à mort et exsangue, toute son énergie s'étant écoulee dans les tranchées. En novembre 1918, les Français n'en ont cependant pas encore conscience : ils se croient forts et ne rêvent que de tourner la page de ces années tragiques, revenir au temps béni de la Belle Époque. Mais c'est impossible, la Grande Guerre n'est pas une simple parenthèse. Quand ils s'en apercevront, ils découvriront qu'ils sont aussi les grands perdants de l'histoire et que cette guerre n'en valait pas la peine. Trop tard !

L'hémorragie

Près de 10 millions de morts en quatre ans ! En Europe, on n'a jamais vu cela, la Première Guerre mondiale méritant tous les superlatifs... avant que celle de 1939-1945 et ses 50 millions de morts ne vienne la dépasser de loin.

Tableau 21-1 : Pertes

<i>Pays</i>	<i>Victimes</i>
Allemagne	2 000 000
Russie	1 800 000
France	1 394 000
Autriche-Hongrie	1 100 000
Royaume-Uni et Empire britannique	910 000
Turquie	800 000
Italie	500 000
États-Unis	100 000

La saignée

En nombre de morts, l'Allemagne vient au premier rang. Mais si l'on compte les morts de la guerre civile russe qui accompagne la révolution qui est elle-même le produit de la guerre, il faut ajouter de 5 à 7 millions de morts, ce qui en fait la championne toutes catégories du nombre de décès. D'autre part, ces chiffres bruts ne reflètent pas la réalité, plus contrastée, car le sacrifice est à mettre en relation avec le nombre d'habitants de chaque pays. Dans ce nouveau classement, c'est la Serbie qui a perdu le plus grand nombre d'hommes, environ 37 % de ses mobilisés. Puis vient la France, avec 17 % de ses mobilisés, talonnée par l'Allemagne, qui a elle aussi perdu près d'un homme sur six partis au combat.

Figure 21-1 :

Près de 900 000 Britanniques sont morts sur la terre de France et sur les champs de bataille de l'Orient. Comme pour les Français, cette guerre représente leur pire épreuve.



En France, pays à la démographie peu vaillante, c'est 10 % de la population active qui a disparu, des hommes jeunes que l'immigration est loin de remplacer. S'ajoute à cette hémorragie un déficit de naissances considérable, qui, dans le cas français, se hisse au niveau de 1,5 million d'unités. La guerre, c'est normal, sépare les sexes et n'est donc pas une période propice à la conception. Bien sûr, il y a eu les permissions, mais les couples ont refusé d'engendrer pour éviter de faire des orphelins, et les fiancés ont retardé leur mariage pour éviter de faire des veuves. Après l'armistice, une vague de mariages et de naissances déferle donc sur le pays, mais elle se brise en 1921 sans avoir rattrapé le déficit démographique des années 1914-1918.



Comment trouver un mari après la guerre ?

Avec près de dix millions de jeunes hommes morts, la perspective d'un nombre élevé de femmes célibataires s'abat sur l'Europe. Des millions de jeunes femmes seront-elles condamnées à demeurer « vieilles filles » ? Cette question tracasse les sociétés et dès 1916, en France, il se trouve une auteure pour remporter un succès de librairie avec un opuscule intitulé *Comment trouver un mari après la guerre ?* On y apprend que les femmes ne doivent pas être très regardantes et que mieux vaut un mari laid que pas de mari du tout. Ici ou là, on a même discuté de la nécessité d'instaurer

la polygamie (!) pour remédier au problème, mais il est à noter que ce discours n'a été tenu que par des hommes : comme ils sont gentils de se préoccuper du sort des femmes en leur proposant la polygamie ! Dans les faits, il n'y a pas eu de millions de jeunes filles contraintes au célibat. Traditionnellement, les femmes convolaient avec des maris plus âgés, de cinq à dix ans en moyenne ; après la guerre, elles se sont reportées sur des hommes de leur âge ou plus jeunes et ont choisi leur époux dans des catégories sociales plus épargnées par le conflit.



Cette scène de retour définitif au foyer, les poilus l'ont rêvée des centaines de fois. Mais se retrouver n'est pas toujours si facile après une si longue séparation.

Des estropiés partout

Il faut ajouter à ce décompte macabre une estimation de 20 millions d'Européens blessés à divers titres, amputés, aveugles, gazés... considérés comme des héros pendant la guerre, car incarnant le sacrifice national, et vus comme des handicapés ensuite. Pour les quatre millions de blessés français, la loi Lugol (1919) a créé des pensions d'invalidité, mais elles sont trop faibles pour permettre de vivre et il est fréquent dans l'entre-deux-guerres de voir un de ces héros de 14-18, cul-de-jatte ou aveugle, faire la manche aux coins des rues. C'est évidemment plus difficile pour les manchots...

Jambe Articulée
MAYET-GUILLOT
 en bois
 évidé
 dite
 Jambe
 américaine
 Brevetée S.G.D.G.
 Fabrication et
 adaptation
 scientifiques
 Quel que soit
 le cas du mutilé
 la Maison
 MAYET-GUILLOT
 est outillée
 pour lui fournir
 rapidement un
 appareil répon-
 dant à toutes
 les exigences
 médicales,
 mécaniques,
 & esthétiques
 67, rue Montorgueil
 PARIS
 Tel. Central
 89-01
 Manufacture
 française
 Fondée en 1830

Figure 21-2 :
 Le com-
 merce des
 prothèses
 est florissant
 après-
 guerre.

La Grande Guerre et ses armes terrifiantes ont créé une catégorie de blessés d'un nouveau genre que l'on appelle les « gueules cassées » : ils sont de 10 000 à 15 000 dans le cas français, des hommes qui ont eu la mâchoire et le menton emportés par un éclat d'obus, par exemple, et à qui la « chirurgie réparatrice de la face » a tenté de redonner forme humaine, notamment au moyen de greffes.



Les « gueules cassées » ont gagné le gros lot

Comme il est difficile de vivre normalement avec un visage défiguré et que les regards pèsent trop lourdement, les blessés de la face ont eu très vite l'idée de se regrouper en association et d'acquérir des châteaux pour se retrouver en vacances et y finir leurs vieux jours. Mais pour réaliser ces projets, il faut de l'argent. Ils en ont trouvé, et pas qu'un peu ! Grâce à une idée géniale : la Loterie nationale, dont le dixième

des gains leur revenait. Et ils n'ont pas perdu le sens de l'initiative après 1945 puisque « L'Union des blessés de la face » est fondatrice du Loto ! À ce jour, elle est propriétaire d'environ 10 % des actions de la Française des jeux. Cet argent, outre l'entretien des maisons de retraite, va aujourd'hui à la recherche médicale. Comme quoi, être défiguré en 1914, « c'est facile, c'est pas cher, et ça peut rapporter gros ».

À côté des victimes directes, il y a le cortège de toutes les victimes indirectes, qui n'ont pas moins souffert toute leur vie des conséquences de la guerre : les veuves et les orphelins. Sur les 636 000 veuves françaises, sans parler des « veuves blanches », ces jeunes femmes qui ont perdu leur fiancé et qui portent le deuil dans leur cœur, 40 % environ se remarieront... et perdront leur pension de veuvage. La société culpabilise en effet ces jeunes femmes, dont elle voudrait qu'elles soient éternellement fidèles à la mémoire des héros. Mais la vie ici-bas n'est pas faite pour la mort, et il faut bien continuer son chemin et surmonter les épreuves pour que la vie ait un sens.

La grippe espagnole : plus meurtrière encore que la guerre



En 1918-1919, une épidémie de grippe submerge le monde. À son actif, entre 30 et 40 millions de morts, trois à quatre fois plus que la guerre elle-même ! On l'appelle la « grippe espagnole », mais l'on ne sait pas trop pourquoi : certains affirment qu'il s'agit d'une référence à la dernière vague de grippe meurtrière datant de 1890 et qui a causé 200 000 morts en Espagne ; mais d'autres considèrent que la censure a longtemps empêché que l'on parle de l'épidémie et que l'on a commencé à l'évoquer pour la première fois dans les pays neutres comme l'Espagne.

Toujours est-il que ce fléau, qui accompagne la guerre, survient au moment où les populations sont le plus affaiblies par les privations. Il va de soi que des organismes fragilisés résistent moins efficacement à l'assaut du virus. Ainsi, la grippe aurait engendré 200 000 morts en France, civils et militaires confondus, mais peut-être un million en Allemagne, où la disette règne du fait du blocus commercial. Ce n'est toutefois pas en Europe, ravagée par la guerre, que l'on recense le plus grand nombre de morts, mais en Asie. Plus qu'espagnole, la grippe de 1918 (qui aurait commencé à se diffuser dès 1916) serait donc avant tout asiatique. Des exhumations récentes de cadavres fauchés par la grippe en 1918-1919 et conservés dans le permafrost en Alaska ou en Norvège ont d'ailleurs prouvé qu'il s'agissait à coup sûr d'une grippe aviaire.

Apollinaire, gazé et grippé

Engagé volontaire en septembre 1914, Guillaume Apollinaire, le poète franco-polonais, est blessé à la tête en mars 1916. Alors qu'il se remet lentement, au cours d'une longue convalescence, le voilà fauché par la grippe en quelques jours, début novembre 1918. Quand on l'enterre, le 13 novembre, des groupes de jeunes gens, fêtant encore l'armistice, passent devant le cortège en chantant à tue-tête :

« Non il ne fallait pas y aller, Guillaume !
Non, il ne fallait pas y aller ! »

Cette chanson populaire parle de Guillaume II, bien sûr, mais les amis d'Apollinaire s'en sont saisis. « C'était excessivement pénible », confie Blaise Cendrars, qui finit par s'éclipser du convoi funèbre. Ah ! Guillaume, pourquoi y es-tu allé ?

La ruine

L'Europe ne s'est pas contentée de faire mourir ses enfants, elle s'est ruinée pour des décennies.

Le grand bond en arrière

Les régions envahies et celles qui ont enduré les combats, le nord-est de la France en particulier, ont sacrément souffert. Trois millions d'hectares sont ravagés et hors d'état de produire quoi que ce soit, et des années plus tard, il n'est pas rare que le paysan, ses bœufs et sa charrue s'envolent en frappant un obus oublié dans cette terre maudite. Les superstitieux affirment que ce sont les disparus, les morts que l'on n'a pas retrouvés, qui se rappellent ainsi aux vivants. Voilà qui n'est pas très sympathique.

Pendant la retraite, les Allemands ont tenu à ne rien laisser derrière eux : les vergers ont été coupés et les mines inondées. La France, qui produisait 16 millions de tonnes de charbon en 1913, ce qui était déjà insuffisant pour répondre à ses besoins, n'en produit plus que 600 000 en 1914, c'est dire qu'elle est complètement dépendante des importations. Les infrastructures sont à l'avenant : ponts détruits, réseaux routier et ferroviaire à reconstruire. Et les villes à proximité du front et qui ont subi les bombardements sont dans un sale état : Arras est la plus touchée, complètement en ruine, mais Amiens et Reims sont salement amochées également.

Et partout en Europe, la production agricole comme industrielle connaît un recul. Le bilan de quatre années d'économie de guerre n'est pas très folichon.

Tableau 21-2 : Évolution de la production agricole et industrielle de 1913 et 1919

<i>Pays</i>	<i>Production agricole</i>	<i>Production industrielle</i>
France	– 20 %	– 35 %
Allemagne	– 40 %	– 40 %
Royaume-Uni	– 10 %	– 10 %
Italie	– 25 %	– 25 %
États-Unis	+ 12 %	+ 14 %

« Le boche paiera ! »

L'argent, c'est connu, est le nerf de la guerre. Et de 1914 à 1918, il va falloir de l'argent pour assurer les dépenses énormes nécessitées par la défense nationale. Comment le trouver ? Dans les poches du contribuable ? La France et l'Allemagne, on l'a vu (chapitre 12), qui demandent déjà tant à leur population, n'ont pas le courage d'ajouter la pression fiscale à l'impôt du sang. Seuls les États-Unis financent entièrement leur effort de guerre par la fiscalité, mais ils sont tard venus dans la mêlée et ils en ont les moyens. Si l'impôt n'est pas plus sollicité que cela, en dehors des taxes indirectes qui flambent (alcool, tabac...), il faut recourir à l'emprunt intérieur et extérieur. La dette publique française, voisine de 30 milliards en 1913, dépasse les 200 milliards en 1919 ! Celle de l'Allemagne est

multipliée par vingt-huit dans le même temps. Rien de grave, s'illusionnent les alliés : « Le boche paiera ! » dit-on en France. Mais comment faire payer un pays qui n'en a pas les moyens ?

En attendant, il faut s'accommoder de l'inflation, les États ayant créé de la monnaie sans rapport avec la création de richesse. En Allemagne, la masse monétaire a été multipliée par dix-sept de 1913 à 1919, par douze au Royaume-Uni, par six en Italie et en France. Et tandis que le papier-monnaie se répand, les prix suivent cette envolée, ce qui crée une spirale inflationniste que la fin de la guerre n'est pas près d'arrêter. Les dépenses de l'État français sont en effet tout aussi importantes en 1919 qu'en 1918, car il faut reconstruire les zones dévastées et verser les pensions d'anciens combattants, d'invalidité et de veuvage (10 % du budget de l'État, mine de rien !). Et pas question de compter sur les dividendes des investissements engagés en Russie : les bolcheviques ont purement et simplement annulé la dette du tsar, ce qui ruine 1 600 000 petits porteurs français, qui perdent 12 milliards de francs-or dans l'histoire. Inutile de préciser qu'ils ne portent pas la révolution dans leur cœur !

Tant pis ! On croit alors que le phénomène de l'inflation est purement conjoncturel et que le retour à la stabilité d'avant guerre ne va pas tarder. Comme on se trompe ! Il faudra attendre 1928 pour que la France puisse retrouver la stabilité de l'étalon-or. Et encore ! Le franc-or de 1928 ne vaut que le cinquième de sa valeur de 1914.

L'unique vainqueur de la Grande Guerre



Il est pourtant un pays pour qui la guerre a été une bonne affaire : les États-Unis. Spectateurs de l'effondrement européen jusqu'en 1917, ils ont vendu à qui mieux mieux aux Franco-Britanniques et ont vu leur commerce extérieur s'envoler, débarrassé de la concurrence européenne. Plus encore : eux qui étaient débiteurs de l'Europe, les voilà devenus les banquiers du monde. Le stock d'or américain atteint la moitié du stock d'or mondial, le dollar n'est plus une monnaie fragile mais une monnaie internationale qui éclipse peu à peu la livre sterling. La population a crû de sept millions de 1910 à 1920, le PNB a doublé depuis 1913, et la flotte américaine, qui ne dépassait pas celle de la Norvège en 1913, est désormais la deuxième du monde, juste derrière la Royal Navy. On change d'époque : l'Europe passe le relais aux États-Unis, qui s'affirment comme une très grande puissance mondiale. En Asie, c'est le Japon qui profite de l'effacement du commerce européen, et l'impérialisme de Tokyo, même camouflé sous la thématique de la libération des peuples asiatiques, est en train de chasser celui de l'Europe. Il n'y a rien à gagner au change.

Le traumatisme

Le bilan moral est souvent moins évident à dresser que le bilan humain ou économique, et pourtant les plaies morales sont plus difficiles à combler qu'une dette abyssale. En tout cas, la société qui sort des tranchées ne ressemble pas vraiment à celle qui est entrée en guerre.

Renouveau ou déclin ?

Le positivisme, la croyance dans le progrès et le bonheur de l'humanité, dans la marche ascendante de la raison et de la science ont définitivement pris l'eau. En 1919, il n'y a plus de certitudes, restent les doutes et le sentiment d'absurde que portent les nouveaux courants artistiques dadaïste et surréaliste. En ce domaine de l'art, il n'y a plus de conventions, plus de règles qui tiennent, car le monde est sans ordre et sans logique. Croit-on encore en quelque chose ? Le communisme dopé par la révolution bolchevique apparaît comme la seule idéologie porteuse d'avenir... mais le fascisme va bientôt le concurrencer sur ce terrain. Le monde a changé sans aucun doute, mais les contemporains, eux, ne le comprennent pas et parlent plutôt de « déclin ». En 1920, le géographe Albert Demangeon écrit ainsi un ouvrage intitulé *Le Déclin de l'Europe* et deux ans plus tard, le philosophe allemand Oswald Spengler publie *Le Déclin de l'Occident*. Le climat d'après guerre n'est donc pas très optimiste.

À en croire les nationalistes de 1914, l'après-guerre devait apporter paix, sécurité et affirmer des principes moraux qui reconstruiraient le monde sur des bases saines : en fait de principes, les Européens sont écoeürés par le patriotisme, et le rêve de la « der des ders » s'évanouit au spectacle des haines nationales plus vives encore qu'autrefois. Comme un remords, le pacifisme se diffuse en France : lui qui n'était ancré qu'à gauche conquiert de nouveaux territoires à droite, porté par un esprit ancien combattant dégoûté par les souffrances endurées et par les espérances déçues. Les élites traditionnelles, noblesse et clergé, ne sont plus les maîtres de la nouvelle Europe, alors qu'elles demeuraient incontournables en Europe centrale et orientale avant 1914. Les jeunes, revenus du front, ne veulent plus se soumettre à l'autorité du père à la ferme, font leur baluchon et partent pour les lumières de la ville. Quant aux femmes, l'autonomie acquise pendant quatre ans de guerre ne peut être complètement remise en question : le corset disparaît, la coupe à la garçonne apparaît dans les milieux aisés, les robes raccourcissent, et le droit de suffrage est acquis en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux États-Unis entre 1918 et 1920. En France, la Chambre accepte le vote des femmes en 1919, mais le Sénat bloque en 1922. Peu importe, l'émancipation est en marche. La société d'après guerre est bien radicalement différente de celle de 1914.

Oublier ou se souvenir ?

Comment faire pour continuer à vivre après avoir vécu l'enfer ? Le syndrome des survivants, identifié pour les rescapés des camps de concentration en 1945, vaut aussi, dans une certaine mesure, pour les survivants de la Grande Guerre. « Je suis mort en août 1918 sur ce coin de terroir, ça va faire pour moi bientôt trente-huit ans que tout est fini », écrit Aragon en 1956. Comment faire pour oublier ? C'est tout bonnement impossible ! La société est paralysée par le deuil, qui touche peu ou prou toutes les familles, et les morts tombés pour la patrie sont placés au cœur du discours politique et moral de l'après-guerre, comme les monuments dédiés à leur mémoire sont édifiés au centre de tous les villages du pays. « Honneur aux morts, ils ont des droits sur nous », avait dit Clemenceau devant les sénateurs, le 11 novembre 1918, pour saluer l'armistice. Comment ensuite se reconstruire avec le rappel constant du sacrifice ?

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le vote des morts, ou comment la France ne parvient pas à enterrer ses cadavres

En 1916, l'écrivain et député nationaliste Maurice Barrès propose d'adopter pour l'après-guerre le vote des morts. Il s'agit de donner à la veuve du héros tombé pour la France le suffrage dont il disposait, et si le poilu mort n'était pas marié, on pourra donner sa voix à son père ou à sa mère. Ainsi, la voix des morts continuera de se faire entendre dans

le pays. Une idée aberrante ? Et pourtant, des dizaines de propositions de loi sont déposées en ce sens à la Chambre des députés à partir de 1919. Malgré le soutien, parfois de plus de 200 députés, elles ne passeront pas. La vie est faite pour les vivants, mais cette vérité était impossible à entendre en 1919.

Le deuil, ce n'est jamais drôle, et l'on sait que la souffrance peut se prolonger des années voire toute une vie. Dans l'entre-deux-guerres, le deuil n'est pas qu'individuel, il est social, collectif. Comment donc tourner la page ? Il est même une catégorie de parents et d'épouses qui sont dans l'incapacité d'accomplir le « travail de deuil » : ceux qui pleurent un disparu. Dans le 1,4 million de morts français, on englobe en effet 250 000 disparus, des hommes qui n'ont pas été officiellement déclarés morts et dont on n'a jamais retrouvé le corps. Ils sont juste « portés disparus ». Bien sûr, on ne les reverra jamais, car ils ont été enterrés à la va-vite par l'ennemi, pulvérisés par les bombardements, ensevelis dans une sape... mais sans corps et sans certitudes, leurs familles ne pourront jamais se faire une raison.

Figure 21-3 :

En 1914, l'armée prévoyait de créer de grandes fosses communes, mais les combattants acceptent difficilement ces instructions et imposeront rapidement la tombe individuelle pour que l'identité des sacrifiés ne se perde pas et qu'il soit possible de rendre un jour les corps aux familles.



LE SAVIEZ-VOUS ?

L'histoire pathétique du soldat inconnu vivant

En 1918, un soldat amnésique et commotionné revient d'Allemagne. Comme il n'a pas de papiers, son portrait est affiché dans les journaux pour que sa famille puisse le reconnaître. Incroyable : plus de 300 familles l'identifient comme le mari, le frère, le fils parti en 1914 et dont on n'a plus de nouvelles. Elles s'opposent en justice pendant vingt ans pour qu'on leur rende « leur » disparu, jusqu'à ce que l'anonyme

meure dans un asile psychiatrique en 1942. Cette histoire tragique montre toute l'étendue du deuil impossible des disparus de la Grande Guerre, car il va de soi que ce soldat inconnu n'avait pas 300 mères ! Touché par la charge émotionnelle que soulève le revenant, Jean Anouilh consacrera une pièce à cette affaire : *Le Voyageur sans bagage*.

Pour ces familles plus désespérées que les autres, l'État a l'idée de créer une tombe publique, celle d'un soldat inconnu qui pourra incarner ce fils ou ce mari disparu tout en symbolisant le sacrifice de la nation. Pour un projet qui devrait faire consensus, c'est un véritable cirque : il était prévu au départ que ce soldat serait inhumé au Panthéon, mais quelques semaines avant la cérémonie, la droite nationaliste mène une campagne pour que l'Arc de Triomphe soit choisi. Le Panthéon est jugé trop à « gauche » et l'Action française s'écœure en imaginant que le soldat anonyme puisse être le voisin de Zola ou de Voltaire. Pour éviter la perturbation de la journée de recueillement prévue le 11 novembre 1920, l'Arc de Triomphe est retenu par les députés, mais on fera d'une pierre deux coups en inhumant au Panthéon le cœur du républicain Léon Gambetta, artisan de la défense nationale en 1870-1871.



Le soldat inconnu est-il sénégalais ?

Par définition, le soldat inconnu est et sera à jamais inconnu. Au moment de sa désignation, des rumeurs ont couru pour affirmer qu'il pouvait être un tirailleur sénégalais ou un Américain et peut-être même un Allemand. Toutes ces hypothèses ne tiennent pas. La désignation du corps inconnu s'est déroulée à Verdun, ville symbole de la résistance nationale, le 10 novembre 1920. Ce jour-là, on a rassemblé dans la crypte de la citadelle huit corps non identifiés exhumés des principaux champs de bataille (Marne, Champagne, Artois, Verdun, Somme, Chemin des Dames...). Au départ, il devait y en avoir neuf, mais l'un d'eux a été « éliminé », car il subsistait des doutes quant à sa nationalité. C'est donc bien un Français qui est

enterré sous l'Arc de Triomphe... La désignation a été le fait du caporal Auguste Thin, engagé volontaire, qui déposa un bouquet de fleurs sur le sixième cercueil. Interrogé sur ce choix, il répondit qu'il avait fait la somme de tous les chiffres de son régiment : le 132^e d'infanterie ($1 + 3 + 2 = 6$).

À la suite de cette inhumation d'un soldat inconnu en France, d'autres pays ont décidé de suivre l'exemple : la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Italie, la Pologne... Ils sont une cinquantaine aujourd'hui et le dernier en date est le soldat inconnu néo-zélandais, inhumé en 2004.



Traumatisée par le souvenir du massacre, la société d'après guerre ne parvient pas à tourner la page, il faut donc se méfier de la légende des Années folles qui affirme un peu rapidement que les années 1920 furent celles de la joie débridée. Certes, le jazz, le music-hall, le charleston et le fox-trot font leur apparition, et la multiplication des spectacles donne à penser que l'on veut s'étourdir de plaisir, mais cette course aux divertissements ne concerne qu'une minorité aisée et, surtout, elle est une fuite de ce monde trop pesant et trop affreux. On veut jouir parce que la mort est là, elle vous enserre ; on veut rire pour conjurer l'envie de pleurer.

En résumé, la société voudrait désespérément oublier... mais elle ne le peut pas et souffre au contraire de trop se souvenir. Non, ce n'est pas l'amnésie qui la menace, mais l'hypermnésie qui la paralyse. Engluée dans le culte des morts, la France est un pays sans ressort. Un pays vaincu, lui aussi.

Chapitre 22

Gagner la guerre mais perdre la paix

Dans ce chapitre :

- ▶ Le partage du gâteau
- ▶ L'Allemagne humiliée
- ▶ L'apparition de futurs germes de discorde

Au soir du 11 novembre 1918, Clemenceau, qui a goûté toute la journée aux délices de la victoire, se rembrunit quelque peu : « Nous avons gagné la guerre, dit-il, mais reste maintenant à gagner la paix. » Et cela, c'est une autre paire de manches ! L'histoire nous donne de multiples exemples de guerres facilement gagnées sur le terrain et qui finissent par des règlements boiteux, des traités incohérents, voire des défaites diplomatiques pour celui qui croyait l'avoir emporté. Pour qu'une paix soit solide, sans doute faut-il la fonder sur la justice, mais comment parler de justice après quatre ans de haine et de massacres ? En plus, il faut compter avec les appétits des uns et des autres, des ambitions parfois contradictoires qu'il faut arbitrer, ce qui crée d'inévitables frustrations et des rancunes tenaces. La paix de 1919 s'annonce donc comme un compromis difficile.

Des alliés bien désunis

La lutte contre l'ennemi commun unit les alliés de 1914 à 1918. Mais c'est là leur seul dénominateur commun : entre l'Italie qui n'est entrée en guerre que pour accroître son territoire, et les États-Unis qui veulent refaire la carte de l'Europe sur le principe de la volonté des peuples pour que la paix soit juste et durable, il y a comme un écart ! Le revirement le plus net concerne les relations franco-britanniques, qui passent de l'entente cordiale à la franche mésentente. La politique de la Grande-Bretagne,

en effet, est toujours la même : celle de l'équilibre européen. Si elle s'est rapprochée de la France, depuis 1904, c'est parce que l'Allemagne impériale, en situation hégémonique, lui faisait peur. Mais maintenant que l'ennemi est vaincu, le nouveau péril est français : première armée du monde, des ambitions diplomatiques et commerciales visant à remplacer l'Allemagne en Europe centrale... tout cela déplaît souverainement à Londres, qui souhaite dorénavant ne pas trop affaiblir Berlin pour ne pas trop renforcer la France. Ah, les bons alliés !

Figure 22-1 :

Pour les Allemands, les Anglais sont leurs pires ennemis : ce sont eux qui tirent les ficelles de la guerre. Il s'agit donc d'ouvrir les yeux aux Français en leur disant que l'Entente cordiale fait uniquement le jeu de Londres. Durant la guerre, cela ne marche pas. En 1919, en revanche, les sentiments des français envers leur allié sont plus contrastés.



Droit du plus fort ou droit des peuples ?

Au départ, tout commence bien. La conférence de la Paix qui s'ouvre à Paris, en janvier 1919, réunit 25 pays, mais les décisions essentielles sont prises par le « Conseil des quatre », la réunion de Wilson, Lloyd, Clemenceau et Orlando, représentant les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. Pour la première fois, un président des États-Unis en exercice se rend en Europe et y demeure longuement, du 13 décembre 1918 au 29 juin 1919 (en dehors d'un retour momentané à Washington du 15 février au 14 mars 1919). Les premières séances, consacrées à la fondation d'une Société des Nations, conformément au vœu de Wilson, sont rondement menées et l'on croit dans l'opinion qu'il en sera ainsi pour les autres sujets. On se trompe.

Les alliés se divisent rapidement en deux camps, les Anglo-Saxons d'un côté, les Latins de l'autre. Les premiers s'opposent aux appétits annexionnistes démesurés en invoquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les seconds justifient leurs prétentions en brandissant le droit du vainqueur, celui du plus fort. Entre les alliés de la veille, ça barde ! Quand Clemenceau envisage l'annexion de la Rhénanie ou de la Sarre, Wilson pique une crise et dénonce un futur guépier fauteur de guerre comme l'Alsace-Lorraine en son temps. Il menace même de quitter la conférence si celui que les Français appellent le « Père la victoire » ne met pas de l'eau dans son vin. Clemenceau maugrée, mais il se soumet après avoir obtenu la démilitarisation éternelle de la Rhénanie et son occupation pour quinze ans par l'armée française. Avec l'Italie, les choses se compliquent : selon le traité de Londres d'avril 1915, Rome devrait recevoir le Trentin, l'Istrie et toute la Dalmatie (actuelles Slovénie-Croatie). Petit problème : les Français et les Britanniques ont également promis la Dalmatie aux Serbes pour qu'ils créent une Yougoslavie, une fédération des Slaves du Sud. Et gros problème avec Wilson, qui, favorable à l'Europe des États-nations et non aux annexions, balaie les prétentions italiennes, ce qui amène Orlando, le président du Conseil, à claquer la porte de la conférence de la Paix. En Italie, qui n'obtient que le Trentin et l'Istrie, l'opinion est désabusée et écoeurée de cette « victoire mutilée ».

Personne n'est content

Le propre d'un compromis est de satisfaire à moitié les parties en présence... ce qui crée aussi une frustration au moins égale. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette conférence de la Paix ne satisfait personne : majoritairement, l'opinion française souhaiterait écraser l'Allemagne et trouve le traité trop doux ; inversement, les Britanniques font tout pour éviter une paix trop sévère et trouvent le traité trop dur ; les Italiens boudent ; et Wilson s'arrache les cheveux à négocier avec ces Européens

qui veulent tous une part du gâteau. Le président des États-Unis est d'ailleurs affaibli par son opinion qui commence à être lasse des querelles d'épiciers des peuples de la vieille Europe et qui considère qu'elle a perdu beaucoup d'hommes et d'argent pour une cause qui n'en valait peut-être pas la peine : en novembre 1918, une majorité de républicains a été élue à la Chambre des représentants... en attendant la victoire du candidat républicain à l'élection présidentielle en 1920. Que l'Europe se débrouille, les États-Unis s'en retournent lentement à l'isolationnisme.

Quant aux vaincus, tout de même intéressés de connaître la sauce à laquelle ils seront mangés, ils ne sont pas même autorisés à discuter de leur avenir ni à faire entendre leurs observations. Pour eux, c'est un *Diktat*, une paix dictée. Le chancelier Philipp Scheidemann démissionne le 20 juin 1919 plutôt que de devoir signer ce traité qu'il juge infamant. La Russie, qui n'est pas précisément un petit État que l'on peut ignorer, n'est pour sa part pas invitée à la table des négociations : pas de communistes à la maison ! On se demande vraiment qui se réjouit de cette paix !

LE SAVIEZ-VOUS ?



La revanche

Le 28 juin 1919, le traité de Paix est signé dans la galerie des Glaces du château de Versailles. Quand les Allemands ont eu connaissance du texte, ils se sont récriés, mais ils n'avaient le choix qu'entre parapher le *Diktat* ou la reprise des hostilités avec, à la clé, une paix encore plus dure. Mais pourquoi signer à Versailles, dans la galerie des Glaces ? Pour les Français, c'est une revanche de l'humiliation subie le 18 janvier 1871 quand les Allemands, alors victorieux, y ont proclamé l'Empire allemand. Qui a dit que les Français avaient la mémoire courte ? Mais qui rit aujourd'hui pleurera demain. À trop vouloir

humilier, on se prépare des lendemains difficiles, car la revanche change de camp. Hitler, après tout, n'est rien de moins qu'un ancien combattant de 1914 pour qui la guerre ne s'est jamais arrêtée. Qui sait que le jour de l'armistice du 22 juin 1940, il a contraint les Français à signer dans le wagon de Rethondes, celui-là même où a été signé l'armistice du 11 novembre 1918 ? Qui sait qu'il a tenu à s'asseoir là où Foch s'était assis vingt-deux ans plus tôt ? Attention à l'humiliation, elle est toujours source de haine durable. Mais en 1919, il n'était pas possible de se tendre la main au-dessus des flots de sang.

Le mauvais traité de Versailles

Il ne faut pas moins de cinq traités de paix pour accoucher d'une nouvelle carte de l'Europe et du Proche-Orient entre 1919 et 1920, mais le plus important d'entre eux est celui de Versailles, qui règle le sort de l'Allemagne.

L'Allemagne dépecée

À l'ouest, l'Allemagne perd le Slesvig, duché danois conquis en 1864 et restitué à Copenhague après plébiscite. Une petite rectification de frontière confie les territoires pourtant germanophones d'Eupen et Malmedy à la Belgique, et la France retrouve l'Alsace-Lorraine. Enfin, à défaut d'annexion, la France obtient l'administration économique de la Sarre pour quinze ans, à titre de dédommagement pour ses mines inondées.

LE SAVIEZ-VOUS ?

On ne choisit pas sa mère !

Au sujet de l'Alsace, Woodrow Wilson et George Lloyd auraient apprécié que la population soit consultée par plébiscite. Mais la France a catégoriquement refusé cette hypothèse d'un vote, craignant de ne pas rassembler une majorité triomphale mais défendant surtout une position de principe : on ne choisit pas sa mère. Il n'y a pas lieu de consulter les Alsaciens,

qui, français, ont été arrachés à leur patrie en 1871. Au moment de l'annexion, les Allemands n'avaient pas organisé de plébiscite, car le sort des urnes leur aurait été sans aucun doute défavorable. Ils ont préféré affirmer que l'origine allemande de l'Alsace ne se discutait pas et que l'on n'avait pas à consulter sa population. Pas facile d'être alsacien !

Figure 22-2 :

Le gouvernement français n'a pas du tout l'intention d'organiser un plébiscite en Alsace-Lorraine et le fait savoir !



C'est à l'est que les choses se gâtent et que la pilule ne passe pas : comme un État polonais est créé, l'Allemagne perd ses possessions polonaises. Jusque-là, c'est compréhensible. Mais comme les alliés ont voulu donner un accès à la mer à cette Pologne ressuscitée, ils ont créé un corridor divisant le territoire allemand en deux parties : l'Allemagne proprement dite et la Prusse-Orientale ! Que ce corridor, qui aboutit à la ville de Dantzig, soit très majoritairement peuplé d'Allemands ne pose pas de problème aux alliés, qui pourtant, Wilson en tête, clament sur tous les toits qu'ils souhaitent une Europe des nationalités, des États-nations et des peuples libres. Apparemment, la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes vaut pour tout le monde... sauf pour les Allemands ! Et ce n'est pas fini : comme la haute Silésie, région industrielle et minière, est peuplée d'Allemands et de Polonais, il est prévu d'organiser un plébiscite pour savoir si l'on doit la rattacher à Berlin ou à Varsovie. Le verdict des urnes est sans appel : 700 000 pour l'Allemagne, 400 000 pour la Pologne. Mais la guerre civile qui commence, avec le soutien actif du gouvernement polonais, amène l'intervention militaire des Français, qui rétablissent l'ordre... en donnant raison à la Pologne.

Si les Allemands se sont fait une raison au sujet des frontières occidentales, les reconnaissant officiellement en 1925 (pacte de Locarno), ils n'accepteront jamais la modification de leurs frontières orientales. Quant à la perte de leurs colonies africaines, Togo et Cameroun confiés à la France, Sud-Ouest africain (Namibie) et Tanzanie confiés à l'Afrique du Sud et à la Grande-Bretagne, ils n'en feront pas tout un fromage, à l'exception de l'extrême droite, qui prospère sur les frustrations naturelles d'un peuple vaincu.

L'Allemagne contrôlée

Clemenceau n'a pas obtenu le démembrement de l'Allemagne, mais ses alliés lui ont donné des garanties pour que Berlin ne soit plus jamais une menace pour la sécurité française. La Rhénanie est démilitarisée, c'est-à-dire que la présence de l'armée allemande y est interdite, et elle est occupée pour quinze ans par les troupes françaises.

LE SAVIEZ-VOUS ?


Honte noire

Parmi les troupes françaises qui occupent la Rhénanie, la France a la mauvaise idée d'utiliser des troupes coloniales, environ 20 000 hommes sur les 100 000 soldats de l'armée d'occupation. Les Allemands, dont on se souvient avec quelle horreur ils considèrent les Noirs (voir chapitre 15), sont scandalisés de l'inversion du rapport de domination coloniale : des Blancs sont gardés par des Noirs ! La peur de ces hommes différents conduit à l'apparition d'une campagne raciste dirigée par la droite nationaliste, affirmant la bestialité sexuelle et l'appétit de sang des coloniaux. La propagande de Berlin, par le théâtre, le roman, le cinéma, l'affiche, les cartes postales ou encore les médailles commémoratives, vise essentiellement à convaincre le monde que la France est

haineuse et revancharde, et à émouvoir les États-Unis ségrégationnistes, où la question du viol d'une Blanche par un Noir frappe une corde sensible. Comprenant tardivement le piège de cette campagne contre la « honte noire » (*Schwarze Schande*), les Français retirent progressivement leurs troupes coloniales : les Sénégalais en 1920, les Malgaches en 1921, les Antillais en 1923 et les tirailleurs d'Afrique du Nord en 1925. La « honte noire » survit cependant sous le nazisme et s'intègre à la plus grande « honte juive », Hitler affirmant que ce sont les Juifs qui ont poussé les Français, « enjuivés et négriifiés », à utiliser leurs soldats de couleur pour métisser le sang des aryens, dernière race pure de l'humanité.

Plus de raison de redouter l'armée allemande ! Ramenée à 100 000 hommes – même pas de quoi faire peur à la Belgique –, la possession de sous-marins, de tanks, d'avions et même d'artillerie lourde lui est interdite et le service militaire est aboli. Bref, l'armée allemande est une petite force d'ordre à vocation intérieure. Les alliés ont un temps envisagé la démilitarisation intégrale de l'Allemagne, mais la peur de la révolution socialiste les a décidés à tolérer une petite troupe qui, avec ses petits fusils, n'est plus une menace pour personne.



Scapa Flow : l'honneur de la flotte allemande

De 1914 à 1918, la marine allemande, pourtant choyée par l'empereur, n'a pas beaucoup brillé. Elle s'est aventurée en 1916 dans la mer du Nord et a compris avec la bataille du Jutland qu'il ne fallait pas chercher noise à la Home Fleet. Après le 11 novembre 1918, l'humiliation se renforce puisque les clauses de l'armistice exigent que les navires de guerre soient livrés à la Grande-Bretagne en attendant la conclusion de la paix. Soixante-quatorze bateaux sont donc consignés dans la baie de Scapa Flow (Écosse). Mais quand le contre-amiral

von Reuter apprend que le traité de Versailles conduit à la remise pure et simple de ces bâtiments à la marine britannique, il trouve que le bouchon est poussé un peu trop loin et donne l'ordre de saborder les navires le 21 juin 1919. Le rêve d'une flotte capable de concurrencer la Grande-Bretagne est coulé ! Aujourd'hui, pour les plongeurs, Scapa Flow offre le spectacle étrange d'un cimetière de bateaux de guerre. L'orgueil allemand y a touché le fond... mais l'honneur a été sauvé.

L'Allemagne condamnée



Le sort du vaincu n'est donc pas très enviable. Mais il y a pire encore, et absolument inacceptable pour les Allemands : l'article 231 du traité de Versailles ! En voici la teneur : « L'Allemagne reconnaît qu'elle est responsable pour les avoir causés de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés en conséquence de la guerre déchaînée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés. » En résumé, l'Allemagne est la seule responsable de la guerre et elle doit payer des réparations pour se faire pardonner.

Seule responsable ? Et la Serbie, qui a constamment excité l'Autriche à la guerre ? Et l'Autriche-Hongrie, tellement pressée de casser les reins aux Serbes qu'elle n'a pas mesuré le péril qu'elle faisait courir à l'Europe ? Et la Russie tsariste, qui ne pensait qu'à bloquer les Autrichiens dans les Balkans et à faire la conquête des détroits turcs ? En appuyant son allié austro-hongrois, l'Allemagne a pris le risque calculé de la guerre, mais en ne calmant pas son allié russe, la France a tout autant assumé la guerre éventuelle. Si par la suite Guillaume II s'effraie devant l'ampleur du massacre et confie « Je n'ai pas voulu cela », il ne faudrait pas le voir comme un petit saint, car il est bien un des responsables du conflit, mais sa responsabilité n'est pas unique. Malheur aux vaincus ! Si les Allemands avaient gagné la guerre en 1914, ils auraient écrasé la France sous une indemnité colossale : tout était prévu. Que le vainqueur piétine le vaincu, c'est de bonne guerre !

L'Allemagne doit donc payer. Mais combien ? La voracité des alliés est telle que le traité de Versailles ne fournit aucune précision : il est juste convenu qu'elle devra régler 20 milliards de marks-or avant 1921. Cette année-là, le montant total des réparations est fixé à 132 milliards de marks-or. Autant demander aux Allemands de se couper la gorge ! Comme Berlin ne veut pas payer, il se met dans la situation de ne pas pouvoir payer, laissant sa monnaie se déprécier jusqu'à la banqueroute de 1923. Il fallait 4 marks pour 1 dollar en 1914, il en faut 4 200 milliards en décembre 1923 ! À ce stade, le mark ne vaut plus rien et la résistance au paiement des réparations produit un mal plus terrible encore que la soumission au traité de Versailles. C'est pourquoi, en 1924, grâce à l'intervention des États-Unis, qui sauvent le système financier allemand, Berlin accepte de payer mais moins que prévu et sur une plus longue durée. Pendant cinq années, cette question des réparations a littéralement empoisonné la diplomatie mondiale : les Français, révoltés que l'Allemagne ne paie pas, ont occupé d'autorité la Ruhr en 1923 et se sont payés sur la bête, les Britanniques ont plaidé pour l'assouplissement, et les États-Unis se sont insurgés de voir leurs anciens alliés conditionner le paiement de leurs dettes au paiement des réparations. Quant à l'Allemagne, on l'a vu, elle pouvait se vanter de ne rien céder mais au prix du désastre économique et monétaire. Le système perdant-perdant a donc fonctionné du tonnerre jusqu'en 1924 et le début de l'apaisement de cette affaire empoisonnée des réparations.

Figure 22-3 : Dans ce dessin réalisé au lendemain de l'armistice, Jean-Louis Forain plaide pour la sévérité à l'égard de l'Allemagne afin que la paix soit durable. Une belle illusion !





Le Marché commun ne verra pas le jour

En 1919, l'économiste britannique John Maynard Keynes, qui n'a pas encore acquis la réputation internationale qui sera bientôt la sienne, écrit un ouvrage pour dénoncer le versant économique de la paix de Versailles : *Les Conséquences économiques de la paix*. Pour ce visionnaire, les réparations sont une mauvaise affaire, au contraire du Marché commun européen qu'il appelle de ses vœux et qui, en abattant les frontières et en tournant le dos aux nationalismes, doit renforcer la cohésion du continent, sa solidarité, et au final la cause de la paix. En 1919, une telle proposition est absolument inaudible. Comment ceux qui se sont éventrés quatre années durant pourraient-ils se réconcilier ? Et pourtant, Keynes a des arguments : si l'on n'écoute pas la voix de la raison, dit-il, alors l'humanité se prépare une prochaine guerre dans peu de temps.

« Si nous admettons qu'il ne faut pas accorder à l'Allemagne pendant au moins une génération,

la moindre part de prospérité, si nous admettons que nos récents alliés sont tous des anges radieux et tous nos récents ennemis, Allemands, Autrichiens, Hongrois, etc., sont les fils du démon ; si nous admettons qu'année par année il faut appauvrir l'Allemagne, faire mourir de faim et épuiser ses enfants et l'entourer d'un cercle d'ennemis, alors [...] que le ciel nous vienne en aide ! Si nous visons délibérément à l'appauvrissement de l'Europe centrale, la revanche, nous pouvons le prédire, ne se fera pas attendre. Rien alors ne pourra retarder, entre les forces de réaction et les convulsions désespérées de la Révolution, la lutte finale devant laquelle s'effaceront les horreurs de la dernière guerre et qui détruira, quel que soit le vainqueur, la civilisation. »

Un délire d'intellectuel ? Dans quelques années, on regrettera d'avoir repoussé les objections du prophète de malheur du revers de la main. Il sera trop tard.

Nouvelle Europe, nouveau monde

Le sort de l'Allemagne est réglé. Reste maintenant à s'occuper de ses imprudents alliés : l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et l'Empire ottoman. Les traités de Saint-Germain-en-Laye (septembre 1919) et de Trianon (juin 1920) scellent le destin de l'Autriche et de la Hongrie, celui de Neuilly s'occupe de la Bulgarie (novembre 1919) quand le traité de Sèvres met fin officiellement à l'Empire ottoman (août 1920). Comme les empires austro-hongrois et ottoman ont imploré d'eux-mêmes en novembre 1918, ces traités tardifs ne visent qu'à officialiser une situation qui existe déjà.

Vive l'État-nation !

Refaire la carte de l'Europe pour bâtir une paix durable par la promotion des États-nations, voilà la ligne de conduite des alliés quand ils se penchent sur le règlement du conflit. Si chaque peuple dispose de son État, si les empires multinationaux trépassent, alors les problèmes frontaliers et les causes de guerre disparaîtront pour toujours, croit-on à Paris, Londres et Washington.

Ainsi, la Pologne, avalée depuis plus d'un siècle par les empires russe, allemand et austro-hongrois, est recréée en 1918. Même renaissance pour les trois États baltes et pour la Finlande, qui se dégagent opportunément de la Russie en révolution. À côté de ces résurrections, des États neufs apparaissent, comme la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, sur les décombres de l'empire des Habsbourg. Ce dernier, pluriséculaire, n'existe plus : l'Autriche et la Hongrie se retrouvent des États croupions de moins de 100 000 kilomètres carrés chacun, en complète désorganisation et en révolution permanente. Grands perdants de la guerre, paradoxalement plus encore que les Allemands, les Autrichiens, déboussolés, songent un instant à l'Anschluss, à se réunir avec l'Allemagne. Mais pas question pour les alliés, qui interdisent la manœuvre dans le traité de Saint-Germain-en-Laye : ils ont fait la guerre pour affaiblir l'Allemagne, et voilà qu'elle sortirait renforcée du conflit par l'annexion de l'Autriche ? Ce n'est pas imaginable. Et la volonté des peuples, direz-vous ? Ne soyez pas trop naïf, cette prétendue volonté ne vaut que lorsqu'elle sert les intérêts des vainqueurs.

La Bulgarie, qui a choisi le mauvais camp, paie un lourd tribut à ses voisins, qui la dépècent joyeusement : Sofia cède ainsi la Macédoine à la Yougoslavie, la Dobroudja à la Roumanie et ce qui lui restait de la Thrace à la Grèce. Malheur aux vaincus ! Inversement, la Roumanie, qui a fait le bon choix en 1916, mais qui a été aussitôt terrassée par les puissances centrales, est largement récompensée de sa peine en recevant la Dobroudja bulgare, la Bessarabie russe (Moldavie) et surtout la Transylvanie, arrachée à la Hongrie, que Bucarest réclamait depuis longtemps car cette province de l'Empire austro-hongrois est majoritairement peuplée de Roumains.

En un mot, la carte de l'Europe est chamboulée de fond en comble.



Figure 22-4 :
Une nouvelle
Europe est
née. Est-elle
vraiment
plus stable ?



Charles I^{er} de Habsbourg : un saint empereur en exil

Le successeur de François-Joseph au trône d'Autriche n'est pas parvenu à sauvegarder l'unité impériale, en dépit de ses efforts de 1917 pour sortir d'un conflit qui commençait à menacer l'avenir de sa dynastie. En novembre 1918, les peuples tchécoslovaque, polonais, yougoslave proclament leur indépendance, et le trône s'écroule. Pire : le 12 novembre, la république est proclamée en Autriche même. Mais l'empereur Charles I^{er} refuse d'abdiquer et se retire en exil forcé en Suisse, bien décidé à restaurer la monarchie dès qu'il en aura l'occasion. Cette occasion ne se présente pas en Autriche mais en Hongrie, où le monarque dispose de forts soutiens dans l'Église, l'armée et les propriétaires terriens : en 1921, il est à deux doigts de retrouver sa couronne, mais les alliés ne l'entendent pas de cette oreille et impressionnent la petite Hongrie, qui finalement

rejette la restauration de Charles I^{er}. Celui-ci s'exile alors sur l'île de Madère, où il meurt en 1922 sans jamais avoir abdicqué. Pour la petite histoire, cet empereur profondément chrétien, ayant appuyé le plan de paix de Benoît XV en 1917 quand Berlin et Paris le traitaient de « pape français » ou de « pape boche », a été béatifié par Jean-Paul II en 2004 ! Quant à son fils, Otto de Habsbourg, il renonce officiellement au trône d'Autriche en 1961, ce qui lui permet d'être autorisé à revenir dans son pays en 1966. Mais c'est en 1989, avec la chute des démocraties populaires, que l'Histoire se rappelle à lui : ses partisans lui proposent en effet le trône de Hongrie. Mais plutôt que d'ouvrir un bras de fer avec les Hongrois républicains, Otto décline l'offre et se contente de siéger comme député au Parlement européen (comme représentant de l'Allemagne) de 1979 à 1999.

Le Proche-Orient balkanisé

La promotion de l'État-nation, c'est bien beau, mais cela fragilise l'Europe en la balkanisant. Quand on s'apercevra plus tard que de petits États – qui ne s'aiment guère entre eux de surcroît – ne sont pas en situation de résister aux ambitions de plus gros, l'Allemagne hitlérienne d'abord, l'URSS ensuite, il sera trop tard. Et comme les alliés sont cohérents, ils exportent leurs principes au Proche-Orient en réglant de façon calamiteuse la succession de l'Empire ottoman.

Ici, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne vaut pas : les possessions de l'empire sont partagées entre Français et Anglais de la façon qui suit : Syrie et Liban pour les premiers, Palestine, Irak et Jordanie pour les seconds. L'émir Hussein, qui a été convaincu par le colonel Lawrence de rejoindre la cause des alliés, est le grand perdant de l'affaire : on lui avait promis un grand royaume arabe, il se retrouve le bec dans l'eau. Pire, épuisé par les campagnes militaires contre les Ottomans, il

n'est plus en mesure de lutter contre l'ambitieux voisin, Ibn Seoud, qui, à partir de son oasis de Riyad, se taille un vaste royaume dans la péninsule Arabique. Les Anglais, maîtres du jeu régional, n'y ont rien trouvé à redire : les terres conquises par le « léopard du désert » n'étant que du sable, pourquoi Londres se serait-elle intéressée à ce pauvre royaume ?

Non, ce sont plutôt les Français qui préoccupent les Anglais, qui cherchent les moyens de limiter les ambitions diplomatiques de Paris dans une région que la Grande-Bretagne considère comme relevant de son influence. Côté français, on cherche tout autant à mettre des bâtons dans les roues du char britannique. Le règlement de la question ottomane reflète cette division des vainqueurs : au départ, les alliés, fidèles à leur projet d'États-nations regroupant des peuples libres, s'entendent pour créer une Arménie et un Kurdistan à l'est de l'empire défunt. La Turquie elle-même est partagée en zones d'influence italienne, française, britannique et grecque, et seule l'Anatolie centrale, autour d'Ankara, est réellement sous le contrôle des Turcs. Mais cela ne dure pas. Sous la conduite de l'officier Mustafa Kemal, l'armée turque reconquiert l'Arménie et le Kurdistan, livre une longue guerre aux Grecs d'Asie mineure, qui finissent par être expulsés manu militari, et reprend le contrôle de tout le pays, avec le soutien passif des Français, qui sont ravis de nuire à l'hégémonie britannique au Proche-Orient. Quoi qu'il en soit, en quatre ans, la Turquie moderne est née, et cette unité nationale, même survenue dans des circonstances difficiles, fait oublier le traumatisme de la chute de l'empire. Mustafa Kemal y gagne à bon droit le surnom d'Atatürk, le « père des Turcs ».

En laissant les Turcs détruire l'Arménie et le Kurdistan, les ex-alliés devenus rivaux laissaient cependant s'écrouler le traité de Sèvres, remplacé en 1923 par le traité de Lausanne, qui enregistrait le fait accompli d'Atatürk. Rien de grave, ce qui importe pour les Français, c'est le traité de Versailles. Il ne faudra pas quinze ans avant qu'il ne s'effondre à son tour.



Chapitre 23

Des lendemains qui déchantent

Dans ce chapitre :

- Le rêve d'une paix juste et durable s'écroule
- La guerre continue en Russie
- La démocratie dans l'impasse

La « der des ders ». Voilà ce que devait être la Grande Guerre. On sait ce qu'il en a été ! Si les contemporains ont enduré quatre années de sacrifices, c'est bien qu'ils étaient persuadés que la paix définitive était au bout des baïonnettes et qu'après cette grande tuerie l'Europe serait reconstruite de telle façon que régneraient partout la démocratie et l'arbitrage. L'impérialisme et le militarisme ne devaient jamais se relever, les peuples européens seraient enfin des frères et la guerre bannie pour toujours. En bref, demain on raserait gratis ! Après la fête du 11 novembre, c'est donc la gueule de bois de 1919 et la complète désillusion : la démocratie paraît mal partie, la guerre se prolonge à l'est de l'Europe jusqu'en 1921, la révolution bolchevique gronde dans le Vieux Continent, entraînant la floraison des dictatures comme autant de remparts au communisme, et les frustrations issues des traités de paix accumulent les haines pour un prochain orage. Le pari de 1914 est perdu sur toute la ligne ! Il ne fallait pas ouvrir la boîte de Pandore !

La paix est mal partie

La cause de la démocratie a triomphé ! Quatre empires, et non des moindres, ont laissé leur peau dans cette guerre qui a été fatale aux têtes couronnées : II^e Reich, Autriche-Hongrie, Sainte Russie, Empire ottoman. C'est dire si les illusions sur la démocratisation intégrale de l'Europe, condition de sa pacification définitive, sont vivaces à l'issue du 11 novembre. Il va falloir déchanter.

« Perd la victoire »

D'abord, la paix de Versailles est mal partie. Détestée par les vaincus, elle est mal aimée par les vainqueurs. En France, l'allégresse de janvier 1919, date de l'ouverture de la conférence de la Paix, est bien retombée après juin et la signature du fameux traité : résultat d'un compromis âprement négocié, il est trop dur ou pas assez, mais il ne satisfait personne. L'historien nationaliste Jacques Bainville a cette formule bien choisie pour le définir : « Trop dur pour ce qu'il a de mou, trop mou pour ce qu'il a de dur. » Du coup, Clemenceau, le « Père la victoire », voit sa popularité s'éroder. Par ironie, des irrévérencieux l'appellent « Perd la victoire », à commencer par Foch, qui se répand en propos acrimonieux contre le président du Conseil qui aurait perdu sur le terrain politique la paix que, lui, aurait gagnée sur le champ de bataille. Comme la foule est versatile et cruelle ! En vieux routier de la politique, le Tigre aurait dû le savoir. « La paix sera ce que vous en ferez », se défend-il devant le Sénat, mais il sait déjà que les rêves du 11 novembre 1918 sont éteints.



Des « nationalités » aux « minorités »

Les traités voulaient créer de la stabilité en refondant les frontières sur le principe de l'État-nation, mais les peuples ne sont pas toujours groupés de façon claire et nette, et dans les Balkans, ils sont même carrément mélangés. Comment construire des frontières dans ces conditions et rassembler une même nationalité dans un même État ? L'idée paraît juste et solide au départ, mais elle ne peut qu'aboutir à la création d'un nouveau problème à terme, celui des minorités. Avant, il y avait des peuples sans État (les Polonais, les Tchécoslovaques, les Slaves du Sud), maintenant il y a des minorités nationales. Ainsi, la Tchécoslovaquie compte 3 millions d'Allemands sur son sol, dans la région des Sudètes, à l'ouest du pays... ce qui ne pose pas de problème en 1919, mais qui en posera un sérieux quand Hitler commencera à revendiquer l'annexion des Sudètes au nom de la Grande Allemagne ! Même galère en vue

pour la Pologne et sa minorité allemande du corridor de Dantzig avalée par un opportunisme coupable en 1918. Comme les Allemands, les Hongrois font grise mine : 700 000 Hongrois ont été englobés dans la Tchécoslovaquie, ce qui ne facilite pas les relations entre Prague et Budapest ! Les Hongrois ont d'autres raisons d'être en colère : la Yougoslavie compte une minorité d'un demi-million de Magyars et, en perdant la Transylvanie, qui leur appartenait, au profit de la Roumanie, c'est près de 1,5 million de leurs qui sont devenus roumains par la grâce des traités de paix. Si l'on excepte l'arc-en-ciel yougoslave, la Roumanie est d'ailleurs la championne toutes catégories des minorités nationales : 4 millions de personnes pour 12 millions de Roumains ! Les alliés voulaient bien faire, mais, on le sait, l'enfer est pavé de bonnes intentions.

Quant à la démocratie, ce n'est pas tout à fait ça ! Certes, Guillaume II a abdiqué et l'Allemagne est devenue une république. Mais oscillant entre coups d'État communistes et coups de force nationalistes, cette pauvre république dite « de Weimar » n'est pas le pays de cocagne des libertés publiques. Et il en va de même pour toute l'Europe centrale, plongée dans la guerre civile, les règlements de comptes, l'affrontement social et politique... Seule la Tchécoslovaquie fait figure d'exception dans ce foutoir généralisé.

Société des Nations... alliées

Bon d'accord, la paix de Versailles n'est pas folichonne, mais les alliés ont une arme secrète pour garantir la sécurité du monde : la Société des Nations. Ce joujou que Français et Anglais ont bien voulu créer pour faire plaisir à Wilson est cependant tout à fait inefficace.

Siégeant à Genève, comme une garantie de neutralité, la SDN est tout sauf neutre : club de vainqueurs, elle n'admet pas en son sein les vaincus de 14-18 ! L'Allemagne, par exemple, devra patienter à la porte jusqu'en 1926, et la Russie bolchevique n'est pas invitée à adhérer. La légitimité de ce « machin » est donc mince.

Mais il y a plus : son mode de fonctionnement conduit tout droit à la paralysie. En effet, à côté d'une assemblée où chaque pays a une voix, le véritable pouvoir appartient à un conseil, composé de quatre membres permanents (France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) et de neuf membres élus, où les décisions sont prises à l'unanimité. Il va de soi que la règle de l'unanimité équivaut au blocage généralisé. De toute façon, les États se moquent des recommandations de la SDN, car elle n'a pas les moyens de les faire appliquer concrètement. À la différence de l'ONU, sa fille légitime, la SDN n'a pas d'armée et peut juste se prévaloir d'une force morale... ce qui n'est pas tout à fait aussi convaincant qu'une menace militaire. Ainsi, elle apparaît comme spectatrice devant les coups de force qui se multiplient en Europe : haute Silésie partagée de force par la Pologne ; Memel, ville allemande de Prusse-Orientale, annexée par la Lituanie en 1923 ; occupation de Corfou par l'Italie en 1923... À quoi sert la SDN ? On peut se le demander !

Une des raisons de la grande faiblesse de ce qui devait être un lieu permanent de discussion et d'arbitrage pour éviter les conflits est la défection des États-Unis. Ironie du sort : la grande puissance qui a tanné les Européens pour accepter un projet qui ne les séduisait pas n'est pas même membre de la SDN ! Effectivement, le Sénat américain a refusé de ratifier le traité de Versailles, que Wilson a pourtant négocié pied à pied pendant cinq mois ! Enfin, lassés des affaires nauséabondes du Vieux Continent et dégoûtés de l'interventionnisme wilsonien, les Américains

ont voté pour le républicain Warren Harding en 1920, qui n'a pas caché ses intentions de retourner à l'isolationnisme : *America first* est son slogan. Et que le reste du monde se débrouille !



Cocorico : un Français prix Nobel de la paix !

Que Wilson s'arroge la paternité de la SDN est un peu exagéré. Avant que le président américain ne s'entiche de l'idée d'un Parlement des nations, le Français Léon Bourgeois, entre autres, en a depuis longtemps défendu l'instauration. Député, un temps président du Conseil, cofondateur du Parti radical en 1901, il est le délégué français aux conférences de La Haye de 1899 et 1907 qui entreprennent l'élaboration timide d'un droit international pour réglementer la guerre et favoriser l'arbitrage entre les nations. En 1906, il fait paraître *Pour*

la société des nations, pour en populariser l'idée, ce qui ne l'empêche pas de défendre les intérêts nationaux de la France à chaque crise internationale. En 1917, il dirige la commission d'études sur la Société des Nations que le président du Conseil, Alexandre Ribot, a créée, avant même que Wilson ne fasse connaître son opinion sur ce sujet, et en 1919, quand la SDN voit le jour, il en est naturellement le premier président. L'année suivante, le voilà couronné du prix Nobel de la paix, suivant Wilson, qui a reçu la distinction honorifique en 1919.

La guerre, encore et toujours

Vous croyez qu'à la onzième heure du onzième jour du onzième mois de 1918 les armes ont cessé de parler ? Vous vous trompez. Ce qui est vrai pour l'Europe occidentale ne vaut pas pour l'Europe orientale, où la guerre continue de plus belle jusqu'en 1921.

Du rouge ou du blanc ?

Depuis la révolution d'octobre 1917, la Russie connaît une guerre civile acharnée entre les « blancs », les généraux qui souhaitent la restauration du tsarisme, et les « rouges », les bolcheviques. Autant dire que le 11 novembre 1918 ne signifie rien du tout ici. Et c'est la même pagaille aux marges de la Russie, notamment dans les pays Baltes, que des armées allemandes qui font la guerre en « indépendants » et que l'on nomme « corps francs » tentent de soumettre, tandis que des armées blanches y mènent des opérations contre les bolcheviques. Il faut attendre 1920 pour que le calme revienne dans cette région avec le retrait des Allemands, la défaite des blancs et la reconnaissance de l'indépendance par les rouges. En Ukraine,

même prise de bec entre Allemands, blancs et rouges, mais il faut y ajouter les « noirs », des bandes armées anarchistes qui rêvent d'une Ukraine socialiste mais indépendante, ce dont ne veut pas Lénine, qui a besoin du grenier à blé ukrainien pour faire vivre sa révolution.



Nestor Makhno : maître de l'Ukraine et ouvrier chez Renault

Arrêté en 1908 par la police du tsar pour activité anarchiste, Nestor Makhno est libéré par la révolution en 1917. N'acceptant pas de voir l'Ukraine passer de facto sous protectorat allemand par la paix de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, il organise la révolte contre l'occupant qu'il rejette hors d'Ukraine entre septembre et décembre 1918. Puis, il affronte les troupes du général blanc Denikine, qu'il force à la retraite.

Après quoi, en 1920, il se retourne contre les rouges, sans succès cette fois. L'Ukraine ne sera pas indépendante. Blessé au combat, il fuit son pays pour éviter l'arrestation, passant par la Roumanie, la Pologne et échouant en France en 1925, où il trouve un emploi d'ouvrier dans les usines Renault. Qui pouvait alors reconnaître l'artisan de la révolution ukrainienne dans ce paisible travailleur à la chaîne ?

Les alliés, qui redoutent que la révolution ne se propage en Europe et qui ont bien l'intention de la renverser, se précipitent en Russie dès l'armistice pour briser les bolcheviques. Les Anglais attaquent par le nord, à Mourmansk, quand les Français envoient leur marine au sud, dans la mer Noire. Invités à ouvrir un front oriental contre la révolution, les Japonais ne se font pas prier pour débarquer en Sibérie orientale, suivis de près par les Américains, qui cherchent plus à marquer l'impérialisme de Tokyo à la culotte qu'à renverser les rouges de Moscou. Ils ont raison de les avoir à l'œil, car les Japonais se moquent pas mal de la révolution et se félicitent plutôt du désordre russe qui leur permet de conquérir des territoires à peu de frais militaires. Les interventions franco-britanniques sont des catastrophes : mal acceptées par les soldats, qui ne comprennent pas pourquoi on ne les démobilise pas maintenant que la guerre est terminée, et qui trouvent que l'on devrait laisser la paix aux Russes, elles doivent faire face à une résistance plus vive que prévue des populations locales ! Côté français, l'expédition tourne au fiasco en 1919 quand plusieurs bâtiments, notamment le *Voltaire*, le *France* et le *Condorcet* se mutinent sous la conduite d'André Marty et de Charles Tillon, futurs dirigeants du Parti communiste français. Le commandement n'insiste pas et le corps expéditionnaire rentre à la maison.

De plus, les alliés n'arrivent pas à coordonner les opérations des armées blanches dont les généraux jouent trop « perso », chacun d'entre eux espérant être le vainqueur des rouges et celui qui restaurera la monarchie.

Mal leur en prend : tour à tour, Ioudenitch, Denikine, Wrangel, Koltchak... sont battus par une armée rouge créée et prise en main par Trotski, qui bénéficie du système ferroviaire en étoile bâti autour de Moscou. La révolution vivra !

LE SAVIEZ-VOUS ?



Le mystère Anastasia

Alors que Kerenski songeait à exiler Nicolas II et sa famille en Grande-Bretagne, les bolcheviques font emprisonner les Romanov à Iekaterinbourg. Dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918, par peur que l'armée blanche toute proche ne les délivre, la famille impériale est assassinée. Les corps sont ensuite brûlés à l'essence et à l'acide, pour qu'ils ne soient pas identifiables, et jetés dans une mine, avant d'être ensevelis en forêt quelques jours plus tard. Pourtant, le 17 février 1920, une jeune femme prétendant être la princesse Anastasia, la fille du tsar, est retrouvée à Berlin ! Commence alors un des mystères du *xxe* siècle qui a trouvé son épilogue depuis peu. Reconnue par des proches de la famille impériale, elle multiplie les procès à la famille Romanov en exil pour récupérer sa

part d'héritage, mais la justice lui donne tort en 1970 et l'histoire prend fin avec le décès de l'intéressée en 1984. De récentes expertises ADN ont apporté une réponse post mortem à cette affaire : il ne s'agissait pas d'Anastasia mais d'une usurpatrice !

En 1990, les corps de la famille impériale sont retrouvés et identifiés, à l'exception du tsarévitch Alexis et d'Anastasia (!) dont on ne mettra la main sur les os qu'en septembre 2007. Inhumés dans la cathédrale Saint-Pierre-Saint-Paul, à Saint-Pétersbourg, Nicolas II et sa famille sont canonisés par l'Église orthodoxe en 2000. Depuis, ne dites plus Nicolas II mais saint Nicolas II !

L'appétit des Polonais

Disparue en 1795 sous les crocs de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie, la Pologne fait sa réapparition en novembre 1918. Mais à peine revoit-elle le jour qu'elle se lance dans la guerre contre la Russie. Plutôt contente de ses frontières occidentales et du corridor de Dantzig que lui ont généreusement accordé les alliés aux dépens de l'Allemagne, elle désire repousser ses frontières orientales au maximum en profitant du désordre qui règne en Russie. Lord Curzon, secrétaire du Foreign Office, a bien proposé une frontière qui s'arrête là où la population n'est plus majoritairement polonaise et où commencent les Ukrainiens et les Russes, mais il n'a pas convaincu la jeune nation qui, sous la conduite de Josef Pilsudski, se découvre un appétit insatiable.

Au départ, les victoires succèdent aux victoires. En mai 1920, les Polonais s'emparent de Kiev, la capitale ukrainienne, avec le soutien des alliés, qui voudraient bien que les Soviétiques trépassent. Mais à cette date, l'Armée rouge a triomphé de la plupart des armées blanches et peut se consacrer au cas polonais. La contre-offensive est si brutale qu'en juillet 1920 l'Armée rouge s'approche de Varsovie, où règne la panique ! Grâce à un corps expéditionnaire français commandé par le général Weygand, les Soviétiques sont repoussés et, le 12 mars 1921, les Polonais, aussi épuisés que les Russes, concluent la paix de Riga qui fixe la frontière orientale de la Pologne.

Il faut donc attendre 1921 pour que les armes se taisent à l'est de l'Europe. À cette date, sept millions de Russes sont morts depuis 1914 et certainement autant si l'on tient compte des morts causées par la grande famine de 1920-1921.

Révolution ou réaction ? Choisis ton camp, camarade !

Comme ils ne sont pas parvenus à tuer la révolution dans l'œuf, les Français et les Britanniques s'entendent pour isoler totalement la Russie soviétique du reste de l'Europe. Sorte de pestiférée soumise à un cordon sanitaire, elle n'est pas invitée à la conférence de la Paix et interdite d'adhésion à la SDN. « Il faut mettre un réseau de fils de fer barbelés qui l'empêche de se ruer sur le monde civilisé », tonne Clemenceau. Le problème, c'est que les Soviétiques n'entendent pas être contenus dans leurs frontières, Lénine et Trotski défendant la propagation de la révolution. Pour eux, le socialisme sera mondial ou ne sera pas !

L'incendie

Pour exporter la révolution dans toute l'Europe, Lénine recrée une Internationale en mars 1919, la troisième, puisque la deuxième a connu le naufrage en 1914. Également appelée Komintern, son but est de rassembler tous les partisans du socialisme révolutionnaire et de les coordonner de Moscou. Ceux qui y adhèrent quittent donc les formations réformistes sociales-démocrates et créent les partis communistes.

Dans un premier temps, la révolution a le vent dans le dos : la misère, les pénuries, l'accumulation des souffrances et la désespérance conduisent tout droit à la révolte, notamment dans les pays les plus éprouvés,

Allemagne en tête. Dans le contexte houleux de l'établissement de la République allemande, les spartakistes lancent l'insurrection ouvrière à Berlin du 6 au 11 janvier 1919 sous la conduite de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Mais la répression des corps francs, des groupes de militaires nationalistes aux ordres d'officiers réactionnaires, a raison du soulèvement ouvrier, et le 15 janvier les deux chefs spartakistes sont assassinés. Un à un, les soviets mis en place depuis novembre à Brême, Lubeck, Magdeburg, en Saxe... sont dispersés par la force et les leaders arrêtés dans le meilleur des cas, sinon passés par les armes. La Bavière, aux tendances séparatistes, qui a osé proclamer la République soviétique sous la conduite de Kurt Eisner, connaît un sort identique : Eisner est assassiné en février 1919, et le 1^{er} mai les corps francs s'emparent de Munich. Au prix de quelques centaines de communistes fusillés sans jugement, l'ordre est rétabli dans la capitale bavaroise. Contrairement à ce qu'espérait Lénine, la révolution a échoué en Allemagne.

En Hongrie, en revanche, elle triomphe... momentanément. Fait prisonnier par les Russes en 1916, Bela Kun est libéré par la révolution et se convertit au communisme. Formé par les bolcheviques qui voient en lui l'homme qui peut exporter le communisme en Hongrie, il fonde le Parti communiste magyar en novembre 1918 et conquiert le pouvoir naturellement en mars 1919, la Hongrie s'étant couverte de soviets. Il nationalise les banques, les grandes entreprises, les grandes propriétés agricoles, les chemins de fer, sépare l'Église et l'État, mais s'effondre sous les coups conjoints des nationalistes hongrois, rassemblés sous la direction de l'amiral Horthy, et des interventions étrangères, roumaines, yougoslaves, tchécoslovaques, les voisins de Bela Kun n'ayant nullement l'intention de laisser se développer à proximité un foyer de contagion communiste. Le 1^{er} août, la révolution hongroise a vécu et Bela Kun s'exile en URSS.

Sans connaître d'affrontements aussi violents, l'Italie suit elle aussi le chemin de la Russie. En 1919-1920, sa situation intérieure ressemble étrangement à celle de la Russie entre février et octobre 1917 : grèves à répétition dans les villes, occupation des usines par les ouvriers, occupation des grands domaines agricoles et partage des terres dans les campagnes. L'Italie est paralysée, l'État sans autorité, le pouvoir est à prendre. Mais il ne se trouve pas de Lénine italien pour faire la conquête du gouvernement, et lentement, en 1920, l'élan révolutionnaire retombe. Aidés de la police ou de bandes nationalistes que l'on nomme « fascistes », les grands propriétaires expulsent les salariés agricoles et les patrons retrouvent leurs usines.



Mussolini et la stratégie de la violence

Instituteur, directeur de l'Avanti !, journal du Parti socialiste italien, Benito Mussolini rompt avec ses amis quand la guerre survient et entonne la trompette nationaliste tout en gardant une phraséologie révolutionnaire : « Vive la révolution et la guerre ! » clame-t-il en 1915. Persuadé que seule la force régénère le monde, il fonde un mouvement politique et activiste, les Faisceaux milanais de combat, en mars 1919, sur un programme qui puise à la fois dans l'extrême gauche et l'extrême droite mais qui ne séduit absolument pas l'électorat. Avec 2 500 voix seulement à Milan, Mussolini est pour le moins privé d'avenir politique. On se trompe. La violente crise sociale qui paralyse le pays donne l'occasion aux faisceaux (fasci en italien) de s'illustrer dans la défense de l'ordre en remplaçant les policiers d'un État complètement dépassé : vêtus d'une chemise noire, symbolisant le deuil des espérances de l'Italie du fait de la « victoire mutilée », les fascistes organisés en bandes, les squadres, vont frapper les grévistes, assassiner des syndicalistes, mettre le feu aux permanences des partis de

gauche... Leur activisme leur vaut le soutien financier du patronat effrayé par l'idée d'une révolution possible en Italie. Tenant de plus en plus la rue, le fascisme devient une force avec laquelle il faut compter. Certes, en 1921, seuls 35 représentants fascistes sont élus sur 520 députés... mais quand on tient la rue, il est aisé de lancer le coup de force. En octobre 1922, Mussolini joue son va-tout en lançant une marche sur Rome de 26 000 militants. Les pouvoirs publics n'ont alors le choix qu'entre l'affrontement avec les bandes fascistes ou la nomination de Mussolini comme président du Conseil. C'est la seconde solution qui est choisie : Mussolini a réussi son pari et son coup de force. Or, on sait aujourd'hui qu'il était resté à Milan pendant que les troupes marchaient sur la capitale et qu'il avait réservé un train pour la Suisse au cas où l'affaire tournerait mal. La force des ennemis de la démocratie vient aussi et surtout de la faiblesse des démocrates à frapper ceux qui menacent les libertés. Mais la leçon ne sera pas retenue.

La douche froide

Les alliés avaient promis : la guerre accoucherait d'un monde de paix et de démocratie. Quelle ironie ! Non seulement la guerre s'est poursuivie jusqu'en 1921, et même 1922 en ce qui concerne la Turquie, mais la guerre civile s'est substituée à l'affrontement national et partout, la dictature l'a emporté comme une réponse à la poussée révolutionnaire.

Dictatures militaires en Hongrie, en Pologne, régime ultra-conservateur dirigé par un évêque en Autriche, monarchies autoritaires en Yougoslavie, en Roumanie, en Albanie et Bulgarie... le bilan des espoirs de 14-18 n'est pas très brillant. L'Allemagne est encore une démocratie parlementaire, en théorie, mais elle est tellement fragile que son avenir est compromis entre le marteau révolutionnaire et l'enclume d'extrême droite. Après l'échec

des spartakistes en 1919, c'est en effet au tour des corps francs de tenter leur chance par le putsch de Wolfgang Kapp, ultranationaliste qui marche sur Berlin appuyé par 6 000 hommes armés en mars 1920. Il a failli réussir son coup ! L'armée ayant refusé de tirer sur les anciens combattants qui composent les corps francs de Kapp, le gouvernement légal fuit de Berlin à Stuttgart. C'est finalement la grève générale lancée par les syndicats et les partis de gauche qui vient à bout du putsch d'extrême droite et qui contraint Kapp à s'enfuir vers la Suède. Voilà donc résumée la fragilité de la république de Weimar, obligée de frapper tantôt à droite, tantôt à gauche pour survivre, sans jamais compter sur des soutiens certains. Le retour de la prospérité, à partir de 1924, lui laissera un répit, mais la plongée dans la crise économique en 1929 scellera son sort en donnant aux nazis conduits par Hitler une audience incontestable. Au bout du compte, de toutes les nations nées des décombres des quatre empires, seule la Tchécoslovaquie est devenue une démocratie. Comme victoire, c'est bien maigre.

Il y a pire encore en Italie, où ce n'est pas une simple dictature qui se met en place mais un régime nouveau, le fascisme, qui se définit comme révolutionnaire et non réactionnaire. Cette révolution d'extrême droite qui n'a pas peur du peuple, mais qui le mobilise constamment et l'encadre militairement de l'enfance à la mort, n'est pas un simple rempart contre le communisme : Mussolini, dont le discours anticapitaliste se marie parfaitement avec le soutien sans faille du grand patronat et l'interdiction de la grève, vomit autant la démocratie que le socialisme révolutionnaire. Wilson lui donne autant de boutons que Lénine. La défense du droit est pour lui le fait des peuples faibles. Mussolini, lui, ne croit qu'en la force.

Conclusion : le totalitarisme en germe dans la guerre s'épanouit dans l'après-guerre... et ce n'est qu'un début ! Hitler continuera le combat de plus belle, on peut lui faire confiance ! L'histoire de la Grande Guerre est donc celle d'un immense gâchis à l'échelle du continent : la vieille Europe s'est suicidée, elle s'est ruinée volontairement au profit des États-Unis, et sur ses ruines fumantes ont prospéré les dictatures et les totalitarismes fasciste et stalinien. En 1900, on pouvait croire à la marche ascendante du bonheur universel et des droits des peuples, en 1920 il n'y a rien d'autre à espérer que de sauver les meubles. Mais qui a éteint la lumière ?

Les Français comme les Britanniques, si pleins d'illusions en 1914, savent en 1919 qu'ils se sont plantés dans les grandes largeurs, mais comme on ne peut refaire l'histoire, il faut la subir et boire le calice jusqu'à la lie, comme ce sera le cas de 1940 à 1945. Dès 1919, alors que la conférence de la Paix n'a pas encore produit le merveilleux traité qui va un peu plus pourrir les relations européennes d'après guerre, le *Daily Mail* annonce le drame qui menace au loin : un dessin du 17 mai représente un enfant qui pleure alors que les chefs d'État viennent de signer le traité de Versailles. « C'est curieux, dit Clemenceau, j'ai l'impression d'entendre un enfant qui pleure. » Sur le dessin, cet enfant porte la mention « classe 1940 ». En route pour la prochaine.

Sixième partie

La partie des Dix



Dans cette partie...

Ca y est ? Vous avez fini de lire le manuel et vous savez tout ce qu'il faut savoir sur 1914-1918 ? Bravo ! Mais maintenant que vous avez laissé derrière vous les ruines fumantes de l'armistice, que reste-t-il de la guerre ? Des cimetières d'abord, d'immenses nécropoles de soldats morts, et des généraux bien vivants : nous vous invitons à consulter le destin de dix d'entre eux parmi les plus célèbres, avant, pendant et après la guerre (voir chapitre 25). Quand les armes se taisent et que les illusions sur le monde plus beau de l'après-guerre disparaissent, il reste un monde absurde et complètement abasourdi dont seuls le cinéma (voir chapitre 27) et la littérature (voir chapitre 26) parviennent à saisir le pouls en dépit des monuments que l'on élève à la gloire des sacrifiés (voir chapitre 29). Mais il reste aussi des querelles d'historiens, des débats sur la réhabilitation des fusillés qui ne datent pas d'hier (voir chapitre 28), des interprétations divergentes et tout un tas d'idées reçues et de légendes auxquelles il est urgent de tordre le cou (voir chapitre 24).

Chapitre 24

Dix idées fausses sur la Grande Guerre

Dans ce chapitre :

- ▶ Les soldats ne sont pas partis la fleur au fusil
- ▶ Verdun n'est pas la plus grande bataille de la Première Guerre mondiale
- ▶ Les femmes ne se sont pas émancipées en 14-18

Que n'a-t-on pas dit sur la guerre ? Suivant sa nationalité ou ses opinions politiques, des interprétations multiples s'entrecroisent et s'opposent, alors que les historiens eux-mêmes ne sont souvent pas d'accord entre eux. Mais au-delà des querelles d'interprétation, il est des contre-vérités ou des demi-vérités qui finissent par être admises par tous à force d'être répétées. Stop ! Ne vous prêtez plus à ce petit jeu et méfiez-vous des idées reçues : nous en décortiquons ici une dizaine, rien que pour vous !

Le souvenir de l'Alsace-Lorraine a entraîné la guerre

Sujets au nombrilisme, les Français ont tendance à expliquer des événements à grande échelle par leur petit point de vue : la Première Guerre mondiale n'y échappe pas, qui a pu être présentée rapidement comme une guerre de revanche pour récupérer l'Alsace et la région de Metz, annexées par l'Allemagne en 1871. On se demande bien comment l'Alsace pourrait être la cause de la volonté d'en découdre de la Bulgarie, de l'Empire ottoman, du Portugal, de la Roumanie... et il faut reconnaître que la question de Strasbourg n'a pesé en rien dans le déclenchement de la guerre. Certes, disent les contradicteurs, mais cette dernière figure parmi les éléments qui ont empoisonné les relations internationales avant

1914 et qui ont facilité la montée d'un climat d'affrontement. C'est juste, mais il faut relativiser : la question de l'Alsace-Lorraine est très vive dans les années 1870-1890, du temps où les Français y pensent toujours sans en parler jamais et se précipitent dans la course coloniale comme un exutoire à l'humiliation. Mais ensuite, l'affaire se calme : le temps efface la frustration, et les Alsaciens, qui n'ont plus la perspective de revenir à la France, s'orientent vers la revendication de l'autonomie, qui est acquise en 1911. La question était donc sur la voie de la normalisation quand la guerre est arrivée et a ravivé les anciennes douleurs. En dehors des cercles de l'ultranationalisme, on ne parlait plus du retour à la France de l'Alsace-Lorraine en 1914, mais le déclenchement des hostilités en fait la revendication numéro un des Français en cas de victoire. C'est donc la guerre qui a rallumé le souvenir et non l'inverse !

Les soldats sont partis en 1914 la fleur au fusil

Voilà un des poncifs les plus établis sur la Grande Guerre, qui n'est pas entièrement faux, mais tout de même sacrément exagéré. Quand l'ultimatum autrichien est remis à la Serbie le 23 juillet, la guerre européenne menace en cas de fonctionnement des alliances militaires : les Français le savent et n'en mènent pas large. Au cours de cette semaine qui précède la vague des mobilisations générales, il n'y a pas de manifestations de bellicisme, mais plutôt une angoisse qui étreint les poitrines comme si le pays retenait sa respiration. Quand la mobilisation est annoncée, le 1^{er} août, les Français se résignent à la guerre : ils partent déterminés et résolus... mais pas enthousiastes ! En dépit des assurances sur la guerre courte, ils savent que beaucoup n'en reviendront pas et les adieux sont difficiles avec les parents, les épouses et les enfants. En revanche, parce qu'il faut bien se donner du courage, il y eut des manifestations patriotiques en ville, la plupart du temps à proximité des gares où s'embarquent les mobilisés. On chante, on rit, on embrasse les femmes sur le bord de la route, on couvre les wagons de graffitis annonçant les promesses de la victoire. Il faut bien se rassurer et partir en vainqueurs, mais, à tout prendre, la majorité des soldats aurait préféré rester à la ferme ou à l'usine et que la paix demeure.

Les femmes ont commencé à travailler en 14-18

Les hommes partent à la guerre, il faut donc les remplacer : au boulot, les femmes ! Ce raccourci qui veut que les femmes aient commencé

à investir le marché du travail en 1914 est une ânerie. D'abord parce que les femmes ont toujours travaillé, dans les classes populaires bien entendu : à la ferme, la paysanne ne se croise pas les doigts quand son mari moissonne et elle ne s'occupe pas que de repriser ses chaussettes. Même chose en milieu ouvrier, où la demi-paie de l'épouse (une femme reçoit un salaire de moitié inférieur à celui des hommes, en moyenne) est essentielle pour faire bouillir la marmite. Bien sûr, la guerre a facilité le travail des femmes : le taux d'activité des femmes est passé de 32 % à 40 %, et le discours dominant a encouragé le mouvement au nom de la patrie, alors qu'auparavant il avait tendance à culpabiliser celles qui quittaient leur foyer pour aller travailler. La « bonne épouse » qui devait rester à la maison a cédé le pas à la bonne Française qui doit contribuer à la défense nationale. Ce qui change, également, ce sont les métiers qui jusque-là n'acceptaient pas de femmes et qui s'ouvrent à elles par nécessité. Mais le temps de guerre est toujours exceptionnel : dès 1919, des licenciements massifs (usines de guerre...) font baisser la part des femmes sur le marché du travail, et en 1921, le taux d'activité des femmes est inférieur à ce qu'il était en 1911. Les femmes n'ont donc pas attendu la guerre pour se retrousser les manches !

Verdun est la plus grande bataille de toute la guerre

Pour les Français, assurément, Verdun est synonyme de charnier. Plus de 160 000 soldats français y ont trouvé la mort (et 140 000 allemands !). Dès la guerre, le nom de Verdun a commencé à résumer le grand carnage. Et pourtant, la bataille la plus terrible de la Grande Guerre n'est pas Verdun mais celle de la Somme : peut-être que son effacement relatif derrière Verdun vient du fait qu'il s'agit d'une bataille essentiellement menée par les Britanniques, ce qui illustre l'internationalisation du conflit (Canadiens, Irlandais, Australiens, Néo-Zélandais, Africains du Sud... vont mourir dans la Somme), alors que Verdun se résume à un duel franco-allemand.

Le jour de l'offensive sur la Somme, le 1^{er} juillet 1916, est le plus meurtrier de toute l'histoire de l'armée britannique et de toute la guerre de 1914 : 60 000 soldats mis hors de combat, dont 20 000 morts pour rien ou peu s'en faut. Au total, si l'on additionne les morts, les disparus, les prisonniers et les blessés, les Britanniques ont perdu plus de 400 000 hommes, les Allemands un chiffre équivalent et 200 000 pour les Français. À Verdun, le total des pertes avoisine les 700 000 hommes, loin derrière le million à 1,2 million de la bataille de la Somme... mais le nombre de Français tués à Verdun est bien supérieur.

Alors pourquoi se souvenir de la bataille de Verdun et moins de celle de la Somme ? Parce que la première est défensive, que toute l'armée française y a combattu et qu'elle peut résumer la guerre simplement comme une résistance désespérée de la nation française face à une agression allemande. Parce que le champ de bataille a très vite été sacralisé, « muséifié » en quelque sorte, avec ses villages détruits qui ne seront pas reconstruits, l'élévation d'un ossuaire à Douaumont, qui devient lieu de pèlerinage patriotique... alors que dans la Somme, les villages ont été reconstruits et les paysans ont remis en culture les terres dévastées. Il n'en reste pas moins que la Somme demeure pour les Anglo-Saxons un nom terrifiant, et chaque année, 200 000 touristes canadiens, anglais, irlandais, gallois, écossais, australiens, néo-zélandais, sud-africains... viennent s'y recueillir et fleurir les tombes des parents qui y sont tombés et qui sont rassemblés dans les 200 cimetières militaires de la région. Le 1^{er} juillet 2006, aux cérémonies commémoratives du 90^e anniversaire de la bataille, 10 000 Britanniques ont fait le déplacement, à commencer par le prince Charles en personne. Verdun n'a pas le privilège de la boucherie, en somme.

Les soldats enterrés vivants de la tranchée des Baïonnettes

Le monument de la tranchée des Baïonnettes est le premier monument inauguré sur le champ de bataille de Verdun, le 8 décembre 1920. Il commémore le sacrifice de soldats du 137^e régiment d'infanterie qui auraient été enterrés vivants, debout, la baïonnette au canon, par le bombardement du 10 au 12 juin 1916. En réalité, les soldats n'ont pas été enterrés vivants et l'histoire de la tranchée des Baïonnettes relève de la légende patriotique selon laquelle les vivants ne reculent pas à Verdun et les morts continuent à veiller, debout dans leurs tranchées comblées. En fait, il est impossible que la terre déplacée par un obus comble parfaitement une tranchée, et jamais les poilus ne sortaient les baïonnettes au cours d'un bombardement, car cela ne servait à rien contre les « marmites » ! Il est plus probable que des morts aient été inhumés rapidement dans un segment de tranchée et la tombe provisoire signalée par des fusils dressés. Le premier nom connu de cette sépulture est d'ailleurs la « tranchée aux fusils ». Mais après guerre, la France commémorant ses héros avait besoin de belles histoires édifiantes, et celle de ces morts continuant leur mission de sentinelle saisissait d'émotion les contemporains.

Les tirailleurs sénégalais ont servi de chair à canon

Représentant 3,5 % du total des soldats français, les troupes coloniales n'ont pas été déterminantes sur le plan militaire ; en revanche, elles ont symbolisé la force impériale de la France et ont renforcé le moral du pays. Depuis plusieurs décennies, une rumeur tenace affirme que ces troupes coloniales, en particulier les tirailleurs sénégalais, auraient été utilisées dans les coups durs, en un mot, comme de la chair à canon. Sur les 180 000 tirailleurs sénégalais, dont 130 000 ont combattu en France, 30 000 sont morts, ce qui représente un mort pour six mobilisés : c'est à peu de chose près la proportion de décès que l'on observe parmi les poilus français. En conséquence, les soldats noirs n'ont pas plus été de la chair à canon que leurs frères blancs. En revanche, ils ont souffert de maladies causées par un climat qui ne les épargnait pas, et c'est pourquoi pendant l'hiver les tirailleurs sénégalais ne sont pas employés et sont placés en hivernage dans le Midi. La croyance dans le sacrifice forcé des soldats noirs vient du choc des grands massacres de Verdun et du Chemin des Dames, où le général Mangin, avide de gloire, a porté ses troupes coloniales aux avant-postes... mais n'a reçu pour toute médaille que le surnom de « boucher des Noirs ». La mauvaise conscience coloniale des Français a continué par la suite, et jusqu'à aujourd'hui, à tisser ce mythe de la chair à canon. En cette matière, Noirs et Blancs étaient égaux... pour une fois !

Les causes de mutineries sont politiques

Les mutineries de 1917 n'ont rien de révolutionnaire ! Elles ne visent pas à renverser le gouvernement et à instaurer le socialisme, pas plus qu'à fraterniser avec les soldats allemands. Il s'agit tout simplement d'une manifestation de ras-le-bol des soldats, exaspérés contre le commandement qui les envoie à la mort en des offensives aussi inutiles que mal préparées. Les poilus ont été entendus – Pétain décidant de ne plus attaquer avant longtemps – et les soldats ont regagné leurs lignes. *L'Internationale* que les mutins ont chantée et les drapeaux rouges qu'ils ont brandis ne doivent pas faire illusion, ce sont tout simplement les attributs de la révolte et de la colère, mais non de la révolution dans le cas présent. Alors, comment expliquer que ce mythe des mutineries révolutionnaires noyées dans la répression se soit longuement inscrit dans la mémoire collective ? Pour deux raisons au moins : à droite, dès 1917, on reconstruisit l'événement pour affirmer que des agents propagandistes socialistes étaient les vecteurs de la chute du moral de l'armée. Cela pour

mieux attaquer le ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, qu'à la droite déteste et sur qui elle fait porter la responsabilité des mutineries, avant de s'en prendre aux ambiguïtés de la SFIO, qu'elle aimerait bien voir quitter le gouvernement. À l'extrême gauche, notamment au Parti communiste, même reconstruction des mutineries dès l'entre-deux-guerres pour en faire une révolte sociale contre la guerre. Or, en 1917, la révolte était dirigée surtout contre la façon dont la guerre était menée.

Les femmes se sont émancipées pendant la guerre

De 1914 à 1918, comme les hommes sont sur le front, les épouses, les jeunes filles et les grandes sœurs sont débarrassées de toute tutelle masculine. Quand le chat est parti, les souris dansent ? Pas du tout. Le quotidien des femmes dans la guerre n'est pas celui d'une fête perpétuelle : elles affrontent les privations et la vie chère pour faire vivre la famille et envoyer mandats et colis au cher et tendre sur le front. Quatre ans de séparation toutefois, cela change un homme comme une femme. Et c'est là la grande angoisse des hommes, à l'avant, qui ont peur que les femmes, à l'arrière, les oublient pendant la guerre puis refusent de se plier à leur loi après la guerre. « Quand je suis revenu de la guerre, je n'ai pas reconnu les yeux de ma femme », confie l'écrivain et ancien combattant Paul Géraudy. Le germe de l'émancipation a-t-il été semé ? On s'aperçoit, en effet, que le pantalon se diffuse pendant le conflit dans les usines de guerre – alors que son port en est prohibé pour les femmes avant 1914 car réservé à la gent masculine –, que les cheveux se coupent plus court, que les jupes raccourcissent, que le corset, symbole vestimentaire de l'emprisonnement volontaire des femmes, tombe en désuétude. Et pourtant, il n'est pas possible de parler d'émancipation sociale : le discours dominant n'est pas très favorable à l'épanouissement, mais extrêmement culpabilisant pour les femmes, les invitant notamment à procréer pour faire de futurs soldats. Sous la surveillance de tous, des belles-mères comme des voisins, les femmes doivent se comporter en bonnes Françaises... et malheur à celles qui ne comprennent pas l'importance de ce patriotisme qui confond vie privée et vie publique. En 1919, les femmes n'obtiennent pas le droit de vote et elles sont brutalement invitées à reprendre leur place au foyer pour repeupler le pays. Les années 1914-1918 ne sont dans l'esprit des hommes qu'une parenthèse, pas très enchantée, et l'après-guerre le moment d'un retour à l'ordre. Les femmes perdent ainsi la puissance paternelle, l'autorité légale sur leurs enfants qu'elles avaient obtenue temporairement en 1917 avec l'absence des maris. L'émancipation des femmes est donc postérieure à la guerre, et pour une large part, postérieure à la Seconde Guerre !

L'armée allemande n'a pas été vaincue

Côté français, cette légende n'a jamais existé, mais elle a fait un tabac outre-Rhin. À Paris, en 1919, on ne doute pas que l'Allemagne a perdu la guerre parce que son armée a été battue, mais les nationalistes allemands ont une autre interprétation : l'armée allemande n'a pas connu de défaite et n'a pas capitulé, elle s'est repliée en bon ordre depuis juillet 1918, ce qui est vrai ; mais c'est oublier que Hindenburg et Ludendorff ont exigé que les civils concluent l'armistice le plus rapidement possible pour éviter justement le désastre militaire et l'invasion du pays, qui sont devenus inévitables. Mieux vaut sauver les meubles en 1918 qu'être terrassé en 1919, puisque la résistance du pays comme de son armée atteint son point ultime.

Ainsi, c'est un civil, le député Mathias Erzberger, qui a signé l'armistice le 11 novembre 1918 dans la clairière de Rethondes, ce qui a permis à l'armée allemande de ne pas se présenter comme vaincue devant la nation. Et comme les nationalistes détestent cette République instaurée par les démocrates en novembre 1918 à l'occasion d'une révolution généralisée, ils répandent la légende du coup de poignard dans le dos : pendant que le soldat allemand combattait vaillamment, d'infâmes révolutionnaires – les « criminels de novembre » – ont proclamé la république et pactisé avec l'adversaire qui en a profité pour dépecer l'Allemagne. Cette *Dolchstosslegende*, comme on dit outre-Rhin, a même été alimentée par Hindenburg et Ludendorff, un sacré culot quand on sait qu'ils ont tanné le chancelier pour ouvrir des négociations d'armistice en septembre 1918 ! L'expression de « coup de poignard dans le dos » est d'ailleurs à mettre au crédit du maréchal von Hindenburg, en novembre 1919. Elle est appelée à une belle fortune : les nazis en ont fait leurs choux gras, une raison de plus pour mettre les « traîtres » démocrates dans les camps et préparer la revanche.

Les anciens combattants sont de droite

Cette idée préconçue est aussi fausse que tenace. Sur les huit millions de soldats mobilisés, il y a des Français de tous les bords, des socialistes comme des royalistes, des modérés comme des radicaux. On ne voit donc pas pourquoi les anciens combattants seraient forcément et intrinsèquement de droite.

D'où vient donc cette erreur d'appréciation ? Des grandes associations d'anciens combattants qui, pour le coup, sont plus marquées à droite qu'à gauche, même si la fiction de l'apolitisme est hautement proclamée par les uns comme par les autres. La plus grande de ces associations, l'UNC

(Union nationale des combattants) rassemble jusqu'à 900 000 membres dans l'entre-deux-guerres, ce qui n'est pas rien, et se situe ouvertement à droite, alors que l'Union fédérale, plus modérée, préfère dissimuler son drapeau pour ne pas semer la division dans ses rangs. Mais comment ne pas faire de politique quand on fonctionne comme un groupe de pression sur la Chambre des députés ? S'il existe des organisations de gauche, comme l'Arac (Association républicaine des anciens combattants), dirigée par Henri Barbusse et évoluant dans l'orbite du Parti communiste, les gros bataillons d'anciens combattants se trouvent à droite. Sans doute parce qu'à gauche, une fois revenu de la guerre, on n'a plus voulu entendre le discours sur le sacrifice patriotique et l'on a moins adhéré à des formations qui, fatalement, en rendant hommage aux morts et à la patrie, légitiment la guerre et la justifient.

En résumé, les anciens combattants ne sont pas de droite, mais leurs associations le sont très souvent.

Chapitre 25

Dix chefs militaires

Dans ce chapitre :

- ▶ Schlieffen, Falkenhayn, Hindenburg et Ludendorff, une belle brochette de Prussiens
- ▶ Les trois maréchaux Joffre, Foch et Pétain, et le mal-aimé Nivelle
- ▶ Douglas Haig l'Anglais et Mustafa Kemal le Turc

La guerre est finie : honneur aux morts, honneur aux soldats, aux anonymes, aux sans-grade comme ce soldat inconnu enterré sous l'Arc de Triomphe qui a la charge de représenter le sacrifice du pays. Et les chefs ? Ils ont leur part d'hommage, eux aussi, mais plus personne ne les considère comme des héros. Le héros de 1918, c'est le poilu ! Quand on regarde de plus près les choix stratégiques de ces officiers emplis d'ambition et gonflés d'importance jusqu'à s'entêter dans des offensives perdues d'avance, on se dit que la postérité est encore trop bonne.

Alfred von Schlieffen (1833-1913)

Cet aristocrate prussien a laissé son nom au plan militaire allemand qui a fonctionné de bout en bout en août 1914 avant d'échouer devant la Marne en septembre. Ancien combattant des guerres austro-prussienne de 1866 et franco-allemande de 1871, Alfred von Schlieffen s'est fait remarquer par ses talents d'organisation du champ de bataille, si bien qu'il connaît une carrière brillante qui le conduit en 1891 au poste de commandant en chef de l'armée allemande.

Il y reste quinze ans durant et y élabore le fameux plan d'invasion de la France qui porte son nom. Pour lui, le secret de la victoire réside dans la supériorité en nombre et en artillerie, c'est pourquoi il faut faire marcher les réservistes – les mobilisés – dès les premiers jours de la guerre aux côtés de l'armée d'active, à la différence des Français, qui prévoient d'envoyer l'armée d'active au front en attendant que la mobilisation s'achève. Comme l'Allemagne est encerclée par l'alliance franco-russe,

Schlieffen prévoit non de se battre sur deux fronts mais d'écraser rapidement les Français avant de se reporter sur les Russes, plus lents à mobiliser. Pour y parvenir, pas question d'attaquer frontalement l'armée française sur les Vosges, mais plutôt de la déborder par l'aile en passant par la Belgique et les plaines du Nord, jusqu'à encercler Paris par l'ouest. Sur le papier, il faut un mois environ pour prendre la capitale française, après quoi on pourra se reporter sur le front oriental.

Tandis que les Français changent de plan de campagne comme de chemise, le plan XVII de Joseph Joffre étant, comme son nom l'indique, le dix-septième du nom, les Allemands restent fidèles aux conceptions du génial stratège qui s'éteint en janvier 1913. À la veille de sa mort, il donne encore des conseils à ses successeurs : « Renforcez l'aile droite ! » Comme on le sait, le plan Schlieffen a remarquablement été exécuté, mais la bataille de la Marne l'a définitivement anéanti. Comment expliquer ce fiasco ? Schlieffen avait sans doute sous-estimé la résistance de l'armée belge qui a retardé la progression de l'armée allemande, tout comme l'intervention rapide des Britanniques à laquelle il ne croyait pas. De surcroît, l'offensive russe, alors que la mobilisation n'est pas achevée, a surpris les Allemands, qui ont dû, fin août, prélever en catastrophe des régiments sur le front ouest pour les envoyer à l'est afin d'arrêter la percée des cosaques. Enfin, l'erreur ultime du général von Kluck, qui délaisse ses objectifs d'enveloppement de la capitale pour obliquer vers Meaux et qui offre le flanc de son armée à une contre-attaque venue de Paris (avec les fameux taxis comme transport de troupes), a ruiné les espoirs du plan Schlieffen. Le vieux général s'en est retourné dans sa tombe.

Paul von Hindenburg (1847-1934)

Le grand héros allemand de la Première Guerre mondiale est né à Posen, dans la partie polonaise de la Prusse, dans une famille d'officiers et de grands propriétaires terriens. Comme son papa, Paul von Hindenburg a choisi la carrière des armes, noblesse oblige, et a livré combat lors de la guerre austro-prussienne de 1866 puis de la guerre franco-allemande de 1870-1871 comme lieutenant. En 1885, il entre à l'état-major, où il se fait remarquer par Alfred von Schlieffen en personne, et en mars 1911, parvenu au grade de général, il prend sa retraite à l'âge de 64 ans.

La guerre se charge de mettre un terme à cette retraite : en août 1914, alors que les Russes déferlent sur la Prusse et que le général Maximilian von Prittwitz envisage la retraite générale, il est rappelé et bombardé commandant des troupes allemandes du front oriental, en remplacement de Prittwitz. Fin août 1914, Hindenburg redresse la situation en arrêtant les Russes à Tannenberg, et en septembre il leur inflige une nouvelle déroute dans les lacs de Mazurie. Comme il a libéré la Prusse-Orientale

de l'invasion russe, le voilà devenu un héros national que couronne en novembre la distinction de maréchal. En 1916, après que le général von Falkenhayn s'est discrédité en échouant devant Verdun, c'est lui qui est nommé commandant en chef de l'armée allemande. Aussi populaire que le Kaiser, il se préoccupe de politique et, en quelque sorte, devient le vrai chancelier du pays en 1917. Sur le terrain des opérations, il laisse carte blanche à son adjoint, le quartier-maître von Ludendorff, qui fait échouer l'offensive du Chemin des Dames en 1917, et tente le tout pour le tout au printemps 1918 dans l'attaque de la dernière chance.

La défaite et l'armistice ne lui aliènent pas sa popularité, au contraire. Dans la débâcle de l'Allemagne d'après guerre, Hindenburg apparaît comme la figure du héros, l'homme qui incarne la fierté nationale pour la droite nationaliste dont il est l'espoir. C'est pourquoi il est élu président de la république de Weimar en 1925, à 78 ans, alors qu'il ne s'était même pas présenté au premier tour ! Confronté à la crise économique, il est débordé sur sa droite par Adolf Hitler, le leader des nazis, qu'il méprise souverainement en l'appelant « le caporal autrichien ». Hitler le lui rend bien en le traitant de « vieux fou ». En avril 1932, les deux hommes se confrontent lors de l'élection présidentielle et c'est Hindenburg qui triomphe, avec 19 millions de voix contre 13 millions pour Hitler. Mais la vie politique est tellement paralysée et la rue tenue par les militants nazis que son entourage le convainc d'appeler Hitler comme chancelier en janvier 1933. Il s'y résigne à contrecœur et, vieilli et malade, s'efface du pouvoir. Il n'a pas les moyens ni même la santé pour s'opposer au nouveau chancelier qui multiplie les marques de respect à son égard tout en attendant sa mort avec impatience. C'est chose faite le 2 août 1934 : Hitler, débarrassé, cumule alors les fonctions de chancelier et de président et fait enterrer le héros de 1914 sur le champ de bataille de Tannenberg, là où sa légende est née.

Ferdinand Foch (1851-1929)

Né à Tarbes dans une famille pyrénéenne très pratiquante qui le place comme élève chez les Jésuites, Ferdinand Foch se destine à une carrière d'ingénieur quand la guerre de 1870 survient. Engagé volontaire, il se découvre une passion pour les armes, si bien qu'après la guerre il choisit la carrière d'officier et entre à Polytechnique. Nommé professeur de tactique à l'École de guerre en 1896, il se fait remarquer comme un grand théoricien. À la tête de cette école en 1908, il forme des centaines d'officiers à la stratégie de l'offensive à outrance, avec le succès que l'on connaît en 1914 ! À 62 ans, pour finir sa carrière, il reçoit le commandement du 20^e corps, composé de Lorrains et considéré comme le meilleur de tout le pays. Mais, alors que l'heure de la retraite sonne, voici que la guerre pointe le bout de son nez. Comme quoi, il ne faut jamais désespérer.

Quand la guerre survient en août 1914, le fougueux et prétentieux Foch donne l'ordre à son corps d'armée d'attaquer en Lorraine en ne tenant pas compte des recommandations de son supérieur, le général de Castelnau. Résultat : des milliers d'hommes hachés par la mitraille et une piteuse retraite dont on fait opportunément porter le chapeau aux Provençaux du 15^e corps. Il n'est pas possible d'avouer aux Français que les meilleurs soldats de France ont été repoussés par les Allemands ! En 1915, alors que règne toujours la criminelle règle de l'offensive, il gagne du galon en dirigeant la grande bataille de l'Artois, qui échoue lamentablement devant les tranchées allemandes. Qu'à cela ne tienne : le bouillant général continue de plus belle à croire en l'élan généreux sur la Somme en 1916... avec la même réussite.

À force de s'entêter à massacrer l'infanterie, Foch commence à être aussi mal vu que Joffre : quand le généralissime est débarqué avec le bâton de maréchal, en décembre 1916, Foch perd lui aussi son commandement et reçoit en lot de consolation la médaille militaire. Éclipsé par Nivelle, il n'est pas en odeur de sainteté auprès de Pétain, qui, lui, ne jure que par la défensive. Mais en mars 1918, quand la terrible offensive allemande est lancée et que le pessimiste Pétain est démoralisé, Clemenceau fait confiance à ce chef énergique qui promet la contre-attaque. Le 26 mars, il reçoit la charge du commandement unique pour coordonner toutes les armées alliées sur le front ouest. Quand l'offensive Ludendorff s'épuise et que les Allemands commencent à céder le terrain, le voici considéré comme le grand vainqueur de 1918, un génial tacticien, alors qu'il n'a jamais changé d'opinion, ou presque, sur la conduite des opérations ! Bombardé maréchal de France en août 1918, il est également élevé à ce titre en Grande-Bretagne en 1919, et, plus étonnant, en Pologne en 1923 ! Parce que c'est lui qui a reçu l'armistice allemand dans la clairière de Rethondes, il est extrêmement populaire et collectionne les honneurs dans l'après-guerre jusqu'à entrer à l'Académie française et même à l'Académie des sciences ! Décédé le 20 mars 1929, ses cendres sont transférées sous le dôme des Invalides à Paris en 1937.

Joseph Joffre (1852-1931)

Né en 1852 à Rivesaltes, près de Perpignan (Pyrénées-Orientales), issu d'une famille modeste (son père est tonnelier), Joseph Joffre est un officier républicain, et même franc-maçon, ce qui est rare parmi les officiers supérieurs de l'armée française, où les nobles sont encore en nombre et où le conservatisme domine très largement. Après une carrière coloniale en Indochine, en Afrique occidentale et à Madagascar, il est nommé général en 1902, et en 1911, à l'âge de 59 ans, chef d'état-major général de l'armée française. À ce titre, c'est lui qui fait adopter l'ingénieux plan XVII,

qui consiste à ne tenir aucun compte du plan allemand d'invasion de la Belgique pour aller se casser les dents sur les défenses allemandes en Alsace et en Lorraine. Un chef-d'œuvre stratégique en quelque sorte !

Comme il va de soi, ce plan XVII ne fonctionne pas en août 1914 et Joffre, qui a complètement sous-estimé l'importance de l'artillerie lourde allemande, se retrouve dans une situation périlleuse. Limogeant à tout-va, il sauve le pays de la catastrophe grâce à la volte-face déterminée des soldats sur la Marne. Auréolé par cette victoire, le généralissime est ensuite sans solution face au nouveau type de conflit qu'inaugurent les tranchées : multipliant les offensives, limitées ou de grande ampleur, comme en Artois et en Champagne en 1915, Joffre met un nom sur son absence de perspective et sur sa stratégie inopérante : le grignotage ! « Je les grignote », dit-il. En attendant, des dizaines de milliers d'hommes tombent pour quelques dizaines de mètres de terrain ! Et pourtant il reste longtemps très populaire auprès des soldats – qui le surnomment « le grand-père » – comme des civils, qui lui vouent un culte. Sait-on que des milliers d'enfants nés en 1914 et 1915 ont reçu en baptême le nom de Joffre pour les garçons et de Joffrette ou Joffrine pour les filles ? Mais tout a une fin et, après sa gestion calamiteuse de l'affaire de Verdun, où, averti de la concentration de forces allemandes, il n'a pas cru à l'offensive ennemie en ce point du front, il commence à lasser le gouvernement, qui n'en peut plus de son inefficacité, comme de son autoritarisme et de son refus de se soumettre au pouvoir politique.

Avec le pitoyable échec dans la Somme, son sort est scellé : débarqué de son poste de commandant en chef et remplacé par Nivelle en décembre 1916, il reçoit le bâton de maréchal pour services rendus et est expédié en 1917 aux États-Unis pour gagner l'opinion publique à la cause française. Le 14 juillet 1919, jour du défilé de la victoire, Joffre a l'honneur de descendre les Champs-Élysées aux côtés de Ferdinand Foch et de Philippe Pétain, les deux autres maréchaux de France. Après guerre, il entre à l'Académie française, où il rejoint Foch, à croire qu'il s'agit d'une académie militaire ! Quand il meurt en janvier 1931, la nation, pas rancunière pour un sou, lui accorde des funérailles nationales. Étrangement, la mémoire collective a gardé de lui l'image d'un homme rassurant et d'un chef de génie. La réalité est tout autre.

Robert Nivelle (1856-1924)

Associé à la défaite du Chemin des Dames (avril 1917), le nom de Robert Nivelle n'a pas laissé un souvenir impérissable dans la mémoire nationale. Et pourtant, comparé à Joffre, qui lança lui aussi de grandes offensives inutiles et meurtrières, en Artois et en Champagne en 1915 comme sur la Somme en 1916, il ne démérite absolument pas.

Tout avait bien commencé pour ce bouillant officier diplômé de Polytechnique et qui a choisi l'artillerie comme arme de prédilection : quelques campagnes coloniales comme mise en bouche, et une fidélité sans faille au principe de l'attaque brusquée qui prévaut dans les écoles de guerre. En 1916, la gloire l'attend à Verdun quand, de juin à décembre 1916, il reprend aux Allemands le terrain perdu, notamment les forts de Douaumont et de Vaux. Comme sa popularité est alors très forte, et que le gouvernement cherche un successeur au vieux Joffre, qui épuise l'armée française à force de « grignoter » l'ennemi, il est choisi pour le poste de commandant en chef en décembre 1916. Âgé de 60 ans, on ne peut pas dire qu'il soit beaucoup plus jeune que celui que l'on appelle affectueusement « le grand-père », mais il promet la victoire aux Français par une meilleure combinaison de l'artillerie et de l'infanterie.

L'offensive qu'il mitonne sur le Chemin des Dames s'annonce comme désastreuse, car le secret, condition de sa réussite, est depuis longtemps éventé par les reconnaissances allemandes qui constatent que l'on masse des troupes et du matériel dans la région. C'est donc l'échec inévitable, le 16 avril 1917, quand l'attaque est déclenchée. Et pourtant, le général s'entête plusieurs jours durant en des combats inutiles alors que tout est perdu, comme le rapporte le lieutenant et député Ybarnegaray, acteur de l'événement : « À 6 heures la bataille est engagée ; à 7 heures elle est perdue. » C'est le début des mutineries et de la grande crise du moral de l'armée française. Pour prix de son échec, Nivelle est remercié, en dépit de ses efforts pour s'accrocher et du soutien que lui apportent quelques ministres qui veulent éviter la crise dans l'état-major. Remplacé par Pétain, le 15 mai 1917, il est envoyé en mission d'inspection en... Afrique du Nord. C'est la disgrâce ! Dépité, il prend sa retraite en 1921 et meurt en 1924 dans l'indifférence générale, alors que les trois autres commandants en chef de l'armée française de 1914 à 1918 sont comblés d'honneurs. La vie est injuste !

Philippe Pétain (1856-1951)

Fils d'un cultivateur aisé du Pas-de-Calais, Philippe Pétain a suivi une carrière militaire sans éclat : admis de justesse à Saint-Cyr en 1876 (403^e sur 412), il ne participe pas aux conquêtes coloniales et ne connaît la guerre que sur le papier. Enseignant dans diverses écoles militaires à partir de 1900, il se fait remarquer par son refus de prôner l'offensive à outrance et sa fâcheuse tendance à privilégier l'esprit défensif sur l'élan fougueux. Parvenu au grade de colonel, à 58 ans, il doit prendre sa retraite quand la guerre le remet en selle.

Comme Joffre manque de cadres compétents après ses nombreux limogeages, Pétain connaît une ascension fulgurante : promu général

de brigade en août 1914, il est général de division en septembre, et enfin général de corps d'armée en juin 1915. Brocardé pour sa prudence, à une époque où il est de bon ton de s'élancer joyeusement sur les lignes adverses, Pétain est l'homme de la situation quand il s'agit de défendre coûte que coûte la citadelle de Verdun, attaquée par les Allemands en février 1916. Que cet apôtre de la défensive fasse ses preuves ! Il y parvient : Verdun ne tombe pas et la popularité de Pétain devient immense. Mais l'heure de ce pessimiste dans l'âme ne sonne qu'en mai 1917, après que Robert Nivelle s'est pris les pieds dans le Chemin des Dames. Sa répression à la fois ferme et mesurée des mutineries, et surtout l'arrêt des offensives qu'il ordonne, rétablit l'ordre et le moral parmi la troupe éprouvée. « J'attends les chars et les Américains », dit-il, c'est-à-dire la supériorité effective en hommes et en matériels avant de rien tenter. Mais quand vient la grande offensive allemande du printemps 1918, Pétain est tellement défaitiste qu'il n'est plus l'homme de la situation. Georges Clemenceau ne le renvoie pas mais le coiffe du général Foch, qui réalise le commandement unique des armées alliées sous sa direction.

Après l'armistice, on se souvient que la victoire n'aurait pas été possible sans la défense de Verdun en 1916 et on lui remet le bâton de maréchal, le troisième après Joffre (décembre 1916) et Foch (août 1918). En 1925, il est choisi pour commander les troupes françaises envoyées au Maroc pour y mater la rébellion d'Abd el-Krim, que les Espagnols n'arrivent pas à soumettre. Il se lie à cette occasion avec Franco, qui commande les troupes espagnoles. Membre permanent du Conseil supérieur de la guerre, un organe qui inspire la politique militaire des gouvernements, il préconise une ligne de défense face à l'Allemagne qui sera bâtie sous le nom de « ligne Maginot ». Le gouvernement le suit quand il trouve qu'il est inutile de poursuivre cette grande tranchée fortifiée jusqu'aux Ardennes : le vainqueur de Verdun affirme que les blindés ne peuvent franchir un massif montagneux. On sait ce qu'il en a été le 10 mai 1940 : c'est justement dans les Ardennes que Hitler a percé ! Ministre de la Guerre, Pétain devient l'espoir de la droite radicalisée, qui manque de chef dans les années 1930. Nommé ambassadeur auprès de Franco en 1939, il est appelé au gouvernement au poste honorifique de vice-président du Conseil le 17 mai 1940, pour donner de l'espoir aux Français : avec le « vainqueur de Verdun » dans les rangs du gouvernement, la France ne peut pas perdre la guerre ! Non seulement elle la perdra, mais Pétain sera l'homme de l'armistice et, pire, du renversement de la République, le 10 juillet 1940, et de la collaboration avec l'ennemi. Cela lui vaut inévitablement quelques petits ennuis à la Libération : condamné à mort en 1945, il est gracié mais exilé sur l'île d'Yeu, où il meurt en 1951. D'où lui venait sa popularité ? D'avoir tenu à Verdun bien sûr, mais plus globalement d'avoir compris le premier que la stratégie de l'offensive dans la guerre des tranchées était inopérante. En 1929, quand il entre à l'Académie française (encore !) pour succéder à Foch, qui vient de décéder, Paul Valéry, qui prononce le discours d'accueil, dit de lui : « Vous avez découvert que le feu tue. » Quelle découverte, en

vérité ! Et pourtant, il aura fallu attendre 1917 pour que la majorité des officiers supérieurs le rejoigne dans cette conclusion à la portée du premier observateur venu.

Erich von Falkenhayn (1861-1922)

Les Allemands ont aussi leur Robert Nivelle : il s'appelle Erich von Falkenhayn ! Né le 11 novembre (quelle belle date !) 1861, cet aristocrate arrogant connaît une carrière militaire exemplaire avec un net penchant pour la théorie (il a été l'instructeur de l'armée chinoise), mais aussi pour la politique. Falkenhayn, en effet, a l'oreille du Kaiser, ce qui l'assure d'un poste de première importance. De fait, il est ministre de la Guerre en 1913, mais il connaît une promotion en septembre 1914 quand Helmuth von Moltke, commandant en chef des troupes allemandes, démissionne après avoir échoué à appliquer le plan Schlieffen avec succès. Falkenhayn, qui le remplace, n'est pas pour rien dans son départ : il a intrigué auprès du Kaiser pour mettre von Moltke à la porte ! À la tête de l'armée allemande, l'ambitieux Falkenhayn, qui se voit déjà en maréchal victorieux, inverse le plan Schlieffen en 1915 en espérant se débarrasser une fois pour toutes de la Russie. Les gains territoriaux sont considérables, mais l'armée du tsar n'est pas anéantie. Il se retourne alors en 1916 vers le front ouest en décidant de lancer la plus formidable des batailles sur un point concentré du front : Verdun. Le but est bien de percer le front français, mais comme il n'y parvient pas, il continue l'offensive en inventant la stratégie de l'usure. Il s'agit maintenant de « saigner à blanc » l'armée française, ni plus ni moins. Les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances : à 20 000 hommes près, les Allemands ont perdu autant de soldats à Verdun que les Français ! Disgracié, Falkenhayn est remplacé par le populaire Paul von Hindenburg et envoyé se faire voir ailleurs... sur le front roumain. L'arrogant général n'acceptera jamais son échec et continuera jusqu'à sa mort à soutenir l'idée que la guerre d'usure qu'il menait était à deux doigts de l'emporter en épuisant l'armée française. Pauvre Falkenhayn, encore un incompris !

Douglas Haig (1861-1928)

Voilà un général discret que les Français connaissent mal. Et pourtant, Douglas Haig n'est pas n'importe qui mais le commandant en chef des troupes britanniques, de 1915 à 1918, sur le front français.

Né à Édimbourg, il a fait ses classes à la prestigieuse Académie militaire de Sandhurst avant de tirer ses premières cartouches au cours de la guerre

des Boers (1899-1902). En 1914, il est promu général et commandant en second du corps expéditionnaire britannique en France dirigé par John French. Mais French n'est pas l'homme de la situation : tantôt autoritaire, tantôt irrésolu, il se brouille avec Haig comme avec le ministre de la Guerre, Herbert Kitchener. Ce dernier est même venu le sermonner en septembre 1914, en pleine bataille de la Marne, lui reprochant d'avoir hésité à livrer combat aux côtés des Français et d'avoir songé à se replier sur les ports de la Manche devant la ruée allemande. En décembre 1915, French est rappelé en Angleterre après s'être rendu impossible tant auprès de ses subordonnés qui n'exécutent pas ses ordres que des Français qui s'irritent de la mauvaise liaison entre leur armée et celle d'outre-Manche.

La chance sourit donc à Douglas Haig, qui devient le commandant en chef des troupes britanniques jusqu'à l'armistice. Mais la charge est lourde : principal responsable de l'échec dans la Somme, il commence à être surnommé « le boucher » par des soldats mécontents. Côté entente avec les Français, ce n'est pas le beau fixe, mais il est plus souple que French. En avril 1917, il accepte de se placer sous la direction de Nivelle pendant le temps de l'opération sur le Chemin des Dames, et en mars 1918 il ne fait pas de manières pour reconnaître le commandement unique au général Foch. Élevé à la dignité de maréchal en 1917, il est anobli après la guerre et meurt en 1928, honoré comme le grand vainqueur britannique de la guerre de 1914-1918.

Erich von Ludendorff (1865-1937)

S'il est un génie militaire dans cette Grande Guerre où prolifèrent les usurpateurs et les incompetents notoires, c'est bien lui. Ce Prussien qui a choisi la voie des armes dès ses 18 ans n'est pas un tendre : fermement pangermaniste, il estime que les Slaves empiètent sur des territoires qui doivent revenir aux Germains. Esprit offensif, il fait carrière à l'état-major, où Alfred von Schlieffen le prend sous son aile.

En août 1914, il est le quartier-maître du général Karl von Bülow, dont l'armée doit réduire la résistance belge pendant que les autres marchent sur la France. Pour colmater la percée inattendue des Russes en Prusse-Orientale, le voilà promptement changé de front et placé comme adjoint aux côtés du maréchal von Hindenburg. La victoire de Tannenberg, le 30 août, soude les deux hommes, qui, dès lors, ne se sépareront plus. Quand Hindenburg remplace Falkenhayn au poste de commandant en chef des armées allemandes, en août 1916, Ludendorff, son bras droit, le suit tout naturellement comme quartier-maître. C'est lui le grand stratège de l'Allemagne, qui plaide pour la guerre totale, la militarisation de la société, la guerre sous-marine à outrance (ce qui va coûter cher en provoquant l'entrée en guerre des États-Unis). Négociateur du traité

de Brest-Litovsk, si avantageux pour Berlin, il est surtout le concepteur de l'offensive de la dernière chance de mars à juillet 1918, qui parvient à renouer temporairement avec la guerre de mouvement en réussissant, à deux reprises, à repousser le front de 60 kilomètres. L'épuisement de ses troupes, désormais en infériorité numérique, le conduit à réclamer l'armistice auprès des pouvoirs civils allemands avant de démissionner en octobre 1918, quand la situation est définitivement hors de contrôle.

Ludendorff n'est pas très reconnaissant. À peine l'armistice conclu, il prétendra que l'armée allemande est restée invaincue et que ce sont les civils, et notamment les socialistes, qui ont poignardé les combattants dans le dos en demandant l'armistice. Un temps exilé en Suède, il revient en Allemagne pour adhérer au NSDAP de Hitler et participe au coup d'État raté de ce dernier, à Munich, en novembre 1923. Par égard pour ses services rendus, il n'est pas inquiété par la justice, ce qui lui permet d'être élu au Parlement sous l'étiquette nazie en 1924 et de se présenter à l'élection présidentielle de 1925, où il rassemble le score humiliant de 1,1 % des voix. Le seul homme qui pouvait concurrencer Hitler à la tête du NSDAP est à partir de ce moment complètement abattu. Hitler l'achève en faisant courir la rumeur de ses attaches franc-maçonniques, ce qui relève de la bonne blague quand on connaît la nature ultranationaliste de Ludendorff. Dégoûté, le vieux général se retire de la vie politique mais, rancunier, écrit une violente lettre à son ex-supérieur et ami Hindenburg quand celui-ci appelle Hitler au pouvoir en janvier 1933 : « Les générations futures vous maudiront dans votre tombe pour ce que vous avez fait. » Il n'avait pas tort.

Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938)

Le père de la nation turque n'est pas né en Turquie mais à Salonique, en Grèce... du temps où la Thrace était ottomane toutefois. À 12 ans, le jeune Mustafa entre au collège militaire, mais sa carrière d'officier est compromise avant 1908 par ses opinions nationalistes et modernisatrices, car il est hostile au pouvoir absolu du sultan. Après la révolution des « jeunes Turcs » qui porte les nationalistes au pouvoir, le voilà plus en cour, mais il ne peut briller dans un contexte où l'empire vole de défaite en défaite : face à l'Italie en 1911, tout d'abord, puis face à une coalition de nations balkaniques en 1912.

En 1914, l'Empire ottoman s'engage dans la guerre aux côtés des Allemands et remporte sa première victoire depuis longtemps, à Gallipoli, en 1915, quand les Franco-Britanniques cherchent à forcer le détroit des Dardanelles. Mustafa Kemal s'y illustre comme un excellent manœuvrier, ce qui le conduit à une promotion rapide : élevé au grade de colonel en avril, il est général en août 1915 ! Dès lors, il est très populaire, commande

une armée contre les Russes dans le Caucase, mais le paludisme, puis des coliques néphrétiques ont raison de sa santé en 1917 et 1918.

Le traité de Sèvres (août 1920), qui partage le pays en zones d'influence et crée une Arménie et un Kurdistan indépendants, lui est absolument insupportable. Rassemblant tous les nationalistes derrière lui, il reprend la guerre, reconquiert l'Arménie en 1920, écrase les Kurdes, puis s'attaque aux alliés en 1921 en profitant de leur désunion et de leur refus de mener une nouvelle guerre. Comme les Grecs rêvent de conquérir l'Asie Mineure, les Britanniques mèneront la guerre par allié interposé, tandis que les Français et les Italiens soutiendront Kemal pour nuire à l'hégémonie anglaise au Proche-Orient. Au départ, l'armée grecque progresse, mais, à partir d'août 1921, la fortune des armes se retourne, si bien qu'en septembre 1922 les kémalistes entrent dans Izmir (Smyrne), dont la population grecque est contrainte à l'exil.

Quand la république est officiellement proclamée, en octobre 1923, Mustafa Kemal, désormais surnommé Atatürk, le « père des Turcs » (officiellement, ce titre lui est reconnu par l'Assemblée en 1934), en devient le président et s'emploie à moderniser le pays. Influencé par le modèle français, il laïcise la nation, occidentalise le pays, que ce soit par le costume (interdiction du port du fez, qui est remplacé par le chapeau), par l'adoption de l'alphabet latin, qui se substitue à l'alphabet arabe, ou encore par la suppression de la polygamie, l'interdiction de la musique orientale et le droit de vote accordé aux femmes. Ce modernisateur n'en est pas moins un dictateur qui tient son pays d'une main de fer, tolère ou supprime l'opposition en fonction de sa vitalité et fait de même avec la liberté de la presse. Le « père des Turcs », qui n'a jamais caché sa passion pour le vin et plus encore pour le raki, est puni par là où il a péché : le 10 novembre 1938, il est emporté par une cirrhose du foie.

Chapitre 26

Dix romans sur la Grande Guerre

Dans ce chapitre :

- La charge pacifiste du *Feu*
- Le sulfureux *Diable au corps*
- L'ovni littéraire du *Voyage au bout de la nuit*

Comment raconter la guerre ? Dès 1915, les premiers romans apparaissent et présentent l'événement tragique comme une aventure, avec un souffle épique et un regard forcément manichéen. Mais cette vision n'est pas en adéquation avec ce que vivent les soldats au quotidien : c'est alors que des écrivains-combattants viennent raconter leur guerre, très différente de celle que l'arrière s' imagine. Après 1918, le spectacle des blessures physiques et psychiques causées par le conflit soulève l'horreur et le dégoût, ce qui donne un ton pessimiste, désabusé et désillusionné à la littérature de guerre. Les romans portant sur 1914-1918 sont très nombreux, faire un choix n'est donc pas facile, mais les dix retenus ici permettent de retracer l'évolution dans le temps de ce genre littéraire et vous donneront, on l'espère, l'envie d'aller voir de plus près.

« *Gaspard* » (René Benjamin, 1915)

Il n'est pas vraiment indispensable de lire *Gaspard*, récemment réédité, ou alors à titre purement documentaire. En effet, cette histoire ennuyeuse d'un soldat plein de gouaille qui ne perd jamais son humour de titi parisien, même sous le feu de l'ennemi, est typique d'une littérature de l'arrière qui ignore tout de la guerre des tranchées. À lire, donc, pour voir comment l'arrière imaginait la guerre dans les premiers temps du conflit, mais aussi pour découvrir une langue argotique qui inaugure le parler poilu. René Benjamin, un journaliste de 30 ans proche de l'Action française, reçoit le

prix Goncourt 1915 pour cette œuvre impérissable qui fut tout de même un best-seller, vendu à plus de 150 000 exemplaires. Il est le premier Goncourt de la guerre, le prix de 1914 n'ayant pas été attribué... mais les mauvaises langues affirment qu'il a combattu sans gloire, car il aurait été le seul roman en compétition !

« *Le Feu* » (Henri Barbusse, 1916)

Le Feu, c'est un peu l'anti-*Gaspard* ! Certes, tous deux ont reçu le Goncourt, mais contrairement à l'ouvrage de René Benjamin, désigné – et pour cause – à l'unanimité, celui de Barbusse a soulevé d'ardentes polémiques : Léon Daudet, membre de l'Académie et journaliste à *L'Action française*, a refusé d'accorder sa voix au *Feu*, le désignant même comme « un livre ignoble, bas et dissolvant, qui ne peut que servir l'ennemi ». Paru en feuilleton quotidien dans *L'Œuvre* entre août et septembre 1916, ce roman est écrit par un combattant de 41 ans, journaliste et écrivain dans le civil, qui sera réformé en 1917 pour des raisons de santé. Le succès du *Feu* est immédiat, on le dévore jusque sur le front, où l'on est heureux de lire un livre qui parle réellement du quotidien des soldats et qui ne cache rien de leurs sentiments. C'est pour ce réalisme des descriptions que *Le Feu* demeure un grand livre, et c'est aussi pour cela que la censure l'a laissé passer malgré son caractère pacifiste affirmé : « La guerre, aussi hideuse au moral qu'au physique [...] viole le bon sens, avilit les grandes idées, commande tous les crimes », écrit-il en défiant les nationalistes. Pire, il définit le patriotisme comme « une espèce de cancer qui absorbe toutes les forces vives et qui aboutit soit aux crises de la guerre, soit à l'épuisement et à l'asphyxie de la paix armée ». Ayant foi dans la « der des ders », il est profondément désillusionné en 1918, mais se trouve une nouvelle raison d'espérer dans la révolution socialiste : il adhère ainsi au Parti communiste en 1923.

« *Les Croix de bois* » (Roland Dorgelès, 1919)

Comme *Le Feu*, de Barbusse, *Les Croix de bois* ambitionnent de raconter le quotidien des soldats avec réalisme et crudité, mais sans plus. Ici, pas de thèse pacifiste, juste le détail désenchanté de la vie du front, dans sa routine comme dans les coups durs, un récit plein d'humanité et d'émotion. La peinture fidèle de la vie au front tient beaucoup, comme pour *Le Feu*, à l'expérience de combattant de Roland Dorgelès. Bien que réformé, le jeune homme qui menait la vie de bohème à Montmartre s'est engagé en

1914. Mal lui en a pris : la guerre l'a éloigné de sa fiancée, qui s'est très vite consolée dans les bras d'un autre. D'où l'amertume qui se dégage des *Croix de bois*, le discours virulent sur l'infidélité des femmes et la présentation des hommes comme escroqués de toute gloire. Ce roman remporte un immense succès... et pourtant il n'obtient pas le Goncourt. En 1919, après quatre romans de guerre couronnés par le prix Goncourt, *Les Croix de bois* sont évincées au profit de Marcel Proust, qui est récompensé justement pour *À l'ombre des jeunes filles en fleurs*. Ce choix disputé (six voix contre quatre) provoque une polémique : « Nous, les soldats, nous avons élu Roland Dorgelès », lit-on dans *Le Populaire*. Mauvais joueur, l'éditeur de Dorgelès, Albin Michel, fera imprimer un bandeau rouge portant la mention « Prix Goncourt. Quatre voix sur dix ». Le fait que l'on ne veuille plus récompenser un roman sur la guerre en 1919 montre que l'on change d'époque, mais l'ombre de la guerre est plus difficile à chasser que celle des jeunes filles en fleurs.

« Orages d'acier » (Ernst Jünger, 1920)

Très loin du pacifisme de Barbusse, ce livre est écrit par un officier qui ne condamne pas la guerre mais la célèbre au contraire. Né en 1895 (et mort en 1998), Jünger est un militariste passionné par la carrière des armes : de 1912 à 1914, il s'est même engagé dans la Légion étrangère ! Jeune officier plein d'ardeur, il est blessé 14 fois et ne raccroche pas son fusil au soir du 11 novembre 1918 mais reste dans l'armée jusqu'en 1923. Il est donc encore militaire quand il publie *Orages d'acier*, un livre partagé entre souvenirs et réflexions sur la guerre. Il ne trouve pas son public dans un premier temps et ce n'est que par la suite, avec la célébrité littéraire grandissante de l'auteur, qu'*Orages d'acier* est reconnu comme un témoignage de premier ordre sur la Grande Guerre, la vision d'un nationaliste qui exalte le sacrifice. De cette guerre, triste mais nécessaire car naturelle, doit naître une nouvelle humanité régénérée, affirme l'auteur. La génération du feu à laquelle il appartient est certes sacrifiée, mais elle est aussi celle de la promesse d'un âge nouveau où l'homme reprendra le contrôle sur la machine. On comprend pourquoi Jünger a été apprécié par les nazis !

« Le Diable au corps » (Raymond Radiguet, 1923)

Étoile filante de la littérature française, Raymond Radiguet est mort à 20 ans, en 1923. L'année de sa mort paraît un livre sulfureux, écrit pourtant avec retenue, qui provoque le scandale : l'histoire d'une relation amoureuse

entre un adolescent et une jeune femme dont le mari est sur le front. Une femme qui trompe son époux glorieux sans même se cacher et un jeune homme qui lui dicte les seules lettres tendres que le poilu recevra jamais, voilà un sujet scabreux et cynique qui ne plaît pas aux moralistes, cinq ans à peine après la fin de la guerre. L'introduction du *Diable au corps* est à l'avenant, particulièrement provocatrice : « Je vais encourir bien des reproches. Mais qu'y puis-je ? Est-ce ma faute si j'eus douze ans quelques mois avant la déclaration de la guerre ? [...] Que ceux déjà qui m'en veulent se représentent ce que fut la guerre pour tant de très jeunes garçons : quatre ans de grandes vacances. » Il y a de quoi s'étrangler pour les anciens de 1914. On a longtemps prétendu que cette histoire était autobiographique, la rumeur a même pénalisé une famille que Radiguet a fréquentée durant la guerre, mais c'est de loin exagéré. Au-delà du scandale qui, comme toujours, a apporté le succès à l'œuvre décriée, *Le Diable au corps* n'est pas si immoral que cela dans ce qu'il cherche à montrer les faiblesses et les lâchetés qui accompagnent cet état particulier entre l'enfance et le monde adulte dans lequel le héros évolue, voulant jouir sans assumer les responsabilités. Un roman moraliste ?

« Force-Bonté » (Bakary Diallo, 1926)

Complètement oublié, à tort, *Force-Bonté* est le premier récit émanant d'un tirailleur sénégalais. Plus encore, il est certainement la première manifestation de la littérature noire francophone. Autobiographique, *Force-Bonté* raconte l'histoire de l'auteur, jeune berger du Sénégal engagé en 1914 pour répondre à l'« appel de la France », que Bakary Diallo considère tout à fait comme sa mère patrie. Écrit simplement, par quelqu'un qui ne maîtrisait pas le français en 1914, *Force-Bonté* garde une fraîcheur naïve et une force de témoignage sur la découverte de la France par les Noirs et la découverte des Noirs par les Français. Par la suite, quand le nationalisme indigène se développera, Bakary Diallo sera attaqué comme un relais du colonialisme, puisqu'il célèbre dans son livre l'œuvre bienfaitrice de la France coloniale qui est à la fois faite de force et de bonté (d'où le titre !). Léon-Gontran Damas est l'un de ceux qui le critiquent, en conseillant aux Sénégalais, en 1937, de « foutre aux boches la paix » et de commencer par envahir le Sénégal ! Mais le témoignage de Diallo est plus ambigu que ses détracteurs le croient : tout en saluant la générosité de la France, *Force-Bonté* est un plaidoyer pour une égalité complète, politique et juridique, entre Noirs et Blancs, colonisés et colonisateurs. Par le sang versé dans cette guerre commune, le livre affirme que les Noirs sont devenus les frères et non plus les sujets des Blancs : il n'est pas sûr qu'il ait été entendu par l'ordre colonial.

« À l'ouest rien de nouveau » (Erich Maria Remarque, 1928)

Peut-être le roman sur la Grande Guerre le plus célèbre au monde, une grande œuvre pacifiste et même antimilitariste, mais sans dimension politique affirmée à l'inverse du *Feu*, de Barbusse. *À l'ouest rien de nouveau* raconte le quotidien d'un petit groupe de soldats confrontés à l'horreur de la guerre, à la faillite de toute leur éducation et de tout ce qu'ils croyaient sacré. Pour écrire un tel livre, Remarque (Erich Paul Remark de son vrai nom) s'est inspiré de son expérience de combattant, lui qui a été mobilisé en 1917. Et cela n'a pas traîné : en six semaines, le livre était écrit ! Un premier éditeur le refusa, mais le second flaira le succès, qui, en effet, fut au rendez-vous, et pas seulement en Allemagne mais dans le monde entier. Ce manifeste d'une génération perdue n'a évidemment pas été du goût des nazis, pour qui la guerre fut une magnifique initiation, et Remarque dut affronter des campagnes de presse haineuses de la part des ultranationalistes. On insinua ainsi qu'il s'appelait en réalité Kramer (anagramme de Remark) et qu'il était juif, d'où sa propension naturelle à salir la merveilleuse expérience du bain de jouvence qui réveilla la pure race aryenne ! Adapté au cinéma par le réalisateur américain Lewis Milestone, le film sortit sur les écrans allemands en décembre 1930, provoqua des émeutes orchestrées par les nazis, et fut finalement officiellement interdit pour que l'ordre soit restauré. Quand Hitler arriva au pouvoir, en 1933, Remarque comprit qu'il n'était plus temps de s'attarder en Allemagne et s'exila aux États-Unis pendant que les nazis organisaient des autodafés d'*À l'ouest rien de nouveau*. Toutes ces cérémonies expiatoires n'ont servi à rien puisque ce roman de guerre est encore aujourd'hui l'un des plus lus.

« L'Adieu aux armes » (Ernest Hemingway, 1929)

Œuvre romantique et pessimiste, *L'Adieu aux armes*, que beaucoup considèrent comme le chef-d'œuvre de Hemingway, s'inspire de l'expérience de l'auteur, engagé volontaire dans l'armée américaine en 1918 et affecté dans le corps des brancardiers sur le front italien (il avait une vue trop défaillante pour être versé dans une unité combattante). Comme son héros, Hemingway est blessé aux jambes et, comme lui, s'amourache de son infirmière... mais elle repousse ses avances. Le roman raconte l'histoire d'un jeune Américain, Frédéric Henry, engagé volontaire, gravement blessé sur le front italien, qui tombe amoureux de

son infirmière, avec qui il décide de réaliser une paix séparée en désertant et en s'enfuyant en Suisse. Mais l'on ne peut vivre heureux dans ce monde ravagé, et la mort rattrape les deux tourtereaux quand Catherine, sa belle infirmière, meurt en accouchant. On ne peut échapper à la mort ni à la douleur ! Voilà une conclusion pessimiste qui reflète tout à fait les désillusions de l'auteur, persuadé de livrer une guerre juste en mai 1918, et qui découvre une guerre atroce et dépourvue de sens, menée par des hommes harassés et soumis à l'arbitraire des officiers italiens. Blessé en juillet 1918, il revient aux États-Unis en janvier 1919 après avoir plus connu les hôpitaux de Milan que les tranchées, mais sa blessure réelle est plus profonde. Désillusionné, Hemingway rejette le monde et fuit toute sa vie en écrivain vagabond et sans attaches patriotiques ou amoureuses (quatre mariages successifs).

« *Voyage au bout de la nuit* » (Louis-Ferdinand Céline, 1932)

Premier roman de Louis-Ferdinand Céline (Destouches de son vrai nom, Céline étant le nom de sa grand-mère), *Voyage au bout de la nuit* s'inspire de son expérience de soldat. Contrairement à son personnage, Céline n'a pas été réformé pour blessure à la tête ou pour folie, comme on le lit parfois, mais pour une blessure à l'épaule droite. Son héros, Bardamu, est un antihéros qui exècre l'armée, le patriotisme, la guerre et son cortège de profiteurs et d'embusqués, petits ou grands. Le livre entier est un grand cri de révolte contre l'hypocrisie de la religion patriotique et l'absurdité de la guerre, tout y est sale et à détruire dans ce monde gangrené et dont la pourriture est révélée par le conflit. Même la syntaxe, qui désormais identifiera Céline, illustre cette révolte avec ses phrases hachées et coupées. En 1932, ce véritable ovni littéraire fait débat : certains le trouvent génial, comme Daudet, d'autres inquiétant et révoltant. À deux voix près, il loupe le Goncourt qui revient à l'illustre inconnu Guy Mazeline pour *Les Loups*, une œuvre visiblement immortelle. Mais un écrivain est né. Considéré comme un anarchiste et donc comme un auteur d'extrême gauche, Céline est en réalité un nihiliste qui ne croit en rien et qui attache bientôt ses wagons au national-socialisme, seul régime capable de lutter contre la putréfaction du monde selon lui. Le communiste Paul Nizan, qui a défendu *Voyage au bout de la nuit* dans les colonnes de *L'Humanité*, avait raison de se méfier dès 1932 du nihilisme profond de l'auteur : « Cette révolte pure peut le mener n'importe où : parmi nous, contre nous, ou nulle part. »

« *Les Âmes grises* » (Philippe Claudel, 2003)

Le regain d'intérêt pour la Première Guerre mondiale que l'on observe depuis une à deux décennies n'a pas épargné la littérature : après Sébastien Japrisot et Marc Dugain, Philippe Claudel connaît à son tour un beau succès avec un livre aussi noir que son titre.

L'histoire se déroule dans une petite ville à proximité du front, la guerre étant une toile de fond morbide pour traiter d'un fait-divers sordide, le meurtre d'une petite fille surnommée « Belle de jour ». Entre un juge d'instruction abject et un procureur inquiétant, qui tous deux se détestent, l'enquête est rondement menée au mépris de la vérité. L'enquête sur Belle de jour est d'ailleurs un prétexte pour disséquer ces « âmes grises », ces hommes emplis de lâcheté, de folie et de soupçons qui nous apparaissent dans toute leur laideur sous le scalpel du narrateur. Entre le bien et le mal, des morts qui continuent d'exister par la force de l'amour, et des vivants qui ne sont plus que des fantômes, on a l'impression que ce petit village est touché par une peste morale, un poison que la guerre, la plus grande de toutes les immoralités, distille lentement mais sûrement. Il ne fait pas bon fouiller dans les consciences des contemporains de 14-18 : c'est le temps des âmes grises !

Chapitre 27

Dix films sur la Grande Guerre

Dans ce chapitre :

- Rire de la guerre avec Charlie Chaplin
- Se faire fusiller pour l'exemple avec Stanley Kubrick
- Faire la paix le jour de Noël à l'invitation de Christian Carion

Comme les rescapés de la Shoah, certains poilus ont pu soutenir que jamais on ne pourrait raconter ce qu'ils avaient vécu. Il est vrai que les mots, les chiffres et les descriptions peinent parfois à rendre compte de ce que les individus ont ressenti... mais ce n'est pas le cas pour le cinéma, qui suscite émotions et sentiments bien plus facilement qu'un récit historique. La dimension tragique de la guerre est évidemment une source d'inspiration de premier ordre pour le septième art, qui aborde le premier conflit mondial sous des angles différents, allant du comique burlesque façon Charlie Chaplin à la profession de foi pacifiste de *Joyeux Noël*, en passant par la fresque épique de *Lawrence d'Arabie*. Approchez, approchez, il y en a pour tous les goûts !

« Charlot soldat » (Charlie Chaplin, 1918)

Faire rire avec la guerre ! Mission impossible ? Attendez de voir ce petit bijou de Charlie Chaplin première époque (1918) intitulé *Shoulder Arms* et traduit en français sous le titre *Charlot soldat*. Piètre recrue de l'armée américaine, Charlot est envoyé en France après un entraînement plus que rudimentaire : avalanche de situations comiques sur un sujet – la vie dans les tranchées – qui l'est beaucoup moins. Par exemple, notre bon *Sammy* mange du fromage (français) avec un masque à gaz, puis s'en sert contre l'ennemi comme d'une arme redoutable. Après une mission périlleuse de reconnaissance où il se camoufle en arbre, le voilà qui fait prisonnier le

kaiser Guillaume II en personne avec son fils et tout l'état-major allemand ! Ce Charlot, quel héros ! Mais ce n'était qu'un rêve : le pauvre soldat se réveille aux États-Unis et doit reprendre son entraînement militaire éreintant. La preuve est faite que l'on peut rire des tranchées, comme, plus tard, Charlie Chaplin réalisera la prouesse de faire rire du national-socialisme avec *Le Dictateur*. Étonnant, non ?

« *J'accuse* » (Abel Gance, 1919)

Projeté en 1919, le film d'Abel Gance dont le titre ne cache pas la couleur du pacifisme du réalisateur, est d'un genre plutôt noir. Tout commence par la rivalité de deux hommes, Jean et François, amoureux de la même femme, Édith. Mais dans la tranchée, les deux hommes combattent ensemble et se réconcilient ; François meurt et Édith est violée par les Allemands. C'est d'un gai ! Jean perd alors la raison et sonne le réveil des morts. Le film vaut en fait pour cette scène hallucinante, premier spectacle de morts-vivants à l'écran, une armée de cadavres qui marchent sur les vivants complètement décontenancés et qui viennent les accuser en cherchant les raisons de leur mort. On sent que les survivants de l'après-guerre ont mauvaise conscience et peinent à tourner la page du carnage. Pour incarner les morts-vivants, Gance ne s'est pas mis en peine : il a recruté des gueules cassées, tout ce qu'il y a de plus effrayant, sans maquillage ni trucage ! Pour la petite histoire, Blaise Cendrars, qui a perdu une main dans la guerre, a fait partie des acteurs de cette superbe scène.

Mais *J'accuse* a une double vie : en 1938, dans un contexte d'angoisse suscité par la montée des bruits de bottes, Abel Gance livre une nouvelle version (parlante cette fois-ci) de *J'accuse*. Au lieu de perdre la tête, Jean serait revenu de la guerre bien décidé à faire triompher la cause du pacifisme. Les années passent, et une nouvelle guerre se profile. De plus en plus effrayé, il sombre enfin dans la folie et réveille les morts, qui viennent imposer la paix aux vivants, qui ne comprennent décidément pas les leçons ! En 1919, *J'accuse* reflétait la culpabilité des vivants par rapport aux morts, en 1938 il se colore d'un ton prophétique en avertissant les contemporains sur l'horreur de la guerre qui pointe le bout de son nez. Un grand film... pour sa scène finale !

« *La Grande Illusion* » (Jean Renoir, 1937)

Ce film à succès, l'un des plus grands de Jean Renoir, raconte l'histoire d'une évasion de soldats français prisonniers en Allemagne. Pas de traîtres, pas de héros dans cette œuvre, juste des hommes de catégories

sociales différentes (l'aristocrate de Boeldieu joué par Pierre Fresnay, le mécanicien Maréchal incarné par Jean Gabin, un banquier juif, un ingénieur, un instituteur...), tous unis par le même projet d'évasion : c'est la grande fraternisation des classes ! Pas même de « méchants » dans ce film, les Allemands faisant la guerre comme les Français, en honnêtes hommes, nouant des relations d'estime voire d'amitié avec leurs prisonniers, et même des relations amoureuses dans le cas du titi parisien Maréchal, caché par une fermière allemande pendant sa cavale.

Le titre du film a longtemps suscité la polémique : s'agit-il de la fin des oppositions de classes ou des oppositions nationales ? Le sacrifice du capitaine de Boeldieu, que doit abattre malgré lui le commandant de la forteresse allemande, lui-même aristocrate, fait primer la première hypothèse. Directement inspiré du célèbre ouvrage de Norman Angell *La Grande Illusion* (1910), qui affirmait que les guerres sont appelées à disparaître du fait de la solidarité économique des nations, le titre trouve sa signification dans la dernière réplique des deux Français qui ont réussi à se faire la belle, le mécano Maréchal et le banquier Rosenthal :

« Il faut bien qu'on la finisse cette putain de guerre... en espérant que c'est la dernière.

– Ah ! Tu te fais des illusions ! »

La « der des ders », la fraternisation sociale comme la fraternisation des peuples, en voilà de belles illusions qui en 1937 ne peuvent plus tromper personne. À l'époque, la droite et la gauche s'éventrent dans une véritable guerre civile dont le but est la chute ou la survie du Front populaire, et les bruits de bottes qui montent de l'Allemagne hitlérienne annoncent la guerre inévitable. N'empêche ! *La Grande Illusion* remporte un succès considérable : « Tous les démocrates du monde doivent voir ce film », affirme le président Roosevelt. C'est bien ce qui ne plaît pas à Mussolini et à Hitler, qui en interdisent la diffusion dans leur pays. « Ennemi cinématographique numéro un », a décrété Goebbels après avoir visionné ce film qui, selon lui, manque cruellement de haine entre Français et Allemands ! Salué en 1937 comme une tentative de rapprochement entre les peuples et les classes sociales, dénonçant l'antisémitisme par le biais du personnage du sympathique Rosenthal, le film est vu en 1945 comme une illustration de l'antisémitisme populaire de la France de l'entre-deux-guerres, car le banquier Rosenthal répond à certains stéréotypes racistes. De même, on lui reproche bêtement d'annoncer la collaboration en montrant des Français se liant d'amitié avec des Allemands dans leur captivité. En 1946, quand le film ressort sur les écrans après avoir été mis au placard sous l'Occupation, Renoir fait couper la scène d'amour entre Maréchal et la fermière allemande : à cette époque, on ne voulait plus entendre parler de fraternisation avec les Allemands ! Il faudra attendre 1958 pour que la version originale du film soit pleinement restaurée. Un grand film a toujours une sacrée histoire !

« *Les Sentiers de la gloire* » (Stanley Kubrick, 1957)

Voilà une œuvre géniale et maudite : ce film de Stanley Kubrick tourné en noir et blanc avec Kirk Douglas dans le rôle-titre, celui du colonel Dax, raconte l'absurdité et l'arbitraire du commandement qui donne des ordres d'assaut que les hommes ne sont pas en mesure d'exécuter. Ensuite, les gradés de l'arrière, avides de gloire, s'emportent contre les hommes qui n'ont pas réussi à prendre la position allemande : trois soldats sont tirés au sort dans un régiment et exécutés. Une grande peinture sur le thème de l'injustice et de la dénonciation de la chair à canon donc, mais non un film à thèse : le colonel Dax n'est pas un pacifiste et le film s'achève par la reprise des assauts. Dans la veine nihiliste, Kubrick montre des individus pris au piège d'un système qui les broie et révèle que la vraie tranchée sépare les hommes de rang des officiers d'état-major plus que les soldats des deux camps.

L'accueil du film est des plus contrastés : salué par la critique américaine, qui n'y a vu que la mise en cause de l'armée française et qui déchantera lorsque Kubrick renouvellera son forfait à l'encontre des États-Unis avec *Docteur Folamour* (1964), le film est attaqué en France par les anciens combattants et l'opinion nationaliste. Contrairement à ce que l'on peut lire ici ou là, le film n'a pas été censuré officiellement, mais il n'a pas été distribué sur le territoire français. Aucun distributeur n'a pris la responsabilité de le soumettre au visa de diffusion des films. En pleine guerre d'Algérie, cette histoire d'une armée commandée par des sadiques ne plaisait pas à tout le monde. En revanche, le film passe en Belgique... très brièvement : des échauffourées entre spectateurs et anciens combattants ont convaincu les pouvoirs publics de le retirer des salles obscures ! Il faudra attendre 1975 pour qu'il sorte enfin en France, et 1991 pour que la télévision – en l'occurrence la chaîne franco-allemande Arte – le programme... fort tard dans la soirée ! Qui a peur des *Sentiers de la gloire* ?

« *Lawrence d'Arabie* » (David Lean, 1962)

La Première Guerre mondiale, ce ne sont pas que les tranchées, mais aussi les dunes du désert d'Arabie où le colonel Lawrence (incarné par Peter O'Toole) s'illustra en soutenant la révolte arabe contre les Turcs. Si les penchants sexuels, la cruauté et le narcissisme du colonel Lawrence ont été épargnés aux spectateurs, le film montre bien comment l'officier, habité par son rêve d'une nation arabe, finit par sombrer dans un délire mystico-mégalomane et par être abandonné de tous.

La réalisation du film ne fut pas une mince affaire : pour partie tourné en Jordanie, sur les lieux mêmes des combats arabo-turcs, il reçut le concours du roi Hussein, petit-fils du chérif de La Mecque qui, en 1916, déclara la guerre sainte contre les Ottomans. Pas rancunier, alors que son grand-père s'est quand même bien fait avoir par les Britanniques, Hussein réquisitionna des Bédouins pour jouer les figurants, mais il fallut engager des chrétiennes pour jouer les Bédouines ! La superproduction se confrontait ici avec les résistances culturelles issues de la tradition pluriséculaire. L'autre partie du film fut tournée en Espagne, près d'Almería, avec le concours du Maroc, qui fournit mille hommes et autant de dromadaires pour jouer les troupes du Camel Corps. À sa sortie, ce film à la distribution étincelante ne rafla pas moins de sept oscars.

« *Johnny s'en va-t-en guerre* » (Dalton Trumbo, 1971)

Sans doute le film le plus insoutenable sur la guerre. Dépressifs, s'abstenir ! Parle-t-il seulement de la guerre ? L'histoire d'un engagé américain qui reçoit une bombe sur la figure est le prétexte d'un tête-à-tête intérieur du mutilé qui ne peut communiquer avec personne puisqu'il n'a plus ni bouche, ni bras, ni jambes et qu'il est aveugle ! Prisonnier dans son propre corps, Johnny s'efforce de trouver un moyen pour se faire comprendre de son infirmière. Quand il y parvient, c'est pour demeurer à jamais enfermé et dépendant, car l'euthanasie lui est refusée. En adaptant son roman éponyme de 1939, Dalton Trumbo livre ici un film d'une incroyable violence sans jamais montrer d'images insupportables, tout est dans la suggestion et l'évocation. Le spectateur, qui voit et ressent tout du point de vue du mutilé, se sent évidemment opprimé. À couper le souffle. Mais encore une fois, une œuvre vaut essentiellement pour son contexte : en pleine guerre du Vietnam, *Johnny Got His Gun*, que les Français couronnent au Festival de Cannes, est une charge antimilitariste à vocation contemporaine. Ici, la Grande Guerre a bon dos...

« *La Vie et rien d'autre* » (Bertrand Tavernier, 1989)

Drôle de film de guerre que *La Vie et rien d'autre*, inspiré du roman de Jean Cosmos, puisque l'action se déroule en 1920 ! Et pourtant, la guerre y est peut-être plus présente que dans beaucoup d'autres films dits « d'action ». Bertrand Tavernier tire en effet le portrait d'une France ravagée, qui ne

parvient pas à tourner la page du conflit et à enterrer ses morts, au propre comme au figuré étant donné que le film est consacré au thème de la quête des corps disparus. Paysage bouleversé, villages en ruine, invalides, les stigmates de la guerre font le vrai sujet d'un film qui montre des survivants incapables d'oublier : tout se passe comme si les 250 000 soldats portés disparus, corps privés de sépulture ou corps retrouvés mais sans nom, empoisonnaient pour toujours les vivants, qui ne pourront pas faire leur deuil.

L'histoire raconte ainsi la quête de deux jeunes femmes, Irène (Sabine Azéma) et Alice (Pascale Vignal), qui recherchent l'une son mari et l'autre son fiancé, disparus en 1918. Le personnage principal, le commandant Dellaplane (Philippe Noiret), campe quant à lui un officier bougon chargé d'identifier les soldats commotionnés et psychonévrosés pour les rendre à leur famille. Derrière cette quête officielle du corps, se profile une quête plus privée, celle du sens de la vie après le cataclysme. L'esquisse d'une relation amoureuse entre Irène et le commandant apporte une réponse, mais l'on ne sait si elle se concrétisera, car la fidélité de la veuve à la mémoire du mort est un frein à la nouvelle vie de l'après-guerre. Profondément triste, ce film parvient à montrer ce qui est le plus difficile à révéler, un pays que l'on dit vainqueur mais qui est brisé sous le poids du sacrifice.

« *La Chambre des officiers* » (François Dupeyron, 2001)

Encore un film qui n'aborde la guerre qu'indirectement, sous l'angle de ses dégâts. S'ouvrant sur la mobilisation de 1914 et l'enthousiasme patriotique des premières heures (ambiance « fleur au fusil »), le film quitte rapidement le champ de bataille pour les chambres des blessés de la face de l'hôpital du Val-de-Grâce après que le héros, Adrien, a malencontreusement croisé le chemin d'un obus. Avec une mise en scène sobre (il n'est pas besoin d'en rajouter dans le dramatique avec un sujet si éprouvant), François Dupeyron parvient à rendre l'atmosphère du livre éponyme de Marc Dugain (1998) et à créer une émotion poignante dans le spectacle de ces hommes traumatisés par la défiguration et qui tentent de se reconstruire, d'être acceptés et surtout de s'accepter. Le découragement, le suicide, le rejet côtoient l'humour, la solidarité des copains, la vie qui reprend son cours... gueule cassée ou pas. Un film magnifique, aux couleurs légèrement tamisées, lent et presque à huis clos et pourtant ni long ni pesant, à ne pas manquer pour comprendre ce que signifie être une « gueule cassée ». Mais sortez les mouchoirs !

« *Un long dimanche de fiançailles* » (Jean-Pierre Jeunet, 2004)

Adapté du roman de Sébastien Japrisot (1991), *Un long dimanche de fiançailles* est le film le plus coûteux de l'histoire du cinéma français (56 millions de dollars). Avec ces moyens, les reconstitutions des tranchées sont impressionnantes et les couleurs incroyables. L'histoire quant à elle tourne autour de la jeune Mathilde (Audrey Tautou), qui ne croit pas au décès de son fiancé, Manech, et qui le recherche patiemment. En gros, c'est une enquête, une sorte de polar dans le décor de 14-18, voire pour certains un *Amélie Poulain* aux tranchées, tant les fantaisies du scénario de Jean-Pierre Jeunet rappellent celles qui émaillent son succès cinématographique précédent. En dépit de la nationalité du réalisateur comme de la majorité des acteurs, ce film n'a pas été considéré comme français par le Centre national de la cinématographie, qui a refusé de lui verser une subvention, car en matière de gros sous, c'est la nationalité du producteur – en l'occurrence américain – qui prime. Autre polémique soulevée par le film, une scène incompréhensible où un Corse, Ange Bassignano, tente de sauver sa peau en se rendant aux Allemands : « Ne me tuez pas, je ne suis pas français, je suis corse. » Cette phrase a causé du grabuge en Corse, où le film a parfois été retiré de l'affiche. Dans le roman de Japrisot, c'est un Italien qui tenait ce rôle, aussi peut-on se demander pourquoi Jeunet a pris le risque d'attaquer les Corses, dont le patriotisme, en 1914-1918, est irréprouvable.

« *Joyeux Noël* » (Christian Carion, 2005)

Noël 1914, quelque part sur le front... Alors que Français, Écossais et Allemands rivalisent de vocalises pour fêter la naissance de l'Enfant Jésus, quelques soldats sortent des tranchées, se serrent la main, échangent tabac, alcool, chocolat... C'est la fraternisation ! En dépit de quelques scènes inconcevables (une cantatrice dans une tranchée de première ligne, cela n'existe que dans l'imagination du scénariste !), ce film plein de bons sentiments sait émouvoir et, quoi qu'en ait dit la critique plutôt sévère, interroger sur le sens de la guerre.

C'est peut-être sur ce dernier point que le bât blesse : en prétendant et en répétant que l'épisode est historique, et qu'il n'a pour ainsi dire rien inventé, Christian Carion a voulu réécrire l'Histoire, affirmer que les combattants des tranchées étaient des frères de misère plus proches entre eux que des civils de l'arrière qui seraient censés se gaver de dinde aux marrons (les épouses, les parents et les enfants des soldats au front ont-ils

fait bombance ce jour-là ?). Pourquoi les contemporains se battent-ils ? On n'en sait plus rien et comme on trouve la Première Guerre mondiale absurde aujourd'hui, on la relit à l'aune de notre vision européenne pour faire des fraternisations le grand moment de cette Grande Guerre et pour ne plus y voir que des victimes. En n'assumant pas la fiction et en voulant convaincre qu'il s'agit d'Histoire, Carion loupe le coche, mais la naïveté n'exclut pas l'émotion. En effet, un bon film, ce n'est pas nécessairement un film « vrai », et jamais le spectateur n'a réclamé de leçon d'Histoire. *Joyeux Noël* est un bon film, ne lui demandons pas d'être un documentaire.

Chapitre 28

Dix fusillés réhabilités

Dans ce chapitre :

- ▶ Ne réclamez pas de pantalon neuf sans quoi il peut vous en coûter
- ▶ Ne soyez pas blessé à la main sinon vous risquez d'être suspecté d'automutilation
- ▶ Évitez de contester des ordres absurdes si vous ne voulez pas que l'on vous tue pour vous apprendre à ne pas mourir

On l'a dit plus haut, la question de la réhabilitation des fusillés ne date pas d'aujourd'hui. Dès la guerre on s'est préoccupé de rendre justice à ceux qui ont été condamnés un peu trop rapidement et souvent par erreur. Il s'agissait à l'époque non de donner raison à des opposants à la guerre, mais de réparer des erreurs judiciaires : ainsi, de 1915 à 1935, les tribunaux ont procédé à la réhabilitation d'une cinquantaine de poilus passés par les armes. En voici dix exemples, tous plus terrifiants les uns que les autres.

François Waterlot, le fusillé vivant

Pour François Waterlot, ce mineur du Pas-de-Calais, la guerre tombe bien mal : le 3 août 1914, quand il répond à la mobilisation et prend le chemin de la caserne, sa femme est sur le point d'accoucher et donne naissance à un petit garçon qu'il ne connaîtra jamais. Dans la nuit du 5 septembre, à Barbonne (Marne), un bombardement allemand sème la panique dans les premières lignes et propage la peur dans les rangs du 327^e régiment d'infanterie, celui de Waterlot, posté plus en arrière. Le mouvement de panique ne dure pas, tous les soldats reprennent leur poste, mais le général Boutegourd, qui commande la division, veut faire un exemple pour faire comprendre à la troupe qu'elle doit garder la tête froide. Sept combattants sont arrêtés, le caporal Caffiaux et les soldats Delsarte, Hubert, Barbieux, Dufour, Clément et Waterlot. Le lendemain, on leur annonce qu'ils seront fusillés sommairement sans même être jugés : nous sommes au début de la bataille de la Marne et au moment où la France joue son destin sur le champ de bataille, le respect de la légalité est le cadet des soucis du

général Boutegourd. Les soldats protestent, pleurent, réclament le droit de marcher en tête des vagues d'assaut pour se faire tuer honorablement par les Allemands plutôt que de mourir dans l'indignité, mais rien n'y fait. Même le colonel Verzat, qui commande le 327^e, et le général Petit, dirigeant la 101^e brigade, demandent la grâce des condamnés sans jugement. Mais Boutegourd ne veut rien entendre. Au matin du 7 septembre, ils sont passés par les armes. Mais le peloton, qui enrage contre le sale travail qu'on lui ordonne de faire, n'a pas toujours bien visé : « Beaucoup fermaient les yeux en pressant la gâchette. Les coups sont partis au hasard », a confié un soldat qui en faisait partie. De même, l'adjudant Terrasse, qui devait administrer le coup de grâce, ne s'est pas acquitté de sa mission. Selon des témoins, il se serait approché des corps et aurait dit : « Cela n'est pas la peine, ils sont tous morts. » C'était faux et très certainement il le savait. En effet, à peine le peloton a-t-il tourné les talons que deux fusillés se relèvent d'entre les morts : Waterlot et Barbieux sont vivants ! Le premier n'a absolument rien et demande un fusil pour se battre, « car je ne suis pas un lâche », dit-il. Le second est blessé à la cuisse. Il perdra trop de sang et décédera trois jours plus tard. Waterlot, lui, est renvoyé dans son unité et le général Boutegourd lui laisse la vie sauve. Comme on ne trompe pas la mort éternellement, celui qui sera appelé « le fusillé vivant » est finalement emporté par un obus en juin 1915 aux côtés de l'adjudant Terrasse, qui n'avait pas voulu administrer le coup de grâce.

Les anciens combattants du 327^e n'ont pas oublié leur infortuné camarade et, après guerre, une campagne s'est amorcée dans les colonnes des journaux du Nord et du Pas-de-Calais. Une coalition hétéroclite se forme avec des journaux de gauche et de droite, des anciens combattants de tous bords et la Ligue des droits de l'homme. Quand la cour d'appel de Douai est appelée à statuer sur l'affaire, elle découvre que l'exécution a été illégale. Certes, un chef a le droit de « contraindre l'obéissance » d'un subordonné sur le champ de bataille, et donc de le tuer s'il n'obéit pas, mais uniquement dans le feu de l'action. Or, les sept fusillés du 327^e n'ont pas refusé d'obéir et ont été fusillés deux jours plus tard, sans décision d'un conseil de guerre, et contre l'avis du colonel commandant le régiment. Le 22 décembre 1926, la cour décidait donc d'affirmer que les sept fusillés, dont le fusillé vivant Waterlot, n'étaient pas des lâches. Ils auraient pu le démontrer si on leur avait donné le fusil qu'ils réclamaient.

Joseph Gabrielli, le simple d'esprit

Dans le village de Pietraserena, dans la montagne corse qui domine la plaine d'Aléria, tout le monde connaît le berger Joseph Gabrielli, un simple, l'idiot du village comme on disait alors. Mais comme il est de bonne constitution et que l'on est toujours assez intelligent pour tenir un fusil, il est mobilisé en 1914. L'ennui, c'est qu'il ne connaît presque pas le français

et ne parle que le corse, cela lui coûtera cher. Le 8 juin, au cours d'un bombardement, un obus tombe juste derrière lui, ne le touche pas mais lui crée une commotion. C'est le fameux *shell-shock* ! Comme paralysé, hébété, il est envoyé au poste d'infirmerie à l'arrière. On n'entendra plus jamais parler de lui. En fait, il ne trouvera jamais le poste sanitaire et on le retrouvera six jours plus tard dans une cave. Soupçonné d'abandon de poste, il est traduit en cour martiale et peine à expliquer qu'il n'a pas réussi à retrouver son unité. Ne saisissant pas tout des débats, la seule chose qu'il répète est : « Je suis ici pour défendre la France ! » Malgré une enquête auprès de ses camarades qui tous attestent la limite de ses facultés intellectuelles, il est condamné à mort à la majorité de deux voix contre une. La scène de l'exécution, le 14 juin, à 21 heures, est éprouvante : il s'agrippe tantôt à l'aumônier, tantôt à son défenseur en criant : « Maman, maman, je ne veux pas mourir... » Le peloton est ému mais fait son travail. Le 4 novembre 1933, la cour spéciale de justice militaire estime que les juges n'ont pas tenu compte des circonstances, du choc commotionnel comme de la débilité du soldat Gabrielli : le jugement est cassé et le pauvre combattant réhabilité.

Lucien Bersot et son pantalon

Cela paraît fou et pourtant c'est vrai : un homme a bien été fusillé pour avoir refusé de porter un pantalon sale. L'affaire, qui fit grand bruit dans l'entre-deux-guerres et qui devint un symbole chez les antimilitaristes, a depuis été adaptée sous forme de roman et même portée à l'écran par Yves Boisset. Le drame se passe en février 1916, au cours de ce terrible premier hiver de guerre où les hommes sont encore en pantalon rouge. Celui de Lucien Bersot, qui a six mois d'usage, est dans un piteux état, aussi insiste-t-il fréquemment auprès du sergent fourrier pour en obtenir un neuf. Excédé par l'insistance du soldat, le sergent dépouille un mort de son pantalon souillé de sang, de boue et d'excréments et le tend à Bersot. Comme il le refuse avec véhémence, le lieutenant André entend l'altercation, s'approche et intime l'ordre à l'infortuné soldat de prendre le pantalon sale. Comme Bersot s'entête, le lieutenant le traduit en justice pour refus d'obéissance en présence de l'ennemi. Pour punition de ce crime, le soldat risque tout simplement 12 balles dans la peau. Or, la scène a lieu en cantonnement... à plusieurs kilomètres des premières lignes et donc en présence toute relative de l'ennemi. Effrayés par la sévérité de l'inculpation, les camarades de Bersot conduits par Élie Cottet-Dumoulin viennent trouver le lieutenant pour lui demander de revenir sur sa décision. En voulant sauver leur ami, ils l'ont en réalité condamné. En effet, cette requête est prise pour une forme de sédition, de mutinerie, qui décide le colonel Auroux, commandant le 60^e régiment d'infanterie, à sévir. Par téléphone, il demande l'autorisation au général Nivelle, son supérieur, l'autorisation de faire un exemple « pour arrêter dans l'œuf

cette indiscipline collective en présence de l'ennemi ». En fait, le colonel Auroux aurait aimé envoyer au poteau Bersot et Cottet-Dumoulin, mais comme il n'a pas de charge spéciale à imputer à ce dernier au regard du Code de justice militaire il abandonne son idée. On poursuivra bien celui qui a osé plaider la libération de son camarade, mais juste pour outrages à supérieur en prétendant qu'il a parlé un peu vivement au lieutenant André. Le 11 février 1915, Bersot est promptement condamné à mort et fusillé le lendemain, au matin, en pleurant et en criant le nom de sa petite fille, « Marie-Louise ! », qu'il ne reverra plus. Sa tombe est juste formée d'un monticule de terre et interdite au recueillement des soldats, mais, la nuit, des hommes viennent y planter une croix de bois. Cottet-Dumoulin, lui, a été condamné à dix ans de travaux forcés pour lui apprendre à être bon camarade.

Il faut attendre la fin de la guerre pour que la presse de Besançon, dont était originaire Bersot, se saisisse de l'affaire. Pour certains, cette histoire est tellement incroyable qu'elle ne peut être autre chose qu'une machination destinée à salir l'honneur de l'armée. Et voilà que les anciens combattants parlent, que le député Mayéras et la Ligue des droits de l'homme s'investissent dans le combat pour la réhabilitation du fusillé. Le 12 février 1922, la Cour de cassation estime que « le fait de refuser de se servir d'un pantalon sale et de le nettoyer ne constitue pas un refus d'accomplir un devoir militaire » et réhabilite Lucien Bersot. Le scandale ne se termine pas là. Il enfle au contraire deux ans plus tard quand on apprend que le colonel Auroux, qui a reçu la cravate de commandeur de la Légion d'honneur en 1921, occupe un poste important au ministère de la Guerre. André Maginot, le ministre, est interpellé à la Chambre, le 14 février 1924, mais ne veut rien entendre, considérant qu'il s'agit d'une campagne politique. La victoire de la gauche aux élections de mai 1924 conduit cependant Auroux à la retraite anticipée. Ce sera là sa seule sanction pour avoir fait tuer un homme pour un motif aussi futile.

Désiré Maillet, condamné à mort par contumace

Quand un homme disparaît en patrouille de nuit ou quand un autre est porté manquant à l'appel à l'issue d'un coup de main sans que personne l'ait vu tomber, des officiers suspicieux peuvent soupçonner une éventuelle désertion. La prudence aurait sans doute voulu que les conseils de guerre ne rendent pas de jugements par contumace ni de sentences hâtives, comme l'aurait souhaité le député Paul Meunier dans une proposition de loi de février 1917, mais l'armée en a décidé autrement. Il arrive donc que la justice militaire se prononce contre des absents, en leur promettant de passer un sale quart d'heure le jour où ils rentreront en France. Ainsi,

Désiré Maillet a été condamné à mort le 15 novembre 1917 pour désertion. Sauf qu'il n'a jamais donné signe de vie, il n'a jamais figuré sur les listes de prisonniers et sa femme n'a jamais reçu une seule lettre d'Allemagne. Celle-ci a donc protesté contre le déshonneur infligé à son mari qui, de plus, professait des opinions patriotiques et n'aurait jamais commis l'infamie de désertir. Quand la guerre a pris fin, Désiré Maillet n'est pas non plus réapparu. À force de chagrin et de honte, l'épouse est morte en laissant deux orphelins à la charge de ses vieux parents. Il faudra attendre le 7 décembre 1921 pour qu'ils soient avertis que, lors de la remise en état des champs de bataille pour les rendre à l'agriculture, le corps de Désiré Maillet venait d'être reconnu grâce à sa plaque d'identité au milieu d'un charnier. Il n'avait pas déserté, il était seulement tombé au cours d'une bataille. Il était mort pour la France sans savoir qu'on allait le déshonorer.

Les « martyrs » de Vingré

L'histoire des fusillés de Vingré est sans doute une des plus célèbres affaires judiciaires de l'immédiat après-guerre. La seule qui ait vu un des responsables de la tuerie traduit en justice à son tour. Elle commence par un fait insignifiant, le 27 novembre 1914, avec un coup de main allemand : l'irruption d'un groupe de soldats ennemi dans la tranchée de première ligne provoque un reflux précipité des soldats sur une cinquantaine de mètres. Le lieutenant Paulaud est le premier à avoir donné l'ordre du repli et il court si vite qu'il est aussi le premier à parvenir à la tranchée de résistance, où on lui demande de retourner à son poste. Les hommes retrouvent alors leurs positions que les Allemands ont abandonnées. Pour sanctionner une panique de courte durée, des mesures disciplinaires auraient suffi, mais voilà : le lieutenant Paulaud, honteux d'avoir cédé à la peur, cherche à se disculper dans son rapport et parle d'effolement qu'il aurait en vain tenté de conjurer. Il n'imagine pas les conséquences du roman qu'il est en train d'inventer.

En effet, à l'état-major de la division comme à celui du 7^e corps d'armée, dirigé par le général de Villaret, on en a assez de cette absence de sang-froid des soldats en ces premiers temps de la guerre de tranchées. Il faut que les hommes soient plus attentifs et surtout qu'ils ne prennent pas leurs jambes à leur cou dès qu'ils sont surpris : un exemple est peut-être nécessaire. Le général de division, Jullien, ne voulait pas plus de deux hommes en conseil de guerre, mais Villaret en traduit 24 ! L'instruction est on ne peut plus partielle : le sergent Grenier, qui vient de lui-même trouver l'enquêteur pour lui dire que les hommes n'ont fait qu'obéir à un ordre de repli donné par le lieutenant Paulaud, est rabroué. « Qui vous demande quelque chose ? » lui lance-t-on. Le lieutenant Paulaud se pose en homme courageux ayant tenté de ramener sa section à la raison, mais pour ne pas être contredit il va trouver les prévenus et leur dit que tout s'arrangera

s'ils ne parlent pas de lui. Les soldats sont confiants et croient que leur jugement est purement formel et qu'ils seront tous acquittés. Ils ne savent pas que tout est joué, ou presque. Le 2 décembre, la veille du jugement, le colonel Pinoteau a croisé l'aumônier et lui a annoncé des exécutions capitales. La seule incertitude consiste dans le nombre de condamnés à mort.

Combien faut-il en fusiller ? Avant même le jugement, le colonel Pinoteau demande au lieutenant Paupier de lui désigner six bonshommes sur les vingt-quatre accusés. Comme Paupier refuse, Pinoteau s'en remet au hasard. Quand le conseil de guerre se réunit le 3 décembre à 18 heures, c'est donc une comédie judiciaire qui se joue puisque tout est déjà décidé. Sans surprise, le verdict acquitte 18 soldats et en condamne 6 autres à la peine de mort : le caporal Paul-Henri Floch et les soldats Pierre Gay, Jean Blanchard, Francisque Durantet, Jean Quinaud et Claude Pettelet, tous cultivateurs de l'Allier ou de la Loire. Ils sont passés par les armes au petit matin du 4 décembre.

Une fois la paix revenue, les anciens combattants veulent régler leurs comptes. Avec les familles des fusillés, des relais politiques locaux de droite comme de gauche et le soutien de journaux comme *La Montagne*, ils rouvrent l'affaire. L'Union nationale des combattants, une organisation classée à droite, et son président, le député Charles Bernard, ne sont pas les derniers à réclamer justice pour les fusillés de Vingré. Après avoir résisté quelques mois, le ministre de la Guerre consent à confier le dossier à la Cour de cassation. Les témoins qui y défilent accusent tous le lieutenant Paulaud de lâcheté, mais évidemment celui-ci nie en bloc. Quand le lieutenant Paupier, qui commandait la tranchée de résistance, raconte que Paulaud est arrivé en courant, sans son couvre-chef tellement il s'était précipité, l'affaire est entendue. Le 29 janvier 1921, la Cour de cassation annule donc le jugement de 1914 pour défaut d'information et réhabilite les fusillés qui ont été condamnés au hasard.

On croit que le drame de Vingré est clos, mais la colère de l'opinion est telle qu'elle exige des coupables. Et comme le lieutenant Paulaud est celui par qui le drame est arrivé, la campagne se poursuit pour le traduire en justice. Devant la fronde, le ministre de la Guerre se résigne à demander la constitution d'un conseil de guerre pour juger Paulaud. Mais l'armée n'aime pas juger ses officiers, et elle redoute également d'ouvrir une boîte de Pandore : Paulaud est un simple lieutenant, mais demain c'est un colonel, un général que l'on traînera devant un tribunal si l'on n'y prend pas garde. Le conseil de guerre qui se réunit à Clermont-Ferrand le 5 octobre 1921 est donc lui aussi une parodie de justice : Paulaud nie et se contredit, Pinoteau ne se rappelle plus rien, tout comme les juges qui ont condamné les six innocents, et le général de Villaret, qui a exigé la mise en jugement de 24 hommes, n'est même pas interrogé. Au final, Paulaud est acquitté. S'il y a des victimes, il n'y a donc pas de coupables. Au lendemain de ce procès peu glorieux, *La Montagne* titre : « Morts de Vingré, vous avez tort ! »

Louis Sandt, un patriote exécuté sommairement

Il n'y a pas que les soldats qui sont victimes d'erreurs judiciaires. Louis Sandt, cet ancien militaire passé par la gendarmerie avant de prendre sa retraite en fait l'amère expérience. Secrétaire de la mairie d'Éteignières, dans les Ardennes, il est un des derniers à fuir quand les Allemands envahissent le pays. Dans le climat d'août 1914, où l'on voit des espions partout, il est arrêté par une sentinelle française qui le prend pour un agent de l'ennemi. Il a beau faire étalage de ses états de service dans l'armée, on ne le croit pas et on l'enferme dans une salle de classe en attendant de prendre une décision à son égard. L'instituteur du cru le reconnaît, mais on le repousse quand il vient témoigner. Les soldats se croient en pays hostile et, du fait de l'invasion, trahis de partout. Finalement, comme on ne sait que faire, un adjudant sort son pistolet et règle la question en tirant une balle dans la tête du prisonnier. Louis Sandt s'écroule, mais, n'ayant pas rendu son dernier souffle, il est traîné dans la cour pour être achevé à coups de bêche. Voilà ce que l'on fait aux traîtres à la patrie ! Le 20 juillet 1928, après que la Ligue des droits de l'homme a procédé à une enquête, la cour d'appel de Nancy reconnaît que le pauvre Louis Sandt était innocent et qu'il s'est trouvé au mauvais endroit au mauvais moment.

Auguste Odde et Joseph Tomasini, les faux mutilés volontaires

Au début de la guerre, les mutilations volontaires sont la terreur de l'autorité militaire, qui trouve qu'il y a tout de même un peu trop de blessés aux bras ou aux mains. Il faut sévir. À cet effet, seize hommes sont rassemblés le 10 septembre 1914 dans l'ambulance de Ligny-en-Barrois, tous suspectés d'automutilations puisque blessés légèrement. Le médecin-major Cathoire y est invité à procéder, de nuit, à un examen : d'un seul coup d'œil, il en reconnaît six comme coupables, deux comme douteux et en innocente huit autres. Le 18 septembre, se fondant sur le certificat médical de ce médecin peu scrupuleux, les six hommes accusés de mutilations volontaires sont traînés devant un conseil de guerre qui les condamne rondement à la peine de mort. Parce qu'il n'est pas nécessaire de fusiller tout le monde pour faire un exemple, les soldats Odde et Tomasini sont les seuls exécutés, le 19 septembre, tandis qu'une demande de grâce est officiellement transmise au président de la République *via* le général Carbillat pour les quatre autres. Le 11 octobre, un médecin qui leur apporte des soins découvre des éclats de shrapnell dans le bras gauche

d'un patient. Ce condamné à mort ne s'est donc pas mutilé lui-même mais est un vrai blessé de guerre ! Le certificat médical du Dr Cathoire n'a donc aucune valeur à côté de cette preuve. La Cour de cassation annule donc le jugement de septembre 1914 le 10 mars 1915 pour les quatre survivants. En revanche, il n'est pas possible de ressusciter les morts. Interrogé, le Dr Cathoire se défend pitoyablement : « J'ai procédé à un examen hâtif, en pleine nuit, dans une grange. Je pensais qu'obligatoirement il serait procédé à une instruction, qu'un examen plus approfondi des blessés avec épreuves radiographiques à l'appui serait fait dans les formations sanitaires de Verdun. » Puisqu'il n'était sûr de rien, que ne s'est-il gardé d'accuser franchement des hommes de s'être mutilés volontairement ? Et comment ose-t-il croire que les conseils de guerre ordonnent des radiographies des accusés ? En tout cas, les procès d'Auguste Odde et Joseph Tomasini sont rouverts, on enquête auprès de leurs officiers et camarades, qui tous attestent le bon esprit de ces infortunés soldats. Le 12 septembre 1918, ils sont officiellement réhabilités. Bien entendu, il n'y a pas de preuve de leur innocence... mais y en avait-il de leur culpabilité ?

Les fusillés de Flirey réclamaient un peu de justice

Les débuts de l'année 1915 sont particulièrement éprouvants pour les soldats soumis à la géniale stratégie du « grignotage », qui consiste à attaquer un peu partout et à peu près continuellement afin d'entretenir le mordant des troupes et d'user le moral de l'adversaire. En réalité, seule l'armée française s'use à ce régime. Heureusement, ce n'est pas toujours aux mêmes de « monter à la fourchette », et, après une participation à un coup de tabac, les unités éprouvées sont ramenées à l'arrière des lignes pour souffler un peu et se reconstituer. Ce n'est toutefois pas le cas de la 5^e compagnie du 63^e régiment d'infanterie, qui, après s'être illustrée dans des combats en Lorraine, du 3 au 5 avril 1915, apprend qu'elle sera engagée dans une nouvelle offensive que prépare le 31^e corps. « Ce n'est pas juste », protestent les soldats qui trouvent qu'ils ont mérité un peu de repos selon l'usage. Ce n'est pas une question de lâcheté mais d'équité : chacun son tour, c'est tout. Comme la mauvaise humeur de la 5^e compagnie arrive aux oreilles de tout le régiment, le général Proye vient haranguer les hommes pour les remettre dans le droit chemin de l'obéissance, mais les effets de son discours sont plutôt dévastateurs, car il s'emporte, accuse les hommes de lâcheté et tient des propos injurieux contre les députés de gauche, qui n'ont pourtant rien à voir dans l'affaire. Finalement, il finit sa péroraison sous les sifflets.

Le 18 avril, cependant, la 5^e compagnie monte en ligne comme tout le monde, résignée à faire son devoir. Quand elle découvre le secteur qu'on lui a attribué, une sorte de goulet d'étranglement où les Allemands ont installé des mitrailleuses sur les parties les plus hautes, ils enragent. Dans le no man's land pourrissent déjà 300 cadavres de pantalons rouges, appartenant à trois régiments différents. Et bientôt eux aussi seront couchés sur la terre glacée si la préparation d'artillerie ne retourne pas les réseaux de fils de fer et les tranchées allemandes. Le bombardement français, parlons-en ! Les 75 qui pleuvent sont trop courts et tombent plus sur les lignes françaises que sur celles de l'ennemi. Quand la préparation s'achève, les soldats constatent que les défenses sont intactes et qu'ils sont promis à la mort s'ils attaquent. Aussi, le 19 avril, à 6 heures du matin, ils ne sortent pas quand les officiers sifflent l'assaut. Ceux qui s'exécutent sont d'ailleurs vite obligés de se jeter au sol pour éviter la mitraille et rejoignent la tranchée de départ en rampant.

Le général Delétoille, qui commande le 31^e corps, enrage et voudrait faire fusiller toute la compagnie, soit 250 hommes ! Le colonel Paulmier, qui commande le régiment, se met à genoux pour arracher une punition moins terrifiante. Après un long marchandage, le général accepte le chiffre de six fusillés. Reste maintenant au colonel le soin de les désigner. Pour ce faire, il charge les chefs de section de choisir chacun un homme « parmi les meneurs »... mais il n'y a pas de meneurs ! On s'en remet donc au hasard et on présente seulement cinq coupables au conseil de guerre, car un lieutenant a refusé de désigner un de ses hommes : « S'il y a des punitions à infliger, qu'on me punisse moi seul », a lancé ce courageux officier. L'un est acquitté parce qu'il a posé les pieds sur l'échelle, mais Fontanaud, Baudy, Prebost et Morange sont sans surprise condamnés à mort le 19 avril. Le verdict n'était-il pas dicté d'avance ?

Quand on rassemble le régiment pour assister à l'exemple, l'indignation explose. Les soldats insultent les chefs : « Assassins ! Crapules ! Assassins ! » Puis ils se débandent sans autorisation, à tel point qu'il faut abréger la cérémonie en catastrophe et supprimer la parade militaire, musique en tête, devant les corps. Dès lors, le général Delétoille est considéré avec mépris par tous les hommes. À la fin du mois d'avril, son auto recevra une volée de cailloux alors qu'il passait dans un cantonnement.

Après guerre, les associations d'anciens combattants, la presse socialiste et radicale, et la Ligue des droits de l'homme entament le combat pour la réhabilitation des fusillés de Flirey, mais il n'y a rien à faire : chaque fois, l'action en justice ne donne rien. C'est que la Cour de cassation n'est pas là pour apprécier les circonstances mais pour statuer sur la forme. Or, la 5^e compagnie s'était bien rendue coupable d'un refus d'obéissance en n'attaquant pas. La peine était donc légitime en droit, même si elle ne l'était pas moralement. Il faudra attendre la réunion de la cour spéciale

de justice militaire, formée dans le but de régler les affaires litigieuses et où siègent autant de magistrats que d'anciens combattants, pour que les fusillés soient enfin réhabilités, le 2 juin 1934. Les victimes de Flirey étaient peut-être coupables au sens juridique du terme, mais comment qualifier ceux qui, en 1915, envoyaient des milliers d'hommes à la mort dans des offensives inutiles ? Mourir pour la patrie est une chose, mourir pour rien en est une autre.

Camille Chemin et Édouard Pillet ont eu tort de garder les sacs

En février 1915, revenant d'un assaut dans le bois de Chapelotte (Vosges), la 20^e compagnie du 37^e colonial a la mauvaise surprise de découvrir que les sacs laissés en arrière ont été dévalisés en leur absence. Devant la colère des hommes, le capitaine Bastide propose qu'à l'avenir deux hommes restent affectés à la surveillance des sacs quand il faudra monter à l'attaque. Et pour accomplir cette besogne tranquille qui relève de la planque, il désigne Camille Chemin, un cultivateur père de cinq enfants, et Édouard Pillet, soutien de famille. Dans la nuit du 22 au 23 juin, la compagnie part une nouvelle fois à l'assaut. Mais le capitaine Bastide n'est plus là, il a été affecté dans une autre unité et a oublié de faire connaître ses consignes à son successeur. Chemin et Pillet, qui sont restés en arrière à surveiller les sacs, sont donc considérés comme coupables d'abandon de poste, arrêtés plus d'un mois après les faits (!), le 26 juillet 1915, et déférés en conseil de guerre le 4 août, sans aucun témoin ni aucune instruction. Tous les hommes de la compagnie, en effet, auraient pu confirmer leurs dires, et le capitaine Bastide les aurait défendus s'il avait connu leur infortune. Il paraît que les exemples fortifient la troupe et que c'est la raison d'être de ces fusillades, mais c'est plutôt le contraire qui se produit. Des soldats du 37^e colonial, rassemblés pour la grande fête, crient : « Assassins ! Assassins ! » Et un témoin confirme qu'ils « regagnèrent leurs cantonnements en proie à une profonde tristesse. Ils étaient aussi déprimés et abattus que s'ils s'étaient trouvés pendant des heures sous des rafales d'obus ». Il sera facile après guerre de prouver que Chemin et Pillet n'ont fait que suivre de bonne foi les consignes de leur capitaine. Pourtant, la révision du procès est rejetée à deux reprises, en 1922 et 1926. Il faudra là aussi attendre la réunion de la cour spéciale de justice militaire pour qu'ils soient enfin déclarés innocents, le 17 février 1934. Au cours des débats, le général Ducarre, qui commandait autrefois le 37^e colonial, a tenté devant la cour de justifier l'exécution : « Il fallait faire des exemples. » Le président s'étrangle : « Ne dites pas cela, ne dites pas cela. » Rendre justice, en effet, ce n'est pas uniquement faire des exemples.

Les caporaux de Souain

Avec l'affaire du pantalon, celle des quatre caporaux est certainement la plus célèbre de l'entre-deux-guerres. Elle doit son exposition médiatique à une femme, Blanche Maupas, la veuve du caporal Théophile Maupas, instituteur dans la Manche et fusillé devant Souain le 17 mars 1915. Alors que les autres familles n'ont pas eu le courage d'affronter la honte, l'armée, la justice, elle n'a eu de cesse de réclamer justice, et même vengeance, pour son mari. Elle a même songé, en 1922, à aller assassiner le général Réveilhac dans sa demeure de Nantes, où il coule des jours paisibles. Elle y a renoncé, car elle sait que ce ne serait pas la justice et qu'elle perdrait son honneur à vouloir laver celui de son mari. « Un crime ne répare pas un autre crime », écrira-t-elle.

Ce qui s'est passé à Souain ressemble à l'affaire de Flirey : après des offensives répétées contre des lignes allemandes inexpugnables, les hommes du 336^e sont las des massacres inutiles, des échecs successifs et ils sont épuisés. Il est vrai que l'état-major, à l'arrière, ne connaît pas la réalité des tranchées et prescrit par exemple de harceler l'ennemi par des tirs réguliers alors que les mortiers n'ont pas plus de cinq bombes en réserve chacun : on fait mieux comme harcèlement ! Jean Jadé, ancien commandant de la 18^e compagnie du 336^e régiment, devenu député conservateur du Finistère, racontera à la Chambre, le 23 avril 1921, les conditions terribles de l'attaque du 8 mars 1915 : non seulement les fils de fer des tranchées allemandes sont intacts, mais des unités françaises qui n'ont pas été prévenues de l'attaque surprise lancent des fusées éclairantes et mâchent ainsi le travail de l'ennemi en illuminant le champ de bataille. Jadé décide donc d'épargner la mort à ses hommes et refuse de sortir. Ce chef qui a le courage de désobéir parce que les ordres sont absurdes se rend alors auprès du commandant du bataillon pour s'offrir en victime expiatoire et lui dire : « J'ai pris sur moi de ne pas sortir, mais comme je ne veux pas que vous puissiez considérer cela comme une lâcheté, je suis prêt à monter sur le tremplin. » Ce qui se passe le 10 mars, dans le même secteur, avec une autre compagnie du 336^e est assez proche : considérant que l'assaut est vain et qu'ils vont conduire leurs hommes à la mort, les officiers de la 21^e compagnie ne donnent pas l'ordre d'attaquer. En colère, le général Réveilhac, qui apprend que ses soldats ne sortent pas des tranchées, aurait menacé de les faire bombarder par leur propre artillerie. C'est le colonel Bérubé, commandant l'artillerie divisionnaire, qui s'y serait absolument opposé, rapporte le député Jean Jadé. On retrouvera ces faits dans le film *Les Sentiers de la gloire*, de Kubrick. Ils paraissent outrés et tout à fait exagérés... et pourtant.

S'il n'a pas fait pilonner les tranchées françaises, Réveilhac se contente de traduire 24 hommes en justice dont 18 soldats et 6 caporaux, tous désignés au hasard. Comme un adjudant vient témoigner devant le conseil de guerre

qu'il n'a pas donné l'ordre d'attaquer et donc que ses hommes ne sont pas coupables, le tribunal opte pour un large acquittement mais condamne tout de même quatre caporaux à mort pour faire bonne mesure et châtier ce refus collectif d'obéissance qui ne doit plus se reproduire. Théophile Maupas, Louis Girard, Lucien Lechat et Louis Lefoulon sont donc fusillés le 17 mars.

Collectant des témoignages auprès des camarades de son mari durant la guerre, Blanche Maupas monte à l'assaut de la justice militaire dès l'armistice, avec le soutien de la Ligue des droits de l'homme. Toutefois, la Cour de cassation ne veut rien entendre. En effet, comme pour les fusillés de Flirey, le délit est réel : la 21^e compagnie s'est bien rendue coupable d'un refus d'obéissance en n'attaquant pas. Et peu importe si les ordres étaient inapplicables et meurtriers. Les faits sont les faits et un ordre doit être exécuté. Devenue l'histoire emblématique des fusillés pour l'exemple, une question d'honneur pour les associations d'anciens combattants, l'affaire des caporaux de Souain est finalement examinée par la cour spéciale de justice militaire, la solution trouvée par les pouvoirs publics pour passer outre à la décision de la Cour de cassation. Le 3 mars 1934, le jugement de 1915 est cassé et les quatre fusillés réhabilités, presque dix-neuf ans après les faits. Il ne fallait pas être pressé.

Chapitre 29

Dix monuments commémoratifs

Dans ce chapitre :

- Retrouvez des monuments plus ou moins bien connus, élevés durant l'entre-deux-guerres à Douaumont, Mondement ou Meaux
- Découvrez l'incroyable histoire du monument aux héros de l'armée noire de Reims
- Apprenez que l'on inaugure encore aujourd'hui des monuments dédiés à la Grande Guerre

Dès juin 1915, la Chambre des députés réfléchit sur la façon dont la nation pourrait honorer les poilus, et tout particulièrement ceux qui sont morts pour elle. L'idée d'un grand monument national est avancée, peut-être un gigantesque arc de triomphe situé à la Défense dans le prolongement de la perspective historique des Champs-Élysées (à l'endroit même où, dans les années 1980, s'élèvera l'arche des Droits de l'homme !). Plus tard, on pensera aussi à rassembler tous les noms des soldats morts pour la France dans un livre d'or qui sera placé dans une chapelle du Panthéon. Si l'idée du soldat inconnu, en 1920, donnera corps à cet hommage national, de nombreux monuments, impressionnants ou modestes, verront le jour par la suite sur les principaux champs de bataille. On continue même à en inaugurer aujourd'hui. Ils commémorent une victoire, une action d'éclat mais le plus souvent rendent compte du terrible sacrifice des hommes dans une dimension funéraire plus que patriotique. Il en existe des centaines, et comme on ne peut pas parler de tous, en voici juste quelques-uns issus d'un choix forcément subjectif.

Les fantômes de la Marne

Tout le monde connaît le Christ rédempteur de Rio de Janeiro, une statue de 30 mètres juchée sur la colline du Corcovado, classée monument

historique du Brésil depuis 1973 et visitée par 600 000 personnes par an. Mais qui sait que son auteur est un Français, le sculpteur Paul Landowski ? Et qui connaît le monument des fantômes de la Marne, que cet artiste, Grand Prix de Rome en 1900, a toujours considéré comme son chef-d'œuvre ?

Mobilisé à 39 ans dans une section de camouflage, cet artiste a été profondément marqué par l'horreur de la guerre. Devant des cadavres, il a fait le serment de leur rendre hommage : « Ces morts, je les relèverai ! » C'est pourquoi il s'est investi dans la construction d'une vingtaine de monuments aux morts au début des années 1920. En 1919, l'État lui commande une sculpture commémorant la mort de masse des soldats français, une opportunité pour celui qui rêve de laisser derrière lui un chef-d'œuvre. Il pense d'abord à des gisants, à des morts qui se relèveraient de la terre, puis arrête son choix sur les « fantômes », un groupe de soldats représentant l'armée des sacrifiés, éternelles sentinelles veillant sur le pays. Son modèle en plâtre est récompensé par le Salon des artistes en 1923 et le projet commence à se concrétiser à partir de 1926 quand le choix du terrain est arrêté : ce sera la butte Chalmont, dans l'Aisne, à proximité d'Oulchy-le-Château, théâtre de la seconde bataille de la Marne, en 1918 : sept soldats de 8 mètres de hauteur représentant les différentes armes (artilleur, chasseur, colonial, aviateur...), sculptés dans du granit rose, se dressent devant l'horizon, figés, les yeux clos. Ce sont bien des fantômes avec, au milieu, un homme nu, qui représente le martyr de l'humanité. En contrebas, Landowski a également érigé une autre statue, celle de la France, armée seulement d'un bouclier pour montrer que la guerre fut avant tout défensive pour la nation française. Inaugurée en juillet 1935 par le président de la République, Albert Lebrun, ce monument quelque peu oublié du tourisme de mémoire de 14-18 est depuis quelques années mis en valeur par le conseil général de l'Aisne et par la communauté de communes d'Oulchy-le-Château, qui y organise des spectacles son et lumière. Il vaut le détour.

Le monument aux héros de l'armée noire

Voici un monument important qu'il est difficile d'admirer parce qu'il n'existe plus : il a été détruit par les Allemands en 1940. Mais on est en train de le reconstruire et l'on pourra bientôt le contempler de nouveau à Reims. Issu d'une souscription des communes de France en l'honneur des tirailleurs sénégalais, le monument a été produit en deux exemplaires et érigé à Reims, ville défendue en 1918 par les troupes noires, et à Bamako, au Mali. C'est sur un terrain offert par la famille Pommery, célèbre productrice de champagne, que la première pierre est posée par le ministre de la Guerre, André Maginot, en octobre 1922. Il est inauguré en

grande pompe deux ans plus tard par le ministre des Colonies, Édouard Daladier, accompagné du député du Sénégal, Blaise Diagne, qui a tant œuvré durant la guerre pour favoriser l'engagement des Africains aux côtés de la métropole coloniale, perçue alors comme la mère patrie agressée et ayant besoin du secours de tous ses enfants. En échange du sang versé en commun, Blaise Diagne pensait que la France serait obligée de reconnaître l'égalité des droits et d'accorder le suffrage universel, au moins aux anciens combattants.

Le monument proprement dit, œuvre du sculpteur Paul Moreau-Vauthier et de l'architecte Auguste Bluysen, est constitué d'un socle de granit, importé d'Afrique, sur lequel on a gravé les principales opérations dans lesquelles les troupes noires ont été engagées depuis 1914. Il est surmonté d'un groupe de soldats africains en bronze rassemblés autour d'un drapeau tenu par un officier blanc. La composition reflète alors la traditionnelle représentation coloniale, mais l'officier est plus petit que les combattants noirs, qui apparaissent comme de véritables colosses. Les Allemands, qui n'ont jamais aimé les troupes noires, les accusant d'être des barbares, des sauvages et même carrément des bêtes humaines, ont massacré nombre de tirailleurs sénégalais prisonniers en 1940 et ont eu à cœur d'effacer ce monument qui rappelait que la glorieuse race aryenne avait aussi été mise en échec par une race que le nazisme pense primitive. Tandis que les occupants détruisaient la statue du général Charles Mangin à Paris, le fondateur de la « force noire », ils enlevaient aussi le bronze de Reims et l'envoyaient en Allemagne pour le fondre puis détruisaient le socle de granit. Du monument aux héros de l'armée noire, il ne restait rien à la fin de l'année 1940. Pour des raisons basement financières, la Ville de Reims rechigna à le reconstruire et préféra, en 1958, marquer l'emplacement par une stèle rendant hommages aux troupes coloniales. En 1963, pourtant, grâce à une souscription, un nouveau monument est érigé sous forme de deux obélisques. À l'heure des indépendances, le temps n'était plus à représenter des combattants noirs groupés autour du drapeau français, les artistes et les autorités préférant quelque chose de plus abstrait. On en est resté là jusqu'aux années 2000, où une association rémoise, emmenée notamment par le sympathique Cheikh Sakho, a émis le souhait de reconstruire à l'identique le monument de 1924. Aujourd'hui, de nombreux Français sont issus de l'immigration africaine et la représentation de combattants noirs groupés autour du drapeau tricolore a perdu son sens colonial mais représente l'entrée dans la communauté nationale par le sang versé dans une histoire commune. Le 11 novembre 2008, au cours d'une grande cérémonie à Reims, le secrétaire d'État aux Anciens combattants, Jean-Marie Bockel, accompagné de Rama Yade, sa collègue des Droits de l'homme, s'engage à ce que le monument de 1924 soit reconstruit. Rien de plus facile en effet, car une maquette de 1923 a été conservée, sans parler du monument de Bamako qui peut servir de modèle. Les héros de l'armée noire ressurgissent donc du passé.

La Liberté éplorée

Voilà un monument par trop oublié qui risque de ne plus l'être très longtemps. Cette statue offerte par le peuple américain au peuple français, par souscription nationale, est pourtant la réplique de la statue de la Liberté, offerte en 1886 par le peuple français au peuple américain, par souscription nationale, pour fêter le centenaire de l'indépendance des États-Unis. Haute de 26 mètres, montrant une femme aux seins nus symbolisant à la fois la France et la liberté, l'œuvre du sculpteur Frederick Mac Monnies est érigée à Meaux, au sommet de la route de Varreddes, à l'endroit de l'avancée extrême des Allemands lors de la première bataille de la Marne. À quelques dizaines de mètres de là, en effet, de terribles combats ont eu lieu du 6 au 8 septembre 1914 : les pantalons rouges venant du village de Chambry, tout proche, ont tenté de déloger les Allemands installés solidement sur les hauteurs de Varreddes. Ce fut une boucherie. Le sculpteur américain rend compte de cette bataille d'une violence inouïe par cette Liberté éplorée, épuisée après un dur combat, la bouche ouverte comme pour crier sa douleur, l'épée brisée, le cadavre d'un de ses enfants sur les genoux. À regarder de près, on découvre un drapeau à fleur de lys, un coq et un bonnet phrygien : tous les Français y trouveront leur compte ! Sur le socle, l'auteur a tenu à faire figurer le célèbre ordre du 6 septembre lancé par Joffre : « Le moment n'est plus de regarder en arrière. Une troupe qui ne pourra plus avancer, devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et mourir sur place plutôt que de reculer. » Dans l'esprit de souscripteurs américains, en effet, la France avait sauvé là, sur la Marne, la civilisation et la liberté face aux barbares germaniques voulant substituer le règne de la force à celui du droit. Les États-Unis et la France, il est vrai, sont des nations très proches dans le sens qu'elles ont été, et pour les États-Unis le sont toujours, persuadées d'avoir une mission, libérer l'humanité de l'obscurantisme et apporter au monde les lumières de la démocratie. L'ironie du sort veut qu'en 1932, à l'heure de l'inauguration, les relations entre la France et les États-Unis ne soient plus aussi bonnes qu'au sortir de la guerre. La crise économique initiée en 1929 est passée par là et, comme Paris ne veut plus payer ses dettes de guerre parce que l'Allemagne ne paie plus ses réparations, Washington en veut beaucoup à son ancienne alliée.

Malgré son caractère impressionnant, la statue de la Liberté éplorée a été plutôt oubliée, sans doute parce que le champ de bataille de la Marne n'est pas prodigue en vestiges et donc peu fréquenté par les amateurs de 14-18. Mais cela va certainement changer ! Effectivement, c'est au pied de cette statue monumentale, entièrement débarrassée de ses mousses et lichens, que le musée de la Grande Guerre de Meaux a ouvert ses portes le 11 novembre 2011.

Le monument de Mondement

Si la bataille de la Marne est avant tout marquée par l'offensive des troupes de la 6^e armée venues de Paris, qui attaquent le flanc droit de von Kluck, elle ne saurait se résumer à une bataille de l'Ourcq. En effet, l'affrontement a lieu sur près de 200 kilomètres, de Meaux à Vitry-le-François. Au centre de la carte des opérations, les batailles enragées qui ont eu lieu dans la région des marais de Saint-Gond, autour du château de Mondement plus particulièrement, ont joué un rôle important. Dans ce secteur, la 9^e armée de Foch est à l'extrême limite de ses possibilités et, si les Allemands parviennent à percer, c'en sera fini de la manœuvre qui prend von Kluck dans un étau à l'ouest. Les soldats de Foch n'ont pas cédé. On connaît la célèbre formule de ce chef au caractère trempé – qu'il n'a sans doute jamais prononcée : « Mon centre cède, ma droite recule. Situation excellente, j'attaque ! » Aussi, lorsqu'il s'est agi de commémorer la bataille de la Marne, les pouvoirs publics n'ont-ils pas voulu oublier la région de Mondement. Le 6 septembre 1917, d'ailleurs, le président Poincaré s'était rendu dans les ruines du château perdu et repris par les troupes françaises au prix de lourdes pertes, pour célébrer le troisième anniversaire de la victoire de la Marne. En 1920, les députés votaient le principe de l'érection d'un monument, mais il faut attendre 1930 pour que les travaux commencent, confiés à l'architecte Paul Bigot et au sculpteur Henri Bouchard. C'est réellement un monument inattendu et surprenant qui lui vaut le surnom de « carotte » : sorte de menhir ocre de 35 mètres de haut, en béton sur armature métallique, il est surmonté d'une Victoire ailée tandis que des bas-reliefs représentent les chefs des différentes armées ayant combattu lors de la bataille de la Marne – Sarrail, Langle de Cary, Foch, Franchet d'Esperey, French (à la tête de l'armée britannique), Maunoury et Gallieni. Joffre, le commandant en chef, est au centre, au côté d'un soldat en uniforme de 1914. Comme sur le monument de la Liberté éplorée de Meaux, l'ordre du général Joffre du 6 septembre 1914, qui appelle à tenir le terrain coûte que coûte et à se faire tuer sur place plutôt que de reculer, est gravé dans le béton.

Son histoire est singulière. Coûtant plus cher que prévu, son érection s'est trouvée interrompue pendant plusieurs années, la crise des années 1930 ne poussant pas à son achèvement. Il faut attendre 1936 et le Front populaire pour que les travaux soient relancés et le monument achevé. Mais l'inauguration, prévue en septembre 1939, n'aura jamais lieu : le gouvernement ayant d'autres chats à fouetter depuis l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale. Finalement, il faudra attendre 1951 pour que la cérémonie ait lieu !

Au-delà de ces péripéties, les combats acharnés autour du château de Mondement illustrent les lourdes fautes tactiques des Français dissimulées sous une légende héroïque. En effet, le château, qui n'était

pas mis en position de défense, fut pris facilement par les Allemands, qui s'organisèrent solidement, et il fallut sacrifier des centaines d'hommes au son du clairon et baïonnette au canon, chargeant à découvert, pour le reprendre. Si l'édifice a fini par retomber dans les mains des Français, le 9 septembre 1914, ce n'est pas grâce à l'incroyable courage des soldats qui n'a jamais pu être plus fort qu'une pluie de balles, mais du fait de deux canons que l'on a amenés à quelques centaines de mètres et dont le tir croisé est venu à bout en quelques minutes des défenseurs. À Mondement, le souvenir célèbre l'héroïsme, mais l'héroïsme dans la guerre industrielle a surtout peuplé les cimetières. Un bon coup de canon vaut mieux que toutes les charges, même les plus courageuses.

L'Europe pacifiée

Voilà un petit monument – de 5 mètres de hauteur tout de même –, mais qui a du sens. Installé sur une aire d'autoroute de l'A4, celle de Verdun-Saint-Nicolas, issu de la volonté conjointe du département de la Meuse et de la Sanef, qui gère l'autoroute, ce monument a été inauguré le 11 novembre 2008. Représentant deux visages de profil qui s'embrassent et, ce faisant, n'en formant plus qu'un vu de face, il évoque la réconciliation franco-allemande, l'unité retrouvée de l'Europe. Le sculpteur Paul Flickinger, qui en est à l'origine, sait ce que signifie cette guerre civile européenne, lui qui est né en 1941 à Colmar, c'est-à-dire sous la nationalité allemande puisque l'Alsace a de nouveau été annexée au Reich en 1940. Pour que le symbole soit plus fort, le monument est dédié aux deux premiers morts de la Grande Guerre, le caporal Peugeot et l'Allemand Albert Meyer, tous deux tombés le 2 août 1914, dans le territoire de Belfort, avant même la déclaration officielle de la guerre ! Il est également dédié aux deux derniers combattants : Lazare Ponticelli côté français, mort à 110 ans le 12 mars 2008 et à qui la nation française a rendu un vibrant hommage ; et Alfred Kästner, mort le 1^{er} janvier 2008 en Allemagne dans l'indifférence générale. En réalité, Kästner et Ponticelli ne sont pas les derniers combattants : c'est le Britannique Claude Choules, mort le 5 mai 2011 en Australie, qui est le dernier des soldats de 14-18 à disparaître. Il va de soi que pour célébrer la réconciliation franco-allemande, mieux valait retenir l'avant-dernier et l'antépénultième. Un beau symbole a parfois besoin d'un petit mensonge.

Le mémorial de Thiepval

Le 1^{er} juillet 1916, dans la Somme, après un bombardement intense, les soldats britanniques sortent des tranchées à l'assaut de la colline de Thiepval, persuadés que les Allemands, en face, ont tous été anéantis. Ce n'est pas le cas. Dans la colline, les Allemands ont creusé de profonds

souterrains dans lesquels ils se sont abrités des obus anglais, et quand la pluie d'acier a cessé, ils ont repris leur poste. Ce jour-là, l'armée britannique perd 60 000 de ses soldats, dont 20 000 morts, le reste étant composé de blessés, disparus ou prisonniers. On comprend pourquoi en Angleterre le nom de Thiepval est aussi effrayant que celui de Verdun pour un Français. Le pire, c'est que les combattants irlandais ont bien réussi à prendre pied sur la colline le 1^{er} juillet, mais ils se sont trouvés décimés par les nids de mitrailleuses allemands et par les obus des canons britanniques qui continuaient de labourer le terrain. Les combats autour de cette butte dureront jusqu'en septembre !

C'est sur ce terrain d'affrontement d'une violence inouïe qu'a été érigé, en novembre 1921, le premier monument commémoratif de la bataille de la Somme, grâce à une souscription publique : une tour de style gothique dénommée « tour d'Ulster », réplique d'une tour de Belfast d'où étaient originaires les soldats de la première vague d'assaut. Parce que les Britanniques pensent à tout, les concepteurs du projet n'ont pas oublié le salon de thé derrière la tour pour réchauffer le cœur des touristes. En 1932, la colline de Thiepval se dote d'un nouveau monument : un arc de triomphe de 45 mètres en brique et en pierre blanche de Portland, élevé par l'architecte sir Edward Lutyens. Sur ses piliers sont gravés les noms des 73 367 hommes tombés lors de la bataille de la Somme dont on n'a jamais retrouvé les corps. Situé sur la route départementale 73, on ne peut pas manquer l'édifice, qui se voit de loin et attire chaque année des milliers de visiteurs de Grande-Bretagne, mais aussi d'Irlande et d'Afrique du Sud ainsi que quelques Français égarés. En 2004, un centre d'interprétation a ouvert ses portes à proximité pour raconter ce que fut la bataille de la Somme.

« Ils n'ont pas choisi leur sépulture »

En 1998, à l'occasion du 80^e anniversaire de l'armistice, le ministère de la Culture passe commande d'un monument commémoratif et laisse le choix de son implantation à l'artiste retenu. L'heureux lauréat est Haïm Kern, né allemand en 1930 à Leipzig, mais dont les parents ont émigré en France pour fuir les persécutions antisémites des nazis. C'est sur le plateau de Californie, à proximité de Craonne, que le sculpteur a choisi d'ériger son monument qu'il a nommé « Ils n'ont pas choisi leur sépulture ». Ce bronze de 4 mètres de haut représente une sorte de grillage dont le maillage enserre les têtes malheureuses des soldats disparus, ceux qui ont été avalés par la terre et qui n'auront jamais de tombes. Sur les 1,4 million morts, ils sont tout de même 250 000, ce qui n'est pas rien. Ce monument est donc tout sauf polémique, et pourtant il va devenir la cible de nationalistes bornés qui voient en lui un hommage aux fusillés salissant le patriotisme ! C'est que le Chemin des Dames n'est pas le champ de bataille le plus consensuel. À la différence de Verdun, lieu d'exaltation du

patriotisme national parce que bataille défensive et victorieuse, le Chemin des Dames évoque la défaite, la boucherie inutile, et les mutineries des poilus qui en avaient assez de servir de chair à canon. Plus encore, le discours du Premier ministre, Lionel Jospin, qui a inauguré le monument, le 5 novembre 1998, a mis la droite en fureur. Il y a notamment parlé de « ces soldats, épuisés par des attaques condamnées à l'avance, glissant dans une boue trempée de sang, plongés dans un désespoir sans fond, [qui] refusèrent d'être des sacrifiés. Que ces soldats, "fusillés pour l'exemple", au nom d'une discipline dont la rigueur n'avait d'égale que la dureté des combats, réintègrent aujourd'hui, pleinement, notre mémoire collective nationale ». Ces paroles ont provoqué un tollé à droite, peut-être par opportunisme politicien en cette période de cohabitation : le président, Jacques Chirac, a jugé l'initiative déplacée, Philippe Séguin s'est demandé si, ensuite, Lionel Jospin n'allait pas réhabiliter la Waffen SS, et Nicolas Sarkozy a trouvé que « ce n'était pas le meilleur exemple à donner ». Dix ans plus tard, c'est le même Nicolas Sarkozy, devenu président de la République, qui dans son discours de Douaumont du 11 novembre 2008 affirme que « beaucoup de ceux qui furent exécutés ne s'étaient pas déshonorés, n'avaient pas été des lâches, mais que simplement ils étaient allés jusqu'à l'extrême limite de leurs forces ». Entre la droite et la gauche, la polémique autour des fusillés s'apaise tandis que se profile la réhabilitation des fusillés. Le monument de Haïm Kern, lui, ne parlait pas de cela. Il parlait de tous ces enfants du pays qui étaient partis en 1914 et qui ne sont jamais revenus de la guerre, qui y ont disparu corps et âme et dont on ne saura plus rien. Des imbéciles qui n'ont rien compris l'ont vandalisé en 1999 et en 2006. Dans une lettre du 10 mai 2006, le sculpteur se lamentait sur la bêtise humaine : « Des lâches à nouveau s'en sont pris au monument du plateau de Californie. Sept années de répit m'avaient laissé espérer que les passions soulevées lors de son inauguration s'étaient quelque peu apaisées. Faut-il que son symbole "les" dérange encore ? Cette sculpture destinée à commémorer le 80^e anniversaire de l'armistice de la guerre de 14-18 est là pour rappeler le souvenir de ces malheureux soldats tombés avant la fin de ces sanglants affrontements, sans pouvoir entendre sonner le cessez-le-feu du 11 novembre. Leur vie a pris fin sur cette crête et leur présence y est encore très forte. Ce monument devait être une œuvre pérenne et maintenant j'en viens hélas ! à douter de son avenir. Pourtant quel que soit son destin, il a déjà quelques états de service... et quelques blessures. »

L'ossuaire de Douaumont

S'il est un monument célèbre, c'est bien celui-là. Sur les hauteurs de Verdun, lieu de la terrible bataille qui a duré presque une année, de février à juin 1916 pour la phase offensive allemande, de juillet à décembre pour la phase de reconquête française, sont tombés environ 300 000 hommes,

dont un peu plus de 160 000 poilus. Vingt-six millions d'obus ont été tirés au total sur ce segment du front, ce qui fait que chaque mètre carré a reçu en moyenne six projectiles ! À l'issue de la guerre, le secteur de Verdun est donc couvert de cimetières plus ou moins improvisés et surtout d'ossuaires où l'on entresse les squelettes des Allemands et des Français pêle-mêle quand on n'arrive pas à retrouver leur identité.

Voulant donner un lieu aux familles de disparus venant se recueillir sur le champ de bataille, l'évêque de Verdun, M^{gr} Ginisty, lance une grande souscription nationale pour bâtir un grand monument dont la construction est confiée aux architectes Léon Azéma, Max Edrei et Jacques Hardy. Cette nécropole de Douaumont ressemble à une croix à demi enterrée mais aussi à une épée enfoncée dans la terre jusqu'à la garde. Cet étrange monument qui tient aussi du phare avec sa tour de 48 mètres, empruntant à l'idée barrésienne qui veut que les morts guident les vivants, a été construit par étapes : sa première pierre a été posée en 1920, l'ossuaire a pris du service en 1927, puis l'ensemble du bâtiment a été officiellement inauguré en 1932 par le président de la République, Albert Lebrun.

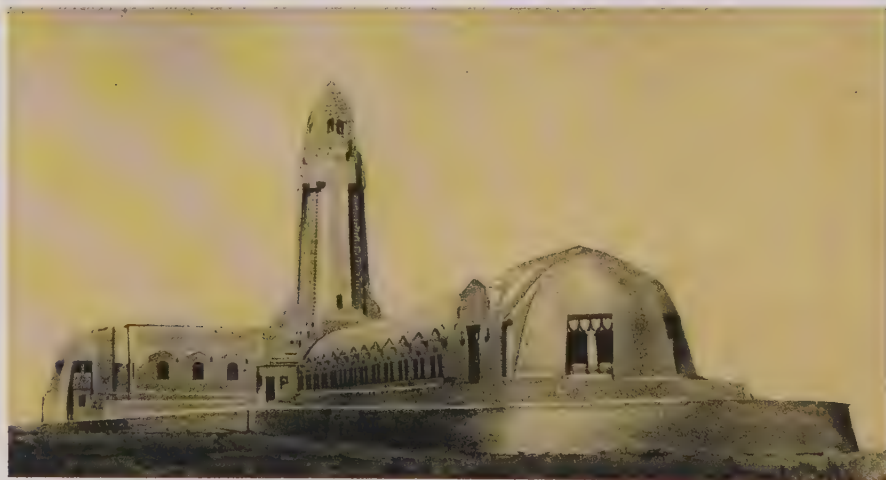
Quelque 130 000 corps non identifiés y sont entreposés. À ses pieds, un immense cimetière national de plus de 15 000 tombes. C'est là, en son centre, que Pétain a émis le vœu d'être inhumé selon son testament de 1938, mais le collaborateur de 1940 a troublé l'image du vainqueur de Verdun de 1916 et il n'a pas été question pour les pouvoirs publics de donner raison à celui qui a été condamné pour haute trahison en 1945 et a fini lamentablement ses jours en prisonnier sur l'île d'Yeu. Pour la petite anecdote, en février 1973, un commando d'extrême droite a tenté de lui faire cet honneur en déterrando clandestinement son cercueil du petit cimetière marin de l'île d'Yeu pour le ramener discrètement à Douaumont. La profanation ayant été rapidement découverte, les gendarmes se sont déployés dans la région de Verdun et les kidnappeurs n'ont plus su quoi faire du cercueil, qu'ils ont abandonné dans un parking miteux de la banlieue parisienne avant de se rendre à la police ! Sachez cependant qu'une messe a lieu chaque année à l'ossuaire, aux alentours du 11 novembre, en la mémoire de Philippe Pétain : un noyau d'extrémistes se réunissent alors pour tenter de réhabiliter le Pétain de 1940 en s'abritant derrière celui de 1916 et pour prier pour le salut de l'âme de celui qui, entre autres, fit arrêter et déporter vers l'Allemagne 75 000 hommes, femmes et enfants. Interrogé par le conseiller régional Jean-François Thomas sur l'opportunité de cette messe en l'honneur de Pétain, le comité de l'ossuaire a répondu en novembre 2012 qu'« une messe n'est jamais dite en l'honneur d'une personne ou d'un groupe mais toujours à Dieu » (!) et qu'il n'avait pas à se plier à une demande à caractère politique. Comme si organiser une messe pour Pétain n'avait pas un caractère politique !

Parce que Verdun est devenu le symbole de cette Grande Guerre, le monument de Douaumont est devenu très rapidement le monument commémoratif de 14-18 le plus connu. Mais c'est plus qu'un symbole

national : les cadavres des Français et des Allemands ne sont-ils pas mêlés dans l'ossuaire pour l'éternité ? C'est ici, en juillet 1936, que des anciens combattants venus de tous les pays ont prêté un serment de réconciliation vomissant la guerre, une bonne fois pour toutes : « Parce que ceux qui reposent ici et ailleurs ne sont entrés dans la paix des morts que pour fonder la paix des vivants, et parce qu'il nous serait sacrilège d'admettre désormais ce que les morts ont détesté, la paix que nous devons à leur sacrifice, nous jurons de la sauvegarder et de la vouloir. » Parmi les délégations prêtant ce « serment de Douaumont », il y avait des délégations allemandes arborant le drapeau à croix gammée ! La Seconde Guerre mondiale allait se charger de balayer ces belles intentions. En revanche, c'est bien à Douaumont, le 22 septembre 1984, que se déroule une des plus belles manifestations célébrant la réconciliation franco-allemande : François Mitterrand et Helmut Kohl s'y tiennent la main devant les morts. Trois ans plus tard, l'ONU décernait à Verdun le titre de « capitale mondiale de la paix » et en 1993 y était inauguré le Centre mondial de la paix et des libertés, dans l'ancien palais épiscopal.

Figure 29-1 :

Une croix,
une épée
enfoncée
dans le sol,
un phare,
l'ossuaire de
Douaumont
est tout cela
à la fois.



Les fusillés de Fleury-devant-Douaumont

Fleury-devant-Douaumont est connu pour être un de ces villages martyrs dont il ne reste rien, pas même une pierre, tellement il a reçu d'obus en 1916 pendant la bataille de Verdun. Ce que l'on sait moins, c'est qu'un drame abject s'est déroulé dans ces ruines. En ligne depuis le 5 juin dans le secteur de la ferme de Thiaumont, les sous-lieutenants Henri Herduin et Pierre Millant, à la tête de la 17^e compagnie, encaissent le

choc d'interminables bombardements. Le 8 juin, avec la moitié de leurs effectifs, ils se trouvent dans une situation périlleuse, attaqués de front et sur les côtés, menacés d'être encerclés. Ils sont privés de ravitaillement depuis plusieurs jours et n'ont bientôt plus de munitions. Que faire ? Il n'y a plus qu'à mourir ou se rendre... à moins de tenter une sortie à la faveur de la nuit et de filer entre les mains de l'ennemi. C'est ce que décident les deux sous-officiers qui, le 9 juin, ne sont pas peu fiers de ramener deux mitrailleuses et 25 rescapés dans les lignes françaises. Mal leur en a pris ! À l'état-major, on est indigné de ce repli sans ordre qui s'apparente ni plus ni moins à un acte de lâcheté. Or, l'abandon de poste en présence de l'ennemi est puni de mort par le Code de justice militaire. Réunir un conseil de guerre est encore trop long pour le général Boyer, qui réclame l'exécution sommaire et immédiate des deux sous-lieutenants. Parce que les officiers du 347^e régiment d'infanterie, auquel Herduin et Millant appartiennent, sont suffoqués et parce que les hommes sont en pleurs ou en rage, c'est Herduin lui-même qui décide de commander le peloton d'exécution : « Mes amis, on nous reproche de ne pas avoir fait notre devoir. Il paraît que nous n'aurions pas assez tenu. Nous avons fait tout notre devoir et nous n'avons pas mérité cela, nous ne sommes pas des lâches et on le reconnaîtra par la suite. Il faut tenir jusqu'au bout pour la France. Et maintenant, visez bien. Ne nous faites pas souffrir, visez au cœur. Ma femme, mon fils, adieu... En joue !... Feu ! » Ce sont des soldats de cette trempe-là que l'on a fusillés à Fleury-devant-Douaumont. Au début des années 1920, devant l'action en justice de la veuve du sous-lieutenant Herduin, les autorités civiles se pencheront sur cette triste affaire et, le 20 mai 1926, la cour d'appel de Colmar déclarera que les deux sous-officiers étaient innocents pour les faits qui leur étaient reprochés. En conséquence de quoi, ils étaient réhabilités.

En 2009, le conseil général de la Meuse décidait de rendre hommage à ces fusillés innocents en érigeant une petite stèle surmontée d'une sculpture de Paul Flickinger. Celle-ci, qui s'inspire d'un chapiteau de la cathédrale de Verdun où l'on voit un homme à genoux, les yeux bandés, avec une colombe devant lui, représente un homme dont les yeux sont bandés et qui expire sous les balles en même temps qu'une colombe posée sur son buste. Le message humaniste de l'auteur prétend que l'on tue les droits de l'homme chaque fois que l'on fusille un individu.

Le mémorial canadien de Vimy

Le plus grand monument canadien de la Grande Guerre n'est pas au Canada mais en France, à Vimy, dans le Pas-de-Calais. Ici, les Canadiens ont remporté en avril 1917 une grande bataille plutôt ignorée des Français, qui, au même moment, se font étriller sur le Chemin des Dames : ils ont

repoussé les Allemands de cette crête qui domine la plaine de Lens. En 1922, pour remercier le Canada, 110 hectares de cette crête lui ont été cédés par la France en reconnaissance pour les 66 000 hommes qui ont laissé leur vie en France. Les 11 285 soldats disparus, dont les corps n'ont jamais été retrouvés, n'ont pas été oubliés. Pour chacun d'eux, un pin du Canada a été planté, ce qui fait de la cote 145 de Vimy une véritable forêt. Les trous d'obus et les tranchées ont été conservés, ce qui fait de ce parc un véritable lieu de mémoire. Ce n'est pas tout, un monument de 40 mètres de hauteur a été inauguré en 1932, en présence du roi d'Angleterre – Édouard VII –, du président de la République – Albert Lebrun –, devant une foule de 100 000 personnes, dont 8 000 anciens combattants canadiens qui ont fait le déplacement pour rendre un dernier hommage à leurs malheureux camarades. Constitué de deux pylônes dressés vers le ciel, formant comme une gigantesque porte, ce monument qui a nécessité 11 000 tonnes de béton et 5 500 tonnes de pierre célèbre l'indissoluble amitié entre la France et le Canada. Quand on a grimpé les marches menant au monument et que l'on se retourne, on dispose d'un magnifique point de vue sur la plaine de Lens et les terrils de Loos. Ce lieu grandiose, assez peu connu des Français, est un lieu de pèlerinage obligé pour les touristes canadiens en France. C'est sur ce champ de bataille de Vimy que s'est naturellement effectué le choix du soldat inconnu canadien qui a été inhumé en 2000 à Ottawa.

Septième partie

Annexes



Dans cette partie...

Un doute ? Une hésitation dans une date ? Une confusion entre l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et celui de Jean Jaurès ? Vite, une vérification s'impose dans la chronologie qui suit où vous retrouverez les grands événements qui font le corps de cet ouvrage. L'envie d'aller plus loin ? D'approfondir un point précis ou de se plonger dans les (trop) nombreuses querelles d'interprétation des spécialistes ? Reportez-vous aux conseils bibliographiques et passez un bon moment de lecture, au coin du feu bien sûr.

Annexe A

Les grandes dates de la Première Guerre mondiale

1914

28 juin : attentat de Sarajevo, l'archiduc François-Ferdinand est assassiné.

5 juillet : « chèque en blanc » de l'Allemagne à l'Autriche en cas de guerre avec la Russie.

23 juillet : ultimatum austro-hongrois à la Serbie.

28 juillet : entrée en guerre de l'Autriche contre la Serbie.

30 juillet : mobilisation générale en Russie.

31 juillet : assassinat de Jean Jaurès ; mobilisation générale en Belgique.

1^{er} août : mobilisation générale en Allemagne et en France ; l'Allemagne déclare la guerre à la Russie.

2 août : le caporal Peugeot est le premier tué français de la guerre.

3 août : l'Allemagne déclare la guerre à la France.

4 août : invasion de la Belgique ; la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne ; Raymond Poincaré appelle les Français à l'Union sacrée.

15-24 août : les Français perdent la bataille des frontières, en Alsace, en Lorraine et à Charleroi.

26-31 août : Hindenburg arrête la percée russe à Tannenberg.

2 septembre : le gouvernement français évacue la capitale.

6-9 septembre : bataille de la Marne, les Allemands sont repoussés ; apparition des tranchées.

8 septembre : le pape Benoît XV lance un premier appel à la paix.

14 septembre : von Moltke, qui a échoué à battre rapidement la France, est remplacé par Falkenhayn.

Octobre-novembre : course à la mer et fixation des fronts.

1^{er} novembre : l'Empire ottoman entre en guerre aux côtés des puissances centrales.

1915

16 février : échec de l'offensive française de Champagne.

19 février : début de l'expédition des Dardanelles, échec de la flotte alliée qui ne parvient pas à franchir le détroit.

21 mars : un zeppelin bombarde Paris dans la nuit du 21 au 22 mars.

22 avril : première utilisation des gaz asphyxiants, à Ypres (Belgique).

24 avril : déportation des Arméniens et début du génocide.

25 avril : offensive terrestre sur les Dardanelles, bataille de Gallipoli.

26 avril : traité secret de Londres par lequel l'Italie s'engage à entrer en guerre contre des compensations territoriales.

7 mai : torpillage du *Lusitania* par les Allemands, émotion internationale.

Mai-juin : échec de l'offensive française d'Artois.

23 mai : l'Italie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie ; entrée des travaillistes dans le gouvernement de Herbert Asquith, en Grande-Bretagne.

5 août : prise de Varsovie par les Allemands.

Septembre-octobre : échec de l'offensive française combinée en Champagne et en Artois.

5-6 septembre : conférence socialiste internationale de Zimmerwald réunissant des opposants à la guerre.

5 octobre : entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés des puissances centrales.

9 octobre : prise de Belgrade par les Autrichiens.

1916

3 février : création du service militaire en Grande-Bretagne, qui se substitue au système du volontariat, devenu insuffisant.

21 février : début de la bataille de Verdun. Les Allemands ne passeront pas.

26 février : nouveau raid de zeppelins sur Paris.

1^{er} mai : premières manifestations pacifistes en Allemagne ; le député socialiste Karl Liebknecht est arrêté.

16 mai : accords secrets Sykes-Picot par lesquels Paris et Londres se partagent d'avance les possessions de l'Empire ottoman.

31 mai : bataille navale du Jutland, les Britanniques restent maîtres des mers.

4 juin : offensive russe victorieuse conduite par le général Broussilov.

10 juin : révolte arabe en péninsule Arabique à l'initiative du chérif Hussein (Hedjaz).

1^{er} juillet : début de la bataille de la Somme. Un carnage.

27 août : la Roumanie entre en guerre contre les puissances centrales.

28 août : le maréchal von Hindenburg succède à Falkenhayn comme général en chef sur le front ouest.

21 novembre : décès de l'empereur d'Autriche François-Joseph, avènement de Charles I^{er}.

2 décembre : Bucarest est occupé par les Allemands.

10 décembre : George Lloyd devient Premier ministre en Grande-Bretagne.

25 décembre : Joffre, promu au grade de maréchal, est remplacé par Robert Nivelle au poste de général en chef.

1917

3 février : rupture des relations diplomatiques entre Washington et Berlin à la suite de la reprise de la guerre sous-marine par les Allemands.

15 mars : abdication du tsar sous la pression révolutionnaire.

2 avril : entrée en guerre des États-Unis aux côtés des alliés.

16 avril : début de l'offensive française du Chemin des Dames. Un carnage.

17 avril : retour de Lénine en Russie après avoir traversé l'Allemagne en wagon plombé.

15 mai : Philippe Pétain remplace Joffre au poste de général en chef.

Mai-juin : mutineries dans l'armée française ; grèves ouvrières.

26 juin : les premières troupes américaines débarquent à Saint-Nazaire.

29 juin : la Grèce entre en guerre aux côtés des alliés.

13 juillet : démission du chancelier Bethmann-Hollweg, qui n'a plus la confiance du Parlement, favorable à une paix de compromis, ni de l'état-major, qui veut la continuité de la guerre jusqu'à la victoire.

1^{er} août : appel à la paix sans conquêtes ni annexions du pape Benoît XV.

31 août : démission du ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, sous la poussée des nationalistes.

15 octobre : l'espionne Mata Hari est fusillée dans les fossés de Vincennes.

24 octobre (calendrier julien)-7 novembre (calendrier grégorien) : révolution bolchevique en Russie.

24 octobre-9 novembre : bataille de Caporetto, défaite italienne et désastre national.

2 novembre : déclaration de lord Balfour sur la création d'un foyer national juif en Palestine.

14 novembre : Georges Clemenceau devient président du Conseil.

1918

8 janvier : le président américain fait connaître ses buts de guerre en 14 points.

3 mars : paix de Brest-Litovsk entre la Russie soviétique et l'Allemagne.

Mars-juillet : offensive allemande de la dernière chance contre le front français.

22 mars : Paris bombardé par un canon à longue portée.

14 avril : Ferdinand Foch devient commandant en chef des troupes alliées.

30 mai : les Allemands prennent Château-Thierry et repassent la Marne.

16-18 juillet : seconde bataille de la Marne, début de la contre-offensive alliée.

17 juillet : assassinat du tsar Nicolas II et de sa famille à Iekaterinbourg.

8 août : « jour de deuil pour l'armée allemande », recul général des Allemands sur tout le front.

15 septembre : offensive alliée dans les Balkans.

19 septembre : armistice bulgare.

1^{er} octobre : prise de Damas.

30 octobre : armistice turc.

3 novembre : armistice austro-hongrois.

5 novembre : grève générale en Allemagne.

9 novembre : abdication de Guillaume II, qui s'exile aux Pays-Bas.

11 novembre : signature de l'armistice avec les Allemands à Rethondes, dans la forêt de Compiègne.

1919

6-12 janvier : insurrection spartakiste à Berlin.

12 janvier : ouverture de la conférence de la Paix à Paris.

19 février : l'anarchiste Émile Cottin rate son attentat contre Clemenceau.

2 mars : création de la III^e Internationale communiste par Lénine.

28 avril : création de la SDN.

7 mai : la délégation allemande prend connaissance des dispositions du traité de Paix.

12 mai : le Parlement allemand rejette le traité de Paix.

16 juin : ultimatum de cinq jours adressé aux Allemands pour qu'ils acceptent le traité.

21 juin : les Allemands se soumettent, *in extremis* ; la flotte allemande se saborde à Scapa Flow (Écosse) plutôt que d'être livrée aux Britanniques.

28 juin : signature du traité de Versailles.

19 septembre : traité de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche.

16 novembre : victoire du bloc national aux élections législatives françaises, formation d'une Chambre surnommée « bleu horizon ».

19 novembre : le Sénat américain refuse de ratifier le traité de Versailles.

27 novembre : traité de Neuilly avec la Bulgarie.

Annexe B

Pour aller plus loin

Nous n'indiquons ici que les ouvrages les plus récents et tout particulièrement les éditions de poche, plus faciles d'accès. Dans un souci d'impartialité, nous mentionnons ici les ouvrages d'historiens dont les thèses s'opposent, faisant confiance au lecteur pour se forger son opinion.

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Annette BECKER, *La Grande Guerre. 1914-1918*, Gallimard, « Découvertes », 2006.

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Annette BECKER, *Retrouver la guerre*, Gallimard, « Folio », 2003.

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Jean-Jacques BECKER, *La France, la nation, la guerre. 1850-1920*, Sedes, 1995.

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Jean-Jacques BECKER, *Encyclopédie de la Grande Guerre*, Bayard, 2004.

Annette BECKER, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Hachette, « Pluriel », 2003.

Jean-Jacques BECKER, *1917 en Europe. L'année impossible*, Complexe, 1997.

Jean-Jacques BECKER, *La France en guerre. 1914-1918. La grande mutation*, Complexe, 1988.

Jean-Jacques BECKER, *La Première Guerre mondiale*, Belin, 2003.

Bruno CABANNES, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français*, Seuil, « Univers historique », 2004.

Rémy CAZALS, *Les Mots de 14-18*, Presses universitaires de Toulouse-Le Mirail, 2003.

Rémy CAZALS, Frédéric ROUSSEAU, *Le Cri d'une génération*, Privat, 2001.

François COCHET, *Première Guerre mondiale*, Studyrama, 2001.

François COCHET, *Survivre au front. Les poilus entre contrainte et consentement*, 14-18 éditions, 2005.

Pierre DARMON, *Vivre à Paris pendant la Grande Guerre*, Hachette, « Pluriel », 2004.

Sophie DELAPORTE, *Gueules cassées. Les blessés de la face de la Grande Guerre*, Noesis, 2003.

Jean-Baptiste DUROSELLE, *La Grande Guerre des Français*, Perrin, « Tempus », 2003.

Marc FERRO (dir.), *Frères de tranchée*, Perrin, « Tempus », 2006.

Marc FERRO, *La Grande Guerre*, Gallimard, « Folio », 1990.

Mario ISNENGHI, *La Première Guerre mondiale*, Casterman, 1993.

Jean-Yves LE NAOUR, *Le Soldat inconnu vivant*, Hachette, 2002.

Jean-Yves LE NAOUR (dir.), *Dictionnaire de la Première Guerre mondiale*, Larousse, 2008.

Jacques MEYER, *Les Soldats de la Grande Guerre*, Hachette, « La vie quotidienne », ouvrage de 1966 réédité en 1998.

Marc MICHEL, *Les Africains et la Grande Guerre. L'Appel à l'Afrique*, Karthala, 2003.

Pierre MIQUEL, *La Bataille de la Marne*, Perrin, « Tempus », 2004.

Pierre MIQUEL, *Le Chemin des Dames*, Pocket, 1998.

Pierre MIQUEL, *Le Gâchis des généraux*, Pocket, 2003.

Pierre MIQUEL, *Les Poilus*, Pocket, 2005.

Évelyne MORIN-ROTUREAU, *1914-1918 : combats de femmes*, Autrement, 2004.

Nicolas OFFENSTADT, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective*, Odile Jacob, 2002.

Nicolas OFFENSTADT, *La Grande Guerre en trente questions*, Geste, 2007.

Antoine PROST, Jay WINTER, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Seuil, « Points », 2004.

Denis ROLLAND, *La Grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Imago, 2005.

Frédéric ROUSSEAU, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Seuil, « Points », 1999.

Ralph SCHOR, *La France dans la Première Guerre mondiale*, Nathan Université, 1999.

Index

A

Alacoque, Marguerite-Marie, 221
Albert I^{er}, 86
Alexis, tsarévitch, 362
Allenby, Edmund, 321
Almereyda, Miguel, 70, 285
Anastasia, princesse, 362
André, lieutenant, 407
Angell, Norman, 41, 399
Anouilh, Jean, 338
Apollinaire, Guillaume, 224, 333
Aragon, Louis, 337
Arnoux, Jacques d', 128
Asquith, Herbert, 432
Attila, 88, 224, 235
Auroux, colonel, 186, 407, 408
Azéma, Léon, 425
Azéma, Sabine, 402

B

Bade, Max de, 322, 323
Bainville, Jacques, 358
Balfour, Lord, 151, 434
Baquet, général, 197
Barbieux, Eugène, 405, 406
Barbusse, Henri, 376, 390, 391, 393
Barney, lieutenant, 301
Barrère, Camille, 27
Barrès, Maurice, 80, 337
Barthas, Louis, 174, 262
Barthe, Édouard, 290
Barthou, , Louis, 290
bataille de Champagne, 105, 121
bataille de Charleroi, 87
bataille de l'Artois, 380
bataille de la Marne, 19, 77, 90, 92, 94, 96, 100,
119, 122, 135, 137, 232, 378, 385, 405, 418,
420, 421, 431, 435

bataille de la Seine, 91, 92
bataille de la Somme, 112, 257, 371, 423, 433
bataille de Saint-Mihiel, 302
bataille de Valmy, 316
bataille de Verdun, 20, 112, 128, 130, 254, 255,
291, 372, 426, 433
Becker, Jean-Jacques, 68, 437
Beddington, , Edward, 177
Beethoven, Ludwig von, 75
Benjamin, René, 389, 390
Benoît XV, 69, 176, 219, 222, 275, 276, 353,
432, 434
Berchtold, Leopold, 53
Bergson, Henri, 235, 238
Bérillon, docteur, 162, 232
Bersot, Lucien Jean Baptiste, 186, 407, 408
Bethmann-Hollweg, Theobald von, 15, 54,
271, 275, 434
Bettignies, Louise de, 246
Bigot, Paul, 421
Bismarck, Otto von, 21, 22, 23, 25, 39, 80, 292
Bizard, Léon, 212
Blanc, Alexandre, 267
Blanchard, Jean, 410
Blenk, Karl, 132
Blériot, Louis, 113, 114
Bloch, Marc, 226
Bloy, Léon, 220
Bluysen, Auguste, 419
Bockel, Jean-Marie, 419
Boisneuf, René de, 239
Boisset, Yves, 407
Bolo, Paul, 283, 284, 288
Bouchard, Henri, 421
Boulanger, Daniel, 80
Bourbon-Parme, Sixte de, 275
Bourderon, Albert, 266, 268
Bourgeois, Léon, 360
Bourret, Eugène, 185
Boutegourd, général, 405
Boutroux, Émile, 102

Brandis, lieutenant, 127
 Briand, Aristide, 68, 69, 133, 134, 224, 255,
 256, 272, 273, 274, 286, 290, 292
 Brion, Hélène, 292
 Brizon, Pierre, 267, 268
 Broussilov, Alexeï, 139, 144, 433
 Buisson, Ferdinand, 39
 Bülow, Karl von, 87, 385

C

Cachin, Marcel, 270
 Caillaux, Henriette, 54, 55, 64
 Caillaux, Joseph, 31, 32, 55, 64, 269, 271, 277
 Calmette, Gaston, 55
 Carbillot, général, 411
 Carion, Christian, 397, 403
 Cariou, Benjamin, 170
 Carré, Jean-Corentin, 215
 Castelnau, Édouard de, 39, 83, 256, 380
 Cathoire, docteur, 180, 185, 411
 Cavell, Édith, 246, 281
 Cazalis, Alfred, 223
 Céline, Louis-Ferdinand, 394
 Cendrars, Blaise, 74, 76, 159, 333, 398
 Chainé, Pierre, 160
 Chamson, André, 183
 Chanteur, soldat, 165
 Chaplin, Charlie, 159, 397
 Charlemagne, 124
 Charles I^{er} de Habsbourg, 275, 353, 433
 Charles le Chauve, 124
 Chemin, Camille, 414
 Chevallier, Gabriel, 74, 170
 Chirac, Jacques, 424
 Christofle, 198
 Churchill, Winston, 147
 Claudel, Paul, 224
 Claudel, Philippe, 395
 Clemenceau, Georges, 1, 18, 68, 127, 152, 219,
 228, 244, 269, 277, 287, 288, 289, 290, 291,
 292, 294, 298, 312, 314, 317, 318, 325, 326,
 337, 341, 343, 346, 358, 363, 366, 380, 383,
 434, 435
 Clovis, 181, 218
 Cochin, Denys, 69

Colle, général, 186
 Conan Doyle, Arthur, 234
 Cosmos, Jean, 401
 Cottet-Dumoulin, Élie, 407
 crise de 1929, 12
 crise de Sarajevo, 15
 crise des années 1930, 421
 Curie, Marie, 211
 Curzon, Lord, 362
 Czernin, Ottokar, 275

D

Daladier, Édouard, 419
 Dalbiez, Victor, 168
 Damas, Léon-Gontran, 321, 392, 435
 Danrit, capitaine, 80
 Daudet, Léon, 18, 45, 75, 269, 281, 287, 288,
 390, 394
 Dauphin, Joseph, 264
 Déat, Marcel, 270
 Deimling, Berthold von, 108
 Delcassé, Théophile, 25, 68, 69, 244
 Delétoille, général, 413
 Delsarte, Alfred, 405
 Demangeon, Albert, 336
 Denikine, Anton Ivanovitch, 361, 362
 Déroulède, Paul, 80
 Deschamp, Paul, 182
 Desprès, Émile, 215
 Diallo, Bakary, 237, 392
 Dimitrievic, colonel, 51, 53
 Dorgelès, Roland, 74, 170, 390
 Douglas, Kirk, 131, 256, 259, 377, 384, 385, 400
 Dreyfus, Alfred, 38, 45, 47, 81, 186, 288
 Drieu la Rochelle, Pierre, 163
 Dubail, Augustin, 83
 Dufour, Gaston, 405
 Dugain, Marc, 395, 402
 Duhamel, Georges, 158
 Dumas, Georges, 181, 182
 Dupeyron, François, 402
 Durantet, Francisque, 410
 Duval, Émile-Joseph, 285

E

Ebert, Friedrich, 323
Édouard VII, 428
Edrei, Max, 425
Einstein, Albert, 236
Eisner, Kurt, 364
entente cordiale, 25, 31, 341, 342
entente franco-russe, 23, 57
Erzberger, Matthias, 323, 375
Estienne, Jean-Baptiste Eugène, 112

F

Falkenhayn, Erich von, 17, 94, 124, 130, 131, 133, 137, 256, 257, 377, 379, 384, 385, 432, 433
Fayolle, Marie Émile, 121, 133, 185, 316
Ferchaud, Claire, 221
Ferdinand I^{er}, 143
Ferry, Abel, 58, 62, 123
Ferry, Jules, 30
Flickinger, Paul, 422, 427
Floch, Paul-Henri, 410
Foch, Ferdinand, 5, 39, 133, 262, 315, 318, 319, 320, 323, 325, 344, 358, 377, 379, 380, 381, 383, 385, 421, 435
Forain, Jean-Louis, 167, 272, 315, 349
Forton, Louis, 215
Franchet d'Esperey, Louis, 256, 421
Franco, Francisco, 335, 383, 386
François-Ferdinand, 49, 51, 52, 53, 431
François-Joseph, 48, 52, 274, 353, 433
Franklin, Benjamin, 76
French, John, 92, 385
Fresnay, Pierre, 399
Freud, Sigmund, 163, 164

G

Gabin, Jean, 399
Gabrielli, Joseph, 406, 407
Gallieni, Joseph, 89, 91, 92, 93, 125, 421
Gambetta, Léon, 339
Gance, Abel, 398
Garros, Roland, 113, 115
Gaulle, Charles de, 130

Gay, Pierre, 410
Géraldy, Paul, 374
Gervais, Auguste, 84, 315
Gilson, Ferdinand, 173
Ginisty, évêque, 425
Girard, Louis, 416
Goebbels, Joseph, 399
Gorki, Maxime, 236
Gouvieux, Marc, 80
Gramont, duchesse de, 210
Grey, Edward, 56
Griffith, Wyn, 176
Guéberlé, Jacob, 213
Guesde, Jules, 69, 265
Guillaume II, 23, 27, 28, 31, 48, 54, 56, 57, 59, 80, 86, 88, 90, 116, 145, 152, 220, 242, 271, 272, 275, 296, 322, 323, 333, 348, 359, 398, 435
Guilloteau, Maurice, 158

H

Haber, Fritz Jacob, 108
Haguenin, professeur, 273
Haig, Douglas, 131, 256, 259, 315, 377, 384, 385
Harding, Warren, 360
Hardy, Jacques, 425
Haupt, capitaine, 127
Hemingway, Ernest, 393
Hennion, Célestin, 64
Herduin, Henri, 426, 427
Herr, général, 126
Hervé, Gustave, 38, 43, 65, 267
Hindenburg, Paul von, 5, 133, 137, 138, 139, 239, 257, 260, 271, 316, 322, 375, 377, 378, 379, 384, 385, 386, 431, 433
Hirschauer, général, 245
Hitler, Adolf, 12, 105, 139, 251, 344, 347, 358, 366, 379, 383, 386, 393, 399
Hiver, général, 139
Hohenzollern, Wilhelm, 86, 220
Hollande, François, 189
Horthy, Myklos, 364
Hötzenndorf, Conrad von, 53
Hugo, Victor, 2
Humbert, Charles, 284
Hussein, émir, 433

I

Ignace, Édouard, 292
 Ioudenitch, Nikolaï, 362
 Isaac, Jules, 98

J

Jadé, Jean, 415
 Jamont, Édouard, 40
 Japrisot, Sébastien, 185, 395, 403
 Jaurès, Jean, 29, 43, 44, 55, 61, 62, 63, 64, 65, 70, 431
 Jeanne d'Arc, 41, 218, 220, 221, 223, 224
 Jean-Paul II, 353
 Jeunet, Jean-Pierre, 403
 Joffre, Joseph, 5, 7, 32, 81, 82, 83, 86, 87, 89, 91, 92, 94, 99, 119, 121, 122, 123, 125, 126, 127, 131, 133, 134, 146, 185, 206, 214, 244, 255, 256, 257, 259, 260, 289, 319, 377, 378, 380, 381, 382, 383, 420, 421, 433, 434
 Jospin, Lionel, 189, 424
 Jouhaux, Léon, 42, 65, 70, 266
 Jullien, général, 409
 Jünger, Ernst, 391

K

Kapp, Wolfgang, 366
 Kästner, Alfred, 422
 Kerenski, Aleksandr, 286, 304, 305, 306, 362
 Kern, Haïm, 423
 Kessler, Harry, 273
 Keynes, John Maynard, 292, 350
 Kipling, Rudyard, 235
 Kitchenner, Herbert, 385
 Kluck, Alexander von, 91, 93, 96, 378, 421
 Kohl, Helmut, 426
 Koltchak, Aleksandr, 362
 Krupp, 30, 314
 Kubrick, Stanley, 188, 397, 400, 415
 Kühlmann, Richard von, 317
 Kun, Béla, 364

L

Laby, Lucien, 165
 Lafont, Alexandre, 270
 Lancken, baron, 273
 Landowski, Paul, 418
 Langle de Cary, général, 421
 Lanrezac, Charles, 77, 81, 87
 Latzko, Andreas, 280
 Laval, Pierre, 42
 Lavissee, Ernest, 38
 Lawrence d'Arabie, Thomas Edward
 Lawrence, dit, 16, 397, 400
 Lean, David, 400
 Le Bon, Gustave, 102
 Lebrun, Albert, 418, 425, 428
 Lechat, Lucien, 416
 Lefoulon, Louis, 416
 Lénine, Vladimir Ilitch, 2, 11, 30, 265, 267, 268, 294, 305, 306, 307, 361, 363, 364, 366, 434, 435
 Lettow-Vorbeck, Paul von, 152
 Liebknecht, Karl, 268, 322, 364, 433
 Lloyd George, David, 256, 345, 433
 Longuet, Jean, 268
 Lothaire, 124
 Louis le Germanique, 124
 Louis XVI, 299
 Ludendorff, Erich von, 18, 133, 192, 220, 257, 262, 311, 312, 314, 316, 317, 320, 322, 323, 375, 377, 379, 380, 385, 386
 Lutyens, Edward, 423
 Luxemburg, Rosa, 322, 364
 Lyautey, Louis, 256

M

Mac Monnies, Frederick, 420
 Maginot, André, 133, 408, 418
 Maillet, Désiré, 408, 409
 Makhno, Nestor, 361
 Malherbe, Henri, 166
 Malo, Charles-Albert, 78
 Malvy, Louis-Jean, VII, 62, 69, 70, 224, 261, 266, 279, 285, 287, 288, 289, 290, 292, 374, 434

Mangin, Charles, 46, 258, 317, 373, 419
 Maréchal, Maurice, 228
 Marinetti, Filippo, 48
 Marty, André, 361
 Marx, Karl, 43, 268, 305
 Mata Hari, 246, 281, 282, 283, 288, 434
 Maunoury, Joseph, 91, 93, 421
 Maupas, Blanche, 415, 416
 Maupas, Théophile, 415, 416
 Maurras, Charles, 45, 64, 66, 267
 Mazeline, Guy, 394
 Merrheim, Alphonse, 266, 268, 280, 292
 Messimy, Adolphe, 46, 58, 69, 70, 84, 283
 Metz-Noblat, officier, 301
 Meunier, Paul, 187, 408
 Meyer, Albert, 422
 Meyer, Jacques, 158, 438
 Michaelis, Georg, 271
 Milestone, Lewis, 393
 Millant, Pierre, 187, 426
 Millerand, Alexandre, 68, 69, 122, 125, 224
 Mirabeau, Honoré Gabriel, 141, 304
 Mitterrand, François, 426
 Moles, Raymond, 72
 Moltke, Helmuth von, 87, 91, 94, 137, 384, 432
 Monroe, James, 295
 Mordacq, Jean Jules Henri, 78, 104
 Moreau-Vauthier, Paul, 419
 Moulia, Vincent, 264
 Mourier, Louis, 168
 Moutet, Marius, 270
 Mozart, Wolfgang Amadeus, 75
 Mun, Albert de, 69
 Mussolini, Benito, 142, 267, 365, 366, 399
 Mustafa Kemal Pacha, 354, 377, 386, 387

N

Naegelen, René, 73, 161
 Napoléon I^{er}, 32, 123, 139, 154
 Napoléon III, 52
 Nicolas II, 27, 28, 56, 275, 303, 304, 362, 435
 Nivelle, 134, 255, 256, 257, 258, 259, 261, 262, 317, 318, 377, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 407, 433
 Nizan, Paul, 394
 Noiret, Philippe, 402

O

O'Toole, Peter, 400
 Odde, soldat, 180, 411
 Orlando, Vittorio, 343
 Oulianov, Vladimir, 305

P

Pacha, Enver, 148
 Pacha, Talat, 250
 Painlevé, Paul, 256, 259, 273, 287, 289
 Pams, Jules, 46
 Pamuk, Orham, 251
 Pasic, Nicolas, 53
 Pastre, Gaston, 163
 Pau, général, 83, 87
 Paulaud, lieutenant, 409, 410
 Paulmier, colonel, 413
 Paupier, lieutenant, 410
 Péguy, Charles, 47, 70, 94
 Pénelon, Jean-Baptiste, 122
 Pennequin, Théophile, 46
 Péricat, syndicaliste, 266
 Pershing, John Joseph, 299, 300, 302
 Pétain, Philippe, 77, 121, 124, 127, 129, 131, 160, 177, 185, 256, 259, 261, 262, 263, 303, 312, 315, 318, 373, 377, 380, 381, 382, 383, 425, 434
 Petit, général, 406
 Pettelet, Claude, 410
 Peugeot, Jules André, 83, 422, 431
 Pie X, 69, 275
 Pillet, Édouard, 414
 Pilsudski, Josef, 362
 Pinoteau, colonel, 410
 Plekhanov, Gheorgi, 267
 Poidevin, Raymond, 30
 Poincaré, Raymond, 46, 54, 58, 67, 68, 69, 96, 121, 123, 134, 146, 165, 221, 224, 264, 273, 283, 289, 290, 304, 312, 325, 421, 431
 Poulaille, Henri, 280
 Poulbot, Francisque, 231, 313
 Pourésy, Émile, 164
 Prinzip, Gavrilo, 49, 51, 52, 53
 Prittwitz, Maximilian von, 137, 378

Proust, Marcel, 391
 Proye, général, 412
 Prudhommeaux, Jules, 41
 Psichari, Ernest, 48

Q

Quinaud, Jean, 410

R

Radiguet, Raymond, 170, 391
 Raffin-Dugens, Jean-Pierre, 267
 Raspoutine, Grigori Iefimovitch, 304
 Raynal, Sylvain Eugène, 162
 Remarque, Erich Maria, 161, 393
 Renan, Ernest, 48
 Renault, Louis, 198, 361
 Renoir, Jean, 398, 399
 Reuter, Ludwig von, 348
 Réveilhac, général, 415
 Ribot, Alexandre, 69, 256, 287, 288, 289, 290, 360
 Rimbault, Arthur, 174
 Robespierre, Maximilien de, 288
 Rolland, Romain, 236, 266, 438
 Romanov, famille, 362
 Roosevelt, Franklin Delano, 399
 Ruysen, Théodore, 41

S

Sakho, Cheikh, 419
 Sandt, Louis, 411
 Sangnier, Marc, 41
 Santo, Joseph, 222
 Sarkozy, Nicolas, 189, 424
 Sarraïl, Maurice, 145, 146, 421
 Sarraut, Albert, 213, 224
 Scheer, Reinhard von, 116
 Scheidemann, Philipp, 344
 Schiller, Friedrich von, 43
 Schlieffen, Alfred von, 81, 86, 87, 91, 94, 135, 139, 377, 378, 384, 385
 Schneider, 30, 112, 113
 Schoen, Wilhelm von, 56, 58

Schwieger, Walter, 116
 Séguin, Philippe, 424
 Sembat, Marcel, 69, 265
 Serrigny, général, 120
 Sertillanges, abbé, 276
 Shaw, George-Bernard, 236
 Sissi, Élisabeth de Wittelsbach, dite, 52
 Skoda, famille, 30
 Sorb, capitaine, 78
 Spartacus, 322
 Spee, Maximilian von, 116
 Spengler, Oswald, 336
 Stanton, capitaine, 148
 Strimelle, Jules, 188
 Stuttner, Bertha von, 40

T

Tautou, Audrey, 403
 Tavernier, Bertrand, 401
 Terrasse, adjudant, 406
 Thin, Auguste, 339
 Thomas, Albert, 197, 200, 265, 289
 Thomas, Jean-François, 425
 Thyssen, famille, 30
 Tillon, Charles, 361
 Timonier, Paul, 80
 Tirpitz, Alfred von, 296
 Tisza, Étienne, 53
 Tomasini, soldat, 180, 411
 Tournaire, artilleur, 209
 traité de Brest-Litovsk, 386
 traité de Francfort, 83
 traité de Lausanne, 354
 traité de Londres, 343
 traité de paix de Francfort, 22
 traité de Saint-Germain-en-Laye, 351, 436
 traité de Sèvres, 350, 354, 387
 traité de Versailles, 7, 244, 344, 348, 349, 354, 359, 366, 436
 Triple-Alliance, 22, 27
 Triple-Entente, 22, 25, 27, 58
 Trotski, Léon, 267, 362, 363
 Truffau, Paul, 167
 Trumbo, Dalton, 401
 Turmel, député, 283, 288
 Turpin, Eugène, 89

U

Uzès, duchesse d', 210

V

Vaillagou, Maurice, 214

Vaillant, Édouard, 43

Valéry, Paul, 2, 383

Venizélos, Éleuthérios, 145

Vermot, Quentin, 166

Verne, Jules, 80

Verzat, colonel, 406

Victoria, 25

Vignal, Pascale, 402

Villain, Raoul, 62, 64

Villaret, général, 409, 410

Vincent, Clovis, 181

Viviani, René, 54, 58, 62, 68, 69, 206, 256, 285,
289, 290

Voivenel, Paul, 107

Voltaire, 84, 262, 339, 361

W

Wagner, Richard, 75

Waleffe, Maurice de, 64

Waterlot, François, 405, 406

Wells, Herbert George, 235

Weygand, Maxime, 105, 363

Wilson, Woodrow, 272, 286, 296, 297, 298, 322,
343, 345, 346, 359, 360, 366

Worm, Anne-Marie, 222

Wrangel, Petr de, 362

Y

Yade, Rama, 419

Ybarnegaray, Michel Albert Jean Joseph, 382

Youssoupov, prince, 304

Z

Zelle, Marguerite, 281

Zola, Émile, 38, 288, 339

Zweig, Stefan, 48

Crédits photographiques



Toutes les cartes ont été dessinées par De Visu.

© Coll. et Cliché Caricadoc : 14, 24, 47, 66, 79, 85, 90, 149, 150, 155, 168, 175, 195, 209, 219, 226, 232, 234, 235, 293, 299, 302, 321, 329, 330, 342

© Collection particulière : 28, 67, 71, 73, 74, 82, 86, 88, 89, 92, 93, 101, 103, 106, 108, 109, 110, 111, 113, 115, 117, 122, 126, 128, 129, 132, 136, 138, 140, 141, 142, 144, 147, 157, 158, 160, 169, 171, 177, 197, 200, 206, 208, 210, 212, 238, 240, 243, 247, 248, 250, 274, 291, 318, 319, 331, 338, 345, 426

© Openlibrary.org/De la Marne au Rhin : 272, 315, 349

© Bibliothèque Forney / Roger-Viollet : 201

© Excelsior – L'Equipe / Roger-Viollet : 284

© Rue des Archives/Varma : 44

© The Granger Collection NYC/Rue des Archives : 52

© Rue des Archives/PVDE : 63

© Rue des Archives/RDA : 186

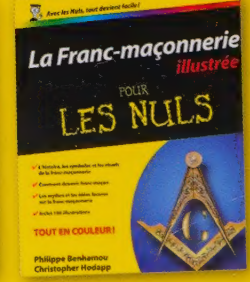
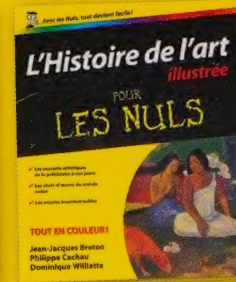
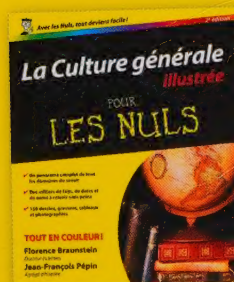
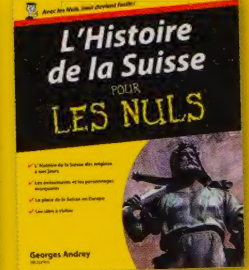
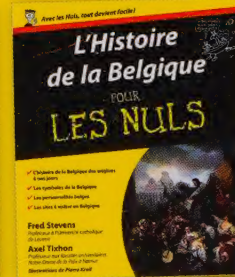
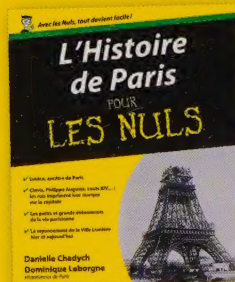
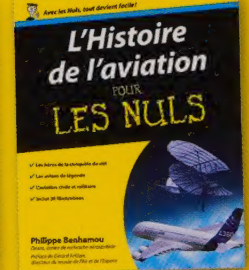
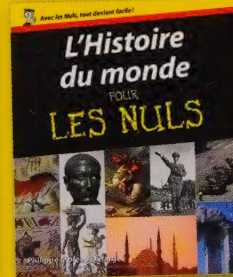
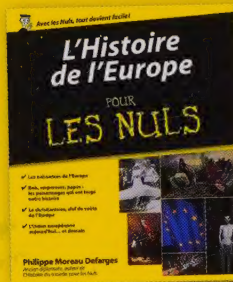
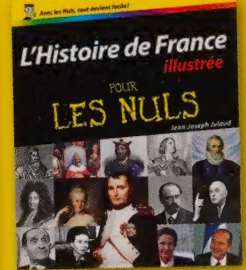
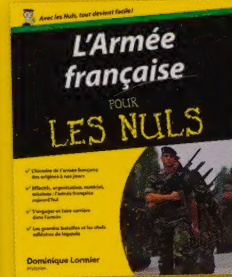
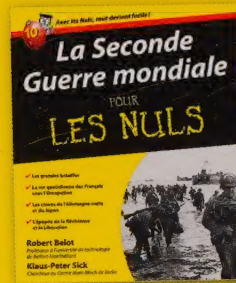
© Rue des Archives/Tallandier : 260, 279

© Picture Alliance/Rue des Archives : 282

© Rue des Archives /SPPS : 306



**Vous aimerez
aussi :**



Un ticket pour l'enfer de 14-18

Fermez les yeux et humez l'air suffocant du front, lourd d'acier, de poussière et de gaz. Écoutez le tonnerre des obus qui retournent la terre du *no man's land* et le choc sonore des gros percutants. Regardez les poilus aux visages tendus et graves, tandis que l'officier s'apprête à donner l'assaut.

Cet enfer-là, 8 millions de soldats français l'ont vécu il n'y a pas cent ans. Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer l'incroyable endurance des combattants ? Et surtout, comment une guerre que l'on croyait la « der des der » a-t-elle creusé un long sillon de douleur en faisant le lit de futurs conflits ?

Ce livre retrace les quatre années qui ont bouleversé le monde et qui ont semblé durer un siècle pour ceux qui les ont vécues.

Contient 100 illustrations en couleur.

Jean-Yves Le Naour, docteur en histoire, professeur en classes préparatoires, est spécialiste de la Première Guerre mondiale. Il a écrit de nombreux ouvrages sur ce sujet dont *Le Soldat inconnu vivant* (Hachette, 2002), le *Dictionnaire de la Première Guerre mondiale* (Larousse, 2008) et *Les Soldats de la honte* (Perrin, 2011).

Rayon librairie : Histoire

Photographie de couverture : Verdun, visions d'histoire (1919)

© Hulton-Deutsch Collection/Corbis



Découvrez :

- Les origines du premier conflit mondial
- La vie des poilus dans les tranchées
- L'invention de la guerre totale
- Le massacre du Chemin des Dames
- Dix idées fausses sur la Grande Guerre, dix chefs militaires, dix romans, dix films, dix fusillés réhabilités et dix monuments commémoratifs

Retrouvez les Nuls
sur www.pourlesnuls.fr
mais aussi sur



FIRST
Editions

563390 XI-13 29,95 €

